

Université de Caen Basse-Normandie

Ecole doctorale Histoire, mémoire, patrimoine, langage

Thèse de doctorat

présentée et soutenue le : 26/11/2015

par

Pierre Marie

pour obtenir le

Doctorat de l'Université de Caen Basse-Normandie

Spécialité : Histoire et Civilisations, Histoire du Monde Contemporain

préparée dans le cadre d'une cotutelle internationale de thèse

entre l'Université de Caen Basse-Normandie et l'Université de Coimbra

L'éducation populaire pendant la Révolution portugaise
Animateurs et associations d'éducation populaire à Coimbra (1974-1986)

Tome I

Directeur de thèse : Michel Boivin

Directeur de thèse : Rui Bebiano

Jury

Luisa Tiago de Oliveira, Professeure, ISCTE – Instituto Universitário de Lisboa (rapporteuse)

Yves Léonard, Professeur, Sciences Po (rapporteur)

Michel Boivin, Professeur, Université de Caen – Basse-Normandie

Rui Bebiano, Professeur, Universidade de Coimbra

Remerciements

Si Héloïse Lhérété évoque la « solitude du thésard de fond », ce travail n'aurait pu être mené à bien sans l'aide précieuse de ceux qui m'ont entouré et accompagné au cours de ces quatre années.

Je tiens, tout d'abord, à remercier Michel Boivin et Rui Bebiano pour l'orientation de ce travail. La disponibilité dont ils ont toujours fait preuve a grandement facilité cette recherche. Leurs conseils et leurs points de vue différents ont considérablement enrichi ce travail. Je souhaiterais aussi remercier Luisa Tiago de Oliveira et Yves Léonard d'avoir accepté de faire partie du jury de soutenance.

Au cours de cette recherche, j'ai eu la chance de pouvoir rencontrer des acteurs de la période révolutionnaire portugaise. Ces rencontres ont fortement influencé le cours de cette recherche. Au-delà de cet aspect, elles ont constitué pour moi une formation inestimable. Je souhaite ainsi remercier tous ceux qui m'ont ouvert leur porte pour partager leur histoire, leurs espoirs et leurs désillusions, sous la forme d'entretiens ou de conversations plus informelles. Je suis profondément redevable de cet accueil et de ce partage. J'espère simplement avoir pu donner forme, de la façon la plus correcte possible, à ces témoignages marquants.

Pour leur témoignage, je souhaite ainsi remercier Herculano Martins, Wilson Filipe, Camilo Mortágua, Celeste Isabel Lopes, Frederico Natividade, João Evangelista, Jorge Vilas, Teresa Patricio, Rui Namorado, Manuel Rocha, Clara Moura, Luísa Esteves, João Neto, Manuela Amorim, Conceição Oliveira, Deolindo Pessoa, Luís Serrano, Aires Ventura, José António Pinheiro, Mário Martins, Aida Ferreira, António Brandão Guedes, António Inácio Nogueira, Fausto Martins de Carvalho, Graciano Marques, Chelinho, Carlos Viana, Orlando Reis, Teresa Cunha, Carlos Dias, Lucília Salgado, Carlos Daniel, Maria do Rosário Gama, Elísio Estanque, João Maria André, Teresa Marques, João Fernandes, César Pegado, Isabel Lemos, Esaú Dinis, Hermano Carmo, Francisco Madeira Luís, Maria do Rosário Grilo, Licínio Lima, Maria Teresa Martins, Franco Charais, Cândido Pereira, et Jorge Araújo.

De nombreuses associations m'ont aussi accueilli afin de me permettre de mieux comprendre leur histoire. Je suis ainsi reconnaissant au Grupo Recreativo Vilaverdense, à l'Associação de Moradores do Bairro de Celas et principalement à Luisa, à l'Associação Pedra-Rija de Portunhos, au Centro Beira Mondego, au Centro Cultural e Recreativo de Bruscos, à la Casa do Povo da Abrunheira. Je souhaite aussi remercier celles et ceux qui m'ont ouvert leurs archives et ont facilité de nombreux contacts. Un grand merci à Rute Castela et Celeste Isabel du Graal ; à João Fernandes et César Pegado de l'INATEL ; à Armando Gomes du Centro Operário Católico da Conchada ; Carlos Neves de la Cáritas ; à Horácio Poiares et à Rui Costa de la direction générale des Sports ; à João Gomes du Clube Recreativo do Calhabé ; à Mário Duarte de la mairie de Penela, à Isabel Lemos et Orlando Reis. Enfin, je souhaiterais remercier le personnel du Centre de Documentation 25 Avril pour sa sympathie et son efficacité.

Un merci sincère à mes amis qui ont m'ont appuyé au cours de ces années. Je pense notamment à Paula Figueiredo pour ses encouragements constants, à Rodrigo Sousa pour l'accueil lisboète, à Tiago Gil Gomes pour son soutien, à José Vieira, Christian Lefeuvre, Marta Fidalgo et Amina Mazouza pour leurs précieuses relectures. Un grand merci aux enthousiastes de l'associativisme qui m'ont permis d'établir un lien entre recherches historiques et engagement présent. Je pense notamment aux amis du CFTL et de la BASE-FUT.

Enfin un grand merci à ma famille, pour avoir été toujours présente à mes côtés. À mes parents pour tout ce qu'ils ont fait pour moi ; à Martin et Pauline pour ne pas m'avoir laissé grandir seul ; à mes grands-parents pour leurs encouragements constants ; à Aurélio, Mané et Fonfon pour leur accueil chaleureux. Enfin à Chia, pour m'avoir épaulé et grandi avec moi au cours de ces années.

Principaux sigles

AAC : Association académique de Coimbra.

AD : Alliance démocratique.

ADIM : Association de défense des intérêts de Macao.

AOC : Alliance ouvrière paysanne.

APAC : Association portugaise d'animateurs culturels.

APCEP : Association portugaise pour la culture et l'éducation permanente.

APTA : Association portugaise de théâtre d'amateurs.

APU : Alliance populaire unitaire.

ARA : Action révolutionnaire armée.

ARIP : Association de réflexion et d'intervention politique.

ASC-FO : Association de culture socialiste – Fraternité ouvrière.

ASDI : Action social-démocrate indépendante.

BASE-FUT : Base – Front unitaire des travailleurs.

BR : Brigades révolutionnaires.

CAOB : Centre d'appui aux organisations de base.

CCEP : Centre de culture et d'éducation permanente.

CCFD : Comité catholique contre la faim et pour le développement.

CDE : Commission démocratique électorale.

CEE : Commission économique européenne.

CELUC : Chœur des étudiantes de lettres de l'université de Coimbra.

CGTP-IN : Confédération générale des travailleurs portugais – Intersyndicale.

CIASC : Commission interministérielle pour l'animation socioculturelle.

CITAC : Cercle d'initiation théâtrale de l'université de Coimbra.

CNAEBA : Conseil national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes.

CODICE : Commission de dynamisation centrale.

COPCON : Commando opérationnel du continent.

CPCCRD : Confédération portugaise des collectivités de culture, loisir et sport.

CRRA : Centre régional de réforme agraire.

CDS : Centre démocratique et social.

DGAC : Direction générale d'action culturelle.

DGAEE : Direction générale d'appui à l'Extension éducative.

DGD : Direction générale des Sports.
DGEA : Direction générale d'Éducation d'adultes.
DGEE : Direction générale d'Extension éducative.
DGEP : Direction générale d'Éducation permanente.
DGS : Direction générale de Sécurité.
ELP : Armée de libération du Portugal.
FAOJ : Fonds d'appui aux organismes de jeunesse.
FEC (m-l) : Front électoral communiste (marxiste-léniniste).
FEDER : Fonds européen de développement régional.
FMI : Fonds monétaire international.
FNAT : Fondation nationale pour le bonheur au travail.
FPCCR : Fédération portugaise des collectivités de culture et de loisir.
FRELIMO : Front de libération du Mozambique.
FRS : Front républicain socialiste.
FSE : Fonds social européen.
FSP : Front socialiste populaire.
GAC : Groupe d'action culturelle.
GAMIA : Groupe élargi pour le mouvement inter-associatif.
GDUP : Groupe de dynamisation d'unité populaire.
GNR : Garde nationale républicaine.
IEA : Institut pour l'éducation d'adultes.
INSCOOP : Institut António Sérgio du secteur coopératif.
INATEL : Institut national pour l'occupation des temps libres des travailleurs.
IPSS : Institution particulière de solidarité sociale.
JCCP : Junte centrale des Maisons du peuple.
JOC : Jeunesse ouvrière catholique.
JSD : Jeunesse social-démocrate.
JUC : Jeunesse universitaire catholique.
LBSE : Loi de base du système éducatif.
LCI : Ligue communiste internationaliste.
LUAR : Ligue d'union et d'action révolutionnaire.
MAD : Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie.
MDC : Mouvement démocratique de Coimbra.
MDLP : Mouvement démocratique de libération du Portugal.

MDM : Mouvement démocratique de femmes.
MDP : Mouvement démocratique du Portugal.
MEC : Ministère de l'Éducation et de la Culture.
MES : Mouvement de la gauche socialiste.
MFA : Mouvement des Forces armées.
MPLA : Mouvement populaire de libération de l'Angola.
MRPP : Mouvement réorganisateur du Parti du prolétariat.
MTPE : Mouvement des travailleurs portugais émigrés.
MUP : Mouvement d'unité populaire.
OCMLP : Organisation communiste marxiste-léniniste portugais.
PCP : Parti communiste portugais.
PCP (m-l) : Parti communiste portugais (marxiste-léniniste).
PDC : Parti démocratique chrétien.
PIDE : Police internationale de défense de l'État.
PNA : Programme national d'alphabétisation.
PNAEBA : Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes.
POUS : Parti ouvrier d'unité socialiste.
PPM : Parti populaire monarchique.
PREC : Processus révolutionnaire en cours.
PRODEP : Programme de développement éducatif pour le Portugal.
PRP : Parti révolutionnaire du prolétariat.
PRT : Parti révolutionnaire des travailleurs.
PS : Parti socialiste.
PPD/PSD : Parti populaire démocratique / Parti social-démocrate.
PVDE : Police de vigilance et de défense de l'État.
SAAL : Service d'appui itinérant local.
SADA : Service d'appui et de développement agricole.
SCE : Service civique étudiant.
SIDA : Agence suédoise pour le développement international.
SUV : Soldats unis vaincront.
TEUC : Théâtre des étudiantes de l'université de Coimbra.
UCP : Unité collective de production.
UDP : Union démocratique populaire.
UEC : Union des étudiants communistes.

UEDS : Union de la gauche pour la démocratie socialiste.

UGT : Union générale des travailleurs.

UN : Union nationale.

UNESCO : Union des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

UNITA : Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola.

L'éducation populaire pendant la Révolution portugaise

Animateurs et associations d'éducation populaire à Coimbra

(1974-1986)

« L'expérience portugaise, telle qu'elle a pu se développer après la chute de la dictature, paraît particulièrement intéressante en raison de la variété des initiatives qui se sont manifestées en matière d'éducation populaire ainsi que de l'originalité des stratégies et des expériences que le Service de l'éducation permanente au ministère de l'Éducation s'est efforcé de promouvoir, notamment pour faire en sorte que l'éducation des adultes soit l'œuvre des adultes eux-mêmes »¹.

Alberto Melo et Ana Benavente, 1978.

« Le cœur de la culture bat au rythme de la pratique humble des bibliothèques de quartier, des groupes d'alphabétisation, des groupes coraux, du théâtre amateur et des petits ciné-clubs ; elle vit du sang et de l'effort de ceux qui s'unissent et agissent, sans attendre que quelqu'un se résolve, peut-être, un jour, à changer le monde qui nous entoure »².

José Mariano Gago, 1978.

-
- 1 Alberto Melo, Ana Benavente, *Expériences d'éducation populaire au Portugal 1974-1976*, Paris, UNESCO, 1978. p. 3.
 - 2 José Mariano Gago, *Homens e ofícios*, 1982 [1978]. p. 3. Les traductions sont de notre responsabilité. Nous avons choisi de faire figurer la citation originale en portugais en note de bas de page. « O coração da cultura bate ao ritmo da prática humilde das bibliotecas de bairro, dos grupos de alfabetização, dos grupos corais, do teatro amador e dos pequenos cineclubes; vive do sangue e do esforço de quem se junta e age, sem ficar à espera que alguém se resolva, talvez, um dia, a mudar o mundo que nos diz respeito ».

Introduction

« L'histoire du Portugal – celle d'un pays voisin, membre de l'Union européenne et dont la France a accueilli plusieurs centaines de milliers de ressortissants émigrés – reste pourtant relativement méconnue en France, où il est difficile d'appréhender le Portugal autrement que par le biais du tourisme, de la littérature, du fado ou du football, où il n'est pas encore habituel de considérer le vingtième siècle portugais comme un véritable objet d'études et de recherche, autonome et d'une grande fécondité. [...] Ce vingtième siècle portugais mérite pourtant mieux que d'être réduit à un réservoir d'exemples secondaires dans le cadre de recherches comparatives, voire simple appendice de l'Espagne, source d'illustrations plus ou moins exotiques »³.

Yves Léonard.

Date marquant la chute du régime autoritaire mis en place par António de Oliveira Salazar, le 25 avril 1974 perdure comme une marque symbolique forte du calendrier commémoratif portugais. « Jour de la liberté », cette date voit de nombreux Portugais se mobiliser pour fêter ce jour de 1974 qui a vu s'achever la plus ancienne dictature alors présente sur le continent européen. En 2012, les commémorations ont cependant pris une tournure plus polémique. Vasco Lourenço, président de l'Association 25 Avril réunissant les anciens capitaines qui ont déposé le régime alors dirigé par Marcello Caetano, annonce son intention de boycotter les commémorations officielles alors prévues à l'Assemblée de la République. C'est alors la première fois depuis avril 1975 que les militaires sont absents des commémorations officielles de la Révolution des œillets. Le boycott de l'association est justifié par les politiques économiques et sociales d'austérité suivies par le gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho.

Tenant une conférence de presse, Vasco Lourenço déclare alors que « la ligne politique suivie par l'actuel pouvoir politique ne reflète plus le régime démocratique héritier du 25 avril établi dans la Constitution »⁴. De même, dans les mois qui suivent, nombre de manifestants accueillent les visites des ministres au son de *Grândola, Vila Morena*, chanson de José Afonso

3 Yves Léonard, Cours Magistral « Le Portugal au XX^e siècle. Présentation générale ». Disponible en ligne. <<http://college.sciences-po.fr/sitepoitiers/sites/sitepoitiers/files/y-leonard-cm-200920.pdf>>.

4 *Diário de Notícias*, « Associação rompe com comemorações oficiais », le 23 avril 2012. « A linha política seguida pelo atual poder político deixou de refletir o regime democrático herdeiro do 25 de Abril configurado na Constituição ».

interdite pendant la période autoritaire et ayant servi de signal de lancement des manœuvres militaires contre le régime. Trente-huit ans après la chute du régime instauré par António de Oliveira Salazar, le 25 avril constituerait donc encore un point de référence central pour la démocratie portugaise. Le refus des membres de l'Association 25 avril de participer aux commémorations au nom de l'héritage même de la Révolution des œillets conduit à se poser une question essentielle pour comprendre la démocratie portugaise et ainsi analyser les difficultés qu'elle traverse : que reste-t-il de l'héritage du 25 avril 1974 ? Et d'une manière plus fondamentale, quelle est la nature de cet héritage ?

La chute du régime salazariste

Le 25 avril 1974 et le renversement du régime par les militaires du Mouvement des Forces armées (MFA) marque une césure fondamentale dans l'histoire contemporaine du Portugal. Cet acte fondateur ouvre une période de fortes instabilités. D'importantes mobilisations populaires voient le jour avec de nombreuses occupations d'usines, de logements et la constitution de coopératives agricoles dans le cadre d'une vaste réforme agraire. Néanmoins, pour prendre la mesure de cette importance, il convient de revenir sur les causes de cette révolte militaire. La première République portugaise, qui a vu le jour le 5 octobre 1910, prend fin avec le coup d'État militaire du 28 mai 1926 et se met en place un régime dictatorial. Devant les difficultés financières du pays, le nouveau régime fait appel en 1932 à António de Oliveira Salazar, professeur de droit à l'université de Coimbra. Ce dernier assure un rôle plus important en cumulant les fonctions de président du Conseil et de ministre des Finances. Le 19 mars 1933, la nouvelle Constitution de l'État nouveau⁵ est approuvée et Salazar est, dès lors, seul maître du pays.

Le régime de l'État nouveau se fonde sur un parti unique, l'Union nationale, ayant pour vocation de représenter l'ensemble de la Nation, les élections étant rendues, par là même, inutiles⁶. Deux organisations ont pour objectif l'encadrement de la population et la défense du régime : la Jeunesse portugaise et la Légion portugaise⁷. De plus, l'appareil répressif du régime est particulièrement développé avec la reprise en main de la Garde nationale républicaine (GNR) et surtout le développement de la police d'État, la Police de vigilance et défense de l'État (PVDE)⁸. De nombreux opposants politiques ont ainsi subi emprisonnements

5 En portugais *Estado Novo*.

6 Sur la nature du régime salazariste, voir l'ouvrage d'Yves Léonard, *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 223 pages.

7 En portugais *Mocidade Portuguesa* et *Legião Portuguesa*.

8 Sur ce point voir l'ouvrage d'Irene Pimentel, *A História da Pide*, Lisboa, Temas e Debates, 2011. 602 p.

et tortures, notamment dans les prisons de Caxias et de Peniche ou dans le camp de concentration de Tarrafal, au Cap-Vert. Le mouvement syndical, relativement puissant pendant la période républicaine, est fortement réprimé avec la réorganisation de l'économie.

La situation économique du Portugal durant la période de dictature est dramatique. António de Oliveira Salazar a mis en place un système corporatiste inspiré du fascisme italien, interdisant toute organisation syndicale et réprimant sévèrement les revendications des travailleurs. La corporation est chargée de représenter et d'organiser les acteurs de l'activité économique. Le taux d'analphabétisme atteint plus de 25% au niveau national et les indicateurs sanitaires sont alarmants. L'émigration devient alors une porte de sortie pour nombre de portugais. Près d'un million quatre cent mille d'entre eux quittent le pays entre les années 1960 et 1974, la plupart prenant la direction de la France. La précarité, les forts taux de chômage, de même que la nature du régime en place expliquent ces nombreux départs. Victime de problèmes de santé, Salazar est remplacé par Marcello Caetano en 1968. Ce dernier a tenté de mettre en avant des réformes de nature libérale ; mais le régime a conservé, en grande partie, ses traits caractéristiques et sa teneur autoritaire.

Le système politique de l'État nouveau est souvent perçu comme profondément conservateur, où rien ou presque ne semblerait troubler la vie du peuple portugais. La dictature salazariste ne s'est-elle pas prolongée pendant près d'un demi-siècle ? Le Portugal de cette période est cependant loin d'être monolithique, l'image d'un pays soutenant ou du moins acceptant la dictature étant une vision simplificatrice. Les oppositions au régime prenaient pied à l'intérieur même du pays, au sein des populations émigrées mais aussi dans les territoires soumis au colonialisme portugais. Dès janvier 1961, Henrique Galvão détourne le paquebot Santa Maria, afin d'alerter l'opinion internationale sur la situation portugaise. Des groupes de luttes armées et de résistance voient ainsi le jour⁹, comme la Ligue d'union et d'action révolutionnaire (LUAR), les Brigades révolutionnaires (BR)¹⁰ ou l'Action révolutionnaire armée (ARA), fondée dans les années soixante-dix par le Parti communiste portugais (PCP)¹¹. Les exilés politiques constituent eux aussi une source d'opposition au régime, continuant leurs actions de résistance en dehors des frontières du pays, comme c'est notamment le cas à partir de la France et de l'Algérie¹².

9 Sur cette question des groupes de luttes armées, voir l'article de Rui Bebião, « Contestação ao Regime e Tentação da Luta Armada sob o Marcelismo », *Revista Portuguesa de História*, n°37. pp. 65-104 et l'ouvrage de Miguel Cardina, *A Esquerda Radical*, Coimbra, Angelus Novus Editora, 2010. 118 p.

10 Sur les BR, voir l'ouvrage du Partido Revolucionário do Proletariado, *Documento do Partido Revolucionário do Proletariado Brigadas Revolucionárias. 1971-1974*, Revolução, 1975. 233 p.

11 Sur l'ARA, voir l'ouvrage de Raimundo Narciso, *ARA. Acção Revolucionária Armada. A história secreta do braço armado do PCP*, Lisboa, Dom Quixote, 2000. 409 p.

12 Sur ce point, voir notamment la thèse de doctorat de Susana Martins, *Exilados Portugueses em Argel. A*

Malgré l'interdiction du droit de grève et l'idéologie corporatiste, les mouvements sociaux ne sont pas inexistantes au sein du Portugal salazariste. En janvier 1934, une révolte des ouvriers des verreries de Marinha Grande est fortement réprimée. Dans le Sud du pays, en Alentejo, les travailleurs agricoles se mobilisent pour de meilleures conditions de vie. Le 19 mai 1954, l'ouvrière agricole Catarina Eufémia est ainsi abattue à Baleizão par la GNR lors d'une manifestation. Elle devient alors un symbole des luttes menées dans les campagnes, notamment pour le Parti communiste portugais fortement implanté dans le sud du pays. Les ouvriers agricoles obtiennent, en 1962, la limitation de la journée de travail à huit heures après de nombreuses luttes. La période de l'*État nouveau*, qui s'étend de 1933 à 1974, est ainsi émaillée de mouvements de protestation contre le régime et en faveur de la démocratie. Le Parti communiste s'impose comme la principale structure clandestine d'opposition au régime et joue un rôle important dans les luttes sociales.

À l'intérieur du monde catholique, certaines voix s'élèvent contre le régime et en faveur de la démocratie¹³. En 1958, la campagne en faveur de la candidature de Humberto Delgado mobilise les opposants au régime. Le candidat soutenu par Salazar sera finalement élu à l'issue d'un scrutin entaché d'irrégularités. Les étudiants jouent aussi un rôle important dans la contestation du régime autoritaire. En 1962, puis surtout en 1969, les luttes étudiantes entrent en collision avec les principes du régime. L'opposition au régime voit ainsi le jour dans différents secteurs de la société portugaise, dans le monde ouvrier, paysan ou encore étudiant et joue un rôle important dans la critique aux principes véhiculés par le salazarisme.

Le Portugal, à l'aube de la Révolution d'avril 1974, possède le dernier grand empire colonial. Le régime salazariste n'a cessé de refuser d'accorder l'indépendance ou du moins une autonomie à ses colonies. La colonisation portugaise est à lier à l'histoire des grandes découvertes dans lesquelles les navigateurs portugais et leurs caravelles ont joué un rôle essentiel, à une époque où le Portugal était une puissance mondiale de premier plan. Un acte colonial est signé en 1930 pour stabiliser les relations entre la métropole et ses colonies. La préservation de cet Empire devient un enjeu majeur pour António de Oliveira Salazar. Le Portugal est alors présent en Afrique (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, archipels du Cap-Vert et de São-Tomé et Príncipe) et en Asie (enclaves indiennes de Damão, Diu et Goa, Timor-Oriental, Macao). L'État nouveau portugais se présente abondamment comme un empire « multi-continental ». Le passé des navigateurs est sublimé, la colonisation prenant

FPLN, das origens à rutura com Humberto Delgado (1960-1965), Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Universidade Nova de Lisboa, 2013.

13 Sur les mouvements catholiques, voir notamment les ouvrages de Joana Lopes, *Entre as brumas da memória. Os católicos portugueses e a ditadura*, Porto, Ambar, 2007, p. 245 et Base-Frente Unitária de Trabalhadores, *Pela dignidade do trabalho. Utopias e Práticas do Trabalho de Base*, Lisboa, Edições Base, 2014, 281 p.

ainsi le caractère d'une mission civilisatrice. Salazar règne alors sur un territoire s'étendant, selon l'expression courante à l'époque, « du Minho jusqu'au Timor ». La propagande du régime exploite cette histoire afin de légitimer l'occupation coloniale et fait appel aux grandes découvertes et au « siècle d'or » portugais, dont il conviendrait de retrouver le chemin. L'exploitation des territoires coloniaux est renforcée par l'implantation de colons et d'entreprises protégées par l'État portugais, notamment en Angola.

Néanmoins, le contexte de l'après Seconde Guerre mondiale et, plus encore, des années soixante, voit se réaliser de nombreuses décolonisations à l'issue de guerres ou par voies plus pacifiques. Le Portugal devient de plus en plus isolé à l'égard de la communauté internationale, conséquence de son intransigeance dans les colonies. En décembre 1961, l'Inde envahit les enclaves portugaises sur son sol et amorce la décolonisation des territoires lusophones. En Afrique, des mouvements indépendantistes se créent et des luttes armées voient le jour en 1961 en Angola, en 1963 en Guinée-Bissau et au Mozambique l'année suivante. Dans le contexte de guerre froide, les deux puissances que sont les États-Unis et l'URSS défendent leurs positions respectives et soutiennent des mouvements de libération antagonistes comme en Angola (respectivement l'UNITA et le MPLA) et au Mozambique, où le mouvement majoritaire, la FRELIMO est soutenu par Moscou.

L'obstination du régime portugais à propos de la question coloniale entraîne de nombreuses critiques internationales émanant en particulier de l'ONU qui condamne les guerres menées par le régime sur le sol africain¹⁴. La poursuite de conflits conduit à une aberration pour le Portugal. Petit pays connaissant d'importantes difficultés économiques et sociales, il tente de sauver à tout prix les territoires outre-mer qui font sa grandeur. La moitié du budget de l'État est alors dévolue à la poursuite de ces guerres au début de la décennie soixante-dix. L'armée est contrainte d'envoyer le contingent si bien qu'un grand nombre de Portugais en âge de faire leur service militaire part combattre sur le sol africain. Le poids économique de cette guerre, l'impossibilité de gagner militairement contre des opérations de guérilla et un malaise grandissant au sein de l'armée font de la question des colonies un facteur crucial expliquant la chute du régime.

Des étudiants et travailleurs des professions libérales, ayant vu repousser leur service militaire pour cause d'étude, sont progressivement appelés. Ces *milicianos* jouent un rôle important dans la prise de conscience des militaires dans les casernes et alimentent les critiques au régime. Les principaux meneurs des crises étudiantes sont ainsi incorporés dans

¹⁴ Sur ce point, voir l'article de A. E. Duarte Silva, « O litígio entre Portugal e a ONU (1960-1974) », *Análise Social*, vol. XXX (130), 1^o. pp- 5-50.

l'armée et y continuent leur action politique contre le régime. L'arrivée des *milicianos* dans les régiments permet d'ouvrir les horizons des militaires et soudent une alliance contre la poursuite des guerres coloniales et pour la démocratie. Il existe ainsi une ligne de continuité entre les différents mouvements d'opposition au régime autoritaire.

Devant le manque en effectifs d'officiers de carrière, un décret-loi est promulgué en juillet 1973 afin de faciliter l'avancement de nouveaux officiers issus de la conscription. Cet avancement, rendu indispensable par les conflits en Afrique, entraîne une levée de boucliers de la part des officiers de métier. Devant cette fronde, le gouvernement de Marcello Caetano recule ; mais cette révolte corporatiste aboutit à une remise en cause du bien fondé de la guerre coloniale. Il apparaît alors évident pour de nombreux officiers que la réponse à apporter aux guerres dans les colonies doit être politique, en leur accordant l'indépendance ou du moins une réelle autonomie. Étant donné le lien substantiel existant entre le maintien du régime autoritaire et la conservation de l'Empire, toute critique de la politique coloniale du gouvernement portugais aboutit à une remise en cause des fondements du système mis en place par António de Oliveira Salazar. Ce mouvement de contestation se structure dès septembre 1973 à partir de réunions secrètes en métropole et dans les colonies, et prend le nom de Mouvement des Forces armées.

La pression au sein de l'armée s'accroît avec la parution, en février 1974, de l'ouvrage du général António de Spínola, *Le Portugal et le Futur*. L'ancien gouverneur militaire de Guinée-Bissau et alors vice-chef de l'État-major, y soutient que la guerre ne peut être gagnée et se prononce en faveur d'une plus grande autonomie des colonies au sein d'une grande fédération. Ce mouvement, né dans les colonies, ajoute son mécontentement aux difficultés latentes dans le pays. Un premier sursaut a lieu le 16 mars 1974, lorsque le cinquième régiment d'infanterie de Caldas da Rainha se soulève. Cette tentative échoue. Le 25 avril, les forces du MFA prennent Lisbonne sans rencontrer de résistance importante et mettent ainsi fin au régime autoritaire, établi quarante-huit ans auparavant. Les membres du MFA parviennent à prendre position dans la capitale et encerclent le président du Conseil et sa garde rapprochée au Quartel do Carmo, siège de la GNR. Marcello Caetano, sans autre alternative, accepte de se retirer du pouvoir, sous condition d'être remplacé par António de Spínola, afin d'éviter que « le pouvoir ne tombe dans la rue ». Une Junte de salut national se met en place avec pour programme de démocratiser, décoloniser, et développer le pays.

La période révolutionnaire portugaise

Le 25 avril 1974 n'est néanmoins pas une journée assurant la transition d'un régime dictatorial vers une démocratie. Si elle met fin à une période sombre de l'histoire portugaise, cette journée voit s'affronter différentes positions sur les problèmes cruciaux touchant le Portugal. La chute de l'ancien régime ouvre une intense période caractérisée par un fort processus révolutionnaire. Il est naturel qu'un événement aussi polémique qu'une révolution entraîne des postures historiographiques variées et concurrentes. La Révolution française de 1789 est un exemple évident de ces différentes façons d'écrire l'histoire selon les visions de l'événement adoptées. Il est donc nécessaire d'explicitier de la manière la plus complète possible le point de départ de notre recherche sur la période révolutionnaire portugaise.

Tout d'abord, il convient de prendre au sérieux le terme même de révolution. Car c'est bien une révolution qui a eu lieu au Portugal à partir d'avril 1974. Or ce fait historique a pris une forme peu commune. Nombre d'auteurs parlent d'un coup d'État militaire, mené par le MFA, qui se serait transformé en révolution au cours de la journée du 25 avril. Nous souscrivons largement à cette vision. Rapidement, les habitants de Lisbonne envahissent la scène politique, ne tenant aucunement compte des appels au calme lancés par le MFA. Cette intrusion populaire, ainsi que l'importante mobilisation dans les mois qui suivent, transforment un coup d'État militaire en un véritable processus révolutionnaire. Les ouvrages de Maria Inácia Rezola, *25 de Abril. Mitos de uma Revolução*, de António Reis, *Portugal 20 anos de democracia*, ainsi que l'article de Josep Sánchez Cervelló, « El processo democrático português » constituent des études capitales pour comprendre le processus révolutionnaire portugais¹⁵. Or cette vision tend à être contestée par une frange de l'historiographie pour qui la démocratie portugaise est le résultat d'une transition.

Dans un texte fondamental, Manuela Cruzeiro dénonce une attitude qu'elle qualifie de révisionnisme historiographique¹⁶. Cette posture a ainsi pour conséquence de minorer, voire de dévaloriser, le rôle joué par le processus révolutionnaire portugais dans l'établissement de la démocratie. Manuela Cruzeiro donne l'exemple du trentième anniversaire du 25 avril en 2004, dont les commémorations confiées à l'historien António Costa Pinto préférèrent le terme d'*évolution* à celui de *révolution*. Ces commémorations tendent à l'effacement de la période

15 Maria Inácia Rezola, *25 de Abril. Mitos de uma revolução*, Lisboa, A Esfera dos Livros, 2007. 411 p. ; António Reis, *Portugal 20 anos de democracia*, Lisboa, Círculo de Leitores, 1994. 519 p. ; Josep Sánchez Cervelló SÁNCHEZ CERVELLÓ Josep, « El processo democrático português (1974-1975) », in Hopólito de la Torre (coord.), *Portugal y España en el cambio político (1958-1978)*, Mérida, Universidad Nacional de Educación a Distancia, Centro Regional de Extremadura, 1989, pp. 149-166.

16 Maria Manuela Cruzeiro, « Revolução e Revisionismo Historiográfico. O 25 de Abril visto da História », in Rui Cunha Martins (dir.), *Portugal 1974. Transição Política em Perspectiva Histórica*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2011. p. 123.

révolutionnaire et à l'idée que la démocratie portugaise se serait développée contre ce même processus révolutionnaire. Manuela Cruzeiro conclut que « d'ici à la thèse du "avec 25 avril ou sans 25 avril nous serions comme nous sommes, voire meilleurs", il n'a qu'un pas. Le même qui aboutit à la conception de la révolution comme une parenthèse dispensable ou un irritant contretemps »¹⁷.

Les historiens souscrivant à cette conception de la Révolution des œillets font de la démocratie contemporaine portugaise le fruit d'une évolution qui aurait débuté avec la tentative de libéralisation du régime par Marcello Caetano, à la suite du retrait d'António de Oliveira Salazar de la vie publique. Cette thèse conduit à un redécoupage chronologique de cette transition portugaise à la démocratie. Rui Ramos étudie ainsi cette évolution entre les années 1961 et 1997 et met en avant la croissance de l'État social sous Marcello Caetano¹⁸. Dès lors, la période révolutionnaire est pensée comme un maillon d'un processus plus large et, ce faisant, le terme même de révolution est escamoté, la notion de transition traduisant l'idée d'une continuité et d'une linéarité de l'évolution.

Eduardo Lourenço, dans un article paru dans le *Jornal Novo* en janvier 1976, pose la question du sens de la rupture révolutionnaire du 25 avril. Cet article au titre polémique, « Le fascisme n'a jamais existé », dénonce l'attitude qui consisterait, à l'issue de la phase la plus aiguë de la révolution, à nier l'existence d'un régime fasciste au Portugal¹⁹. Cette posture a pour conséquence de modifier la perception du 25 avril, dès lors perçu comme un coup d'État perdant sa justification centrale : s'il n'existait pas de régime autoritaire au Portugal, quel est alors le sens d'un processus révolutionnaire qui se proposait de transformer radicalement le pays ? Le révisionnisme historique alimente ainsi une atténuation du caractère antidémocratique de l'État nouveau et contribue à l'image d'un radicalisme ingénu et inconséquent pendant le processus révolutionnaire.

Dans un ouvrage collectif paru en 2012, Raquel Varela s'oppose frontalement à cette démarche historiographique et défend le 25 avril 1974 comme une rupture, que seul le terme de révolution est à même de qualifier²⁰. Pour l'historienne, la période révolutionnaire a vu se réaliser deux ruptures : le régime fasciste a laissé place à une période révolutionnaire et cette dernière s'est achevée avec l'institutionnalisation d'un régime de démocratie libérale. Raquel Varela défend ainsi que « la démocratie n'était pas, on ne peut affirmer qu'elle était,

17 *Idem.* p. 123.

18 Rui Ramos (coord.), *História de Portugal*, Lisboa, A Esfera dos Livros, 3^a edição, 2010, 976 p.

19 Eduardo Lourenço, *O Fascismo Nunca Existiu*, Lisboa, Publicações Dom Quixote, 1976. 248 p.

20 Raquel Varela (coord.), *Revolução ou transição? História e Memória da Revolução dos Cravos*, Lisboa, Bertrand Editora, 2012. 293 p.

inévitable »²¹. L'attitude qu'elle dénonce conduirait à une histoire téléologique, qui expliquerait le processus historique par sa fin. La démocratie portugaise aurait ainsi été la seule issue possible (puisque que c'est la seule issue qui s'est concrétisée) d'un processus de transition politique initié avant la fin de la dictature de l'État nouveau et aboutissant par l'institutionnalisation d'un nouveau régime démocratique.

Nous souscrivons aux remarques faites par Manuela Cruzeiro et Raquel Varela. Notre position se fonde sur le fait que les mouvements sociaux, qui ont vu le jour au Portugal à partir d'avril 1974, caractérisent ce processus révolutionnaire et avaient pour ambition de fonder un régime nouveau, conjuguant socialisme et démocratie. Ainsi, selon Hannah Arendt, « ce n'est que là où le changement se produit dans le sens du nouveau commencement, là où la violence intervient pour la constitution d'une forme entièrement différente du gouvernement, intervient en vue de la formation d'un corps politique nouveau, là où la libération vise au moins à établir la liberté, qu'on pourra parler de révolution »²². Une révolution se caractérise ainsi par la prétention qu'ont les acteurs politiques à vouloir fonder un ordre politique, économique et social nouveau. En tant que fait politique, une révolution vise à engendrer une forme nouvelle d'organisation sociale et à constituer un système politique en rupture avec *l'ancien régime*.

En ce sens, les événements résultant du 25 avril marquent cette volonté de fondation d'un nouveau régime politique. Après la chute de la dictature mise en place par António de Oliveira Salazar, l'avenir du Portugal semble ouvert si bien que le pays alimente les espoirs et les peurs de nombreux observateurs européens. Nous considérons que l'intérêt principal de la Révolution portugaise comme objet d'étude vient des possibilités ouvertes par l'événement fondateur du 25 avril 1974. La Révolution portugaise ne saurait se résumer à la seule journée qui a vu la chute du régime. Le 25 avril 1974 est bien plus la perspective d'un futur ouvert. « Autant dire que le champ des possibles reste très ouvert et que le Portugal se trouve à la croisée des chemins », écrit Yves Léonard à propos de la période révolutionnaire²³. Dans le poème *As Portas que Abril Abriu* de 1975, Ary dos Santos évoque les « portes ouvertes par avril ». La chute du régime a ainsi fait émerger un nouveau champ de possibilités et d'incertitudes au sein de l'histoire portugaise.

Dans les jours suivant la prise du pouvoir par le MFA, le journal *Le Monde* rend compte

21 Raquel Varela, « Conflito ou coesão social? Apontamentos sobre história e memória da Revolução dos cravos (1974-1975) », in Raquel Varela (coord.), *Op. Cit.* p. 194. « A democracia não era, não se pode afirmar que era inevitável ».

22 Hannah Arendt, *Essai sur la Révolution [On Revolution, 1963]*, Paris, Éditions Gallimard, 1967. p. 10.

23 Yves Léonard, *Le Portugal. Vingt ans après la Révolution des œillets*, Paris, La Documentation Française, 1994. p. 15.

de cette expectative en titrant « Et maintenant...? » son éditorial consacré au Portugal²⁴. Cette interrogation semble bien être celle de la Révolution des œillets. Le régime autoritaire tombé, la question était alors de savoir quelle serait la nouvelle organisation politique issue de la révolution. Pour José Carlos Janela Antunes, « après le 25 avril 1974, les Portugais ont dû trancher, parfois dans le vif, les "nœuds gordiens" hérités de l'État nouveau, et jusqu'au 25 novembre 1975, le Portugal fut sur le fil du rasoir »²⁵. Dès lors, il nous semble impossible de traiter l'histoire de cette période comme une transition inévitable d'un régime dictatorial vers une démocratie représentative de type parlementaire. Les finalités de la Révolution des œillets auraient pu être toutes autres.

Il semble ainsi nécessaire de comprendre le 25 avril 1974 comme un *événement* historique, tel que le définit le philosophe Alain Badiou. Pour ce dernier, « l'événement est la brusque création, non d'une réalité nouvelle, mais d'une myriade de nouvelles possibilités »²⁶. À l'issue de la journée du 25 avril 1974, c'est donc l'incertitude qui règne quant à la voie qu'est sur le point de suivre le Portugal. Différents scénarios sont évoqués par les analystes : le retour d'une dictature d'extrême-droite faisant émerger le spectre d'un « Chili européen » ; une nouvelle révolution de la portée de celle d'Octobre 1917 ; un nouveau « coup de Prague » permettant au Parti communiste portugais de s'installer au pouvoir ou encore le maintien des militaires au sommet de l'État conjointement avec d'importantes réformes sociales comme au Pérou ou en Algérie. Cette incertitude est prégnante dans les écrits et les discours de l'époque, l'histoire ne pourrait la mettre de côté en faisant du système de démocratie représentative l'unique issue possible à la prise du pouvoir par le MFA.

Repenser le processus révolutionnaire portugais

Toute recherche historique présuppose des choix, des attitudes face à l'objet d'étude. Il s'agit désormais de définir le plus clairement possible les éléments sous-tendant cette recherche. L'histoire de la Révolution des œillets se concentre le plus souvent sur des « grandes dates », permettant de dégager les principales phases du processus révolutionnaire : 25 avril 1974, chute du régime salazariste ; 28 septembre 1974, tentative avortée d'un coup de force de l'extrême-droite ; 11 mars 1975, radicalisation du processus révolutionnaire ; 25 novembre 1975, normalisation de la situation portugaise ; avril 1976, début de

24 *Le Monde*, Éditorial du 27 avril 1974.

25 José Carlos Janela Antunes, « Puiser aux sources d'Avril, découvrir l'espoir, inventer l'avenir », *Matériaux pour l'Histoire de notre temps*, n°80, octobre-décembre 2005. p. 29. Souligné par l'auteur.

26 Alain Badiou, « Tunisie, Egypte : quand un vent d'est balaie l'arrogance de l'Occident », *Le Monde*, 18 février 2011.

l'institutionnalisation du régime de démocratie représentative. Il nous a semblé important d'apporter de la complexité à cette vision parfois schématique et surtout de décaler le regard afin de mettre en lumière d'autres processus historiques souvent laissés de côté.

Si une période révolutionnaire se caractérise par la chute d'un régime et un processus de fondation d'un nouvel ordre politique, il serait extrêmement réducteur de limiter la recherche à une seule étude de caractère institutionnel. Or, l'histoire de la Révolution portugaise semble parfois se limiter à cette composante politique, étudiant la composition des gouvernements, les rapports de force au sein de l'Assemblée constituante ou encore le rôle de tel ou tel personnage central. Ces études permettent une bonne appréciation du contexte historique et des projets politiques s'affrontant à l'époque dans le pays. Mais cette posture court le risque de laisser de côté les importantes mobilisations populaires, souvent spontanées et de courte durée, qui ont marqué cette période. Une révolution est en effet marquée par le surgissement des citoyens anonymes sur la scène politique et l'étude de ces mobilisations permet de comprendre un peu mieux la rupture marquée par la chute d'un régime.

L'effondrement de l'appareil répressif et la perspective d'un nouveau futur politique conduisent la population portugaise à se mobiliser pour améliorer ses conditions de vie et rendre palpable la chute du régime autoritaire. John L. Hammond, auteur d'une étude importante sur les mobilisations populaires dans le Portugal révolutionnaire, décrit ainsi cette période :

« Au Portugal en 1974 et 1975, des personnes ordinaires ont mis en cause l'ordre social avec vigueur, en transformant un coup militaire en une tentative de révolution. Leur activité politique émerge de leurs conditions immédiates de vie et de travail. [...] Cela a été la force de la révolution : parce qu'elle était directement en relation avec les vies des participants individuels, ils pouvaient s'appropriier la révolution et la faire leur. Cela a aussi rendu la révolution une histoire bien plus excitante, une histoire de personnes réelles »²⁷.

Ce terme de « personnes ordinaires » nous semble intéressant, car il est vrai que nombre de mouvements sociaux durant la période ont été portés par des populations sur la base de revendications affectant leurs conditions de vie : hygiène, santé, éducation, travail... Nous soutenons l'idée selon laquelle ces revendications populaires et la constitution d'organes démocratiques visant à la résolution de ces problèmes constituent la nature fondamentale du

27 John L. Hammond, *Building Popular Power. Workers' and Neighborhood Movements in the Portuguese Revolution*, New York, Monthly Review Press, 1988. p. 9. « In Portugal in 1974 and 1975, ordinary people challenged the social order forcefully, turning a military coup into an attempted revolution. Their political activity arose on the context of their immediate living and working conditions. [...] This was the revolution's strength: because it was directly related to the lives of individual participants, they could appropriate the revolution and make it their own. This also makes the revolution a much more exciting story, a story of real people ».

processus révolutionnaire portugais. L'apparition de ces populations comme sujets politiques, après une période de marginalisation de près d'un demi-siècle, constitue sans aucun doute l'essence du 25 avril 1974 au Portugal. Notre objectif est alors de focaliser cette recherche prenant pour objet la Révolution des œillets, en partant de ces mouvements sociaux de base et en analysant leur portée politique dans le cadre de la constitution d'un nouveau régime démocratique.

Cet objectif nous oblige à repenser la chronologie classique de la période révolutionnaire, faisant du 25 avril 1974 une date initiale et des élections législatives d'avril 1976 la fin du processus révolutionnaire consacrant l'évolution vers une démocratie représentative alors en vigueur dans le reste de l'Europe démocratique. Il semble capital de conserver le 25 avril 1974 comme date d'ouverture d'une nouvelle phase de l'histoire du Portugal étant donné son caractère de rupture profonde. Néanmoins, si l'on analyse les mouvements populaires, la date de fin du processus est plus difficile à définir. La mobilisation des populations s'insère dans le contexte favorable du processus révolutionnaire, mais s'explique par des préoccupations locales d'amélioration des conditions de vie. Il semble dès lors impossible de parvenir à une date qui mettrait fin à ces mouvements populaires, donnant une couleur particulière au processus révolutionnaire portugais.

Avec la normalisation de la situation politique et le ralentissement du processus révolutionnaire, ces mouvements populaires sont entourés d'un contexte moins favorable à leur expansion mais cela ne signifie en aucun cas leur arrêt brutal. Nombre de coopératives ou d'associations locales demeurent actives au long des années 1980. Ces expériences, qui ont vu le jour au cours de la période révolutionnaire, connaissent un isolement croissant avec l'institutionnalisation du nouveau régime. Cependant, la continuité de ces expériences et la référence constante au 25 avril 1974 rendent nécessaire un élargissement des bornes traditionnelles de l'étude de la Révolution portugaise. De plus, la fin des années 1970 et le début des années 1980 nous semblent être des périodes riches afin d'analyser l'importance ou la mise à l'écart du processus révolutionnaire comme socle fondateur du nouveau régime.

L'année 1986 nous est ainsi apparue comme une possible date de fin du processus initié le 25 avril 1974. L'adhésion portugaise à la Communauté économique européenne et l'élection présidentielle du début de l'année marquent une nouvelle césure dans l'histoire du pays. Nous considérons que la période allant de 1974 à 1986 présente une unité permettant de la penser comme un objet d'étude. Entre 1974 et 1976, le pays connaît une phase révolutionnaire qui voit naître de nouveaux projets politiques et pédagogiques. La décennie qui court de 1976 à 1986 peut être considérée comme une transition vers la démocratie représentative à économie

de marché et l'institutionnalisation du nouveau régime. Dans ce contexte, il nous semble important d'analyser l'évolution de l'héritage révolutionnaire et des organes qu'il a inspirés au cours de cette période de transition.

Enfin, l'ancrage territorial de cette recherche est fondamental. L'historiographie de la période révolutionnaire est avant tout une histoire qui se situe au niveau national. L'étude prend souvent appui sur la ville de Lisbonne, centre névralgique du pays et principal décor des événements centraux de la Révolution portugaise. La ville de Porto, seconde du pays, est aussi convoquée dans cette histoire, au travers de l'étude des mouvements sociaux, notamment dans le domaine du logement. L'histoire nationale semble ainsi rejoindre l'étude des deux principales villes du pays. L'objectif d'une recherche centrant son analyse sur les mouvements populaires doit définir un objet d'étude plus réduit que l'échelon national. L'ancrage territorial des expériences de pouvoir populaire renforcent un peu plus cette exigence. Ces organes entretenaient ainsi des relations au niveau local et participaient à la dynamisation du territoire.

Certaines monographies existent sur des territoires régionaux et viennent apporter une connaissance plus profonde des dynamiques locales. C'est notamment le cas des ouvrages s'ancrant sur l'étude de Setúbal, ville ouvrière au sud de Lisbonne, comme *Memórias da Revolução no distrito de Setúbal*, édité en 2000 par le site internet *Setúbal na Rede*. La région agricole de l'Alentejo, foyer de mouvements sociaux ayant donné naissance à de nombreuses coopératives et au centre de la vaste réforme agraire entreprise pendant la période révolutionnaire, a aussi fait l'objet de recherches historiques. On peut notamment citer l'ouvrage Constantino Piçarra, *As ocupações de terras no distrito de Beja (1974-1975)* ou celui de Maria Antónia de Almeida, *A revolução no Alentejo, memória e trauma da reforma agrária em Avis*. De même les territoires plus conservateurs du nord ou du centre du pays sont abordés dans les études se centrant sur les dynamiques contre-révolutionnaires, comme la thèse de Tiago Gil Gomes, « Os Acontecimentos de Rio Maior e a Dicotomia Norte-Sul entre 1974 e 1976 ».

Nous avons choisi de centrer cette analyse sur le territoire du district de Coimbra et ce, pour des raisons diverses. La centralité de ce territoire dans un pays connaissant une forte division entre nord et sud permet de retrouver des caractéristiques de ces deux territoires à Coimbra. Centrer cette recherche sur le territoire de Coimbra permet aussi de modifier quelque peu un regard historiographique bien souvent focalisé sur la capitale portugaise. Coimbra possède une riche histoire locale ne se limitant en aucun cas à l'importante université qui y siège. L'objectif de cette recherche serait ainsi d'analyser cette histoire locale à la lumière du processus révolutionnaire qui s'est alors développé dans le pays à partir d'avril

1974.

De plus la diversité interne du district semble répliquer à échelle réduite des grandes dynamiques nationales. La présence d'importantes archives sur ce territoire et le tissu associatif important et diversifié, objet principal de notre étude, ont apporté de nouveaux arguments dans le choix de centrer notre recherche sur ce territoire. Enfin, le moment révolutionnaire et ses conséquences à Coimbra est relativement peu étudié par l'histoire contemporaine. Nous pouvons cependant citer la thèse de Rui Calado, *O PREC em Coimbra, uma perspectiva política e económica-social* et l'ouvrage de Victor Costa et Alexandre Ramires, *A força do povo. O 25 de Abril em Coimbra*, construit autour d'un témoignage d'un militant du mouvement démocratique et illustré par de nombreuses photographies d'époque.

Le pouvoir populaire au Portugal

La période révolutionnaire portugaise ouverte par la chute du régime autoritaire le 25 avril 1974 est marquée par d'importantes mobilisations populaires. D'immenses manifestations se produisent un peu partout dans le pays pour célébrer la prise du pouvoir par le Mouvement des Forces armées et marquer la fête du travail, le 1^{er} mai 1974. Ces cortèges sont symboliques des développements révolutionnaires que connaît alors le Portugal. Le spectre politique s'altère avec une disqualification de l'idéologie conservatrice et une croissance des mouvements de gauche et d'extrême-gauche. Le lexique socialiste irrigue alors cette période et semble repris par l'ensemble des forces politiques, même les plus conservatrices²⁸. Les populations s'organisent sur des bases locales afin de résoudre les contradictions les plus criantes héritées de l'ancien régime et de concrétiser les promesses entrevues le 25 avril 1974.

Le pays s'impose comme un espace d'expérimentation politique, la période révolutionnaire ouvrant des perspectives nouvelles pour la constitution d'un régime démocratique. Car il serait réducteur de tracer une ligne directe entre la chute du régime autoritaire et la constitution d'une démocratie représentative avec la Constitution approuvée en avril 1976. Cela reviendrait à effacer les deux années courant entre ces deux dates, riches en possibilités et mobilisations politiques. Les discours de l'époque et les principaux événements de la période révolutionnaire montrent clairement la volonté de mettre en place un système permettant de concilier socialisme et démocratie. On pourrait presque qualifier cette ambition de recherche d'une « troisième voie », si le terme n'était pas aujourd'hui si

28 Alípio de Freitas, Mário Lindolfo, *À procura do socialismo*, 1994. 51 minutes.

galvaudé. Le contexte de guerre froide permet ainsi d'envisager des scénarios différents en fonction des rapports de force présents dans le pays.

La Révolution des œillets intervient ainsi à la fin d'une période marquée par les tentatives de non-alignement des pays du Tiers-Monde, les mouvements étudiants et sociaux de 1968 en France en particulier, le « socialisme à visage humain » du Printemps tchécoslovaque, la Révolution culturelle chinoise ou encore la victoire de Fidel Castro à Cuba. Pour Arthur Marwick, les années 1960 offrent le cadre de ces mouvements, période dont il étend les bornes en faisant courir cette décennie de 1958 à 1973²⁹. De même, Eric Hobsbawm voit dans la période 1945-1973 un âge d'or des mouvements révolutionnaires, avant une période de reflux notamment initiée par la crise pétrolière et l'échec d'expériences révolutionnaires³⁰. La Révolution portugaise est néanmoins paradoxale par rapport à ces périodisations. Fortement influencée par les expériences révolutionnaires des années 1960, elle intervient cependant au début d'une période de reflux.

Le souffle de l'autogestion, mouvement caractéristique des mouvements révolutionnaires de l'époque, se fait ainsi fortement sentir au Portugal. Pour João Freire, la période révolutionnaire a mis au jour un « anarchisme pratique », notamment dans le cadre des mouvements populaires³¹. Reprenant le terme utilisé par Alain Touraine, nous pourrions qualifier nombre d'expériences portugaises comme s'ancrant dans le cadre d'un « communisme utopique »³². La constitution d'organes populaires de base représente alors un des traits caractéristiques de la période révolutionnaire portugaise. Reprenant le terme de *pouvoir populaire*, déjà mobilisé pendant la Révolution chilienne, ce mouvement de démocratie directe incarne une potentialité politique nouvelle, visant à la mise en place d'un régime à la fois socialiste et démocratique. Cette potentialité explique en grande partie l'attrait du Portugal pour les mouvements révolutionnaires européens.

De nombreux militants entreprennent ainsi de se rendre au Portugal durant cette période révolutionnaire. Dans une période de reflux des mouvements révolutionnaires, le pays fait l'objet d'un fort investissement par la gauche européenne. Daniel Bensaïd, Jacques Frémontier ou encore Gérard Filoche ont ainsi écrit sur la Révolution portugaise. Nombre de révolutionnaires étrangers voyagent ainsi au Portugal pour observer ce moment historique. Pour José Medeiros Ferreira, « internationalement, l'année 1975 a été marquée par le Portugal.

29 Arthur Marwick, *The Sixties. Cultural Revolution in Britain, France, Italy, and the United States. c.1958-c.1974*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1998. 903 p.

30 Eric Hobsbawm, *A era dos extremos. Breve história do século XX. 1914-1991*, Lisboa, Presença, 1996. 607 p.

31 João Freire, « 1974-1984: Evocação ou renovação da ideia anarquista? », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n°15/16/17, Mai 1985. pp. 163-170.

32 Alain Touraine, *Le communisme utopique. Le mouvement de mai 1968*, Paris, Editions du Seuil, 1972. 317 p.

Et, pendant la période pré-constitutionnelle, ont conflué vers le Portugal de nombreux révolutionnaires provenant de l'Europe de 1968, de l'Amérique latine de Allende et de la résistance brésilienne aux colonels, en plus de journalistes des plus connus organes de presse mondiaux »³³.

Pour le philosophe Eduardo Lourenço, « la seule question est de savoir si le mouvement a atteint la pointe extrême de sa trajectoire, ou s'il conserve des virtualités révolutionnaires jusqu'ici inutilisées »³⁴. Revenir sur la Révolution des œillets, c'est avant tout se poser cette question de ses potentialités, des options qui ont été progressivement écartées. L'étude de ces *possibles* qui ne se sont pas réalisés est un terrain de recherche permettant de caractériser le processus révolutionnaire portugais. Si la Révolution d'Avril a eu pour conséquence l'instauration de la démocratie portugaise telle qu'elle existe aujourd'hui, il est important d'analyser les autres branches de son potentiel arbre généalogique.

L'étude des mouvements du pouvoir populaire a notamment mobilisé des chercheurs, principalement étrangers. Nous pouvons citer ici, l'ouvrage de John L. Hammond, *Building Popular Power. Workers' and Neighborhood Movements in the Portuguese Revolution* traitant des commissions de travailleurs et d'habitants, ou encore la recherche conduite par Charles Downs, *Revolution at the Grassroots. Community Organizations in the Portuguese Revolution*, s'appuyant sur les mouvements de quartiers dans la ville de Setúbal, à partir des commissions d'habitants. Dans l'étude de la réforme agraire, nous pouvons notamment citer l'ouvrage collectif *Uma revolução na revolução. Reforma agrária no Sul de Portugal*, dirigé par António Murteira. Les mouvements du pouvoir populaire sont abordés dans la plupart des ouvrages traitant de la Révolution portugaise, son importance différant selon les orientations choisies par les auteurs. Néanmoins, les recherches focalisant leur objet spécifiquement sur les organes de pouvoir populaire sont relativement rares.

Les expériences d'éducation populaire

Les organes de pouvoir populaire, qui se développent au cours de la période révolutionnaire portugaise, peuvent être considérés comme de véritables expériences pédagogiques. La mobilisation de populations jusqu'alors marginalisées dans des

33 José Medeiros Ferreira, « Prefácio », in *História de Portugal*, vol. 8, *Portugal em transe*, Lisboa, Círculo de Leitores, Lda, 1993. p. 9. « Internacionalmente, o ano de 1975 foi marcado por Portugal. E durante o período pré-constitucional confluíram para Portugal muitos revolucionários provindos da Europa de 1968, da América Latina de Allende e da resistência brasileira aos coronéis, além de jornalistas dos mais conhecidos órgãos de comunicação mundiais ».

34 Eduardo Lourenço, « Une révolution qui n'a pas osé aller au bout d'elle-même. La Gauche portugaise victime de ses contradictions », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1976. p. 15.

organisations démocratiques et ayant pour objectif la prise en main des questions quotidiennes présente d'évidents éléments d'apprentissage. La gestion d'une coopérative, la dynamisation d'une assemblée de quartier ou la mise en place d'un document revendicatif mobilise des connaissances et des savoirs-faire acquis progressivement par ces populations. Les expériences de pouvoir populaire représentent de plus un acte politique, la revendication d'un droit à la participation dans la gestion des affaires communes. L'apprentissage d'une pratique de démocratie directe vient rompre avec l'autoritarisme du régime antérieur.

La mobilisation de ces populations afin d'améliorer leur condition de vie est une des spécificités des expériences de pouvoir populaire. La prise de parole, l'expression de ses opinions, de ses volontés et de ses espérances représentent des pas décisifs dans la constitution de sujets politiques. Reprenant les termes de Jacques Rancière à propos des mouvements ouvriers du XIX^e siècle, la Révolution portugaise représente un « moment spécifique où parler, répondre aux désignations des maîtres, dire les maux du présent et les espérances de l'avenir devient une arme pour affirmer son identité, pour se rassembler et lutter »³⁵. Il nous semble ainsi possible de tracer un lien unissant expériences de pouvoir populaire et enjeux d'éducation populaire dans le cadre de la constitution d'un nouveau régime démocratique. Afin de permettre la mise en place d'une véritable démocratie participative, une éducation d'un type nouveau s'avère nécessaire.

De même que l'autogestion, l'éducation populaire est aussi une notion qui fait l'objet d'un fort investissement au cours des années 1960. Mouvement séculaire dont l'acte de naissance pourrait remonter au rapport Condorcet à l'issue de la Révolution française selon Jean-Marie Mignon, l'éducation populaire est constituée par de multiples expériences se retrouvant dans la volonté de mettre en place une pédagogie permettant l'émancipation. Nous pouvons alors citer la Ligue de l'enseignement de Jean Macé, le mouvement des Bourses du Travail mis en place par Fernand Pelloutier ou encore l'organisation Peuple et culture, créée en 1946. Fondée sur des principes d'apprentissage non formel et directement liée aux préoccupations sociales, l'éducation populaire s'adresse en priorité aux classes les plus défavorisées. La critique de l'école classique et même bourgeoise est ainsi au centre des pédagogies mises en place par Célestin Freinet, Anton Makarenko ou encore Paulo Freire.

Le mouvement de l'éducation populaire, s'il s'ancre dans une longue tradition d'émancipation, fait néanmoins l'objet de reformulations au cours des décennies 1960 et 1970. La recherche d'alternatives politiques aux deux blocs met au jour de nouvelles conceptions éducatives. Michel Winock utilise le terme de « gauchisme culturel » pour désigner les

35 Alain Faure, Jacques Rancière, *La parole ouvrière*, Paris, La fabrique éditions, 2007. p. 8.

mouvements faisant de l'ensemble des activités sociales, et donc la culture et l'éducation, de nouveaux fronts de lutte³⁶. La Révolution culturelle chinoise et sa réception en Europe influence ce mouvement. La promotion des cultures populaires, « cultures de contestation » selon Denys Cuhe puisque expression de groupes subalternes³⁷, et la dynamisation des milieux populaires deviennent des enjeux politiques. En mai 1968, la Déclaration de Villeurbanne, rédigée par des directeurs de théâtres dont Francis Jeanson, pose la question du « non-public » et appelle à une décentralisation culturelle. Le 27 mai 1968, 55 structures nationales signent une Déclaration des associations de jeunesse, d'éducation populaire et de développement culturel, afin d'appeler à une plus grande reconnaissance.

C'est aussi au cours de cette période que la notion d'éducation permanente prend corps, au travers notamment de sa promotion par l'UNESCO. L'enjeu est alors la mise en place de processus d'apprentissage tout au long de la vie et la promotion d'une amélioration des qualifications des populations. Cette notion est notamment mobilisée en référence aux pays alors récemment décolonisés et confrontés à des difficultés nouvelles³⁸. L'éducation permanente, terme moins politiquement connoté que l'éducation populaire, en lien direct avec l'histoire du mouvement ouvrier, est à rapprocher de la notion de développement. Néanmoins, dans les deux cas, l'enjeu principal est la démocratisation de la société et la mise en place de conditions permettant une participation effective des populations aux enjeux politiques.

Selon Jean-Marie Mignon, « l'éducation populaire se moule dans les grandes questions de société de son temps. Elle s'éclaire par son époque »³⁹. Au Portugal, l'enjeu de la démocratisation de la société, après près d'un demi-siècle d'autoritarisme, se heurte à la marginalisation de certaines populations et aux forts taux d'analphabétisme alors présents dans le pays. L'éducation et le développement culturel s'imposent ainsi comme des priorités pour les militaires du MFA, les forces politiques mais aussi les militants et animateurs de base. La mise en place de campagnes de dynamisation culturelle et d'alphabétisation sont des traductions de ces volontés. Au sein de l'école, institution du régime autoritaire, les mouvements de professeurs et d'élèves participent à la démocratisation de l'organisation et à la libéralisation du contenu des programmes.

Quelques recherches historiques prennent pour objet les mouvements en faveur d'une transformation de l'éducation au Portugal. Dans son ouvrage *Educação e mudança social em*

36 Michel Winock, « La gauche en France depuis 1968 », in Jean Touchard (dir.), *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Éditions du Seuil, 1977. 380 p.

37 Denys Cuhe, *La notion de culture dans les sciences sociales*, Paris, Édition La Découverte, 2001. p. 71.

38 Des campagnes d'alphabétisation voient ainsi le jour en Tanzanie, au Vietnam ou encore dans certaines régions de Guinée-Bissau.

39 Jean-Marie Mignon, *Une histoire de l'éducation populaire*, Paris, La Découverte, 2007. p. 18.

Portugal, 1970-80. Uma década de transição, Stephen Stoer revient sur ces transformations survenues dans les secteurs éducatif entre 1970 et 1980. Nous pouvons ainsi citer l'ouvrage de Luísa Tiago de Oliveira, *Estudantes e Povo na Revolução. O Serviço Cívico Estudantil (1974-1977)* et celui de Sónia Vespeira de Almeida, *Camponeses, Cultura e Revolução. Campanhas de Dinamização Cultural e Acção Cívica do MFA (1974-1975)*. Ces deux thèses de doctorat s'attachent respectivement aux actions mises en place par les étudiants dans le cadre du service civique et les campagnes développées par les militaires du Mouvement des Forces armées. Enfin, l'ouvrage d'Alberto Melo et d'Ana Benavente *Experiências d'educação popular au Portugal*, rédigé à partir de leur expérience au sein de la direction générale de l'Éducation permanente, a constitué un des points de départ de notre recherche.

Dans ce projet d'éducation populaire, les structures associatives ont joué un rôle de premier plan. La période révolutionnaire voit aussi croître fortement le nombre d'associations locales et le retour des libertés leur permet une plus grande marge de manœuvre. La culture et l'éducation populaire font alors partie du programme d'action du mouvement associatif. Localement insérées, ces associations présentent l'avantage d'être le fruit de la mobilisation des populations et s'orientent en fonction de leurs priorités. Nous faisons ainsi un lien entre cette perspective associative et le projet de pouvoir populaire qui voit le jour au cours de cette période. Malgré leur caractère non partidaire, les associations locales jouent un rôle politique capital dans la prise en main d'un destin collectif. Le mouvement associatif est néanmoins relativement peu étudié dans le cadre du changement de régime et l'étude précise des associations d'éducation populaire n'a pas été entreprise.

Les hypothèses de base

Plusieurs idées fondamentales viennent soutenir ce travail de recherche. Elles ont été esquissées lors de la définition du sujet et ont pris progressivement forme tout au long de ce travail de recherche en archives et de conduite d'entretiens. Il convient ici de mettre en lumière les hypothèses de base sous-tendant cette recherche historique. Trois grandes hypothèses représentent ainsi des points de départ de cette thèse, qui s'attachent dès lors à en démontrer les fondements au travers de la mobilisation de faits historiques. Le choix du découpage chronologique avec une première période marquée par un intense processus révolutionnaire et une seconde caractérisée par une normalisation et une transition vers les standards alors en vigueur dans le reste de l'Europe démocratique, trouve de nouvelles justifications en reposant sur ces fondements interprétatifs.

Tout d'abord, nous concevons les expériences d'éducation populaire comme l'un des fondements du processus révolutionnaire portugais. S'il est vrai que le retour à des élections démocratiques, le démantèlement du régime autoritaire et la rédaction d'une nouvelle Constitution représentent des pas importants dans la transformation du pays, nous considérons que l'essence de la Révolution portugaise se trouve bel et bien dans l'important mouvement populaire qu'elle a fait naître. Le développement d'organes populaires, marque d'une réappropriation d'une parole politique par la population caractérise véritablement ce processus révolutionnaire qui intervient dans une phase de reflux. Or, le mouvement du pouvoir populaire nous semble reposer sur des logiques pédagogiques puisqu'il a pour objectif de permettre aux citoyens d'intervenir dans la gestion collective de la société.

Ainsi, selon cette interprétation, tout organe de pouvoir populaire constitue, de fait, une expérience d'éducation populaire par l'apprentissage de la démocratie et la valorisation des compétences qu'il permet. L'autogestion, notion particulièrement mobilisatrice au cours des années 1970, comporte des éléments pédagogiques et éducatifs, il en va de même avec le mouvement en faveur du pouvoir populaire au Portugal. Dans ce cadre, le contexte de la chute du régime salazariste et le développement d'un processus révolutionnaire met au jour un nouveau projet d'éducation populaire dans le pays. Cette prétention constitue un des fondements du moment révolutionnaire portugais. La spécificité de la Révolution des œillets tiendrait donc à ces importantes mobilisations populaires, expression d'une revendication culturelle et éducative.

Au cours de la période révolutionnaire, ce nouveau projet d'éducation populaire est porté par une pluralité d'acteurs, ayant parfois des conceptions différentes des activités à réaliser. Certains services de l'État jouent ainsi un rôle moteur dans la dynamisation de cours d'alphabétisation et des associations locales. Les militaires du Mouvement des Forces armées ou encore les organisations étudiantes mettent par ailleurs en place des campagnes de dynamisation culturelle et d'éducation sanitaire. Notre deuxième hypothèse de travail peut paraître paradoxale et voit dans les associations un élément de continuité du projet d'éducation populaire. La puissance publique est souvent décrite comme un acteur essentiel permettant d'assurer une pérennité aux projets, les structures associatives étant caractérisées par une plus grande volatilité.

Or, dans le cas de l'éducation populaire au Portugal, le mouvement associatif s'impose comme l'élément de continuité du projet qui voit le jour au cours de la période révolutionnaire. Avec la normalisation de la situation portugaise et la progressive transition vers un régime de démocratie représentative à économie de marché, l'État semble abandonner

le rôle moteur qu'il avait joué entre 1974 et 1976. De même, après novembre 1975, les militaires du MFA voient limitée leur initiative politique. Les associations, quant à elles, demeurent actives sur le terrain, connaissant pourtant des difficultés. Mais cette fragilité du mouvement associatif n'entrave pas une certaine continuité dans son action. La fragilité structurelle du mouvement associatif et son échelle relativement réduite pourraient même expliquer son rôle moteur, puisqu'elles permettent une véritable participation des citoyens et répondent à leurs besoins propres.

Enfin, troisième hypothèse, notre découpage chronologique met en avant une période de transition s'étendant sur une décennie, de 1976 à 1986. La nature même de cette transition est en lien direct avec l'héritage de la Révolution portugaise, période fondatrice du régime démocratique portugais. La période révolutionnaire portugaise a été fortement marquée par la volonté exprimée par ses principaux acteurs de mettre en œuvre un régime socialiste démocratique. Mais, pour une grande partie du spectre politique portugais, l'usage d'un lexique socialiste est principalement instrumental, étant donné la disqualification des idéologies conservatrices avec la chute du régime. Le spectre politique connaît alors un décalage artificiel à gauche, les principaux partis politiques de la droite portugaise se nommant ainsi Parti social-démocrate (PSD) et Centre démocratique et social (CDS). Le texte de la Constitution, approuvée en avril 1976, consacre même l'objectif de la mise en place d'un régime socialiste et d'une société sans classe.

Avec le ralentissement du processus révolutionnaire portugais et l'institutionnalisation du nouveau régime, cet habillage idéologique s'effrite et la nature de la transition portugaise se révèle. Il nous semble qu'au cours de la période allant de 1976 à 1986, le régime portugais expurge progressivement les éléments idéologiques et politiques hérités de la période révolutionnaire. Au cours de cette transition, le pays s'éloigne de son lien direct avec le processus révolutionnaire et le régime s'émancipe à l'égard de son origine historique. Le projet européen s'impose alors et les politiques mises en place par les différents exécutifs s'orientent vers la convergence avec les règles en vigueur au sein de l'Europe communautaire. Le projet d'éducation populaire, directement lié à l'essence des mobilisations sociales issues de la Révolution des œillets, apparaît alors presque anachronique, au vue du refoulement de la période révolutionnaire comme référent pour le régime. Eduardo Lourenço écrivait ainsi en 1997 que « d'enfants chéris d'une espérance révolutionnaire acceptable pour une Europe en crise larvée, nous sommes aujourd'hui en train de tomber, si ce n'est pas déjà le cas, dans la situation classique de l'homme malade de l'Europe »⁴⁰.

40 Eduardo Lourenço, *Mythologie de la Saudade*, Paris, Éditions Chandeigne, 1997. p. 120-121.

La question des sources

Les sources concernant les associations d'éducation populaires semblent dès lors difficiles à atteindre étant donné la nature même du sujet. Le pouvoir populaire est un mouvement pluriel et protéiforme, spontané et bien souvent de courte durée. Ces expériences se développent pour répondre à des questions concrètes qui se posent aux populations à un niveau local. Le niveau de préparation et d'encadrement de ces populations, les résistances rencontrées, le contenu idéologique donné à l'expérience sont autant d'éléments expliquant l'importante diversité des organes du pouvoir populaire. De plus, l'accent mis sur la spontanéité et la « libre organisation des masses » fragilise considérablement la capacité de mémoire du pouvoir populaire. Il n'existe évidemment aucune archive centralisant l'ensemble de ces expériences. Pour le chercheur travaillant sur le pouvoir populaire portugais, la question des sources à mobiliser est une interrogation aussi constante que cruciale.

Cette difficulté à rencontrer des sources conduit à leur nécessaire diversification et ainsi à un dialogue constant entre rapports officiels, reportages de presse écrite, littératures militantes et sources orales. Cette combinaison des sources disponibles permet de rendre compte de la richesse du mouvement populaire dans les mois et les années qui suivirent le 25 avril 1974. Les sources écrites mobilisées pour la conduite de cette recherche sont donc multiples. La presse écrite notamment locale a été un précieux fonds d'informations afin de reconstituer les activités des associations et des actions d'animation dans la région de Coimbra. D'autre part les écrits, tracts et autres documents de nature politique ont été des sources abondamment utilisées. Pour ce faire, les archives du Centre de documentation 25 avril à Coimbra nous ont permis la consultation de ces divers documents écrits.

Nous avons par ailleurs pu consulter les archives d'institutions publiques ou associatives travaillant dans les secteurs de la culture et de l'éducation. Cela a notamment été le cas des archives de la direction générale de l'Éducation, structure du ministère de l'Éducation et de la direction régionale de l'Éducation du Centre, organe local de Coimbra. Les archives des institutions venant en aide aux associations ou les fédérant au niveau national, comme la direction régionale de la Culture du Centre ou la Confédération portugaise des collectivités de culture, loisir et sport, nous ont permis de construire notre fichier des associations. Ces recherches ont été complétées par la consultation de fonds au sein des Archives nationales de Torre do Tombo à Lisbonne. Enfin, les archives des associations, lorsqu'elles existent, ont été des fonds importants de sources afin de reconstituer les activités du mouvement associatif de cette période.

Une importante partie des sources ayant permis la réalisation de cette recherche est

constituée d'entretiens. Il convient de s'arrêter sur cette utilisation d'éléments d'histoire orale dans un travail historique. Malgré un travail récent de théorisation, le recours aux entretiens semble secondaire en histoire. Ces sources sont souvent dévalorisées par rapport aux sources écrites. La conduite d'entretiens et leur utilisation pour la construction de ce travail se sont pourtant imposées pour deux principales raisons. Tout d'abord, les entretiens réalisés ont permis de compenser le manque d'archives écrites sur le sujet traité. Moins de quarante ans après le début du processus révolutionnaire portugais, de nombreux acteurs sont encore vivants et représentent une formidable ressource pour l'histoire contemporaine. D'un point de vue méthodologique, la conduite d'entretiens permet de mettre en lumière les sources écrites, et de pouvoir confronter différentes interprétations d'un même fait.

L'autre argument expliquant notre recours à l'histoire orale tient à la nature même du sujet. Travailler sur le pouvoir populaire portugais, c'est avant tout écrire l'histoire de l'irruption sur la scène politique d'une population auparavant anonyme et qui l'est redevenue à mesure que le processus révolutionnaire s'est ralenti. Tout comme l'éducation populaire, ce mouvement vise à la participation de tous dans la conduite des affaires communes. Il peut alors être assimilé au concept de démocratie de base. Les personnes interrogées n'ont pour la plupart pas écrit de livre ou d'article relatant leur expérience. Les entretiens ont ainsi permis de convoquer les voix de ces citoyens. Comme tout processus révolutionnaire la Révolution portugaise a vu l'entrée en scène d'hommes et de femmes alors sans expérience politique et dont l'histoire n'a pas retenu les noms. Ces « oubliés de l'histoire », pour reprendre le titre d'un livre de l'historien Pierre Miquel, ont pourtant été les principaux acteurs de cette révolution. Le recours à l'histoire orale est alors apparu comme la posture la plus adéquate et il nous a semblé capital de mettre en adéquation la méthodologie adoptée au sujet étudié.

Une révolution est une période très dense, durant laquelle se mêlent utopies, espoirs et peurs. C'est une période d'effervescence politique et culturelle, une phase de profonde création où tout semble possible. L'entretien avec un acteur de l'époque permet, souvent mieux qu'une source écrite, de restituer l'intensité d'une telle période. Au cours de la discussion, l'entretenu confie les moteurs de son action mais aussi ses désillusions et ses regrets. Le temps écoulé entre la période révolutionnaire et le temps de l'entretien entraîne une prise de recul et permet souvent de sortir des discours préétablis de la phase révolutionnaire, voire d'une certaine ingénuité, propre à ces périodes. Comme l'a montré Alessandro Portelli dans ses travaux, l'histoire orale nous informe avant tout sur le sens d'un fait historique, sur l'interprétation qu'en ont fait les acteurs de l'époque. L'entretien permet ainsi de connaître le sens de la fondation d'une association à une date donnée ou les causes de l'interruption de telle ou telle

activité.

Néanmoins, si le recours à l'histoire orale présente de nombreux avantages, son utilisation doit aller de paire avec une posture critique. Mais il est important de rappeler que cette posture critique n'est pas le seul fait des sources orales et doit s'appliquer à tous les types de sources historiques. Une source écrite, sous des apparences de véridicité, ne protège pas l'historien de se retrouver face à des faits erronés, voire à un faux. Dans le cadre de l'entretien, l'historien possède un avantage puisqu'il participe directement à l'élaboration de la source sur laquelle il va travailler. Pour ce faire, nous avons choisi d'adopter une posture interventionniste dans la conduite de l'entretien permettant le recueil du témoignage. Contrairement à l'interview journalistique qui vise en grande partie à mettre en avant la personne interrogée, l'entretien en sciences sociales est centré sur le contenu même du témoignage. Dès lors, la voix de l'historien doit se faire entendre pour confronter son analyse et éclaircir certains éléments du témoignage. Pour Nathalie Ponsard, auteure d'une recherche sur les pratiques de lecture des ouvriers, « la construction d'un objet de recherche en histoire orale n'est pas linéaire. Elle est liée au va-et-vient entre la problématique initiale, le terrain d'enquête et la population enquêtée qui apparaît porteur d'une très grande richesse dans la mesure où il y a confrontation (parfois rude et douloureuse) entre des hypothèses de recherche et la réalité des pratiques »⁴¹. La conduite d'un entretien permet de confronter des analyses, de clarifier des intentions ou encore de préciser des faits. Pour reprendre les termes de Manuela Cruzeiro, le chercheur doit faire preuve au cours d'un entretien d'une « hostilité amicale » à l'égard des propos de l'entretenu⁴². Alessandro Portelli parle quant à lui d'une « source relationnelle », permettant la confrontation de narratives et d'interprétations différentes⁴³.

Plan de la thèse

Ce travail à vocation historique suit une progression à la fois chronologique et thématique. L'objectif est de parvenir à l'image la plus complète possible de la réalité des activités des associations et des animateurs dans le cadre du mouvement d'éducation populaire dans le district de Coimbra. Ces collectivités sont porteuses d'un héritage profond de la Révolution de 1974, en lien direct avec les expériences se développant dans le cadre du

41 Nathalie Ponsard, « Quand l'histoire socioculturelle est aussi histoire orale. L'exemple des pratiques de lecture dans une communauté d'ouvriers des années 30 à nos jours », *Genèses*, n°48, 2002/2003. p. 114.

42 Maria Manuela Cruzeiro, « História Oral: os riscos conscientes – ou vale a pena arriscar », Centro de Documentação 25 de Abril, Universidade de Coimbra. <<http://www1.ci.uc.pt/cd25a/wikka.php?wakka=artigohistoriaoral>>. Page consultée le 23 mars 2015.

43 Alessandro Portelli, « Um trabalho de relação. Observações sobre a História Oral », in *A morte de Luigi Trastulli e outros ensaios*, Lisboa, Edições Unipop, 2013. p. 80. « Fonte relacional ».

mouvement de pouvoir populaire. Nous commencerons par analyser la Révolution des œillets comme un acte politique à valeur de rupture culturelle avec le régime salazariste. Nous nous attacherons alors à l'étude de la période révolutionnaire, telle que définie d'un point de vue institutionnel (1974-1976). Il s'agira alors de revenir sur l'idéologie salazariste, principalement sa conception de l'éducation et son action dans ce domaine. Ce point nous permettra d'analyser les développements à l'issue du 25 avril comme des positions prenant le contre-pied de l'idéologie salazariste. Nous étudierons ensuite la réalité du pouvoir populaire sur le territoire de Coimbra, comme la principale originalité du processus révolutionnaire portugais. L'irruption sur la scène politique de populations jusqu'alors exclues aboutit aux développements d'initiatives populaires dans les domaines de l'habitat, de l'emploi ou encore de la culture. Cette période aboutit à une normalisation de la vie politique, économique et sociale au Portugal avec l'entrée en vigueur de la Constitution et la tenue d'élections nationales et locales. Ce dernier chapitre reviendra sur le coup d'arrêt qu'ont alors connu les expériences de pouvoir populaire avec l'institutionnalisation de la démocratie représentative portugaise.

La seconde partie sera consacrée plus directement au projet d'éducation populaire qui s'est alors développé à la suite de la phase révolutionnaire (1976-1982). Nous nous concentrerons alors sur la réalité du mouvement associatif culturel et éducatif alors présent sur le territoire de Coimbra. Nous analyserons les données quantitatives relatives à ses associations ainsi qu'au contenu de leurs activités et encadrements théoriques et idéologiques. C'est dans ce cadre que nous étudierons l'attitude de l'État et de la puissance publique en général à l'égard de ces associations. Devant les moindres soutiens reçus par le projet d'éducation populaire, les associations et les animateurs doivent compter sur leurs propres forces. Au cours de cette période, on assiste à de nombreuses tentatives de coordonner ces différentes activités dans le domaine de l'éducation populaire. Ces structures constituent alors des lieux de résistance faisant perdurer les idées du 25 avril. La période étudiée dans cette partie se clôt avec l'année 1982, date de la première révision constitutionnelle. Le nouveau texte redéfinit certaines compétences et entraîne l'extinction du Conseil de la Révolution, véritable garant de l'esprit de la Révolution d'avril dans la première version de la Constitution en vigueur depuis 1976.

La dernière partie de ce travail abordera la fin de la période étudiée à savoir le tournant politique, économique, social mais aussi culturel qui s'est produit au Portugal au cours des années quatre-vingt (1982-1986). Cette décennie est une période de difficultés financières et logistiques pour les associations les obligeant à repenser leurs activités. Elles évoluent alors

vers le sport et l'occupation du temps libre. La composante d'éducation populaire s'affaiblit, au même titre que l'audience de ces collectivités. La modernisation qui se produit alors au Portugal pendant cette période conduit à une redéfinition de la politique d'éducation des adultes. Ces changements éducatifs vont alors dans le sens de formations pouvant permettre une meilleure insertion sur le marché du travail. Le contenu politique, inhérent à l'éducation populaire, se perd progressivement. L'enjeu économique dépasse alors cette prétention politique initialement présente au cours de la période révolutionnaire. Cette étude comprend un chapitre portant sur l'élection présidentielle de 1986 qui voit émerger la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo. Cette candidature peut être analysée comme une tentative de récupérer l'héritage éducatif et culturel de la Révolution des œillets. Son échec, ajouté à l'entrée du Portugal au sein de la Communauté économique européenne, semble indiquer la fin de la transition portugaise vers une démocratie de type occidentale et l'abandon d'un projet global d'éducation populaire issu de la période révolutionnaire.

Partie I

La Révolution des œillets, fondement d'un nouveau projet d'éducation populaire (1974-1976)

« Camarades, nous avons actuellement sur nous les regards des révolutionnaires et progressistes du monde entier. Nous sommes l'espérance d'un monde nouveau et d'un homme nouveau qui renaît après tant de défaites et de révolutions trahies. Nous avons sur nous une responsabilité historique qui dépasse le niveau de notre pays et de notre peuple ».

Fernando Pereira Marques⁴⁴.

« Les mots *Vie Nouvelle*, qu'une main anonyme avait apposée sur un mur de Coimbra, en lieu central, quelques jours après le 25 avril, synthétisaient de forme éloquent le immense défi culturel et, pour cela, politique qui se présentait brusquement. Il ne s'agissait pas seulement de changer les institutions, le désir de changement était beaucoup plus profond et impliquait une exigence culturelle, mal définie, c'est certain, mais qui, pour être concrétisée, obligeait à une redéfinition radicale des règles d'occupation de l'espace publique ».

António Sousa Ribeiro⁴⁵.

44 Fernando Pereira Marques, *Criar poder popular. Reflexões e Documentos dum ex-militante da LUAR sobre um partido e uma prática*, Lisboa, Ulmeiro, 1976. p. 86. « Camaradas, temos actualmente sobre nós os olhos dos revolucionários e progressistas de todo o mundo. Somos a esperança de um mundo novo e de um homem novo que se reacende depois de tantas derrotas e revoluções traídas. Temos sobre nós uma responsabilidade histórica que ultrapassa o nível do nosso país e do nosso povo ».

45 António Sousa Ribeiro, « O povo e o público. Reflexões sobre a cultura em Portugal no pós-25 de Abril », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, nº18/19/19, Février 1986. p. 12. « As palavras *Vida Nova*, que mão anónima estampou num muro de Coimbra, em lugar central, dias depois do 25 de Abril, sintetizavam de forma mais eloquente o imenso desafio cultural e, por isso, político, que bruscamente se apresentava. Não se tratava apenas de mudar as instituições, o desejo de mudança ia muito mais fundo e implicava uma exigência cultural, mal definida, é certo, mas que, para ser cumprida, obrigava a uma redefinição radical das regras de ocupação do espaço público ».

Lorsqu'en avril 1974, le Mouvement des Forces armées dépose le régime mis en place par António de Oliveira Salazar et poursuivi par Marcello Caetano, le Portugal entre dans une période révolutionnaire riche en développements politiques et culturels. Le coup d'État mené par les militaires prend rapidement la forme d'une révolution avec l'importante mobilisation populaire et l'hégémonie des forces politiques de gauche. Les acteurs politiques de l'époque affichent clairement leur volonté de mettre en place un système socialiste, fondé sur une démocratie de base. Le programme du Mouvement des Forces armées pointe ainsi comme objectifs cardinaux la décolonisation, la démocratisation du système politique et le développement du pays. La région de Coimbra vit alors au rythme des évolutions révolutionnaires et sa population participe aux événements-clés de cette période.

La spécificité de la révolution portugaise tient à l'importante mobilisation populaire qui y a vu le jour. La population s'organise ainsi sur des bases locales afin de surmonter les principales difficultés touchant à leur vie quotidienne. Ce mouvement de *pouvoir populaire* a pour conséquence l'émergence d'organes de démocratie directe, instruments de gestion collective des affaires communes. L'habitation, le monde du travail mais aussi les domaines de la santé et de l'éducation sont des secteurs touchés par de telles mobilisations populaires. Ces mouvements sociaux marquent la revendication par la population de sa participation à cette période historique et signifie sa réappropriation d'une parole politique. Les mouvements du pouvoir populaire semblent mettre au jour un projet politique nouveau, réalisation de l'autogestion et de la démocratie de base.

Le pouvoir populaire portugais, tout comme la perspective de la mise en place d'un nouveau régime démocratique révèlent l'urgence d'une refonte profonde du système éducatif et culturel dans le pays. Il s'agit non seulement de prendre le contre-pied de l'idéologie véhiculée par le régime salazariste, fondé sur le nationalisme et le conservatisme, mais aussi de jeter les bases d'un nouveau régime socialiste et démocratique. C'est au cours de cette période révolutionnaire qu'est ainsi formulé un projet d'éducation populaire, capable de soutenir une ample participation populaire. Fondé sur le soutien aux associations et aux groupes locaux, ce projet d'éducation populaire est de nature plurielle ; mais ses militants se retrouvent sur le rôle politique de l'éducation et la recherche d'alternatives éducatives et culturelles.

Chapitre I

Coimbra et la révolution (1974-1976)

À partir de la chute du régime mis en place par António de Oliveira Salazar, le Portugal vit au rythme d'un processus révolutionnaire qui transforme radicalement le pays. Le 25 avril 1974 constitue véritablement l'ouverture d'un espace d'opportunités pour l'exploration de nouvelles voies politiques, économiques, sociales et culturelles. Le processus révolutionnaire ouvre la voie à une remise en cause radicale des fondements du régime antidémocratique institué par António de Oliveira Salazar et prolongé par Marcello Caetano. Le mouvement révolutionnaire portugais attire alors les regards de militants du monde entier désireux de connaître les développements d'une révolution qui se donne pour objectif de conjuguer socialisme et démocratie dans un nouveau système politique.

Coimbra, ville du centre du pays, a joué un rôle essentiel dans l'histoire du pays en étant la première capitale du Portugal, en ayant formulé les standards de la langue portugaise et en abritant la plus ancienne université du pays. À partir de 1974, la ville connaît les soubresauts de la période révolutionnaire. Malgré des caractéristiques spécifiques à ce territoire, l'analyse du district de Coimbra pourrait ainsi nous permettre d'avoir une perception d'ensemble de la révolution portugaise. La nature essentielle de ce processus révolutionnaire provient de l'important mouvement social qui émerge au travers de la mobilisation de la population. Ces organes de pouvoir populaire, de par leurs ambitions politiques et pédagogiques, font du Portugal un champ d'exploration dans le cadre de la refondation d'un système politique.

1. Contextualisation : Coimbra en 1974

Avant d'entrer dans l'analyse du processus révolutionnaire portugais, il nous semble important d'effectuer une description introductive du territoire du district de Coimbra. Centrer cette étude historique sur le district de Coimbra permet de mettre en lumière le rôle joué par ce territoire contre une tendance qui fait se rejoindre l'histoire de Lisbonne et celle du Portugal. Ce district réunit en son sein une grande diversité de populations et de territoires s'étalant de l'intérieur du pays au littoral. Les villes présentes dans ce district permettent elles aussi l'analyse de situations diverses. S'il possède des caractéristiques communes au reste du pays, le territoire du district de Coimbra présente des spécificités qui enrichissent son histoire locale.

1.1. Données géographiques

Il convient tout d'abord d'explicitier l'organisation territoriale du Portugal afin de situer au mieux le territoire étudié. Le Portugal est divisé en dix-huit districts formés chacun autour

d'une grande ville et jouissant d'une certaine autonomie administrative. Le district de Coimbra se situe au centre-ouest du Portugal et s'étend de la côte atlantique jusqu'à l'intérieur du pays. Il possède, de plus, une frontière avec les districts d'Aveiro et de Viseu au nord, de Guarda et Castelo Branco à l'est et avec le district de Leiria au sud. Coimbra, la principale ville du district, se trouve sur l'important axe de communication allant de la capitale, Lisbonne, à la deuxième ville du pays, Porto. Comme le note François Guichard, « moins industriel, moins densément peuplé, c'est un espace à la fois écartelé entre les attractions opposées de Porto et de Lisbonne, et assez distant de ces deux métropoles pour y gagner une certaine autonomie »⁴⁶.

Le territoire de Coimbra entre deux réalités distinctes que sont celles du nord et du sud du pays. Dans un pays majoritairement rural avant la Révolution des œillets d'avril 1974, le Portugal est divisé entre deux systèmes de production agricole. Au nord du pays, subsistent des fermes de plus petites tailles, exploitées par des petits agriculteurs vivant difficilement de leurs récoltes. Ce système de *minifundios* ne permet pas une rationalisation efficace de la production. Dans le sud du pays, principalement au-delà du fleuve Tejo qui trouve son embouchure à Lisbonne, la production agricole est organisée en *latifundios*, exploitations de plus grandes dimensions, dont les propriétaires emploient des ouvriers agricoles, souvent dans de difficiles conditions de travail. Ces organisations territoriales ont de nombreuses implications sur les structures sociales dans ces différentes régions du pays. Comme l'a montré Tiago Gil Gomes dans son étude sur Rio Maior, la dichotomie entre le nord et le sud du pays a des conséquences en termes politiques et a contribué à la vision d'un pays coupé en deux⁴⁷. Situé entre ces deux réalités, le district de Coimbra possède des caractéristiques propres, mais aussi des traits communs avec les deux moitiés du pays.

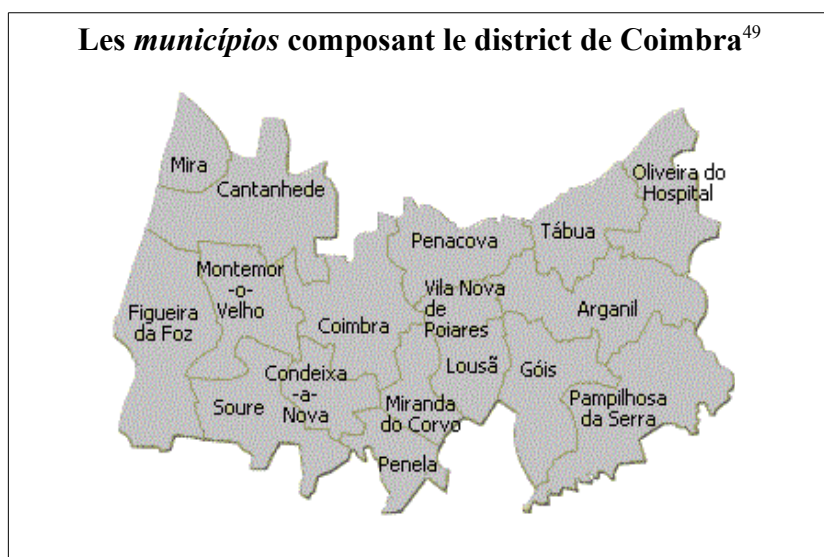
Enfin, le territoire portugais se trouve historiquement en tension entre une partie intérieure, fortement agricole, en proie à un important exode et les régions littorales, concentrant la majorité de la population et plus développées économiquement. Il est ainsi important de noter que les deux plus grandes villes du pays, Lisbonne et Porto, se trouvent à l'embouchure de grands fleuves. Le district de Coimbra se présente comme un carrefour entre le nord et le sud du pays mais aussi entre le littoral et l'intérieur du territoire national. La ville de Coimbra, au centre du district, est en balance entre un littoral et des régions intérieures moins densément peuplées.

Chaque district portugais est organisé sous la forme de *municípios*, eux-mêmes divisés en

46 François Guichard, *Géographie du Portugal*, Paris, Masson, 1990. p. 120.

47 Tiago Gil Gomes, *Os acontecimentos de Rio Maior e a dicotomia norte-sul entre 1974 e 1976*, Dissertação de Mestrado em História Contemporânea, Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra, 2012. 119 p.

*freguesias*⁴⁸ qui correspondent au niveau le plus bas de l'organisation administrative portugaise. Le district de Coimbra est ainsi composé de dix-sept *municípios* dont les poids et les caractéristiques varient fortement. Ces *municípios* sont eux-mêmes divisés en deux cent-neuf *freguesias*. Ce territoire est ainsi un espace pluriel se caractérisant par sa grande diversité. Le territoire du district de Coimbra réunit en son sein des réalités et des tensions de nature différente.



Le dernier recensement effectué au Portugal avant la Révolution des œillets date de l'année 1970. Le territoire du district de Coimbra possédait alors 399 380 habitants, soit 4,61% de la population résidente au Portugal à l'époque (8 663 252 habitants)⁵⁰. La diversité du territoire de Coimbra s'exprime aussi par d'importants déséquilibres démographiques. Les *municípios* de Coimbra, Figueira da Foz et Cantanhede concentrent ainsi plus de la moitié de la population résidente sur le district en 1970. Alors que la densité de population au niveau national était de 94,07 hab/km² en 1970, celle du district de Coimbra atteignait 101,19 hab/km². Néanmoins, seuls quatre *concelhos* dépassaient les 100 hab/km² (Coimbra, Figueira da Foz, Montemor-o-Velho et Mira). À l'opposé, les *municípios* intérieurs de Góis (25,42 hab/km²) et de Pampilhosa da Serra (23,32 hab/km²) sont des espaces fortement touchés par la désertification.

48 Les termes de *municípios* et de *freguesias*, difficilement traduisibles puisque se référant à des réalités nationales apparaissent dans ce travail en version originale.

49 Fonds de carte provenant du site ANAFRE – Associação Nacional de Freguesias, « Coimbra ». <<http://www.anafre.pt/anafre/distritos/coimbra>>. Page consultée le 8 juillet 2014.

50 Le dernier recensement disponible avant l'année 1974 date de 1970. Les données qui suivent sont tirées de Instituto Nacional de Estatística. Serviços Centrais, *11º Recenseamento da População 1970*, Lisboa, 1973.

Classement des *municípios* par population (1970)

Nº	município	Population résidente	Densité	Poids démographique (%)
1	Coimbra	110160	344,89 hab/km ²	27,6
2	Figueira da Foz	53525	141,20 hab/km ²	13,4
3	Cantanhede	39050	99,90 hab/km ²	9,8
4	Montemor-o-Velho	26410	115,52 hab/km ²	6,6
5	Oliveira do Hospital	23330	99,47 hab/km ²	5,9
6	Soure	22025	83,46 hab/km ²	5,5
7	Penacova	16545	76 hab/km ²	4,1
8	Arganil	15930	47,96 hab/km ²	4
9	Mira	13175	106,34 hab/km ²	3,3
10	Condeixa-a-Nova	12865	90,32 hab/km ²	3,2
11	Lousã	12750	91,62 hab/km ²	3,2
12	Tábua	12260	61,36 hab/km ²	3
13	Miranda do Corvo	11510	90,64 hab/km ²	2,9
14	Pampilhosa da Serra	9245	23,32 hab/km ²	2,3
15	Penela	7870	59,40 hab/km ²	2
16	Goís	6705	25,42 hab/km ²	1,7
17	Vila Nova de Poiares	6025	71,88 hab/km ²	1,5
	Total District	399380	101,19 hab/km ²	100

Durant les années 1960 et 1970, l'émigration progresse fortement dans le pays et touche notamment le district de Coimbra. Ces deux décennies sont en effet marquées par un accroissement des tensions au sein du pays, l'intensification des guerres coloniales et un faible développement de l'économie nationale. L'émigration apparaît alors comme une porte de sortie pour de nombreux Portugais. Alors que la moyenne de l'émigration annuelle était de 49 198 sur la période 1960-1964, elle atteint 122 755 en 1965-1969, puis 123 946 sur la période qui court de 1970 à la Révolution en 1974⁵¹. Le taux brut d'émigration du district de Coimbra atteint ainsi 4,3 % en 1960-1969, puis 3,6 % sur la période 1970-1979⁵². Ces taux demeurent néanmoins moins élevés que dans les districts voisins. Au sein de l'émigration légale, le poids du district sur la période 1961-1974 est alors de 4,2 %. Le district perd ainsi

51 António Barreto (org.), *A Situação Social em Portugal, 1960-1995*, Lisboa, Instituto de Ciências Sociais, Universidade de Lisboa, 1996. 510 p.

52 Humberto Moreira, « Emigração Portuguesa (Estatísticas retrospectivas e reflexões temáticas) ». 19 p.

7,5 % de sa population entre 1960 et 1970⁵³, signe des nombreux départs vers l'étranger. La consultation de ces taux d'émigration par *municípios* au sein du district de Coimbra ne nous a pas permis de dégager une tendance analysable. Si la France s'impose comme la principale destination de cette émigration, les populations des *concelhos* de l'intérieur du district prennent, quant à elles, la direction du Brésil⁵⁴.

1.2. L'économie locale

Région essentiellement rurale, le district de Coimbra reflète l'état de l'économie nationale au début des années soixante-dix. Toujours selon le recensement effectué en 1970, 43,3% de la population active du district était alors employée dans le secteur primaire (agriculture, pêches et mines). Les *municípios* intérieurs composant le territoire étudié sont majoritairement orientés vers la production agricole. La pêche est par ailleurs fortement développée dans les territoires du littoral et cette spécialisation a entraîné l'apparition d'industries en lien direct avec les métiers de la mer, des conserveries aux chantiers navals, comme c'est notable dans le cas de Figueira da Foz.

Néanmoins, malgré cette prépondérance de l'activité agricole, le territoire de Coimbra a connu une industrialisation au cours des XIX^e et XX^e siècles. Les premières industries à apparaître dans la région se concentrent sur un nombre restreint de secteurs, comme le textile, la céramique, la porcelaine et les industries alimentaires. L'industrie textile est la première à avoir fait son apparition dans la ville de Coimbra et plus particulièrement dans le quartier de Santa Clara. L'introduction des premiers chemins de fer à la fin du XIX^e siècle et l'expansion du réseau routier au cours du siècle suivant permettent un nouvel essor de l'industrie dans la capitale du district. La porcelaine et la céramique deviennent des produits phares de la région. La *Sociedade de Porcelanas* s'installe ainsi dans la zone d'Arregaça dès 1920, alors que la *LUFAPO-Fábrica Lusitânia* installe son usine dans le quartier périphérique du Loreto. À son apogée, cette dernière usine employait un millier d'ouvriers. On peut aussi citer l'usine *Triunfo* qui produisait alors pâtes et biscuits, ainsi que les diverses brasseries existantes dans la région⁵⁵.

53 Rogério Roque Amaro, « Reestruturação demográficas, económicas e socioculturais em curso na sociedade portuguesa: o caso dos emigrantes regressados », *Análise Social*, vol. XXI (87-88-89), 1985, 3^e-4^e-5^e. pp. 605-677.

54 António Barreto, *A situação social em Portugal. 1960-1999. vol. 2. Indicadores sociais em Portugal e na União Europeia*, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais, 2000. p. 491.

55 Sur ces points, voir José Maria Amado Mendes, *Subsídios para a arqueologia industrial de Coimbra*, Coimbra, Museu Nacional de Machado de Castro, Programa « Coimbra antiga e a vivificação dos centros históricos ». 1983. 29 p.

Population résidente du district de Coimbra, exerçant une profession, par profession et sexe (1970)

Catégorie professionnelle	Hommes	Femmes	Total (%)
Professions scientifiques et libérales	2915	2595	5510 (4,3)
Cadres supérieurs	330	20	350 (0,3)
Employés de bureau	5850	1965	7815 (6,1)
Commerçants et vendeurs	8420	1855	10275 (8,1)
Agriculteurs, pêcheurs et assimilés	46510	8810	55320 (43,3)
Ouvriers	37120	6335	43455 (34)
Autres professions	3955	985	4940 (3,9)
Total	105100	22565	127665 (100)

Au cours de la décennie soixante-dix, le parc industriel de la région connaît une modernisation avec l'arrivée de technologies nouvelles. Ces innovations techniques sont surtout la conséquence de l'entrée de capitaux étrangers dans le pays, conformément à la nouvelle politique économique menée par le gouvernement de Marcello Caetano. Cette politique se traduit dès 1968 par la mise en place du III^{ème} plan de développement de l'économie portugaise visant à la spécialisation de l'économie, l'impulsion des exportations et l'attraction de capitaux étrangers afin de moderniser l'industrie et les infrastructures nationales. En 1970, les ouvriers représentaient ainsi plus d'un tiers de la population active du district (34%).

Il est important de noter que le Portugal présentait en 1974 une population relativement équilibrée entre les trois secteurs composant l'économie nationale. Si l'agriculture demeure en 1974 le secteur employant le plus grand effectif de la population active, l'écart avec le secteur de l'industrie et celui des services a tendance à se résorber. À cette date, le secteur primaire employait ainsi 34,9% de la population active au niveau national, contre 33,7% pour l'industrie et 31,4% pour le secteur des services⁵⁶. Cet équilibre au sein de l'économie nationale vient traduire les transformations survenues principalement depuis la fin des années soixante. Cette moyenne nationale masque néanmoins d'importantes disparités locales. Le *município* de Coimbra concentre ainsi une importante part de la population employée dans les services, alors que le reste du district est surtout dominé par l'agriculture. De même, l'industrie

⁵⁶ Pordata, « População empregada: total e por sector de actividade económica – Portugal ». Page consultée le 8 juillet 2014.

<<http://www.pordata.pt/Portugal/Populacao+empregada+total+e+por+sector+de+actividade+economica-32>>.

se concentre principalement dans un nombre réduit de *municípios*.

C'est dans ce contexte que le groupe Agfa-Gevaert⁵⁷, en partie propriété du groupe allemand Bayer, dépose en juin 1973 une demande d'autorisation au gouvernement portugais visant à l'installation d'une usine sur le territoire de Coimbra. L'objectif est l'ouverture d'une usine dans laquelle seraient fabriqués appareils photo, projecteurs et caméras. L'entreprise prévoit alors la création de 1742 postes de travail sur trois ans et la production de 1 557 000 appareils par an. L'installation de l'usine est prévue à Taveiro, une commune de la périphérie de Coimbra. Mais, dans l'attente de la construction de l'usine, la fabrication débute dès 1974 dans la zone industrielle de Pedrulha.

Le gouvernement favorise grandement l'installation de cette nouvelle usine en facilitant l'expropriation de 120 000 m² et la ville de Coimbra cède 110 000 m² pour un prix symbolique. L'ouverture de l'usine Agfa-Gevaert, quelques mois avant la Révolution des œillets, s'inscrit dans la droite ligne de la nouvelle politique économique menée par le régime, qui souhaitait favoriser les investissements étrangers dans le pays. En s'installant à Taveiro, le groupe Agfa-Gevaert compte profiter d'une importante réserve de main-d'œuvre féminine, de salaires plus bas que la moyenne nationale et d'une localisation centrale à l'échelle du pays. D'ailleurs, selon les prévisions initiales de l'entreprise, seulement 0,5% de la production serait réservée au marché local. Ces industries innovantes ambitionnent de profiter d'une main-d'œuvre peu chère, en aucun cas de favoriser l'émergence d'un marché local.

Enfin, il est nécessaire de noter le poids important du secteur tertiaire sur ce territoire. Située à un carrefour géographique, la zone de Coimbra a vu se développer une importante activité commerciale, avec 8,1% de sa population active travaillant dans ce domaine. Les professions scientifiques et libérales sont ainsi fortement représentées avec 4,3% de la population travaillant dans le district en 1970. La présence d'une université, de nombreux collèges et lycées, ainsi que d'importants centres hospitaliers explique en grande partie ce développement de professions dans le secteur des services. Malgré la prépondérance du secteur primaire et la croissance de l'industrie au cours du XX^e siècle, le territoire du district de Coimbra présente une population équilibrée en terme de professions avec un secteur tertiaire fortement représenté.

57 Sur ce point, on pourra consulter l'ouvrage de Fernanda Barão, *Agfa-Gevaert. Retrato de uma multinacional*, Coimbra, Centelha, 1977. 134 p.

1.3. Le poids central de l'université de Coimbra

Le nom de Coimbra est intrinsèquement lié à son université, la plus vieille du pays et une des plus anciennes en Europe. Fondée à Lisbonne en 1290 par le roi D. Dinis, l'université s'installe successivement à Coimbra et dans la capitale avant de s'implanter définitivement dans le centre du pays en 1537. Seule institution du genre au Portugal, l'université de Coimbra est réformée en profondeur par le Marquis de Pombal dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Elle forme ainsi nombre de personnages de l'État, notamment les présidents de la République Teófilo Braga et Sidónio Pais ou encore António Oliveira de Salazar, figure centrale de l'État nouveau.

Véritable ville dans la ville, la cité universitaire se situe dans la partie haute de Coimbra et surplombe ainsi tout le territoire urbain. L'université possède un ensemble de traditions et de rites, la *praxe* académique. Il s'agit d'un ensemble de règles visant à fonder la communauté académique et à y perpétuer une organisation hiérarchique. L'université disposait ainsi, jusqu'en 1834, d'une juridiction propre, ainsi que d'une prison académique. Enfin, il est nécessaire d'aborder l'Association académique de Coimbra (AAC)⁵⁸, association d'étudiants fondée dès 1887 jouant un rôle central dans la vie académique, notamment dans les sphères culturelle et sportive. Selon Anibal Frias⁵⁹, l'université de Coimbra accueillait en 1969 moins de 9 000 étudiants, chiffre relativement peu élevé à l'échelle du pays. Au cours des années soixante, l'université était réservée à une population restreinte, une grande partie de la population n'ayant pas complété la scolarité minimum obligatoire, signe d'un profond désintérêt du régime pour l'éducation. C'est au cours de cette même année 1969 que se produit une croissance importante de la contestation étudiante dans la ville de Coimbra.

Les années soixante sont en effet une décennie d'accroissement des tensions entre les étudiants et le régime. Après une première crise étudiante qui éclot à Lisbonne en 1962 et s'étend progressivement à Coimbra, l'inauguration d'un nouveau bâtiment de la faculté de mathématiques par le président de la République Américo Tomás, le 17 avril 1969, fournit une nouvelle étincelle. Lors de la cérémonie, Alberto Martins, président de l'Association académique demande la parole afin de s'exprimer publiquement au nom des étudiants. La parole lui est retirée ; mais ce geste d'insoumission au pouvoir amorce une forte mobilisation étudiante contre le régime. La police politique orchestre alors une répression féroce, arrêtant nombre de leaders étudiants. En mai, les étudiants organisent une grève aux examens et déclarent le « deuil académique ». Sommet de la répression du régime, l'Association

58 En portugais *Associação Académica de Coimbra* (AAC).

59 Anibal Frias, « Traditions étudiantes et cultures académiques : l'Université de Coimbra », *Recherches en Anthropologie au Portugal*, n°8, 2002, pp. 83-110.

académique de Coimbra est dissoute et des étudiants sont incorporés dans l'armée qui combat alors les mouvements de libération dans les colonies africaines. Le ministre de l'Éducation, José Hermano Saraiva, incarne l'inflexibilité du pouvoir face au progressisme des milieux étudiants. Cette reprise en main par le régime se traduit néanmoins par une évolution dans le discours du pouvoir vis-à-vis de l'éducation⁶⁰.

Marcello Caetano, ancien recteur de l'université de Lisbonne, nomme ainsi en 1970 José Veiga Simão au ministère de l'Éducation nationale. Le nouveau ministre se fait l'ardent défenseur d'une « démocratisation de l'enseignement ». Lors de sa prise de fonction, José Veiga Simão annonce ainsi que « l'éducation est un véhicule puissant et essentiel qui rend possible à la vie humaine d'être digne et d'être vécue, facilitant tout un processus de justice sociale inhérent à toute formule d'amélioration de la condition de l'homme »⁶¹. Un discours qui tranche avec l'obscurantisme entretenu jusqu'alors par le régime.

Ce discours novateur venant d'un régime autoritaire peut étonner. Il est néanmoins possible d'analyser la réforme entreprise par le ministre Veiga Simão comme une volonté de moderniser un régime et une économie qui accusent alors un retard important par rapport au reste de l'Europe. L'amélioration des qualifications des travailleurs peut être lue à la lumière de la volonté du gouvernement d'attirer des capitaux étrangers et de favoriser une croissance des exportations. De plus, cette réforme doit être comprise comme une mesure visant à apaiser la contestation étudiante. Mais le discours sur la démocratisation de l'enseignement se heurte à la présence d'une police politique et l'absence de libertés publiques. Il faut donc relativiser la volonté d'ouverture du régime.

1.4. Pour une histoire plurielle de Coimbra

L'université de Coimbra est ainsi intrinsèquement liée à l'histoire de la ville. L'architecture même de l'espace urbain a ainsi été grandement conditionnée par les travaux de modernisation des installations universitaires après la Seconde Guerre mondiale, durant lesquels les bâtiments de la partie haute de la ville ont été détruits et les habitants relogés par le régime. Les quartiers périphériques de la ville naissent ainsi de cette profonde transformation de l'espace occupé par l'université et d'autres travaux de modernisation de la

60 Sur ce point, voir notamment les ouvrages de Rui Bebianno, *O Poder da Imaginação. Juventude, Rebelião e Resistência nos Anos 60*, Coimbra, Angelus Novus et de Miguel Cardina, *A Tradição da Contestação. Resistência estudantil no Marcelismo*, Coimbra, Angelus Novus.

61 José Veiga Simão, « Primeiro Passo : Programa de Acção », discours prononcé le 15 janvier 1970. « A educação é o veículo poderoso e essencial que torna possível à vida humana ser digna e ser vivida, facilitando todo um processos de justiça social, inerente a qualquer fórmula de melhoria da condição do homem ».

ville⁶². Les étudiants ont aussi joué un rôle important dans le développement de la ville, notamment de par leur engagement au sein des mouvements de résistance au régime autoritaire. La présence de la plus ancienne université du pays sur le territoire de Coimbra a ainsi favorisé le développement de l'instruction et des arts dans la ville mais aussi d'une économie où le poids du secteur tertiaire est plus fort que dans le reste du pays. Les diverses crises étudiantes ont ainsi façonné l'image de la ville. Tant et si bien que l'histoire de la ville semble se superposer à celle de son université.

Le territoire a ainsi été un lieu de résistance au régime autoritaire et de lutte pour la démocratie. Dans ce contexte, la présence de l'université sur son territoire a permis à de tels mouvements de se développer. La campagne électorale de 1969, malgré les évidentes restrictions aux libertés publiques est un moment important pour la mobilisation des forces démocratiques. En 1973, les pressions internes et la volonté du régime alors dominé par Marcello Caetano d'améliorer son image internationale, notamment écornée par les conflits coloniaux, forcent le régime d'accepter l'organisation d'une rencontre entre opposants au régime. Ce congrès de l'opposition démocratique se tient ainsi à Aveiro, dans le district voisin de Coimbra, du 4 au 8 avril 1973. À l'issue de longs débats, les participants adoptent une déclaration finale appelant à la fin de la guerre coloniale, la lutte contre les grands monopoles et à la conquête des libertés démocratiques⁶³.

Malgré la répression qui a entouré la réalisation de cette rencontre, l'opposition connaît une nouvelle dynamique et parvient à présenter des listes pour les élections législatives d'octobre 1973. À Coimbra, la liste présentée par le Mouvement démocratique réunit des militants du Parti communiste portugais, de l'Union des étudiants communistes (UEC), du Parti socialiste, ainsi que des indépendants⁶⁴. La plupart des candidats présentés dans le cadre des listes démocratiques entretiennent de près ou de loin des liens avec les milieux universitaires. La composition hétéroclite des listes du Mouvement démocratique s'explique par l'union prévalant alors au sein d'un mouvement caractérisé par l'antifascisme. Devant les restrictions imposées par le régime, ces listes se retirent finalement, considérant ne pas avoir les conditions nécessaires pour concourir. Néanmoins, cette dynamique d'union se prolonge au cours de l'année qui suit.

62 Voir sur ce point l'ouvrage de Luís Reis Torgal, *A Universidade e o Estado Novo. O Caso de Coimbra 1926-1961*, Livraria Minerva Editora, Coimbra, 1999. 296 p. et l'ouvrage de Nuno Rosmaninho, *O princípio de uma "revolução urbanística" no Estado Novo. Os primeiros programas da cidade universitária de Coimbra. 1934-1940*, Coimbra, Livraria Minerva Editora, 1996. 340 p.

63 3^o Congresso da oposição democrática, Aveiro 4 a 8 de Abril de 1973, *Conclusões*, Lisboa, Seara Nova, 1973. 155 p.

64 Victor Costa, « Apontamentos para a história do Movimento Democrático de Coimbra », sans date. 28 p.

Malgré cette importance du monde académique sur le territoire de Coimbra, il semble que le poids de l'université écrase la diversité présente dans le district. Coimbra, symbole de la bohème étudiante, ne se résumerait ainsi qu'à sa population qui fréquente l'université. Il est ainsi important de noter l'abondance des recherches historiques traitant de l'université, des traditions académiques ou encore des mouvements sociaux enracinés au sein du monde étudiant. Pour s'en tenir à l'histoire contemporaine, on peut notamment citer l'ouvrage de Luís Reis Torgal, *A Universidade e o Estado Novo: o caso de Coimbra*, celui de Celso Cruzeiro, *Coimbra, 1969 : a crise académica, o debate das ideias e a prática, ontem e hoje*, le livre de Maria Manuela Cruzeiro et Rui Bebiano, *Anos inquietos: vozes do movimento estudantil em Coimbra. 1961-1974*, ou encore les recherches de Miguel Cardina et notamment l'ouvrage *A tradição da contestação: resistência estudantil em Coimbra no marcelismo*.

D'un point de vue historiographique, le reste de la ville de Coimbra et du territoire du district semble être entouré d'un certain oubli. Et si l'université monopolise l'image de Coimbra, la propre ville de Coimbra monopolise l'image de son district. Or, la diversité présente sur ce territoire représente une richesse culturelle et historique qui mérite d'être étudiée en tant que telle. Il nous semble important de valoriser cette population non-étudiante qui participe elle-aussi à l'histoire du territoire de Coimbra. Car si l'histoire de Coimbra est fortement influencée par son important milieu universitaire, elle ne pourrait en aucun cas s'y réduire. La ligne directrice de ce travail sera ainsi de penser le territoire du district de Coimbra comme un tout diversifié. Notre approche vise ainsi à mettre en lumière l'action de la population de Coimbra dans son ensemble dans le cadre d'une période capitale comme la chute d'un régime autoritaire et les expérimentations dans le cadre de la constitution d'un futur politique.

Au cours d'une rencontre d'associations culturelles du *concelho* de Coimbra, organisée en 1989 par la municipalité, les organisations présentes émettent une critique à l'égard de cette centralité du monde universitaire. Faisant preuve d'une ironie féroce, ces associations se proposent ainsi de « lancer les procédures nécessaires afin que soient "coupés" quelques mètres de la tour de l'université pour que cette dernière cesse de projeter son ombre sur la vie des associations »⁶⁵. Cette déclaration avait fait polémique à l'époque, étant donné le poids de l'université, symbolisée par sa tour surplombant la ville. Ce bon mot lancé par les représentants des associations locales doit être lu comme la revendication d'une ville plurielle, riche de sa diversité et notamment de son mouvement associatif. Nous entendons, dans cette

65 Câmara Municipal de Coimbra. Pelouro da Cultura, *Encontro de Colectividades do Concelho de Coimbra*. Setembro-Outubro 1989. « Encetar as diligências necessárias para que sejam "cortados" alguns metros à Torre da Universidade para que esta deixe de projectar a sua sombra na vida des Colectividades ».

recherche, mettre en lumière les activités menées par ces associations.

Nous n'écarterons pas de notre étude les étudiants ou les institutions académiques ; mais nous les étudierons en ayant toujours à l'esprit qu'ils ne constituent qu'une facette d'une ville et d'un district pluriels. C'est cette diversité de situations sociales, économiques et culturelles au sein d'un même territoire qui renforce l'intérêt du territoire de Coimbra comme sujet historique. Cette diversité fait du district de Coimbra un territoire qui reproduit, à échelle réduite, la pluralité que présente le Portugal au niveau national. En étudiant le projet d'éducation populaire porté par les associations locales dans un contexte révolutionnaire puis de transition à la démocratie, nous aurons ainsi la possibilité de tirer des conséquences et des enseignements valables pour l'ensemble du territoire portugais.

2. Le 25 Avril et le processus révolutionnaire portugais

L'année 1974 marque une césure évidente dans l'histoire contemporaine du Portugal. Si les principaux événements de la Révolution des œillets se déroulent à Lisbonne, la principale ville du pays n'est en aucun cas la seule à vivre au rythme du processus révolutionnaire. Bien souvent, le reste du pays connaît les mêmes soubresauts que la capitale portugaise et nombre d'événements se dupliquent dans les autres régions. S'il est possible de dire que la ville de Lisbonne conditionne la dynamique historique, les autres villes du pays n'en connaissent pas moins des répliques des principaux événements. Coimbra et son district, ancrés dans le centre du pays, ont ainsi vécu au rythme des dynamiques révolutionnaires, faites de conquêtes historiques et d'espoirs mais aussi de tensions et de craintes.

2.1. Le 25 Avril 1974, chute du régime salazariste

La journée du 25 avril 1974 marque la date initiale du processus révolutionnaire portugais avec la chute du régime et l'installation au pouvoir d'une Junte de salut national, émanation du Mouvement des Forces armées. Les opérations militaires se sont alors concentrées essentiellement à Lisbonne, siège du pouvoir et centre névralgique du pays. La population lisboète joue d'ailleurs un rôle important en ignorant les appels au calme et en investissant les rues de la ville. C'est cette même population qui encercle la caserne du Carmo, siège de la Garde nationale républicaine où s'étaient réfugiés Marcello Caetano et Américo Tomás, ainsi que le siège de la direction générale de Sécurité, la police politique du régime. Selon une thèse à laquelle nous souscrivons, cette mobilisation de la population de Lisbonne participe à la transformation de ce qui n'était qu'un coup d'État militaire en une véritable

Révolution. Ainsi, pour reprendre les termes d'Ana Saldanha, « dans la nuit du 24 au 25 avril, il y a eu un coup d'État militaire qui prétendait prendre le pouvoir mais qui s'est transformé, très rapidement, en une révolution »⁶⁶. Dans son ouvrage sur le sujet, Gérard Filoche se réfère, quant à lui, à un « coup d'État d'en-haut » et à un « 25 avril d'en bas » pour décrire ce double processus⁶⁷.

Après l'expectative du 25 avril, c'est le lendemain que la population de Coimbra marque sa présence dans cette période historique. Le 26 avril, Leopoldo Cunha Matos, gouverneur civil de la région, tente de mobiliser les responsables locaux pour résister à la chute du régime⁶⁸. Néanmoins, la situation a atteint un point de non-retour et les forces démocratiques de la ville se manifestent. Une assemblée d'étudiants, qui se tient l'après-midi, amorce le processus de réouverture de l'Association académique, fermée par l'ancien régime. À 18 heures, le Mouvement démocratique de Coimbra organise la première grande manifestation locale de la période révolutionnaire. Le cortège, composé de plus de 20 000 personnes, défile dans les rues du centre de Coimbra et les pancartes en faveur de la démocratie et du socialisme fleurissent. C'est à l'issue de cette manifestation que débute l'encerclement du siège local de la PIDE/DGS, rue Antero de Quental.

Le Mouvement démocratique de Coimbra (MDC), composé d'antifascistes et de progressistes, publie le 27 avril un communiqué destiné à la population du district :

« Coimbra a prouvé hier de manière historique la soif de liberté du peuple portugais. La manifestation de joie que la population locale a expérimenté dès le 25 [avril], en prenant connaissance de la chute du gouvernement de Marcello Caetano, a atteint hier son apogée quand plus de 20 000 personnes, répondant à la convocation du Mouvement démocratique, se sont manifestées pendant deux heures dans les rues de la ville »⁶⁹.

Dans ce même document, le MDC énonce comme priorité l'extinction de la police politique, l'amnistie pour les prisonniers politiques, l'abolition de la censure, le retour des libertés fondamentales, la lutte contre l'augmentation du coût de la vie et les monopoles et enfin la tenue d'élections libres. Les jours suivants confirment la présence de la population dans le cours de cette révolution. Le 27 avril, une manifestation de soutien à la Junte de salut

66 Ana Saldanha, « Révolution des œillets : transition sociopolitique et démocratisation au Portugal », *ILCEA*, n°13, 2010. p. 6.

67 Gérard Filoche, *Printemps portugais*, Paris, Éditions Actéon, 1984. 605 p.

68 Sur le déroulement des événements au sein du district, voir notamment l'ouvrage de Victor Costa et Alexandre Ramires, *A força do povo. O 25 de Abril em Coimbra*, Coimbra, Edições Lápiz de memórias, 2014. 121 p.

69 Movimento Democrático de Coimbra, « Ao Povo do Distrito de Coimbra », le 27 avril 1974. p. 1. « Coimbra evidenciou ontem de maneira histórica a ânsia de liberdade do Povo Português. O regozijo que a população local experimentou logo no dia 25, ao tomar conhecimento da queda do governo de Marcello Caetano, atingiu ontem o apogeu quando mais de 20000 pessoas, respondendo à convocatória do Movimento Democrático, se manifestaram durante duas horas pelas ruas da cidade ».

national est organisée à Figueira da Foz, ainsi que dans d'autres villes du district. L'intervention de l'armée, qui appuie la population massée devant le siège de la PIDE/DGS, est l'occasion de fraternisations. Ce siège prend finalement fin le 30 avril avec la sortie des agents de la police politique et leur transport vers la prison de Peniche.

Dès la fin du mois d'avril, un certain nombre de symboles du régime autoritaire tombent aux mains des forces progressistes. Le 27 avril, des étudiants d'extrême-gauche occupent et détruisent une partie du siège de la Coopérative Cidadela, appartenant à la mouvance nationaliste et intégrationniste. Le 28 avril, l'arrivée du lieutenant-colonel Rafael Durão en représentation de la Junte de salut national symbolise la nouvelle situation politique. Dans les jours qui suivent, le major Lestro Henriques, délégué par le Mouvement des Forces armées prend la tête de la police locale. Enfin, les membres de l'université élisent une commission dirigée par Teixeira Ribeiro. Dans les semaines qui suivent le 25 avril 1974, Luís Albuquerque, figure locale de la résistance, notamment au sein de la revue *Vértice*, est nommé gouverneur civil.

L'enjeu pour le Mouvement démocratique de Coimbra est désormais de remplacer les instances politiques compromises avec le régime autoritaire pour les remplacer par de nouveaux pouvoirs démocratiques. Ainsi selon Victor Costa, « le MDC centrait son attention et ses efforts dans la poursuite du démantèlement des structures politiques du fascisme, particulièrement dans les mairies, parce que plus proches des populations »⁷⁰. La destitution des organes politiques locaux met en avant l'idée d'une autonomie des luttes locales, dont les éléments prennent l'initiative. Dans un nouveau texte publié en mai 1974, le MDC exprime une nouvelle fois cette priorité :

« Il est nécessaire de créer dans chaque *município* et dans chaque *freguesia* du district, des COMMISSIONS DÉMOCRATIQUES, élues démocratiquement et au cours de réunions amples, qui assurent en chaque lieu la participation de tous dans le Mouvement démocratique et qui promeuvent la conscientisation politique de la population »⁷¹.

Les cortèges du 1^{er} mai fournissent bien souvent l'occasion de l'élection de ces commissions administratives des mairies locales. L'importante mobilisation au cours de cette fête du travail, ancre un peu plus la révolution portugaise dans la recherche d'un régime

70 Victor Costa, Alexandre Ramires, *A força do povo. O 25 de Abril em Coimbra*, Edições Lápiz de memórias, 2014. p. 93. « O MDC centrava a sua atenção e os seus esforços na prossecução do desmantelamento das estruturas políticas do fascismo, particularmente nas câmaras municipais, porque mais próximas das populações ».

71 Movimento Democrático de Coimbra, « Povo do distrito de Coimbra », Mai 1974. p. 1. « É necessário criar em cada concelho e em cada freguesia do distrito, COMISSÕES DEMOCRÁTICAS, eleitas democraticamente e em reuniões amplas, que assegurem em cada lugar a participação de todos no Movimento Democrático e que promovam a consciencialização política da população ».

démocratique réalisant une véritable justice sociale. Les manifestations, interdites pendant la dictature, permettent au peuple portugais de nouvelles explosions de joie et la réappropriation d'une parole politique. Une semaine après la chute du régime, la mobilisation de la population marque une véritable rupture avec la période dictatoriale, dominée par le silence et la répression. Comme dans les autres villes du pays, les cortèges de Coimbra et Figueira da Foz mobilisent une importante foule. Le *Diário de Coimbra* parle alors de cinquante à soixante mille manifestants dans la capitale du district⁷². Ils sont quelques milliers à Figueira da Foz.

À Coimbra, la manifestation se termine par un meeting politique qui remplit le Stade universitaire, où la population ratifie la liste des membres de la commission administrative de la mairie, fruit d'une négociation entre les forces démocratiques et le Mouvement des Forces armées. Ce nouveau pouvoir local prend fonction à l'issue de la manifestation et Rui Carrington da Costa est nommé président du nouvel organe. Des scènes similaires se produisent dans le reste du district. À Condeixa-a-Nova, le remplacement du pouvoir local s'effectue même avant le mois de mai. Au soir du 1^{er} mai, la plupart des mairies du district sont ainsi dirigées par des figures progressistes liées à la lutte antifasciste.

Le 25 avril et le 1^{er} mai, dont les manifestations remplissent les rues portugaises, marquent une césure cruciale dans l'histoire récente du Portugal. Quelques jours après le 25 avril, les cortèges donnent le ton d'un processus révolutionnaire qui s'ancre dans le cadre du socialisme. La chute du régime est ainsi matérialisée par l'installation de nouvelles autorités locales, jouissant de l'approbation de la population. Les *freguesias*, échelons politiques les plus proches des citoyens font aussi l'objet de restructurations similaires. Le 6 mai, le MDC organise ainsi une concentration afin de destituer le président de la *junta de freguesia* de Sé Nova, dans le centre ville de Coimbra et d'élire une commission administrative. L'appel lancé à la population se conclut par ces mots : « Nous avons entre nos mains la possibilité de posséder une junte qui serve véritablement le peuple »⁷³. À l'issue de la chute du régime, les lieux de pouvoir locaux font l'objet d'une occupation. Le MDC occupe ainsi le siège de l'Action nationale populaire (ANP), parti unique lors du régime autoritaire.

Lors de ce même mois de mai 1974, Coimbra reçoit la visite du nouveau chef de l'État, le général António de Spínola qui vient d'être nommé à la présidence de la République par la Junte de salut national. Il est toutefois important de noter que si Spínola incarne alors les premiers moments révolutionnaires, il n'a jamais été un opposant au régime. Il a été démis de ses fonctions au sein de l'armée pour des critiques à l'égard de la politique coloniale suivie par

⁷² *Diário de Coimbra*, « 1^o de Maio. Lição de Portugal ao mundo », le 3 mai 1974. p. 1.

⁷³ Movimento Democrático de Coimbra, « À população da Freguesia de Sé Nova », sans date. 1 p. « Está nas nossas mãos possuímos uma Junta que sirva verdadeiramente o Povo ».

Marcello Caetano, notamment exprimées dans l'ouvrage *Le Portugal et le futur*. Le général António de Spínola reste néanmoins proche de l'idéologie du régime et c'est notamment Marcello Caetano qui le propulse sur le devant de la scène en faisant de sa nomination une condition à son abdication du pouvoir⁷⁴. La visite du nouveau président de la République se déroule le 30 mai 1974 et est l'occasion d'une nouvelle mobilisation populaire. Des milliers de personnes viennent écouter le discours de Spínola qui déclare notamment que « le peuple de Coimbra saura enfin faire usage de la liberté qui se trouve dans la plus profonde tradition de cette ville »⁷⁵.

2.2. Le retour des forces politiques

Le retour des exilés politiques constitue un moment symbolique majeur marquant la rupture entre un régime autoritaire s'appuyant sur une police politique et l'institution d'un ordre nouveau. Pour la population dans sa totalité, le retour au pays des opposants illustre la possibilité de construire un futur nouveau. À Lisbonne, les leaders des deux principales forces politiques, Álvaro Cunhal membre du Parti communiste portugais et Mário Soares du Parti socialiste, reviennent respectivement de Prague et de Paris à la fin du mois d'avril, quelques jours après la chute du régime.

La principale figure de l'opposition liée à Coimbra est sans aucun doute Manuel Alegre, poète et homme politique. Natif d'Águeda dans le district d'Aveiro, il fait néanmoins ses études au sein de l'université de Coimbra. En 1964, il quitte le pays pour se réfugier à Paris. C'est à partir de la France puis de l'Algérie qu'il mène une activité d'opposition au régime alors au pouvoir au Portugal. Ancien militant communiste, il se rapproche par la suite du Parti socialiste. Il rentre au Portugal au début du mois de mai et retrouve Coimbra le 9 mai 1974. Devant une foule venue l'accueillir, il fait un discours, résolument conscient des défis qui attendent le pays :

« Aujourd'hui, cette ville, qui est ma ville, de fait notre ville, ce pays qui est mon pays est notre pays. Aujourd'hui le Portugal appartient de fait au peuple portugais. Mais ce qui importe, en ce moment, c'est de créer le futur, de défendre ce qui a été conquis, d'unir toutes nos forces, d'être vigilants, pour défendre la liberté qui a été conquise et pour aller jusqu'au bout »⁷⁶.

74 Arno Münster, *Révolution et contre-révolution au Portugal. L'histoire sociale, économique et politique du nouveau Portugal (1974-1975)*, Paris, Éditions Galilée, 1977. 320 p.

75 *Diario de Coimbra*, 1 juin 1974. p. 3. « Saberá, enfim o Povo de Coimbra fazer uso da liberdade que se encontra na mais profunda tradição deste cidade ».

76 *Diario de Coimbra*, 10 mai 1974, p. 5. « Hoje, esta cidade, que é a minha cidade, de facto a nossa cidade, este País que é o meu País é nosso País. Hoje Portugal pertence de facto ao Povo Português. Mas o que importa, neste momento, é criar o futuro, defender aquilo que foi conquistado, unirmos todas as nossas forças, estarmos vigilantes, para defender a liberdade que foi conquistada e para irmos até ao fim ».

La période révolutionnaire permet une profusion des partis et mouvements militants qui apparaissent progressivement sur la scène politique à partir d'avril 1974. Des organisations sortent ainsi de la clandestinité à laquelle elles avaient été contraintes par la répression. Le retour d'exil de militants politiques permet aussi d'apporter une nouvelle vigueur au débat politique. De nombreux partis voient ainsi le jour en 1974, profitant du nouveau climat de liberté. Cette floraison de nouveaux groupes politiques vient contraster avec le régime de parti unique de la période autoritaire. De plus la rupture idéologique est radicale : l'autoritarisme et le nationalisme du parti salazariste de l'Union nationale (remplacée en 1970 par l'Action nationale populaire) laisse la place à un spectre politique fortement ancré à gauche, voire à l'extrême-gauche.

Au cours du premier été de la période révolutionnaire, les différentes forces politiques s'implantent sur le territoire national et tentent de mobiliser leurs bases militantes respectives. Le Parti socialiste organise son premier meeting à Coimbra le 2 juin avec notamment la présence du poète Miguel Torga. Le 8 juin, le Parti communiste portugais tient son premier meeting à Coimbra. Le Mouvement démocratique de Coimbra organise un meeting le 13 juillet au stade de Santa Cruz de Coimbra et un autre le 20 juillet au pavillon du Lycée national de Figueira da Foz. De son côté, le Parti socialiste réunit plus de huit mille personnes le 24 août pour un grand meeting au Colisée figueirense de Figueira da Foz. Enfin, le Mouvement réorganisateur du parti du prolétariat (MRPP), parti maoïste fondé en 1970, tient son premier meeting au Centre de récréation populaire du quartier Maréchal Carmona de Coimbra, le 23 juillet, dans « une salle complètement pleine »⁷⁷.

Ces quelques dates montrent la ferveur politique qui suivent la chute du régime et la recherche d'un nouvel ordre politique. C'est notamment dans ce sens que l'on peut véritablement parler de révolution dans le cas portugais. Il est aussi important de noter que les partis politiques investissent rapidement le terrain, apportant leurs contributions au débat tenant au futur du pays. La multiplication des réunions politiques s'explique par cette volonté de préparer d'éventuelles élections, d'ailleurs prévues dans le programme du Mouvement des Forces armées, mais aussi de concurrencer la légitimité nouvellement acquise par les militaires. Cette logique se poursuit avec les sessions de clarification qui se développent un peu partout dans le pays. L'objectif est alors pour chaque parti et groupe politique d'expliquer la période révolutionnaire qui se déroule alors au Portugal et surtout d'informer les populations sur le sens que chacun entend donner à cette même révolution.

Dès juin 1974, une session de clarification politique se tient à Lousã, organisée par des

⁷⁷ *Diário de Coimbra*, 25 juillet 1974, p. 4. « Com a sala completamente cheia ».

progressistes au siège de la Société philharmonique locale. La période de l'été 1974 peut être considérée, localement, comme celle d'un fort investissement des partis politiques dans ces séances publiques de clarification. Une des premières séances dans le district de Coimbra est organisée le 11 juillet 1974 par le Parti communiste portugais à la Maison du peuple de Maiorca, près de Figueira da Foz. Le Mouvement démocratique de Coimbra organise lui-aussi de telles sessions, notamment le 20 juillet à Casal do Ermio, près de Lousã, et le 25 septembre à Santana, dans le conseil de Figueira da Foz. Ces sessions d'explication politique se tiennent ainsi sur tout le territoire de Coimbra. Néanmoins, les mouvements politiques focalisent leurs actions sur les territoires ruraux du district. Ces populations plus éloignées des grandes villes sont les cibles prioritaires des partis et nécessiteraient, selon ces derniers, d'une formation avant de pouvoir accéder à une parole politique. Enfin, il est important de noter que l'échiquier politique est alors totalement dominé par les mouvements de gauche. Conséquence directe de la chute du régime, les courants les plus conservateurs sont disqualifiés. Le Parti populaire démocratique, parti de centre-droite, organise néanmoins une session d'explication dans le *município* de Lousã, à Casal do Ermio, le 25 octobre 1974.

Les mouvements d'extrême-gauche, plus faiblement dotés au niveau structurel, organisent des événements publics plus tardivement, vers la fin de l'année 1974. Ainsi la délégation de Figueira da Foz de l'Association d'amitié Portugal-Chine organise en août une exposition sur le système chinois à la bibliothèque des Abadias, avec notamment un colloque le 17 août qui a pour thème « La construction du socialisme en Chine ». Le 19 novembre, la Ligue communiste internationaliste, parti trotskiste, tient un meeting au Centre de récréation populaire du quartier Norton de Matos de Coimbra. Mais l'événement le plus significatif est organisé quelques jours auparavant par une autre organisation d'extrême-gauche, la Ligue d'unité et d'action révolutionnaire. En mai 1967, cette organisation antifasciste de lutte armée attaque la Banque du Portugal de Figueira da Foz au cours de « l'opération Mondego » afin de financer ses actions de résistances au régime. Les principaux membres de la LUAR, Palma Inácio et Camilo Mortágua, notamment, prennent ensuite la fuite vers la France. C'est à partir de Paris que l'organisation mène de nouvelles actions visant à fragiliser le régime. Après le 25 avril, la direction de la LUAR abandonne en toute logique la clandestinité et ses militants s'engagent en faveur du pouvoir populaire et d'un socialisme autogestionnaire. Le 16 novembre 1974, l'organisation de la LUAR revient à Figueira da Foz lors d'un débat avec la population locale. Plus de deux mille personnes assistent à ce meeting auquel participent également les chanteurs José Afonso, Francisco Fanhais et Vitorino.

Au cours de l'année 1974, de nombreux mouvements d'extrême-gauche apparaissent sur

l'échiquier politique portugais. L'Organisation communiste marxiste-léniniste portugaise (OCMLP), mouvement de tendance maoïste fondé en 1972, est implanté à Coimbra au sein du mouvement étudiant et des militants syndicaux. L'OCMLP est à l'origine de la création du Front électoral communiste (marxiste-léniniste) en décembre 1974. Le Mouvement de la gauche socialiste (MES)⁷⁸ voit le jour en mai 1974 et définit une ligne proche de celle établie par le Parti socialiste unifié en France. Enfin, l'Union démocratique populaire (UDP) est créée en décembre 1974 par diverses organisations maoïstes avec pour objectif la participation à la campagne pour l'élection d'une Assemblée constituante, qui est prévue pour l'année 1975.

2.3. La mobilisation populaire

Alors qu'il était cerné par le Mouvement des Forces armées, Marcello Caetano accepte de se retirer du pouvoir à la condition d'être remplacé par António de Spínola afin que « le pouvoir ne tombe pas dans la rue ». Or, la journée du 25 avril voit s'opérer la transformation de ce qui n'était alors qu'un coup de force militaire en un véritable processus révolutionnaire. La mobilisation de la population de Lisbonne, puis du reste du pays dans les jours qui suivent, a joué un rôle capital dans cette transformation. Les impressionnantes manifestations du 1^{er} mai, la destitution des organes compromis avec le régime et leur remplacement démocratique participent à un processus de récupération d'une parole politique par une population soumise au silence pendant près d'un demi-siècle.

Cette mobilisation populaire s'exprime par un intense processus politique durant lequel les populations s'organisent pour résoudre les problématiques locales les affectant. Ce mouvement prend le nom de *pouvoir populaire*, fortement influencé par l'histoire alors récente du Chili⁷⁹. Il s'agit de mobilisations populaires qui s'organisent autour des carences héritées de l'ancien régime, sur une base démocratique et autonome. Ainsi pour Boaventura de Sousa Santos, « le mouvement populaire créé ou déclenché après le 25 avril constitue une des caractéristiques les plus spécifiques de la révolution portugaise. [...] La richesse du mouvement populaire ne peut être réduite à des stratégies partidaires ou même à la décision du MFA de promouvoir ou accepter à une certaine période les termes de "l'alliance Peuple-MFA" »⁸⁰. Les organes du pouvoir populaire, fondés sur l'organisation souvent spontanée des

78 En portugais *Movimento da Esquerda Socialista* (MES).

79 Voir sur ce point l'ouvrage d'Alain Touraine, *Vida e morte do Chile popular. Diário sociológico. Julho-Setembro 1973*, Lisboa, Livraria Bertrand, 1974 [Éditions du Seuil, 1973]. 278 p.

80 Boaventura de Sousa Santos, « A crise do Estado e a Aliança Povo/MFA em 1974-1975 », *25 de Abril 10 anos depois*, Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian. p. 1-2. « O movimento popular criado ou desencadeado depois do 25 de Abril constitui uma das características mais específicas da revolução portuguesa e que, mesmo tendo em conta todas as diferenças relevantes [...], a riqueza do movimento popular não pode ser

populations et sur la résolution de problèmes concrets, conservent une autonomie à l'égard des partis politiques et des militaires du MFA.

Diego Cerezales Palacios a analysé le moment révolutionnaire comme une crise de l'État et de ses capacités coercitives⁸¹. La chute du régime et son démantèlement ont disqualifié les institutions répressives, notamment les forces de police dont les attributions passent aux mains de militaires plus favorables au cours de la révolution. L'organisation de la population et notamment l'occupation de bâtiments comme processus de récupération sociale a ainsi été facilitée par le démantèlement des moyens de répression. Mais dans le même temps, la chute du régime n'a pas été comblée par l'émergence d'un nouveau pouvoir révolutionnaire. Les deux années de révolution portugaise ont en effet été marquées par une pluralité de pouvoirs entre des forces armées dépositaires du régime salazariste mais divisées quant au futur de la révolution, des gouvernements provisoires au sein desquels les lignes des partis politiques divergent et enfin un mouvement populaire enclin à un fort spontanéisme. L'indécision et les divisions au sommet de l'État quant au cours à donner à la révolution favorisent ces mobilisations populaires.

Avec la constitution du Commando opérationnel du continent (COPCON) en juillet 1974⁸², les mouvements populaires trouvent un allié de poids dans cette unité dirigée par Otelo Saraiva de Carvalho, principal artisan des opérations militaires du 25 avril. Ce commando a dans ses attributions le maintien de l'ordre public et l'appui aux nouvelles autorités. La disqualification des forces de police compromises avec le régime salazariste procure au COPCON un espace d'action important. Cette unité développe alors une ligne de soutien aux organes du pouvoir populaire, en leur fournissant notamment un appui logistique. Le COPCON mais aussi les autres unités engagées dans la poursuite de la révolution deviennent alors l'incarnation du rôle d'avant-garde joué par les militaires lors du processus révolutionnaire et favorise un peu plus le développement de mouvements sociaux dans le pays.

Ces mouvements populaires de grande ampleur se fondent sur une forte dose d'auto-organisation. Des structures de base voient ainsi le jour sous la forme de commissions démocratiquement élues et chargées d'assurer la coordination et la gestion des luttes. Dans les quartiers périphériques naissent notamment des commissions d'habitants afin de résoudre les problèmes les plus urgents qui se posent à ces populations souvent marginalisées par le

reduzida a estratégias partidárias ou mesmo à decisão do MFA de promover ou aceitar a certa altura os termos da "aliança Povo-MFA" ».

81 Diego Cerezales Palacios, *O Poder caiu na rua. Crise de Estado e Acções colectivas na Revolução Portuguesa 1974-1975*, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais da Universidade de Lisboa, 2003, 209 p.

82 En portugais *Comando Operacional do Continente*. Unité créée par le Décret-loi n°310/74, du 8 juillet 1974.

régime autoritaire. Un même processus se produit dans de nombreux villages. Au sein des entreprises, le mouvement syndical connaît une croissance importante portée par le mouvement unitaire de l'Intersyndicale. Des commissions de travailleurs sont par ailleurs constituées afin de mobiliser les salariés d'une même entreprise.

L'urgence à résoudre les problèmes laissés par des décennies d'autoritarisme pousse alors la population à s'organiser afin de concrétiser le changement de régime. Ce mouvement du pouvoir populaire doit être lu comme une innovation politique visant à faire converger les programmes du socialisme et d'une démocratie de base. Quelques années après Mai 1968, la révolution portugaise constitue ainsi un véritable « laboratoire politique », pour reprendre les termes de Christian Rudel⁸³. C'est ce même mouvement populaire qui explique en grande partie l'écho qu'a rencontré le Portugal dans la presse étrangère attirant nombre de militants du monde entier. Pour l'écrivain et philosophe Eduardo Lourenço, « rarement une révolution militaire et de militaires n'aura été *tant civile* »⁸⁴. Cette citation met en lumière le rôle central de la population dans cette période agitée de l'histoire portugaise.

Mais la révolution portugaise est avant tout une période de fortes instabilités et d'expectatives quant au futur du pays. Le risque contre-révolutionnaire est présent à l'esprit de la plupart des acteurs politiques. Il est utile de rappeler que l'écrasement de la révolution chilienne par Augusto Pinochet, en septembre 1973, a constitué un véritable traumatisme pour les mouvements de gauche. Le développement de ces organes populaires de base fait ainsi craindre une radicalisation des tensions internes qui aboutirait à un coup d'État réactionnaire.

2.4. Le risque contre-révolutionnaire

Au Portugal, la figure du général António de Spínola cristallise les craintes d'un retour à un régime autoritaire. Le « général au monocle » a en effet un passé proche des régimes fascistes et a notamment pris part à la Guerre civile espagnole aux côtés des forces franquistes⁸⁵. Sous l'ancien régime, il s'est fait néanmoins le défenseur de la fin des conflits coloniaux et de la constitution d'une fédération qui inclurait les territoires d'outre-mer portugais. Ce que le général António de Spínola propose c'est une refonte du système colonial portugais, en aucun cas l'indépendance des territoires alors en guerre. Or, le Mouvement des

83 Christian Rudel, *La liberté couleur d'aillet. Histoire du XX^e siècle portugais*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1980, p. 305.

84 Eduardo Lourenço, « Um homem do (nosso) destino » in Otelio Saraiva de Carvalho, *Alvorada em Abril*, Lisboa, Biblioteca Ulmeiro, 3^a Edição, 1984. p. 12. Souligné par l'auteur. « Raras vezes uma revolução militar e de militares terá sido *tão civil* ».

85 Voir sur ce point l'ouvrage de Maria Inácia Rezola, *António de Spínola. Fotobiografia*, Lisboa, Museu da Presidência da República, 2006. 102 p.

Forces armées et le premier gouvernement provisoire amorcent les négociations en vue de l'indépendance des anciennes colonies. Le 28 septembre 1974, le président de la République décide de mesurer ses forces et appelle à la mobilisation de la « majorité silencieuse » qui s'opposerait au cours alors pris par la révolution. Mais, ce sont les opposants à l'autoritarisme de Spínola qui se mobilisent et la manifestation de la majorité silencieuse est finalement interdite par le COPCON. La mobilisation se concentre surtout dans la capitale, mais à Coimbra certaines routes sont néanmoins coupées pour empêcher un coup de force des spinolistes. Des barricades sont ainsi installées sur le pont de Santa Clara reliant les deux rives du Mondego, au centre de Coimbra. Les habitants de Lousã se mobilisent eux-aussi et l'aéroport de Cernache est occupé.

Conscient de cet échec, Spínola renonce à la présidence de la République et est remplacé le 30 septembre par le général Francisco Costa Gomes. Néanmoins, le risque incarné par le général Spínola est réactivé à l'occasion d'une nouvelle tentative de coup de force, cette fois-ci militaire, le 11 mars 1975. Lors de cette journée des troupes fidèles à l'ancien chef de l'État amorcent des opérations militaires. Elles sont rapidement enrayées et la population afflue, comme lors du 25 avril, pour empêcher toute effusion de sang. À Coimbra, la population se concentre au cours de la journée aux portes du quartier-général militaire en signe de soutien au Mouvement des Forces armées. Une concentration identique se produit à Figueira da Foz. À Lousã, une manifestation a lieu dans l'après-midi et se termine dans le jardin municipal. Enfin, les aérodromes de Chã de Freixo et de Alto do Santo António da Neve, à proximité de Lousã sont occupés par la population afin d'éviter leur utilisation par les putschistes.

À la suite de ce nouvel échec, le général Spínola et ses plus proches soutiens quittent le pays, pour trouver refuge en Espagne puis au Brésil. Une fois cette « hypothèque Spínola » levée, le processus révolutionnaire connaît un nouvel élan et les mesures se radicalisent. Les événements du 11 mars 1975 viennent ouvrir une nouvelle fenêtre d'opportunité pour une accélération des mesures révolutionnaires. L'échec d'une nouvelle tentative de coup de force à l'initiative d'officiers proches du général António de Spínola conduit à une radicalisation du processus révolutionnaire. La partie de l'armée proche de l'extrême-droite et critique de l'évolution de la situation nationale se trouve disqualifiée, laissant le champ libre aux officiers plus radicaux. Au niveau institutionnel, l'échec de ce nouveau coup de force conduit à une réorganisation des pouvoirs.

Si l'extrême-droite est mise temporairement hors-jeu suite à ces échecs successifs, il n'en reste pas moins que le risque contre-révolutionnaire a joué un rôle important durant les deux années 1974 et 1975. Au sein du mouvement révolutionnaire, le parallèle avec le Chili de

Salvador Allende est sans cesse évoqué. Nombre de portugais craignent que le processus révolutionnaire n'engendre de profondes divisions dans le pays, jusqu'à faire advenir un nouveau pouvoir réactionnaire. Le retour en métropole de 700 000 Portugais des territoires alors en cours de décolonisation, les *retornados*, accentue les tensions. Dès lors, pour certains observateurs, la figure d'António de Spínola pourrait constituer une transposition portugaise d'un Augusto Pinochet ou d'un Francisco Franco.

Après le coup d'État manqué du 11 mars 1975, des groupes d'extrême-droite mènent des actions de déstabilisation pilotées depuis l'Espagne et le Brésil. De plus, le nouvel ambassadeur des États-Unis au Portugal, Frank Carlucci, auparavant en poste en Amérique latine, est accusé de favoriser leurs actions, avec l'aide de la CIA. Le 21 mars 1975, Joan Garcès, ancien conseiller politique du président Allende, publie une mise en garde dans le journal *Le Monde* :

« La tragédie qui s'est abattue sur les travailleurs chiliens devait et doit être une leçon pour les autres pays, en Amérique latine comme en Europe. Nous ne pouvons pas assister passivement [à] une tragédie semblable dans un pays européen confronté à des options, à des besoins, qui, d'une manière ou d'une autre, concernent bien d'autres pays »⁸⁶.

La crainte de voir le Portugal devenir un « Chili européen » est ainsi présente à l'esprit de nombre d'acteurs et d'observateurs de cette révolution. L'histoire récente ainsi que les tentatives avortées du général António de Spínola font craindre une répétition du scénario chilien. L'échec de cette nouvelle tentative de coup de force de l'extrême-droite a pour conséquence une radicalisation du cours de la révolution, ouvrant la voie à une réorganisation du pouvoir et à une série de mesures renforçant le poids de l'État dans l'économie. Néanmoins, le risque d'un retour à un régime autoritaire demeure présent avec la création de groupes terroristes lancés dans la déstabilisation de la situation interne.

3. Vers une accélération du processus révolutionnaire

Une première phase de la révolution portugaise se clôt donc avec la disqualification d'une frange de l'armée soutenant un nouvel autoritarisme incarné par la figure du général António de Spínola. La chute du régime, en avril 1974, a permis un retour des forces politiques jusqu'alors interdites et la population recouvre le droit de se manifester et surtout d'avoir accès à la parole politique. Au cours de l'année 1974, les structures de l'ancien régime sont progressivement remplacées par des organes élus par la population et par un nouveau pouvoir

⁸⁶ Joan Garcès, « Du plan "Z" chilien au plan de Pâques portugais », *Le Monde*, le 21 mars 1975, p. 3.

composé de militaires et de membres de divers partis politiques alors présents dans le pays. L'échec du coup de force de mars 1975 ouvre alors la voie à une radicalisation du processus révolutionnaire portugais.

3.1. La radicalisation de la Révolution

Le 11 mars 1975 ouvre véritablement une phase de radicalisation du processus révolutionnaire portugais et nombre d'expériences de pouvoir populaire, notamment les occupations de terre dans le sud du pays, voient le jour après cette date. Un vaste plan de nationalisation des secteurs-clé de l'économie est amorcé et permet d'accroître le poids de l'État dans l'économie nationale. Dès le 14 mars, un décret-loi établit la nationalisation du secteur bancaire, permettant ainsi à la puissance publique d'avoir en main le levier du financement de l'économie⁸⁷. Le lendemain, les compagnies d'assurance sont elles-aussi nationalisées par un nouveau décret-loi⁸⁸. Enfin, le 15 avril, des entreprises de transport aérien et ferroviaire (TAP et CP), de sidérurgie mais aussi du secteur de l'énergie deviennent propriété de l'État. En l'espace d'un mois, l'État s'est ainsi doté d'outils lui permettant de contrôler les secteurs-clé de l'économie nationale.

Au niveau institutionnel, l'échec de ce nouveau coup de force conduit à une réorganisation des pouvoirs, avec notamment un plus grand rôle assigné au Mouvement des Forces armées dans la conduite de la révolution. La Junte de salut national, créée dans les jours qui ont suivi la prise du pouvoir par la MFA, est dissoute, de même que le Conseil d'État, organe consultatif. Ces deux organes sont remplacés par le Conseil de la Révolution, qui entre en fonction le 17 mars 1975. Initialement composé de vingt-cinq membres provenant des différents corps de l'armée, sa composition s'élargit dans les mois qui suivent. « Moteur de la révolution », selon le président de la République Francisco Costa Gomes, le nouvel organe constitue dès lors une tutelle militaire intervenant dans le cadre du processus de transition portugais. En tant que garant de l'esprit du 25 avril, le Conseil de la Révolution dispose d'attributions larges, en ayant un rôle consultatif auprès du président de la République, mais aussi législatif en matière militaire. Le 11 avril 1975, une plate-forme d'accord constitutionnel est ratifiée entre les partis et le Mouvement des Forces armées, venant entériner le nouveau rôle du Conseil de la Révolution. Bénéficiant de la légitimité du MFA, le Conseil de Révolution a pour objectif de réaliser son programme.

Dans son plan d'action politique, datant de juin 1975, le Conseil de la Révolution détaille

87 Décret-loi n°132-A/75, le 14 mars 1975.

88 Décret-loi n°135-A/75, le 15 mars 1975.

des propositions politiques visant à la réalisation du programme du Mouvement des Forces armées, « mouvement de libération du peuple portugais ». L'objectif de la Révolution portugaise est une nouvelle fois réaffirmé : « l'indépendance nationale passe par un processus de décolonisation interne, qui ne peut être atteint qu'à travers la construction d'une société socialiste »⁸⁹. « Le MFA considère que dans la phase actuelle de la révolution il est extrêmement important et peut-être même décisif de renforcer et dynamiser les structures populaires unitaires de base, comme facteur déterminant de l'unité populaire et du dépassement des contradictions existantes au niveau des structures politiques au sommet »⁹⁰, peut-on ainsi lire dans ce document. La conception qu'a le MFA de cette société socialiste en construction s'appuie donc sur les organes du pouvoir populaire qui connaissent alors des développements importants dans cette phase aiguë de la révolution.

C'est au cours de cette phase qu'est amorcée une réforme agraire de grande ampleur⁹¹. Le Parti communiste, fortement implanté au sud du pays, joue un rôle moteur dans la constitution d'unités collectives de production dans ces régions agricoles. En avril 1975, deux nouveaux organismes voient le jour, le Service d'appui et de développement agraire (SADA) et les Centres régionaux de réforme agraire (CRRA). La modernisation de l'appareil productif agricole ainsi que l'amélioration des conditions de vie des populations sont alors des priorités. Mais c'est surtout lors de l'été 1975 que les principales mesures sont prises avec la publication de décrets-lois permettant l'expropriation des grandes exploitations agricoles⁹². La zone d'application de la réforme agraire prévoit sa réalisation dans les régions de l'Alentejo et du Ribatejo, soit environ 41% du Portugal continental. La législation prévoit l'expropriation des grandes propriétés ainsi que l'assistance de l'appareil d'État aux nouvelles exploitations agricoles. Le gouvernement a alors clairement arbitré en faveur des travailleurs agricoles contre les grands propriétaires terriens. Certains terrains expropriés passent sous la propriété de l'État et la loi prévoit une indemnisation des anciens propriétaires par l'Institut de restructuration agraire.

Il s'agit en fait d'une légalisation des occupations qui s'étaient alors développées depuis le début de l'année. De nombreux décrets-lois sont pris au cours de l'été afin de faciliter la mise

89 Conselho da Revolução, *Plano de Acção Política*, Juin 1975, p. 3. « Independência Nacional passa por um processo de descolonização interna, a qual só se conseguirá através da construção de uma sociedade socialista ».

90 *Idem.* p. 15. « O MFA considera que na fase actual da revolução é extremamente importante e até talvez decisivo o fortalecimento e dinamização das estruturas populares unitárias de base, como factor determinante da unidade popular e da superação das contradições existentes ao nível das estruturas políticas de topo ».

91 Sur ce point voir notamment l'ouvrage de Afonso de Barros, *A Reforma Agrária em Portugal. Das ocupações de terras à formação das novas unidades de produção*, Oeiras, Fundação Calouste Gulbenkian, 1979, 274 p. et Bernard Roux, « Réforme et contre-réforme agraire au Portugal », *Tiers-Monde*, tome 23, n°89, 1982.

92 Décret-loi n°406-A/75, le 29 juillet 1975 et Décret-loi n°407-A/75, le 30 juillet 1975.

en place d'unités de production. Le gouvernement reconnaît ainsi que les nouvelles exploitations agricoles « doivent naître [...] dans une large mesure de l'initiative et des luttes locales »⁹³. La puissance publique et notamment les militaires, se placent ainsi dans une posture d'appui aux mouvements sociaux qui émergent localement. Dans le même ordre, un décret-loi publié le 14 avril 1975 prévoyait les conditions de légalisation des occupations de logements vides entreprises par les populations locales⁹⁴.

3.2. Coimbra au sortir des élections du 25 avril 1975

Le retour de la démocratie au Portugal passe par l'élection libre d'une Assemblée constituante, chargée de rédiger un texte mettant définitivement un terme à la période dictatoriale. À la suite de la chute du régime mis en place par António de Oliveira Salazar, le Mouvement des Forces armées, nouveau dépositaire du pouvoir, prévoit la tenue de telles élections dans l'année qui suit sa prise du pouvoir. Initialement annoncées pour le début du mois d'avril 1975, les élections de l'Assemblée constituante se tiennent finalement à la date anniversaire du 25 avril 1975, renforçant encore un peu plus la valeur symbolique de cette date pour la démocratie portugaise. Les citoyens portugais recouvrent alors le droit de choisir librement leur représentants et la participation est élevée, après une période de près d'un demi-siècle d'autoritarisme.

La participation atteint ainsi 89,1% dans le district de Coimbra et 91,7% au niveau national, signe de l'extraordinaire mobilisation des Portugais, mais aussi de l'enjeu du scrutin. Il s'agit en effet de la rédaction d'un nouveau texte constitutionnel, symbole d'un profond changement de régime. Le Parti socialiste de Mário Soares remporte une large victoire avec plus d'un tiers des suffrages. Le Parti populaire démocratique, parti fondé en mai 1974, prend la deuxième place avec 26,4% des voix alors que le Parti communiste portugais fait élire trente députés (12,5%), un chiffre plus faible que les prévisions ne le laissaient penser. Le Centre démocratique et social, parti de la droite portugaise mené par Freitas do Amaral parvient à obtenir 16 sièges à l'Assemblée constituante avec 7,6% des suffrages. Deux partis de l'extrême-gauche, le MDP/CDE (4,1%), lié à la résistance antifasciste à l'ancien régime, et l'UDP (0,8%), parti d'obédience maoïste, parviennent respectivement à faire élire cinq et un députés. Enfin, l'Association de défense des intérêts de Macao (ADIM) dispose d'un représentant dans l'Assemblée constituante nouvellement élue.

93 Cité par José Ferreira, « Portugal em transe », Lisboa, Circulo de Leitores, 1993. p. 130. « Têm de nascer [...] em larga medida da iniciativa e das lutas locais, da vontade das assembleias que [...] forem assinalando o controlo do processo produtivo pelas classes trabalhadoras ».

94 Décret-loi n°198-A/75, le 14 avril 1975.

Sur les 250 députés élus à l'Assemblée constituante, douze représentent la population du district de Coimbra, soit 4,8% des élus. Au sein du district, le Parti socialiste arrive largement en tête avec 43,3% des suffrages exprimés. Les socialistes parviennent ainsi à faire élire sept de leurs militants sur les douze sièges attribués au district. Parmi les élus socialistes, on compte notamment Henrique de Barros, le poète Manuel Alegre ou encore António Arnaut. Le deuxième parti de l'échiquier politique portugais, le Parti populaire démocratique recueille à Coimbra un peu plus de suffrages qu'au niveau national (27,2% contre 26,4%) et parvient à faire élire quatre députés à l'Assemblée constituante (Carlos Mota Pinto, António Barbosa de Melo, Luís de Melo Biscaia et João Martelo de Oliveira).

Le Parti communiste prend la troisième place de ces élections au niveau local avec 5,7% et parvient à faire élire Blanqui Teixeira, alors directeur de la rédaction de la revue du Parti, *O Militante*. Dans le district, le CDS (4,6%) et le Mouvement démocratique portugais (MDP/CDE) (4,5%) ne parviennent pas à faire élire de député. Le MDP/CDE, émanation des mouvements démocratiques locaux maintient d'importants contacts avec le PCP, son principal allié.

Le Parti socialiste semble ainsi plus fortement implanté à Coimbra qu'au niveau national. L'implantation locale du Parti communiste portugais est, quant à elle, plus faible qu'au niveau national, où il recueille 12,5% des suffrages. Dans la répartition des votes à la gauche de l'échiquier politique, la population de Coimbra donne l'avantage aux socialistes. Le CDS a lui aussi une audience plus faible au sein du district, alors que les partis d'extrême-gauche rencontrent un écho plus important qu'au niveau national, notamment dans la capitale du district. Les deux principaux partis du centre du spectre politique, le PS au centre-gauche et le PPD au centre-droit, sont ainsi plus fortement représentés au sein du district. À l'opposé le PCP et le CDS y connaissent des soutiens plus faibles.

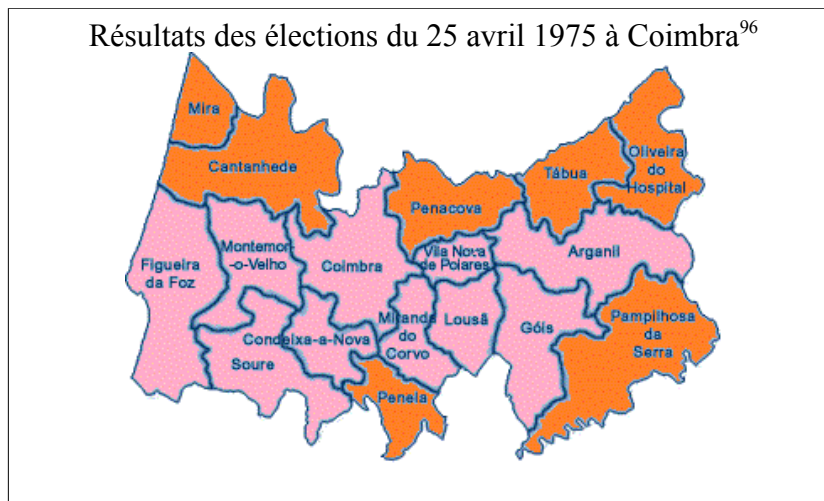
Résultats locaux des élections du 25 avril 1975 (District de Coimbra)⁹⁵

Parti	Voix	%	Élu(s)
PS	114227	43,3	7
PPD	71666	27,2	4
PCP	15103	5,7	1
CDS	12187	4,6	-
MDP	11761	4,5	-
MES	4401	1,7	-
FSP	3689	1,4	-
PPM	2461	0,9	-
FEC	2030	0,8	-
Nuls	26420	9,9	-
Total	263945	100	12

L'analyse de ce scrutin national montre un pays morcelé, où la géographie et la politique se rejoignent. De manière assez schématique, il est possible de caractériser les régions septentrionales et intérieures du pays comme des fiefs électoraux des partis de la droite portugaise alors que le sud ainsi que les grandes villes du pays seraient plus enclins à voter pour les partis de gauche. Le Parti communiste, par exemple, fortement implanté dans l'Alentejo, réalise ses meilleurs scores dans le sud du pays. Les petits partis de l'extrême-gauche, plus proches de la ligne du pouvoir populaire existent surtout dans les grandes villes du pays. Le district de Coimbra s'inscrit dans ces grands équilibres nationaux, avec toutefois quelques nuances.

L'analyse détaillée du vote de chaque *município* montre une césure entre d'un côté le nord et l'intérieur ; et de l'autre le sud et les zones plus fortement urbanisées. Ainsi, sur les dix-sept *municípios* que compte le district de Coimbra, sept ont placé le PPD en première position : les cinq *municípios* les plus septentrionaux (Mira, Cantanhede, Penacova, Tábua et Oliveira do Hospital), Pampilhosa da Serra se trouvant dans l'intérieur du pays (comme d'ailleurs les *municípios* de Tábua et d'Oliveira do Hospital, déjà cités) et Penela, qui se trouve au sud du district. Dans ces districts, le poids des partis d'extrême-gauche est généralement résiduel et le CDS obtient des scores plus importants que sa moyenne au niveau du district. À l'opposé, les partis de gauche (et notamment l'extrême-gauche) obtiennent de meilleurs scores dans les *municípios* de Coimbra, de Soure, de Montemor-o-Velho ou encore de Figueira da Foz.

95 Tableau réalisé à partir du site de la Comissão Nacional de Eleições. Page consultée le 8 juillet 2014. <<http://eleicoes.cne.pt/raster/index.cfm?dia=25&mes=04&ano=1975&eleicao=ar>>.



À l'issue des élections, les partis socialiste et communiste s'opposent sur la plupart des sujets cruciaux concernant le futur du pays. Les manifestations du 1^{er} mai 1975 sont une étape supplémentaire dans le fossé qui semble se creuser entre socialistes et communistes. Plusieurs cortèges sont alors prévus à Lisbonne, signe d'une discorde au sein de la gauche. À l'arrivée au Stade 1^{er} mai, point de ralliement, plusieurs personnalités du PS dont Mário Soares et Francisco Salgado Zenha sont empêchées de prendre place en tribune d'honneur par des membres de l'Intersyndicale, organisatrice de l'événement. La majorité du courant syndical est alors proche des communistes. Les dirigeants de l'Intersyndicale accusent alors le Parti socialiste d'avoir créé du désordre durant les interventions à la tribune. Le PS réplique en critiquant le « sectarisme » des communistes. Ces événements amorcent une dégradation des relations entre les deux partis.

Le 2 mai 1975, le Parti socialiste publie un communiqué donnant sa version des incidents et pointant « les risques de l'instauration d'une nouvelle dictature ». Ce même jour débute l'Affaire *República*, durant laquelle le Parti socialiste dénonce de nouveau le peu d'attachement du Parti communiste portugais pour la démocratie. Ce conflit entre les travailleurs du journal et une rédaction majoritairement socialiste, dirigée par Raul Rego et accusée de faire le jeu de Mário Soares, devient symbolique des divisions de la gauche et a un impact conséquent à l'étranger⁹⁷. Le Mouvement des Forces armées prend alors fait et cause pour les travailleurs du journal contre sa direction.

La crise entre les deux partis de gauche s'intensifie au rythme des événements. En juin 1975, Mário Soares déclare ainsi que « le PCP a créé davantage d'anticommunisme au

96 Carte réalisée à partir du site de la Comissão Nacional de Eleições. Sur cette carte, les *municípios* sont discriminés en fonction du parti arrivé en tête lors des élections du 25 avril 1975. Le rose marque une victoire du Parti socialiste, l'orange une victoire du Parti populaire démocratique.

97 Sur ce point, voir l'ouvrage de Francisco Costa, *O caso República. Documentos, entrevistas, comentários*, Edição Autores, 1975. 136 p.

Portugal pendant un an dans la légalité que tous les discours de Salazar et Caetano pendant quarante-huit ans »⁹⁸. Les ministres socialistes décident alors de boycotter les réunions du conseil des ministres jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée pour le journal de Raul Rego. En juillet, le colonel Pereira de Carvalho est nommé à la direction du quotidien. Quelques jours plus tard, le 11 juillet, les ministres socialistes entérinent leur opposition avec les forces armées en annonçant leur démission du gouvernement.

Au sein du mouvement syndical, l'influence des communistes sur l'Intersyndicale pousse les socialistes à jeter les bases d'une nouvelle centrale syndicale qui voit le jour en 1978. Localement, les tensions entre les deux partis sont également palpables. Ayant fait l'objet de provocations alors qu'une caravane socialiste se rendait de Coimbra à Lisbonne pour participer à une manifestation, la fédération locale du PS impute ces violences au Parti communiste. Le contenu du communiqué publié le 31 juillet montre le fossé qui sépare les deux partis :

« Le Parti communiste et ses laquais (spécialement le MDP/CDE et l'Intersyndicale) sont furieusement intéressés à submerger notre Patrie dans une vague de *terreur* et de *haine*. N'ayant pas réussi à s'imposer par les élections, vérifiant que le peuple ne croit pas en eux, ils prétendent maintenant, désespérément, prendre le pouvoir, au travers de coups bas, émeutes et calomnies répugnantes, pour imposer au Peuple Portugais une nouvelle dictature »⁹⁹.

3.3. L'été brûlant de 1975 et l'explosion de violence

L'été de 1975 et les mois suivants voient croître les tensions internes ainsi que la violence, dans une révolution jusqu'alors pacifique. En mai 1975, un groupe de travailleurs de la *Radio Renascença* organise l'occupation et la mise en autogestion de cette radio, propriété de l'Église catholique¹⁰⁰. Souhaitant mettre ce média au service des luttes sociales qui se développent alors dans le pays, ces travailleurs se heurtent à la hiérarchie catholique soutenue par les partis de la droite portugaise ainsi que le Parti socialiste. Cette occupation mobilise massivement les milieux catholiques au cours de l'été 1975. Le 3 août 1975, une manifestation en soutien à la radio et contre son occupation par les travailleurs est ainsi organisée à Coimbra

98 Cité par Gérard Filoche, *op. cit.* p. 320.

99 Comunicado do Partido Socialista – Federação Distrital de Coimbra. *Correio de Coimbra*, le 31 juillet 1975, p. 6. « O Partido Comunista e seus lacaios (especialmente o MDP/CDE e a Intersindical) estão raivosamente interessados em submergir a nossa Pátria numa onda de *terror* e *ódio*. Não tendo conseguido impor-se nas eleições, verificando que o Povo não acredita neles, pretendem agora, desesperadamente, tomar conta do poder, através de golpes baixos, arruaças e calúrnias repugnantes, para impor ao Povo Português uma nova ditadura ».

100 Sur ce point, voir l'ouvrage de Paula Alexandra Fernandes Borges Santos, *A igreja e o 25 de Abril: o "caso Rádio Renascença" (1974 – 1975)*.

en présence de l'évêque João Saraiva et réunit entre 20 000 et 25 000 personnes. Cette mobilisation atteint un pic avec la manifestation de Braga, dans le nord du pays, qui mobilise près de cent mille personnes.

C'est au cours de l'été 1975 que le pays s'embrase dans un climat de violence anticommuniste, période agitée de l'histoire portugaise désignée « l'été brûlant »¹⁰¹. Le 13 juillet, les sièges du Parti communiste portugais et du Front socialiste populaire (FSP) de Rio Maior dans le district de Santarém au nord de Lisbonne, sont pillés et incendiés¹⁰². Cette attaque répond aux rumeurs concernant une imminente occupation de l'institution agricole locale par des militants communistes. Le lendemain, l'édition du *Diário Popular* dénonçant les attaques de Rio Maior fait l'objet d'un autodafé et la camionnette assurant l'approvisionnement de la région de Coimbra est attaquée. Ce même journal écrivait dans son édition du 15 juillet : « Stupéfaction et indignation ont été les réactions de la population de cette ville, en ayant connaissance de l'attaque réactionnaire dont a été victime, à Rio Maior, la voiture qui transportait à Coimbra le *Diário Popular* et qui a privé la ville de notre journal »¹⁰³.

Cette attaque violente semble constituer un exemple pour les militants anticommunistes et, dans les mois qui suivent, nombre de sièges communistes sont pris pour cible. Ce climat de violence constitue une période d'exacerbation des tensions dans un processus révolutionnaire, pacifique jusqu'alors. Comme le note Meira Burguete, « les événements de Rio Maior ont été à la base d'une orientation ou d'une désorientation d'un certain processus politique »¹⁰⁴. Dans le district de Coimbra, le siège du PCP de Cantanhede est pris pour cible le 6 août. La presse de l'époque relate l'apparition de provocateurs lors de la foire agricole hebdomadaire. La peur d'une collectivisation des terres des petits agriculteurs a conduit au pillage du siège du parti et à l'incendie des documents et des meubles qu'il abritait.

Le 13 août 1975, un mois après le début des violences, l'assaut du siège du Parti communiste de Montemor-o-Velho est empêché par la présence de militaires. C'est une nouvelle fois au cours de la foire agricole que la mobilisation de la population a eu lieu. Le 19 août, la commission du district de Coimbra du PCP publie un communiqué dans lequel elle dénonce des « agitateurs étrangers à la commune de Montemor-o-Velho, [qui] ont tenté de

101En portugais *Verão Quente*.

102Tiago Gil Gomes, 2012, *op. cit.*.

103*Diário Popular*, le 15 juillet 1975. « estupefacção e indignação foram as reacções da população desta cidade, ao ter conhecimento do ataque reaccionário de que foi vítima, em Rio Maior, o carro que transportava para Coimbra o "Diário Popular" e que assim privou a cidade do nosso jornal ».

104*Idem.* p. 29. « Os acontecimentos de Rio Maior estiveram na base de um encaminhamento ou desencaminhamento de certo processo político ».

créer un environnement propice afin d'attaquer le Centre de travail du PCP »¹⁰⁵. Au cours du même mois d'août 1975, des rumeurs font état d'attaques prévues contre le siège du Parti communiste portugais à Coimbra. Des concentrations ont en effet lieu ; mais les attaques n'ont pas été concrétisées.

Les secteurs de la droite radicale semblent être derrière chacune de ces attaques, instrumentalisant les craintes d'une extension de la réforme agraire. Si la Confédération des agriculteurs portugais, « association de classe » défendant les propriétaires et entrepreneurs agricoles¹⁰⁶, est fondée à Rio Maior en décembre, ses membres jouent un rôle dans les violences de l'été 1975. Cette organisation analyse le 11 mars 1975 comme une « période durant laquelle les communistes sont véritablement parvenus au pouvoir, s'installant avec la dictature du général Vasco Gonçalves, alors Premier ministre »¹⁰⁷. La volonté de riposte à une prétendue dictature communiste est une constante au sein de l'extrême-droite portugaise de la période.

Le Mouvement démocratique de libération du Portugal (MDLP) et l'Armée de libération du Portugal (ELP), bien que distincts sur les plans idéologique et programmatique sont deux organisations actives dans l'exacerbation de ces tensions¹⁰⁸. Le MDLP se constitue formellement en mai 1975 à la suite du coup de force manqué du 11 mars et réunit les fidèles du général António de Spínola. Fondé quelques mois plus tôt, en janvier 1975, l'ELP est une organisation militaire composée d'ultras de l'ancien régime, considérant Marcello Caetano et António de Spínola comme des traîtres. On compte notamment des membres de l'ancienne coopérative Cidadela de Coimbra dans ces organisations¹⁰⁹. Bien que distantes sur ces points, ces deux organisations collaborent ensemble aux violences de l'été contre ce que Alpoim Calvão, membre du MDLP qualifie d'« instauration d'un régime communiste ou d'une dictature militaire-marxiste au Portugal »¹¹⁰.

Ces organisations pensent leurs actions comme s'insérant dans une guerre de libération contre l'instauration d'un régime communiste au Portugal. Il est important de rappeler ici l'anticommunisme primaire du régime salazariste, dont les discours officiels ont fait du

105 *Diário Popular*, le 19 août 1975. « Agitadores estranhos à vila de Montemor-o-Velho tentaram criar ambiente propício para assaltarem o Centro de Trabalho do PCP ». p. 6.

106 Confederação dos Agricultores de Portugal, Rio Maior. p. 3. « Associação de classe ».

107 Confederação dos Agricultores de Portugal, *Recortes de uma luta*, Viseu, Edições CAP, 1977. p. 23. « Altura em que os comunistas chegaram verdadeiramente ao poder, instalando-se com a ditadura do General Vasco Gonçalves, então primeiro-ministro ».

108 Joseph Sanchez Cervelló, « Cronologia das organizações de direita (1973-1976) », Coimbra, 1994. 19 p.

109 Riccardo Marchi, « A direita radical na Universidade de Coimbra (1945-1974) », *Análise Social*, vol. XLIII (3°), 2008. pp. 551-576.

110 Alpoim Calvão, *De Conakry ao MDLP. Dossier secreto*, Lisboa, Editorial Intervenção, 1976. p. 151. « Instauration de um regime comunista ou de uma ditadura militar-marxista em Portugal ».

communiste l'incarnation du mal. Ce sont ces discours qui sont réactivés par l'extrême-droite durant l'été 1975 et prennent alors pour cible l'ensemble des partis d'extrême-gauche. La réforme agraire alors en cours dans le sud du pays fournit un argument supplémentaire à ces forces radicales et leur permettent d'exemplifier le risque d'une avancée des idées marxistes.

Le Parti socialiste est alors accusé d'instrumentaliser les peurs anticommunistes à son profit. Lors d'un meeting, qui se tient à Rio Maior, Manuel Alegre, élu socialiste de Coimbra, déclare ainsi à la tribune :

« Rio Maior est un nom qui est entré dans la révolution. Rio Maior est une terre qui est devenue un symbole. Rio Maior est entrée dans la lutte du Peuple portugais, pour la liberté et le socialisme. Ce fut ici, à Rio Maior, que le Peuple a démontré ce qui doit être fait quand une minorité tente de manipuler le Peuple ou d'imposer des solutions dans le dos du Peuple et contre la volonté du Peuple »¹¹¹.

L'opposition à la réforme agraire devient un important foyer de contestation du processus révolutionnaire. Ces agriculteurs craignent une expansion de la zone soumise à la réforme agraire qui prévoit une collectivisation des terres et la constitution d'unités collectives de production (UCP). Ces mesures, accueillies favorablement dans le sud du pays, zone où le Parti communiste est fortement implanté, inquiètent les propriétaires au nord du Tage. Même si aucun plan ne prévoyait l'expansion de la zone de réforme agraire, cette crainte a constitué un fort élément mobilisateur dans l'opposition au processus révolutionnaire. Le 7 novembre, des agriculteurs, contestant la réorganisation de la production agricole, organisent ainsi des barricades à Rio Maior coupant la route menant à Lisbonne.

3.4. L'implosion du Mouvement des Forces armées

La sortie des socialistes du gouvernement entraîne celle des ministres du PPD, au cours du mois de juillet 1975. Un V^e gouvernement provisoire est constitué le 8 août, avec de nouveau à sa tête Vasco Gonçalves et composé uniquement de ministres militaires, indépendants, communistes ou membres du MDP/CDE. La constitution de ce nouveau gouvernement plus radical et l'accroissement des tensions sociales cristallisent un peu plus les divisions entre les partis mais aussi au sein même du Mouvement des Forces armées. Sommés de faire des choix concernant l'avenir du pays, des lignes de fracture se creusent entre les

111 Cité par Meira Burguete, *O Caso Rio Maior*, Lisboa, Editorial O Século, 1978, p. 60. « Rio Maior é um nome que entrou na revolução. Rio Maior é uma terra que se tornou um símbolo. Rio Maior entrou na luta do Povo Português, pela liberdade e pelo socialismo. Foi daqui, em Rio Maior, que o Povo demonstrou o que deve fazer quando uma minoria tenta manipular o Povo ou impor soluções nas costas do Povo e contra a vontade do Povo ».

militaires qui ont fait tomber le régime autoritaire. Les divergences jusqu'alors latentes au sein du mouvement se révèlent intenable avec l'accroissement des tensions et le début de la violence dans le pays.

Le 7 août 1975, neuf membres du Conseil de la Révolution¹¹² publient un document critiquant le cours pris par le processus révolutionnaire et présentent une voie alternative, refusant le totalitarisme ainsi que la social-démocratie. On trouve parmi ses signataires Manuel Franco Charais alors commandant de la Région militaire du Centre, en poste à Coimbra. Ce document est alors connu comme le « Document des Neuf » ou encore le « Document Melo Antunes » du nom d'un de ses principaux signataires. Les auteurs du texte s'opposent à l'agitation et critiquent sévèrement une « avant-garde révolutionnaire » qui souhaiterait imposer un projet de socialisme bureaucratique. Refusant la réforme du capitalisme au travers de la social-démocratie, ces officiers « luttent pour un projet politique de gauche, où la construction d'une société socialiste [...] se réalise aux rythmes adéquats à la réalité sociale concrète portugaise, afin que la transition se réalise graduellement, sans convulsions et pacifiquement »¹¹³.

Dans cette voie portugaise vers le socialisme, le MFA se voit assigné un rôle de guide supra-partidaire en collaboration avec un gouvernement pleinement souverain. Selon Franco Charais, « nous courrions le risque d'une guerre civile. Le document avait comme principale finalité de garantir que la Constitution continue à être écrite par les représentants élus, et que le MFA garantisse qu'il ne permettrait pas de solutions dictatoriales de droite ou de gauche »¹¹⁴. La publication de ce document est une réaction à la vague de violences qui se généralise alors dans le pays, mais aussi une réponse à une éventuelle avancée des membres du MFA en faveur d'une avant-garde révolutionnaire et d'une nouvelle radicalisation du cours du processus révolutionnaire portugais.

La publication de ce document met au jour les fractures existantes au sein du Mouvement des Forces armées et entraîne une réponse du COPCON sous le titre « Autocritique révolutionnaire du COPCON et proposition pour un programme politique ». Ce document,

112Il s'agit de Melo Antunes, Vasco Lourenço, Sousa e Castro, Vítor Alves, Pezarat Correia, Franco Charais, Canto e Castro, Costa Neves et Vítor Crespo.

113« Documento dos Nove (Documento Melo Antunes) », le 7 août 1975. Disponible sur le site *Liberdade e coerência cívica – o exemplo de Ernesto Melo Antunes na história contemporânea portuguesa*. <<http://ernestomeloantunes.com.pt/documentodosnove.htm>>. « Lutam por um projecto político de esquerda, onde a construção duma sociedade socialista [...] se realize aos ritmos adequados à realidade social concreta portuguesa, por forma a que a transição se realize gradualmente, sem convulsões e pacificamente ».

114Témoignage écrit de Franco Charais. Le 10 janvier 2014. 5 pages. « Corria-se o perigo de uma guerra civil. O documento teve como principal finalidade garantir que a Constituição continuasse a ser escrita pelos representantes eleitos, e que o MFA garantia que não permitiria soluções ditatoriais de direita ou de esquerda ».

préparé par Mário Tomé, est publié le 12 août et se veut être une alternative de gauche à la ligne développée par les Neuf. Le COPCON conçoit que le MFA doit constituer une avant-garde révolutionnaire d'extrême-gauche. Dans cette même ligne, la 5^{ème} Division, un des régiments les plus radicaux, condamne fermement les signataires du texte de Melo Antunes. Plusieurs rencontres tentent de parvenir à un texte de consensus entre les deux groupes, sans succès.

Ce sont bien des conceptions différentes des suites à donner au processus révolutionnaire qui s'affrontent, plus d'une année après l'acte initial du Mouvement des Forces armées. On trouve en effet des positions divergentes au sein même du MFA, que l'on peut tenter de classer. Schématiquement, une position pointe comme objectif principal l'entrée en vigueur de la Constitution, alors en cours de rédaction, et l'institutionnalisation d'un régime démocratique. Parmi ces militaires, les positions politiques divergent entre la droite et la gauche. Une autre position, soutenue par les militaires fidèles à Vasco Lourenço (plus proches de la ligne du PCP et du MDP/CDE) et de Otelo Saraiva de Carvalho (dans une ligne plus tiers-mondiste et de soutien au pouvoir populaire), pense le rôle du MFA comme une avant-garde, privilégiant ainsi les transformations sociales et les conquêtes des travailleurs plutôt que l'institutionnalisation du régime. Il faut aussi préciser que certains militaires voient d'un mauvais œil la révolution en soi, et souhaitent un retour à un autoritarisme d'extrême-droite, incarné notamment par le général António de Spínola, alors en exil.

Cette rupture au sein du Mouvement des Forces armées s'opère dans un contexte d'accroissement des violences contre les sièges des partis communistes et d'extrême-gauche. La prise de fonction du V^e gouvernement provisoire se produit dans un contexte de désunion. Les partis socialiste et social-démocrate organisent alors des manifestations demandant la démission de ce nouveau gouvernement. À Coimbra, le Parti socialiste organise le 2 septembre une manifestation de soutien à Manuel Franco Charais, commandant de la Région militaire du Centre et signataire du Document des Neuf. Perdant ses soutiens, le Premier ministre Vasco Gonçalves est démis de ses fonctions et un VI^e gouvernement provisoire est formé le 19 septembre 1975. José Pinheiro de Azevedo, militaire conservateur, est nommé Premier ministre. Cette nomination ouvre la voie au retour au gouvernement du PS et du PPD. De plus, trois signataires du Document des Neuf (Melo Antunes, Vítor Alves et Vítor Crespo) entrent eux-aussi au gouvernement. Ce nouveau gouvernement marque, de fait, un infléchissement du pouvoir vers la ligne défendue par les moins radicaux du MFA.

C'est au cours du mois de septembre 1975 que naît à Porto le mouvement des SUV's,

Soldats unis vaincront¹¹⁵, signe d'une forte agitation au sein de l'armée. Ce nouveau mouvement entend critiquer la discipline militaire et la ligne politique suivie par la direction du MFA. Le 21 septembre, ces militaires manifestent leur mécontentement dans les rues de Porto. À Coimbra, Manuel Franco Charais fait également l'objet de critiques au sein de l'armée. Ces militaires souhaitent la création de conseils de soldats, à l'image des organes de pouvoir populaire alors présents dans le pays. Ces faits d'indiscipline accentuent un peu plus les tensions au sein de forces armées en proie aux divisions. Nombre d'officiers critiquent « l'anarchie et le populisme » régnant au sein des forces armées et appellent à une reprise en main. Cette période de fortes tensions et de violences contribue grandement à la désunion au sein du Mouvement des Forces armées quant au cours à donner à la révolution.

4. La normalisation de la vie politique portugaise

L'accélération du processus révolutionnaire a conduit à l'émergence de tensions jusqu'alors latentes au sein du nouveau pouvoir. Les nationalisations et surtout la mise en place d'une vaste réforme agraire ont fait naître des résistances au sein de certaines franges de la population. Les violences de l'été et de l'automne 1975 sont la conséquence des fractures qui apparaissent alors au sein de la société portugaise. Ces tensions aboutissent à une remise en cause de l'autorité du gouvernement et à une indiscipline croissante au sein des forces armées. À l'image du 11 mars, le 25 novembre 1975 vient clore une nouvelle phase de la révolution portugaise. La reprise en main du pays par les éléments les plus modérés de l'armée ouvre la voie à une normalisation politique et sociale du pays.

4.1. Novembre 1975, le mois de tous les dangers

Après un été particulièrement agité, le mois de novembre 1975 voit croître un peu plus les tensions dans le pays. Le VI^e gouvernement provisoire polarise les forces en présence dans le pays. Le 9 novembre, le Parti socialiste accentue son soutien à l'action du gouvernement de Pinheiro de Azevedo en organisant une manifestation de soutien à Lisbonne. Cette manifestation, mobilisant aussi les principaux partis de la droite portugaise, parvient à remplir la place du Terreiro do Paço, à Lisbonne. S'exprimant devant la foule, le Premier ministre dénonce la gauche révolutionnaire et notamment le Parti communiste. Plusieurs bombes lacrymogènes sont alors lancées par des militants d'extrême-gauche, obligeant la foule à se disperser. Le soir même, le Parti révolutionnaire du prolétariat (PRP-BR) de Carlos Antunes

¹¹⁵En portugais *Soldados Unidos Vencerão*.

et Isabel do Carmo annonce son entrée dans la clandestinité et lance un appel à la révolution armée.

Au cours des mois qui suivent, les raisons de discorde s'accroissent entre socialistes et communistes. Le 6 novembre 1975, Mário Soares et Álvaro Cunhal font montre de leurs divergences au cours d'un débat télévisé de quatre heures. Aucun point d'entente ne semble possible et la tension entre socialisme et démocratie paraît alors irréconciliable pour les deux leaders. Au cours de ce débat, Mário Soares pointe le risque d'une aggravation des tensions dans le pays, en déclarant notamment « de cette manière nous nous orientons vers un Chili au Portugal »¹¹⁶. Le 7 novembre, le Conseil de la Révolution acte la destruction de l'émetteur de *Radio Renascença*, suite à une nouvelle occupation des locaux de la station, mettant ainsi fin à l'une des affaires les plus emblématiques des fractures au sein de la population portugaise.

Les ouvriers de la construction civile débutent alors, le 12 novembre, le siège du Palais de São Bento, dans lequel l'Assemblée constituante tient séance. Près de cent mille ouvriers demandent la signature d'un nouveau contrat de travail collectif et obligent les députés et les membres du gouvernement à rester dans l'édifice pendant trente-six heures, obtenant finalement gain de cause. En réponse à cette grève, de nouvelles barricades sont érigées à Rio Maior par des agriculteurs opposés à la réforme agraire, avec le soutien du PS et du PPD. Cet épisode devient symbolique de la remise en cause de l'autorité du gouvernement et de son incapacité à reprendre le pays en main. Le 18 novembre, Pinheiro de Azevedo annonce la suspension de son gouvernement devant l'absence de conditions pour mener à bien ses activités. Pinheiro de Azevedo justifie sa décision par cette intervention qui deviendra célèbre : « J'en ai assez des plaisanteries, j'ai déjà été séquestré deux fois. Cela suffit. Je n'aime pas être séquestré, c'est une chose qui m'énerve »¹¹⁷. Ces déclarations montrent l'incapacité de l'exécutif à agir et participe à l'image d'un pays qui s'oriente de plus en plus vers l'inconnu. Le 24 novembre se tient à Coimbra une nouvelle manifestation contre le VI^e gouvernement provisoire convoquée par le PCP, le MDP/CDE, le Mouvement démocratique de femmes, l'Association académique de Coimbra et plusieurs commissions de travailleurs et d'habitants.

Au cours de cette période, l'armée fait l'objet d'une reprise en main visant à couper court à l'agitation et à l'indiscipline alors grandissantes. La 5^{ème} Division, en charge du projet de

116 *Diário de Lisboa*, « Que futuro para a esquerda ? », le 8 novembre 1975, p. 4. « Dessa maneira estamos a caminhar para um Chile em Portugal ».

117 Maria Natércia Coimbra, Boaventura de Sousa Santos, Maria Manuela Cruzeiro, *O pulsar da revolução. Cronologia da Revolução de 25 de Abril (1973-1976)*, Porto, Edições Afrontamento, 1997. 376 p. « Estou farto de brincadeiras, fui sequestrado já duas vezes. Já chega. Não gosto de ser sequestrado, é uma coisa que me chateia ».

dynamisation culturelle et fortement engagée dans le processus révolutionnaire, est dissoute. Le 21 novembre, Vasco Lourenço, un des principaux signataires du Documents des Neuf, est nommé commandant de la Région militaire de Lisbonne en lieu et place d'Otelo Saraiva de Carvalho. La composition du VI^e gouvernement provisoire ainsi que ces modifications dans la composition des forces armées traduit une orientation proche de celle définie dans le Document Melo Antunes, au détriment de la position exprimée par le COPCON.

Les rumeurs enflent alors concernant de nouvelles tentatives de prises du pouvoir. L'extrême-droite, appuyée par une partie des structures de l'ancien régime pourrait profiter des divisions pour tenter un nouveau 11 mars, en écho aux événements chiliens de 1973. Les violences contre les partis de gauche renforcent cette hypothèse. À l'autre extrémité du spectre politique, les communistes sont accusés de vouloir réaliser un « Coup de Lisbonne » visant à leur prise du pouvoir et à l'instauration d'une « démocratie populaire » au Portugal. Les leaders des principaux partis du PPD et du PS rejoignent alors le nord du pays, donnant un peu plus de poids à ces rumeurs. Le 14 novembre, Sá Carneiro, principale figure du PPD, déclare ainsi de Porto que « quelque chose de très grave se prépare pour dimanche [16 novembre], à Lisbonne »¹¹⁸. Si la teneur de ces rumeurs est à relativiser, il est important de noter qu'elles auront des conséquences palpables et contribuent à entretenir un climat délétère. Le 12 octobre, le Parti populaire démocrate organise ainsi à Coimbra une manifestation pour dénoncer le risque d'une prise du pouvoir par le Parti communiste.

Ces tensions atteignent un pic le 25 novembre avec l'occupation de plusieurs bases aériennes par les parachutistes du régiment de Tancos. Opposés à la réorganisation de l'armée et à la possibilité de voir disparaître leur unité comme ce fut le cas de la 5^{ème} Division, des membres du régiment prennent alors l'émetteur national et Duran Clemente y exhorte la population à se mobiliser. Dans un communiqué publié en fin d'après-midi, les parachutistes annoncent lutter pour un « socialisme véritable », dans une ligne proche de celle définie par le COPCON. La réponse militaire à ce soulèvement est menée par le général Ramalho Eanes, mettant en œuvre un plan de riposte. L'état de siège est alors décrété par le président de la République Francisco Costa Gomes. Les commandos, dirigés par Jaime Neves, interviennent en plusieurs points stratégiques et détruisent l'émetteur de la télévision publique de Monsanto. Dans le même temps, une manifestation de soutien au VI^e gouvernement provisoire se tient à Coimbra, à l'appel du Parti socialiste et du Parti populaire démocratique.

Le retour à la normale est progressif et l'action des parachutistes n'aboutit pas. La

¹¹⁸Cité dans l'ouvrage d'Adelino Gomes et José Pedro Castanheira, *Os dias loucos do PREC*, Lisboa, Expresso, 2006. « Algo de muito grave se prepara para domingo, em Lisboa ».

question est désormais de savoir quelle était leur intention réelle. Cette question ne pourrait faire l'objet d'un traitement conséquent dans ce travail. Vasco Lourenço, qui a participé au plan de riposte aux occupations des parachutistes de Tancos, « considère qu'il n'y a eu de coup [d'État] d'aucun des deux camps »¹¹⁹. Car c'est là l'enjeu du 25 novembre 1975 : les parachutistes projetaient-ils une prise du pouvoir afin d'y installer une gauche militaire, possiblement incarnée par Otelo Saraiva de Carvalho dans le rôle d'un « Fidel Castro européen » ? Ces militaires ont-ils fait l'objet d'une manipulation face aux rumeurs d'un scénario chilien au Portugal avec un coup de force d'une extrême-droite militaire ? Ont-ils tout simplement voulu peser sur la décision d'en finir avec leur régiment ?

Nous laissons ces questions en suspens, étant dans l'impossibilité d'analyser correctement les causes du soulèvement des parachutistes du régiment de Tancos. Dans leur ouvrage portant sur les transformations survenues au sein de l'armée, Avelino Rodrigues, Cesário Borga et Mário Cardoso soutiennent ainsi que « l'on peut trouver une explication possible si on adhère *a priori* à une thèse et, ensuite, ajuster les faits et aligner les déclarations pour la prouver. On parviendra à une explication mais non à l'explication »¹²⁰. Néanmoins, il convient d'aborder les conséquences de cette journée du 25 novembre 1975 pour le cours de la révolution portugaise. Le 11 mars 1975 a eu pour double conséquence de lever l'hypothèque (du moins temporairement) d'un retour à un régime autoritaire incarné par le général António de Spínola et de laisser la voie libre à une accélération du processus révolutionnaire. Nombre d'acteurs et d'observateurs utilisent l'expression d'un « 11 mars à l'envers » pour qualifier le 25 novembre 1975. Il est en effet possible de dire que les événements de cette journée disqualifient les secteurs les plus radicaux au sein du MFA, en laissant la prépondérance à la ligne politique exprimée par le Document des Neuf au cours de l'été 1975.

Le 25 novembre vient alors entériner un rapport de force au sein des forces armées en confortant le VI^e gouvernement provisoire de José Pinheiro de Azevedo. La reprise en main de l'armée est alors possible à partir de cette date. Rosa Coutinho et Otelo Saraiva de Carvalho sont mis à l'écart, alors que Ramalho Eanes et Jaime Neves, artisans de la riposte militaire du 25 novembre, prennent plus de poids au sein des forces armées. À la suite du 25 novembre, nombre de coopératives et d'organes du pouvoir populaire font l'objet de perquisitions afin de mettre au jour d'éventuelles complicités avec l'action des parachutistes de

119 Vasco Lourenço, « Entrevista com Duran Clemente e Vasco Lourenço », *Visão*, n°664, 24-30 novembre 2005, p. 74. « Considero que não houve golpe de nenhum lado ».

120 Avelino Rodrigues, Cesário Borga, Mário Cardoso, *Abril nos Quartéis de Novembro*, Amadora, Livraria Bertrand, 1979. p. 149. « Pode-se encontrar uma explicação possível se à partida se aderir a uma tese e, depois, se ajustar factos e alinhar declarações para a provar. Conseguir-se-à uma explicação mas não a explicação ».

Tancos. Il est possible de dire que l'échec des opérations du 25 novembre a fourni aux militaires critiques de la ligne révolutionnaire l'opportunité d'imposer leur influence au sein de l'armée et du pouvoir.

4.2. La fin du processus révolutionnaire et le risque contre-révolutionnaire

À la suite du 25 novembre 1975, certains secteurs d'extrême-gauche dénoncent un coup d'État réactionnaire et la répression qui s'en suivrait. Les mouvements anticommunistes analysent le 25 novembre comme une tentative avortée d'un « Coup de Lisbonne », qui viserait à mettre le Portugal sur la voie soviétique. Il s'agit là de lectures politiquement orientées des événements qui se sont produits durant la journée du 25 novembre et les jours qui suivent. Mais ces interprétations ont eu des conséquences bien réelles en influençant les actions de leurs auteurs. Le 25 novembre est une date centrale dans l'histoire de la révolution portugaise et constitue l'entrée dans une phase de ralentissement du processus révolutionnaire et de normalisation de la vie politique du pays.

Les conséquences immédiates du 25 novembre 1975 accentuent un peu plus les divisions au sein du pays. Dès le 2 décembre, le Parti socialiste, le Parti populaire démocrate et le Centre démocratique et social accusent, à l'Assemblée constituante, le Parti communiste d'avoir voulu s'emparer du pouvoir. Lors d'une rencontre à Rio Maior, un des centres de la contestation au processus révolutionnaire, Galvão de Melo, membre du CDS, déclare qu'« il faut jeter les communistes à la mer »¹²¹. La réorganisation de l'armée s'accélère avec l'emprisonnement de certains militaires accusés d'avoir joué un rôle dans le 25 novembre. C'est notamment le cas d'Otelo Saraiva de Carvalho qui est arrêté le 20 janvier 1976. Vasco Gonçalves est mis à l'écart en étant affecté à la réserve. Auparavant, Ramalho Eanes, principale figure de la riposte aux opérations des parachutistes de Tancos, avait été nommé chef de l'état-major de l'armée, le 9 décembre.

À l'issue du mois de novembre 1975, le Portugal entre dans une phase de ralentissement de la révolution et de normalisation de la vie politique, économique et sociale du pays. Ces éléments marquent la victoire des partis politiques, détenteurs de la légitimité démocratique renforcée par les élections de l'année 1976, au détriment des militaires du MFA porteurs d'une légitimité révolutionnaire. Un nouveau pacte est ainsi signé entre le Mouvement des Forces armées et la plupart des partis nationaux (le CDS, le MDP/CDE, le PCP, le PPD et le PS, l'UDP refusant de signer le texte). Ce nouvel accord prévoit l'élection du président de la

121 Maria Natércia Coimbra, Boaventura de Sousa Santos, Maria Manuela Cruzeiro, *op. cit.* « É preciso atirar os comunistas ao mar ».

République au suffrage universel direct et revoit à la baisse les attributions du Conseil de la Révolution, organe contrôlé par le Mouvement des Forces armées, qui perd notamment ses compétences en matière législative. Ce deuxième pacte MFA/Partis consacre l'affaiblissement des militaires au profit des forces politiques organisées.

Une dynamique nouvelle est amorcée au sein de l'extrême-gauche sur le thème de l'antifascisme. Dès le mois de novembre 1975 se tient à Coimbra une rencontre nationale antifasciste, dans les locaux de l'INATEL. Une nouvelle rencontre, cette fois le 19 décembre, se tient à Coimbra, organisée par le Front unitaire antifasciste. Enfin, lors d'une réunion qui a lieu le 20 décembre, les commissions de travailleurs et d'habitants de la zone de Coimbra lancent un appel à l'unité antifasciste. Ce mouvement unitaire est justifié par les conséquences du 25 novembre et la reprise en main du pays qui l'a suivi. Ces organes critiquent la « récupération capitaliste » et le retour en grâce de figures liées au régime déposé en 1974.

De plus, au cours de l'année 1976, s'intensifient les actes terroristes d'extrême-droite. Les membres du MDLP dirigé par le général António de Spínola créent alors un réseau terroriste et lancent des attaques contre des militants révolutionnaires, notamment dans le nord du pays. En mars, plusieurs centres régionaux de réforme agraire sont détruits par de nouveaux attentats à la bombe. Le communisme et la réforme agraire constituent ainsi deux repoussoirs pour les forces d'extrême-droite. C'est au cours d'une de ces attaques à l'explosif que meurent le Père Maximino Barbosa de Sousa et Maria de Lurdes Correia le 2 avril, à proximité de Vila Real dans le nord du pays. Le « Padre Max » était alors professeur et candidat aux élections législatives comme indépendant sur une liste de l'UDP, parti d'extrême-gauche. L'explosion d'une bombe dans sa voiture devient symptomatique des attaques perpétrées par l'extrême-droite portugaise.

Le Parti communiste, principale cible de ces attaques terroristes comptabilise ainsi 566 actions au niveau national entre mai 1975 et avril 1977¹²². Le district de Coimbra fait lui-aussi l'objet de menaces avec notamment une bombe retrouvée à proximité du siège du Parti communiste à Montemor-o-Velho, le 15 janvier 1976. En septembre de la même année, deux bombes sont retrouvées à Figueira da Foz. Néanmoins, selon ce rapport, le territoire de Coimbra ne connaît que six tentatives d'explosion ou d'attaques sur cette période. Le nord du pays est en effet la principale zone géographique affectée par ces violences politiques. Les mouvements contre-révolutionnaires suspendent néanmoins leurs activités terroristes au cours de l'année 1976. Le 29 avril, António de Spínola annonce l'extinction du MDLP, prenant ainsi acte de la normalisation de la situation. L'ELP prolonge ses activités jusqu'à la fin de l'année,

122 "Dossier" *Terrorismo*, Lisboa, Edições "Avante !", 1977. 179 p.

son dernier communiqué datant de novembre 1976¹²³.

4.3. L'entrée en vigueur de la Constitution et les premières élections législatives

L'élaboration d'une Constitution est souvent la résultante la plus marquante d'un processus révolutionnaire. Si la Révolution vise à *constituer* un nouvel ordre politique, économique, social et culturel, l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution marque la rupture symbolique et pratique entre l'ancien régime et le nouveau système politique déterminé par les orientations de la période révolutionnaire. Au Portugal, après la chute du régime, les questionnements entourent le futur politique du pays. Les premiers gouvernements provisoires font cohabiter militaires et membres de la plupart des partis politiques alors existants. C'est en avril 1975 que se tiennent les premières élections chargées d'élire les membres de l'Assemblée constituante.

Les travaux de cette Assemblée constituante sont fortement orientés par les événements se déroulant durant cette phase aiguë de la révolution. La rédaction de la Constitution est ainsi influencée par la teneur du processus révolutionnaire portugais et en est, en quelque sorte, une traduction. Ainsi, la Constitution, approuvée en avril 1976, possède une forte charge politique et idéologique. Le préambule du nouveau texte constitutionnel rappelle ainsi l'objectif d'« ouvrir la voie vers une société socialiste, dans le respect de la volonté du peuple portugais, ayant en vue la construction d'un pays plus libre, plus juste et plus fraternel »¹²⁴. Le lexique socialiste irrigue le texte dans toute sa longueur et rend compte du rapport de force existant au sein du pays au cours de la rédaction de la Constitution.

Les objectifs d'une « transformation en une société sans classes »¹²⁵ et de la transition vers le socialisme sont clairement affichés. Le texte constitutionnel accorde à l'État un rôle central dans cette transition, notamment au travers de son intervention dans l'organisation économique du pays. Les nationalisations issues du 11 mars et la réforme agraire sont ainsi inscrites dans la Constitution. Ce même texte prévoit de plus la mise en place d'une planification économique. Par ailleurs, les commissions de travailleurs sont reconnues et les entreprises en autogestion font l'objet d'un article dans le texte approuvé en avril 1976. Les traces de ces termes fortement connotés politiquement et idéologiquement sont le résultat direct de la période révolutionnaire portugaise. La Constitution cristallise en quelque sorte la

123 Joseph Sanchez Cervelló, 1994, *op. cit.*, 19 p.

124 Reinaldo Caldeira, Maria do Céu Silva, *A Constituição Política da República Portuguesa de 1976*, Amadora, Bertrand, 1976. Préambule, p. 365. « Abrir caminho para uma sociedade socialista, no respeito da vontade do povo português, tendo em vista a construção de um país mais livre, mais justo e mais fraterno ».

125 *Idem*. Artigo 1º, p. 365. « Transformação numa sociedade sem classes ».

nature des événements qui ont alors eu lieu dans le pays.

Il est intéressant de noter l'importante diffusion du lexique socialiste lors de la période révolutionnaire. La quasi-totalité du spectre politique adopte alors le terme de « socialisme » et rejette son contraire implicite : le « fascisme », terme abondamment utilisé pour qualifier le régime antérieur. C'est dans ce contexte que les partis politiques s'autoproclament « socialistes ». Une scène du documentaire *À procura do socialismo*¹²⁶ illustre ce propos. On y voit les différents leaders parlementaires des partis présents à l'Assemblée constituante s'adonner à une surenchère rhétorique en faveur de cette voie portugaise vers le socialisme. Même Diogo Freitas do Amaral, leader du CDS, peu connu pour son attitude radicale, annonce sa volonté de voir évoluer le pays vers une « société sans classe ».

Il est néanmoins nécessaire d'analyser le texte de cette nouvelle Constitution à l'aune de la réalité portugaise de l'époque. S'il reflète la nature du processus révolutionnaire, le texte constitutionnel est adopté en avril 1976 durant la phase de normalisation qui a débuté avec le 25 novembre 1975. On peut ainsi parler d'une décontextualisation entre un texte défendant les conquêtes de la révolution et le début d'une transition vers une démocratie représentative de type occidental. La Constitution, dès son entrée en vigueur, se fait l'écho d'une réalité qui tend à s'affaiblir. Le pouvoir populaire qui se développe au cours de la période révolutionnaire connaît, avec cette normalisation, de plus grandes difficultés et perd peu à peu l'appui de la puissance publique. On peut donc parler de la Constitution adoptée en 1976 comme d'un chant du cygne, comme d'un texte obsolète dès sa naissance puisqu'il ne reflète plus la réalité des rapports de forces dans le pays.

La structuration d'une démocratie représentative se poursuit au cours de l'année 1976 avec des élections qui ont lieu aux divers échelons électoraux. Les élections législatives coïncident avec l'entrée en vigueur du texte constitutionnel que nous venons d'analyser. La campagne électorale débute le 2 avril 1976, date du vote solennel de la Constitution par les membres de l'Assemblée constituante. Les meetings des partis se multiplient afin de pourvoir les 263 sièges de la nouvelle Assemblée de la République. Alors que la Constitution prévoit « l'exercice démocratique du pouvoir par les classes travailleuses »¹²⁷, les élections législatives du 25 avril 1976 viennent consacrer la place centrale du parlement dans le système politique portugais. Outre la symbolique de l'élection du premier organe législatif depuis la chute du régime salazariste, ces élections renforcent un peu plus la centralité des partis politiques dans

126Alípio de Freitas, Mário Lindolfo, *À procura do socialismo*, 1994, 51 minutes. En français, *À la recherche du socialisme*.

127Reinaldo Caldeira, Maria do Céu Silva, *op. cit.*. Artigo 2º, p. 366. « O exercício democrático do poder pelas classes trabalhadores ».

le système politique portugais.

Néanmoins, le peuple portugais se mobilise relativement peu en comparaison aux élections de l'Assemblée constituante de l'année précédente. L'abstention atteint ainsi 16,5% au niveau national. La participation est encore plus faible si l'on considère le district de Coimbra, avec une abstention qui s'élève à 22,6%. Cette démobilisation peut s'expliquer par une lassitude de la population après deux années de processus révolutionnaire particulièrement intenses. Paradoxalement, la population qui a fait preuve d'une grande capacité d'organisation et de participation dans le cadre du pouvoir populaire depuis avril 1974, semble peu intéressée par les premières élections législatives du nouveau régime démocratique. On peut réellement parler d'un désenchantement à l'égard de la politique au sein de la population portugaise. Cette évolution peut être lue comme le signe d'une normalisation et d'une approximation des standards alors en vigueur dans le reste des démocraties représentatives d'Europe occidentale¹²⁸.

À Coimbra, comme au niveau national, le Parti socialiste obtient une nouvelle victoire avec 40,9% (34,9% au niveau national) et maintient ses six postes de députés obtenus en avril 1975. Les deux principaux partis de la droite portugaise, le PPD et le CDS cumulent à eux-deux 39,2% (contre 40,3% au niveau national) et parviennent à faire élire respectivement quatre et un députés dans le district. Le Parti communiste maintient une place de député avec 7,3% des voix en augmentation mais toujours en dessous de sa moyenne nationale (14,4%). L'UDP, qui obtient une place de député dans la nouvelle Assemblée législative au niveau national, recueille 1,2% des suffrages à Coimbra. Les grandes tendances dessinées lors des élections constituantes d'avril 1975 se confirment avec ces premières élections législatives. Coimbra apporte ainsi largement ses suffrages au Parti socialiste au détriment notamment des communistes, moins bien implantés dans la région.

128 Voir les données sur l'abstention au Portugal, dans l'annexe VI.

Résultats locaux des élections législatives du 25 avril 1976 (Coimbra)¹²⁹

Parti	Voix	%	Élu(s)
PS	98162	40,9	6
PPD	64162	26,7	4
CDS	29967	12,5	1
PCP	17405	7,2	1
UDP	2771	1,2	-
FSP	1718	0,7	-
PDC	1671	0,7	-
PRT	1584	0,7	-
MRPP	1430	0,6	-
PPM	1356	0,6	-
LCI	1159	0,5	-
MES	1090	0,5	-
AOC	1066	0,4	-
PCP (m-l)	498	0,2	-
Nuls	16046	6,7	-
Total	240085	100	12

En dehors de cette différence, le district reproduit localement les résultats nationaux obtenus par les partis. Ces résultats nationaux donnent de nouveau la victoire aux socialistes et le Parti populaire démocratique s'affirme comme la seconde force politique du pays. Le Parti communiste recule à la quatrième place, derrière le Centre démocratique et social qui croît fortement avec 15,9% des voix au niveau national. Si les communistes obtiennent un meilleur pourcentage qu'en 1975, l'absence de liste conduite par le MDP/CDE aurait dû permettre un plus grand nombre de votes. Les votes d'extrême-gauche se maintiennent au niveau de l'année antérieure à l'exception de l'Union démocratique et populaire, en hausse au niveau national.

4.4. La structuration d'un nouveau pouvoir politique

L'élection présidentielle de juin 1976 est l'occasion d'un affrontement entre projets alternatifs pour le pays. Plus encore que les élections législatives du 25 avril 1976, la campagne présidentielle polarise les positions autour de différentes manières de penser

¹²⁹Tableau réalisé à partir du site de la Comissão Nacional de Eleições. Page consultée le 8 juillet 2014. <<http://eleicoes.cne.pt/raster/index.cfm?dia=25&mes=04&ano=1976&eleicao=ar>>.

l'avenir du pays. Car ce sont bien des conceptions différentes de la révolution qui s'affrontent le 27 juin 1976. Quatre candidats se présentent à ces élections chargées d'élire pour la première fois depuis la révolution, un président de la République. António Pinheiro de Azevedo, Premier ministre du VI^e gouvernement provisoire, dispose du soutien de la droite conservatrice et notamment du CDS. Le Parti communiste portugais présente Octávio Pato, résistant durant l'État nouveau et député à l'Assemblée constituante. António Ramalho Eanes, chef de l'État-Major à la suite du 25 novembre, est soutenu par le PPD et le PS, qui renonce à présenter un candidat issu de ses rangs. Ce soutien conjoint participe à un rapprochement entre les deux partis. Enfin, Otelo Saraiva de Carvalho, militaire d'avril et ancien chef du COPCON, se proclame candidat du « pouvoir populaire ».

Malgré l'enjeu, la participation est une nouvelle fois faible, dans la lignée des élections législatives du 25 avril 1976. L'abstention atteint ainsi 24,5% au niveau national. À l'issue du premier tour de scrutin, António Ramalho Eanes est élu avec plus de 60% des suffrages. Cette victoire incontestable du candidat soutenu par les deux plus grands partis portugais, le Parti socialiste et le Parti populaire démocrate, signe un pas de plus dans la normalisation de la vie politique du pays après le 25 novembre 1975 et l'entrée en vigueur du nouveau texte constitutionnel en avril 1976. Néanmoins la deuxième place prise par Otelo Saraiva de Carvalho avec 16,2% des voix et près de huit cent mille votes montre l'importance que conserve la ligne du pouvoir populaire dans le pays.

Résultats nationaux de l'élection présidentielle du 27 juin 1976¹³⁰

Candidat	Nombre de voix	%
António Ramalho Eanes	2967137	60,8
Otelo Saraiva de Carvalho	792760	16,2
Pinheiro de Azevedo	692147	14,2
Octávio Pato	365586	7,5
Blancs	20253	0,4
Nuls	43242	0,9
Total	4881125	100

Dans le district de Coimbra, Ramalho Eanes obtient une franche victoire, avec près de 72% des voix. Le premier ministre Pinheiro de Azevedo obtient, quant à lui, la seconde place (14,1% des voix), devançant Otelo Saraiva de Carvalho (9,6%). Octávio Pato ferme la marche

¹³⁰Tableau réalisé à partir du site de la Comissão Nacional de Eleições. Page consultée le 8 juillet 2014. <<http://eleicoes.cne.pt/raster/index.cfm?dia=27&mes=06&ano=1976&eleicao=pr>>.

avec 4,3%, un score plus faible que sa moyenne au niveau national. Le nombre important de voix en faveur de Ramalho Eanes s'explique par son rôle central à l'issue du 25 novembre 1975 et par le soutien du PS et du PSD, les deux principaux partis nationaux. Sur le territoire de Coimbra, Otelo Saraiva de Carvalho et Octávio Pato, les deux candidats d'extrême-gauche, obtiennent de plus faibles résultats (13,9% des suffrages au total) qu'au niveau national (23,7%).

Résultats de l'élection présidentielle du 27 juin 1976, à Coimbra¹³¹

Candidat	Nombre de voix	%
António Ramalho Eanes	147906	71,9
Pinheiro de Azevedo	29038	14,1
Otelo Saraiva de Carvalho	19801	9,6
Octávio Pato	8887	4,3

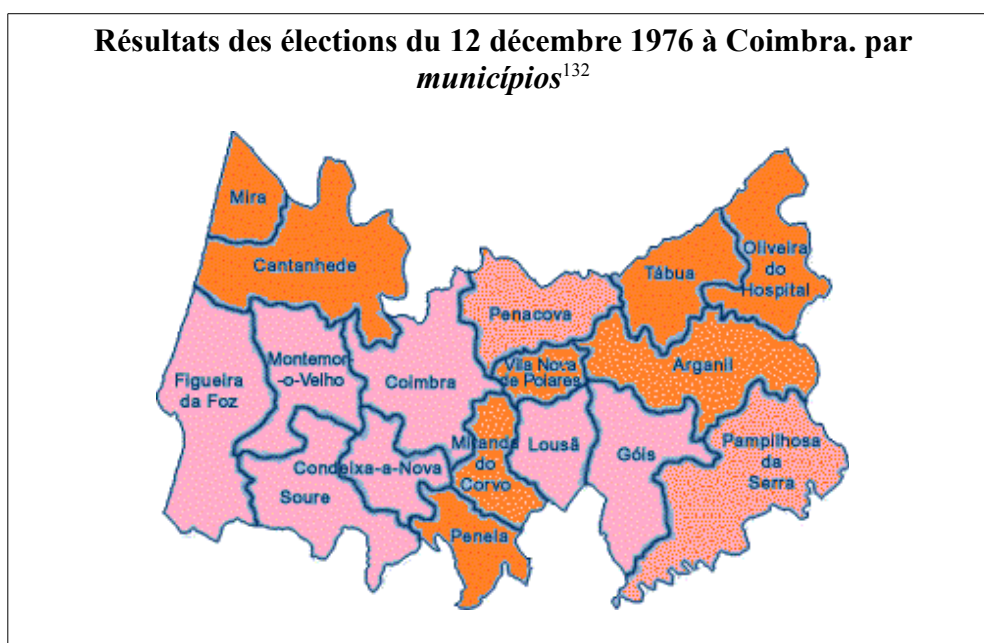
À la suite de cette élection, le Parti socialiste, vainqueur des législatives d'avril 1976, est appelé à former un gouvernement et Mário Soares est nommé Premier ministre. La prise de fonction du premier gouvernement constitutionnel marque l'entrée dans une nouvelle période politique. Mário Soares cumule les fonctions de Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères et entreprend un rapprochement avec les instances européennes. En septembre 1976, le Portugal devient membre du Conseil de l'Europe et le nouveau gouvernement prépare une demande d'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE) formalisée en mars 1977. L'année 1976 marque ainsi une approximation entre le Portugal et le modèle de démocratie représentative alors en vigueur au sein de la CEE. Si la révolution portugaise a vu naître un fort mouvement social en faveur d'une démocratie participative, force est de constater que la normalisation consécutive à novembre 1975 affaiblit les expériences de pouvoir populaire.

Afin de compléter le maillage administratif et politique, les premières élections locales depuis la chute du régime sont organisées le 12 décembre 1976. Ces premières élections locales prévoient d'élire démocratiquement le dernier échelon du maillage administratif et politique. Après les élections législatives d'avril et les présidentielles de juin 1976, le scrutin de décembre permet l'élection de dix-sept mairies et Assemblées municipales sur le territoire de Coimbra, une pour chaque *município*, ainsi que l'élection de deux cent neuf Assemblées de *freguesia*. Concernant les mairies, les grands équilibres sont confirmés et seuls le Parti

¹³¹Tableau réalisé à partir du journal *O Despertar*, le 30 juin 1976.

socialiste et le Parti populaire démocratique remportent des exécutifs municipaux. Le PS l'emporte à Coimbra, Condeixa-a-Nova, Figueira da Foz, Goís, Lousã, Montemor-o-Velho, Pampilhosa da Serra, Penacova et Soure (soit neuf exécutifs) ; le PPD s'adjugeant les huit mairies restantes : Arganil, Cantanhede, Mira, Miranda do Corvo, Oliveira do Hospital, Penela, Tábua et Vila Nova de Poiares.

Ces élections aboutissent au remplacement des commissions administratives mises en place au niveau des mairies et des *juntas de freguesias* au cours des mois d'avril et mai 1974. Fruit de l'urgence de destituer les organes politiques locaux compromis avec l'ancien régime, ces commissions administratives étaient la traduction de l'union antifasciste incarnée par les Mouvements démocratiques présents dans les districts. L'élection de nouvelles instances au suffrage universel de listes partidaires marquent un pas de plus dans la normalisation politique que vit le pays en 1976. Au sortir de l'année 1976, le Portugal dispose d'institutions démocratiquement élues tant au niveau national que local. Les élections territoriales de décembre viennent ainsi clore sur le plan institutionnel la période ouverte par la chute du régime initiée le 25 avril 1974.



¹³²Tableau réalisé à partir du site de la Comissão Nacional de Eleições. Page consultée le 8 juillet 2014. <<http://eleicoes.cne.pt/raster/index.cfm?dia=12&mes=12&ano=1976&eleicao=cm>>. Sur cette carte, les *municípios* sont discriminés en fonction du parti arrivé en tête lors des élections du 25 avril 1975. Le rose marque une victoire du Parti socialiste, l'orange une victoire du Parti populaire démocratique.

Chapitre II

Le pouvoir populaire comme projet politique et pédagogique

Les deux années du processus révolutionnaire ont ouvert la voie à la constitution d'organes de pouvoir populaire, expressions de l'intervention de la population dans cette période charnière de l'histoire du pays. Fruit de l'organisation populaire, ces organes se donnent pour objectif la résolution des problèmes quotidiens dans des quartiers et des villages jusqu'alors délaissés par le régime autoritaire. L'écllosion de ces mouvements sociaux d'un type nouveau fondé sur une pratique démocratique constitue le socle d'un projet à la fois politique, éducatif et culturel. Avec la normalisation de la situation portugaise, les organes du pouvoir populaire naviguent dans un contexte moins favorable.

Néanmoins, les idéaux de démocratie, de liberté et de justice sociale du 25 avril, tout comme les expériences locales, apparaissent comme des références et des sources d'inspiration pour les militants d'un « socialisme de base ». Ces expériences de pouvoir populaire constituent un des traits novateurs du processus révolutionnaire portugais. Les objectifs affichés par la Constitution de 1976 de faire converger démocratie et socialisme trouvaient dans ces organes populaires de base une concrétisation. Cette réappropriation de la parole politique a constitué une référence historique pour nombre de militants et la participation à la vie collective et la mobilisation populaire qui en est la conséquence comporte d'importants éléments pédagogiques et éducatifs.

1. Expressions locales du pouvoir populaire

Les expériences du pouvoir populaire s'ancrent fortement dans les réalités locales qui les voient naître. Ces organes naissent de l'urgence de résoudre des situations vécues comme intenable par les populations avec le retour des libertés démocratiques. À Coimbra, les commissions d'habitants sont particulièrement actives dans les quartiers périphériques des villes et dans les villages les plus atteints par des conditions de vie précaires. Les industries du textile et de la céramique, traditionnellement importantes sur le territoire, sont des lieux de forts mouvements sociaux qui aboutissent parfois à la constitution de coopératives ou d'entreprises en autogestion. Comme dans le reste du pays, ces organes démocratiques sont porteurs d'une nouvelle pratique politique.

Le mouvement du pouvoir populaire se caractérise par son importante diversité d'expressions, au niveau local comme national. Fondé sur une revendication de la participation populaire à la résolution des problématiques héritées du régime salazariste, ce mouvement prend forme à travers la création d'organes locaux. La diversité d'acteurs mobilisés par ce mouvement social, tout comme les disparités prises en charge expliquent les

différentes formes prises par les organes de pouvoir populaire. Or, malgré cette hétérogénéité, le mouvement pluriel du pouvoir populaire se retrouve sur la volonté de rompre avec l'ancien régime et de permettre une véritable participation des populations de base.

1.1. Les commissions d'habitants

Le logement est certainement un des problèmes les plus immédiats affectant alors le Portugal en 1974. Les migrations internes ont désertifié les régions intérieures du pays et ces nouveaux urbains sont venus s'entasser dans les quartiers périphériques des grandes villes. Dans le district de Coimbra, ces quartiers résultent aussi du relogement de populations touchées par les travaux de modernisation de la ville. Les quartiers de Celas et de Maréchal Carmona¹³³ ont ainsi été créés afin de reloger les populations de la partie haute de la ville lors de la construction des nouvelles facultés dans les années 1940. D'autres quartiers se sont constitués au cours de l'industrialisation de la région afin d'héberger la main-d'œuvre en provenance de zones plus rurales du district. Les conditions de vie dans les zones rurales, ainsi que dans la périphérie des villes du district sont, au cours de la décennie soixante-dix, souvent dramatiques. À cette précarisation des lieux de vie, s'ajoute un déficit important en logements qui, selon João Baía, atteignait 530 000 foyers au niveau national à la fin de l'année 1974¹³⁴.

Si le service municipal de fourniture d'eau est créé dès 1888 à Coimbra, nombre de villages et de quartiers demeurent sans eau courante dans les années soixante-dix. De même, les infrastructures de communication comme les établissements scolaires font cruellement défaut une fois passées les limites des grandes villes. Les quartiers périphériques de Coimbra réunissent toutes les conditions pour la constitution de véritables bidonvilles. Le quartier de la Conchada, à proximité du centre historique de Coimbra est un bon exemple d'un quartier périphérique, essentiellement composé de travailleurs, vivant alors dans des conditions difficiles. Ce quartier héberge ainsi des baraques faites de divers matériaux, ainsi qu'une grande bâtisse dégradée, dans laquelle vivaient en 1974 vingt-quatre familles sans autre accès à un point d'eau qu'une fontaine se trouvant à l'extérieur du bâtiment. Les terrains sur lesquels sont installées ces baraques appartiennent alors à la Santa Casa da Misericórdia, institution de charité catholique, fortement implantée à Coimbra. Les habitants de ce bidonville aux portes

133Le quartier Maréchal Carmona porte le nom du président de la République de 1926 à 1951. Le quartier est rebaptisé « Norton de Matos » en 1974, en hommage au candidat à l'élection présidentielle de 1948, obligé de se retirer face à l'absence de garanties démocratiques.

134João Baía, *Movimento de moradores em Coimbra nos anos 1974-1976*, Tese de licenciatura em Sociologia Histórica, Faculdade de Economia da Universidade de Coimbra, p. 3.

de la ville, devaient alors s'acquitter d'un loyer pour l'utilisation des terrains. Une situation révoltante au vue de l'absence de conditions de vie décentes. Les toilettes publiques du quartier, les seules accessibles, fermaient ainsi tous les jours à 17 heures.

Ces conditions de vie affectaient la santé de ces habitants et constituaient un frein à leur développement personnel. Avec la chute de l'appareil répressif et la possibilité nouvelle de s'organiser, ces populations jusqu'alors marginalisées commencent à s'interroger sur les manières de résoudre le manque de logements ainsi que le mauvais état des infrastructures urbaines. Dès le 28 avril 1974, les habitants du bidonville de Boavista à Lisbonne, procèdent à l'occupation de maisons vides, comme solution de relogement. La ville de Porto est particulièrement affectée par le manque de logements et la précarité des habitations, notamment avec un système de sous-location fortement développé. Le 1^{er} mai 1974 débute dans cette même ville le Mouvement de lutte des quartiers sociaux et le quartier de S. João de Deus élabore un cahier revendicatif. Les commissions d'habitants¹³⁵ s'imposent comme la forme organisationnelle permettant de répondre aux problématiques locales d'un quartier donné. Il s'agit d'organes composés par un nombre limité de représentants, élus directement par les habitants d'un même quartier. Bien que l'élection implique la représentation, les commissions d'habitants peuvent néanmoins être considérées comme des organes de démocratie directe puisque les élus sont issus du quartier et leur action est contrôlée par l'assemblée d'habitants.

À Coimbra, ce n'est qu'à partir de l'année 1975, que les mouvements d'habitants commencent à s'organiser. Selon les informations que nous avons pu recueillir, il semblerait que la commission d'habitants d'Almedina, quartier du cœur historique de Coimbra, ait été la première à voir légalement le jour, le 6 mars 1975. Les événements du 11 mars 1975 apportent un nouveau dynamisme à ces organes de pouvoir populaire. C'est en effet le 28 mars qu'est légalisée l'Association d'habitants de la Relvinha, sans aucun doute la plus active du *município* de Coimbra. Au cours des mois de mai et juin 1975, une grande partie du territoire de la ville est couverte par ces organes. Dans le *município* plus rural de Lousã, les commissions d'habitants connaissent aussi une forte expansion au cours de l'année 1975. Ainsi, pendant le mois de juin, se forment des commissions d'habitants sur les territoires de Casal de Ermio, Vale de Sancho et de Foz de Arouce. Au cours de cette même année s'intensifie un peu plus la création d'organes populaires de gestion de la vie locale. À Figueira da Foz, les habitants de Quiaios et du quartier du Bairro Novo élisent ainsi des représentants afin de faire entendre leurs revendications. Lors de l'élection de la commission d'habitants de

135En portugais *Comissão de Moradores*, au pluriel *Comissões de Moradores*.

Quiaios, Maria Eugénia Cruz, membre de la commission, lance un appel à la population locale : « La commission d'habitants remercie ainsi tout le peuple révolutionnaire de Quiaios, de tout le soutien qu'il pourrait lui apporter. Nous soutenons toutes les organisations de base. En avant pour le socialisme »¹³⁶.

Organes réunissant les habitants d'un même quartier, ces commissions embrassent toutes les problématiques surgissant au sein de ce territoire donné. Les commissions sont ainsi des organes faisant preuve d'une grande diversité d'actions, notamment dans les domaines de l'amélioration des infrastructures du quartier (routes, assainissement de l'eau, construction d'habitations), de l'éducation (cours d'alphabétisation, création de crèches et d'écoles), de la santé et bien sûr de la mobilisation des populations en faveur de leur intervention dans la gestion de la ville. À la fin du mois de juillet 1974, l'État portugais, conscient des problèmes de logement affectant alors le pays met en place le Service d'appui itinérant local (SAAL)¹³⁷. Cette structure regroupe des architectes, des ingénieurs, des juristes ainsi que des assistantes sociales afin de fournir un appui technique et financier aux commissions d'habitants désireuses de construire ou rénover des logements¹³⁸. Si ce projet a surtout connu des développements dans le nord du pays, plusieurs projets ont été présentés à Coimbra.

Les groupes d'habitants des quartiers de la Relvinha, Conchada et Fonte do Bispo en périphérie de Coimbra se constituent alors en associations, condition pour entrer dans le programme SAAL. Ces trois associations s'organisent afin de coordonner leurs activités. Dans un document publié en 1976, les membres de ces associations affichent la nécessité d'une organisation afin d'apporter une force supplémentaire aux luttes alors en cours¹³⁹. Le SAAL mobilise ainsi son équipe en faveur de ces trois projets de reconstruction. Le quartier de la Relvinha, mieux structuré et possédant un historique de luttes avant le 25 avril est le seul à faire l'objet d'une reconstruction dans la zone de Coimbra. Les habitants sont directement engagés puisque l'association a choisi l'auto-construction avec l'appui financier et technique de l'État. Les autres projets sont progressivement abandonnés. La normalisation politique consécutive au 25 novembre vient enrayer l'élan amorcé par le programme SAAL, abandonné

136 *O Figueirense*. n°4031, le 19 juillet 1975, p. 3. « A Comissão de Moradores agradece portanto a todo o povo revolucionário de Quiaios, todo o apoio que lhe possa proporcionar. Apoiamos todas as organizações de base. Avante pelo socialismo ».

137 En portugais *Servicio de Apoio Ambulatorio Local*. Voir sur ce point les ouvrages de José António Bandeirinha, *O Processo SAAL e a Arquitectura no 25 de Abril de 1974*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2007, 452 p. et de João Baía, *SAAL e Autoconstrução em Coimbra. Memórias dos moradores do Bairro da Relvinha 1954-1976*, Castro Verde, 100Luz, 2012, 175 p.

138 Une exposition sur le SAAL a eu lieu en 2014, au Musée d'art contemporain de Serralves de Porto. Voir notamment le catalogue de l'exposition, *O Processo SAAL. Arquitectura e participação 1974-1976*, Porto, Serralves, 2014. 304 p.

139 Associações de Moradores Conchada-Fonte do Bispo-Relvinha. Coimbra, mai 1976, p. 1.

dans les mois qui suivent.

Il est désormais difficile de connaître le nombre exact de commissions présentes sur le territoire du district de Coimbra durant la période révolutionnaire. Néanmoins, un fichier des commissions d'habitants du *município* de Coimbra a été établi par la commission administrative de la mairie et comptabilisait 63 organes dans ce *concelho*¹⁴⁰. Après sa prise de fonction en mai 1974, l'instance régissant la mairie établit ainsi des contacts avec les commissions d'habitants dans le but de connaître les priorités senties par les populations. Le fonds d'archives d'Aurélio Santos, alors membre de la commission administrative, révèle les relations entretenues avec les commissions locales, preuve de la légitimité reconnue de ces organes. Nombre de ces commissions d'habitants recensées par la mairie ont aussi reçu des aides afin d'améliorer les conditions de vie des populations concernées (amélioration de routes, canalisation, construction de centres culturels...)¹⁴¹.

1.2 Les commissions de travailleurs

Avec la chute du régime salazariste, les conflits au cœur des entreprises voient le jour un peu partout dans le pays. Le système économique mis en place par António de Oliveira Salazar reposait sur le corporatisme, fondée sur la négation de la lutte des classes et inspiré du régime fasciste italien. Le système corporatiste stipulait alors l'inexistence de relations antagoniques entre le travail et le capital. L'organisation économique reposait sur la corporation, chargée de représenter les intérêts d'une branche de l'économie, des chefs d'entreprise comme des salariés. Dans les faits, la liberté syndicale était inexistante et les droits des travailleurs extrêmement réduits. Le système corporatiste a ainsi permis l'exploitation de la main-d'œuvre portugaise par des grands groupes économiques jouissant de l'appui de l'État.

À la suite du 25 avril 1974, le mouvement syndical se réorganise au sein de l'Intersyndicale dont l'objectif est de maintenir l'unité des travailleurs. Le Parti communiste portugais est majoritaire dans les syndicats, fruit de son travail clandestin pendant la période autoritaire. Les socialistes critiquent cette main-mise et accusent le PCP de vouloir contrôler le mouvement syndical. Ces divisions aboutissent en février 1976 à la création du Mouvement autonome d'action syndicale, regroupant des syndicalistes proches du PS et du PSD, donnant naissance à l'Union générale des travailleurs (UGT), en 1978. À l'image des commissions

140Centre de Documentation 25 Avril, Fonds d'Aurélio Santos. « Relação de Comissões de Moradores », sans date. 4 p.

141Fonds d'Aurélio Santos, Centre de Documentation 25 Avril. « Relação dos materiais fornecidos às Juntas de Freguesia e Comissões de Moradores », sans date. 49 p.

d'habitants, des commissions de travailleurs se développent dans les entreprises pendant la période révolutionnaire¹⁴². Ces commissions, qui fonctionnent sur le mode de la représentation des intérêts des travailleurs, jouissent alors d'une plus grande autonomie et indépendance à l'égard des partis politiques que le mouvement syndical.

La chute du régime et la nouvelle législation du travail font éclore de nombreux conflits sur le territoire de Coimbra. Dès le 13 mai 1974, les travailleurs de l'usine Firestone de Coimbra, conjointement avec leurs collègues de Lisbonne, Porto et Alcochete, occupent les installations de l'entreprise demandant l'épuration de la direction¹⁴³. Cette revendication d'une épuration de cadres des entreprises et de l'administration publique ayant entretenu des liens substantiels avec l'ancien régime est une constante lors des premiers mois de la révolution. Les mesures d'épuration ajoutées au départ du pays de certains grands patrons craignant pour leurs intérêts poussent certaines de ces commissions de travailleurs sur la voie de l'autogestion. Il est important de noter que dans la région de Coimbra ces organes de représentation directe des travailleurs se développent principalement dans l'industrie, le secteur agricole étant alors composé de petites exploitations.

Le secteur de l'industrie textile du territoire de Coimbra est un bon exemple des conflits qui naissent à la suite du 25 avril¹⁴⁴. Les propriétaires de l'*Empresa Fabril de Malhas* de Coimbra annoncent ainsi la fermeture de l'usine quelques jours après l'entrée en vigueur d'un salaire minimum, le 27 avril 1974¹⁴⁵. Les ouvriers occupent alors les locaux et se saisissent des stocks de l'entreprise pour le paiement des salaires, contournant ainsi le lock-out imposé par la direction. Mondorel et Santix, deux entreprises gérées par le même administrateur se trouvent dans la même situation d'une fermeture à court terme¹⁴⁶. La commission de travailleurs de Mondorel joue alors un rôle important dans la gestion de l'entreprise. La constitution de coopératives devient alors une voie pour la reprise d'entreprises abandonnées par leur direction. C'est notamment le cas de la Clarcoop, fondée à partir de l'ancienne fabrique de confection de tissus de Santa Clara.

Le cas de l'usine de fabrication d'appareils photo Agfa-Gevaert est symptomatique de l'attitude des directions d'entreprise et du rôle joué par les commissions de travailleurs. En

142 Sur ce point, voir la thèse de Miguel Ángel Pérez Suárez, *Contra a exploração capitalista. Comissões de trabalhadores e luta operária na revolução portuguesa (1974-1975)*, Dissertação de Mestrado em História dos Séculos XIX e XX (Secção do Século XX), Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, Universidade Nova de Lisboa, 2008. 162 p.

143 Boaventura de Sousa Santos, Maria Manuela Cruzeiro, Natércia Coimbra, *op. cit.*

144 Sur ce point, voir *Diário As Beiras*, « Memórias. Vidas e espaços que se cruzam no tempo », le 15 mars 2013. pp. 11-55.

145 *Combate*, « Coimbra: da ocupação de fábrica ao controlo operário », n°27, le 17 juillet 1975. p. 1 et 5.

146 *Combate*, « Dossier de lutas n°1 1 Jan-17 Fev », n°49, avril 1977.

s'installant à Coimbra l'entreprise à capitaux allemands comptait profiter des bas salaires et de la faible protection sociale des travailleurs. Or, la chute du régime et la naissance d'un processus révolutionnaire modifie radicalement la situation des investisseurs. Une commission de travailleurs est élue à la suite du 25 avril et les conflits ont pour objet la lutte pour un salaire minimum, la création d'une cantine au sein de l'usine et la question des transports pour se rendre au lieu de travail¹⁴⁷. La direction refuse alors l'application de la nouvelle réglementation du travail et rapatrie certaines lignes de montage en Allemagne. Les travailleurs assistent à un désinvestissement de la part de la direction de l'entreprise, l'implantation de sections plus avancées technologiquement est annulée et les créations d'emplois prévues stagnent. Finalement, à la fin du mois de juin 1976, la direction d'Agfa-Gevaert annonce au gouvernement son intention de quitter le pays à la fin de l'année, prévoyant, de fait, le licenciement des travailleurs. Face à ces menaces, la commission de travailleurs d'Agfa-Gevaert prend contact avec les ministères compétents afin d'éviter la fermeture de l'usine. Elle publie plusieurs communiqués afin d'alerter la population locale de la situation de l'usine et organise une concentration en solidarité aux travailleurs de l'usine est organisée le 8 octobre 1976 sous le slogan « Non aux licenciements. Contre la récupération capitaliste. Pour le droit au travail »¹⁴⁸.

Selon Yves Léonard, on dénombrait au Portugal pendant le processus révolutionnaire près de 200 entreprises en autogestion et 500 coopératives et unités collectives de production agricole¹⁴⁹. Dans un numéro de la revue *Autogestion et Socialisme* consacré à la Révolution des œillets, Yvon Bourdet comptabilise 56 entreprises en lutte en 1974 et 1975, citant toutefois un rapport du ministère du Travail faisant état de 200 entreprises gérées par leurs travailleurs. Un rapport officiel de 1980 indique que 937 entreprises nationales sont entrées en autogestion entre mai 1974 et octobre 1978¹⁵⁰. À Coimbra, l'entreprise de machines agricoles Schanzlin du *município* de Lousã entre ainsi en régime d'autogestion à partir de mai 1976. Le départ des propriétaires pousse les travailleurs à la reprise de l'outil de production. Une commission de gestion est créée pour reprendre la production. Les travailleurs obtiennent l'appui du Syndicat de l'industrie métallurgique afin de permettre la reprise de la production¹⁵¹.

Selon Rafael Durán Muñoz, la région de Coimbra est touchée par 3% des plus de 900

147À partir de septembre 1975, tous les secteurs de l'usine fonctionnent à Taveiro (Coimbra).

148« Concentração de solidariedade com os trabalhadores da AGFA », 8 octobre 1976. « Não aos despedimentos. Contra a recuperação capitalista. Pelo direito ao trabalho ».

149Yves Léonard, *op. cit.*, 241 p.

150Comissão Interministerial para Análise da Problemática das Empresas em Autogestão (1980), *Autogestão em Portugal*, Lisboa, Ministério das Finanças.

151Entretien avec José António Pinheiro. Lousã, le 3 septembre 2013. 53 min.

conflits autour de la question du travail, qui se développent entre 1974 et 1975¹⁵². À titre de comparaison, les régions de Lisbonne et Setúbal, cœur de l'industrie nationale, concentrent plus de la moitié de ces conflits. Ces mouvements sociaux autour de l'outil de production connaissent, eux-aussi, de plus grandes difficultés avec la phase de normalisation politique, économique et sociale qui affecte le pays. Le retour des administrateurs et la perte d'appuis au sein de l'appareil d'État entraînent bien souvent le dépérissement de ces expériences d'autogestion. Nombre de commissions de travailleurs dénoncent alors la « récupération capitaliste » dont le pays ferait l'objet après l'institutionnalisation de la démocratie représentative. Les travailleurs de l'entreprise Santix déclarent ainsi dans un communiqué qu'ils « ne permettron[t] pas que beaucoup de ce que nous avons conquis le 25 avril soit maintenant mis en cause par qui ne connaît à peine une seule loi – celle du profit »¹⁵³. Ces mobilisations montrent une posture de résistance des organes de pouvoir populaire face aux nouvelles orientations politiques suivies par le gouvernement.

1.3. Le nouvel essor du coopérativisme

Le développement d'un fort mouvement social à la base de la société portugaise affecte, en toute logique, le secteur coopératif. Le coopérativisme possédait alors un historique important au Portugal notamment dans le cadre des mouvements socialistes au cours de la décennie 1870, puis au travers des écrits d'António Sérgio (1883-1969). Malgré l'autoritarisme du régime mis en place par António de Oliveira Salazar, les coopératives maintiennent leur activité et permettent même à certains militants progressistes de mener une action politique, notamment dans le domaine de la culture. C'est ainsi le cas de la Coopérative Pragma fondée à Lisbonne en 1964 ou de la Coopérative Confronto, qui voit le jour à Porto en 1966. Cette tradition connaît de nouvelles dynamiques avec le surgissement des mouvements en faveur du pouvoir populaire au cours de la période révolutionnaire.

La période révolutionnaire ouvre ainsi un contexte favorable à la création de nouvelles coopératives, conçues comme des structures de gestion collective et démocratique. Le nombre de coopératives au Portugal évolue ainsi brutalement entre 1974 et 1981, passant de 950 à 3617. Dans le secteur de l'agriculture, cette évolution tient principalement à la mise en œuvre de la réforme agraire et la constitution de coopératives agricoles. La pêche, activité du secteur

152Rafael Durán Muñoz, « Acciones colectivas y transiciones a la democracia. España y Portugal, 1974-1977 », Madrid, Instituto Juan March de Estudios e Investigaciones, Centro de Estudios Avanzados en Ciencias Sociales, 1997. 462 p.

153« Manifesto dos Trabalhadores da Santix », sans date, 1 p. « Não permiteremos que muito do que conquistámos em 25 de Abril seja agora posto em causa por quem conhece apenas uma lei – a do lucro ».

primaire fortement contrôlée sous le régime salazariste, connaît une réorganisation ouvrant la voie à la constitution de structures coopératives¹⁵⁴. Les coopératives de consommation sont, bien souvent, la résultante des activités mises en place par les commissions d'habitants. Enfin, la forte croissance des coopératives de production est notamment une conséquence des situations d'entreprises en autogestion.

Évolution du nombre de coopératives au Portugal entre 1974 et 1981¹⁵⁵

	1974	1981	Taux de croissance
Agriculture	401	1398	249
Consommation	193	496	157
Crédit	132	171	29
Pêche	-	98	-
Habitation	40	258	545
Production	10	432	4220
Divers	174	764	339
Total	950	3617	281

Selon Fernando Ferreira da Costa, le coopérativisme a connu au Portugal au cours de cette période une amélioration quantitative et qualitative, s'ouvrant à des nouveaux secteurs de l'économie et à de nouveaux acteurs, avec notamment une féminisation des effectifs de coopérateurs¹⁵⁶. Le nouveau régime reconnaît de plus le rôle joué par les coopératives, qui jouissent notamment d'un article dans le nouveau texte constitutionnel (Article 84°). Le soutien au développement des coopératives se traduit par la création, en décembre 1976, de l'Institut António Sérgio du secteur coopératif (INSCOOP). Constitué avec le décret-loi n°902/76, du 31 décembre 1976, l'INSCOOP fait l'objet d'une loi en juin de l'année suivante (loi n°35/77 du 8 juin 1977). Le décret-loi de création reconnaît la nécessité d'appuyer le mouvement coopératif car, « après le 25 avril, la quantité de coopératives et de coopérateurs, comme l'expansion géographique, a augmenté de manière accentuée, englobant aujourd'hui tous les grands secteurs de l'activité économique et de nombreuses branches de ceux-ci »¹⁵⁷.

154 Sur ce point, voir notamment l'ouvrage d'Álvaro Garrido, *O Estado Novo e a Campanha do Bacalhau*, Lisboa, Temas e Debates, 2010. 454 p.

155 Tableau réalisé à partir de l'ouvrage de Fernando Ferreira da Costa, *Educação cooperativa (Actuação do Incoop num contexto evolutivo e participado)*, Lisboa, Instituto António Sérgio do Sector Cooperativo, Departamento de Informação, 1982. p. 13.

156 Fernando Ferreira da Costa, « Participação e diálogo num país que se interroga », in *Educação cooperativa (Actuação do Incoop num contexto evolutivo e participado)*, Lisboa, Instituto António Sérgio do Sector Cooperativo, Departamento de Informação, 1982. pp. 7-23.

157 *Diário da República*, Decreto-lei n°902/76, I^a Série, Número 303, le 31 décembre 1976. p. 2900. « Após o 25

Ce nouvel institut a pour objectif l'étude et la planification, l'information, la formation et la coordination du monde coopératif.

Il nous a été difficile de parvenir à des données chiffrées du mouvement coopératif présent sur le territoire du district de Coimbra durant la période révolutionnaire. Néanmoins, nous pouvons croiser les données recueillies par l'INSCOOP dans le cadre d'une enquête nationale sur le mouvement coopératif, publiée en juin 1987¹⁵⁸. À cette date, les équipes de l'institut comptabilisaient 123 coopératives opérant dans le district de Coimbra. La répartition des 1218 coopératives ayant répondu à l'enquête mettent en relief la croissance du mouvement coopératif à partir de la période révolutionnaire. On dénombre ainsi 403 coopératives constituées avant 1974, 617 entre 1974 et 1980 et 198 entre 1980 et 1987. Ces statistiques nationales confirment le dynamisme survenu avec la Révolution des œillets et reflètent l'évolution du district de Coimbra.

L'analyse de la presse de l'époque montre, de fait, une augmentation du nombre de coopératives locales, surtout à partir de la seconde moitié de l'année 1975. Dès août 1974 est ainsi créée la Coopérative agricole de Tocha, dans le *município* de Cantanhede. De nombreuses coopératives agricoles voient ainsi le jour dans le district, comme c'est le cas de la Coopérative agricole de Santana fondée en 1975, dans le *município* de Figueira da Foz. Il est aussi nécessaire de citer la Coopérative agricole de Barcouço dans le district voisin d'Aveiro, qui entretient de nombreux liens avec les commissions d'habitants de Coimbra, étant donné sa proximité géographique¹⁵⁹. On peut citer de plus la constitution de coopératives d'habitation afin de résoudre le manque de logements, avec la Coopérative d'habitation économique Mondego (CHEM) en 1975 et la Coopérative Grão-a-Grão fondée au début de 1977. La coopérative de production de céramique Estrela de Conimbriga de Condeixa-a-Nova est elle-aussi créée en 1975. L'année suivante, une coopérative populaire de consommation est fondée par des habitants de Figueira da Foz.

1.4. La revendication de l'espace public

Un des fondements du pouvoir populaire passe par l'usage social d'espaces privatisés ou

de Abril, a quantidade de cooperativas e de cooperadores, bem como a expansão geográfica, tem aumentado acentuadamente, abrangendo hoje todos os grandes sectores da actividade económica e numerosos ramos destes ».

158Ministério do Plano e da Administração do Território, Secretaria de Estado do Planeamento e Desenvolvimento Regional, Instituto "António Sérgio" do Sector Cooperativo, *Inquérito nacional ao sector cooperativo*, Lisboa, 1987.

159La constitution de cette coopérative a notamment fait l'objet d'un documentaire du Grupo Zero, *Assim começa uma cooperativa*, 1977. 15 min.

laissés à l'abandon au cours du régime autoritaire. Le cours pris par la révolution portugaise apporte une légitimité à ces mouvements de revendication, voire d'occupation, de l'espace public. Nombreuses de grandes bâtisses abandonnées sont ainsi l'objet d'occupations et de mises en fonctionnement de structures à fins sociales. C'est notamment le cas de la Clinique populaire de la Cova da Piedade, dans le district de Setúbal, résultant d'un tel processus. La réforme agraire qui se développe dans le sud du pays se fonde aussi sur des occupations de terres et la constitution de coopératives de production. Ces occupations, portées par le contexte révolutionnaire, sont effectuées en marge de la légalité mais bénéficient de nombreux appuis et font parfois l'objet d'une légalisation *a posteriori*.

À Coimbra, cette revendication de l'espace public s'exprime notamment au travers de l'administration des *baldios*, terrains en friche dans les zones de montagne, traditionnellement utilisés par les populations pour le bétail et l'approvisionnement en bois. Le régime salazariste remet en cause cette « propriété collective », séculaire dans de nombreuses régions. Le 25 avril permet une gestion collective de ces espaces, permettant notamment de financer les institutions de la communauté. En janvier 1976, le décret-loi n°39/76 permet la réorganisation de ces espaces collectifs avec pour objectif de stimuler « les formes locales et directes d'expression et d'organisation démocratique qui permettent aux travailleurs ruraux d'avancer dans le *contrôle* du processus productif et des ressources naturelles »¹⁶⁰. La restitution des terrains en friche à l'usage des populations permet la création de conseils de gestion démocratique de ces ressources. Deux modèles de gestion sont exposés dans ce décret-loi, la première impliquant une administration complète par les populations et la seconde basée sur un partenariat avec l'État.

S'ancrant dans le projet de réforme agraire, la constitution d'organes démocratiques de gestion est une traduction supplémentaire du pouvoir populaire local. Auteur d'un ouvrage complet sur la question, Manuel Rodrigues comptabilisait 75 *baldios* sur le territoire du district de Coimbra, sur les 598 existants au niveau national (soit 12,5%)¹⁶¹. En novembre 1976, une commission d'habitants de *baldios* voit ainsi le jour dans le *município* de Lousã. Cette zone montagneuse du district de Coimbra concentre ainsi une part importante des terres en friche d'usage collectif¹⁶².

Par ailleurs, le mouvement du pouvoir populaire trouve une expression dans l'occupation

160 *Diário da República*, Decreto-lei n°39/76, I^a Série, Número 15, le 19 janvier 1976. p. 89. Souligné par les auteurs. « As formas locais e directas de expressão e organização democrática que permitam aos trabalhadores do campo avançar no *contrôle* do processo produtivo e dos recursos naturais ».

161 Manuel Rodrigues, *Os baldios*, Lisboa, Caminho, 1987. 272 p.

162 Sur ce point, voir aussi l'ouvrage de Paulo Monteiro, *Terra que já foi terra. Análise sociológica de nove lugares agro-pastorais da Serra da Lousã*, Lisboa, Edições Salamandra, 1985. 290 p.

de bâtiments ou d'installations alors à l'abandon afin de les mettre au service de la communauté. L'occupation constitue bien souvent un acte fondateur pour une expérience de pouvoir populaire, l'acte de naissance du mouvement. Le manque de logements, d'écoles, de crèches et d'autres infrastructures rend insupportable l'existence de grandes bâtisses à l'abandon. La population, souvent appuyée par des groupes politiques d'extrême-gauche, prend possession de ces bâtiments pour un usage social après en avoir effectué la rénovation. La tentative avortée de coup d'État du 11 mars 1975 aboutit à une disqualification des nostalgiques d'un régime autoritaire et favorise une radicalisation du processus révolutionnaire. À Coimbra, comme dans le reste du pays, les partis et groupes d'extrême-gauche renforcent leurs activités après cette date¹⁶³. L'occupation de bâtiments vides devient un élément important permettant à ces groupes d'avoir une expression plus forte. Pratiquement, les locaux occupés fonctionnent comme des sièges à partir desquels se développe l'activité militante. Idéologiquement, l'occupation est pensée comme une réappropriation d'espaces abandonnées au profit de fins sociales et politiques. Cette récupération de bâtiments est ainsi en lien direct avec les revendications du pouvoir populaire.

Le mois de mars voit se succéder de nombreuses occupations dans la ville même de Coimbra. Tout d'abord, la LUAR prend possession d'un bâtiment alors abandonné dans la rue du Brésil, le 17 mars. Ce groupe prend fait et cause pour le pouvoir populaire après l'avènement de la révolution, refusant de participer aux processus électoraux. L'organisation se fend alors d'un communiqué visant à informer la population locale et à justifier l'occupation par une légitimité révolutionnaire :

« La LUAR communique qu'elle a occupé dans la ville de Coimbra un bâtiment afin d'y mettre en fonctionnement ses services de siège régional. Étant donné que le bâtiment en question se trouve inoccupé depuis plusieurs années sans aucune utilité ou fin sociale et étant donné que la LUAR est une organisation marxiste révolutionnaire qui lutte aux côtés des travailleurs, la présente occupation affectant le bâtiment grâce au processus révolutionnaire initié avec le 25 avril est entièrement légitime »¹⁶⁴.

Cette organisation est suivie par la Ligue communiste internationale (LCI) et le Front électoral communiste (marxiste-léniniste) (FEC (m-l)) qui occupent durant la même journée du 20 mars 1975, respectivement une maison rue Ferreira Borges et un bâtiment rue da Sofia,

163 Voir sur ce point l'ouvrage de Gérard Filoche, *op. cit.*.

164 Núcleo de Coimbra da LUAR, « Comunicado », sans date, 1 p. « A LUAR comunica que ocupou na cidade de Coimbra um prédio com vista a pôr nele em funcionamento os seus serviços de sede regional. Dado que o citado prédio se encontra desocupado há vários anos sem qualquer utilidade ou fim social e dado que a LUAR é uma organização marxista revolucionária que luta ao lado dos trabalhadores a presente ocupação afectando o prédio à causa do processo revolucionário iniciado com o 25 de Abril é inteiramente legítima ».

dans le centre historique de Coimbra. Des membres de la LCI déclarent alors à la presse : « nous allons tenter de recueillir les enfants de la rue en créant pour eux une école, une crèche et nous voulons aussi créer ici une bibliothèque »¹⁶⁵. Le 21 mars 1975, plusieurs familles occupent une maison dans le quartier de l'ancienne gare de Coimbra avec le soutien du Mouvement de la gauche socialiste. Des familles provenant du quartier de la Conchada s'installent dans des logements de la rue António José de Almeida, le 6 avril. C'est cette fois, le Front électoral communiste (marxiste-léniniste), autre organisation d'extrême-gauche, qui appuie ces occupations. Enfin, le 13 avril une maison est occupée à Verride, dans la *freguesia* de Montemor-o-Velho avec l'aide de la Ligue communiste internationaliste. L'occupation de bâtiments alors abandonnés est, pour certaines organisations, l'unique façon de s'assurer un siège fonctionnel. Elle est aussi la possibilité pour ces organisations d'extrême-gauche de s'implanter au sein de la classe ouvrière, objectif cardinal pour ces mouvements.

L'occupation est une marque importante du pouvoir populaire portugais, même si elle n'est pas présente dans toutes les expériences. Elle fonctionne comme une réappropriation de l'espace public par des populations jusqu'alors écartées de la gestion des affaires communes. L'occupation est ainsi un acte politique et participe à la récupération du droit à la parole politique par la population portugaise. Mais ce mode d'action est aussi la preuve d'un spontanéisme et d'une certaine désorganisation de ces expériences. Devant l'urgence de résoudre les problèmes quotidiens hérités de l'ancien régime et l'impuissance de la force publique à « changer la vie », l'occupation apparaît comme un moyen légitime dans un cadre révolutionnaire.

Certaines commissions d'habitants ont ainsi pu organiser des occupations de bâtiments afin d'améliorer les conditions de vie d'un quartier. C'est notamment le cas du Centre social et culturel 25 Avril, créé à la suite de l'occupation d'un étage dans la rue Sofia dans le centre historique de Coimbra. La commission d'habitants du quartier est à l'origine de cette occupation qui a pour objectif de « retirer des rues du centre ville les enfants et les jeunes défavorisés et les plus nécessiteux, en leur proposant des activités de loisir et d'occupations des temps libres, en promouvant leur bien-être social et culturel »¹⁶⁶. Comme dans le cas de cette occupation, certaines de ces structures sont légalisées *a posteriori*. Ces légalisations renforcent un peu plus le rôle des populations dans la résolution de leurs problèmes

¹⁶⁵*Diário de Coimbra*, « Liga Comunista Internacionalista ocupou casa na rua Ferreira Borges », le 21 mars 1975. p. 4. « Vamos tentar recolher as crianças da rua criando para elas uma escola, uma creche e queremos também criar aqui uma biblioteca ».

¹⁶⁶Centro Social e Cultural 25 de Abril, « Historial da Instituição ». « Retirar das ruas da baixa da cidade as crianças e jovens desfavorecidos e mais carenciados, proporcionando-lhes actividades de lazer e ocupação de tempos livres, promovendo o seu bem-estar social e cultural ».

quotidiens, l'État venant les appuyer dans un second temps.

2. Le pouvoir populaire comme projet politique

Si ces organes se donnent pour objectif la résolution de problématiques insérées localement, elles proposent néanmoins un projet politique qui a pour ambition de faire émerger un système à la fois socialiste et démocratique. L'intervention des populations dans les affaires politiques est un point fondamental de l'action des commissions et autres organes de pouvoir populaire. Pour ce faire, ces organes cherchent à coordonner leurs actions tant au niveau local que régional et national. Cette structuration vise à établir une forme alternative de pouvoir à celui de l'État sous une forme proche de celle avancée par les théoriciens de l'autogestion, concept qui synthétise l'innovation politique au cours des décennies soixante et soixante-dix.

Dans un article paru en 1986, Rui Namorado défend l'idée selon laquelle les coopératives et commissions qui ont vu le jour avec le processus révolutionnaire s'intègrent dans le cadre du courant de l'autogestion. Cet auteur analyse ainsi le pouvoir populaire comme « une idée intégrable dans l'espace autogestionnaire, étant donné qu'il impliquait la valorisation de la dynamique des travailleurs en eux-mêmes, au détriment de la prééminence des appareils étatiques, partidaires et syndicaux »¹⁶⁷. Cette lecture du mouvement de pouvoir populaire met en lumière la portée politique de ces mobilisations sociales dans le cadre de la construction d'un nouveau régime pour le pays.

2.1. Pouvoir populaire et autogestion

L'action des organes de pouvoir populaire s'ancre intrinsèquement dans la période révolutionnaire que traverse alors le pays. Au cours de la Révolution portugaise, l'enjeu est en effet la création d'un système politique, économique, social et culturel nouveau, se présentant comme une alternative aux deux blocs qui s'affrontent alors dans le contexte de guerre froide. L'éclosion sur la scène portugaise d'organes populaires, conséquence directe de l'effondrement des capacités répressives de l'ancien régime mais aussi des espérances nées de la Révolution, se présente comme une tentative de faire cohabiter dans un même système libertés et justice sociale, démocratie et socialisme pour reprendre les termes mobilisés par les acteurs de

¹⁶⁷Rui Namorado, « Em defesa de um projecto autogestionário (Cinco teses sobre o controlo da produção dez anos depois de Abril) », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n°18/19/20, février 1986. p. 472. « Uma ideia integrável no espaço autogestionário, dado que implicava a valorização da dinâmica dos trabalhadores em si mesmos, em detrimento da proeminência dos aparelhos estaduais, partidários e sindicais ».

l'époque. Ces tentatives de mêler socialisme et démocratie dans un même système politique connaît d'importants développements au cours des décennies 1960 et 1970.

Dès lors, au niveau international, le concept d'autogestion devient un étendard pour les militants cherchant une alternative à la bureaucratisation du système de « démocratie populaire » soviétique. Dès 1966, Henri Lefebvre théorise la notion dans un article fondateur paru dans le premier numéro de la revue *Autogestion*¹⁶⁸. La notion fait alors l'objet d'une élaboration conséquente et se répand au sein d'un large spectre politique allant du centre-gauche à l'extrême-gauche. L'idée d'autogestion est symptomatique des années soixante et soixante-dix et contient l'innovation théorique et politique de ces décennies du Printemps tchécoslovaque au Chili de Salvador Allende en passant par Mai 1968 et l'expérience de l'usine Lip en France. Si bien que dans un ouvrage contemporain de la révolution portugaise, Pierre Rosanvallon annonçait « l'âge de l'autogestion »¹⁶⁹. S'appuyant sur de nombreuses expériences (Yougoslavie, Algérie, Amérique Latine), le vocable d'autogestion devient la meilleure traduction de cette prétention à faire advenir un système socialisé évitant l'écueil de la bureaucratisation et de la dictature d'un parti unique. Il nous semble alors possible de voir dans le pouvoir populaire qui se développe alors au Portugal une traduction pratique du concept d'autogestion. Le terme d'autogestion est utilisé en portugais mais se réfère le plus souvent à la gestion de l'appareil de production par les travailleurs. Or le concept d'autogestion, comme le mouvement de pouvoir populaire a vocation à s'étendre à l'ensemble des secteurs de la société.

Le terme de *pouvoir populaire* est utilisé au cours du mandat de Salvador Allende à la tête du Chili jusqu'au coup d'État de septembre 1973 pour qualifier les mouvements de base se développant alors dans le pays. En 1974, les révolutionnaires portugais le transposent dans le pays, en faisant ainsi le slogan d'un projet politique alternatif. Ce mouvement du pouvoir populaire est la caractéristique principale du processus révolutionnaire portugais. Il explique, selon nous, en grande partie les espoirs et les craintes qu'a fait naître la Révolution des œillets, notamment à l'étranger dans un contexte international de guerre froide. Le pouvoir populaire représentait alors une alternative au régime politique salazariste, au même titre que le système de démocratie représentative qui connaît une institutionnalisation à partir du 25 novembre 1975 et plus encore avec l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution en avril 1976.

Néanmoins, il est important de constater que le concept de pouvoir populaire est avant

168 Henri Lefebvre, « Problèmes théoriques de l'autogestion », *Autogestion*, n°1, décembre 1966. Éditions Anthropos.

169 Pierre Rosanvallon, *L'âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement*, Paris, Éditions Seuil, 1976.

tout un slogan politique, un mot-d'ordre, ce qui rend son usage d'autant plus malléable et sujet à variations en fonction des acteurs politiques le mobilisant. S'il semble difficile de parvenir à une définition unilatérale du pouvoir populaire, il reste cependant possible et nécessaire d'en esquisser les éléments constitutifs. Si le terme de pouvoir populaire apparaît au cours de la décennie soixante-dix, la notion qu'il contient est beaucoup plus ancienne. Le pouvoir populaire s'ancre profondément dans l'histoire de l'émancipation sociale et la lutte pour la démocratie. Ses partisans visent l'avènement d'une démocratie nouvelle, plus inclusive et ne se limitant pas aux seuls mécanismes représentatifs.

Le pouvoir populaire est intrinsèquement lié à l'idée de participation et signifie une réappropriation par la population des moyens d'action politique. Ce mouvement vise à inclure les citoyens dans les processus politiques de prise de décision. Dès lors, le pouvoir populaire est basé sur l'action directe comme forme d'action par les principaux intéressés, éliminant ainsi au maximum les mécanismes de médiation et de représentation. En conséquence, les organes du pouvoir populaire se définissent rapidement comme apartidaires, rejetant la forme même du parti politique comme structure de monopole de la représentation. Ce mouvement apartidaire n'exclut en aucun cas la participation de partis politiques mais refuse la soumission des organes démocratiques de base. Les organes de pouvoir populaire sont pensés comme des espaces ouverts à tous les « progressistes », sans distinction de parti. Cette caractéristique est en lien direct avec la nature même du mouvement antifasciste pendant la période autoritaire et durant les premiers mois de la révolution.

Les expériences de pouvoir populaire se proposent de résoudre des problématiques locales et immédiates. Il s'agit alors de lutter contre le manque de logements, de construire des routes ou des canalisations, de prendre en charge l'organisation de la production dans une usine ou d'occuper un bâtiment pour y faire fonctionner un jardin d'enfant. Le pouvoir populaire naît d'un problème local, d'une situation qui devient intenable sur un territoire donné. L'action d'un organe de pouvoir populaire est ainsi territorialement fondée. La coordination des actions sur ce même territoire devient, dès lors, un enjeu crucial. Cette revendication initiale ne peut que prendre une dimension politique, étant donné l'entremêlement entre politique nationale et situation locale. La chute du régime ouvre ainsi la possibilité d'une remise en cause radicale de la situation économique, politique et sociale prévalant alors dans le pays. Si ce mouvement de base possède une forte charge politique, c'est parce qu'il remet en cause l'organisation même du système économique, social, culturel et donc politique.

Enfin, la constitution de ces organes de pouvoir populaire est perçue comme faisant

partie inhérente d'une « voie portugaise vers le socialisme ». Comme l'autogestion, le pouvoir populaire est pensé comme une préfiguration des relations sociales futures, permettant la constitution d'une nouvelle société de type socialiste. Le terme d'« embryon », annonçant une société nouvelle est souvent utilisé pour qualifier ces entités. L'enjeu pour les militants appelant à « créer le pouvoir populaire » est donc de généraliser ces expériences jusqu'à ce qu'elles supplantent le pouvoir d'État. Pour Sidónio Gouveia, le pouvoir populaire se définit comme « une forme d'administration née du consensus de tous et non de quelques-uns – une forme d'administration dans laquelle n'existent pas de classes dirigeantes, parce que tous participent à la direction des choses qui sont de l'intérêt de tous »¹⁷⁰.

Pour ce faire, les organes de pouvoir populaire ne cessent, à la suite de la période révolutionnaire, d'appeler à une coordination de leurs activités afin de peser dans tous les secteurs de la sphère sociale. Une citation tirée du journal *Combate* permet de mettre en relief la vocation à la généralisation des organes de pouvoir populaire :

« Le *pouvoir populaire* est le pouvoir exercé par le peuple, organisé de forme démocratique, dans tous les lieux de travail et d'habitation : dans les usines, dans les entreprises, dans les villages, dans les bureaux, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les associations culturelles, sportives, de loisirs, dans les coopératives, dans les quartiers, dans les casernes, dans les syndicats, dans les liges de petits et moyens agriculteurs »¹⁷¹.

L'absence d'une ligne politique claire au sein du Mouvement des Forces armées renforce un peu plus l'opportunité d'un développement de mouvements sociaux. En effet, le MFA est constitué de militaires s'opposant à l'ancien régime sur la base du rejet des conflits coloniaux. C'est là le dénominateur commun entre les différentes tendances présentes au sein des forces armées. Pour le reste, aucun projet de société, en dehors du slogan mobilisateur « démocratiser, décoloniser, développer », ne pourrait unir les franges du MFA. Au soir du 25 avril 1974, les militaires qui viennent de déposer le régime ne semblent pas avoir la capacité de mener à bien un plan de transformation de la société portugaise. En octobre 1975, Dinis de Almeida alors major de l'unité du RALIS, déclarait ainsi que « l'originalité de cette révolution c'est qu'elle n'a jamais été conduite par des révolutionnaires »¹⁷². Devant l'impréparation des

170 Sidónio Gouveia, « O que é o poder popular », *Vida Mundial*, n°1902, 26 août 1976. p. 14. « Uma forma de administração nascido do consenso de todos e não de alguns – uma forma de administração em que não existem classes dirigentes, porque todos participam na direcção das coisas que a todos interessam ».

171 *Combate*, n°31, 28 novembre 1975, « O que é o poder popular ? ». p. 2. Souligné par l'auteur. « *Poder popular* é o poder exercido pelo povo, organizado de forma democratica, em todos os locais de trabalho e de habitação : nas fábricas, nas empresas, nas herdades, nas oficinas, nas escola, nos hospitais, nas associações culturais, desportivas, recreativas, nas cooperativas, nos bairros, nos quartéis, nos sindicatos, nas ligas dos pequenos e médios agricultores ».

172 Cité par Yvon Bourdet dans « Révolution et institutions », *Autogestion et socialisme*, n°33-34, janvier-mars 1976, p. 26.

nouveaux dépositaires du pouvoir, les populations locales s'organisent afin de dépasser l'insupportable héritage de l'ancien régime dictatorial.

2.2. Le regard des forces politiques

L'irruption du pouvoir populaire force les partis et les organisations politiques à se positionner par rapport à ces organes de base. Si les partis à la droite de l'échiquier politique s'y opposent, dénonçant une terrible manipulation, les partis de gauche et d'extrême-gauche sont divisés sur la question. Ainsi, comme l'écrit Bernard Ravenel dans *Critique socialiste*, « ce qui n'était, il y a encore à peine une décennie, que propagande et vague espoir devient réalité en marche. Ce qui n'était qu'un thème idéologique devient un thème politique par rapport auquel toutes les forces du mouvement ouvrier sont amenées à se situer »¹⁷³.

Le pouvoir populaire comme fait politique dans le Portugal de la Révolution des œillets conduit à l'apparition d'un nouveau clivage au sein du système partisan. Selon la théorie de Seymour Lipset et Stein Rokkan, le champ partisan serait organisé autour d'une série de clivages politiques binaires¹⁷⁴. Le Portugal révolutionnaire présenterait alors un nouveau clivage, divisant le champ politique en partisans de la représentation (par l'État, le parti, le syndicat) et partisans de l'autonomie des citoyens et de leur implication directe dans tous les secteurs de la vie quotidienne. Il existe alors tout un dégradé de positions politiques concernant cette question du pouvoir populaire.

Le Parti socialiste de Mário Soares se présente souvent comme le défenseur d'un « socialisme en liberté » ou encore du « socialisme du possible ». Selon sa déclaration de principes, le parti « rejetant les modèles bureaucratiques et totalitaires, propose de chercher dans le débat d'idées et dans l'action populaire et prolétarienne la voie portugaise vers un socialisme de base qui retiendrait la leçon de l'expérience des autres peuples »¹⁷⁵. L'action politique des socialistes, dans la pratique, montre néanmoins une divergence de fond. Le Parti socialiste soutient donc ces formes de démocratie directe mais « à condition qu'elles ne prétendent pas créer un pouvoir parallèle, menaçant l'appareil démocratique et représentatif de l'État »¹⁷⁶. Le degré souhaitable de gestion directe doit ainsi être limité pour ne pas remettre en cause la primat de l'État dans le domaine de l'action politique.

173 Bernard Ravenel, « Vie et mort du pouvoir populaire », *Critique Socialiste. Revue théorique du PSU*, avril-mai-juin 1976, p. 5.

174 Seymour Martin Lipset, Stein Rokkan, *Party systems and voter alignments: cross-national perspectives*, Free Press. 554 p.

175 « Déclaration de principes du parti socialiste » in Mário Soares, *Portugal, quelle révolution ? Entretiens avec Dominique Pouchin*, Paris, Calmann-Levy, 1976. p. 236.

176 *Idem*. p. 97.

Le Parti socialiste est, en effet, profondément attaché au système parlementaire et considère comme première l'action d'un gouvernement contrôlé par une Assemblée issue du suffrage universel. Mais plus encore, on voit poindre l'idée qu'une démocratie directe non coordonnée pourrait encourager l'autoritarisme et le retour à une dictature. Pour Mário Soares, « on ne peut tolérer qu'à travers une manipulation politique et des votes à main levée, de soi-disant "commissions populaires" s'organisent pour concurrencer et détruire la structure démocratique et légale de l'État façonnant une sorte de "double-pouvoir" ». Selon le premier secrétaire du Parti socialiste, « on ne peut remettre en cause le principe de la représentativité. Bafouer ce principe, c'est revenir au totalitarisme »¹⁷⁷.

Visé implicitement par ces accusations, le Parti communiste portugais est néanmoins circonspect et prudent sur la question. Le parti d'Álvaro Cunhal privilégie la reprise de l'activité économique, soutenant en grande partie les dispositions anti-grèves de l'été 1974 et tente à tout prix de préserver un certain consensus avec les forces armées. Dans le sud du pays, principalement dans la région de l'Alentejo dans laquelle il était solidement implanté, le parti n'a que très rarement poussé à l'occupation de terres agricoles et à la mise en place de coopératives. Sur ce point, il s'en est tenu au respect de la légalité, préconisant la nationalisation et l'expropriation comme premiers pas indispensables. Néanmoins, le parti s'est imposé dans cette région comme un acteur incontournable dans les unités de production déjà constituées.

Dans le district de Coimbra, des militants communistes ont néanmoins été à l'origine de commissions d'habitants et même de la constitution de jardins d'enfance populaires. Dans le monde du travail, le PCP était surtout présent dans le mouvement syndical, les commissions de travailleurs jouissant d'une plus grande autonomie par rapport aux appareils partidaires. Entretenant de forts liens avec le régime soviétique, le Parti communiste portugais se pense comme la seule force capable de représenter les intérêts des travailleurs, suivant la ligne du « centralisme démocratique » établie par Lénine¹⁷⁸. Dès lors, ces organes populaires constitueraient des dangers potentiels de division du mouvement ouvrier. La stratégie d'unité syndicale alors suivie par la direction communiste est un bon exemple. Pour Christian Rudel, journaliste du quotidien *La Croix* en poste au Portugal pendant le processus révolutionnaire « le Parti communiste, à long terme, ne peut accepter ce pouvoir populaire, son concurrent direct. Il a tout fait pour le noyauter, le miner, l'intégrer à ses schémas en lui retirant sa dynamique »¹⁷⁹.

177 *Ibid.* p. 98 et p. 99.

178 Lénine, *Que faire ?*, Moscou, Éditions sociales, 1971.

179 Christian Rudel, *op. cit.*, p. 315.

Selon l'éditorial du journal *Le Monde* en date du 11 mars 1975, le Portugal possédait alors « le courant gauchiste le plus puissant de l'Europe occidentale »¹⁸⁰. S'il est vrai que l'extrême-gauche portugaise est relativement présente suite au 25 avril, elle n'en demeure pas moins divisée. Le courant anarchiste est pratiquement inexistant mais les partis et mouvements de l'extrême-gauche sont porteurs d'une forte empreinte libertaire, influencés notamment par les mouvements de l'année 1968 et par la Révolution culturelle chinoise¹⁸¹. Le Mouvement de la gauche socialiste, soutient le pouvoir populaire notamment dans le cadre d'occupations de bâtiments. L'apologie du pouvoir populaire comme preuve de la capacité d'organisation du prolétariat est présente au sein de l'extrême-gauche portugaise notamment au sein de la Ligue communiste internationaliste, organisation trotskiste membre de la IV^{ème} Internationale ou encore de l'Union démocratique populaire, influencée par l'idéologie maoïste et unique parti de l'extrême-gauche gauche représenté au Parlement à la suite des élections législatives de 1976. Néanmoins, ces groupes politiques n'en restent pas moins des partis qui concourent aux diverses élections. Une ligne plus radicale s'exprime cependant au sein du mouvement révolutionnaire, rejetant la participation aux élections.

La Ligue d'union et d'action révolutionnaire est en ce sens exemplaire. Après le 25 avril, cette organisation devient l'un des principaux soutiens du mouvement des commissions. Certains de ses militants prennent part directement à des expériences de pouvoir populaire comme la Clinique populaire de Cova da Piedade au sud de Lisbonne ou la Coopérative agricole de Torre Bela, près d'Azambuja. Dans son manifeste, *Pour un socialisme révolutionnaire de base*, l'organisation « considère que l'émancipation des travailleurs devra être l'œuvre des propres travailleurs »¹⁸². La LUAR remet en cause l'organisation de type partidaire en refusant de concourir aux diverses élections et constitue une force d'appui à l'auto-organisation des travailleurs.

Un débat organisé par le magazine *Vida Mundial* sur le thème « Qu'est-ce que le pouvoir populaire » permet de mettre en lumière les différentes conceptions des partis politiques. Le récit de cette table-ronde réunissant des représentants du PS (António Reis), LUAR (Fernando Pereira Marques), MES (Ribeiro Mendes), et PRP-BR (Francisco Marques), l'UDP n'ayant pu être représentée et le PCP n'ayant pas répondu à l'invitation, est publié dans les colonnes du journal le 7 août 1975. Les principales forces d'extrême-gauche voient dans le pouvoir populaire un moyen « créant des conditions au niveau politique pour cheminer vers la

180Éditorial « Derrière la façade », *Le Monde*, le 11 mars 1975, p.1.

181Sur ce point voir l'article de João Freire, « 1974-1984 : Evocação ou renovação da ideia anarquista? », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n°15/16/17, Mai 1985. pp. 163-170.

182LUAR, *Manifesto Por um socialismo revolucionario de base*, sans date. « A LUAR considera que a emancipação dos trabalhadores terá que ser obra dos próprios trabalhadores ».

destruction de cette société de classe »¹⁸³, selon les termes de Ribeiro Mendes. Pour le représentant du PRP-BR, l'alternative se pose entre fascisme et socialisme.

À cette ligne plus radicale, le socialiste António Reis pointe le risque d'un « vice néo-proudhonien » et indique comme objectif une synthèse entre une démocratie au niveau de l'État et une démocratie de base. Le Parti socialiste apparaît ainsi prudent concernant le mouvement du pouvoir populaire, refusant qu'il vienne concurrencer le pouvoir de la puissance publique. Au cours de ce débat, António Reis pointe le risque d'une exacerbation des tensions avec le développement incontrôlé d'organes de base. Selon ce-dernier, « toute l'histoire nous montre que l'expérience de ce type de pouvoir a conduit ou au l'échec complet ou à l'instauration postérieure d'un pouvoir dictatorial, pyramidal, annulant complètement l'inspiration de base initiale »¹⁸⁴.

Une partie des forces politiques rejette la forme même du parti politique comme instance de médiation et de délégation, et par là même, d'une perte de souveraineté et de pouvoir. Ainsi, selon Manuel Rodrigues, « les luttes des travailleurs portugais après le 25 avril ont démontré clairement la volonté du prolétariat à conduire de manière autonome le processus révolutionnaire »¹⁸⁵. Le collectif entourant la publication du journal *Combate* exprime lui aussi cette orientation. Le journal se veut être un lieu de débat mais refuse d'être l'organe d'un quelconque parti politique. Dans son manifeste fondateur, ce groupe déclare que « les travailleurs ne luttent pas par délégation – ils luttent eux mêmes »¹⁸⁶. Pour les rédacteurs, « l'objectif des travailleurs n'est pas de substituer des patrons antipathiques par des patrons sympathiques, mais d'en finir avec le patronat »¹⁸⁷.

Les partis politiques institutionnalisés, au premier rang desquels le Parti socialiste et le Parti communiste portugais, se montrent réticents au développement des organes de base. Le pouvoir populaire, en affirmant le droit des populations à la parole politique, apparaît comme une remise en cause du mode d'action des partis politiques. Ces derniers aspirent à un monopole de l'action politique et voient le plus souvent d'un mauvais œil le développement d'organes populaires de base. La tentation est alors de vouloir contrôler ces organes et d'en

183 *Vida Mundial*, « MES-PS-PRP-LUAR em mesa redonda. O que é o poder popular », le 7 août 1975. p. 58. « Criando condições ao nível político para caminhar para a destruição dessa sociedade de classe ».

184 *Idem*. p. 61. « Toda esta história nos mostra que a experiência deste tipo de poder conduziu ou ao fracasso completo ou à instauração posterior de um poder ditatorial, cupulista, anulando completamente a inspiração basista inicial ».

185 Manuel Fernandes, *O apartidarismo e o valor social do trabalho*, Cadernos livres 1, COPSA – Cooperativa editorial perspectivas sociais autonomas, 1975. « As lutas dos trabalhadores após o 25 de Abril demonstraram claramente a vontade do proletariado conduzir autonomamente o processo revolucionário ».

186 « Manifesto do Combate », *Combate*, n°1, le 21 juin 1974. « Os trabalhadores não lutam por delegação – lutam eles próprios ».

187 *Idem*. « O objectivo dos trabalhadores não é o substituir os patrões antipáticos por patrões simpáticos, mas o de acabar com o patronato ».

faire une courroie de transmission de la ligne suivie par le parti. Plusieurs partis d'extrême-gauche tentent ainsi d'imposer une coordination au mouvement populaire. À cet égard, Jorge Vilas, alors président de l'Association d'habitants de la Relvinha à Coimbra, se souvient d'un épisode éclairant pour comprendre la position des organisations de base :

« Je me rappelle d'une fois où nous avons une réunion de l'inter-association, [...], où est apparu un groupe de l'UDP. Et ils ont tenté de manipuler la réunion, [...]. Je me rappelle m'être levé et d'avoir dit : "Arrêtez, parce que c'est une réunion d'associations d'habitants et nous ici nous ne recevons de directives de personne. Les directives sont imposées par nous. Nous acceptons la collaboration de tout le monde mais jamais de directives" »¹⁸⁸.

Un secteur du Mouvement des Forces armées se montre favorable également au développement d'organes de pouvoir populaire, dans le cadre de la fondation d'un nouveau régime. La frange la plus radicale du MFA souhaite ainsi voir la population s'organiser sous la forme d'organisations populaires de base. Le 8 juillet 1975, l'assemblée du MFA approuve le « Document-guide de l'alliance Peuple-MFA », programme énonçant les bases du nouveau régime¹⁸⁹. Voyant dans le MFA une avant-garde révolutionnaire, le document met de côté les partis politiques et pointe comme objectif la mobilisation de la population pour la révolution. Les bases d'un éventuel nouveau régime sont posés dans ce document. Les organes de pouvoir populaires sont reconnus et doivent s'étendre à l'ensemble de la société. Le document évoque même la constitution d'une « assemblée populaire nationale » qui viendrait chapeauter ces organes. Bien que cette ligne ne soit pas unanime au sein même du MFA, le « Document-guide » montre l'existence d'un projet politique s'appuyant sur les organes de pouvoir populaire.

2.3. L'enjeu de la structuration

Face à l'attitude des forces politiques et à leur volonté de contrôler le mouvement populaire, les organes de base cherchent à coordonner leurs actions. Une vision schématique de l'histoire ferait du 25 novembre la date de fin des expériences de pouvoir populaire au Portugal. Le changement au sommet de l'État entraînerait ainsi *de facto* l'arrêt de telles expériences. Or, il est important de rappeler que ces expériences se sont constituées de manière locale, suivant un processus de mobilisation des populations relativement spontané. Il semble alors impossible qu'un tel processus ne s'interrompe de manière brutale avec le

188Entretien avec Jorge Vilas. Coimbra, le 8 août 2012.

189Rui Bebiano, « Documento-Guia da Aliança Povo-MFA », *Dicionário do 25 de Abril*, Publication prévue en 2015.

changement du contexte politique national. Néanmoins, le processus de normalisation et la perte d'appuis sont synonymes de difficultés croissantes pour le mouvement populaire.

Omniprésent sur la scène médiatique européenne pendant la phase révolutionnaire, le pays rentre dans le rang avec l'institutionnalisation de l'année 1976. Le pouvoir populaire perd ainsi progressivement la visibilité qui l'avait jusqu'alors caractérisée. Ayant perdu de nombreux soutiens et navigant désormais dans un environnement moins favorable avec l'action du gouvernement de Pinheiro de Azevedo, puis l'institutionnalisation d'une démocratie de type représentatif, le pouvoir populaire se doit de se recomposer pour survivre. Certains organes connaissent ainsi une démobilisation de leurs membres et une baisse d'activité. C'est notamment le cas de la commissions d'habitants d'Eiras, dans la périphérie de Coimbra, qui annonce sa dissolution en janvier 1976. José Carlos Forte, ancien membre de la commission, pointe la faible mobilisation des habitants à partir de la fin de l'année 1975. Pour ce dernier, si la Révolution d'avril 1974 a représenté une forte espérance d'un futur meilleur, « le peuple de la localité est resté endormi »¹⁹⁰. Pour le Comité Portugal pour l'information et le soutien, groupe de militants français, « le mouvement populaire, dans son ensemble cette fois-ci, comprend qu'il doit à partir de maintenant compter sur ses propres forces »¹⁹¹.

Par conséquent, les organes de pouvoir populaire, après une phase de création et de développement de leurs actions au cours de la période 1974-1975, s'orientent vers une coordination de leurs activités afin de survivre dans un contexte plus difficile. Le Congrès national des collectivités locales, initialement annoncé à Coimbra pour le 27 juillet 1975 puis finalement reporté, avait pour objectif de réunir les représentants des puissances publiques locales mais aussi d'organes de pouvoir populaire, notamment commissions d'habitants, de quartiers ou de villages. Suivant cette dynamique, les différents organes populaires de la région de Coimbra se réunissent au cours des mois de juillet et de septembre pour coordonner leurs actions. À la fin de l'année 1975, se tiennent plusieurs « rencontres des organes de pouvoir populaire du *município* de Coimbra », réunissant commissions d'habitants et de travailleurs. C'est dans ce cadre que se constituent une commission exécutive du secrétariat provisoire et des groupes de travail concernant notamment les problèmes d'habitation, la lutte contre l'augmentation des prix ou encore contre le choléra, maladie alors importante au Portugal.

Cette dynamique se poursuit au cours de l'année suivante. Elle vise à l'échange et à la

190 *Diário de Coimbra*, « Em Eiras, dissolveu-se a Comissão de Moradores por falta de apoio da população », le 13 janvier 1976, p. 5. « O povo da localidade ficou a dormir ».

191 Comité Portugal pour l'information et le soutien, *L'expérience portugaise. Un bilan après le 25 novembre*, Paris, CEDETIM, François Maspero, 1977. p. 154.

solidarité entre les différents groupes constituant le pouvoir populaire local. Le 11 février 1976, se tient ainsi une Assemblée inter-commissions, dans les locaux de la commission d'habitants de Santa Cruz dans le centre ville de Coimbra. Le 27 février, le secrétariat provisoire des inter-commissions de la zone de Coimbra se réunit avec pour programme l'analyse et l'étude pour une solution dans le domaine des transports. Le reste du district connaît des développements similaires. À Lousã, cette coordination des actions des organes de base est amorcée avec une « rencontre de commissions d'habitants du *município* », qui se tient à la mairie le 18 septembre. De telles rencontres se reproduisent dès la fin du mois.

La structuration et la coordination des commissions locales répond à une nécessité dans un contexte moins favorable mais aussi à un programme politique. Selon un programme d'action proposé par la commission du Vale do Rosal, « l'objectif à atteindre doit être la *généralisation* et la *coordination* de toutes les commissions d'habitants et commissions de travailleurs, au niveau local, régional et national, afin de constituer le plus tôt possible une Assemblée populaire et nationale, organe suprême de la volonté et de la force organisée de tous les exploités et opprimés du pays »¹⁹². Pour les auteurs de ce document, cette coordination doit « ériger *une structure de pouvoir distincte et opposée à l'État capitaliste actuellement existant*, qui constitue l'embryon du futur et nécessaire *État des Travailleurs* et soit le soutien et le défenseur de la *légalité socialiste* »¹⁹³.

Pour revenir à la proximité entre le pouvoir populaire portugais et le mouvement de promotion de l'autogestion, l'importance de la coordination des activités est un élément central. La structure autogérée ne saurait rester isolée au risque de ne pouvoir trouver les conditions nécessaires au développement de ses activités. Comme le note Michel Raptis, militant de la quatrième Internationale et un des artisans de l'autogestion en Algérie, « la société autogérée est fondamentalement un ensemble de réseaux, d'unités de base : communes, régions, services sociaux, entreprises industrielles et agricoles qui fonctionnent sous la direction des travailleurs et des habitants groupés dans des assemblées générales ou des conseils ». C'est bien un tel cadre qui semble servir de modèle au mouvement des commissions au Portugal. Enfin, malgré les événements du 25 novembre 1975, la constitution d'organes populaires continue au cours de l'année 1976, remettant de nouveau en cause l'idée

192« (Projecto) Programa de acção baseado na proposta do Vale do Rosal de 22/08/75 », sans date, p. 1. Souligné par les auteurs. « O objectivo a atingir deve ser *a generalização e a coordenação* de todas as CM e CT, a nível local, regional e nacional, de modo a criar-se, o mais breve possível uma Assembleia Popular e Nacional, órgão supremo da vontade e da força organizada de todos os explorados e oprimidos do país ».

193*Idem.* p. 1. Souligné par les auteurs. « Erguer *uma estrutura de poder distinto e oposto ao Estado capitalista actualmente existente*, que constitua o embrião do futuro e necessário *Estado dos Trabalhadores* e seja o suporte e o defensor da *legalidade socialista* ».

d'une mort du pouvoir populaire à cette période. C'est à Lousã que les créations de commissions d'habitants semblent les plus importantes avec notamment l'apparition d'organes à Levedadas, Eira de Calva, Cabeço do Moiro et Papanata, ainsi que celles de Cornaga, Ceira dos Vales et Alfocheira au cours des mois de mai et août 1976.

2.4. Pouvoir populaire et élections

Afin de réaliser une démocratie d'un type nouveau, nombre d'organes du pouvoir populaire s'engagent dans la campagne présidentielle de 1976 en faveur de la candidature du major Otelo Saraiva de Carvalho. Charismatique, jouissant d'une popularité certaine, Otelo Saraiva de Carvalho, présente néanmoins sa candidature comme le fruit d'un processus collectif. Le 21 mai 1975, la Commission nationale de soutien à la candidature d'Otelo tient sa première conférence de presse visant à définir les grandes lignes du projet et le 27 mai, est officiellement annoncée sa candidature. Dans son discours, il se propose de « poursuivre le 25 avril », posant sa candidature comme une continuité au processus révolutionnaire né de la chute de l'ancien régime :

« Deux années ont passé, très riches d'enseignements et d'expériences. Nous avons conscience que les travailleurs et le Peuple portugais ont gagné certaines choses avec le 25 avril. Mais nous avons aussi la conviction que si certaines choses ont été faites, beaucoup plus reste à faire, beaucoup d'erreurs sont encore à corriger, beaucoup d'injustices restent encore à réparer »¹⁹⁴.

Pour appuyer cette campagne, qui ne dispose du soutien d'aucun grand parti, se constituent les Groupes de dynamisation d'unité populaire (GDUP). Les GDUP sont chargés de représenter les organes de pouvoir populaire locaux, à l'échelle d'une entreprise, d'un quartier ou d'un village. Ne visant pas à substituer ces organes, les GDUP doivent leur donner une plus grande expression et une coordination. Ces organes de base jouent un rôle important dans la mobilisation en faveur de l'élection d'Otelo Saraiva de Carvalho à la présidence de la République. Par ailleurs, plusieurs partis et groupes d'extrême-gauche soutiennent cette candidature populaire parmi lesquelles l'UDP, le MES, le FSP, le PRP ou encore la BASE-FUT. De plus, de nombreux chanteurs d'intervention et notamment José Afonso et José Mário Branco font campagne en faveur d'Otelo Saraiva de Carvalho. Enfin, au niveau local, un Comité de soutien à la candidature d'Otelo Saraiva de Carvalho se constitue à Coimbra, au cours du mois de mai 1976.

¹⁹⁴Cité par António Tavares-Teles, *Otelo*. 18 de Janeiro, Lisboa, 1976, p. 45. « Dois anos se passaram, muito ricos de ensinamentos e de experiências. Temos a consciência de que os trabalhadores e o Povo português ganharam alguma coisa com o 25 de Abril. Mas também temos a convicção de que se alguma coisa foi feita, muito mais está por fazer, muitos erros estão ainda por corrigir, muitas injustiças estão ainda por reparar ».

La campagne pour le « président de l'union populaire » génère une forte dynamique de mobilisations avec une vingtaine de meetings dans le pays en un mois. C'est le 29 mai que le candidat à la présidence fait sa première étape de campagne à Coimbra. Faisant le trajet en train de Lisbonne à Porto, où il doit tenir un meeting, Otelo Saraiva de Carvalho, effectue quatre arrêts sur le chemin à Azambuja, Entroncamento, Coimbra et Ovar. Chacune de ces gares devient alors l'occasion d'un meeting. Le train de campagne s'arrête en fin d'après-midi pour un « salut spécial au peuple de Coimbra »¹⁹⁵, les soutiens d'Otelo se donnant rendez-vous à l'ancienne gare. La mobilisation populaire est forte au cours de ce voyage et le candidat reçoit à Coimbra le soutien de Ferreira da Costa, militant antifasciste. La campagne repasse de nouveau par Coimbra, le 13 juin, avec un grand meeting dans le quartier des Olivais, réunissant plusieurs milliers de personnes¹⁹⁶.

Le programme d'Otelo Saraiva de Carvalho se fonde sur la lutte contre le péril fasciste, le rejet du capitalisme et la construction d'un socialisme de base. Les organes de pouvoir populaire ont une place importante dans ses discours, ainsi que dans le cours même de la campagne. Nombreux sont ainsi les soutiens d'Otelo Saraiva de Carvalho provenant de la base. On peut citer le cas du journal *Saúde pelo povo*, journal soutenant les luttes dans le domaine de la santé, ou encore la commission d'habitants du quartier de Celas, à Coimbra qui se prononce en faveur d'Otelo. Le candidat déclare alors : « Si je suis élu président, mon rôle ne sera pas de vous concéder des avantages, mais de vous soutenir dans votre combat, comme avait pu le faire le COPCON »¹⁹⁷. L'objectif de cette candidature est bien de « continuer la lutte initiée le 25 avril »¹⁹⁸.

La campagne menée par Otelo Saraiva de Carvalho et la constitution de GDUP au niveau national, amorce une dynamique nouvelle pour les organes de pouvoir populaire. Quelques heures avant l'annonce des résultats, le candidat prononce un discours avec pour objectif de préparer le futur :

« Un extraordinaire mouvement des masses populaires déclenché par la campagne électorale, ne peut ni ne doit, de quelque forme stagner, et ce quelque soit le résultat des élections qui se déroulent aujourd'hui. [...] Les GDUP, doivent se constituer à partir de l'adhésion des démocrates et antifascistes, qu'ils aient ou non une filiation partidaria, qui s'unissent dans les campagnes, dans les quartiers, dans les usines, dans les entreprises, dans les administrations publiques, dans les écoles, dans les bureaux, en mer, dans les

195Comité de Apoio, « Em Frente pela candidatura de Otelo. Todos à estação-velha, sábado às 17h30 », p. 1.
« Saudação especial ao povo de Coimbra ».

196*Diário de Coimbra*, 14 juin 1976, p. 1.

197Cité dans l'ouvrage *L'expérience portugaise. Un bilan après le 25 novembre* du Comité Portugal pour l'information et le soutien, p. 252.

198Tract « Vota Otelo », sans date, p. 1. « Continuar a luta iniciada em 25 de Abril ».

mines »¹⁹⁹.

Malgré la victoire de Ramalho Eanes à la présidentielle de 1976, le score important obtenu par Otelo Saraiva de Carvalho permet aux GDUP d'amorcer une nouvelle dynamique. Le mouvement initié en soutien à la campagne d'Otelo Saraiva de Carvalho s'ancre ainsi au niveau local dans le but de préparer les élections municipales et de *freguesias* de décembre 1976. Près de huit cents GDUP au niveau national se maintiennent ainsi en activité. Les GDUP parviennent à présenter des candidatures à 77 mairies²⁰⁰. L'enjeu est alors la constitution de listes d'unité populaire, prolongeant au niveau local la dynamique de l'élection présidentielle. Le Manifeste de ces listes d'unité populaire, annonce que « les candidats défendront toujours et écouteront les organisations populaires de base et toutes les structures représentatives des travailleurs »²⁰¹, et informeront la population de leurs actions, dans la droite ligne d'un mouvement en lien constant avec les organes de démocratie directe.

Le district de Coimbra est lui-aussi un terrain d'action pour les différents GDUP locaux. Les GDUP du *município* de Condeixa éditent même un bulletin, *Folha GDUP*²⁰², afin de divulguer leurs activités. Malgré la déception du nombre de votes en faveur d'Otelo Saraiva de Carvalho (moins de 20 000 voix dans le district de Coimbra), les auteurs notent que « les plusieurs centaines de votes et de soutiens venus des divers partis qu'Otelo a reçus sont un bon point de départ pour un travail d'unité populaire qui maintenant commence à se développer »²⁰³. Le 19 septembre 1976, le GDUP de Eiras, en périphérie de la ville de Coimbra, organise une fête populaire avec concert, théâtre pour enfant et ventes de produits des coopératives agricoles de Barcouço (district d'Aveiro) et Tocha (*município* de Cantanhede). Enfin, en octobre, le GDUP de l'université de Coimbra publie un tract critiquant les orientations prises par le nouveau ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique, le socialiste Mário Sottomayor Cardia²⁰⁴.

Le 28 septembre, la première manifestation organisée par les GDUP dans le district ne

199Otelo Saraiva de Carvalho, « Mensagem aos GDUP », le 27 juin 1976, p. 2 et 3. « Um extraordinário movimento das massas populares despoletado com a campanha eleitoral, não pode nem deve, de forma alguma estagnar, seja qual for o resultado das eleições que hoje decorrem. [...] Os GDUP, devem constituir-se a partir da adesão dos democratas e antifascistas, quer tenham ou não filiação partidária, que se unam nos campos, nos bairros, nas fábricas, nas empresas, nas repartições públicas, nas escolas, nos escritórios, no mar, nas minas ».

200César Oliveira (org.), *História dos Municípios e do poder local dos finais da Idade Média à União Europeia*, Lisboa, Temas e Debates, 1995. 591 p.

201Manifesto das Listas de Unidade Popular, sans date, p. 1. « Os candidatos defenderão sempre e ouvirão as organizações populares de base e todas as estruturas representativas dos trabalhadores ».

202En français, *La Feuille GDUP*.

203Folha GDUP, Boletim Informativo da actividade dos GDUPs da região de Condeixa. « Plenário GDUPs em Condeixa ». Sans date. p. 2. « As várias centenas de votos e apoiantes vindos de diversos partidos que Otelo teve são um bom ponto de partida para o trabalho de unidade popular que agora se começa a desenvolver ».

204Secretariado do GDUP da Universidade, « Contra as medidas reaccionárias do MEIC. A luta continua! ». Coimbra, le 14 octobre 1976.

réunit que trois cents personnes à Coimbra. Cette manifestation a pour objectif de commémorer la réponse populaire alors que le général António de Spínola en appelait à la « majorité silencieuse », deux années auparavant. L'appel à la mobilisation se fait sous le mot-d'ordre « Que les riches payent la crise ! Spínola, fascistes en prison ! »²⁰⁵. Les manifestants se solidarisent aussi avec les travailleurs de l'entreprise Agfa-Gevaert alors en conflit avec leur direction. Dans leur convocation, les GDUP du district de Coimbra, « appellent tout le peuple exploité, les organisations populaires de base – commissions d'habitants, commission de travailleurs, syndicats, coopératives, conseils de village, etc. – à manifester dans la rue leur rejet des mesures anti-populaires du gouvernement du dr. Soares, contre l'avancée de la droite réactionnaire et la récupération capitaliste, pour la défense des conquêtes du 25 avril »²⁰⁶.

Au niveau national, les GDUP cherchent à structurer leurs actions. Le bulletin *A luta continua*²⁰⁷ est publié à partir du mois d'août 1976. Une première rencontre nationale des GDUP se tient à Lisbonne les 2 et 3 octobre 1976. Les GDUP de l'Académie de Coimbra, du Casal da Misarela, de Lousã et des hôpitaux de Coimbra sont présents au niveau du district. Le Congrès national des 19, 20 et 21 novembre 1976, vient entériner la constitution d'un Mouvement d'unité populaire (MUP). Dix groupes de dynamisation d'unité populaire de la région de Coimbra sont présents à ce congrès fondateur. On note aussi la présence de cadres du MES, de l'UDP et de la BASE-FUT. La perspective des élections locales du 12 décembre 1976 pousse à la constitution de listes afin de concourir aux élections des assemblées de *freguesia*.

Les GDUP parviennent à présenter des listes aux élections locales dans le district de Coimbra. Fait notable, les GDUP ne sont représentés que dans les *municípios* remportés par le Parti socialiste, à l'exception de Mira. Des listes d'unités populaires se portent candidates aux mairies de Coimbra et Figueira da Foz, ainsi qu'aux assemblées municipales de Condeixa-a-Nova, Figueira da Foz, Lousã, Soure et donc Mira. Au niveau national, les listes conduites par les GDUP obtiennent 2,5% des voix et parviennent à gagner 5 mandats municipaux²⁰⁸. Les élections au niveau des *freguesias* semblent plus difficiles à analyser étant donné l'absence de résultats condensés au niveau de chaque *município*. Selon les données auxquelles nous avons

205Comissão de Agitação e Propaganda para o 28 de Setembro dos GDUP's do Distrito de Coimbra, « Concentração 28 de Setembro: Os ricos que paguem a crise! Spínola, fascistas para a prisão! », le 25 septembre 1976, p. 1. « Os ricos que paguem a crise! Spínola, fascistas para a prisão! ».

206Ibidem, p. 1. « Apelam a todo o povo explorado, aos órgãos populares de base – Comissões de Moradores, Comissões de Trabalhadores, Sindicatos, Cooperativas, Conselhos de Aldeia, etc. – que manifestem na rua o seu repúdio pelas medidas anti-populares do Governo do dr. Soares, contra o avanço da direita reacconária e a recuperação capitalista, pela defesa das conquistas do 25 de Abril ».

207En français, *La lutte continue*.

208César Oliveira (org.), 1995, *op. cit.*.

eu accès, les « groupes de citoyens électeurs », représentant les candidats indépendants, ont obtenus 118 mandats au sein des assemblées de *freguesia* du district de Coimbra sur les 1434 en jeu (soit 8,2%)²⁰⁹. Or les listes indépendantes portées par les GDUP ne représentent qu'une partie de la totalité des listes de « groupes de citoyens électeurs ». De plus, l'ancrage local et le nombre très important de *freguesias* au sein du district de Coimbra rendent ardue la tâche d'analyser le scrutin à ce niveau. Néanmoins, si l'on analyse les résultats de certains territoires du *município* de Coimbra, nous pouvons avoir une vue d'ensemble sur le cadre idéologique présenté par ces listes unitaires.

Dans la *freguesia* de Santo António dos Olivais (Coimbra), l'une des plus étendues du district, la liste « Pour le progrès des Olivais » représente les GDUP du territoire. Cette liste est « constituée par des antifascistes et des démocrates indépendants, activement engagés dans la consolidation démocratique du pays, qui entendent qu'aujourd'hui plus que jamais, l'heure est à l'UNITÉ entre les hommes et les femmes qui veulent affronter les problèmes d'une manière décidée, pour que se concrétise ce que la Constitution consacre »²¹⁰. Les membres de cette liste unitaire parviennent à faire élire deux représentants sur les quinze sièges en compétition dans la *freguesia*. À Santa Cruz, dans le centre ville de Coimbra, la liste « Santa Cruz Unie » parvient à obtenir deux élus sur les onze que comporte l'assemblée de *freguesia*. Cette liste a notamment pour programme le soutien aux organisations populaires. À Eiras, la liste « Avancer pour le Progrès de la Freguesia », composée par un « groupe d'habitants antifascistes, de différentes tendances partidaires »²¹¹, obtient un siège sur les neuf possibles. Dans la *freguesia* de Sé Nova (centre de Coimbra), deux membres de la liste unitaire « La Volonté de Sé Nova » sont élus à l'Assemblée comportant onze sièges.

Enfin, ce sont dans les *freguesias* de S. João do Campo, avec le « Groupe Indépendant de S. João do Campo » et de Botão, avec la « Liste Unitaire de la *Freguesia* de Botão », que le poids des GDUP est le plus fort avec respectivement quatre sièges sur neuf et trois sièges sur neuf dans ces deux Assemblées de *freguesia*. Dans la *freguesia* rurale de Torres do Mondego en périphérie de Coimbra, la liste « Pouvoir du travail, Victoire certaine » obtient la deuxième place derrière le Parti socialiste avec trois sièges²¹².

209Graça Miragaia Archer, Jorge Miguéis, Susana Cristovão Costa, *Eleições autárquicas 1976/93 – Atlas Eleitoral*, Lisboa, STAPE – Secretariado Técnico dos Assuntos para o Processo Eleitoral. Ministério da Administração Interna, 1994, p. 167.

210Lista « Pelo Progresso dos Olivais », Assembleia da Freguesia, « Manifesto », sans date, p. 2. « Constituída por antifascistas e democratas independentes, activamente empenhados na consolidação democrática do país, que entendem que hoje mais do que nunca, a hora é de UNIDADE entre os homens e mulheres que querem enfrentar os problemas de forma decidida, para que se cumpra o que a Constituição consagra ».

211Lista de Unidade Popular – Eiras, Comunicado, sans date, p. 1. « Grupo de habitantes anti-fascistas, de diferentes tendencias partidárias ».

212Entretien avec Fausto Martins de Carvalho. Coimbra, le 18 septembre 2013.

3. Un enjeu pédagogique

En prenant fait et cause pour la participation politique des populations, les organes de pouvoir populaire s'ancrent dans un cadre pédagogique. Une expérience de pouvoir populaire, en permettant aux citoyens d'acquérir les instruments de réflexion, pour comprendre le monde et de mobilisation, afin de le transformer, met en place un riche processus d'apprentissage collectif. Les commissions d'habitants et de travailleurs constituent, dès lors, des espaces culturels permettant à leurs membres une prise de conscience sur l'organisation de la société et l'exploration de voies politiques nouvelles. Nous concevons ainsi l'éducation populaire comme la base de ce mouvement de réappropriation de la parole et de l'action politiques.

Dans un article paru dans les colonnes du journal *O Século* le 24 février 1976, Afonso Cautela établit un lien direct entre pouvoir populaire et éducation populaire. Dans ce texte, le journaliste défend la consubstantialité des révolutions politique et culturelle, devant interagir et se renforcer mutuellement. Pour Afonso Cautela, l'éducation permanente et les organes de pouvoir populaire sont les piliers d'une démocratie, permettant de dépasser les divisions partidaires. On peut ainsi lire dans cet article que « l'initiative, la capacité d'organisation et de décision, le savoir-être et dialoguer avec des camarades, le civique comportement démocratique dans une assemblée de quartier ou dans une réunion de travailleurs, [...] sont des conditions *sine qua non* pour que le pouvoir populaire avance »²¹³. Cette interdépendance entre ces deux mouvements est une des hypothèses que nous tenterons de démontrer au fil de cette recherche.

3.1. Des espaces alternatifs d'apprentissage

Les organes du pouvoir populaire en tant que porteurs d'un projet politique ont pour ambition d'embrasser la totalité des activités du monde social. La culture et l'éducation ne dérogent pas à la règle et représentent des secteurs importants d'activité de ces organes. À Coimbra, les organes du pouvoir populaire reçoivent notamment le soutien des sections artistiques de l'Association académique de Coimbra. Divers groupes comme le TEUC (Théâtre des étudiants de l'université de Coimbra), le CITAC (Cercle d'initiation théâtrale de l'académie de Coimbra) et le CELUC (Chœur des étudiants de lettres de l'université de Coimbra) participent aux activités des commissions. Dans un appel invitant les habitants du

213 Afonso Cautela, « Descolonização cultural – inovação pedagógica 2. Educação permanente e Poder Popular, condições para uma democracia em bom estado », *O Século*, le 24 février 1976. p. 7. « A iniciativa, a capacidade de organização e decisão, o saber estar e dialogar com camaradas, o cívico comportamento democrático numa assembleia de bairro ou num plenário de trabalhadores, [...] são condições *sine qua non* para que o poder popular avança ».

quartier de Celas à assister à un spectacle du CELUC, la commission d'habitants met en avant qu'il « est urgent d'opposer à l'art et la culture de la bourgeoisie, une véritable alternative révolutionnaire qui mobilise les larges masses populaires dans la lutte contre leur ennemi de classe, pour la construction d'une société sans exploitation »²¹⁴.

Outre le soutien financier au travers des fonds dégagés lors de ces spectacles, le théâtre et la musique jouent un double-rôle pour les commissions qui les organisent. Ces moments culturels sont, tout d'abord, un moyen de mobiliser et d'informer les travailleurs. Mais plus profondément, la culture est perçue comme un important levier d'apprentissage dans un pays où l'analphabétisme et une scolarité limitée affectent une frange importante de la population. Pour ces groupes d'étudiants, ces spectacles sont un moyen d'entrer en contact avec des populations périphériques afin qu'elles puissent profiter d'événements culturels. De plus et comme nous le verrons par la suite, des liens se tissent entre les commissions d'habitants et de travailleurs et les associations culturelles présentes sur le même territoire.

Les commissions d'habitants et de travailleurs prennent ainsi conscience des besoins aux niveaux éducatif et culturel et incluent ces secteurs dans leurs activités. Nombre de commissions de quartier possèdent ainsi une bibliothèque. Dans une étude parue en 1978, le Centre d'appui aux organisations de base (CAOB) réfère ainsi l'Association d'habitants de la Conchada à Coimbra comme un centre culturel possédant une bibliothèque et mettant en œuvre des cours d'alphabétisation²¹⁵. Ces commissions, localement insérées et soutenues par les populations, fonctionnent comme des espaces d'apprentissage et de réflexion commune, avec pour objectif la gestion collective du quartier.

Certains organes de pouvoir populaire ont par ailleurs donné naissance à des structures éducatives à travers la construction d'écoles ou l'installation de jardins d'enfance. Ana Levy Aires mène actuellement une recherche sur ces jardins d'enfance populaires dans la région de Lisbonne, mettant ainsi en lumière le lien entre éducation et mouvements sociaux. De tels mouvements ont aussi existé sur le territoire du district de Coimbra. C'est notamment le cas du Centre social et culturel 25 avril fondé dans le centre historique de Coimbra par la commission d'habitants locale, dont certains membres étaient militants du Parti communiste. À Montemor-o-Velho, la Commission pour le développement de Montemor, créée quelques semaines après le 25 avril 1974, prend la mesure de la nécessité d'ouvrir un jardin d'enfance pour la population. Après un travail de terrain pour connaître les besoins des populations, une

214Comissão de Moradores do Bairro de Celas, « Aos moradores do Bairro de Celas », sans date, 1 p. « É urgente contrapor à arte e cultura da burguesia, uma verdadeira alternativa revolucionária que mobilize as amplas massas populares na luta contra o seu inimigo de classe, pela construção de uma sociedade sem exploração ». Sans date.

215Centro de Apoio às Organizações de Base, *Associações de educação de adultos em Portugal*, 1978.

commission pour l'installation du jardin d'enfance est élue. Des travaux sont alors menés dans les installations d'une ancienne école et le jardin d'enfance ouvre finalement ses portes en 1977. La direction générale d'Éducation permanente, structure du ministère de l'Éducation et de la Culture, participe à cette initiative en fournissant du matériel didactique.

Pour Ana Levy Aires, ces espaces éducatifs font émerger la figure de « l'enfant du peuple ». Les jardins d'enfance populaires développent ainsi « une idée de l'enfant en tant que collectif héritier de la lutte de classes à qui l'éducation doit fournir les moyens d'émancipation sociale, politique, culturelle et économique »²¹⁶. Ces initiatives montrent en effet la volonté de la population de prendre en charge l'éducation des enfants d'un même quartier, devant la lenteur des instances publiques à résoudre ces problèmes. Cette citation fait aussi apparaître l'entremêlement de l'éducation et de la politique. La période ouverte par la révolution portugaise permet l'éclosion de mouvements sociaux profondément politiques et enracinés dans un renouveau pédagogique.

De plus, le projet culturel fait partie des revendications énoncées par les commissions locales auprès des pouvoirs publics. Au cours de l'enquête menée par la commission administrative de la mairie de Coimbra auprès des organes locaux, les manques en installations culturelles sont souvent mentionnés. Ainsi, selon les membres de la commission d'amélioration de Lordemão, dans une lettre datée du 27 septembre 1974, l'enjeu culturel est important :

« Le progrès d'un peuple se trouve dans l'irrigation culturelle qui par la force doit parvenir à créer les fruits et enraciner ses habitudes et sa connaissance. [...] L'absence d'un bâtiment de culture et de loisir dans ce lieu, oblige à la dispersion de la jeunesse et à la perte de capacités valides qui fassent de cette terre une terre meilleure »²¹⁷.

Cette citation montre ainsi la présence de revendications culturelles au sein du projet des commissions locales. Cet élément renforce un peu plus la relation établie entre les organes de pouvoir populaire et les enjeux éducatifs et culturels.

216Ana Levy Aires, « Infâncias populares em Lisboa. Movimentos sociais e movimentos pedagógicos », *Imprópria*, n°2, 2012, p. 58. « Uma ideia de criança enquanto coletivo herdeiro da luta de classes a quem a educação deve prover os meios de emancipação social, política, cultural e económica ».

217Comissão de Melhoramentos de Lordemão, le 27 septembre 1974. Carte adressée à la Commission administrative de la mairie de Coimbra. p. 6. « O progresso dum povo está na irrigação cultural que por força há-de vir a criar os seus frutos e a enraizar os seus hábitos e conhecimento. [...] A falta de um edifício de cultura e recreio neste lugar, obriga a dispersão da juventude e a perda de capacidades válidas que fariam desta terra uma terra melhor ».

3.2. Conscientisation et politisation

L'œuvre de Paulo Freire a connu une réception importante dans le Portugal révolutionnaire. Fondateur d'une méthode simple d'alphabétisation, ce pédagogue brésilien est à la fois théoricien et praticien d'une éducation populaire comme moyen d'émancipation pour les populations défavorisées. Fondée sur l'apprentissage en commun et la valorisation de la culture populaire, la pédagogie de Paulo Freire élimine le rôle de l'enseignant comme position hiérarchique, le remplaçant par l'éducateur ou l'animateur capable de s'insérer dans un milieu et d'amorcer un processus d'apprentissage à travers le dialogue. Le concept de conscientisation est central dans l'œuvre du pédagogue et permet de caractériser l'action éducative des organes de pouvoir populaire.

La conscientisation peut se définir comme un processus de compréhension du monde, de déchiffrement de la réalité afin de permettre sa meilleure compréhension. L'éducation, telle que perçue par Paulo Freire est donc en lien direct avec la politique : elle doit être un instrument pour la transformation du monde et l'émancipation des opprimés. Le travail de conscientisation a pour objectif de parvenir collectivement à une prise de conscience de la réalité d'un quartier, d'une ville, d'un pays. Pour Paulo Freire, cette réalité est faite d'antagonismes, de conflits, d'oppressions qu'il convient de décrypter. Cette pédagogie part du principe que tout homme a vocation à devenir sujet de sa propre histoire, à travers sa participation active dans la vie collective.

L'action des commissions au Portugal s'ancre dans ce processus de conscientisation en permettant aux habitants et aux travailleurs d'avoir une prise sur leur réalité environnante. La politisation est le complément de ce processus de prise de conscience : après la perception des causes de l'oppression, il convient de s'engager dans la transformation de la réalité et de tracer une voie collective vers l'émancipation. Ce processus est au centre d'une pédagogie alternative qui voit dans l'éducation un instrument pour la libération. Paulo Freire milite ainsi pour « une éducation qui permette à l'homme la discussion courageuse de sa problématique. De son insertion dans cette problématique. Qui l'avertisse des dangers de son temps, pour que conscient de ces-derniers, il gagne la force et le courage de lutter »²¹⁸. Nous l'avons vu, le mouvement des commissions qui a surgi pendant la période révolutionnaire a joué un rôle capital dans la revendication de meilleures conditions de vie.

Dans un document commun, les membres des commissions d'habitants de la Conchada,

²¹⁸ Paulo Freire, *Educação como prática de Liberdade*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1967, 6ème édition de 1976, p. 57. « Uma educação que possibilitasse ao homem a discussão corajosa de sua problemática. De sua inserção nesta problemática. Que o advertisse dos perigos de seu tempo, para que consciente deles, ganhasse a força e a coragem de lutar ».

de Fonte do Bispo et de la Relvinha vont également dans ce sens en estimant ainsi les besoins des travailleurs :

« Ils ont besoin d'espaces de vivre-ensemble, où tous puissent se rencontrer et discuter les luttes de chacun de nous dans nos lieux de travail, la vie des journaux, où puisse avoir lieu le théâtre, les films et la musique qui apportent à ceux du sommet la vie et le sens de tous les opprimés. Un espace où puisse avoir lieu la culture populaire faite des luttes et du travail des exploités, la véritable culture qui renversera la culture bourgeoise des docteurs qui remplit encore les salles de spectacles et les bibliothèques pourries. Et ainsi tous pourront prendre plus conscience d'eux-mêmes et de la force qu'ils sont ainsi organisés »²¹⁹.

Ce que décrivent ces acteurs insérés dans les organes de pouvoir populaire est précisément le processus de conscientisation et de politisation théorisé dans l'œuvre de Paulo Freire et mis en pratique au cours de ses expériences pédagogiques.

La participation à la vie collective conduit en elle-même à un processus d'apprentissage politique mais aussi de gestion et de travail en commun. Cette même participation a ainsi permis l'acquisition de compétences nouvelles. Nous concluons ce point avec cette citation de Rui Canário mettant en lumière le lien entre le pouvoir populaire et l'éducation :

« Ce puissant mouvement populaire a constitué un immense et dynamique processus collectif d'apprentissage pour des millions de travailleurs, à travers leur participation dans de multiples formes politiques de débat et de décision (assemblées, commissions), de lutte (grèves, manifestations, occupations, élaborations de cahiers revendicatifs), de gestion autonome d'entreprises et de domaines abandonnés ou pris aux patrons »²²⁰.

3.3. L'apprentissage de la démocratie

Le mouvement du pouvoir populaire vient en rupture avec l'image construite par l'ancien régime d'un peuple silencieux, enfermé dans le traditionalisme et une ruralité fantasmée. Le surgissement du peuple sur la scène politique constitue un des faits majeurs du processus

219Associações de Moradores Conchada-Fonte do Bispo-Relvinha, Coimbra, mai 1976, p. 24. « Precisam de centros de convívio, onde todos se possam encontrar e discutir as lutas de cada um de nos seus locais de trabalho, a vida nos jornais, onde possa ter lugar o teatro, os filmes e a música que tragam ao de cima a vida e o sentido de todos os oprimidos. Um local onde possa ter lugar a cultura popular feita das lutas e do trabalho dos explorados, a verdadeira cultura que derrubará a cultura burguesa dos doutores que enche ainda as salas de espectáculos e as bibliotecas apodrecidas. E assim todos poderão tomar mais consciência de si próprios e da força que são assim organizados ».

220Rui Canário, « A educação e o movimento popular do 25 de Abril », in *Educação popular & movimentos sociais*. Textos do Iº Seminário Luso-Brasileiro, Museu da Cidade de Almada, juin 2006. Educa, Unidade de I&D de Ciências da Educação, Faculdade de Psicologia e de Ciências da Educação, Universidade de Lisboa, 2007, p. 14. « Este poderoso movimento popular constituiu um imenso e dinâmico processo colectivo de aprendizagem para milhões de trabalhadores, através da sua participação em múltiplas formas políticas de debate e de decisão (assembleia, comissões), de luta (greves, manifestações, ocupações, elaboração de cadernos reivindicativos), de gestão autónoma de empresas e herdades abandonadas ou tomadas aos patrões ».

révolutionnaire portugais. Avec la chute du régime autoritaire et de son appareil répressif, la population devient un acteur politique à part entière et la constitution d'organisations de base en est une conséquence. En ce sens le pouvoir populaire est un élément de la proclamation par des populations marginalisées du droit d'agir politiquement. Symboliquement, cette prétention démocratique radicale passe par une réappropriation de la parole. Suivant Jacques Rancière, il est possible de dire que pendant la révolution portugaise « ceux qui étaient déclarés incapables prouvent qu'ils sont capables, ceux qui n'ont pas la parole prouvent qu'ils ont la parole, et reconfigurent la scène de la parole sur un mode égalitaire »²²¹. Cette irruption du peuple sur la scène politique transforme en actrices des populations qui étaient jusqu'alors exclues de la gestion des affaires communes. Le pouvoir populaire est ainsi à lier à cette réappropriation de la parole politique.

À la suite de mai 1968, Michel de Certeau a analysé en détail cette « prise de parole » survenue en France. Pour un peuple pris dans l'étau d'une répression féroce et d'un désintérêt total du régime pour l'éducation comme dans le cas portugais, la prise de parole, le débat et l'organisation autour de problématiques locales constituent des actes éminemment politiques. Les lignes écrites par Michel de Certeau en mai 1968 pourraient l'avoir été par un citoyen portugais en 1974 :

« Quelque chose nous est arrivé. Quelque chose s'est mis à bouger en nous. Émergeant d'on ne sait où, remplissant tout à coup les rues et les usines, circulant entre nous, devenant nôtres mais en cessant d'être le bruit étouffé de nos solitudes, des voix jamais entendues nous ont changés. Du moins avons-nous ce sentiment. Il s'est produit ceci d'inouï : nous nous sommes mis à parler. Il semblait que c'était la première fois. De partout, sortaient des trésors, endormis ou tacites, d'expériences jamais dites »²²².

Plus loin, l'historien continue : « On s'est mis à discuter enfin de choses essentielles, de la société, du bonheur, du savoir, de l'art, de la politique »²²³. La révolution portugaise voit, elle-aussi, naître un phénomène de cet ordre à travers le développement d'une politique *à la base*. Cet aspect dialogique de la politique est en lien direct avec les principes de l'éducation populaire et notamment la méthode de Paulo Freire. Les expériences de pouvoir populaire, constituent, dès lors, de véritables expériences éducatives ayant pour objectif la participation de tous dans la conduite des affaires publiques. Les témoignages d'acteurs du pouvoir populaire mettent bien en lumière cet aspect pédagogique. Parlant de la pratique politique de

221 Jacques Rancière, « L'actualité de "Maître ignorant" : entretien avec Jacques Rancière », *Le Télémaque*, Caen, Presses universitaires de Caen, n°27, mai 2005, p. 36.

222 Michel de Certeau, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 41.

223 *Idem*, p. 42.

la LUAR au niveau national, Camilo Mortágua s'exprime ainsi : « Le pouvoir ne nous intéressait pas. Ce que je défendais pour la LUAR, c'était que la LUAR soit l'école primaire de la démocratie. C'est-à-dire éduquer les personnes, les animer. Apprendre aux personnes à vivre en démocratie »²²⁴. L'action politique de cette organisation qui a pris fait et cause pour le pouvoir populaire et l'auto-organisation des travailleurs au Portugal se voulait ainsi essentiellement éducative.

Éducation et pouvoir populaires ont ainsi les mêmes objectifs de fournir des outils aux citoyens afin de permettre la réalisation d'un système démocratique intégral. De ce fait, ces deux mouvements rejettent les liens hiérarchiques. Les expériences de pouvoir populaire, en permettant la participation des populations, constituent des espaces d'apprentissage de la démocratie dans un pays qui a été soumis à la dictature pendant près d'un demi-siècle. La prise de parole pour faire entendre ses revendications, pour les débattre et afin de parvenir à une décision collective joue un important rôle pédagogique de préparation à la fondation d'un système démocratique dans lequel les citoyens auraient une place déterminante. L'essence même du pouvoir populaire est donc pédagogique à travers la participation active de ces populations jusqu'alors exclues.

Les mobilisations sociales au travers d'organes de pouvoir populaire interviennent dans le cadre d'une réappropriation d'une parole politique pour les populations. Cette participation à la vie politique locale et nationale comporte ainsi d'importantes dimensions éducatives et pédagogiques. Ainsi, comme le note Fernando Pereira Marques, alors militant de la LUAR :

« Les travailleurs et le peuple, en montrant leur créativité et leur capacité d'auto-organisation, sortent, ainsi, du rôle de spectateurs de l'Histoire dans lequel pendant des dizaines d'années le fascisme et les classes dominantes ont tenté de les confiner, à travers la répression et l'aliénation les plus brutales »²²⁵.

3.4. Pouvoir populaire et éducation populaire

Lors de la campagne présidentielle de 1976, Otelo Saraiva de Carvalho reçoit le soutien d'un groupe d'intellectuels et d'artistes engagés dans la transformation du pays. On compte notamment parmi eux, les chanteurs d'intervention José Afonso et José Mário Branco. Dans leur manifeste, ces soutiens vantent cette candidature supra-partidaire capable, selon eux,

224Entretien avec Camilo Tavares Mortágua. Lisbonne, le 5 mars 2012. 85 minutes. « O poder não nos interessava. O que eu defendia para a LUAR era que a LUAR fosse a escola primária da democracia. Ou seja educar as pessoas, era animar as pessoas. Educar as pessoas para viverem em democracia ».

225Fernando Pereira Marques, *op. cit.* p. 82. « Os trabalhadores e o povo, mostrando a sua criatividade e a sua capacidade de auto-organização, saíam, assim, do papel de espectadores da História ao qual durante dezenas de anos a fascismo e as classes dominantes os tentaram confinar, através da repressão e da alienação mais brutais ».

d'entraver la « récupération capitaliste » et les luttes entre les partis politiques²²⁶. Ce texte, signé par des artistes mais aussi des animateurs, met en lumière les liens entre les expériences de pouvoir populaire et les mouvements culturels et éducatifs. L'animation socioculturelle et l'éducation populaire sont en effet intrinsèquement liées au projet politique du pouvoir populaire.

L'enjeu de ce travail est bien d'analyser les mouvements d'éducation populaire qui se sont développés dans le Portugal révolutionnaire. L'analyse des événements locaux et nationaux du processus révolutionnaire a pour objectif de poser le cadre général qui a permis l'éclosion de ces expériences d'éducation populaire. Le pouvoir populaire, mouvement revendicatif de base, entretient ainsi des liens substantiels avec la perspective éducative. Notre hypothèse, exposée dans l'introduction, entend le pouvoir populaire comme une des caractéristiques fondamentales de la Révolution des œillets. La mobilisation sociale, qui naît à la suite de la chute du régime, est porteuse de nouveauté politique, et consacre le Portugal comme un « laboratoire politique », pour reprendre les termes de Christian Rudel²²⁷. La chute du régime a ainsi permis l'ouverture d'un espace favorable à la recherche d'alternatives politiques, économiques, sociales et culturelles dont le mouvement des commissions est la face la plus visible.

Mais à cette première hypothèse s'ajoute une seconde, à savoir que toute expérience de pouvoir populaire peut être définie comme s'ancrant dans le projet d'éducation populaire. Les organes populaires de base possèdent toujours un vecteur éducatif et culturel au sein de leur programme. Nous défendons l'idée selon laquelle la Révolution des œillets a fourni les bases d'un projet d'éducation populaire conçu comme processus éducatif non formel, de valorisation de tout type de culture humaine et visant à la compréhension du monde afin de le transformer. L'ambition de ce projet d'éducation populaire est bel et bien de permettre aux populations d'avoir les outils nécessaires à leur intervention politique. Dans ce contexte, l'animation culturelle joue un rôle important dans la conscientisation et fait ainsi partie intégrante du projet d'éducation populaire.

Ce projet d'éducation populaire serait ainsi l'essence de la nouveauté politique enfantée par la chute du régime de Marcello Caetano le 25 avril 1974. Le cas de la coopérative agricole de Torre Bela vient illustrer ce propos. Installée sur un domaine seigneurial du Ribatejo (au nord-est de Lisbonne), cette coopérative est initiée en avril 1975 avec l'occupation des terres par des salariés agricoles et des chômeurs de la région. À travers le documentaire de Thomas

226« Manifesto de intelectuais e artistas », le 22 juin 1976, 3 p.

227Christian Rudel, *op. cit.*, p. 305.

Harlan²²⁸, qui y est tourné, cette expérience est restée dans les esprits comme un des exemples caractéristiques du pouvoir populaire. Wilson Filipe, membre et initiateur de la coopérative met lui-aussi en avant cet aspect pédagogique : « Jour après jour à Torre Bela, on pouvait apprendre chaque fois un peu plus et effectivement, nous avons fini par découvrir quels étaient nos défauts, et nous tentions au milieu de tout cela, de nous améliorer chaque jour qui passait »²²⁹.

Comme le notent Alberto Melo et Ana Benavente dans leur rapport sur l'éducation populaire au Portugal : « Parler d'éducation populaire dans le cas de Torre Bela nous oblige à considérer d'abord l'expérience dans son ensemble, car la mise en œuvre de la coopérative constitue déjà en elle-même un apprentissage de valeur exceptionnelle, une très riche expérience d'éducation populaire »²³⁰. Or, si cette remarque est valable pour le cas de Torre Bela, elle l'est aussi pour toute expérience de pouvoir populaire. La reprise en main de son destin, la volonté de comprendre le réel afin de collectivement le transformer sont, en effet, à la base de la prétention pédagogique de l'éducation populaire.

La Révolution des œillets, en mettant un terme à près d'un demi-siècle de dictature, a favorisé la naissance d'organes populaires dont l'objectif était la transformation des conditions de vie des populations. Plus largement, ce mouvement du pouvoir populaire avait l'ambition d'explorer de nouvelles voies politiques et peut-être même de préfigurer un nouveau modèle d'organisation de la société. Il était important pour nous de tracer un signe d'égalité entre pouvoir populaire et éducation populaire. L'enjeu pédagogique est ainsi présent dans chaque ambition du projet de pouvoir populaire. Selon Elisabeth Caillet, « *toute utopie politique se double d'une utopie pédagogique*. Car à société nouvelle, il importe de forger un homme nouveau »²³¹. Les liens entretenus entre pouvoir populaire et éducation populaire semblent en être la confirmation.

228 Thomas Harlan, *Torre Bela*, 1975.

229 Entretien avec Wilson Faustino Filipe. Maçussa, le 13 mars 2011. 72 minutes.

230 Alberto Melo, Ana Benavente, *op. cit.* p. 19.

231 Elisabeth Caillet, « Les nouvelles figures de l'utopie pédagogique », *Éducation Permanente*, n°98, juin 1989. Souligné par l'auteure.

Chapitre III

L'éducation et la culture, priorités révolutionnaires

Une révolution politique qui vient mettre un terme à un régime dictatorial s'accompagne en général d'une profonde remise en cause dans les secteurs de l'éducation et de la culture. La culture, comme modalité du vivre-ensemble et activité permettant aux hommes d'avoir une prise sur le monde, se doit d'être refondée en fonction des principes encore mal définis du nouveau régime en cours de constitution. L'éducation est par ailleurs un levier fondamental pour la mise en place de nouvelles relations sociales. Dans le cas du Portugal révolutionnaire, l'ambition est alors de rompre avec l'obscurantisme du régime mis en place en 1933 par António de Oliveira Salazar et de permettre l'instauration d'une démocratie participative.

Toute période révolutionnaire est un moment de contestation des valeurs véhiculées par l'ancien régime. La culture constitue alors un domaine d'action privilégié pour l'émancipation des populations et l'institution d'un nouveau régime. La Révolution russe d'octobre 1917 a ainsi ouvert une période d'effervescence culturelle, qui s'entrelace avec les préoccupations politiques de l'époque. Ainsi, selon Marc Ferro, au côté de la ligne du « réalisme socialiste » du Parti communiste soviétique, il existait alors une ligne se proposant de « destituer les valeurs et les savoirs établis, leur substituer la culture que les classes populaires, en s'émancipant, reconstitueront à partir d'héritages qu'elles ont dû refouler »²³². Dans le Portugal révolutionnaire, la culture et l'éducation représentent les piliers de la construction d'une voie nouvelle vers le socialisme, objectif affiché par les mouvements populaires et la plupart des forces politiques.

1. Un enjeu pour la démocratie

La chute du régime corporatiste et autoritaire mis en place par António de Oliveira Salazar et prolongé par son successeur Marcello Caetano ouvre la voie à une remise en cause profonde du système éducatif au Portugal. La période révolutionnaire est ainsi féconde dans les domaines de l'éducation et de la culture. La population se mobilise pour pallier les manquements d'un régime qui a entretenu l'obscurantisme dans le pays. Le manque d'infrastructures scolaires, le contenu des programmes mais aussi les méthodes même d'enseignement sont remis en cause au nom d'une révolution qui se veut socialiste. Mais ce sont les importants taux d'analphabétisme qui mobilisent avant tout la puissance publique. La chute du régime ouvre des possibilités nouvelles aux mouvements sociaux qui se développent alors et qui trouvent dans les organes étatiques un allié de circonstance.

Émergent ainsi d'innombrables structures éducatives et culturelles, qui pensent leurs

²³²Marc Ferro, « Ouverture », in Marc Ferro, Sheila Fitzpatrick (dir.), *Culture et Révolution, L'Histoire et ses représentations*, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1989. p. 5.

actions comme partie prenante de la recherche d'un nouveau système politique. La revendication de la refondation d'une culture populaire, si elle vient rompre de manière claire avec le régime antérieur, prend néanmoins appui sur les expériences qui avaient vu le jour malgré l'autoritarisme du régime et auprès des populations portugaises émigrées. Le développement éducatif et culturel des populations les plus marginalisées a ainsi pour objectif de leur permettre de jouer un rôle de plus en plus actif dans la définition du cours que le processus révolutionnaire se doit de suivre.

1.1. Le fléau de l'analphabétisme

La chute du régime autoritaire et le développement d'un processus révolutionnaire de grande ampleur ouvre la voie à la remise en cause de l'idéologie salazariste. Le système corporatiste, mis en place par António de Oliveira Salazar à travers la Constitution de 1933, a fortement conditionné l'histoire du pays au cours XX^e siècle. L'éducation, tout comme le logement et l'économie sont des exemples de secteurs nécessitant une refonte profonde avec l'avènement d'un nouveau régime. L'éducation du peuple pendant l'État nouveau de Salazar reposait sur un fort contenu idéologique, à travers une propagande nationaliste et conservatrice, notamment coordonnée par António Ferro, grand admirateur du fascisme italien et premier directeur du Secrétariat de propagande nationale (SPN). L'éducation et la culture populaire sont alors perçues comme des vecteurs de transmission de l'idéologie du régime.

Au niveau éducatif, le pouvoir, soucieux de purger le pays du républicanisme, abaisse la scolarité minimum à quatre années et revient sur un certain nombre de conquêtes de la période libérale. La promotion du mode de vie rural, l'isolement international et l'injustice sociale contribuent à favoriser l'analphabétisme. Selon le recensement de 1970, le dernier réalisé avant la Révolution des œillets, plus d'un quart de la population (25,7%) ne savait ni lire ni écrire²³³. Si les statistiques de l'analphabétisme divergent selon les sources, force est de constater que ces taux restent dramatiques dans le contexte européen. Cet analphabétisme affecte plus fortement les régions rurales et isolées de l'intérieur du pays et les femmes en sont les premières victimes (31%)²³⁴.

L'État nouveau portugais, par idéologie, laisse de côté l'éducation de la population. Ce point fait sens lorsque l'on rappelle le manque de libertés publiques et la répression constante des oppositions par le régime. L'autoritarisme de l'État va de paire avec un manque criant de

233 Informations recueillies sur le site *Pordata*, « Taxa de analfabetismo segundo os Censos: total e por sexo ». <http://www.pordata.pt/Portugal/Taxa+de+analfabetismo+segundo+os+Censos+total+e+por+sexo-2517>.

234 *Idem*.

volonté politique de développer l'éducation dans le pays. Ce peu d'intérêt pour l'instruction de la population se traduit par les faibles moyens mis à disposition de l'éducation. Le poste du budget de l'État réservé à l'éducation stagnait, avant la Révolution, en-dessous de 1,5% du produit intérieur brut. Ce faible taux est à mettre en relation avec le poids insoutenable des guerres coloniales qui absorbaient alors près de la moitié du budget de l'État sous Marcello Caetano.

Évolutions de la dépense de l'État en éducation, exécution budgétaire (% du PIB)²³⁵

Année	Dépenses de l'État en éducation
1972	1,4
1973	1,3
1974	1,4

Au niveau local, les informations statistiques concernant les niveaux de scolarité présents sur le territoire de Coimbra dont nous disposons datent de l'année 1960. Le détail des niveaux de scolarité du territoire de Coimbra est un bon indicateur pour mesurer l'endémie de l'analphabétisme, ainsi que le manque d'instruction qui affecte alors la population du district. Près de deux tiers de la population du district (73,3%) n'avait ainsi pas complété la scolarité obligatoire en 1960, portée à huit années à partir de 1973. Ce chiffre atteint même 81,3% dans le *município* de Tábua et 79,8% dans celui de Penela. À l'opposé, seul 1,69% de la population possédait un diplôme de l'enseignement secondaire ou supérieur. Il est important de noter que la population résidente sur le territoire du district 1960 était beaucoup plus affectée par ce faible niveau d'instruction que la moyenne nationale. On note ainsi une différence de 6,7 points entre le pourcentage de non-diplômés dans le district de Coimbra et la moyenne nationale. Malgré la présence de la ville de Coimbra sur ce territoire, les populations sont fortement affectées par une faible scolarisation, notamment dans les zones rurales du district.

Ces faibles niveaux de scolarisation entraînent en toute logique des taux d'analphabétisme élevés sur le territoire de Coimbra. Pour l'année 1981, date du premier recensement de la population postérieur au 25 avril, 22,5 % de la population du district était alors considérée comme analphabète. Mais cette moyenne au niveau du district masque de grandes inégalités au sein du territoire. Le *município* de Pampilhosa da Serra présente ainsi un taux d'analphabétisme de 41,7 %, ceux de Goís et de Soure dépassent les 32 %. À l'opposé de ce classement, le *município* de Coimbra se démarque avec 14,2 % de population analphabète.

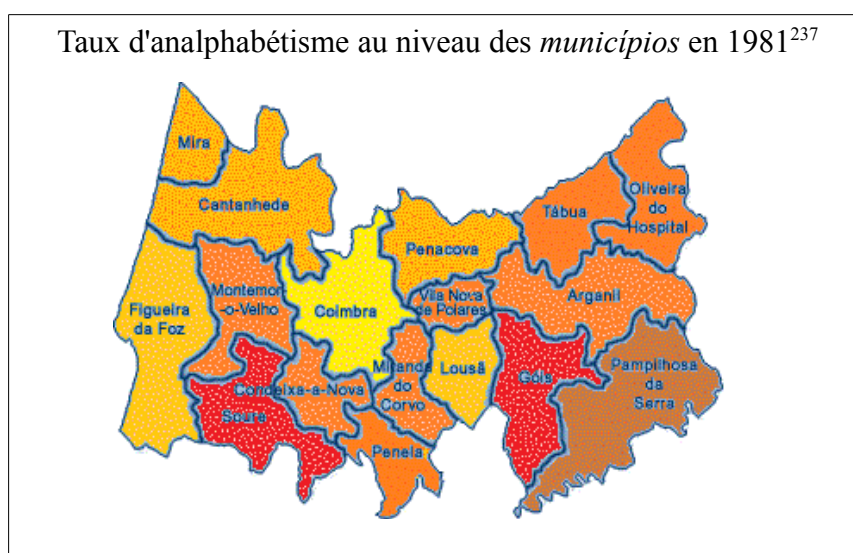
²³⁵Réalisé à partir du site *PorData*, « Despesas do Estado em educação: execução orçamental em % do PIB – Portugal ».

Niveau de scolarité en 1960 (en %)

Comparaison entre le district de Coimbra et la moyenne nationale ²³⁶

	Sans scolarité	Basique	Secondaire	Supérieur
District Coimbra	73,3	25,01	1,38	0,31
Portugal	66,6	29,7	3	0,6
Différentiel	6,7	-4,69	-1,62	-0,29

Il est possible de faire une lecture géographique de ces résultats. Les régions intérieures du district sont ainsi plus fortement touchées par l'analphabétisme. Les *municípios* comptant 30% ou plus de population analphabète sont ainsi Pampilhosa da Serra, Goís, Tábua, trois *municípios* de l'intérieur et Soure. Le *município* de Coimbra, ville universitaire et de services, se démarque du reste du district avec une instruction secondaire et supérieure beaucoup plus développée (respectivement 7,1 et 1,8%) et un taux d'analphabétisme plus faible. Enfin, Lousã et Figueira da Foz, territoires plus fortement industrialisés, possèdent des taux d'analphabétisme plus faibles que la moyenne du district. Les structures économiques présentes dans chaque *município* influencent ainsi fortement ces taux d'analphabétisme. Les populations les plus touchées par l'analphabétisme au niveau local sont ainsi les travailleurs agricoles (31,4%) et la population sans activité professionnelle (38,4%). Les régions intérieures du district, plus rurales et où l'emploi y est plus rare, sont ainsi les premières victimes de cet analphabétisme endémique.



²³⁶Réalisé à partir du site *PorData*, « População residente com 15 e mais anos por nível de escolaridade completo mais elevado segundo os Censos (%) nos Municípios ».

²³⁷Carte effectuée à partir des taux d'analphabétisme dans les différents *municípios* du district. En jaune : taux d'analphabétisme inférieur à 15% ; en orange : taux d'analphabétisme entre 16 et 25% ; en rouge : taux d'analphabétisme entre 26 et 35% ; en marron : taux d'analphabétisme supérieur à 35% .

Taux d'analphabétisme par catégorie professionnelles en 1981 (Coimbra)

Groupe socio-économique	Taux d'analphabétisme
Chefs d'entreprises (agriculture)	17,1
Travailleurs salariés dans l'agriculture	31,4
Membres de coopératives agricoles	13,1
Autres travailleurs agricoles	30,6
Chefs d'entreprises (hors agriculture)	1
Travailleurs non salariés	4
Membres de coopératives (hors agriculture)	4,5
Commerçants, administratifs	4,2
Responsables et contremaîtres	1,6
Ouvriers	6,4
Personnes cherchant leur premier emploi	0,9
Autres travailleurs	2,1
Inactifs	38,4

Il est capital d'accentuer le fait que cet analphabétisme affecte en premier lieu les femmes. Conséquence de la conception rétrograde de la famille diffusée par le régime salazariste, les femmes ont été les premières victimes du peu d'investissement dans l'éducation. Dans le district de Coimbra, le taux d'analphabétisme les affectant est de 30,1 % contre 13,6 % pour les hommes. Dans le *município* de Pampilhosa da Serra, plus de la moitié des femmes sont ainsi analphabètes. Cette analyse de l'analphabétisme montre un phénomène fortement genré, conséquence d'une division des tâches et d'une forte inégalité au sein des familles portugaises. Il est important de rappeler que sous le régime salazariste, la femme était constamment soumise à l'autorité de l'homme, le mari prenant le relais du père.

Taux d'analphabétisme par *município* et par sexe en 1981

	Hommes	Femmes	Population totale
Arganil	20,1	36,8	29,1
Cantanhede	13,5	32,7	23,9
Coimbra	7,7	19,7	14,2
Condeixa-a-Nova	18,2	39,2	29,7
Figueira da Foz	12,4	29,1	21,3
Goís	20,9	42,6	32,8
Lousã	13,2	28	21,1
Mira	11,6	31,5	22,5
Miranda do Corvo	18,2	32,2	25,5
Montemor-o-Velho	18,5	39,1	29,4
Oliveira do Hospital	19,1	33,7	26,9
Pampilhosa da Serra	27,3	53	41,7
Penacova	12,5	34,2	24,2
Penela	18,5	37	28,6
Soure	19,6	43,1	32,1
Tábua	21	37,6	30
Vila Nova de Poiares	17,2	35,6	27,1
Total	13,6	30,1	22,5

Enfin, pour être complet sur l'analyse de l'analphabétisme dans le district, il convient d'explicitier que cet analphabétisme touche principalement les populations qui avaient plus de 45 ans en 1981. Les habitants du district nés avant 1936 présentent ainsi des taux d'analphabétisme supérieurs à la moyenne de chaque *municípios* (à l'exception de Goís, Lousã et Penela). Ces taux d'analphabétisme augmentent rapidement avec l'âge atteignant dans la plupart des *municípios* plus de la moitié de la population résidente de 60 ans et plus (à l'exception de Coimbra et Figueira da Foz). L'analphabétisme à Coimbra, comme au niveau national, touche ainsi particulièrement les populations les plus âgées, conséquence directe des politiques éducatives du régime salazariste.

Taux d'analphabétisme par *município* et par classe d'âge en 1981 (Coimbra)

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	55-59	60	Total
Arganil	2	2,4	3,8	4,6	8,3	27,7	30	32,7	36,4	53,5	29,1
Cantanhede	1,7	1,9	1,7	3,1	5,8	19	25,5	33,5	36,8	56,9	23,9
Coimbra	0,9	0,8	1,1	1,4	2,6	11,3	16,7	21,5	24,2	39,8	14,2
C-a-Nova	2,2	4	5,3	7,3	10,5	23,5	32,9	36,8	42,6	57,1	29,7
F. da Foz	1,2	1,4	1,7	3,3	6,4	19,3	24,7	30,9	36,2	48,7	21,3
Goís	1,1	3,7	4,1	6	6,6	26,8	31,6	41,6	40,6	53,4	32,8
Lousã	1,4	0,7	1,1	2,9	4	13,8	18,3	23,9	29,1	50	21,1
Mira	0,4	1	2,3	2,6	5,9	20,1	25,4	30,9	37,9	55,4	22,5
M. Corvo	1,7	1,3	1,5	3,7	6,2	18,4	26	27,3	39,4	57,4	25,5
M-o-Velho	1,4	1,8	2,3	3	8,3	22,7	32,2	42,2	47,4	63,1	29,4
O. Hospital	2,2	1,9	3,3	5,5	10,8	25,5	27,5	34,5	40,4	54,9	26,9
P. da Serra	1,2	2,1	5,8	9,4	9,9	36,2	44,7	49,4	57,1	69,1	41,7
Penacova	1	1,5	2,6	3	7,5	20,3	29,6	32,1	38,9	53,6	24,2
Penela	1,8	1,9	2,8	3,6	5,7	20,8	27,3	32,5	36,3	53,4	28,6
Soure	1,5	1,2	2,6	4,1	9	26,1	34,8	43,8	47,1	63,2	32,1
Tábua	3,5	3,9	3,8	7,7	11,9	29,5	33,8	32,9	37,7	53,2	30
V. N. de P.	1,7	4,5	3,4	4,8	7,2	21,1	31,4	34	36,3	53,8	27,1

1.2. La résistance culturelle au salazarisme

Si la période révolutionnaire ouvre la possibilité d'une remise en cause de l'héritage salazariste en matières éducative et culturelle, avec notamment l'émergence de mouvements d'éducation populaire, il paraît néanmoins nécessaire de revenir sur la richesse culturelle de la résistance démocratique au régime autoritaire. Dans son ouvrage pionnier de 1876, José da Costa Goodolphim a montré la vigueur du mouvement associatif portugais au cours du XIX^e siècle²³⁸. Durant la période de l'État nouveau, la culture a constitué un espace et un vecteur de résistance au régime. Il existait alors une pluralité de courants opposés au régime, tels que les républicains, les catholiques progressistes ou encore les mouvements étudiants. Devant l'impossibilité d'organiser un mouvement de contestation frontalement politique, étant donné les structures répressives mises en place par le régime, l'activité culturelle a représenté une sphère plus ouverte de résistance²³⁹. Les mouvements éducatifs et culturels, d'une particulière

238 José Cipriano da Costa Goodolphim, *A associação. História e Desenvolvimento das Associações Portuguesas*, Lisboa, Seara Nova, 1974. 206 p.

239 Sur ce point, voir notamment l'ouvrage de Rui Bebiano, *O Poder da Imaginação. Juventude, Rebelião e Resistência nos Anos 60*, Coimbra, Angelus Novus Editora, 208 p.

richesse, qui voient le jour au cours de la période révolutionnaire, ne naissent pas dans un vide total et viennent prendre appui sur ces expériences antérieures. Ainsi selon Eduardo Prado Coelho, contrairement au fascisme italien, « le salazarisme a largement fait l'impasse sur la culture comme moyen de transformation sociale »²⁴⁰. Cette impasse semble avoir laissé la voie libre à une contestation du régime à *partir* de la culture.

Les associations culturelles progressistes ont ainsi joué un rôle central dans la résistance au régime salazariste. Ces associations influencées par les valeurs républicaines, catholiques ou communistes ont représenté des pôles de résistance, d'autant plus si l'on prend en compte le verrouillage de toutes les institutions par le régime, notamment les syndicats. Dans le *município* de Figueira da Foz, les associations créées à l'aube du XX^e siècle et d'inspiration républicaine et maçonnique sont fortement représentées. Ces associations prennent bien souvent la forme d'associations d'instruction et de groupes philharmoniques. L'Ateneu de Coimbra est un exemple de collectivités influencées par l'idéologie socialiste et communiste. Ces structures entretiennent d'importants liens avec le mouvement artistique du néo-réalisme, qui trouve notamment une expression à Coimbra au travers de la revue *Vértice*, fondée en 1942.

Enfin, une partie des secteurs catholiques adopte une action de résistance aux bases du régime sans toutefois entrer dans une posture de confrontation politique directe. À Coimbra, c'est notamment le cas de l'association du Graal, organisation internationale de femmes fondée au Portugal par Maria de Lourdes Pintasilgo. Cette organisation est une des premières à mettre en pratique la méthode d'alphabétisation du pédagogue brésilien Paulo Freire et ce, dès 1968 dans la région de Portalegre. Pour reprendre les termes de Daniel Melo, « les associations socioculturelles indépendantes ont représenté un pôle vital de résistance au projet totalitaire salazariste, du fait de leur démocratie interne et de la capacité à gérer des alternatives culturelles et sociales de caractère politique »²⁴¹. Il existait ainsi un important maillage associatif sous le régime salazariste.

Au cours de la décennie 1960, l'apparition de coopératives culturelles permet la création d'espaces contestant les bases du régime. On peut notamment citer la Coopérative Pragma, qui voit le jour à Lisbonne en 1964, et la Coopérative Confronto, active à Porto à partir de 1966. Les écrits d'António Sérgio sur le coopérativisme, ainsi que ceux de Bento de Jesus Caraça

240Eduardo Prado Coelho, « La politique culturelle portugaise depuis la révolution démocratique », *Pôle Sud*, n°10, mai 1999. p. 46.

241Daniel Melo, *A cultura popular no Estado Novo*, Coimbra, Angelus Novus Editora, 2010. p. 113. « As associações socioculturais independentes representaram um pólo vital de resistência ao projecto totalitário salazarista, devido a sua democraticidade interna e à capacidade de gerar alternativas culturais e sociais de alcance político ».

sur la culture ont fortement influencé ces lieux de résistance antifasciste. Moins soumises au contrôle de la police politique du régime que les associations, les coopératives offrent des possibilités de rencontres et de débats pour les contestataires du régime. La promotion d'activités culturelles s'appuyant sur la liberté de création ne pouvait qu'entrer en opposition avec un régime faisant la promotion d'un ruralisme immobile et d'un nationalisme exacerbé. Néanmoins, les activités coopératives et associatives permettaient d'agir de manière politique sans toutefois s'opposer frontalement au régime, permettant ainsi à ces expériences de survivre.

Le mouvement des travailleurs portugais émigrés (MTPE), particulièrement actif en France, contribue lui-aussi à la promotion d'une culture populaire dont les fondements s'opposent aux bases du régime mis en place par António Oliveira de Salazar. Composé d'exilés politiques, de réfractaires à la guerre coloniale et de migrants économiques, ce mouvement possède une marque politique clairement antifasciste. À Paris, le mouvement publie à partir de novembre 1970 le journal *O Salto*. Se faisant l'écho de l'effervescence des groupes de portugais organisés dans l'émigration, le mouvement organise aussi de nombreuses rencontres pendant lesquelles la culture est un élément fondamental. Un supplément du journal de 1973 énonce ainsi les préoccupations culturelles du collectif :

« Se préoccuper d'impulser et de développer la culture populaire au service des larges masses émigrées est une constante de l'activité du MTPE. L'enthousiasme croissant des masses pour une culture nouvelle, forgée en son sein et qui serve ses intérêts, a donné naissance, dans presque toutes les associations et les clubs, à des sections culturelles qui réalisent des manifestations théâtrales et des séances de cinéma, qui organisent des débats et mettent sur pied des bibliothèques, qui créent des groupes folkloriques et des groupements musicaux, qui publient des bulletins et stimulent la création littéraire »²⁴².

Enfin, il faut référer le dynamisme des groupes de théâtre portugais au sein de l'émigration et principalement en France. C'est à Paris que le dramaturge Hélder Costa amorce la création du Théâtre ouvrier, avec la publication des Carnets du Théâtre ouvrier, dont le premier numéro paraît en février 1973. Ces groupes de théâtre visent à mettre en scène l'histoire du mouvement ouvrier au Portugal, avec de claires prétentions politiques. Ainsi dans le premier de ces carnets, on peut notamment lire que « les expériences du mouvement ouvrier doivent être divulguées, même si elles n'ont pas été des victoires. Nous n'apprenons qu'ainsi, en étudiant les luttes du passé et en corrigeant les erreurs que d'autres camarades ont

242 *O Salto*, « Qu'est-ce que le mouvement des travailleurs portugais émigrés ? », Supplément, n°18, 1973, p. 9.

faites avant nous »²⁴³.

Dans un texte publié en 1986, Francisco Madeira Luís, animateur et figure intimement liée à la création des centres culturels régionaux au sein de la direction générale d'Action culturelle, est amené à réfléchir sur les transformations survenues avec la Révolution des œillets. Madeira Luís affirme alors « ne trouver aucune [expérience] qui soit qualitativement différente de celles que j'ai eues avant ou après ces années »²⁴⁴. Pour les militants culturels les plus actifs au temps de la résistance, il existe ainsi une continuité entre les activités d'alors et celles menées au cours de la période révolutionnaire. Néanmoins, la différence fondamentale tient à l'ampleur de ces activités, disposant alors d'un écho plus large et jouissant d'appuis. L'enjeu n'est plus alors de lutter contre un régime autoritaire mais de permettre l'institutionnalisation d'un socialisme démocratique. Francisco Madeira Luís conclut son article par ses mots : « Si nous avons été capables de tant de choses pendant le 25 avril, c'est parce que nous avons commencé avant. Et de la qualité de ce que nous faisons déjà a dépendu largement ce que nous avons fait alors »²⁴⁵.

1.3. L'éducation au centre de la révolution

La chute du régime corporatiste et autoritaire mis en place par António de Oliveira Salazar et prolongé par son successeur Marcello Caetano ouvre la voie à une remise en cause profonde du système éducatif au Portugal, et la période révolutionnaire est féconde dans les domaines de l'éducation et de la culture. La population se mobilise ainsi pour pallier les manquements d'un régime qui a entretenu l'obscurantisme dans le pays. Le manque d'infrastructures scolaires, le contenu des programmes mais aussi la méthode même d'enseignement sont remis en cause au nom d'une révolution qui se veut socialiste. Le slogan de la « révolution culturelle » s'impose même dans les discours de l'époque. Si le modèle chinois constitue véritablement une inspiration, la « révolution culturelle » portugaise se distingue néanmoins de l'action menée par les partisans de Mao Tsé-toung en Chine à partir de 1966. Tout comme le maoïsme européen, le thème de la révolution culturelle est adapté aux réalités portugaises²⁴⁶. Il s'agit avant tout de prendre le contre-pied de la culture dont faisait la

243 *Cadernos Teatro Operário*, n°1, février 1973. « As experiências do movimento operário têm de ser divulgadas, mesmo se não forem vitórias. Só assim aprendemos, estudando as lutas do passado e corrigindo os erros que outros camaradas fizeram antes de nós ».

244 Francisco Madeira Luís, « Abril de cada um... », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n°18/19/20 février 1986. « Não encontrar nenhuma que seja qualitativamente diferente das que tive antes ou depois desses anos ». p. 77.

245 *Idem*. p. 79. « Se de tantas coisas fomos capazes no 25 de Abril é porque já tínhamos começado antes. E da qualidade do que já fazíamos dependeu largamente a do que então fizemos ».

246 Sur la question du maoïsme au Portugal, voir l'ouvrage de Miguel Cardina, *Margem de Certa Maneira. O*

promotion le régime salazariste, et de mettre le pays sur la voie d'un socialisme d'un genre nouveau.

De nombreux militants font de l'éducation un vecteur fondamental dans le processus de constitution d'une nouvelle société. C'est notamment le cas de Helena Cidade Moura, pédagogue, pour qui « c'est à la nouvelle société de se définir en définissant son système éducatif »²⁴⁷. On peut ainsi lire dans le *Boletim Informativo das Forças Armadas*, organe du MFA, que « le mouvement pédagogique est intimement lié au mouvement politique [...]. Les principes scolaires nouveaux surgiront seulement dans une atmosphère de lutte pour la démocratie »²⁴⁸. Lors de la période révolutionnaire, le lien entre démocratie et éducation apparaît comme primordial. Le Portugal se trouve alors devant le défi de construire un nouveau régime politique et la présence de forts taux d'analphabétisme est une contradiction qu'il lui faut éliminer.

La reconstitution progressive d'un appareil d'État semble prendre acte de ces orientations. La nomination de l'historien Vitorino Magalhães Godinho à la tête du ministère de l'Éducation et de la Culture lors des II^{ème} et III^{ème} gouvernements provisoires va dans ce sens. Dans un discours prononcé le 13 novembre 1974, le ministre déclare que « démocratiser la culture c'est, en fait, permettre que tout un chacun participe à ce processus d'invention constante du futur »²⁴⁹. C'est notamment au cours de cette période que la direction générale d'Éducation permanente, important instrument de promotion de l'éducation populaire, est réorganisée avec la nomination à sa tête de Maria Justina Imperatori, en novembre 1974. À l'image des destitutions de cadres politiques locaux par le Mouvement démocratique en avril 1974, les secteurs de l'administration font eux-aussi l'objet d'une restructuration. Une commission ministérielle d'épuration et de reclassification du ministère de l'Éducation et de la Culture est ainsi créée en 1974 et une commission administrative est instituée au sein de la Junte centrale des Maisons du peuple en juin 1974.

Ce mouvement de remise en cause de l'enseignement touche en premier lieu l'institution scolaire. Les professeurs sont alors très actifs afin de la modifier en profondeur, notamment au sein de l'organisation Contre l'école capitaliste (CEC). Comme le déclare Eduarda Dionísio,

maoismo em Portugal. 1964-1974, Lisboa, Tinta-da-China, 2011. 398 p.

247 Helena Cidade Moura, « Tempo pedagógico », *Diário de Lisboa*, le 18 octobre 1974. « Cabe à nova sociedade definir-se, definindo o seu sistema educativo ».

248 *Boletim Informativo das Forças Armadas*, « A função da Escola na construção de democracia portuguesa », le 8 avril 1975. « O movimento pedagógico está intimamente ligado ao movimento político. [...] Os princípios escolares novos só surgirão numa atmosfera de luta pela democracia ».

249 *O Século*. « Lembra o ministro Magalhães Godinho. A educação permanente constitui o grande veículo da democratização », le 14 novembre 1974. « Democratizar a cultura é, de facto, permitir que cada qual participe neste processo de invenção constante do futuro ».

l'objectif était alors la « construction d'une "école au service des travailleurs" »²⁵⁰. En 1974, on assiste ainsi à la création de l'École pour la formation des professeurs d'éducation par l'art. Dans le même registre, le 14 décembre 1974, se tient à l'Ateneu de Coimbra, un colloque sur « l'éducation par l'art » avec notamment la présence d'Arquimedes da Silva Santos, poète et homme de théâtre. Au cours de la période révolutionnaire, des pédagogies alternatives sont discutées en vue de refonder les programmes et la pratique éducative au sein de l'école.

Au cours de l'été 1975 est lancée l'opération « École Ouverte » à Figueira da Foz avec pour objectif d'« ouvrir l'École au milieu extérieur, en cherchant à créer de nouvelles perspectives d'éducation, à travers l'occupation de temps libres »²⁵¹. Cette initiative réunit notamment le MFA, ainsi que les syndicats de professeurs. Enfin, la référence à la pédagogie de Célestin Freinet fréquente au cours de cette période. Une rencontre nationale de l'enseignement coopératif est ainsi organisée en mai 1976, à Lisbonne.

Les partis politiques investissent eux-aussi cette sphère de l'éducation populaire en lui donnant un contenu idéologique plus radical. On peut notamment citer l'exemple de l'université prolétarienne Ernesto et Luís, créée à Lisbonne en avril 1975 par le Parti révolutionnaire du prolétariat. Portant le nom de deux militants morts lors d'une attaque contre le régime en 1973, cette université « se destine à l'apprentissage théorico-pratique qui puisse servir d'instrument à la classe ouvrière dans le cours du processus révolutionnaire »²⁵² mais aussi à la création d'une théorie nouvelle à la lumière de la réalité portugaise. Réservés aux travailleurs et fondés sur l'enseignement mutuel, les cours ont pour objet l'économie, la sociologie, l'histoire du mouvement ouvrier, mais aussi les arts martiaux, la gestion ou encore un matière intitulée « la violence dans le processus révolutionnaire ».

1.4. Pour une culture "socialiste et populaire"

Le 19 juillet 1974, les travailleurs de la Fondation Calouste Gulbenkian de Lisbonne occupent les locaux de cette institution culturelle de renom. Grande fortune, Calouste Gulbenkian, avait décidé de la constitution d'une fondation après sa mort afin d'appuyer la création culturelle dans le pays. Au début de la décennie soixante-dix, une bibliothèque et un musée ont été fondés dans le cadre de cette fondation. En occupant les installations quelques

250Eduarda Dionísio, « 25 de Abril: Transformações nas escola e nos professores ». in Francisco Martins Rodrigues (dir.), *O Futuro era agora. O movimento popular do 25 de Abril*, Lisboa, Edições Dinossauro. p. 178. « Construção de uma "escola ao serviço dos trabalhadores" ».

251*O Figueirense*, N°4033, le 2 août 1975. p. 4. « Abrir a Escola ao meio exterior, procurando criar novas perspectivas de educação, através da ocupação de tempos livres ».

252« Universidade Proletária Ernesto e Luís », sans date, 1 p. « Destina-se à aprendizagem teórico-prática que possa servir de instrumento à classe operária no decurso do processo revolucionário ».

mois après le 25 avril 1974, les travailleurs de la Fondation Calouste Gulbenkian réclament l'épuration de la direction, mais aussi une nouvelle orientation idéologique. Ce conflit pour la restructuration d'une institution fondée sous le régime salazariste est symptomatique de l'importance que les acteurs du processus révolutionnaire portugais ont donné à la culture.

Dans un communiqué, les travailleurs de la Fondation Calouste Gulbenkian montrent leur volonté de participer activement à la réorganisation de l'institution. La fondation doit être, selon ces-derniers, « un des instruments de la révolution culturelle qui peut et doit accompagner la révolution politique en cours »²⁵³. Les salariés de la Fondation posent ainsi en termes clairs l'enjeu culturel et éducatif de la Révolution des œillets. Après la chute du régime, il s'agit, pour nombre de militants, de faire émerger une culture nouvelle, enracinée dans la culture populaire du pays. Selon un autre document approuvé par les travailleurs au cours de l'Assemblée générale du 6 février 1975, « la Fondation se doit d'être à l'avant-garde du combat qui se mène actuellement »²⁵⁴.

Ce mouvement d'élaboration d'une culture populaire nouvelle a des conséquences dans la conception même du rôle de l'artiste. Partout dans le pays on assiste à la constitution de groupes d'artistes engagés directement dans le processus révolutionnaire. Ces « chanteurs d'intervention », bien souvent opposants sous l'ancien régime, participent à cette redéfinition de la culture populaire. Il n'est d'ailleurs pas anodin que le signal du début des opérations militaires du 25 avril 1974 ait été *Grândola, Vila morena* de José Afonso. Dans cette chanson « Zeca » Afonso rend hommage à une cité « terre de fraternité » dans laquelle « c'est le peuple qui dirige ». Cette chanson constitue la bande sonore du processus révolutionnaire et un symbole ultime de la Révolution des œillets.

Parmi ces chanteurs qui prennent fait et cause pour la révolution, José Mário Branco et son Groupe d'action culturelle (GAC) sont certainement ceux qui ont le plus théorisé le rôle révolutionnaire de l'artiste, influencés en cela par le maoïsme. Pour le GAC, « les artistes populaires révolutionnaires doivent être au service du peuple travailleur, doivent lutter dans le front culturel pour les intérêts du peuple travailleur »²⁵⁵. Dès lors, ces artistes se donnent pour tâche le développement « de l'art populaire révolutionnaire »²⁵⁶. Dans une chanson au titre

253Comunicado dos Trabalhadores da Fundação Calouste Gulbenkian, « A Fundação Gulbenkian e o 25 de Abril », sans date, p. 4. « Um dos instrumentos da revolução cultural que pode e deve acompanhar a revolução política em curso ».

254Comissão Executiva, « Comunicado nº31. Por uma fundação ao serviço das classes trabalhadoras », le 4 février 1975. p. 5. Souligné par les auteurs. « A Fundação tem que estar na vanguarda do combate que se trava ».

255Grupo de acção cultural, *Cantos de luta*. Lisboa, Edição Grupo de Acção Cultural, 1974, p. 3. « Os artistas populares revolucionários devem estar ao serviço do povo trabalhador, devem lutar na frente cultural pelos interesses do povo trabalhador ».

256*Idem*. p. 4. « Da arte popular revolucionária ».

révéléateur *A cantiga é uma arma*²⁵⁷, le Groupe d'action culturelle définit clairement le fondement de son activité artistique révolutionnaire : « La chanson est seulement une arme quand elle accompagne la lutte »²⁵⁸.

Les forces politiques de gauche participent elles-aussi à cette promotion d'une culture nouvelle. La section du Parti communiste de Coimbra appuie ainsi la création de brigades culturelles dans les domaines du cinéma (Brigade Serguei Eisenstein), du théâtre (Brigade Bertolt Brecht) et de la musique d'intervention (Brigade Victor Jara). C'est dans ce dernier domaine que le projet se concrétise véritablement. Du nom du célèbre musicien chilien assassiné lors du coup d'État de 1973, cette brigade a conservé cette trace idéologique. La Brigade Victor Jara allait ainsi jouer dans les coopératives agricoles et lors d'événements en soutien aux mouvements sociaux. Membre du groupe, Manuel Rocha se rappelle : « Nous allions jouer où on nous appelait, où il y avait des besoins de nature politique ou de nature culturelle, pas toujours en lien avec la lutte partidaria. Très souvent à peine à la demande d'une association »²⁵⁹. La Brigade Victor Jara s'est, par la suite, orientée vers une redécouverte de la musique populaire, notamment à partir des enregistrements du français Michel Giacometti, grand artisan de la valorisation du répertoire traditionnel portugais.

2. Les mesures prises au cours de la période révolutionnaire

Avec la chute du régime autoritaire et le retour des libertés démocratiques, l'occasion d'une réforme de l'éducation voit le jour. L'alphabétisation apparaît alors comme une priorité mais ne constitue en aucun cas l'unique domaine d'action pour les militants d'une éducation populaire. Il s'agirait bien plus d'un premier pas vers la participation active des populations, dans une phase cherchant à conjuguer démocratie et justice sociale. La perspective de réalisation d'élection pour désigner une Assemblée constituante en 1975, puis une Assemblée législative en 1976 rend urgent la mise en place de programmes d'alphabétisation et de dynamisation des populations les plus marginalisées par l'ancien régime. L'importante mobilisation populaire à la suite de la chute du régime salazariste, revendique elle aussi la mise en place de mesures favorisant le développement culturel dans le pays.

Le coup d'État orchestré par le Mouvement des forces armées le 25 avril 1974 n'aboutit pas à la mise en place d'un pouvoir militaire fort. La chute du régime autoritaire et de son appareil répressif ouvre au contraire la voie à une pluralité d'acteurs, aux agendas politiques

257En français, *La chanson est une arme*.

258Ibid. « A cantiga é uma arma », p. 20. « A cantiga só é arma quando a luta acompanhar ».

259Entretien avec Manuel Rocha. Coimbra, le 29 novembre 2012, 69 minutes.

bien souvent divergents. Le Mouvement des Forces armées est ainsi divisé en divers courants, les partis politiques s'implantent de nouveau dans le pays, les organisations syndicales et de jeunesse mobilisent leurs militants et les organes de pouvoir populaire se développent localement. Cette pluralité d'acteurs a pour conséquence une grande diversité d'actions dans les domaines culturels et éducatifs. L'urgence de lutter contre l'obscurantisme de l'ancien régime connaît ainsi diverses expressions au cours de la période révolutionnaire.

2.1. Les campagnes de dynamisation culturelle du Mouvement des Forces armées

Le Mouvement des Forces armées, principal acteur de la chute du régime, prend lui aussi la mesure de l'importance de l'éducation et de la culture au sein du processus révolutionnaire. Le slogan de l'« Alliance Peuple-MFA » se généralise au cours du processus révolutionnaire et constitue la principale ligne programmatique du Mouvement des Forces armées. Le 25 avril 1974, les militaires qui ont fait chuter le régime autoritaire, présentent aux Portugais leur programme : décoloniser, démocratiser et développer. Il s'agit alors de transformer en profondeur la situation politique, sociale, économique et culturelle héritée du régime autoritaire. Les secteurs les plus radicaux du MFA ont aussi pour ambition de déconstruire les structures du régime antérieur et de parvenir à conquérir l'appui des populations jusqu'alors marginalisées. La mise en place d'actions de dynamisation locale constitue aussi un moyen de consolider la présence des militaires dans le cours de la révolution.

La disqualification des principaux soutiens du général António de Spínola après le 28 septembre 1974 laisse le champ libre à la réalisation d'une dynamisation culturelle de grande ampleur. C'est au cours du mois d'octobre 1974 qu'est officiellement présenté le programme de dynamisation culturelle et de clarification politique. Prenant la forme de campagnes, ce projet est conjointement porté par des structures militaires et civiles. La Commission de dynamisation centrale (CODICE), structure intégrant la 5^{ème} division des forces armées, est chargée de la coordination de ces campagnes. Cette structure bénéficie du concours de la direction générale de la Culture populaire et des Spectacles, structure ministérielle, alors dirigée par Vasco Pinto Leite. Pour Ramiro Correia, l'ambition de ces campagnes est de démonter les structures héritées du régime fasciste et de permettre la dynamisation des associations présentes localement. Selon le programme présenté en octobre 1974, il s'agit alors de « combler un vide culturel »²⁶⁰. L'objectif ultime de ces campagnes est de créer les

²⁶⁰Cité par Sónia Vespeira de Almeida, « "Vítimas do fascismo". Os camponeses e a dinamização cultural do Movimento das Forças Armadas (1974-1975) », *Análise Social*, vol. XLIII (4^o), 2008. p. 821. « Preencher o vácuo cultural ».

bases d'une dynamisation locale de grande ampleur. Selon le bulletin du MFA du 12 novembre 1974, l'enjeu est de :

« Coordonner et soutenir, immédiatement, toutes les associations culturelles du pays, de manière à rendre possible l'établissement d'un réseau culturel sur tout le territoire, réseau qui sera la base de la future vie culturelle du peuple portugais »²⁶¹.

La mise en place de ces campagnes de dynamisation culturelle permettait de plus d'intégrer les militaires au mouvement révolutionnaire, en leur faisant prendre conscience de la situation réelle du pays. Ces initiatives culturelles ont aussi reçu le concours d'intellectuels et d'artistes intéressés à un développement culturel du pays. Se focalisant principalement sur les régions rurales et intérieures du pays, jugées plus conservatrices et plus soumises aux discours de l'ancien régime, ces campagnes débutent dès la fin de l'année 1974 et prennent la forme d'initiatives itinérantes. Les militaires et les artistes mobilisés entrent ainsi en contact avec des populations jusqu'alors marginalisées et ont pour objectif la clarification du moment politique que vit alors le pays et de divulguer le cours que le MFA entend donner à la révolution.

D'abord destinées à la région nord, les campagnes s'étendent par la suite à la région centre du pays. En février 1975, le Bulletin du Mouvement des Forces armées décrivait ainsi : « Dans nos villages il paraît que le temps s'est arrêté. Le peuple vieillit nostalgique des enfants et petits-enfants qui peinent en France et en Allemagne. L'analphabétisme, la maladie, une alimentation déséquilibrée, les maisons qui pourrissent avec les années, voilà ce que nous montre la radiographie sociale d'une grande partie de notre peuple »²⁶². Le MFA, titulaire d'une légitimité révolutionnaire, se voit jouer un rôle de premier plan dans la fondation du nouveau régime. Le slogan de « l'Alliance Peuple-MFA » connaît ainsi une concrétisation et une matérialisation avec ces sessions de dynamisation culturelle.

La quasi-totalité des *municípios* du district de Coimbra fait l'objet de sessions organisées par les militaires. Les rapports des réunions de la Commission régionale de Coimbra montrent un grand intérêt porté aux problèmes rencontrés par les populations locales. Les doléances de ces populations sont nombreuses : manque d'égouts et non-accès à l'eau, routes en mauvais

261 *Movimento. Boletim informativo das Forças Armadas*, « Dinamização cultural », n°4, le 12 novembre 1974. p. 2. « Coordenar e apoiar, imediatamente, todas as associações culturais do País, de modo a ser possível estabelecer uma rede cultural em todo o território, rede esse que será a base de uma futura vida cultural do povo português ».

262 *Movimento das Forças Armadas, Boletim Informativo*, Comissão Coordenadora do Programa do MFA, « Dinamização e Revolução », n°11, le 25 février 1975, p. 3. « Nas nossas aldeias parece que o tempo parou. O povo envelhece nostálgico dos filhos e netos que labutam em França e na Alemanha. O analfabetismo, a doença, uma alimentação desequilibrada, as casas apodrecendo com os anos, eis o que nos mostra a radiografia social de grande parte do nosso povo ».

état, absence de poste médical, rôle néfaste des intermédiaires dans l'agriculture, manque d'infrastructures scolaires ou encore inexistence de moyens de transport. Les membres des forces armées font souvent état d'une faible politisation de ces populations rurales²⁶³. À travers ces campagnes, c'est le constat de la nature du régime mis en place par António de Oliveira Salazar qui est faite.

La radicalisation du processus révolutionnaire à la suite de l'échec du coup de force des militaires d'extrême-droite le 11 mars 1975 entraîne une reformulation des campagnes de dynamisation culturelle, dénomination à laquelle s'ajoute le terme d'action civique. Moins temporaires, ces campagnes permettent aux militaires de réaliser des actions pratiques en fonction des besoins des populations locales. Les militaires y expriment souvent la volonté d'appuyer les organes de pouvoir populaire et les associations en proie à un dynamisme nouveau. Ces campagnes représentent véritablement un processus à double sens au moyen duquel les militaires se déplaçant dans les régions rurales prennent conscience des réalités quotidiennes de ses populations isolées. Cette découverte des conditions de vie difficiles pousse nombre de militaires à une conscientisation et à une radicalisation de leur discours.

Les vicissitudes de la période révolutionnaire ne permettent pas d'assurer une continuité à ces actions. Dès le 26 novembre 1975, lendemain du soulèvement des parachutistes de Tancos, l'État-Major procède à l'extinction du CODICE. Si les équipes se maintiennent sur le terrain jusqu'au début de l'année 1976, ces expériences déclinent rapidement à partir du mois de novembre 1975. Ces campagnes ont néanmoins permis une approximation du Mouvement de Forces armées des populations rurales, les plus éloignées des processus de participation politique. Ces campagnes ont aussi eu pour conséquence de renforcer l'image révolutionnaire des forces armées et d'accroître leur connaissance de l'état réel du pays.

2.2 Les étudiants dans la révolution

Les milieux étudiants se mobilisent eux-aussi sous la forme de campagnes d'alphabétisation et d'éducation sanitaire, à destination des populations rurales. Au cours de cette période, nombre d'étudiants se mobilisent à l'extérieur des limites strictes de l'université. Dès l'été 1974, le mouvement Pro-UNEP organise ainsi des campagnes d'alphabétisation et d'éducation sanitaire. Ce mouvement proche de l'Union des étudiants communistes, réunit néanmoins plus largement et parvient à réaliser des cours d'alphabétisation dans 127 localités au niveau national²⁶⁴. Pour les étudiants de Coimbra participant à ces campagnes, une

263Centre de Documentation 25 Avril, Coimbra. Archives « Dinamização Cultural ».

264Maria Luísa Brandão Tiago de Oliveira, *O Serviço Cívico estudantil (1974-1977). Estudantes e Povo numa*

formation est organisée le 22 juillet 1974 dans les locaux de la faculté de lettres de l'université et une section d'alphabétisation et d'éducation sanitaire est créée au sein de l'Association académique de Coimbra. C'est Lindley Cintra, principal vulgarisateur de la méthode de Paulo Freire dans le pays, qui dirige ce cours. C'est en effet la méthode du pédagogue brésilien qui est abondamment utilisée au Portugal moyennant une adaptation de la méthode à la réalité portugaise, avec notamment quelques changements dans les mots-générateurs, base du processus d'alphabétisation.

Le processus d'alphabétisation repose ainsi sur 20 mots-générateurs établis au niveau national²⁶⁵, permettant l'apprentissage de la lecture et de l'expression, mais aussi le débat des conditions de vie des populations. Ainsi pour les membres du mouvement Pró-UNEP, « l'alphabétisation devrait être un acte de création capable d'entraîner d'autres actes créateurs », en faisant de l'homme un sujet de son apprentissage²⁶⁶. Ces campagnes d'alphabétisation et d'éducation sanitaire réalisées au cours de l'été 1974 permettent une approximation entre les milieux étudiants et les populations rurales du pays, créant ainsi de nouvelles solidarités. En novembre 1974, un séminaire international sur la démocratisation de l'enseignement au théâtre académique Gil Vicente de Coimbra est accompagné d'une exposition de photographies relatant ces campagnes de l'été 1974.

Les initiatives en faveur de l'alphabétisation des populations se prolongent l'année suivante sous la forme de brigades. Le premier numéro du *Jornal das Brigadas*, édité en juillet 1975 souligne le caractère politique de ces campagnes d'alphabétisation. Pour ses auteurs, « les brigades auront un rôle important dans l'éducation d'étudiants et de professeurs progressistes, qui devront profiter de l'expérience de travail et de lutte auprès des masses populaires, pour surtout apprendre avec elles, conformément à l'esprit révolutionnaire de servir le peuple »²⁶⁷. La participation à ces campagnes est ainsi perçue par les organisations d'étudiants comme un vecteur de formation pour leur militants. Cette idéologie irrigue la plupart des expériences de campagnes entreprises au cours de cette période.

Ces relations sont encore renforcées avec la mise en place d'un Service civique étudiant

conjuntura revolucionária, Lisboa, ISCTE, 2000, 603 p.

265 Maria João Mogarro et Joaquim Pintassilgo, « Educação, Cidadania e Alfabetização em Contexto revolucionário », p. 16. Il s'agit des mots suivants : Tijolo, Chuva, Trabalho, Salários, Vinho, Escola, Máquina, Saúde, Riqueza, Carro, Preço, Bicicleta, Fábrica, Operário, Governo, Guerra, Enxada, Emprego, Jornal, Comissão.

266 Comissão Pró-UNEP, *Educação como prática da liberdade. Resumo do método de Paulo Freire e sua aplicação prática para Portugal*, sans date, p. 1. « A alfabetização devia ser um acto de criação capaz de desencadear outros actos criadores ».

267 *Jornal das Brigadas*, n°1, juillet 1975. p. 1. « As brigadas terão um papel importante na educação de estudantes e professores, que deverão aproveitar a experiência de trabalho e luta junto das massas populares, para sobretudo com elas aprenderem, debaixo do espírito revolucionário de servir o povo ».

(SCE), durant les années scolaires de 1974/1975 et 1975/1976. Cette initiative joue un rôle important dans les domaines de l'éducation et de l'animation socioculturelle, avec notamment un travail ethnographique de recueil d'objets de la vie quotidienne dans les régions rurales du pays. Ce service civique est mis en place pour pallier l'incapacité des universités portugaises à répondre à l'afflux important de candidats à l'enseignement supérieur après la révolution. D'abord sur la base du volontariat puis à caractère obligatoire, le SCE a pour objectif le développement d'activités de courte durée (trois mois) à caractère pédagogique mais aussi de promotion des cultures locales à travers notamment le recueil des traditions orales. C'est à partir du SCE que Michel Giacometti a pu mettre en place une brigade chargée du recueil d'outils et d'instruments populaires, dans le cadre du Plan Travail et Culture, inspiré des mouvements d'éducation populaire français et donnant naissance à une importante collection.

Institué par le décret-loi n°270/75, du 30 mai 1975, le Service civique étudiant permet le développement de travaux d'animation, souvent en lien avec les nouveaux pouvoirs locaux. Dans son ouvrage référence sur le SCE, Luísa Tiago de Oliveira qualifie ces expériences de « voyages au peuple » entrepris par ces populations étudiantes²⁶⁸. Dans un contexte révolutionnaire, ces prises de contact avec les populations les plus soumises pendant le régime autoritaire répondent à un impératif politique d'unité entre les étudiants et ces populations. Luísa Tiago de Oliveira souligne ainsi « l'existence d'une famille d'expériences de voyage au peuple qui ont comme lien commun la valorisation de ce même peuple, des déshérités pour qui l'on souhaite une autre situation, une autre chance, un autre futur que, d'une certaine façon, les participants veulent, ou sont supposés vouloir, construire »²⁶⁹.

Enfin, au cours de l'été 1976, l'Union des étudiants communistes lance une nouvelle campagne d'alphabétisation, sous le nom de Mouvement Alfa, qui a pour objectif d'alphabétiser mais aussi de former des animateurs locaux au niveau national. Le bilan de cette campagne indique cinq cents alphabétisés et la formation de deux cents animateurs locaux. Reprenant la terminologie élaborée par Luísa Tiago de Oliveira, il s'agit bien d'une autre expérience de « voyage au peuple » pour nombre d'étudiants. Au-delà des objectifs de ces campagnes, elles ont représenté d'importants moments de formation pour ceux qui y ont participé. Pour Manuel Rocha, qui a participé au Mouvement Alfa dans le district de Castelo Branco, alors qu'il n'avait que quatorze ans, « cela a été une expérience qui, dans mon existence personnelle, a été la plus importante, peut-être, de ma vie. [...] Réellement nous

268 Maria Luísa Brandão Tiago de Oliveira, 2000, *op. cit.*. 603 p. L'auteure emploie en portugais l'expression « ida ao povo ».

269 *Idem.* p. 528. « A existência de uma família de experiências de ida ao povo que têm como laço comum a valorização deste mesmo povo, dos deserdados para os quais se deseja outra situação, outra sorte, outro futuro que, de algum modo, os participantes querem, ou são supostos querer, construir ».

apprenions beaucoup. Plus que nous enseignions, peut-être »²⁷⁰.

2.3. Le projet du Programme national d'alphabétisation

Les forts taux d'analphabétisme conduisent la puissance publique à envisager un Programme national d'alphabétisation (PNA) au cours de l'année 1975. En mars 1975, le IV^e gouvernement provisoire entre en fonction et José Emílio da Silva devient ministre de l'Éducation et de la Culture. Au cours du mois de mai 1975, une équipe composée de moniteurs d'alphabétisation de la direction générale d'Éducation permanente est nommée avec pour fonction la rédaction d'un vaste projet d'alphabétisation au niveau national. Selon Manuel Augusto Abrantes da Costa, ce groupe dispose de l'appui du Syndicat de professeurs, de la 5^{ème} Division des forces armées et de diverses instances gouvernementales²⁷¹. Ce projet est finalisé le mois suivant en juin 1975, au début de « l'été brûlant » de la révolution portugaise et paraît sous la forme d'un schéma prévisionnel pour le Programme national d'alphabétisation.

Ce *Esquema do Ante-Projecto do PNA* trace les grandes lignes de cette mesure visant à éliminer l'analphabétisme dans le pays dans un délai de trois à cinq ans. Reconnaissant les spécificités de l'analphabétisme portugais focalisé dans les territoires ruraux du pays, ce document définit le processus d'alphabétisation comme partie prenante de la révolution culturelle qui doit accompagner la construction d'un nouveau régime. Selon ses auteurs, « les analphabètes appartiennent à une culture ou une sous-culture qui n'a pas catégoriquement besoin de la lecture écrite pour l'acquisition d'idées, d'habitudes, de valeurs, de coutumes, de formes de travail, de vivre-ensemble, de loisirs, etc... »²⁷². Il conviendrait ainsi de permettre à ces populations de faire usage de la lecture et de l'écriture afin d'assurer leur plus grande participation dans le processus révolutionnaire alors en cours.

Ce projet vise par ailleurs à soutenir les organes de pouvoir populaire et notamment les activités que ces structures développent dans les domaines culturels et éducatifs. Le projet de programme d'alphabétisation fait ainsi abondamment référence à la nécessaire mobilisation

270Entretien avec Manuel Rocha. *op. cit.*. « Essa foi uma experiência, que na minha vivência pessoal foi a mais importante, se calhar, da minha vida. [...] Realmente nós aprendíamos muito. Mais do que ensinávamos se calhar ».

271Manuel Augusto Abrantes da Costa, *Educação de adultos em Portugal em tempos de revolução. Contributo para a sua história*, Dissertação para obtenção do grau de Mestre em Ciências da Educação, na Área de Especialização em Psicologia da Educação, Faculdade de Psicologia e de Ciências da Educação, Universidade de Coimbra, 1998.

272*Esquema do Ante-Projecto do PNA*, sans date. p. 3. « Os analfabetos pertencem a uma cultura ou subcultura que não precisa peremptoriamente da leitura escrita para a aquisição de ideias, hábitos, valores, costumes, formas de trabalho, de conveniência, de lazer ».

populaire. Pour les auteurs du texte, « sont créées au Portugal les conditions pour réaliser un programme inspiré par la conception éducative de Paulo Freire, en ayant en compte certaines expériences pratiques qui s'en réclament »²⁷³. Le lexique de Paulo Freire irrigue en effet le texte et la pédagogie de l'opprimé constitue une inspiration évidente pour ses auteurs. L'alphabétisation ferait ainsi partie intégrante du projet d'élaboration d'un régime socialiste d'un type nouveau, permettant à chaque citoyen de s'affirmer comme sujet de sa propre histoire, à travers sa participation active à la gestion des affaires communes.

Le plan détaille les mesures qui permettraient l'éradication de l'analphabétisme dans le pays. Sur trois années, est ainsi prévue l'alphabétisation de deux millions de personnes en recourant à près de 100 000 moniteurs d'alphabétisation²⁷⁴. Une structuration au niveau national et local serait ainsi mise en place afin de coordonner l'application de ce programme. De plus, le projet met en avant l'objectif de création de Centres d'alphabétisation et d'éducation populaire, chargés de la dynamisation locale. L'existence de cette volonté de mettre en œuvre un programme national d'alphabétisation à partir 1975 montre que l'éducation populaire constitue bien un domaine d'action prioritaire pour la puissance publique. Mais cette volonté politique ne connaît pas de prolongement et ne permet pas la réalisation de ce programme national.

L'instabilité croissante dans le pays conduit à l'abandon de ce programme national d'alphabétisation. Ce fait montre une fois de plus l'entrelacement entre le processus politique en cours durant la révolution et l'ambition de réformer en profondeur l'éducation populaire. L'enrayement du processus révolutionnaire conduit ainsi à l'abandon d'un plan mené par l'État en vue d'éliminer l'analphabétisme. La prise de fonction du VI^e gouvernement provisoire avec à sa tête José Pinheiro de Azevedo conduit à l'arrêt du projet du PNA. Ainsi pour Manuel Augusto Abrantes da Costa, « le plan national d'alphabétisation est resté un projet préliminaire et n'est pas parvenu à être approuvé, fondamentalement en raison des altérations politiques qui se vérifiaient alors »²⁷⁵.

Élaboré au cours de la période de radicalisation du processus révolutionnaire, le projet du programme national porte l'empreinte idéologique de cette phase. Concevant l'alphabétisation comme une facette de la révolution culturelle devant accompagner la révolution politique

273 Cité par Maria João Mogarro et Joaquim Pintassilgo, « Educação, Cidadania e Alfabetização em contexto revolucionário ». p. 5. « Estão criadas as condições em Portugal para realizar um programa inspirado na concepção educativa de Paulo Freire, tendo em conta algumas experiências práticas que se reclamam do mesmo ».

274 Manuel Augusto Abrantes da Costa, *op. cit.*.

275 *Idem.* p. 142. « O Plano Nacional de Alfabetização não passou de um ante-projecto e nunca chegou a ser aprovado, fundamentalmente devido a alterações políticas verificadas então ».

alors en cours, le PNA s'intègre mal dans la phase de normalisation qui marque le pays avec la prise de fonction du dernier gouvernement provisoire. Cette phase de ralentissement du processus révolutionnaire est encore accentuée avec la disqualification des secteurs les plus radicaux de l'armée à la suite du 25 novembre 1975. Le Portugal s'oriente, dès lors, vers une sortie du processus révolutionnaire et la consolidation d'un régime de démocratie représentative. Le Programme national d'alphabétisation fait ainsi les frais de ce changement politique et ne connaît aucune réalisation concrète.

2.4. L'éducation et la culture dans la Constitution de 1976

Les travaux de l'Assemblée constituante, élue en avril 1975, en pleine accélération du processus révolutionnaire, ont été rythmés par les épisodes de tensions et de mobilisations populaires. Le texte constitutionnel, qui entre en vigueur au début du mois d'avril 1976, est la traduction des soubresauts du processus révolutionnaire et de la volonté de ses principaux acteurs de chercher une voie politique conciliant socialisme et démocratie. Il en résulte un texte fortement connoté politiquement et idéologiquement. La volonté d'évoluer vers un régime socialiste, permettant une disparition des classes sociales est clairement affirmée. De plus, les principales conquêtes de la révolution sont protégées par le nouveau texte constitutionnel, comme les nationalisations, les entreprises gérées par les travailleurs, mais aussi les organes de pouvoir populaire qui ont vu le jour à partir de la chute du régime autoritaire.

Dans les domaines de la culture et de l'éducation, objets de notre étude, la Constitution offre, là encore, un cadre favorable aux mouvements qui se sont développés au travers des mobilisations populaires. La puissance publique, et notamment l'État, ont alors un rôle important à jouer dans le développement éducatif et culturel du pays. Ainsi, selon l'article 73°, « l'État promouvra la démocratisation de l'éducation et les conditions pour que l'éducation, réalisée au travers de l'école et des autres moyen formatifs, contribue au développement de la personnalité et au progrès de la société démocratique et socialiste »²⁷⁶. L'éducation et le développement d'une culture s'ancrent bel et bien dans le cadre de la recherche d'une organisation alternative de la société vers un régime conciliant justice sociale et participation des populations, en évitant l'écueil de la bureaucratization.

Le texte constitutionnel reconnaît ainsi le droit de chaque citoyen à recevoir une éducation et d'avoir accès à la culture. Les députés de l'Assemblée constituante ont, par

²⁷⁶Reinaldo Caldeira, Maria do Céu Silva, *op. cit.* Artigo 73°-2, p. 395. « O Estado promoverá a democratização da educação e as condições para que a educação realizada através da escola e de outros meios formativos, contribua para o desenvolvimento da personalidade e para o progresso da sociedade democrática e socialista ».

ailleurs, pris la mesure du fléau que constitue alors l'analphabétisme à l'échelle du pays en incluant l'article 74^o, qui rappelle que l'État a pour objectif de « garantir l'éducation permanente et d'éliminer l'analphabétisme »²⁷⁷. Les campagnes d'alphabétisation et de dynamisation culturelle mises en place par les organisations d'étudiants et les militaires du Mouvement des Forces armées avaient déjà tenté de diminuer les taux d'analphabétisme et mettre en place des éléments d'éducation permanente auprès des populations rurales. Avec la Constitution d'avril 1976, le nouvel État démocratique reconnaît sa responsabilité dans l'élimination de l'analphabétisme dans le pays.

Néanmoins, au cours des débats des positions plus radicales sont exprimées dans ces domaines de l'éducation et de la culture. Le député de l'Union démocratique populaire Américo Duarte lance à cette occasion un discours enflammé en faveur d'une éducation liée aux organes de pouvoir populaire, fréquent au sein de l'extrême-gauche portugaise :

« C'est aux masses populaires de dire où elles veulent les écoles. Ce sont les commissions d'habitants qui doivent décider et exiger les écoles où elles sont nécessaires. L'État doit les créer dans ces endroits. Que les vieilles villas des seigneurs de la terre, des caciques, soient transformées en écoles. Que l'on procède à l'occupation de collèges et de maisons qui ont pour cela un minimum de conditions. Créer des cours dans les usines et les entreprises. Créer des centres de culture dans tout le pays. Ces centres doivent se mettre en contact avec les commissions d'habitants et de travailleurs, et c'est ainsi qu'elles doivent avancer pour de nouvelles écoles dans les localités, les usines et les entreprises et pour de nouvelles formes de cours »²⁷⁸.

Au cours de la période révolutionnaire, il existe effectivement des lignes divergentes quant à la manière de définir les besoins éducatifs et culturels des populations. L'article 118^o de la Constitution qui rétablit un régime républicain au Portugal reconnaît ainsi que « les organisations populaires de base, formées dans les termes de la Constitution, ont le droit de participer, conformément aux formes prévues par la loi, à l'exercice du pouvoir local »²⁷⁹. Au-delà des actions entreprises au cours du processus révolutionnaire, sous la forme de campagnes d'alphabétisation ou de dynamisation culturelle, il existe une vision alternative de l'éducation des populations, plus en lien avec le projet du pouvoir populaire et la pratique des

277 *Idem*. Artigo 74^o - 3, p. 396. « Garantir a educação permanente e eliminar o analfabetismo ».

278 *Ibid*. Artigo 75^o, p. 601-602. « São as massas populares que têm de dizer onde querem as escolas. As comissões de moradores é que devem decidir e exigir as escolas onde elas são necessárias. O Estado tem de as criar nesses locais. Que os velhos casarões dos senhores das terras, dos caciques, sejam transformados em escolas. Que se proceda à ocupação de colégios e casas que para isso tenham um mínimo de condições. Criar aulas nas fábricas e empresas. Criar centros de cultura por tudo o País. Esses centros devem colocar-se em contacto com as comissões de moradores e trabalhadores, e é assim que devem avançar para novas escolas nas localidades, fábricas e empresas e para novas formas de aula ».

279 *Ibid*. Artigo 118^o, p. 412. « As organizações populares de base, formadas nos termos da Constituição, têm o direito de participar, segundo as formas previstas na lei, no exercício do poder local ».

organes populaires de base. L'incertitude et les vifs débats quant au futur du pays n'épargnent en aucun cas les secteurs de l'éducation et de la culture et les différentes positions constituent autant de postures politiques.

3. Le projet d'éducation populaire dans le Portugal révolutionnaire

La période révolutionnaire portugaise est synonyme de développement d'initiatives populaires dans tous les secteurs de la société. L'urgence à résoudre les problèmes quotidiens des populations, la liberté retrouvée et la division au sein de l'appareil d'État ont favorisé l'expansion des expériences de pouvoir populaire. Dans les secteurs de l'éducation, de la culture et de l'animation, certains services de l'État définissent une ligne de soutien aux groupes locaux alors constitués. Fortement influencés par la vigueur de la mobilisation populaire de la période révolutionnaire, ces services conçoivent que l'initiative doit venir de la base et que la puissance publique se doit de l'appuyer aux niveaux matériel, logistique et pédagogique. Ces secteurs de l'appareil d'État, en redéfinissant leur action, participent à la conception d'un projet d'éducation populaire de grande ampleur.

Ces mouvements d'éducation populaire représentent une alternative aux actions réalisées au niveau national par les militaires du Mouvement des Forces armées et les gouvernements provisoires successifs. Le projet d'éducation populaire, qui voit le jour au Portugal au cours de la période révolutionnaire, se fonde sur l'autonomie locale et la volonté de permettre la participation des populations aux processus d'apprentissage. Les militants de cette éducation populaire s'appuient sur le surgissement d'organes populaires de base, mais aussi sur la profonde refondation de l'associativisme, permise par la chute du régime autoritaire. Les associations d'éducation populaire apparaissent ainsi comme les structures centrales de cette recherche d'alternatives éducatives. Ce projet éducatif entretient des liens organiques avec celui, plus politique, du pouvoir populaire.

3.1. Une alternative éducative

La chute du pouvoir autoritaire en avril 1974 ouvre la voie à une profonde remise en cause des structures du régime salazariste. Dans les secteurs éducatifs et culturels, le processus révolutionnaire permet la réorganisation des services de l'État et la mise en place d'initiatives visant au développement culturel de territoires laissés à l'abandon par l'ancien régime. Les campagnes de dynamisation culturelle et d'action civique, menées par le Mouvement des Forces armées, ont donné une forte visibilité aux préoccupations

révolutionnaires en matière éducative. Les organisations étudiantes ont aussi été particulièrement actives dans la mise en place de cours d'alphabétisation et d'éducation sanitaire. Enfin, la volonté exprimée par le IV^e gouvernement provisoire d'instituer un Programme national d'alphabétisation visant à éliminer l'analphabétisme dans le pays met en lumière le caractère prioritaire d'un développement culturel et éducatif du pays afin de permettre la mise en place d'un nouveau régime démocratique.

Mais, en marge de ces activités plus visibles, se développent au cours de cette période révolutionnaire, des expériences mettant en avant une conception alternative de l'éducation. Prenant appui sur les mouvements de pouvoir populaire, alors naissant dans le pays, cette conception de l'éducation et de la culture établit l'importance de la mobilisation des populations dans les processus éducatifs et s'ancre dans les structures présentes localement. Ces conceptions divergentes de l'éducation, malgré des objectifs communs, entrent ainsi en conflit au cours de la période révolutionnaire. Les campagnes et grandes actions nationales se caractérisent par leur caractère temporaire et uniforme, alors que les mouvements d'éducation populaire visent à la participation des populations locales et à la mise en place de processus éducatifs à plus long terme.

Dans un article de référence sur le sujet, Stephen Stoer et Roger Dale théorisent les différences fondamentales existant entre ces deux postures face à l'éducation²⁸⁰. Les deux auteurs établissent ainsi une ligne de démarcation entre deux formes de mobilisation révolutionnaire : l'alphabétisation et le pouvoir populaire. Il s'agit bien évidemment d'idéaux-types, au sens de Max Weber, ces deux catégories, parfois poreuses, possèdent des points de contacts entre elles. Toujours est-il que ces catégories permettent de distinguer deux pratiques éducatives au cours de la période révolutionnaire, mais aussi de parvenir à une caractérisation plus fine de l'éducation populaire et notamment du rôle joué par les associations locales.

Pour les auteurs de cet article, l'alphabétisation caractérise les actions mises en place par les militaires et d'autres militants sous la forme de campagnes d'alphabétisation ou de dynamisation culturelle. Il s'agit des initiatives que nous avons décrites dans la partie précédente. Ces campagnes se caractérisent par une posture *top-down*, selon l'expression utilisée par les auteurs. Ces actions et leurs contenus éducatifs sont définis au niveau national et ensuite appliqués sur le territoire par des équipes locales. De plus, ces initiatives ont pour objectif cardinal de permettre la diffusion d'une culture et d'une éducation qui permettraient aux populations marginalisées de réintégrer le corps social. Il s'agit alors de démocratiser

²⁸⁰Stephen Stoer, Roger Dale, « Apropriações políticas de Paulo Freire: um exemplo de Revolução portuguesa », *Educação, Sociedade e Culturas, Revista da Associação de Sociologia e Antropologia da Educação*, Porto, Edições Afrontamento, 1999. pp. 67-81.

l'accès à la culture et d'expliquer à ces populations les tenants et les aboutissants du processus révolutionnaire. Selon Stoer et Dale, cette conception, inspirée des campagnes d'alphabétisation cubaines, était portée par les milieux communistes et une faction du MFA. Il s'agissait alors d'« assurer les conquêtes de la révolution et créer une base de pouvoir de l'État qui garantisse la transition vers une société socialiste »²⁸¹.

La ligne du pouvoir populaire développe une conception alternative, moins basée sur la diffusion d'une culture déterminée au niveau central, mais bien plus sur la promotion des ressources locales et l'autonomie des apprenants dans leur processus d'apprentissage. Fondée sur une action de type *bottom-up*, le pouvoir populaire fait la promotion d'un processus collectif d'apprentissage au sein duquel chacun a la capacité d'apprendre et d'enseigner. Il s'agit là d'un retour à l'esprit de l'œuvre de Paulo Freire. Pour Stephen Stoer et Roger Dale, « son cœur était local, le contrôle démocratique spontané et immédiat de toutes les institutions au travers de l'action directe et de la lutte locale »²⁸². Application des principes politiques du pouvoir populaire, cette posture éducative ne vise en aucun cas à une prise du pouvoir, mais se focalise bien plus dans la promotion d'une participation des populations à la base.

Caractéristiques de l'alphabétisation, selon Stephen Stoer et Roger Dale (1999)²⁸³

Objectifs	« La concrétisation de l'expansion de l'éducation et de la culture à tous les secteurs de la population » ; « Construire un sentiment de solidarité entre les secteurs ruraux et urbains ».
Moyens de concrétisation	« Campagne d'alphabétisation » ; « Campagne nationale de dynamisation culturelle ».
Formes de mobilisation	« Alphabétisation ».
Stratégies	« Inclure au sein du système des groupes exclus et changer la culture politique du pays ».

281 *Idem.* p. 73. « Assegurar os ganhos da revolução e criar uma base de poder do Estado que garantisse a transição para uma sociedade socialista ».

282 *Ibid.* p. 74. « O seu foco era local, o controle democrático espontâneo e imediato de todas as instituições através da acção directa e da luta local ».

283 Tableaux réalisés à partir de Stephen Stoer, Roger Dale, *op. cit.*, 1999. p. 73.

Caractéristiques du pouvoir populaire, selon Stephen Stoer et Roger Dale (1999)

Objectifs	« Créer et préserver une nouvelle logique pour l'éducation basée dans la communauté, défiant les divisions rural / urbain, manuel / intellectuel ».
Moyens de concrétisation	« Occupation d'écoles et d'universités, mouvement d'occupation de maisons abandonnées, début des mouvements de travailleurs dans les usines et les grandes exploitation en Alentejo ».
Formes de mobilisation	« Pouvoir populaire ».
Stratégies	« L'occupation locale et le contrôle des écoles, des usines, des logements et des terres par des éléments du mouvement social ».

Nous pouvons néanmoins aller plus loin dans la caractérisation de cette ligne du pouvoir populaire, que nous qualifierons d'éducation populaire. Les campagnes se caractérisent par la différence de nature existant entre les éléments venant assurer la dynamisation et les populations intégrant ces processus. Les militaires et les étudiants ont ainsi participé à des actions dans des milieux qui n'étaient pas les leurs. Cette extériorité a d'ailleurs été condensée par Luísa Tiago de Oliveira sous la notion de « voyage au peuple ». C'est bien cette différence de nature qui a permis l'échange et la prise de conscience, pour de nombreux militants, des conditions de vie du peuple portugais. Cette extériorité a pu néanmoins faciliter l'établissement de liens de hiérarchie entre « ceux qui possèdent le savoir » (étudiants et militaires) et « ceux qui en avaient été privé » (populations rurales).

Les mouvements de pouvoir populaire s'ancrent quant à eux, directement au sein de la communauté où ils s'insèrent. La création d'associations locales, l'occupation d'un bâtiment pour y installer une école ou la fondation d'une coopérative culturelle, si elles peuvent recevoir le soutien d'animateurs extérieurs, font directement appel à la mobilisation de la population et en sont le résultat direct. Cette inclusion au sein de la communauté a pour conséquence la mise en place d'une pédagogie plus informelle et basée sur l'apprentissage en commun. De plus, la participation démocratique dans ces organes de pouvoir populaire permet d'accroître un peu plus la richesse du processus d'apprentissage, directement en lien avec la construction d'outils pour la participation politique.

Le terme de « campagne » fournit une indication quant au projet éducatif et politique promu par les membres du Mouvement des Forces armées et les étudiants. Notion militaire, elle désigne une opération avec des objectifs précis, limitée dans le temps et l'espace. Dans le cadre de la révolution portugaise, l'enjeu était alors de « conquérir » le soutien de populations jugées plus conservatrices et soumises aux structures de l'ancien régime. Les campagnes

étaient ainsi limitées dans le temps et les brigades cheminaient de territoire en territoire. De même, l'action des étudiants se limitait principalement à la période des congés scolaires. Les mouvements d'éducation populaire, de par leur inclusion dans les milieux dynamisés, ne se définissaient pas quant à une durée ou un objectif précis. Ces expériences ont permis, de fait, la mise en place de processus d'animation locale à long terme.

Enfin pour conclure sur ce point, ces deux modes de mobilisation en termes d'éducation et de culture, sont entrés en conflit au cours du processus révolutionnaire, signe de leur divergence. Les équipes de la direction générale d'Éducation permanente, structure centrale dans le soutien des expériences d'éducation populaire, ont ainsi fortement critiqué le projet du Programme national d'alphabétisation, pointant son inflexibilité et son caractère bureaucratique. La revendication de Paulo Freire montre aussi des divergences entre ces deux lignes d'action. Les campagnes d'alphabétisation appliquent ainsi la méthode de Paulo Freire en compilant une liste de mots-générateurs au niveau national. Néanmoins, les mouvements d'éducation populaire revendiquent l'autonomie des groupes d'apprentissage et leur propre définition du contenu de l'apprentissage, notion centrale dans l'œuvre du pédagogue brésilien.

3.2. L'impulsion de la direction générale d'Éducation permanente

Créée en 1972 au cours de la relative ouverture amorcée par le régime de Marcello Caetano, la direction générale d'Éducation permanente (DGEP) avait pour objectif de favoriser une meilleure instruction des populations adultes dans le pays²⁸⁴. L'action de la DGEP doit être mise en parallèle avec la timide réforme de l'enseignement impulsée par le ministre de l'Éducation José Veiga Simão qui a occupé ce poste de 1970 à la Révolution des œillets. L'ambitieux projet de « démocratisation de l'enseignement » s'avère être plus théorique que pratique et s'ancre dans la volonté du régime de moderniser l'économie obsolète du pays. La direction de cet organe est assurée par Carlos da Silva Gonçalves jusqu'au 27 mai 1974.

Après une période de vacance de la direction, Maria Justina de Imperatori est nommée directrice générale le 13 novembre 1974. Cette ancienne membre de mission de l'UNESCO a alors la tâche de redéfinir l'action de la DGEP, conformément au changement de régime qui a eu lieu avec la chute de Marcello Caetano. Néanmoins, dans cette période de fortes tensions sociales et de croissance du mouvement du pouvoir populaire, cette redéfinition des objectifs de la DGEP est loin d'être pacifique. Le 18 avril 1975, les travailleurs réunis en assemblée

²⁸⁴Création par le Décret-Loi 408/71.

générale expriment dans un communiqué leur volonté de faire entendre leur voix dans la réforme de la direction générale²⁸⁵. Ils demandent par ailleurs au ministre de l'Éducation et de la Culture, José Emilio da Silva, le remplacement de Maria Justina de Imperatori, critiquant ainsi l'absence de concertation au sein de l'institution.

Face à cette atmosphère tendue, le ministre décide de suspendre les activités de la DGEP, le temps de conduire une enquête. À la fin du mois de mai 1975, la suspension est levée, tous les travailleurs sont réintégrés et Maria Justina de Imperatori présente sa démission²⁸⁶. C'est une victoire pour les travailleurs de l'institution mais la réforme de la structure et de ses modalités d'action reste à entreprendre. Cette entreprise de réforme profonde de l'institution est menée par Alberto Melo, nommé directeur général le 5 décembre 1975. Ancien fonctionnaire de l'Institut de technologie éducative et principal initiateur de l'université ouverte au Portugal, Alberto Melo a notamment travaillé sur les questions d'éducation permanente en Angleterre, pays où il avait émigré jusqu'au 25 avril. Dans un article paru dans le *Diário de Notícias* en juillet 1975, il pointait le risque d'un écart grandissant entre l'éducation formelle en pleine mutation et le monde de l'éducation informelle marquée par une forte dynamique sociale. En appelant à la liberté d'expérimentation que permet la phase révolutionnaire, il énonce ce qui sera son programme d'action à la tête de la DGEP :

« Nous pourrions concevoir une stratégie qui ouvre les vannes de l'initiative populaire, de lui donner tout le soutien – humain et financier – nécessaire pour que les masses, organisées autour d'objectifs de production et d'organisation sociale, puissent expérimenter les modalités d'enseignement qui correspondent les mieux à leurs aspirations et à leurs besoins »²⁸⁷.

La position adoptée par Alberto Melo est en concordance avec le mouvement du pouvoir populaire qui se développe alors dans le pays. L'objectif de son action à la tête de la direction générale d'Éducation permanente est alors de partir des besoins énoncés par les organes populaires locaux pour ensuite y répondre au moyen de l'appui financier, logistique et pédagogique de la puissance publique. Il est possible de parler d'une conception alternative de l'institution, désormais *au service* des aspirations du mouvement populaire. Cette conception nouvelle se traduit directement en termes de fonds, la DGEP disposant de 179 000 *contos* pour l'année 1976 dont 80 000 destinés aux « subventions directes à des initiatives d'éducation

285 *Jornal Novo*, « Os trabalhadores da Educação Permanente acusam a Direcção-Geral », 19 avril 1975.

286 *O Século*, « Conclusões do inquérito. Levantada a suspensão das actividades da Direcção-Geral da Educação Permanente », 30 mai 1975.

287 Alberto Melo, « Reforma ou Revolução. Vão passar a coexistir duas concepções diferentes do ensino? », *Diário de Notícias*, 11 juillet 1975. « Poderemos conceber uma estratégia de abrir as comportas a iniciativa popular, de lhe dar todo o apoio – humano e financeiro – necessário para que as massas, organizadas em torno de objectivos de produção e de organização social, possam experimentar as modalidades de ensino que melhor correspondam as suas aspirações e interesses ».

populaire ». Par ailleurs, une campagne de recrutement d'animateurs est amorcée. Alberto Melo énonce de nouveau son ambition au début de l'année 1976 : « Nous voulons arriver au point à partir duquel la direction générale soit un service d'assistance technique aux groupes d'implantation locale »²⁸⁸.

L'objectif est alors de constituer un enseignement populaire « à partir des besoins vécus de la population »²⁸⁹. Un statut d'association d'éducation populaire est créé afin de permettre une reconnaissance juridique des différents groupes locaux²⁹⁰. Par ailleurs, la direction générale met en place, au cours de l'année 1976, une campagne de recrutement de boursiers dans le but de dynamiser les associations d'éducation populaire. Ces boursiers étaient au nombre de 90 à la date du 1^{er} juillet 1976. Comme le rappelle Alberto Melo dans un article paru en 1977, « plutôt que "faire", "aider à faire" était la priorité »²⁹¹.

L'année 1976 était alors conçue comme une année de recherche et d'expérimentation avant la mise en place d'un plan d'intervention en 1977. La DGEP lance donc au cours de l'année 1976 une grande enquête nationale dans le but de recenser les associations et collectivités de culture et d'éducation présentes dans chaque région. Dans la région Centre (région de Coimbra), l'équipe en charge de ce recensement était composée de membres du Graal, organisation catholique de femmes, notamment Céleste Isabel et Teresa Patrício. Chaque équipe locale a ainsi établi un rapport avec les différents besoins que chaque institution a manifestés. La finalité de cette enquête était la livraison de matériels cédés par le gouvernement suédois dans le cadre d'un accord de coopération dans le domaine de l'éducation des adultes. La façon de procéder suit une ligne partant des besoins exprimés par la base auxquels vient répondre une aide venant du sommet de l'État. L'objectif est ainsi de connaître au mieux la réalité avant de procéder à sa transformation.

3.3. Les autres structures de l'appareil d'État

Les lignes d'action énoncées par les équipes de la direction générale d'Éducation permanente se retrouvent au sein d'autres services de l'État. Il s'agit le plus souvent de structures de l'appareil d'État qui disposent d'une relative autonomie, leur permettant

288Alberto Melo, « Descolonização cultural – inovação pedagógica 1 », *O Século*, 23 février 1976. « Queremos chegar a um ponto em que a direcção-geral seja um serviço de assistência técnica aos grupos de implantação local ».

289Alberto Melo, « L'éducation des adultes sera l'œuvre des adultes eux-mêmes. L'expérience de la direction générale d'Éducation permanente au Portugal entre octobre 1975 et juillet 1976 », *Éducation permanente*, n°38, mars-avril 1977, Paris, La Documentation Française. p. 72.

290Décret-Loi 384/76, 20/05/1976.

291Alberto Melo, *Éducation permanente, op. cit.*, p. 84.

d'impulser des activités dans les domaines de la culture et de l'éducation populaires et d'assurer une certaine continuité malgré les changements d'exécutifs. C'est notamment le cas de la Commission interministérielle pour l'animation socioculturelle (CIASC), qui fait la promotion des initiatives populaires dans les domaines de la culture et de l'éducation. Impulsée par Maria de Lourdes Pintasilgo, alors secrétaire d'État à la Sécurité sociale, la CIASC est créée par une résolution du conseil des ministres du 27 septembre 1974, qui reconnaît notamment l'animation socioculturelle comme « un des instruments fondamentaux de toutes les politiques qui, par la voie démocratique, se proposent d'assumer le dynamisme des couches populaires dans le processus de construction d'une société nouvelle »²⁹². Réunissant des représentants des ministères de l'Administration interne, de l'Économie, de l'Équipement social et de l'Environnement, de l'Éducation et de la Culture, des Affaires sociales et de la Communication sociale, cette commission vise à la coordination des différents secteurs de ces ministères en vue de l'élaboration d'un plan national d'animation socioculturelle.

Mais, point central, la CIASC a aussi pour objectif de réaliser un « inventaire des organes et groupements existants au niveau local et régional susceptibles de devenir des moteurs de la dynamisation socioculturelle au niveau de la base »²⁹³, comme de former des équipes mobiles et de soutenir des expériences pilotes. C'est en ce sens que l'action de cette commission se rapproche de la ligne suivie par la direction générale d'Éducation permanente. Présidée par Teresa Santa Clara Gomes, proche de Maria de Lourdes Pintasilgo, la CIASC met en place une organisation régionale au cours du premier semestre de 1975, avec pour ambition de décentraliser son action. L'objectif principal du CIASC est alors la création de structures locales capables de dynamiser la fonction publique afin qu'elle se mette au service des besoins des populations.

Pour Aida Ferreira, membre de cette commission, « ce qui se prétendait était que la fonction publique soit un service pour les personnes qui se dirigeaient à cette fonction pour n'importe quel sujet. Parce qu'il y avait un système autoritaire [...], les relations devaient changer »²⁹⁴. La perspective de cette structure est alors bel et bien de renverser la façon de répondre aux besoins locaux : plutôt que de décider au travers de plans d'action généraux, le service public doit savoir répondre aux initiatives des groupes locaux et agir selon leurs

292Resolução do Conselho de Ministros, *Diário do Governo*, le 7 octobre 1974, I Série, n°233, p. 1179. « Um dos instrumentos fundamentais de todas as políticas que, por via democrática, se propõem assumir o dinamismo das camadas populares no processo de construção de uma sociedade nova ».

293*Idem*. « Inventariação dos órgãos e agrupamentos existentes a nível local e regional susceptíveis de se tornarem motores da dinamização sócio-cultural ao nível da base ».

294Entretien avec Aida Ferreira. Lisbonne, le 9 septembre 2013, 80 minutes.

besoins. Le souffle du pouvoir populaire se fait fortement sentir dans cette conception de l'action publique. Mais, devant les difficultés à coordonner les activités de ministères aux positions différentes et parfois contradictoires, la Commission interministérielle pour l'animation socioculturelle s'oriente au cours de l'année 1975 vers une action de soutien au développement d'initiatives locales avec notamment la réalisation de formations d'animateurs et de création de matériel pédagogique.

Dès le 30 avril 1974, est créé à destination de la jeunesse le Fonds d'appui aux organismes de jeunesse (FAOJ). Dépendant du ministère de l'Éducation, ce nouvel organisme a pour objectif de « stimuler l'esprit associatif et promouvoir la formation démocratique et culturelle de la jeunesse »²⁹⁵. Pour ce faire, le FAOJ a pour fonction le soutien « aux activités juvéniles pour l'occupation des temps libres, intégrés dans une formation démocratique permanente et un perfectionnement culturel, ayant pour but la participation éclairée des jeunes à la vie collective et en promouvant le travail de groupe dans une perspective d'intégration sociale »²⁹⁶. Sous la direction de Pedro Figueiredo, le Fonds d'appui aux organismes de jeunesse, s'oriente vers une promotion de l'animation socioculturelle au moyen de formation d'animateurs locaux. Dans un document de décembre 1975, visant à la création d'une Division de formation technique et d'animation, le FAOJ présente une conception ambitieuse de l'animation :

« *Au travers d'actions concrètes, l'Animation fait prendre conscience de la distance existante entre la réalité quotidienne et ce qu'elle pourrait être. Elle introduit une notion de contestation positive et active de "l'état des choses". Être dans l'animation signifie aussi, être impliqué dans les réalités économiques, politiques et sociales de notre société. Être impliqué dans une attitude interventionniste signifie être engagé dans la construction graduelle d'une nouvelle mentalité – ce qui signifie l'hypothèse d'une Révolution Culturelle* »²⁹⁷.

Pedro Figueiredo, ancien membre de l'Association académique de Coimbra, développe alors une ligne politique de soutien à la constitution d'associations de jeunes (jusqu'à 21 ans). Le FAOJ dispose alors d'animateurs qu'il rémunère. Cette structure organise plus d'une

295 Décret-loi n°191/74 du 30 Avril 1974. « Estimular o espírito associativo e fomentar a formação democrática e cultural da juventude ».

296 *Idem*. Art. 2°. « Das actividades juvenis para o preenchimento dos tempos livres, integrados numa permanente formação democrática e aperfeiçoamento cultural, visando a participação esclarecida dos jovens na vida colectiva e fomentando o trabalho de grupo numa perspectiva de integração social ».

297 FAOJ, « Documento I ». Décembre 1975, p. 3. Souligné par les auteurs. « *Através de acções concretas, a Animação faz tomar consciencia da distância existente entre a realidade quotidiana e a que poderia ser. Introduz uma noção de contestação positiva e actuante do "estado de coisas". estar na Animação significa também, estar implicado nas realidades económicas, políticas e sociais da nossa sociedade. estar implicado numa atitude interventora, significa estar empenhado na construção gradual duma nova mentalidade – significa a hipótese duma Revolução Cultural* ».

centaine d'actions de formation au cours de l'année 1976. Le budget de l'organisme, de près de cent mille *contos*, permet l'octroi de subventions afin de soutenir des initiatives locales. De plus, le Fonds d'appui aux organismes de jeunesse assure la gestion des Maisons de la culture²⁹⁸, institutions mises en place par l'ancien régime et possédant un important maillage local. Dans une interview au journal *A Luta*, le directeur du FAOJ résume la politique qui oriente l'activité du Fonds : « Notre préoccupation est de stimuler les personnes dans le but qu'elles s'organisent et demandent des soutiens »²⁹⁹.

Cette perspective influence notamment la redéfinition des activités sportives et physiques dans le pays. Principale structure agissant dans ces domaines, la direction générale des Sports (DGD) est réorganisée en le 5 décembre 1974, au travers du décret-loi n°694/74. Dirigée par Alfredo Melo de Carvalho, cette structure fonde son activité sur la démocratisation du sport et sur l'importance de l'activité sportive dans la démocratisation du régime. Selon Jorge Araújo, membre de la DGD à l'époque, ces activités avaient pour base « l'idée centrale que le sport en tant qu'activité sociale d'une importance décisive, non seulement n'était pas neutre du point de vue politique, comme, principalement, ne pouvait pas répliquer la ségrégation sociale dont étaient victimes les enfants des couches de la populations les plus défavorisées »³⁰⁰.

La DGD met alors en œuvre plusieurs programmes visant à appuyer ainsi qu'à soutenir les associations locales menant des activités sportives. En 1975, se tient ainsi une rencontre nationale du sport qui vise à participer à sa redéfinition. Les conclusions de cette rencontre font du sport un élément essentiel dans la construction d'un nouveau régime démocratique et socialiste :

« Le sport social devra être défini comme un élément de désinhibition, comme un facteur pratique de démocratisation des relations humaines, en aidant à affirmer la volonté des populations à prendre dans leurs propres mains la conduite de leurs destins, comme agglutination de volontés, en provoquant le resurgissement de la conscience sociale communautaire, en permettant l'expression de la liberté et l'affirmation de la personnalité humaine »³⁰¹.

298En portugais *Casas da Cultura*.

299*Jornal A Luta*, « Declarações à "Luta" do director-geral do fundo de apoio aos organismos juvenis. Do auxílio directo a organizações de juventude à constituição de grupos culturais específicos », Le 6 février 1976. « A nossa preocupação é estimular as pessoas no sentido de se organizarem e pedirem apoios »

300Témoignage écrit de Jorge Araújo. « Base a ideia central que o Desporto enquanto atividade social de decisiva importância, não só não era neutro de um ponto de vista político, como, principalmente, não podia replicar a segregação social de que eram vítimas as crianças das camadas da população mais desfavorecidas ».

301Ministério da Educação e da Investigação Científica, Direcção-Geral dos Desportos, *O desporto na actual sociedade portuguesa*, 1975. p. 29. « O desporto social deverá ser definido como um elemento desinibidor, como factor práctico de democratização das relações humanas, ajudando a afirmar a vontade das populações em tomar nas próprias mãos a condução dos seus próprios destinos, como um aglutinador de vontades, provocando o ressurgir da consciência social comunitária, permitindo a expressão da liberdade e o afirmar da personalidade humana ».

Le souffle du pouvoir populaire se fait sentir dans cette citation. Les équipes de la direction générale entreprennent un travail de soutien au mouvement associatif, notamment au travers du Mouvement volontaire sportif et de la formation d'animateurs locaux. L'édition d'une série d'ouvrages sous l'intitulé « Culture et sport » met un peu plus en relief les liens entretenus entre ces deux secteurs. Il existe même des passerelles entre le travail de la DGD et les campagnes de dynamisation culturelle alors menées par le Mouvement des Forces armées. Manuel Brito, membre de la DGD, est ainsi détaché auprès de la Coordination des campagnes de dynamisation dans le but d'y mener une « alphabétisation sportive ». L'objectif est alors de dynamiser des actions sportives auprès de la population, mais surtout de construire avec elle des installations permettant de donner continuité à ces activités.

Enfin, il convient de faire référence au projet de l'installation de Centres populaires 25 avril, impulsé par Fernando Piteira Santos, nommé en 1974 à la tête de la direction générale de la Culture populaire et des Spectacles. S'il ne reste que quelques semaines aux affaires, ce militant antifasciste parvient à définir quelques projets dont celui des Centres populaires 25 Avril. Fernando Piteira Santos lance un appel à la population en vue de la formation de tels espaces, visant à « promouvoir l'initiative créatrice des masses populaires, au travers de l'organisation autonome du peuple travailleur, dans les villes et dans les champs, dans les lieux de travail et dans les lieux de résidence »³⁰². L'enjeu culturel est présent dans ce projet, tout comme l'ancrage dans le mouvement des organismes populaires de base. Pour le directeur général, ces centres « seront des espaces de partage pluraliste, de confrontation d'idées, de coopération militante, de vigilance démocratique, bases organisationnelles pour la défense des libertés conquises et pour la dynamisation du *processus* de transformation révolutionnaire de la société portugaise »³⁰³. Le départ de Fernando Piteira Santos ne permet pas la concrétisation d'un tel projet mais son existence montre néanmoins l'importance de l'enjeu culturel et éducatif dans le cadre de la révolution portugaise.

302« Centros populares 25 de Abril. Apelo para a sua formação », sans date. p. 1. « Fomentar a iniciativa criadora das massas populares, através da organização autónoma do povo trabalhador, nas cidades e nos campos, nos locais de trabalho e nos locais de residência ».

303« Centros populares 25 de Abril », le 21 mai 1974, p. 2. Souligné par les auteurs. « Serão lugares de convívio pluralista, de confronto de ideias, de cooperação militante, de vigilância democrática, bases organizacionais para a defesa das liberdades conquistadas e para a dinamização do *processo* de transformação revolucionária da sociedade portuguesa ».

3.4. Les associations d'éducation populaire

Dans cette recherche d'une éducation nouvelle, les associations populaires jouent un rôle de premier plan. Insérées localement, elles s'ancrent dans le même cadre que les organes du pouvoir populaire en favorisant la participation de la population. La reconstitution de l'appareil d'État en matière culturelle et éducative s'oriente vers l'appui à ces initiatives locales. Les associations culturelles et éducatives participent dans ce contexte à l'élaboration d'un projet alternatif d'éducation populaire basé sur l'intervention des apprenants dans leur propre processus d'apprentissage. La rupture du 25 avril 1974 permet la fondation de nouvelles entités associatives et le développement d'activités innovatrices dans les domaines de l'éducation des adultes, de l'animation culturelle ou encore d'une nouvelle pratique sportive.

Les transformations profondes affectant le pays créent alors un contexte favorable au développement de ce que certains auteurs nomment le « mouvement associatif populaire ». Dès novembre 1974, le décret-loi n°594/74 révoque les conditions de fondation d'une association, le dépôt de l'acte de constitution et des statuts étant désormais les seules conditions pour l'acquisition de la personnalité juridique. Le préambule du décret-loi reconnaît par ailleurs que « le droit à la libre association constitue une garantie de base de réalisation personnelle des individus dans le cadre de la vie en société »³⁰⁴. Dès lors, comme les organes du pouvoir populaire, les associations sont pensées comme des moyens de fortifier la démocratie. Dans un article de novembre 1974, Orlando Reis, rédacteur du journal *Trevim* de Lousã écrit ainsi :

« Le fascisme renversé, de nouvelles perspectives s'ouvrent pour les collectivités populaires. Nous pensons même que, principalement dans les milieux ruraux, elles auront un rôle important à jouer dans la construction du Portugal nouveau et démocratique, dans laquelle nous sommes engagés »³⁰⁵.

La volonté de mettre en place une éducation populaire ainsi que de développer une nouvelle culture populaire a des conséquences directes sur la modification du paysage associatif au Portugal. De nombreux militants se tournent au cours de la période révolutionnaire vers ces structures ancrées territorialement et capables de mobiliser les populations locales. L'associativisme, comme le mouvement des coopératives en matière de

304Decreto-Lei n° 594/74 de 7 de Novembro, I Série – Número 259, p. 1342. « O direito à livre associação constitui uma garantia básica de realização pessoal dos indivíduos na vida em sociedade ».

305Orlando Reis, « A importante missão das colectividades populares », *Trevim*, n°157, le 15 novembre 1974. « Derrubado o fascismo, novas perspectivas se abrem para as colectividades populares. Pensamos até que, principalmente nos meios rurais, elas terão um importante papel a desempenhar na construção do Portugal novo e democrático, em que estamos empenhados ».

production et de consommation, deviennent des secteurs touchés par les mobilisations populaires caractérisant alors le processus révolutionnaire portugais.

S'il semble difficile d'obtenir des statistiques exhaustives, les différents chiffres que nous avons pu recueillir s'accordent sur le fait que la période ouverte par la Révolution des œillets a permis une forte croissance de l'associativisme au Portugal. Artur Martins, membre de la direction de la Confédération portugaise des collectivités de culture, de loisir et de sport, s'exprimant en 2004, déclarait ainsi que « près de la moitié des associations que nous avons aujourd'hui au Portugal découlent du 25 avril 1974 »³⁰⁶. Devant l'absence de statistiques concernant le district de Coimbra, nous avons dû recourir à des études portant sur des territoires plus larges.

De nombreuses associations ont ainsi vu le jour au cours de la période révolutionnaire. La vigueur de la mobilisation populaire, l'appui de l'État et l'urgence de la rupture avec les valeurs salazaristes expliquent en grande partie ces créations de collectivités. Il est aussi important de noter que ces fondations de nouvelles associations s'accroissent encore durant la première moitié des années quatre-vingts. Après le moment politique des années 1974-1976, nombre de militants semblent avoir trouvé refuge dans l'associativisme. C'est là une hypothèse que nous tenterons de démontrer par la suite.

Suivant la ligne définie par Alberto Melo, alors à la tête de la direction générale d'Éducation permanente le ministère de l'Éducation de la Recherche scientifique concrétise ce lien avec les collectivités associatives en permettant leur reconnaissance légale au moyen du décret-loi n°384/76 du 20 mai 1976. Sous l'autorité du ministre Vítor Alves, le gouvernement prend ainsi les dispositions visant à reconnaître et à appuyer les « associations d'éducation populaire ». Comme le montre le préambule de ce décret-loi, le gouvernement considère que le rôle de l'État « n'est pas d'adopter une politique d'intervention agressive qui pourrait provoquer une résistance immédiate de populations depuis longtemps abandonnées à un mode de vie traditionnel et isolé »³⁰⁷, mais plutôt d'appuyer la constitution d'associations insérées localement et résultant de la mobilisation des populations en question. Ce faisant « l'organisation collective de ces mêmes populations, sur la base de l'associativisme, est un pas fondamental pour leur propre éducation, dans une perspective libératrice, comme pour la

306 Artur Martins, « O movimento associativo popular e a Democracia », 1º Congresso Democracia Portuguesa, 25 avril 2004, p. 3. « Cerca de metade das associações que hoje temos em Portugal decorrem do 25 de Abril de 1974 ».

307 Decreto-Lei n° 384/76 de 20 de Maio, *Diário do Governo*, I Série – Número 11, p. 1142. « Não é de adoptar uma política de intervenção agressiva que possa provocar resistência imediata de populações desde há muito abandonadas a um esquema de vida tradicional e isolado ».

construction solide d'une nouvelle société démocratique »³⁰⁸. L'État reconnaît ainsi l'importance du mouvement associatif comme outil permettant une participation des populations.

Les objectifs constitutifs des associations d'éducation populaire sont la promotion d'activités de caractère culturel et éducatif qui « permettent l'apprentissage collectif des relations entre individus, les groupes sociaux et le milieu dans lequel ils vivent » ; la création de cours pour adultes visant une « éducation ininterrompue et une formation culturelle des citoyens » ; l'organisation d'activités de recueil et d'étude du patrimoine culturel local, et notamment des traditions orales³⁰⁹. Le processus éducatif défini par ce texte à valeur législative est conçu de manière large, faisant notamment le lien entre éducation et citoyenneté. La gestion démocratique est ainsi un élément constitutif des associations d'éducation populaire. Enfin, ces associations ne peuvent avoir un caractère confessionnel et se doivent d'être apatridaires pour bénéficier du régime spécial défini par le décret-loi.

La concession du statut d'association d'éducation populaire prévoit l'inscription au sein du registre central d'associations d'éducation populaire de la direction générale d'Éducation permanente. La concrétisation de l'appui de l'État peut alors se concrétiser sous la forme de subventions publiques afin de soutenir les activités pédagogiques de ces nouvelles entités. La reconnaissance de l'importance des activités mises en place par les associations locales est la concrétisation profonde de ces politiques alternatives en matière éducative. Le mouvement associatif, qui connaît une impulsion nouvelle avec la chute du régime autoritaire et le développement d'un processus révolutionnaire ancre ses aspirations et ses activités dans la promotion d'un renouveau culturel permettant l'implantation d'un régime véritablement participatif.

308 *Idem.* p. 1142. « A organização colectiva das mesmas populações, numa base de associativismo, é um passo fundamental para a sua própria educação, numa perspectiva libertadora, assim como para a construção sólida de uma nova sociedade democrática ».

309 *Ibid.* p. 1142. « Possibilitem a aprendizagem colectiva das relações entre os indivíduos, os grupos sociais e o meio em que vivem » ; « Ininterrupta educação e formação cultural dos cidadãos ».

Partie II

Les associations comme socle du projet d'éducation populaire (1977-1982)

« Dans ses associations, le Portugal possède un fabuleux trésor. Un trésor de force et de richesse : de force, parce que les associations sont de l'initiative de ceux qui la dirigent, elles sont du peuple et pour le peuple, les principaux bastions d'une démocratie véritable et spontanée ; de richesse par la variété d'objectifs, d'activités, d'expériences et de connaissances ».

Johan Norbeck³¹⁰.

³¹⁰Johan Norbeck, *Associações Populares para o desenvolvimento*, Lisboa, Ministério da Educação, Direcção-Geral da Educação de Adultos, 1983. p. 7. « Nas suas associações, Portugal possui um tesouro fabuloso. Um tesouro de força e de riqueza: de força, porque as associações são da iniciativa daqueles que as dirigem, são do povo e pelo povo, os principais baluartes duma democracia genuína e espontânea de riqueza pela variedade de objectivos, de actividades, de experiência e de conhecimento ».

Le ralentissement du processus révolutionnaire au cours de l'année 1975 laisse place à l'institutionnalisation d'une démocratie représentative au Portugal. L'entrée en vigueur de la Constitution en avril 1976 et les élections législatives, présidentielles et locales participent à la mise en place de ce nouveau régime. Les associations d'éducation populaire fondées ou reformulées au cours de cette période trouvent les bases de leur projet dans ce processus révolutionnaire marqué par les mobilisations populaires et la recherche d'alternatives politiques. Ces organes locaux prennent alors une place fondamentale dans les activités éducatives et culturelles auprès des populations les plus marginalisées pendant l'ancien régime. Mêlant dans leurs activités des actions d'alphabétisation, l'animation socioculturelle ou encore le sport, ce mouvement associatif reflète la diversité du projet d'éducation populaire au Portugal.

Néanmoins, ce projet ayant trouvé ses racines dans le moment révolutionnaire connaît de plus grandes difficultés avec l'institutionnalisation du régime constitutionnel. Les premiers gouvernements remettent ainsi en cause un certain nombre de programmes d'appui à cet associativisme populaire. Le reflux des mouvements sociaux et la normalisation de la situation portugaise affectent eux-aussi le développement d'un vaste programme d'éducation populaire au Portugal. Le contexte politique national semble ainsi s'éloigner progressivement de la période révolutionnaire, notamment avec la victoire de la coalition de droite en 1979 et les mesures économiques prises par les différents exécutifs. Dans ce cadre, les associations semblent constituer un espace de résistance à ces normalisations, revendiquant notamment l'héritage de la période révolutionnaire.

Le projet d'un Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes (PNAEBA) qui voit le jour avec le vote par l'Assemblée de la République d'une loi sur l'élimination de l'analphabétisme à la fin de l'année 1978, marque ainsi un virage avec le retour de l'État comme élément de dynamisation du projet d'éducation populaire au Portugal. Ce plan est en effet un projet ambitieux et pluriel devant permettre la mise en place de programmes de soutien aux associations locales. Amorcé par une importante phase de recherches de terrain, ce plan se fonde sur une analyse des réalités nationales et pose les bases d'une nouvelle politique en matière d'éducation et de promotion des cultures populaires.

Chapitre IV

Le projet des associations d'éducation populaire

La période révolutionnaire portugaise a permis de mettre au jour un projet d'éducation populaire de grande ampleur. Prenant le contre-pied des principes véhiculés par le régime autoritaire, ce projet vise à l'émancipation des populations par leur dynamisation culturelle et pédagogique. Au côté des actions plus visibles comme les campagnes du Mouvement des Forces armées et les actions d'alphabétisation menées par les étudiants, se développe une vision moins hiérarchique de l'enseignement s'ancrant dans la mobilisation des propres populations au sein des processus d'apprentissage. Les structures associatives représentent alors l'institution centrale de ce projet d'éducation populaire. Leur enracinement au sein des communautés locales et leur fonctionnement démocratique permettent de mettre en adéquation le projet politique participatif du pouvoir populaire et les méthodes pédagogiques mises en place.

Les structures associatives locales sont ainsi porteuses d'un projet éducatif en lien avec la participation des populations dans la fondation du nouveau régime démocratique. Il convient désormais de caractériser le plus finement possible le mouvement associatif sur le territoire du district de Coimbra et de mettre en lumière les activités mises en place au cours de la période. Malgré la diversité de leurs actions, ces associations font néanmoins partie d'un projet global cimentant leur unité. La fin de la période révolutionnaire a pour conséquence un recul de l'action de l'État en tant que soutien de ces mouvements et pousse les acteurs du mouvement associatif à la coordination et à la structuration de leurs actions. De nouvelles structures d'appui et de fédération du monde associatif voient alors le jour afin d'assurer une continuité à ces actions.

1. Caractérisation des associations locales

Après avoir analysé le contexte historique de la Révolution des œillets à partir principalement de l'exemple du district de Coimbra, il s'agit désormais de descendre au niveau des structures associatives présentes sur ce territoire afin de permettre leur étude quantitative et qualitative. Le concept d'association d'éducation populaire retenu permet d'exclure une partie des associations qui ne pourrait s'ancrer dans ce projet global qui a vu le jour au cours de la période révolutionnaire. Nous proposerons ainsi une typologie des associations d'éducation populaire en fonction de leur nature mais aussi de leurs activités. L'associativisme de la région de Coimbra est notable et possède une grande diversité capable de nous renseigner sur la réalité du mouvement associatif au niveau national.

La mise sur pied d'un fichier des associations d'éducation populaire du district de

Coimbra nous est rapidement apparue comme un des principaux enjeux de cette recherche sur le projet politique et éducatif de la période révolutionnaire. Cependant, la constitution de ce fichier s'est avéré fastidieuse, étant donné l'absence d'archives unifiées. L'incroyable densité de la période ouverte par le 25 avril 1974 a eu pour conséquence la création de nombreux organes de base dont la plupart n'ont laissé que peu de traces écrites. Pour mettre au point cette base de données, nous avons eu recours aux archives de diverses structures ayant fourni un appui à ces associations et à l'étude de la presse régionale de la période allant de 1974 à 1986. Des entretiens avec des responsables associatifs ont par ailleurs permis de mieux comprendre les projets et les activités de ces associations.

1.1. Le dynamisme du mouvement associatif après 1974

La chute du régime autoritaire a eu pour conséquence au Portugal une forte croissance du nombre d'associations, ainsi que l'émergence de nouvelles activités. Il semble néanmoins parfois difficile de quantifier le mouvement associatif de cette période et encore plus de dissocier les associations d'éducation populaire du reste des structures associatives. Avant de caractériser plus finement le territoire du district de Coimbra à partir du recensement des associations d'éducation populaire, il convient de mettre en lumière les différents ordres de grandeur mis en avant par plusieurs études. En 1979, le secrétariat d'État à la Culture et la Fondation Calouste Gulbenkian effectuent une enquête du monde associatif national aboutissant au chiffre de 4817 associations culturelles, récréatives et sportives, dont 2000 associations sportives. Selon cette même enquête, le district de Coimbra serait représenté par 415 associations, soit 11,6% du total national.

Selon Licínio Lima, les fichiers de la direction générale d'Éducation permanente recensant les associations d'éducation populaire comptaient 707 associations au niveau national en 1977³¹¹. Johan Norbeck est l'auteur d'une étude datant de 1983 sur les « associations populaires de développement », s'appuyant sur des questionnaires effectués auprès de 32 associations³¹². Cette étude vise cependant à une caractérisation qualitative du mouvement associatif et non à parvenir à des statistiques exhaustives. Selon ce chercheur suédois, 448 associations avaient déposé une candidature pour une subvention auprès de la direction générale d'Éducation d'adultes au cours de l'année 1980. Ces recherches permettent de donner des ordres de grandeur du mouvement associatif populaire mais montrent aussi la

311 Licínio Lima, *Associações para o desenvolvimento no Alto Minho*, Viana do Castelo, Centro Cultural do Alto Minho, Cronos, subsídios para a história de Viana, 1986. 97 p.

312 Johan Norbeck, *op. cit.*, p. 55.

difficulté de parvenir à un chiffre précis du nombre d'associations. Enfin, selon un rapport datant de 1980 publié par la direction générale d'Éducation d'adultes, 646 associations étaient inscrites sur les fichiers de l'institution, dont 33 actives dans le district de Coimbra (soit 5,1% du total national).

En 1992, la Délégation régionale de la Culture de la région Centre publie une étude sur les associations culturelles présentes sur ce territoire³¹³. Ce niveau territorial ne correspond cependant pas aux espaces administratifs et regroupe les districts de Coimbra, Castelo Branco et Leiria ainsi que des parties du territoire de Viseu, Aveiro, Guarda, Santarém et Lisbonne. Selon cette étude, plus des deux tiers (67,2%) des associations existantes en 1992 ont été fondées lors de la période allant de 1970 à 1989. Ces chiffres sont encore plus importants si l'on considère la seule période couvrant quasi-totalité de notre étude, entre 1975 et 1985, avec 577 associations fondées, soit 43,6% du total alors présent sur ce territoire.

Associations culturelles présentes en 1992 dans la région Centre, par dates de fondation³¹⁴

Période	Nombre
Avant 1900	65
1900-1909	15
1910-1919	15
1920-1929	51
1930-1939	77
1940-1949	63
1950-1959	70
1960-1969	78
1970-1975	77
1975-1979	226
1980-1985	351
1985-1989	237

La Confédération portugaise des collectivités de culture, loisir et sport (CPCCRD) a réalisé, en 2007, une enquête similaire à propos des associations fédérées³¹⁵. Il est cependant important de noter, avant l'analyse de ces résultats, que l'échantillon était composé de 10% des

313Comissão de Coordenação da Região Centro, Delegação Regional da Cultura do Centro, *Associações Culturais da Região Centro*, Coimbra, 1992, 375 p.

314Tableau réalisé à partir de Comissão de Coordenação da Região Centro. *op. cit.*.

315Colectividades de Cultura, Recreio e Desporto, *Uma caracterização do associativismo confederado em Portugal*, Lisboa, Edição CPCCRD, 2009, 158 p.

associations membres de la CPCCRD et que seules 14,6% des associations portugaises font partie de cette même confédération. Néanmoins, cette nouvelle étude vient corroborer la tendance dégagée précédemment, avec 28,3% d'associations existantes en 2007 fondées entre 1974 et 1985, soit 11 ans. On constate de nouveau une forte hausse à partir de l'année 1974, si l'on considère la période précédente (18,2% d'associations fondées entre 1951 et 1973, soit 22 ans) et surtout celle qui suit (16,7% d'associations fondées entre 1985 et 2007, soit 22 ans).

Associations fédérées en 2007, par dates de fondation³¹⁶

Période	%
Avant 1900	9,3
1901-1925	13,6
1926-1950	14
1951-1973	18,2
1974-1985	28,3
Après 1985	16,7

Ces statistiques montrent assez clairement un saut quantitatif du mouvement associatif portugais après le 25 avril 1974. Il est néanmoins difficile de parvenir à des statistiques précises concernant les associations d'éducation populaire actives sur le territoire du district de Coimbra au cours de la période allant de 1974 à 1986. À partir des informations que nous avons pu recueillir au cours de notre recherche au travers des documents et personnes consultées, nous sommes parvenus à mettre sur pied un fichier des associations d'éducation populaire pour cette période. Nous avons alors pris en compte les associations en fonction d'une définition de l'éducation populaire, en analysant les activités développées de 1974 à 1986. Si nous avons tenté de reconstituer le plus finement possible, l'exhaustivité nous semble difficile à atteindre étant donné la volatilité du mouvement associatif de cette période et sa transformation progressive, avec la disparition d'un certain nombre de structures.

1.2. Pour une typologie des associations d'éducation populaire

Les associations locales sont caractérisées par une grande hétérogénéité, tant du point de vue de leur organisation que de leurs activités. Il faut aussi noter que le travail des associations en matière d'éducation ne saurait se limiter à l'alphabétisation et l'éducation de base. Le processus éducatif au sein du monde associatif est conçu de manière ample incluant

³¹⁶Tableau réalisé à partir de Colectividades de Cultura, Recreio e Desporto, *op. cit.*.

ainsi la découverte des arts, la mise en scène de pièces de théâtre ou encore la pratique populaire du sport. Les cours d'alphabétisation sont souvent perçus comme un point de départ essentiel pour amorcer un processus éducatif de plus grande ampleur. Mais le pluralisme de ces activités provient du caractère même de l'éducation populaire, qui vise au développement personnel, à la participation collective et à la démocratie interne. À travers ces actions, les liens unissant éducation et participation politique sont réaffirmés.

Il convient désormais de chercher à classer ces associations afin d'en faire l'analyse la plus fine possible. Nous proposons ainsi une classification qui permettrait de saisir les différences et les similitudes des associations s'engageant dans des pratiques éducatives et culturelles. Cette typologie a bien évidemment un caractère artificiel car, étant donné le pluralisme des associations d'éducation populaire, certaines pourraient appartenir à plusieurs catégories. Nous avons ainsi décidé de diviser les associations d'éducation populaire présentes sur le territoire du district de Coimbra en cinq catégories : les associations culturelles, récréatives et sportives ; les groupes culturels ; les clubs sportifs ; les organes du pouvoir populaire ; les associations nationales et internationales possédant une structure locale dans le district, notamment les groupes politiques et syndicaux.

Typologie des associations d'éducation populaire

1	Associations culturelles, récréatives et sportives
2	Groupes culturels
3	Clubs sportifs
4	Organes du pouvoir populaire
5	Associations nationales et internationales

Les associations culturelles, récréatives et sportives sont des collectivités regroupant des activités diverses, souvent conçues comme moments de formation et d'occupation des temps libres. Ces associations peuvent être qualifiées de mixtes puisqu'elles proposent à la population locale un ensemble diversifié d'activités. L'éducation populaire est ainsi représentée dans un nombre important d'activités comme le théâtre, le sport, l'organisation de débats et de cours d'alphabétisation. Cette catégorie regroupe au sein du territoire étudié les centres culturels, les Maisons du peuple ou encore les associations culturelles. Au sein du district de Coimbra, la catégorie des associations culturelles, récréatives et sportives est sans aucun doute la plus représentée.

La catégorie des groupes culturels correspond à des associations qui ont une activité

principale dans le domaine du théâtre, de la musique ou plus rarement des arts plastiques. Ces groupes culturels, bien que fondés autour d'une activité culturelle particulière, développent néanmoins des actions dans d'autres domaines de la culture, voire même du sport. Mais ces activités sont secondaires par rapport au programme fondateur du groupe. On peut notamment classer dans cette catégorie la Société d'instruction tavadense de Figueira da Foz qui propose une éducation au travers de l'activité théâtrale. Il en est de même pour le Groupe scénique amateur de Portela à Montemor-o-Velho. Nombre de ces collectivités ont par ailleurs mis en place des cours d'alphabétisation au-delà de leurs activités culturelles.

Nombreux sont les groupes et clubs sportifs mettant en place des sections culturelles et éducatives au cours de la période révolutionnaire. Nous ne prendrons pas ici en compte les associations qui se focalisent uniquement sur le sport comme modalité de compétition. Néanmoins les clubs qui développent des groupes de théâtre, des sections d'actions culturelles ou encore ouvrent des bibliothèques participent à la promotion de l'éducation populaire. On peut notamment citer le Club de football des Olivais à Coimbra qui crée une section de théâtre en octobre 1975 ou encore le Groupe sportif de Chã à Figueira da Foz qui fait de même en 1976. De plus, l'activité sportive en elle-même peut être source collective d'apprentissage. José Esteves, professeur et entraîneur, déclarait ainsi, dans le journal *Viva voz* de 1976, que « le sport doit être une rencontre de fraternisation, une rencontre récréative et éducative. Il doit rapprocher les personnes, faciliter le vivre-ensemble, la collaboration »³¹⁷.

Les organes de pouvoir populaire ont pour ambition de prendre en charge les problématiques affectant les territoires dans lesquels ils se trouvent insérés. Nombre de ces structures organisent ainsi des événements culturels et des activités visant à l'information et l'éducation de base des habitants d'un même quartier ou des travailleurs d'une même entreprise. On retrouve dans ces activités l'essence du pouvoir populaire, à savoir la vocation à mettre en place des expériences éducatives de participation et de gestion de la vie quotidienne de manière collective. Les liens tissés entre participation politique et éducation non formelle sont alors réaffirmés.

Les structures nationales et internationales présentes dans le district de Coimbra constituent des cas particuliers, puisqu'elles possèdent une organisation et un poids incomparable avec les autres types d'association. Le Graal est une organisation catholique de femmes fonctionnant sous la forme d'un réseau international. Dès 1968, ses militantes ont réalisé un projet de « sociologie participative » suivant la méthode de Paulo Freire. La Cáritas

317 *Viva voz*, n°1, Direcção-Geral da Educação Permanente, 1976. « O desporto deve ser um encontro de confraternização, um encontro recreativo e educativo. Deve aproximar as pessoas, facilitar a convivência, a colaboração ».

de Coimbra est aussi une association disposant de ressources importantes de par ses attaches institutionnelles et internationales. Organisation catholique, la Cáritas de Coimbra redéfinit ses activités à la suite du 25 avril, avec pour objectif la mise sur pied d'une « culture généralisée qui habilite chaque personne humaine à prendre dans ses mains son propre destin, et à l'ensemble des hommes d'avoir les moyens indispensables pour la sauvegarde des intérêts communs »³¹⁸. Enfin la BASE-FUT, organisation agissant dans les sphères politique, syndicale au sein de l'Intersyndicale, et culturelle, organise des cours d'alphabétisation et est à l'origine de nombreuses activités culturelles en lien avec ses combats politiques en faveur d'un socialisme autogestionnaire.

Dans le cadre de cette recherche sur les associations d'éducation populaire, nous avons choisi de laisser de côté les groupes folkloriques, fortement représentés au Portugal. Cette exclusion vient de la difficile définition du folklore portugais, qui a fait l'objet d'une promotion par le régime salazariste, afin de confirmer les racines rurales du pays. Ces traditions ont alors fait l'objet d'une uniformisation, afin de servir la propagande du régime. Les groupes folkloriques s'attachent bien souvent à la reproduction des traditions des campagnes, notamment au travers des chants, danses et costumes traditionnels et régionaux. Nous avons choisi de ne pas considérer ces activités comme faisant partie du projet d'éducation populaire, étant donné l'absence d'une mise en question de la réalité environnante et de volonté de la transformer. Le folklore a ainsi pour conséquence principale la reproduction d'un passé immuable, non la définition collective d'une nouvelle organisation sociale.

1.3. Les associations d'éducation populaire présentes sur le district de Coimbra

Afin de parvenir à l'image la plus complète des activités mises en place par les associations sur l'ensemble du district de Coimbra, nous avons entrepris la constitution d'un fichier regroupant des informations de base sur ces structures associatives locales. Ce fichier des associations d'éducation populaire du district de Coimbra a été établi à partir de la consultation de la presse locale de l'époque, de l'étude d'archives de structures d'appui de l'associativisme et d'entretiens avec des responsables associatifs. L'objectif a alors été de reconstituer une carte des associations présentes dans le district sur la période allant de 1974 à 1986 et développant des activités intégrant un projet d'éducation populaire. La mise en place

318« Crescer na vida pela educação. Texto para o "Dia Cáritas" – 17 de Junho de 1976 », *Movimento*, n°50, juin 1976, p. 9. « Cultura generalizada que habilite cada pessoa humana a tomar nas mãos o seu próprio destino, e ao conjunto dos homens a ter os meios indispensáveis para salvaguarda dos interesses comuns ».

de ce fichier permet ainsi de mettre en lumière le dynamisme des associations d'éducation populaire dans le cadre d'un profond changement de régime.

Nous avons retenu une définition claire de l'éducation populaire afin de sélectionner les associations développant des activités dans ce secteur. Les éléments de définition d'une association d'éducation populaire ont été élaborés à partir des travaux réalisés à l'époque, notamment par la direction générale d'Éducation permanente et par le Centre d'appui aux organismes de base. Les associations prises en compte dans cette recherche partagent, outre la structuration associative, des activités dans les domaines de l'éducation et de la culture pouvant s'intégrer au projet plus global d'éducation populaire. Ces associations développent ainsi des activités permettant un apprentissage collectif et non formel, au sein des communautés auxquelles elles s'insèrent.

Cette éducation populaire peut alors prendre des formes multiples, telles que la mise en place de sessions de formation, de cours d'alphabétisation, la création d'un groupe de théâtre amateur et de manière plus générale toutes les actions visant à développer une animation culturelle auprès des populations locales. La promotion des éléments de culture populaire présents au sein des territoires s'impose, dans bien des cas, comme un puissant outil d'apprentissage collectif. L'ambition générale de ces associations est permettre une démocratisation de la société. La réalité de leur activité indique une volonté de mobiliser les populations locales pour la résolution des problèmes les affectant. Ces associations s'imposent ainsi comme les vecteurs d'une autre vision de la politique, permettant une ample participation des populations dans la définition du nouveau régime portugais.

La constitution de ce fichier a néanmoins été compliquée par la relative faiblesse des archives présentes au sein des associations. Il est ainsi parfois difficile de reconstituer finement les actions menées par certaines associations au cours de la période étudiée. De même, si de nombreuses structures associatives ont vu le jour à la suite du 25 avril 1974, certaines ont eu une durée de vie limitée, une fois retombé l'enthousiasme de la période révolutionnaire. Devant ces difficultés, nous avons fait le choix d'exclure les associations dont nous n'avons pas réussi à recueillir suffisamment d'informations. C'est notamment le cas de nombreuses commissions d'habitants dont il a été impossible de reconstituer les activités. Ce fichier des associations d'éducation populaire se veut ainsi représentatif des dynamiques existantes localement au cours de la période 1974-1986. En aucun cas, il ne se pose comme un travail exhaustif. Il semblerait ainsi probable que le nombre d'associations alors présentes localement soit sensiblement supérieur aux données présentées dans ce travail.

Ce fichier des associations d'éducation populaire du district de Coimbra présente alors les

organisations développant des activités relevant du domaine de l'éducation populaire. En cas de doute ou devant la faiblesse des informations recueillies sur une organisation, la règle suivie a été de ne pas l'inclure dans le fichier. Le fichier que nous présentons dans ce travail est constitué de 207 associations, actives sur le territoire du district de Coimbra entre 1974 et 1986. Le fichier qui suit est une version résumée comprenant les informations de base que nous avons pu recueillir au cours de notre recherche³¹⁹. Chaque association y est présentée avec sa localisation géographique, sa date de fondation et la typologie dans laquelle elle s'insère.

³¹⁹La version complète du fichier des associations d'éducation populaire du district de Coimbra est disponible en annexes. Voir annexe XI.

Fichier des associations d'éducation populaire du district de Coimbra

Associations	Município	Fundation	Typologie
Casa do Povo de Arganil	Arganil	1939	1
Casa do Povo de Barrigueiro	Arganil	1984	1
Casa do Povo de Barril de Alva	Arganil	1936	1
Casa do Povo de Cerdeira e Moura da Serra	Arganil	1969	1
Casa do Povo de Coja	Arganil	1939	1
Casa do Povo de S. Martinho da Cortiça	Arganil	1972	1
Casa do Povo de Vila Cova de Alva	Arganil	1936	1
Clube Recreativo Folquense	Arganil	1924	1
Clube Operário Jardim do Alva	Arganil	1966	3
Associação Cultural, Desportiva e Recreativa de Pedra Rija de Portunhos	Cantanhede	1978	1
Associação Cultural e Recreativa de Enxofães	Cantanhede	1981	1
Associação de Cooperação Social e Cultural Desportiva de Outil	Cantanhede	-	1
Associação Recreativa e Cultural da Varziela	Cantanhede	1980	1
Associação Recreativa e Cultural 1º de Maio	Cantanhede	1938	1
Casa do Povo de Cadima	Cantanhede	1973	1
Casa do Povo de Cantanhede	Cantanhede	1973	1
Casa do Povo de Covões	Cantanhede	1973	1
Casa do Povo de Febres	Cantanhede	1972	1
Casa do Povo de Tocha	Cantanhede	1973	1
Centro Cultural e Recreativo da Pena	Cantanhede	1957	1
Centro Popular de Trabalhadores de Cochadas e Catarinões	Cantanhede	1978	1
Clube União Vilanovense	Cantanhede	1926	1
Grupo Dramático de Beneficência e Recreio da Ançã	Cantanhede	-	2
Grupo de Teatro Novo Rumo	Cantanhede	1983	2
União Recreativa de Cadima	Cantanhede	1959	1
Associação Cristã da Mocidade de Coimbra	Coimbra	1918	1
Associação Cultural de Recreio e Desporto de Pereiros	Coimbra	1977	1
Associação Cultural de Vilarinho	Coimbra	1978	1
Associação Cultural e Recreativa de S. Paulo de Frades	Coimbra	1984	1
Associação Cultural e Recreativa Os Vicentinos	Coimbra	1976	1
Associação Cultural e Recreativa e Desportiva de Casal do Lobo	Coimbra	1984	1
Associação Cultural, Recreativa e Desportiva Espírito Santo das Touregas	Coimbra	1983	1
Associação Desportiva e Cultural de Almalaguês	Coimbra	1978	1
Associação Desportiva e Recreativa de Casal da Misarela	Coimbra	-	1
Associação Desportiva e Recreativa do Loureiro	Coimbra	1980	1
Associação Popular de Intervenção Cultural	Coimbra	1975	1

Associação Recreativa da Casa Branca	Coimbra	-	1
Associação Recreativa e Desportiva do Ameal	Coimbra	1976	1
Ateneu de Coimbra	Coimbra	1940	1
BASE-FUT	Coimbra	1974	5
Caritas Diocesana de Coimbra	Coimbra	1956	5
Casa do Povo de Adémia	Coimbra	1973	1
Casa do Povo de Ceira	Coimbra	1959	1
Casa do Povo de Cernache	Coimbra	1973	1
Casa do Povo de S. João do Campo	Coimbra	1973	1
Casa do Povo de S. Martinho do Bispo	Coimbra	1939	1
Casa do Povo de S. Paulo de Frades	Coimbra	1973	1
Casa do Povo de S. Silvestre	Coimbra	1973	1
Casa do Povo de Souselas	Coimbra	1973	1
Centro Cultural das Carvalhosas	Coimbra	1979	1
Centro Cultural de Ceira	Coimbra	1974	1
Centro Cultural, Desportivo e Social de S. Frutuoso	Coimbra	1977	1
Centro Cultural e Desportivo da Lagoas	Coimbra	1976	1
Centro Cultural e Desportivo Tuna Souselense	Coimbra	1910	1
Centro Cultural e Recreativo de Monforte	Coimbra	1982	1
Centro de Cultura e Recreio das Torres do Mondego	Coimbra	1974	1
Centro de Instrução e Recreio de Torre de Bera	Coimbra	1970	2
Centro de Recreio e Animação Cultural	Coimbra	1985	1
Centro de Recreio Popular de Palheiros-Zorro	Coimbra	1975	1
Centro de Recreio Popular dos Trabalhadores do Bairro de Celas	Coimbra	1969	1
Centro de Recreio Popular do Bairro Marechal Carmona / Centro Norton de Matos	Coimbra	1951	1
Centro Operário Católico da Conchada	Coimbra	1954	1
Centro Popular de Trabalhadores do Sobral de Ceira	Coimbra	1975	1
Centro Social de Marmeleira	Coimbra	1982	1
Centro Social Polivalente de Palheira	Coimbra	1983	1
Clube Desportivo de Celas	Coimbra	1945	3
Clube Recreativo de Coimbra - Grémio Operário	Coimbra	1887	2
Clube Recreativo do Calhabé	Coimbra	1933	1
Clube Recreativo e Cultural de Casas Novas	Coimbra	1943	1
Comissão Pró-Desporto e Cultura da Póvoa	Coimbra	1974	1
Graal	Coimbra	1961	5
Grupo de Amadores de Teatro de Taveiro	Coimbra	1968	2
Grupo de Intervenção e Animação Cultural de Coimbra	Coimbra	-	1
Grupo de Teatro de Tovim	Coimbra	-	2
Grupo de Teatro Pé-de-Cão	Coimbra	1977	2

Grupo Recreativo de Montes Claros	Coimbra	1938	1
Grupo Recreativo « Vigor da Mocidade »	Coimbra	1930	1
Olivais Futebol Clube	Coimbra	1935	3
Teatro de Bolso de Eiras-Casais	Coimbra	-	2
União Desportiva e Recreativa de Cernache	Coimbra	1972	3
Associação Desportiva, Recreativa e Cultural de Ega	Condeixa-a-Nova	1977	1
Associação Desportiva, Recreativa de Arrifana	Condeixa-a-Nova	1978	1
Associação Recreativa e Cultural da Bendafê	Condeixa-a-Nova	1976	1
Casa do Povo de Condeixa	Condeixa-a-Nova	1941	1
Casa do Povo de Ega	Condeixa-a-Nova	1973	1
Casa do Povo do Sebal Grande	Condeixa-a-Nova	1934	1
Centro Cultural e Recreativo de Bruscos	Condeixa-a-Nova	1975	1
Centro Social Cultural Recreativo e Desportivo de Belide	Condeixa-a-Nova	1960	1
Clube de Condeixa	Condeixa-a-Nova	1900	3
Clube Desportivo, Recreativo e Cultural do Sobreiro	Condeixa-a-Nova	1977	1
União Desportiva de Casével	Condeixa-a-Nova	1975	1
Assembleia Figueirense	Figueira da Foz	1839	1
Associação Cultural, Desportiva e Recreativa de Torneira e Serrião	Figueira da Foz	1982	1
Associação Cultural, Recreativa e Desportiva da Gândara	Figueira da Foz	1981	1
Associação Cultural Recreativa e Desportiva de Matos	Figueira da Foz	1977	1
Ateneu Alhadense	Figueira da Foz	1924	1
Casa do Povo de Alhadas	Figueira da Foz	1973	1
Casa do Povo de Alqueidão	Figueira da Foz	1972	1
Casa do Povo de Lavos	Figueira da Foz	1973	1
Casa do Povo de Maiorca	Figueira da Foz	1939	1
Casa do Povo de Paião	Figueira da Foz	1973	1
Casa do Povo de Quiaios	Figueira da Foz	1973	1
Casa do Povo de Tavarede	Figueira da Foz	1973	1
Centro Cultural, Desportivo e Recreativo das Matas e Cipreste	Figueira da Foz	1976	1
Centro de Recreio Popular de Trabalhadores de Marinha das Ondas	Figueira da Foz	1963	1
Centro Recreativo Atlético Santamarense	Figueira da Foz	1978	1
Centro Social de Cova e Gala	Figueira da Foz	1974	1
Clube Recreativo Instrução Alhadense	Figueira da Foz	1927	1
Clube União Brenhense	Figueira da Foz	-	1
Conselho de Moradores da Borda do Campo	Figueira da Foz	1979	4
Grupo Caras Direiras – Associação de Acção Social, Cultura e Desporto	Figueira da Foz	1907	1
Grupo de Instrução e Recreio Quiaense	Figueira da Foz	1913	1
Grupo de Instrução e Recreio Paionense	Figueira da Foz	1958	1

Grupo de Instrução e Sport	Figueira da Foz	1920	1
Grupo Desportivo e Recreativo de Chã	Figueira da Foz	1976	1
Grupo Instrução e Recreio Quiaense	Figueira da Foz	1913	1
Grupo Instrução e União Caceirense	Figueira da Foz	1923	1
Grupo Musical de Instrução Carritense	Figueira da Foz	1921	2
Grupo Musical e de Instrução Tavaredense	Figueira da Foz	1911	2
Grupo Recreativo Vilaverdense	Figueira da Foz	1921	1
Quiaios Clube	Figueira da Foz	1921	1
Sociedade de Boa União Alhadense	Figueira da Foz	1854	1
Sociedade de Instrução e Recreio de Lares	Figueira da Foz	1926	2
Sociedade de Instrução Tavaredense	Figueira da Foz	1904	2
Associação Educativa e Recreativa de Góis	Góis	1939	1
Casa do Povo de Góis	Góis	1973	1
Casa do Povo de Ponte do Sótão	Góis	1956	1
Casa do Povo de Vila Nova do Ceira	Góis	1956	1
União Recreativa do Cadafaz	Góis	1962	1
Associação Popular « União e Progresso »	Lousã	1976	1
Associação Recreativa e Cultural das Gândaras	Lousã	1982	1
Casa do Povo da Lousã	Lousã	1972	1
Clube Recreativo Ermicense	Lousã	1914	1
Clube Recreativo Vilarinhense	Lousã	1933	1
Cooperativa Jornal Trevim	Lousã	1979	2
Sociedade Filarmónica Lousanense	Lousã	1857	2
Associação Cultural e Recreativa de Seixo de Mira	Mira	1980	1
Casa do Povo de Mira	Mira	1959	1
Centro Cultural e Recreativo de Praia da Mira	Mira	1982	1
Clube Domus Nostra	Mira	1974	1
Casa do Povo de Miranda do Corvo	Miranda do Corvo	1973	1
Centro de Animação Desportiva e Cultural de Miranda do Corvo	Miranda do Corvo	1977	1
Clube Recreativo e Cultural dos Casais de S. Clemente	Miranda do Corvo	1972	1
Liga Regional Riovidense	Miranda do Corvo	1974	1
Associação Cultural, Desportiva e Social de Ereira	Montemor-o-Velho	-	1
Associação Cultural e Desportiva da Caixeira	Montemor-o-Velho	1978	1
Associação Cultural e Recreativa de Carapinheira	Montemor-o-Velho	1982	1
Associação Cultural Recreativa e Desportiva do Bebedouro	Montemor-o-Velho	-	1
Casa do Povo da Abrunheira	Montemor-o-Velho	1961	1
Casa do Povo de Arazedo	Montemor-o-Velho	1934	1
Casa do Povo de Carapinheira e Meãs	Montemor-o-Velho	1973	1
Casa do Povo de Montemor-o-Velho	Montemor-o-Velho	1973	1
Casa do Povo de Pereira do Campo	Montemor-o-Velho	1973	1

Casa do Povo de Tentúgal	Montemor-o-Velho	1938	1
Casa do Povo de Verride	Montemor-o-Velho	1936	1
Centro Beira Mondego – Sociedade de Recreio e Instrução	Montemor-o-Velho	1925	1
Centro Cultural da Carapinheira	Montemor-o-Velho	-	1
Centro Cultural, Recreativo e Desportivo do Moinho da Mata	Montemor-o-Velho	1982	1
Centro Cultural, Recreativo e Desportivo de Liceia	Montemor-o-Velho	-	1
Centro de Assistência e Cultura do Tojeiro	Montemor-o-Velho	1980	1
Centro de Iniciação Teatral Esther de Carvalho	Montemor-o-Velho	1970	2
Centro de Recreio Popular de Formoselha	Montemor-o-Velho	1951	1
Clube União Musical Recreativo Gatoense	Montemor-o-Velho	1938	2
Grupo Cénico Amador da Portela	Montemor-o-Velho	1979	2
Grupo de Intervenção Cultural « Mensagem »	Montemor-o-Velho	1979	2
Grupo Recreativo Revelense	Montemor-o-Velho	1941	1
Associação de Cultura e Recreio da Sobreda	Oliveira do Hospital	1977	1
Casa do Povo de Nogueira do Cravo	Oliveira do Hospital	1934	1
Casa do Povo de Oliveira do Hospital	Oliveira do Hospital	1944	1
Grupo de Nogueira do Cravo	Oliveira do Hospital	-	2
Grupo Dinamizador e Cultural de Travanca de Lagos	Oliveira do Hospital	-	2
Sociedade Recreativa Ervedalense	Oliveira do Hospital	1955	1
Sociedade Recreativa Penalvense	Oliveira do Hospital	1937	1
União Desportiva e Tuna Vilafranquense	Oliveira do Hospital	1934	3
União Fialense – Sociedade de Instrução e Recreio	Oliveira do Hospital	-	1
Associação Trinhaense de Desenvolvimento e Solidariedade	Pampilhosa da Serra	1932	1
Grupo Recreativo do Trinhão	Pampilhosa da Serra	1968	1
Casa do Povo de Penacova	Penacova	1960	1
Casa do Povo de S. Pedro da Alva	Penacova	1939	1
Grupo Solidariedade Social, Desportivo, Cultural e Recreativo de Miro	Penacova	1978	1
União Popular e Cultural de Chelo	Penacova	1980	1
Associação Cultural e Recreativa de Podentes	Penela	1982	1
Casa do Povo de Penela	Penela	1973	1
Casa do Povo do Espinhal	Penela	1954	1
Centro Cultural de Cumieira	Penela	1984	1
Centro Cultural Monte de Vez	Penela	1980	1
Centro de Cultura e Recreio das Casais de Santo Amaro	Penela	1985	1
Agrupamento Recreativo Cultural de Amadores	Soure	1978	1
Associação Cultural e de Melhoramentos da Freguesia de Tapéus	Soure	-	1
Associação Cultural, Recreativa e Desportiva de Casal do Redinho	Soure	1974	1
Associação Cultural, Recreativa e Social de Samuel	Soure	1982	1

Associação Instrução e Recreio 1º Maio Alfarelense	Soure	1924	1
Casa do Povo de Soure	Soure	1973	1
Casa do Povo de Vila Nova de Anços	Soure	1934	1
Grupo de Dinamização Desportiva e Cultural da Granja do Ulmeiro	Soure	1975	1
Associação Cultural e Desportiva e Melhoramentos São Simão	Tábua	1967	1
Associação Recreativa e de Melhoramentos de Covas	Tábua	1976	1
Casa do Povo de Candosa	Tábua	1960	1
Casa do Povo de Espariz	Tábua	1940	1
Casa do Povo de Meda de Mouros	Tábua	1934	1
Casa do Povo de Midões	Tábua	1972	1
Casa do Povo de Mouronho	Tábua	1940	1
Casa do Povo de Pinheiro de Coja	Tábua	1938	1
Casa do Povo de Tábua	Tábua	1973	1
Casa do Povo de Vila Nova de Poiães	Vila Nova de Poiães	1966	1
Centro de Convívio do Carvalho	Vila Nova de Poiães	1974	1
Centro Recreativo dos Casais	Vila Nova de Poiães	1948	1

1.4. Une caractérisation de l'associativisme au niveau régional

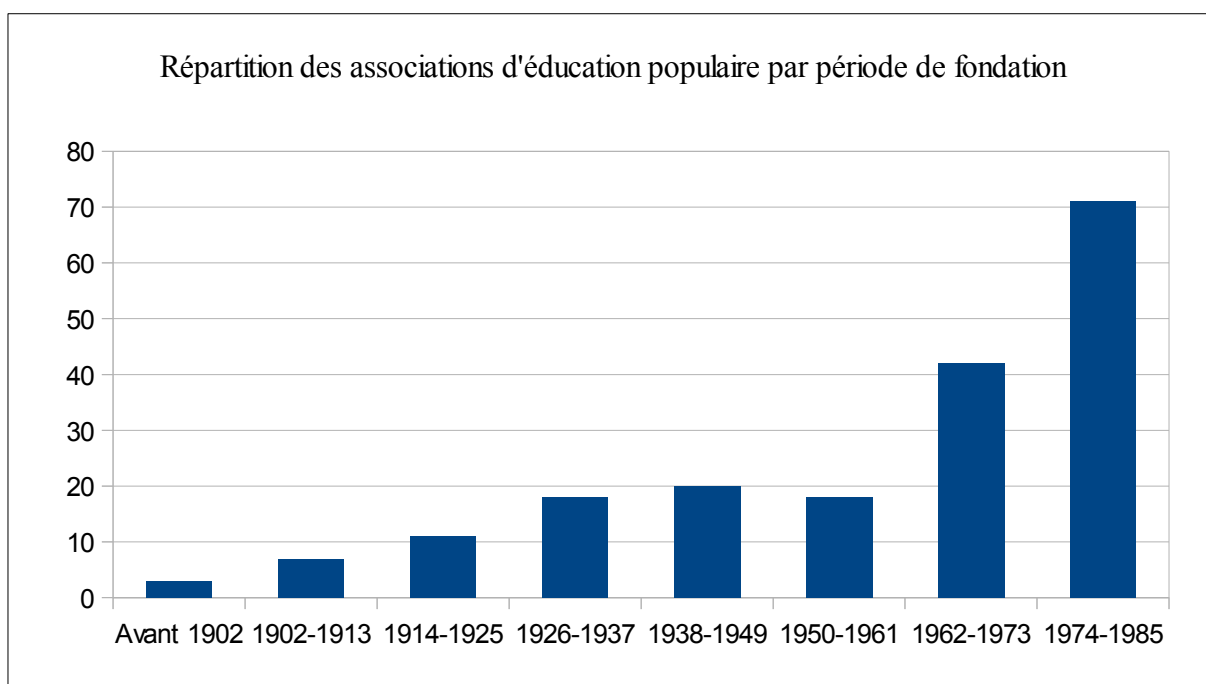
La constitution de ce fichier des associations d'éducation populaire actives sur le territoire du district de Coimbra nous permet désormais de caractériser plus finement l'associativisme local. Afin de donner corps à cette caractérisation des organisations d'éducation populaire, nous nous sommes concentrés sur trois critères, jugés centraux. Une première étude s'appuie sur la période de fondation de ces associations et met en lumière le dynamisme nouveau permis par la période révolutionnaire. La caractérisation géographique permet, quant à elle, de distinguer les *município* les plus actifs dans les domaines touchant à l'éducation populaire. Enfin, le recours à la typologie construite à partir des activités mises en place par les associations d'éducation populaire permet leur caractérisation en prenant en considération la réalité de leurs pratiques éducative et culturelle.

L'analyse des dates de fondation des associations locales permet de confirmer la rénovation de grande ampleur touchant l'associativisme au Portugal à partir de la période révolutionnaire. Ainsi, parmi les associations d'éducation populaire actives sur la période 1974-1986, plus d'un tiers ont vu le jour après la chute du régime autoritaire. La création d'associations connaît une courbe ascendante à partir du début du XX^e siècle. La période 1962-1973, marquée par un renouvellement de contestation au régime, par de timides tentatives de libéralisation et aussi par l'installation de nombreuses Maisons du peuple,

représente un premier pic dans la création d'associations. Mais c'est surtout à partir de 1974 que le nombre d'associations d'éducation populaire augmente rapidement dans le district de Coimbra, comme dans le reste du pays.

Date de fondation des associations d'éducation populaire du district de Coimbra

Période	Associations	%
Avant 1902	3	1,4
1902-1913	7	3,4
1914-1925	11	5,3
1926-1937	18	8,7
1938-1949	20	9,7
1950-1961	18	8,7
1962-1973	42	20,3
1974-1985	71	34,3
Non connue	17	8,2
Total	207	100



Parmi les associations les plus anciennes présentes sur le district se distingue le *município* de Figueira da Foz, territoire possédant une forte tradition associative culturelle et influencé notamment par les idéaux républicains. La période républicaine a, en effet, permis

la création de nombreuses associations développant des activités dans les domaines culturel et éducatif. Si l'on analyse la période qui va de la Révolution des œillets à l'adhésion à la CEE (1974-1986), on remarque une diminution de la création de structures associatives à mesure que le 25 avril 1974 s'éloigne. La grande majorité des associations fondées au cours de cette période, objet de notre étude, a ainsi vu le jour entre 1974 et 1982. La dernière période étudiée, de 1983 à 1985, montre un ralentissement de nombre d'associations fondées et apporte la confirmation d'une perte de dynamisme du mouvement associatif à cette période.

Répartition des associations d'éducation populaire du district de Coimbra fondées sur la période 1974-1985

1974-1976	1977-1979	1980-1982	1983-1985
23 (32,4%)	22 (31%)	17 (23,9%)	9 (12,7%)

La caractérisation géographique du territoire nous permet de mettre en relation le nombre d'associations présentes sur un *município* avec le poids démographique de ce territoire dans le district. Sans surprise, les *municípios* de Coimbra et de Figueira da Foz se distinguent, concentrant à eux-deux plus de 40% des associations d'éducation populaire actives dans le district. Des territoires comme ceux de Montemor-o-Velho, Condeixa-a-Nova ou encore Tábua présentent un nombre conséquent d'associations, étant donné leur poids démographique plus restreint dans le district. Les régions intérieures du district, comme notamment Miranda do Corvo et Pampilhosa da Serra font état d'un dynamisme plus faible en termes de présence du mouvement associatif d'éducation populaire.

À partir des données recueillies au cours de notre recherche, il nous semble possible de mettre en évidence les zones du district en fonction de leur dynamisme associatif en matière d'éducation populaire. Logiquement, il existe une relation entre le poids géographique d'un territoire et la présence d'organes associatifs en son sein. C'est notamment significatif si on analyse les *municípios* de Coimbra et Figueira da Foz, qui concentrent près de 41% de la population du district et 42% des associations d'éducation populaire actives sur ce même territoire. Néanmoins, certains territoires se distinguent par un important dynamisme associatif et l'analyse plus fine des statistiques montre qu'on ne peut conclure à une relation mécanique entre le poids démographique d'un territoire et la présence d'organisations d'éducation populaire. Afin de construire un *indice de dynamisme associatif* de manière objective, nous avons choisi de mettre en relation le nombre d'associations d'éducation populaire actives dans un *município* avec le nombre d'habitants y résidant. Le résultat obtenu

indique la population potentiellement prise en charge par association. Plus ce taux est faible, plus l'ancrage des associations d'éducation populaire est forte.

Relation entre la population et le nombre d'associations d'éducation populaire présentes dans les différents *municípios* du district de Coimbra

Município	Nombre d'assoc.	Population	Habitants / Assoc.
Coimbra	55	110160	2002
Figueira da Foz	33	53525	1622
Montemor-o-Velho	22	26410	1200
Cantanhede	16	39050	2440
Condeixa-a-Nova	11	12865	1169
Oliveira do Hospital	9	23330	2592
Arganil	9	15930	1770
Tábua	9	12260	1362
Soure	8	22025	2753
Lousã	7	12750	1821
Penela	6	7870	1312
Goís	5	6705	1341
Mira	4	13175	3293
Miranda do Corvo	4	11510	2877
Penacova	4	16545	4136
Vila N. de P.	3	6025	2008
Pampilhosa da Serra	2	9245	4622
Total	207	399380	1929

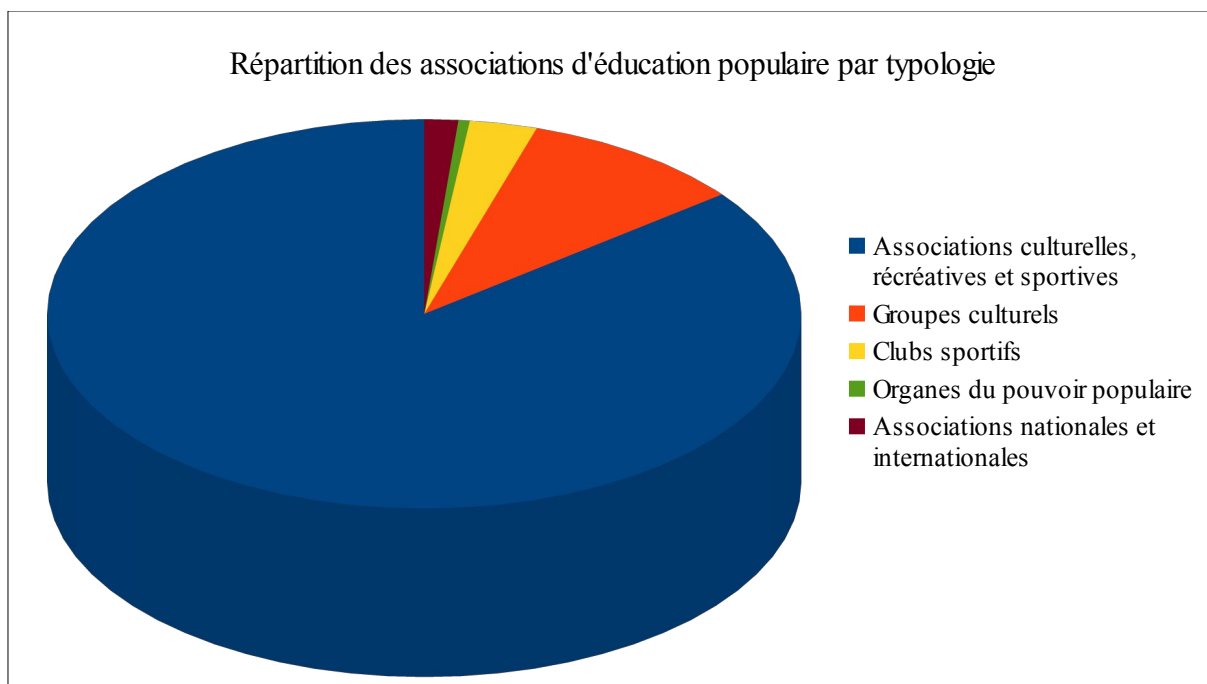
En la matière, se distinguent ainsi les territoires de Condeixa-a-Nova (1169 habitants par association), de Montemor-o-Velho (1200 hab./assoc.) et Penela (1312 hab./assoc.). Montemor-o-Velho se situe à proximité de la côte, dans la région du Bas-Mondego, particulièrement dynamique en matière associative. Les *municípios* de Condeixa-a-Nova et Penela se situent quant à eux au sud du district et ces trois villes se trouvent relativement proches de Coimbra, capitale du district (24 km pour Montemor-o-Velho, 16 km pour Condeixa-a-Nova et 32 km pour Penela). À l'opposé, Pampilhosa da Serra, Penacova et Mira présentent des indices de dynamisme associatif plus faible, avec respectivement 4622, 4136 et 3293 habitants par association. Ces trois territoires sont situés au nord (Mira et Penacova) et à l'intérieur du district (Penacova et Pampilhosa da Serra). Les villes de Mira et Pampilhosa da

Serra sont situées à deux extrémités du district et sont relativement distantes de Coimbra (46 km pour Mira et 77 km pour Pampilhosa da Serra). La plus grande distance entre ces territoires et la capitale régionale pourraient contribuer à expliquer un plus grand isolement et une plus faible vigueur des associations locales.

La classification des associations d'éducation populaire par typologie permet d'aborder leur nature propre et les activités que ces différentes structures mettent en place. Les associations culturelles, récréatives et sportives s'imposent comme la principale forme prise par les associations d'éducation populaire. Représentant 86% des associations d'éducation populaire présentes dans le district, ces structures associatives développent des activités plurielles et sont l'expression de la diversité du projet d'éducation populaire. Dans de nombreux territoires, une seule association est active et concentre diverses activités, ce qui explique la prépondérance de cette forme d'organisation. Les groupes culturels, principalement des structures de théâtre amateur, représentent près de 10% des associations d'éducation populaire locales. Les autres formes sont quant à elles plus résiduelles.

Répartition des associations du district de Coimbra par typologie d'éducation populaire

Typologie	Nombre d'associations
Associations culturelles, récréatives et sportives	177
Groupes culturels	20
Clubs sportifs	6
Organes du pouvoir populaire	1
Associations nationales et internationales	3



2. Les activités développées par les associations

Au cours de la période révolutionnaire, la chute du régime entraîne d'importantes mobilisations à la base de la société portugaise. C'est dans ce contexte que voit le jour un projet d'éducation populaire fondé sur les innombrables expériences locales qui se développent alors dans tout le pays. La multiplication d'organes de base et la forte croissance du mouvement associatif à partir d'avril 1974 viennent donner corps à ces actions dans les domaines de l'éducation et de la culture. Pendant les années du processus révolutionnaire portugais, la promotion de l'éducation des populations a pris deux formes que Stephen Stoer et Roger Dale qualifient d'alphabétisation et de pouvoir populaire. Contrairement aux grandes campagnes mises en place à partir de l'été 1974, l'action des associations s'ancre dans le modèle du pouvoir populaire en valorisant la participation de la population et en permettant la création de structures au sein de la propre communauté.

L'action des associations en matière d'éducation populaire et de développement culturel se caractérise par sa grande multiplicité. Projet possédant de nombreuses facettes, l'éducation populaire vise à la participation des populations dans leur propre apprentissage, dans le cadre d'une démocratie de base. Dès lors, toute matière peut servir d'instrument pour la formation et l'animation des populations. L'alphabétisation, priorité pour la consolidation du régime démocratique, ne constitue ainsi qu'une parcelle de ce projet d'éducation populaire. Réduire ce dernier au simple apprentissage de la lecture et de l'écriture serait l'amputer de son caractère

global. Les actions d'alphabétisation sont ainsi complétées et prolongées par une animation culturelle, prenant elle-aussi des formes multiples. L'objectif de participation des populations prend ainsi corps dans les pratiques du mouvement associatif.

2.1. L'alphabétisation

Outre les campagnes d'alphabétisation mises en place par les organisations d'étudiants dès l'été 1974, les structures associatives jouent aussi un rôle dans la mise en place de cours à destination des populations analphabètes. Ces actions d'alphabétisation s'organisent localement en fonction des besoins des populations mais aussi des recours disponibles, notamment humains, sur un territoire. Les associations ont un rôle central dans la dynamisation de ces activités. Dès l'été 1974, le Centre culturel de Ceira, dans le *município* de Coimbra exprime ainsi la volonté de mettre en place des cours d'alphabétisation en son sein.

Pour soutenir ces activités, des manuels d'alphabétisation sont publiés afin de permettre leur utilisation par les moniteurs au niveau local. Dès 1975, l'Institut de technologie éducative édite la brochure *Vive le peuple !*, conçue comme un texte de base devant être adapté en fonction des besoins locaux. Ce document se base sur l'expérimentation conduite au sein de l'École-pilote du Val du Mondego, à S. João do Campo, dans le *concelho* de Coimbra. En 1977, le secteur d'action culturelle dans l'enseignement de la BASE-FUT édite un *Manuel d'alphabétisation*, au sous-titre révélateur *Pour ceux qui veulent apprendre avec le peuple*³²⁰. Fruit des expériences du groupe, cet ouvrage appelle à un apprentissage collectif à partir du dialogue, qui ne doit pas se limiter à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Enfin, Helena Cidade Moura publie en 1979 un *Manuel d'alphabétisation* dans lequel elle défend que « l'acte d'alphabétiser, [...] devra toujours être une expérience nouvelle, où le plus grand gain se trouve dans l'échange de savoir entre l'apprenant et le moniteur »³²¹.

Plusieurs associations du district de Coimbra entreprennent ainsi la mise en place de cours à destination des populations illettrées. C'est notamment le cas du Centre d'initiation théâtrale Ester de Carvalho (CITEC), association qui se situe à Montemor-o-Velho. Si l'activité du groupe est principalement constituée par le théâtre, plusieurs membres de l'association organisent des cours d'alphabétisation de 1976 à 1978. « C'étaient des personnes qui faisaient du théâtre, des acteurs. Un [...] était directeur de scène [...]. Ils étaient des

320BASE-FUT, *Manuel de alfabetização. Para quem quer aprender com o povo*, Lisboa, Edições Base, 1977. 20 p.

321Helena Cidade Moura, *Manuel de Alfabetização*, Lisboa, Editorial Caminho, 1979. Page de couverture. « O acto de alfabetizar, [...] terá de ser sempre uma experiência nova, onde a maior ganho esteja na troca de saber entre o alfabetizando e o alfabetizador ».

professeurs diplômés et qui faisaient cela en régime de volontariat », se souvient Deolindo Pessoa, membre de l'association³²². À Coimbra, les membres de la Commission pour le sport et la culture de Póvoa, à S. Martinho do Bispo, s'engagent eux-aussi dans la mise en place de cours d'alphabétisation.

La Cáritas de Coimbra, association appartenant aux structures de l'Église, est une des organisations qui a poussé le plus loin cet engagement en faveur de l'alphabétisation des populations. Avec la démocratisation du pays, l'association sort d'une logique assistentialiste et embrasse le domaine de l'éducation populaire. La Cáritas prend alors appui sur ses « groupes socio-caritatifs », fortement insérés localement. Dans un texte programmatique publié dans le journal de l'association en juin 1976, on peut ainsi lire qu'une « campagne d'éducation populaire, avec ses multiples facettes, pourra de cette forme s'intégrer dans les objectifs de la Cáritas et dans l'action de l'Église, s'il suscite dans les communautés un authentique mouvement de valorisation humaine et chrétienne à partir de l'intérieur de chaque personne et de chaque groupe humain »³²³.

Dans un premier temps, l'association organise des cours visant à former des moniteurs d'alphabétisation. Les trois premières formations se tiennent de mai à juillet 1975 et sont animées par Lurdes Castro, religieuse brésilienne qui a notamment utilisé la méthode de Paulo Freire au Mozambique. L'année suivante, la Cáritas de Coimbra crée en son sein un secteur d'éducation d'adultes et entreprend des études statistiques afin de connaître l'impact de l'analphabétisme sur le territoire du diocèse de Coimbra. Ces études sont progressivement rendues publiques : *município* de Mira et Goís en 1977/1978, Lousã et Penacova l'année suivante, Pampilhosa da Serra en 1980/1981 et enfin les *freguesias* de Oliveira do Hospital et de Cantanhede en 1980/1981. Cette démarche s'ancre dans la volonté de connaître les territoires qui vont être dynamisés et de comprendre la réalité de l'analphabétisme au sein de la population portugaise. Les formations de moniteurs d'alphabétisation et d'animateurs culturels se prolongent au cours de cette période.

Dès 1977, l'organisation installe quatre centres d'alphabétisation et ce nombre ne cesse d'augmenter, atteignant 25 structures sur le territoire du diocèse de Coimbra au cours de l'année 1981/1982. Le programme d'activité de la Cáritas de Coimbra pour 1977 prétendait

322Entretien avec Deolindo Pessoa. Montemor-o-Velho, le 15 août 2013. 161 min. « Eram pessoas que faziam teatro, eram actores. Um [...] era director de cena, [...] Eram professores diplomados e que em regime de voluntariado faziam [...] ».

323*Movimento*, « Crescer na vida pela educação. Texto para o "Dia Cáritas" – 17 de Junho de 1976 », juin 1976. p. 9. « Uma campanha de educação popular, com as suas múltiplas facetas, poderá desta forma caber nos objectivos da Cáritas e na actuação da Igreja se suscitar nas comunidades um autêntico movimento de valorização humana e cristã a partir de interior de cada pessoa e de cada grupo humano ».

définir l'alphabétisation comme un « programme [qui] vise essentiellement non seulement à enseigner à lire, mais surtout, [qui] prétend une conscientisation des alphabétisés de leur situation, de leurs droits, de leurs problèmes, comme personnes insérées dans un milieu avec une culture propre »³²⁴. Pour Conceição Oliveira, membre de l'équipe centrale d'éducation d'adultes de l'association, l'objectif de ce processus d'apprentissage était que « les personnes changent un peu leurs habitudes. [...] Et qu'elles soient capables d'intervenir, que les personnes deviennent aussi intervenantes, mais conscientes »³²⁵.

Les processus d'alphabétisation qui se développent dans le milieu associatif au cours de cette période ne sauraient ainsi se limiter à l'apprentissage des seules compétences d'écriture et de lecture. Il est notable que la plupart des associations menant des actions d'alphabétisation possèdent d'autres secteurs d'activité dans les domaines culturel et pédagogique et qu'il existe des passerelles entre ces sphères. L'alphabétisation serait bien plus un premier pas nécessaire dans un processus d'apprentissage et de valorisation des savoirs, dans le but de permettre une intervention et une meilleure inclusion dans les différentes sphères de la vie sociale. Il est ainsi intéressant de noter que le terme même d'alphabétisation acquiert un sens nouveau, connaissant une extrapolation du seul domaine littéraire et s'appliquant à l'ensemble des aires de la vie culturelle. Au cours des campagnes d'alphabétisation organisées par le MFA, la notion d'« alphabétisation sportive » était ainsi utilisée.

2.2. L'animation socioculturelle

Si l'alphabétisation est une priorité dans le cadre de la démocratisation du pays, la notion de « post-alphabétisation » est essentielle pour la mise en place d'un régime permettant une ample participation de la population dans la gestion des affaires communes. Cette notion caractérise l'ensemble des activités culturelles et éducatives pouvant être mises en place afin de donner continuité aux actions d'alphabétisation. Outre une portée politique permettant la prise de parole et l'expression d'opinions, cette post-alphabétisation évite une « régression » des nouveaux alphabétisés vers l'illettrisme, faute d'usage des compétences nouvellement acquises. L'animation socioculturelle s'impose alors comme un outil permettant la réflexion et

324Cáritas, « Programa de Actividades da Cáritas Diocesana de Coimbra », 1977. pp. 9-10. « Este programa aponta essencialmente não apenas para ensinar a ler, mas sobretudo, pretende uma consciencialização das alfabetizandos da sua situação, dos seus direitos, dos seus problemas, como pessoas inseridas num meio com a sua cultura própria ».

325Entretien avec Conceição Oliveira. Coimbra, le 23 juillet 2013. 66 minutes. « Que as pessoas mudassem um pouco os seus hábitos. [...]. E que eles fossem capaz de intervir, que as pessoas passem também a ser intervenientes, mas conscientes ».

la production collectives de savoirs. Le rôle de l'animateur est ainsi de faciliter l'autonomie et la créativité du groupe. Nombre d'activités mises en place par les associations locales peuvent être considérées comme de l'animation.

Nous entendons ici la notion d'animation socioculturelle en lien avec la position défendue par Francis Jeanson dans l'ouvrage *L'action culturelle dans la cité*, paru en 1973. Pour cet auteur, il s'agirait « de proposer aux différents membres d'une population concrète la double image de nos aliénations présentes et de nos éventuels pouvoirs »³²⁶. Cette compétence ne se limite pas à une seule démocratisation de la culture en augmentant sa réception, mais d'une attitude plus radicale qui viserait « à fournir aux exclus de la culture traditionnelle les moyens de se cultiver eux-mêmes, selon leurs propres besoins et leurs propres exigences »³²⁷. Cette conception se rapproche fortement du projet d'éducation populaire qui voit le jour au Portugal au cours de la période révolutionnaire. La culture est ici conçue comme un instrument afin de décodifier la réalité sociale et de construire collectivement des alternatives politiques.

L'animateur a ainsi un rôle essentiel à jouer dans les processus d'éducation populaire, notamment au sein des associations. Néanmoins, ce rôle est difficilement définissable et nous pouvons qualifier cette posture de *position instable*, en équilibre en deux pôles. Selon Camilo Mortágua, « un des rôles les plus difficiles à bien exécuter dans la société est celui de l'animateur »³²⁸. En effet, l'animateur est pris entre deux logiques contradictoires. D'une part son action vise à l'autonomie de la communauté dans laquelle il s'insère et son objectif est la mobilisation de cette population donnée. Mais, dans le même temps, cette action se veut transformatrice des modes de vie et l'animateur peut rapidement s'imposer comme un leader donnant des directives pour ce changement. Dans ce cas, l'autonomie du groupe est remise en cause et se crée de nouveaux liens hiérarchiques dans un processus qui visait à les limiter.

La question de la neutralité de l'animateur concentre ces enjeux. L'animateur ne peut prendre les traits d'un homme politique venant proposer un programme pour l'amélioration des conditions de vie, cherchant les votes qui permettraient de le réaliser. Le rôle de l'animateur est bien plus de dialoguer, de défier les individus au niveau local pour les mobiliser sur les problèmes les affectant au premier chef. On peut ici faire l'analogie avec l'activité de l'animateur dans un atelier d'écriture. Ce n'est pas lui qui tient la plume ou qui décide de la manière dont le sujet va être traité. Son rôle se limite à présenter des propositions, à « mettre en condition » les participants et à leur donner confiance dans leurs capacités.

326 Francis Jeanson, *L'action culturelle dans la cité*, Paris, Éditions du Seuil, 1973. p. 40.

327 *Idem.* p. 137.

328 Entretien avec Camilo Mortágua. *op. cit.*. « Um dos papéis mais difíceis de bem executar na sociedade é o papel do animador ».

L'animation est avant tout une activité militante, un engagement visant non pas à la recherche du pouvoir mais à créer du pouvoir au sein d'une communauté. Ainsi, pour Camilo Mortágua, l'animateur « n'est pas neutre. Il ne peut jamais être neutre. S'il est neutre, il ne s'intéresse pas aux problèmes des autres »³²⁹.

En 1971, Saul Alinsky publie son ouvrage *Rules for Radicals*, traduit en français sous le titre *Manuel de l'animateur social*, en 1976. Si cet ouvrage est relativement méconnu au Portugal, conséquence notamment de l'absence de traduction en langue portugaise, il permet néanmoins de comprendre les traits caractéristiques du travail d'animateur. Selon Alinsky, il s'agit d'organiser une communauté sur les problèmes qui l'affectent et qui lui semblent prioritaires. L'objectif est alors de montrer à ces populations le pouvoir dont elles disposent une fois organisées. L'obtention d'une revendication fonctionne alors comme une victoire venant concrétiser ce pouvoir. Jean Gouriou, auteur de la présentation de l'ouvrage de 1976, résume ainsi cette activité telle que conçue par Saul Alinsky :

« Pour faire son métier d'animateur, il faut être dans la rue, discuter avec les gens, découvrir ce qu'ils veulent, ce que sont réellement leurs problèmes, et alors les organiser autour de ces questions. Fondamentalement, il s'agit d'être avec eux et de les aider, en se battant et célébrant leurs victoires, à triompher des situations injustes et frustrantes dans lesquelles ils s'enlisent ».

La question de l'extériorité de l'animateur au milieu qu'il vient dynamiser se pose néanmoins. Cette extériorité existe dans pratiquement toutes les expériences d'animation : soit l'animateur est un militant s'engageant dans un quartier ou un village qui n'est pas le sien, soit il vient de ce même territoire mais a connu des expériences à l'extérieur de ce milieu qui lui ont permis de prendre du recul et de le mettre en question. Dans le cas des campagnes mises en place au cours de la période révolutionnaire par les militaires et les étudiants, la courte durée des actions rendait difficile le dépassement de cette extériorité. Le mouvement associatif permet, quant à lui, une plus grande proximité avec le milieu dynamisé. Toute expérience d'animation se doit ainsi de débiter par une étude et un inventaire de cet espace. Les associations locales permettent ainsi de résorber cette extériorité et de limiter la mise en place d'une hiérarchie entre l'animateur et le reste de la population. Dans ce cadre, chacun est capable d'enseigner ses connaissances et d'apprendre ce qui lui fait défaut.

Dans le mouvement associatif local, l'animation culturelle prend souvent la forme d'organisation de sessions et de moments culturels sur un territoire donné. En 1977, le Groupe récréatif vilaverdense, en périphérie de Figueira da Foz, organise ses premières journées

329 *Idem*. « Não é neutro. Nunca pode ser neutro. Se é neutro não se interessa pelos problemas dos outros ».

culturelles avec des séances de cinéma, des pièces de théâtre, des concerts et des débats. Cette initiative a notamment permis à des groupes locaux de se produire et a reçu le soutien du FAOJ, du secrétariat d'État à la Culture et de la mairie de Figueira da Foz. Trois éditions de ces journées se produisent, la dernière ayant lieu en 1982. En juin 1978, l'Association de la mocidade chrétienne de Coimbra (ACM), organise l'exposition « Journée d'art – Artistes de Coimbra », au musée Machado de Castro, chargé de faire connaître les artistes locaux³³⁰. João Neto, principal responsable du Centre social Cova e Gala, à Figueira da Foz, note l'importance de la réalisation de sessions avec la population « pour discuter diverses questions en relation avec leur vie. Avec leur habitation, avec leur profession, avec la question de l'éducation des enfants »³³¹.

La publication de bulletins et de journaux constitue ainsi un moyen de dynamiser un territoire en permettant la circulation d'informations mais aussi en fournissant un espace pouvant accueillir des contributions. Néanmoins, cette activité représente un investissement important, tant du point de vue logistique que financier, pour des associations locales. Ces expériences sont ainsi bien souvent de courte durée, ce qui n'enlève rien à leur richesse. En juin 1979, paraît le premier numéro du journal *Olivais*, édité par la section culturelle du Olivais football club. Trois numéros voient le jour au cours de cette même année. L'Association culturelle, sportive et récréative Pedra Rija de Portunhos, dans le *município*, lance en juin 1983 le premier numéro de son bulletin informatif, *Pedra-de-Toque*. Si ce numéro est l'unique publié, il traduit néanmoins une volonté.

Enfin, en février 1977 voit le jour le journal *Talabário*, œuvre du Groupe amateur de théâtre de Taveiro. Sans aucun doute l'un des mieux structurés au niveau régional, ce journal local porté par une association paraît à 17 reprises entre 1977 et 1978. Visant à « l'élévation du niveau culturel de chacun »³³², le journal se donne pour objectif de « faire naître l'intérêt des personnes » en traitant de problèmes locaux, mais aussi de sujets plus généraux³³³. Les sections du journal traitent de l'éducation, de l'évocation des traditions de Taveiro, mais aussi des activités associatives et des tribunes concernant l'amélioration de cette commune de la périphérie de Coimbra. D'autres articles sur la crise du logement ou encore le rôle des organisations internationales permettent d'ouvrir les horizons des habitants, dont les

330 Associação Cristã da Mocidade de Coimbra, « Jornada de arte. Artistas de Coimbra ». Exposição no Museu Nacional Machado de Castro, 1978.

331 Entretien avec João Neto. Figueira da Foz, le 19 juillet 2013. 104 minutes. « Para discutirmos várias questões relacionadas com a sua vida. Com a sua habitação, a sua profissão, a questão da educação das crianças ».

332 *Talabário*, « Nota da redacção », n°3, avril 1977. Page de couverture. « Elevação do nível cultural de cada um ».

333 *Talabário*, « Nota de abertura », n°8, octobre 1977. Page de couverture. « Despertar o interesse das pessoas ».

contributions sont les bienvenues. La parution de ce journal constitue la création d'un véritable espace d'animation au sein de la commune.

La formation d'animateurs locaux représente un enjeu capital afin de préserver la continuité des actions mises en place. Le Graal, association d'origine chrétienne, connaît une forte implantation dans le district de Coimbra. Après un projet d'alphabétisation qui débute en 1969, l'association met en place des équipes mobiles après le 25 avril 1974. Ce travail de contacts locaux se poursuit avec le projet d'action socioculturelle à destination de femmes de milieu rural développé dans une trentaine de villages de Coimbra entre 1975 et 1982. Les militantes mènent un véritable travail d'animation culturelle avec pour objectif de mobiliser ces femmes et d'en faire des agents de changement dans ces zones rurales. Durant ces années, les membres du Graal produisent du matériel pédagogique prenant le plus souvent la forme de brochures consacrées à des thèmes touchant la vie quotidienne de ces femmes³³⁴.

Ces années d'animation locale voient aussi se réaliser des rencontres entre participantes de différents villages, moyen de créer des solidarités communes. La première de ces rencontres se tient à la date symbolique du 25 avril 1977. Ces initiatives menées par les membres du Graal ont contribué à élargir l'horizon de nombres de participantes et ont permis d'amorcer des dynamiques nouvelles. Dans le rapport final du projet, les membres du Graal tirent les enseignements de ces sept années d'animation en milieu rural. Cinquante-deux villages ont été abordés par le projet et des groupes se sont constitués dans trente-sept localités, les quinze autres étant restées au stade d'une réunion. Les participantes avaient alors entre vingt et soixante ans, avec une prégnance de femmes entre trente et quarante ans. Le projet a été opérationnel dans huit *municípios* du district de Coimbra. Les membres du Graal définissent dans leur rapport ces activités d'animation comme « un processus de conscientisation collective »³³⁵.

2.3. Le théâtre comme apprentissage collectif

Le Portugal possède une forte tradition de théâtre populaire trouvant ses racines dans le mouvement républicain à la fin du XIX^e siècle. De plus, nombre d'auteurs portugais ont écrit pour le théâtre et le pays possède une forte tradition de dramaturges, avec notamment Gil Vicente et Almeida Garrett. Les *municípios* de Figueira da Foz et de Montemor-o-Velho présentent un riche paysage en matière d'associations et de groupes de théâtres, fondés dès le

334 Nous remercions particulièrement Celeste Isabel de nous permis d'avoir accès à ces documents provenant des archives du Graal (Golegã).

335 « Apuramento das entrevistas de avaliação feitas às participantes no termo do Projecto ». Coimbra, décembre 1982. p. 4. « Um processo de conscientização em comum ».

début du XX^e siècle. Durant la période révolutionnaire, l'activité théâtrale connaît une nouvelle expansion, se généralisant dans de nombreuses associations locales. La pratique du théâtre s'impose ainsi comme un puissant moyen de dynamisation et d'apprentissage collectif.

Le théâtre permet en effet un apprentissage varié au sein du groupe qui y participe. La confiance de soi, l'usage du corps, la connaissance du texte, ainsi que les activités plus techniques de production, sont autant de compétences acquises par les membres d'un groupe de théâtre amateur. Mais le théâtre présente un double enjeu éducatif puisque la pièce créée est présentée face à un public. Elle peut alors être un important moyen d'information, de dynamisation, mais surtout de réflexion sur la réalité environnante. Le théâtre permettrait ainsi de questionner cette réalité, par contraste avec celle présentée dans la pièce. Le dialogue possible entre le groupe amateur de théâtre et le public renforce un peu plus cette notion d'apprentissage collectif. Dans le cadre du processus révolutionnaire et de la démocratisation du pays, le théâtre, en tant qu'activité culturelle, a ainsi vu son rôle valorisé.

Au cours de cette période de nombreux groupes de théâtres voient le jour comme c'est le cas du Groupe du théâtre du Sobral de Ceira, fondé en 1975 avant d'être officialisé en 1976. Des groupes déjà existants renforcent leurs activités et atteignent un audience importante. Le Groupe récréatif vilaverdense, association du *município* de Figueira da Foz, joue ainsi sa pièce *La trahison du père Martinho* à 29 reprises au cours de l'année 1975, cumulant plus de 8000 spectateurs. Nombre d'associations sportives et culturelles se lancent dans cette dynamique en créant des sections de théâtre en leur sein. Le territoire se situant entre Coimbra et la zone littorale, traditionnellement appelé le Bas Mondego en référence au fleuve le bordant, est particulièrement actif dans ce secteur, comptant nombre de groupes de théâtre, mais aussi des salles permettant les représentations, infrastructures plus rares dans les autres zones du district.

Le contenu même des textes représentés connaît, bien évidemment, une transformation profonde avec la chute du régime autoritaire et le cadre révolutionnaire qui s'installe alors dans le pays. Le contenu plus politique des pièces jouées est une caractéristique marquante. La conception d'un théâtre engagé, populaire et ayant un rôle politique à jouer dans la définition du futur du pays s'impose au cours de cette période. Le théâtre a ainsi souvent été mobilisé dans le cadre des campagnes de dynamisation culturelle du Mouvement des Forces armées. Les textes de Bernardo Santareno, antifasciste portugais ou encore d'Alfonso Sastre, dramaturge anti-franquiste, impossibles à mettre en scène pendant la période autoritaire sont redécouverts.

La promotion des cultures locales touche le théâtre et incite à la rédaction de nouveaux

textes. José Ribeiro, principale figure de la Société d'instruction tavadense, de Figueira da Foz, s'est imposé comme un prolifique auteur de pièces pour le théâtre amateur et ce, dès les années 1960, avec notamment *Terra de Limonete*, qui paraît en 1965. À la tête de l'association jusqu'à son décès en 1986, José Ribeiro ancre son théâtre dans l'histoire et les traditions locales de Tavadere. La Ligue récréative riovidense, qui voit le jour en 1974 dans le *município* de Miranda do Corvo, participe à ce mouvement de redécouverte et de promotion de l'histoire locale. En 1975, deux membres du Groupe d'art populaire de l'association, Jorge Manuel Ferreira Gaudêncio et José Manuel Simões de Castro écrivent la pièce *Esta noite dormem lá elas...*, à partir d'une légende locale. La préface de cette pièce permet de comprendre l'enjeu que représente cette histoire pour les habitants de ce territoire :

« Étant en contact direct et permanent avec le peuple, nous avons entendu de nombreuses fois raconter cette version. À partir de cela, nous avons été inspirés à l'écrire, de forme à ce qu'aujourd'hui elle puisse être rappelée. Cela n'a pas été par hasard que nous l'avons écrit, mais en voyant l'exploitation d'un peuple qui vivait dans des conditions tout simplement précaires. Nous sommes parvenus à la conclusion, que le peuple de Rio de Vide représente un tout petit engrenage de la machine d'exploitation de notre pays. Nous dédions cette pièce à notre peuple, pour qu'il puisse de situer dans cette situation d'exploitation dans laquelle il vit. De là, le fait que la pièce soit écrite dans un langage relativement populaire afin que le peuple le plus surchargé – le peuple agricole – la déchiffre comme il se doit »³³⁶.

Au cours de cette même période, le dramaturge brésilien Augusto Boal lance les bases du théâtre de l'opprimé, application des principes de la pédagogie de Paulo Freire. Proposant d'éliminer la séparation entre acteurs et spectateurs, ce théâtre de l'opprimé se veut avant tout politique au sens d'une conquête de la parole et de la participation. Paraphrasant Karl Marx, Augusto Boal appelle ainsi à « la conquête des moyens de production théâtrale »³³⁷, afin d'en faire un vecteur de l'animation. Pour Boal, « tous les groupes de théâtre véritablement révolutionnaires doivent remettre au peuple les moyens de la production théâtrale pour qu'il les utilise lui-même. Le théâtre est une arme : c'est le peuple qui doit s'en servir »³³⁸. En 1978, Boal publie un ouvrage d'« exercices pour acteurs et non-acteurs » visant à une dynamisation et à un processus d'émancipation. Dans ce texte, Augusto Boal déclare notamment : « Assez

336 Liga Regional Riovidense, *Nascimento e evolução. "Esta noite dormem lá elas..."*, Rio de Vide, 1999, p. 13.
« Estando nós permanentemente em contacto directo com o povo, ouvimos para várias vezes contar esta versão. Daqui fomos inspirados a escrevê-la, de forma a que hoje pudesse ser lembrada. Não foi por simples acaso que nós a escrevemos, mas por vermos a exploração de um povo que vivia em condições meramente precárias. Chegámos à conclusão, que este povo de Rio de Vide representa um pequeníssimo parafuso da máquina exploradora do nosso país. Dedicamos esta peça ao nosso povo, para que ele se possa situar nessa situação exploradora em que vive. Daí que a peça esteja escrita em linguagem bastante popular para que o povo mais sobrecarregado – o agrícola – a decifre convenientemente ».

337 Augusto Boal, *Théâtre de l'opprimé*, Paris, La Découverte, 1996 [1975], p. 8.

338 *Idem*. p. 15.

d'un théâtre qui interprète à peine la réalité : il est nécessaire de la transformer ! »³³⁹.

Cette conception théâtrale conduit à éliminer la frontière entre la scène et les spectateurs, ces derniers pouvant devenir acteurs en intervenant dans la pièce. L'objectif étant de mettre en scène des formes de lutte contre les inégalités affectant les populations locales et les alternatives pouvant naître de mobilisations sociales. Si le théâtre de l'opprimé a connu relativement peu de réalisations sous cette forme, la présence d'Augusto Boal au Portugal entre 1976 et 1978 a permis d'influencer les pratiques locales. Selon Deolindo Pessoa, une formation a ainsi été organisée au Théâtre académique Gil Vicente de Coimbra, orientée par le dramaturge brésilien³⁴⁰. Hélder Costa, principale figure du groupe de théâtre de Lisbonne « A Barraca », a ainsi travaillé en collaboration avec Augusto Boal.

L'activité théâtrale s'ancre alors au cœur du projet d'éducation populaire, en permettant une prise de parole et des apprentissages collectifs, soutenus par une perspective politique de déconstruction des réalités sociales. Le processus amenant un groupe à mettre en scène une pièce présente une forte charge pédagogique, s'appuyant sur le débat constant et le travail en commun. La représentation est un moment de contact avec le public qui élargit encore ce processus d'apprentissage. Ainsi, selon Luís Serrano, membre du Groupe amateur de théâtre de Taveiro, « les éléments qui sont entrés dans le groupe et qui ont fait partie du groupe, comme acteurs, comme éléments de la direction ont beaucoup gagné. [...] Notamment parce que les textes étaient très exigeants et obligeaient les personnes à s'efforcer activement dessus. On peut dire qu'il n'y a pas eu une participation directe, mais une participation indirecte à la formation de ces personnes »³⁴¹.

En 1977 se tiennent ainsi les premières journées de théâtre amateur de Figueira da Foz, organisées par le Lions Clube. Selon les organisateurs, « la principale finalité de l'initiative est de divulguer le travail, enthousiaste et utile, des divers groupes scéniques du *municípios* qui, dans un labeur méconnu de la majorité des figueirenses, luttent pour le développement du théâtre, en le cultivant et en aidant à cultiver le peuple »³⁴². Cette première édition des journées de théâtre amateur se déroule du 14 mars au 2 mai 1977 et mobilise huit groupes du

339Augusto Boal, *Duzentos Exercícios e Jogos para o actor e o não actor com ganas de dizer algo através do Teatro*, Lisboa, Vozes na luta, Cooperativa de Acção Cultural, 1975. p. 17. « Basta de um teatro que apenas interprete a realidade: é necessário transformá-la! ».

340Entretien avec Deolindo Pessoa. *op. cit.*.

341Entretien avec Luís Serrano. Taveiro, le 16 août 2013. 75 min. « Os elementos que ingressaram no grupo e que fizeram parte do grupo, como actores, como elementos da direcção ganharam muito. [...] Até porque os textos eram muito exigentes e obrigavam as pessoas a pulsarem atentamente sobre aquilo. Houve, digamos não uma participação directa mas uma participação indirecta também na formação deste gente ».

342*Diário de Coimbra*, « Primeiras [sic] Jornadas de Teatro Amador. Uma iniciativa do Lions Clube da Figueira da Foz », le 3 mars 1977. p. 3. « A principal finalidade da iniciativa é divulgar o trabalho, entusiástico e útil, dos diversos grupos cénicos do concelho que num labor desconhecido da maioria dos figueirenses, lutam pelo desenvolvimento do teatro, cultivando-o e ajudando a cultivar o povo ».

municípios. Cet événement réunit 4500 spectateurs et se reproduit depuis chaque année. Au cours de la même période, l'INATEL met en place un cycle de théâtre amateur. Signe de ce dynamisme, la Caritas de Coimbra crée en son sein une équipe consacrée au théâtre en 1978. Au cours des mois de janvier et février 1979, le Fonds d'appui aux organismes juvéniles organise une formation au théâtre à destination des animateurs locaux et orientée par le brésilien Geraldo Tuche.

2.4. L'éducation par le sport

La pratique d'une activité sportive comporte d'évidents éléments pédagogiques et formateurs. Le sport permet d'améliorer ses capacités physiques, de développer des attitudes de respect et d'entraide, mais aussi de véhiculer des valeurs éthiques et de solidarité. C'est dans ce cadre que l'activité physique peut s'ancrer dans un projet d'éducation populaire. La compétition n'est pas ici centrale, même si elle peut exister, les aspects éducatifs et récréatifs étant les plus valorisés. Ainsi, le sport, comme activité sociale formatrice, a un rôle à jouer dans la démocratisation du pays et la recherche de son futur politique. En 1975, la direction générale des Sports édite ainsi un *Manuel élémentaire de football*, dans lequel elle défend « le sport comme un moyen de démocratisation, capable d'être utilisé comme un moyen d'intervention politique, à partir du moment qu'il soit subordonné aux principes basiques du processus de démocratie »³⁴³.

L'associativisme local, qui connaît une nouvelle dynamique à partir du processus révolutionnaire portugais, prend ainsi en charge cette conception d'un sport populaire. La revendication d'infrastructures permettant la pratique sportive est bien souvent le premier pas dans la constitution d'une association. Les inégalités entraînées par près d'un demi-siècle de régime autoritaire se reflètent aussi au niveau de la pratique sportive, les régions les plus rurales étant les plus affectées par le manque d'infrastructures. Avec la chute du régime, les populations se mobilisent pour remédier à ces manques en organisant la construction de terrains de sports. C'est notamment le cas du Centre de loisirs populaire de Palheiros et Zorro inauguré en 1975 en périphérie de Coimbra, ou encore de l'Association culturelle, sportive et récréative Pedra-Rija de Portunhos, dans le *município* de Cantanhede. Les infrastructures de ces deux associations sont ainsi construites par les propres populations locales.

Au cours de la période révolutionnaire, la direction générale des Sports alors dirigée par

³⁴³Ministério da Educação e da Cultura, Secretaria de Estado dos Desportos e Acção Social Escolar, Direcção-Geral dos Desportos, Delegação de Coimbra, *Manual elementar de futebol. Apoio ao futebol popular*, 1975. p. 12. « O desporto como meio de democratização, capaz de ser utilizado como um meio de intervenção política, desde que subordinado aos principios básicos do processo da democracia ».

Alfredo Melo de Carvalho mène une politique de soutien au développement des associations. En février 1976, se tient ainsi une rencontre du Mouvement volontaire sportif (MVD)³⁴⁴, initiative de la DGD. Ce projet vise à la coordination et à la formation des animateurs locaux agissant dans le domaine sportif. Les membres du MVD mènent une « fonction d'animation sportive non rémunérée, dans un groupe ou un petit club, ou encore dans quelconque structure d'associativisme sportif communautaire »³⁴⁵. La ligne politique tracée par la direction générale s'oriente vers le soutien aux associations ancrées localement, fruit de la mobilisation des populations. Les objectifs sont alors la formation des animateurs, la construction de petites infrastructures et un soutien financier à ces associations³⁴⁶.

À partir de 1975, la DGD entreprend la publication d'une série de brochures à destination des professeurs d'éducation physique, mais aussi des animateurs. Cette *Mini-Bibliothèque* contient notamment des ouvrages sur le rôle social du sport, les jeux sportifs collectifs ou encore des exemples d'exercices de gymnastique à réaliser sans avoir recours à des infrastructures importantes³⁴⁷. Outre la revue *O Animador*, dont deux numéros paraissent en 1976, la direction générale lance en janvier 1976, la revue *Treino desportivo*. Dans le deuxième numéro de la revue, on trouve notamment une description des qualités dont doit faire preuve un entraîneur :

« L'entraîneur doit savoir que sa perspective de la pratique sportive est toujours une position politique assumée, soit consciemment soit inconsciemment et bannir l'idée erronée que le sport n'a rien à voir avec la politique. Son action contribue toujours à la création, chez les participants, d'une vision du monde donnée et d'une façon d'analyser les problèmes. En côtoyant des êtres humains et des communautés, l'entraîneur doit être conscient du rôle qu'il est en train de jouer et si à travers de la pratique sportive il participe au développement et à l'éclairage de ces derniers »³⁴⁸.

Activité éducative et donc politique, le sport est ainsi conçu comme faisant partie intégrante du domaine culturel. Nous revenons ici à la définition de la culture telle qu'elle avait notamment été exprimée par Paulo Freire. Cette conception de l'activité sportive est

344En portugais, *Movimento Voluntário Desportivo (MVD)*.

345*O Animador*, n°1, mars 1976, p. 5. « Função de animação desportiva não remunerado, num núcleo ou pequeno clube, ou ainda em qualquer outra estrutura de associativismo desportivo comunitário ».

346Alfredo Melo de Carvalho, *Desporto e Revolução. Uma política desportiva*, Lisboa, Ministério da Educação e da Investigação Científica, Direcção-Geral dos Desportos, 1975. 311 p.

347Ministério da Educação e Investigação Científica, Secretaria de Estado dos Desportos e Acção Social Escolar, Direcção-Geral dos Desportos, *Mini Biblioteca – Formação Desportiva no Ensino Primário*.

348*Treino desportivo*, « As qualidades do treinador », n°2, février 1976. p. 3. « O treinador tem de saber que a sua perspectiva da prática desportiva é sempre uma posição política assumida quer consciente quer inconscientemente e banir a ideia errada de que o desporto nada tem a ver com a política. A sua acção contribui sempre para a criação, nos praticantes, de uma dada visão do Mundo e de analisar os problemas. Ao lidar com seres humanos e comunidades o treinador deve estar consciente do papel que está a desempenhar e se através da prática desportiva participa no desenvolvimento e esclarecimento daqueles ».

intéressante puisqu'elle permet de souligner le caractère intégral du projet d'éducation populaire au Portugal. Les associations représentent bien souvent cette diversité en leur sein avec la mise sur pied de différentes sections. Dans un texte datant de 1998, Alfredo Melo de Carvalho écrit ainsi que « dans tous les domaines de la culture, et dans divers autres domaines de l'activité humaine, l'association volontaire des individus, avec des finalités non lucratives, constituera toujours un des éléments fondamentaux de la démocratie »³⁴⁹.

En tant qu'activité de promotion de valeurs, le sport peut ainsi être considérée comme faisant partie intégrante du projet d'éducation populaire. La Révolution des œillets permet là encore une remise en cause complète des bases fondant cette activité culturelle. Au sein des associations sportives du district de Coimbra émergent bien souvent des sections culturelles et des bibliothèques, signe de l'entrelacement de ces activités. Le Club sportif de Celas, quartier de Coimbra, organise ainsi en avril 1976, une semaine de la bibliothèque. La lecture est ainsi incitée dans les clubs sportifs et diverses initiatives permettent de constituer de petites bibliothèques au sein de ces associations, marquées toutefois par des dynamismes divers. La promotion du camping est aussi intégrée dans ces sections sportives, permettant ainsi le développement d'une pratique populaire en nature.

3. La structuration du mouvement associatif

La normalisation de la situation portugaise survenue à partir de novembre 1975 entraîne, de fait, la fin de la période révolutionnaire qui s'était ouverte avec la chute du régime salazariste en avril 1974. Au cours de ces deux années, l'associativisme avait connu un nouvel élan, fruit du retour des libertés démocratiques et des défis se présentant au nouveau régime. Ce dynamisme des organisations de base avait trouvé dans certains secteurs de l'appareil d'État des soutiens conséquents. L'indécision qui avait marqué cette période laisse place à la reconstitution d'une unité au sein du pouvoir politique, avec la prise de fonction du premier exécutif constitutionnel, dirigé par le socialiste Mário Soares. Si les constitutions d'associations se prolongent après 1976, le contexte a radicalement changé et l'environnement s'avère moins favorable à ces mouvements populaires.

Les associations semblent alors se tourner vers la coordination de leurs activités. Il s'agit là d'une volonté de mener des actions plus efficaces en encourageant le travail commun, mais aussi d'une nécessité devant le risque d'isolement et de perte de vitesse du mouvement

349 Alfredo Melo de Carvalho, *Desporto Popular. Como Prática de Cultura Democrática*, Porto, Campo das Letras, 1998. p. 126. « Em qualquer área da cultura, e em vários outras áreas de actividade humana, a associação voluntária dos indivíduos, com finalidades não lucrativas, constituirá sempre um dos elementos fundamentais da democracia ».

associatif. L'organisation de rencontres nationales permet ainsi de connaître les difficultés des associations locales et de faire émerger un projet commun. De nombreuses fédérations voient le jour ou connaissent une redéfinition de leur programme afin de soutenir ces activités d'animation. Au niveau international, l'UNESCO et des organisations étrangères viennent apporter un soutien à la réalisation de programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle au Portugal. Cette structuration des activités des associations a pour finalité d'apporter une continuité aux actions mises en place au cours de la période révolutionnaire.

3.1. L'organisation de rencontres locales et nationales

Après avril 1974, certaines associations locales avaient pris l'initiative de réunir les organisations travaillant sur un même territoire. C'est notamment le cas en février 1975 avec une rencontre réunissant des collectivités culturelles et récréatives de Coimbra dans les installations du Club récréatif du Calhabé et une réunion à laquelle participent les organismes associatifs du *município* de Pampilhosa da Serra à la fin de cette même année. Mais c'est surtout avec la fin de la période révolutionnaire que prend forme cette dynamique au niveau national. Le territoire de Coimbra, de par sa localisation centrale au niveau national, joue un rôle de premier plan accueillant ainsi deux rencontres nationales sur la période. Ces rencontres permettent de concrétiser les contacts entre ces associations enracinées localement et ayant bien souvent des difficultés à sortir de leur territoire d'action.

Au niveau de la région de Coimbra, une rencontre des collectivités culturelles et récréatives a lieu le 20 mai 1975. Il s'agit de mettre en place un secrétariat chargé d'organiser une « rencontre des collectivités culturelles, sportives et récréatives du district de Coimbra ». Ce secrétariat est alors constitué par six associations : l'Ateneu de Coimbra, le Club académique de Coimbra, le Ciné-club de Coimbra, le groupe de folklore « Estrelas de Arzila », la Commission pour le sport et la culture de Póvoa et le Club récréatif du Calhabé, dont les installations accueillent la réunion. Cinquante personnes sont présentes et vingt associations de la région sont représentées lors de cette réunion. À l'image des organes locaux du pouvoir populaire, les associations tentent de coordonner leurs actions au cours de l'année 1975.

La première de ces rencontres nationales d'associations de base se tient à Coimbra, du 18 au 20 mars 1977. Dans le texte d'ouverture de la rencontre, les organisateurs font référence au nouveau contexte affectant le mouvement associatif. Après la phase révolutionnaire marquée par un fort soutien aux organisations populaires de base, l'heure est alors au reflux des

mouvements sociaux. Ce nouveau contexte politique et social pousse les associations au renforcement de la coordination de leurs activités, tant au niveau régional que national. La tenue de cette première rencontre traduit bien la volonté d'établir des liens entre les associations de base. L'objectif de cette rencontre est de lutter contre la démobilité qui se fait alors sentir au sein de la société portugaise. Parmi les 36 associations présentes, huit proviennent du territoire du district de Coimbra. À l'issue de la rencontre, les associations présentes adoptent une proposition visant à mettre sur pied quatre échelons de coordination (Nord, Centre, Lisbonne et Sud). Les participants décident par ailleurs de créer l'organe *Viva*, qui publie deux numéros dans les mois qui suivent, avant de s'interrompre, faute de financement.

En 1977, l'Association portugaise d'animateurs culturels (APAC) organise la première rencontre nationale d'animateurs culturels du 1^{er} au 3 avril, à Estoril. Cette rencontre doit permettre à cette association fondée à la fin de l'année précédente d'étendre son activité. La convocation de cette rencontre énonce les moments de ces trois jours : réflexions sur la situation de l'animation dans le pays, questions de fonds de l'animation culturelle et enfin la promotion et le développement de l'APAC. L'association avait en effet pris part, en 1976, au débat concernant la mise en place d'un statut de l'animateur. Ainsi, pour Orlando Garcia, membre fondateur de l'association, « l'animation est une profession ouverte et en conséquence, l'accès à cette profession ne peut être restreinte à des formations avec des schémas trop rigides »³⁵⁰. À partir de l'année suivante l'union entre les animateurs et le monde associatif est consacrée par une rencontre réunissant ces deux acteurs fondamentaux du projet d'éducation populaire.

La deuxième rencontre d'associations et d'animateurs culturels a lieu du 1^{er} au 3 décembre 1978, à Lisbonne. Si le nombre de participants est relativement stable (39 associations présentes et 120 participants), le district de Coimbra n'est représenté que par cinq membres du GIACC. Les participants se placent alors dans une posture d'opposition à l'égard des standards culturels de l'époque. Les organisateurs considèrent ainsi que les associations culturelles ont la capacité de « *subvertir* les relations sociales et les relations de pouvoirs existantes – unique chemin pour une création de la culture qui s'oppose à la culture dominante »³⁵¹. Par ailleurs, le journal *Intervenção* devient l'organe des associations culturelles, des animateurs et des organisations populaires de base afin de permettre une

350 Orlando Garcia, « Esboço para um discussão acerca do estatuto do animador », le 22 octobre 1976. p. 2. « A Animação é uma profissão aberta e consequentemente, o acesso a esta profissão não pode estar restrito a formações com esquemas muito rígidos ».

351 *Intervenção*, n°10, Février 1979. pp. 45-46. « *Subverter* as relações sociais a as relações de poder existentes – único caminho para a criação de uma cultura que se oponha à cultura dominante ».

réflexion collective et la divulgation d'expériences locales.

La promulgation de la loi 3/79 mettant en place le Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, en janvier 1979, outre la redéfinition de l'action de la puissance publique, s'accompagne d'une plus forte coordination des actions des associations locales. L'Association d'alphabétisation et de culture populaire – Semear para Unir basée à Almada, dans le district de Setúbal, organise la première rencontre nationale d'associations et de moniteurs d'alphabétisation les 30 juin et 1^{er} juillet 1979. Vingt-quatre associations y sont représentées, la majorité venant des districts de Lisbonne et de Setúbal. De nombreuses associations justifient leur absence par un manque de ressources financières. Selon les organisations présentes, « l'alphabétisation est un processus de conscientisation orientée vers la libération des énergies créatrices des populations, condition pour leur engagement organisé dans les luttes pour la construction d'un nouveau mode de vie »³⁵². Concernant le contenu de la loi lançant le PNAEBA, les associations présentes critiquent son manque de clarté, et, craignant une uniformisation des pratiques d'alphabétisation, aspirent à ce que le Plan national promeuve la diversité locale.

La troisième rencontre des associations et animateurs culturels qui se déroule du 20 au 22 juillet 1979 à Coimbra, connaît un grand succès avec 200 participants, représentant 79 associations. Dix associations du district de Coimbra sont présentes lors de cette rencontre, avec 21 participants. Le thème de la rencontre « Action culturelle et formation » est l'occasion pour les organisations participantes de rappeler leur attachement à une formation des animateurs qui ne soit pas institutionnalisée au niveau de l'appareil d'État. Les participants réaffirment par ailleurs l'importance de l'interaction entre associations, notamment au moyen de rencontres au niveau régional.

Rencontres nationales des associations et animateurs culturels.

Évolution du nombre de participants et d'organisations représentées.

Rencontre	Nombre de participants	Associations représentées
Coimbra (1977)	123	36
Lisbonne (1978)	120	39
Coimbra (1979)	200	79

³⁵²I Encontro Nacional de associações e monitores de alfabetização, *Relato e conclusões*, Almada, 30 de Junho e 1 de Julho 1979. p. 14. « A alfabetização é um processo de conscientização orientado para a libertação das energias criadoras das populações, condição para o seu empenhamento organizado nas lutas pela construção de um novo modo de vida ».

Ces rencontres nationales, qui se déroulent au cours des trois premières années du nouveau régime, traduisent la volonté des associations et des militants de l'animation culturelle de consolider leurs actions après une phase de forte expansion du phénomène associatif dans le pays. La structuration et la coordination du mouvement associatif vient répondre à une attitude plus réservée de la puissance publique, conséquence de la normalisation de la vie politique portugaise. Cet objectif de coordination se traduit par quelques rencontres au niveau local comme dans le *município* d'Oliveira do Hospital en juillet, réunissant des groupes de jeunes à l'invitation du groupe de la Casa da Obra. En avril 1978, est créée l'Union des collectivités et des organismes de la *freguesia* d'Avô, dans le même *município*. Plusieurs groupes culturels locaux sont alors représentés dans cette nouvelle organisation.

3.2. De nouvelles structures d'appui aux associations

Cette dynamique de coordination des activités des associations va de paire avec la mise en place de structures venant fédérer leurs actions. Les structures déjà actives sous l'ancien régime connaissent une transformation profonde, avec la nouvelle situation politique. Le 25 avril 1974 permet ainsi de donner un nouvel élan à la Fédération portugaise des collectivités de culture et de loisir (FPCCR)³⁵³. Élément important de la résistance culturelle au régime autoritaire, la Fédération est réorganisée dès le mois de juin 1974 avec l'élection d'une Commission administrative présidée par João Cid Castelo Branco et élue le 21 juin. En janvier 1975 un nouveau document intitulé « Bases programmatiques » est approuvée par l'organisation, consacrant les principes de sa réorganisation, ainsi que le projet défendu par cette fédération qui réunit des collectivités au niveau national.

La Fondation nationale pour le bonheur au travail (FNAT)³⁵⁴ connaît elle-aussi une transformation radicale. Cet organe du régime salazariste fondé en 1935 avait alors pour objectif le contrôle du temps libre des travailleurs et était un vecteur de la propagande du régime. En organisant des événements culturels, des colonies de vacances ou des rencontres sportives, la FNAT faisait partie intégrante de la stratégie d'embrigadement de la population portugaise, mais a néanmoins permis un certain développement culturel et physique des travailleurs. Après la Révolution des œillets, l'organisation change d'objectifs et devient un appui tant financier que logistique des associations locales. Le 3 avril 1975, un décret-loi transforme la FNAT qui devient l'Institut national pour l'occupation des temps libres

353En portugais *Federação Portuguesa das Colectividades de Cultura e Recreio (FPCCR)*.

354En portugais *Fundação Nacional para Alegria no Trabalho*.

(INATEL), et s'oriente en faveur du développement de l'associativisme. Le conseil d'administration est alors composé de représentants du ministère du Travail et des syndicats. De nouveaux statuts sont approuvés en 1979 et l'organisation retrouve une normalité statutaire à partir de mars 1981.

Quelques jours après la chute du régime est créée l'Association portugaise de théâtre d'amateurs (APTA). L'idée de fédérer les associations locales de théâtre amateur ne date pas de 1974, mais jusqu'alors, le régime autoritaire s'était toujours opposé à la constitution d'une telle association, signe de son caractère subversif. Le 25 avril ouvre alors une possibilité nouvelle et la fondation de l'APTA intervient dès le 30 avril 1974. La constitution de cette association montre bien le nouveau cadre qui se met en place pour les associations locales avec le processus révolutionnaire. Au niveau local, l'Ateneu de Coimbra fait partie des membres fondateurs de l'APTA. L'association nationale organise notamment les commémorations de la Journée mondiale du théâtre, le 27 mars. L'APTA défend la spécificité du théâtre amateur et la plus grande liberté qu'il permet en termes de création, étant donné son indépendance à l'égard des logiques économiques.

La constitution en décembre 1976 de l'Association portugaise d'animateurs culturels représente un pas de plus dans cette structuration de l'action associative. Michel Giacometti, ethnologue spécialiste de la musique populaire portugaise et Augusto Boal, fondateur du Théâtre de l'opprimé font notamment partie des membres fondateurs de l'APAC. Cette association vise, selon ses statuts, à « donner la priorité aux organisations populaires dans toutes les activités qui sont réalisées et qui s'intègrent dans le cadre des objectifs finaux de l'Animation »³⁵⁵. Dans une lettre de mars 1977 rédigée afin de faire connaître l'APAC, la direction explique les raisons de sa fondation :

« Son apparition a lieu à la suite du travail développé au cours de ces deux dernières années par des équipes ou des groupes liés et des organismes officiels ou des associations d'éducation populaire, ces-derniers, sentant le manque d'une structure capable de répondre efficacement aux besoins de l'Animation Culturelle, se sont résolus à constituer l'APAC comme façon de colmater cette lacune »³⁵⁶.

355Estatutos da Associação Portuguesa de Animadores Culturais, p. 1. « Dar prioridade às organizações populares em todas as actividades que forem realizadas e que se integrem no âmbito dos objectivos finais da Animação ».

356Comissão Directiva Provisória, Francisco Moura, Carta do 8 de Março de 1977, p. 1. « O seu aparecimento surge na sequência de um trabalho desenvolvido ao longo destes dois últimos anos por equipas ou grupos ligados e organismos oficiais ou associações populares, os quais, sentindo a falta de uma estrutura capaz de responder eficazmente às necessidades que hoje se põem à Animação Cultural, resolveram constituir a APAC como forma de preencher essa lacuna ».

Enfin, même après l'entrée en vigueur du nouveau texte constitutionnel et le recul des expériences révolutionnaires, certains services de la puissance publique continuent de promouvoir l'associativisme de base. Au début de l'année 1976, le ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique crée ainsi une nouvelle institution avec les Maisons de la culture et de la jeunesse (CCJ)³⁵⁷, inspirées du modèle français des maisons de la jeunesse et de la culture (MJC). Le décret-loi n°106/76 du 6 février 1976 vient poser les bases de cette nouvelle structure et en mai 1978 débute l'installation de CCJ dans 25 villes, dont Coimbra et Figueira da Foz. Ces centres doivent permettre de dynamiser des actions culturelles et associatives auprès de la jeunesse. De plus, le FAOJ, comme la direction générale des Sports donnent continuité à certaines de leurs actions en matière de formations d'animateurs locaux.

3.3. Le Centre d'appui aux organismes de base

Des groupes et institutions, qui se donnent pour objectif de soutenir l'associativisme populaire et l'action des animateurs locaux, se distingue l'expérience du Centre d'appui aux organismes de base, qui voit officiellement le jour en avril 1976. Ce groupe, qui prend la forme d'une association, se singularise de par son projet politique et éducatif qui puise aux fondements de la période révolutionnaire portugaise. L'objectif de ses membres est alors de réinvestir la problématique du pouvoir populaire en fonctionnant comme un espace de soutien aux groupes locaux. Le CAOB est en lien direct avec l'action entreprise par les équipes de la direction générale d'Éducation permanente à partir de 1975. Dans un texte de 2011, Esáu Dinis membre fondateur du CAOB pointe « la circonstance d'Alberto Melo, alors à la tête de la direction générale d'Éducation permanente, entre octobre 1975 et juillet 1976, d'avoir défié certains d'entre-nous à constituer un centre d'appui aux actions d'éducation populaire, a aidé la prise de décision »³⁵⁸.

Les rangs du CAOB sont ainsi composés de membres de la DGEP et du secrétariat d'État à la Culture, d'assistantes sociales, de professionnels de santé liés au mouvement de santé communautaire, d'une architecte ayant travaillé au sein du projet SAAL, mais aussi de personnes en lien avec les arts graphiques, le montage audiovisuel et la photographie. Les sphères d'activité de l'ensemble des membres met en lumière la diversité des mouvements populaires qui ont vu le jour au cours de la période révolutionnaire. Selon Esáu Dinis, « surtout après le 25 novembre 1975, il paraissait qu'était venu le moment de la société civile,

³⁵⁷En portugais *Casa de Cultura da Juventude (CCJ)*.

³⁵⁸Esáu Dinis, « Memória do CAOB », 2011. p. 3. « A circunstância de Alberto Melo, à frente da Direcção Geral da Educação Permanente, entre Outubro de 1975 e Julho de 1976, ter desafiado alguns de nós para a constituição de um centro de apoio a acções de educação popular, ajudou à tomada de decisão ».

organisée, d'assumer son destin »³⁵⁹. La naissance du CAOB s'ancre ainsi dans la transformation de la situation portugaise avec le ralentissement du processus révolutionnaire. Pour l'ancien membre du CAOB, « jusqu'à ce que cela a été possible nous faisons au nom de l'État que nous pensions qu'il devait être fait. Mais à partir d'un certain moment, surtout à partir de Sottomayor Cardia [ministre de l'Éducation et de la Culture du premier gouvernement constitutionnel], il n'était plus possible d'aller si loin »³⁶⁰.

Le CAOB semble ainsi reproduire dans le cadre du mouvement associatif la dynamique mise en œuvre au sein de la direction générale d'Éducation permanente pendant la période révolutionnaire. Les membres du CAOB développent alors une ligne politique de soutien aux associations d'éducation populaire et aux organes de base, en mettant à leur disposition leurs compétences pédagogiques, méthodologiques et techniques. Entre autres actions, l'association intervient au sein de la coopérative agricole de Torre Bela dans le district de Santarém, participe à la mise en place d'une crèche à Alcácer ou encore d'une formation de moniteurs d'alphabétisation au sein de l'Institut de service social de Lisbonne. L'action des membres du CAOB est aussi centrale dans l'organisation des rencontres nationales d'associations et d'animateurs culturels, qui voient le jour à partir de 1977.

Association de petite taille, le CAOB est néanmoins organisée sous la forme de quatre sous-groupes de travail consacrés à l'alphabétisation, la santé, l'habitation et la production. Cette structuration permet ainsi à l'organisation de couvrir la quasi-totalité des secteurs pris en charge par les organes de pouvoir populaire. L'association dispose alors de financements provenant de la direction générale d'Éducation permanente, de la Fondation Calouste Gulbenkian et de l'UNESCO et peut ainsi ouvrir un siège et rémunérer plusieurs salariés. Le travail d'approximation du CAOB avec le mouvement associatif aboutit à la publication en 1978 d'une enquête consacrée aux *Associations d'éducation d'adultes au Portugal*. Cette étude est le résultat de contacts réalisés auprès de 302 associations au niveau national, dont 13 sur le territoire du district de Coimbra. L'association demeure active jusqu'en 1979, année à partir de laquelle son siège est désactivé.

L'association fonde son action sur une véritable animation du mouvement associatif en apportant aux organes locaux des compétences utiles à leur développement. L'objectif semble alors de prolonger l'élan qu'ont connu ces organes pendant la période révolutionnaire. Le retrait de la puissance publique avec la normalisation politique, rend nécessaire l'organisation

359Esáu Dinis, *Idem*. p. 2. « Sobretudo depois do 25 de Novembro de 1975, parecia chegado o momento da sociedade civil, organizada, assumir o seu destino ».

360Entretien avec Esáu Dinis. Lisbonne, le 12 mai 2014. 102 minutes. « Enquanto a gente pude, a gente fazia em nome do Estado aquilo que achava que devia ser feito. Mas a partir de um determinado momento, sobretudo a partir do Sottomayor Cardia, já não se podia ir tão longe ».

du mouvement associatif existant à la base de la société portugaise. L'association se pense alors comme un prestataire de service à destination du monde associatif et ambitionne d'enclencher un « effet multiplicateur »³⁶¹ au travers de ses actions. Dans le texte déjà cité, Esaú Dinis décrit le projet politique des membres du CAOB :

« Une société dans laquelle la participation civique des individus, groupes et communautés constitue la base d'une société libre où le développement n'est pas imposé d'en-haut, mais assuré par l'engagement de tous, en comptant avec la capacité organisatrice des personnes à partir de leur place dans la production, dans la vie sociale et culturelle, dans leur lieu de résidence, dans les syndicats libres et dans les associations de loisirs, de vivre-ensemble, d'instruction et de solidarité »³⁶².

Une prétention politique est ainsi clairement identifiable dans le programme général du Centre d'appui aux organismes de base. Cette société décrite par Esaú Dinis se rapproche du projet porté par les organes de pouvoir populaire et des conceptions de la société autogestionnaire telles qu'elles ont pu être énoncées dans les décennies précédant la Révolution des œillets. L'animation et l'éducation populaire constituent alors des instruments essentiels pour la réalisation de ce projet politique. Un épisode conté par Esaú Dinis permet de mettre en lumière l'importance de l'animation pour mobiliser les populations. En 1976, des membres de l'association organisent une activité dans une coopérative agricole. Des habitants du village sont interviewés et leurs témoignages enregistrés en vidéo. Le soir, est organisée une session de cinéma avec à l'affiche le film *Deus, pátria, autoridade* de Rui Simões. Mais ce film constituant une charge contre le régime salazariste ne mobilise pas la population et l'assistance se réduit au fur et à mesure de la séance.

Les animateurs du CAOB interrompent alors la session et décident d'aller au café du village, où la population se réunit habituellement, et projettent sur la télévision les entretiens réalisés avec les habitants. « Donc les personnes ont disparu, nous sommes allés au petit café, nous avons branché la machine. Les personnes ont été réveiller tout le village et tout le village s'est rempli à une heure ou deux du matin pour voir le film. [...] Cela parlait d'eux », se rappelle ainsi Esaú Dinis³⁶³. Cette anecdote survenue au cours d'une session dans une

361 Filomena Viegas, « O Projecto de Alfabetização e Animação do Centro de Apoio à Organizações de Base (CAOB) », Présentation PowerPoint, Chaves, 2006.

362 Esaú Dinis, *op. cit.*, 2011, p. 4. « Uma sociedade em que a participação cívica dos indivíduos, grupos e comunidades constitui a base de uma sociedade livre em que o desenvolvimento não é imposto de cima, mas assegurado pelo empenhamento de todos, contando com a capacidade organizativa das pessoas a partir do seu lugar na produção, na vida social e cultural, no local de residência, nos sindicatos livres e nas associações de recreio, convívio, instrução e solidariedade ».

363 Entretien avec Esaú Dinis. *op. cit.* « Portanto, as pessoas desapareceram, a gente foi para o pequeno café, ligamos a máquina. As pessoas foram acordar toda a aldeia e a aldeia voltou a encher-se a 1-2 da manhã para ver o filme. [...] Falava deles ».

coopérative agricole résume à notre sens la portée de l'animation comme projet éducatif et politique. Tout programme d'éducation populaire se doit de partir des préoccupations des populations et doit viser à la résolution des problématiques dans lesquelles elles sont insérées. Les discours dogmatiques ou normalisateurs ne permettent pas de mobiliser les populations. Les activités d'éducation populaire s'appuient ainsi sur une attitude coopératrice et a pour principe la connaissance et la compréhension du milieu environnant.

3.4. Des appuis à l'étranger

Ces soutiens au niveau national sont renforcés par l'action de certains groupes étrangers, ainsi que par certaines organisations internationales. Le processus révolutionnaire portugais et ses suites ont, en effet, été particulièrement observés et ont mobilisés des soutiens divers. La thématique de l'éducation permanente s'impose au cours des années soixante-dix comme un instrument permettant le développement des pays récemment décolonisés. L'émergence du Tiers-Monde sur la scène politique et la recherche d'alternatives aux modèles capitaliste et soviétique accroissent un peu plus l'importance du projet d'éducation permanente. L'alphabétisation et l'animation culturelle apparaissent alors comme des moyens d'améliorer les compétences d'un pays et d'en moderniser l'économie. Notamment portée par l'UNESCO, la notion d'éducation permanente s'impose comme un thème mobilisateur. L'expérience portugaise s'ancre dans ce contexte, étant donné les importants retards du pays dans les principaux indicateurs sociaux et économiques.

Dès 1965, l'UNESCO organise un Congrès mondial sur l'élimination de l'analphabétisme à Téhéran, événement marquant une prise de conscience concernant la centralité de ces politiques. L'enjeu du développement politique, économique, social et culturel des pays récemment décolonisés renforce l'urgence de mettre au jour de nouvelles politiques éducatives. Dans ce contexte, l'alphabétisation ne saurait se limiter au simple apprentissage de compétences de lecture et d'écriture, mais doit pouvoir permettre un véritable développement personnel et collectif. Les notions de développement local et régional font alors leur apparition. En 1971, le directeur général de l'UNESCO, René Maheu, charge un groupe de responsables internationaux de la rédaction d'un rapport sur le développement de l'éducation. Présidée par Edgar Faure, ancien président du Conseil et ancien ministre de l'Éducation nationale, cette commission réunit en outre Felipe Herrera, professeur de l'université du Chili, Abdul-Razzak Kaddoura, professeur de l'université de Damas, Henri Lopes, ministre des Affaires étrangères de la République populaire du Congo, Arthur Petrovski, membre de

l'Académie des Sciences pédagogiques de l'URSS, Majid Rahnema, ministre de l'Enseignement supérieur d'Iran et Frederick Champion Ward, conseiller pour l'Éducation internationale à la Fondation Ford.

Ce rapport, intitulé *Apprendre à être*, est remis à la direction générale de l'UNESCO en mai 1972 et pose les bases théoriques de l'action de l'institution. La notion d'éducation permanente irrigue le texte et s'articule avec le désir de démocratie et l'enjeu du développement. Le rapport développe des thèmes centraux comme l'éducation à la politique et à la participation et la volonté d'un apprentissage tout au long de la vie. L'alphabétisation ne serait alors qu'un premier pas et l'éducation d'adultes viendrait réaliser cette prétention d'éducation permanente. Les auteurs appellent de leurs vœux la constitution d'une « cité éducative » permettant de réaliser ces prétentions. Selon le rapport, « tout individu doit avoir la possibilité d'apprendre pendant sa vie entière. L'idée d'éducation permanente est la clé de voûte de la Cité éducative »³⁶⁴.

Dès lors, l'UNESCO joue un rôle moteur dans la promotion du concept d'éducation permanente, notamment au travers de ses publications. En 1966, l'organisation internationale lance un Programme expérimental mondial d'alphabétisation. En 1975 est publié au Portugal le *Guide pratique d'alphabétisation fonctionnelle*, traduction d'un ouvrage publié par l'UNESCO en 1972 et un autre ouvrage, *Formation du personnel d'alphabétisation fonctionnelle*, édité par l'institution en 1973 est traduit en 1977 au Portugal. La notion d'alphabétisation fonctionnelle s'impose alors pour décrire un processus d'apprentissage qui ne limiterait pas à l'enseignement de la lecture et de l'écriture, en lien avec l'objectif de développement des sociétés. L'ouvrage d'Alberto Melo et d'Ana Benavente, *Expériences d'éducation populaire au Portugal 1974-1976*, est ainsi publié en français par l'institution en 1978. Enfin un bulletin explicatif de l'action de l'organisation intitulé *Qu'est-ce que l'alphabétisation* est publié en 1978.

En 1975, l'organisation internationale publie un rapport intitulé *Pour une politique de l'éducation au Portugal*, résultant d'une visite effectuée par Marc Botti, Hubert Buzenet, Ettore Gelpi, Vitaly Korsun, Alberto Silva et Pierre Voisin en mai et juin 1976. Cette mission privilégie la formation de moniteurs locaux d'alphabétisation et l'investissement dans des processus de post-alphabétisation. Les membres de l'UNESCO visitent notamment l'École-pilote du Val du Mondego de S. João do Campo, dans le *município* de Coimbra. En novembre 1976, la Conférence générale de l'UNESCO à Nairobi marque une nouvelle avancée dans les

³⁶⁴UNESCO, Commission internationale sur le développement de l'éducation, *Apprendre à être*, Fayard-UNESCO, Paris, 1972. p. 205.

politiques suivies par l'organisation. Synthétisant une conception propre de l'éducation d'adultes, la recommandation approuvée met en l'avant l'importance de « reconnaître que chaque adulte, en vertu de son expérience vécue, est porteur d'une culture qui lui permet d'être simultanément apprenant et éducateur dans le processus éducatif dans lequel il participe »³⁶⁵.

L'UNESCO envoie ainsi des experts internationaux afin de soutenir les réformes de l'éducation entreprises au Portugal. Le Conseil de l'Europe organise de même des visites d'expériences locales par des groupes internationaux. Comme le reporte Celeste Isabel Lopes, le projet d'animation mis en place par le Graal à Coimbra entre 1975 et 1982 reçoit ainsi un groupe de professeurs du Conseil de l'Europe venus au Portugal analyser des expériences locales³⁶⁶. Par ailleurs, ce projet d'animation à destination de femmes de milieux ruraux dispose du financement d'une organisation allemande, le CBMO. Dans un article paru dans la revue *Raiz e Utopia*, Francisco Belard réfère l'importance des contacts avec l'UNESCO, mais aussi le programme de coopération établi entre le Portugal et la Suède en matière d'éducation d'adultes³⁶⁷.

La Suède a en effet joué un rôle important dans la promotion de l'éducation populaire au Portugal, dans le cadre d'un accord de coopération. L'inventaire des associations et groupes culturels locaux entrepris en 1976 avait ainsi pour objectif la fourniture par le gouvernement suédois de matériels pédagogiques. Au cours de cette même année débute un projet d'éducation d'adultes au sein de l'université du Minho, à Braga, en collaboration avec l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA) et l'université de Linköping. C'est dans ce cadre que plusieurs chercheurs suédois dans le domaine de l'éducation d'adultes s'installent au Portugal, comme Johan Norbeck, Harald Vallgarda et Throd Erasmie. Entre 1979 et 1980, ces recherches communes aboutissent à un inventaire des associations d'éducation d'adultes actives dans le district de Braga, publié en 1982 par Licínio Lima et Throd Erasmie³⁶⁸.

En 1982, la création d'une unité d'éducation d'adultes au sein de l'université du Minho vient entériner et institutionnaliser ces initiatives. Dès 1977, le SIDA avait notamment participé à des cours de « formation coopérative » sur le territoire du district de Coimbra. Johan Norbeck publie en 1983 un important travail d'enquête auprès des associations

365Ministério da Educação e das Universidades, Direção-Geral da Educação de Adultos, *Recomendação da UNESCO sobre a educação de adultos*, Lisete de Matos (trad.), sans date. p. 6. « Reconhecer que cada adulto, em virtude da sua experiência vivida, é portador de uma cultura que lhe permite ser simultaneamente educando e educador no processo educativo em que participa ».

366Entretien avec Celeste Isabel Lopes. Golegã, le 21 mars 2012. 155 minutes.

367Francisco Belard, « Alfabetizar Portugal », *Raiz e Utopia*, n°9/10, « Educar em Portugal », 1979. pp. 252-255.

368Licínio Lima, Throd Erasmie, *Inquérito às associações do distrito de Braga*, Braga, Universidade do Minho, Unidade de Educação de Adultos, 1982. 157 p.

populaires dans le pays. Résultant du contact avec 32 associations au niveau national, cette brochure permet une caractérisation de l'associativisme portugais actif à l'époque. Le chercheur suédois se montre enthousiaste à l'égard des associations portugaises et dans leur rôle pour le développement d'une éducation populaire dans le pays.

Nombre d'organisations internationales et groupes étrangers de natures très diverses soutiennent des expériences d'éducation populaire au Portugal. Nous pouvons notamment citer le cas du Centre de formation des animateurs de quartiers (CFAB)³⁶⁹, mis en place en 1979 à partir de l'Association des locataires de Lisbonne (AIL)³⁷⁰. Cette structure a pour objectif la conscientisation de la population et la formation d'animateurs locaux. Une expérience pilote est ainsi initiée dans le quartier de Arroios. Cette association reçoit notamment le soutien financier de la direction générale de l'Éducation permanente et du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), organisation non-gouvernementale française, permettant ainsi d'assurer deux permanents au CFAB.

369En portugais *Centro de Formação de Animadores de Bairro (CFAB)*.

370En portugais *Associação dos Inquilinos de Lisboa (AIL)*.

Chapitre V

Les associations comme pôle de résistance

Le projet d'éducation populaire porté par les associations est profondément ancré dans le processus révolutionnaire qui se développe au Portugal à partir d'avril 1974. L'ouverture politique permise par la chute du régime autoritaire est synonyme d'un fort développement de l'associativisme et des organisations populaires de base. En lien direct avec le pouvoir populaire, les activités culturelles et éducatives développées par les associations constituent une facette importante de la réappropriation de la parole politique par la populations. Néanmoins, le ralentissement du processus révolutionnaire à la fin de l'année 1975 et l'institutionnalisation d'un nouveau régime en 1976 amorcent un retrait de l'État comme partenaire des mouvements associatifs locaux. Ce recul de l'action politique en soutien au projet d'éducation populaire participe à l'isolement du mouvement associatif.

En 1977, le nouveau régime se présente alors doté d'un gouvernement constitutionnel et d'organes politiques élus aux différents échelons administratifs. De nombreux programmes gouvernementaux mis en place après 1974 sont alors suspendus et on assiste aux remplacements de responsables des services en lien direct avec un nouveau projet culturel et éducatif. Les associations apparaissent esseulées devant le retrait de l'État et s'imposent comme un élément de continuité du projet d'éducation populaire. L'institutionnalisation du régime semble alors se fonder sur un rejet ou du moins un éloignement des expériences révolutionnaires. Si la Constitution consacre l'objectif de l'évolution vers une société sans classe, l'action des premiers gouvernements semble ignorer cet objectif et privilégier une démocratie représentative à économie de marché.

Le projet éducatif et culturel des associations entre ainsi en collision avec la pratique du nouveau régime. Devant le retrait de la puissance publique et son isolement, le mouvement associatif prend bien souvent le contre-pied des évolutions politiques et s'ancre dans une posture de résistance. Les tentatives de structuration et de coordination des associations locales doivent ainsi être lues comme un moyen de faire face au retrait de l'État comme partenaire. L'opposition des associations aux politiques alors menées par les équipes gouvernementales successives se fonde sur la revendication de l'héritage encore récent du 25 avril 1974.

1. Le retrait de la puissance publique

Le processus révolutionnaire portugais, qui s'est étendu de 1974 à 1976, a été marqué par de fortes tensions et soubresauts, au travers de mobilisations sociales et de menaces de coups de force. Avec l'entrée en vigueur de la Constitution et la prise de fonction du premier

gouvernement constitutionnel dirigé par Mário Soares, le Portugal entre dans une phase d'institutionnalisation d'un régime fondé sur la démocratie représentative. Les structures de l'appareil d'État font alors l'objet d'une réorganisation. Le primat de l'exécutif au détriment des mouvements populaires, qui s'étaient développés au cours de la période révolutionnaire, est ainsi affirmé. On assiste alors à des remplacements de responsables, donnant aux nouvelles nominations un caractère politique. Le Gouverneur civil de Coimbra, Luís Albuquerque, soutenu par le MDP/CDE, est ainsi remplacé par Fernando Vale en septembre 1976. Le nouveau représentant du gouvernement à Coimbra est un ancien militant antifasciste et membre important du Parti socialiste, alors au gouvernement. Critiquant ce remplacement, l'Union des syndicats de Coimbra le qualifie « d'épuration à gauche »³⁷¹.

Dans les domaines de l'éducation et de la culture, directement liés au projet d'éducation populaire, les services de l'État font eux aussi l'objet d'une réorganisation avec la nomination de nouveaux responsables. Au cours de la période révolutionnaire, l'absence d'unité au sommet de l'État avait permis au mouvement associatif de prendre appui sur les services les plus favorables à son développement. L'institutionnalisation du régime vient rétablir une certaine unité politique et l'État amorce un retrait des domaines en liens avec l'éducation populaire. Le mouvement associatif n'est plus reconnu comme un partenaire à part entière et les associations locales doivent alors composer avec un ralentissement des aides matérielles et logistiques.

1.1. L'arrêt des actions entreprises pendant la période révolutionnaire

L'entrée en vigueur de la Constitution de la République portugaise en avril 1976 amorce l'institutionnalisation du nouveau régime fondé sur la démocratie représentative. Après les élections législatives et présidentielle, Mário Soares est nommé chef du premier gouvernement constitutionnel, soutenu par les socialistes à l'assemblée. Cette prise de fonction s'accompagne de la nomination de nouvelles équipes au sein des ministères et de l'arrêt d'un certain nombre de programmes en matière d'éducation populaire. Dès le mois de juin 1976, une résolution du Conseil des ministres acte l'extinction de la Commission interministérielle pour l'animation socioculturelle³⁷². Cette structure, mise en place par Maria de Lourdes Pintasilgo en 1974, n'aura pas eu les moyens de mener un véritable plan de dynamisation de la fonction publique.

371 *Diário de Coimbra*, « Com algumas alegrias e também frustrações prof. Luís Albuquerque deixa a Governo Civil de Coimbra », le 22 septembre 1976. p. 1.

372 Resolução do Conselho de Ministros, *Diário da República*, 1^ª Série, n°143, le 21 juin 1976.

À la suite du 25 novembre 1975, les secteurs les plus radicaux du Mouvement des Forces armées sortent isolés et perdent beaucoup de leur capacité d'action. Si la légitimité révolutionnaire des forces armées se prolonge dans le nouveau régime portugais avec la présence du Conseil de la Révolution, force est de constater que les militaires perdent la centralité acquise au cours du processus révolutionnaire. En matière d'éducation populaire, le projet des campagnes de dynamisation culturelle, actions de grande ampleur en matière de développement culturel et d'éducation sanitaire entreprises par le pouvoir révolutionnaire, est abandonné. Du point de vue des mobilisations étudiantes, le Service civique étudiant est lui aussi interrompu en 1977. Institué en mai 1975³⁷³ pour pallier l'afflux de candidats à l'enseignement supérieur, le service civique avait permis la mise en place d'actions d'animation socioculturelle. Le 12 mai 1977, l'Assemblée de la République vote l'extinction de cette initiative, le Parti communiste s'abstient et tous les partis votent en faveur de cette extinction³⁷⁴. Au cours des déclarations de vote, le député du CDS Nuno Abecasis critique une « institution injuste, inopérante, démotivante, qui est née caduque »³⁷⁵. La fin du Service civique étudiant est symptomatique de la phase de normalisation qui se vit alors au Portugal et de l'arrêt d'initiatives qui avait vu le jour au cours de la période révolutionnaire.

L'abandon de ces projets s'accompagne de critiques profondes de la part du nouveau gouvernement socialiste. Son discours semble justifier un certain recul de l'action gouvernementale sur les questions d'éducation populaire, en critiquant les excès de la période révolutionnaire. Le programme du nouveau gouvernement, présenté par Mário Soares à l'Assemblée de la République en juin 1976, contient ainsi un paragraphe très critique à l'égard des mouvements survenus dans le système éducatif au cours du processus révolutionnaire :

« Les contradictions, contentions et difficultés existantes explosent et on assiste à une vague de contestation et de revendications qui dépassent le raisonnable et entrent dans le domaine de l'opportunisme démagogique, du carriérisme facile (pour certains professeurs et élèves) et, enfin, du chaos total »³⁷⁶.

Cette interprétation du processus révolutionnaire, focalisée sur ses excès et sa démagogie, est une constante dans les discours des membres du Parti socialiste de l'époque. Dans un entretien, paru en 1976 et conduit par Dominique Pouchin, correspondant du journal *Le Monde* pendant la période révolutionnaire, Mário Soares dénonçait, à sa manière, les

373 *Diário da República*, « Decreto-lei nº270/75 », I^a Série, nº124, le 30 mai 1975.

374 *Diário da Assembleia da República*, nº108, le 13 mai 1977.

375 *Idem*. « Instituição injusta, inoperante, desmotivante, que nasceu cáduca ».

376 Programa do governo. Governo Constitucional I. Secretaria de Estado da Comunicação Social. Direcção-Geral da Divulgação, 1976. p. 54. « As contradições, contenções e dificuldades existentes explodem e assiste-se a uma onda de contestação e reivindicações que ultrapassam o razoável e entram no domínio do oportunismo demagógico, do carreirismo fácil (para alguns professores e alunos) e, enfim, do caos total ».

extravagances de la période révolutionnaire :

« En ville, on prenait la révolution pour une fête permanente, heureux de profiter des bienfaits de la société de consommation quand, à l'usine, on s'arrêtait de produire pour un oui ou pour un non, une assemblée, une discussion ou une "manif"... À la campagne – dans l'Alentejo essentiellement, on confondait réforme agraire et anarchie, on occupait partout des terres qui ne devaient pas l'être, on vendait le bétail au rabais, on ruinait les récoltes sans penser aux lendemains ni aux jacqueries qui couvent »³⁷⁷.

Les membres de la nouvelle équipe gouvernementale reprennent ces arguments et dénoncent la démagogie et l'idéologie des actions menées au cours de la période révolutionnaire. Dans un entretien au journal *Diário de Notícias* de février 1977, José Sousa Monteiro, successeur d'Alberto Melo à la tête de la direction générale d'Éducation permanente à partir de septembre 1976, déclare qu'après le 25 avril, « on a commis une erreur pédagogique basique, celle de planifier à Lisbonne, l'alphabétisation qui allait se faire en province »³⁷⁸. Ce qui, selon le nouveau directeur général, est « extrêmement triste car démagogique et ne prenant pas en compte la diversité recherchée »³⁷⁹. Dans cette même interview, José Sousa Monteiro dénonce même de possibles enrichissements personnels : « Je sais combien ont coûté les séminaires, je sais combien gagnaient les apôtres missionnaires de l'alphabétisation, je sais combien de *contos* du denier public ont été brûlés par des opportunistes »³⁸⁰.

Ces critiques à l'action des services de l'État en faveur du projet d'éducation populaire sont aussi l'occasion d'attaques à peine voilées à l'encontre des autres mouvements de gauche et en particulier le Parti communiste. Ainsi, Trovão do Rosário, directeur du FAOJ après la prise de fonction du gouvernement de Mário Soares, déclare dans le journal *A Luta* :

« Avant toutes choses, on doit considérer un point d'une extrême importance : pendant six gouvernements provisoires, le secrétaire d'État, dont dépend le FAOJ, a été sous l'orientation de cette force politique. Il ne faut pas s'étonner qu'elle ait imposé, dans la même ligne de cohérence, sa façon d'agir au FAOJ. Elle a bien profité de tout le démantèlement pour "construire" un *édifice*, naturellement celui qui servirait le mieux ses desseins »³⁸¹.

377Mário Soares, 1976, *Op. Cit.* p. 182-183.

378*Diário de Notícias*, « Entrevista do director-geral de Educação Permanente ao "DN". A alfabetização nunca foi encarada numa perspectiva pedagógica honesta », le 7 février 1977. « Cometeu-se um erro pedagógico crasso, o de planificar em Lisboa, a alfabetização que se iria fazer na provincia ».

379*Idem.* « Extremamente triste porque demogógico sem se ter em conta a diversificação apontada ».

380*Ibid.* Un *conto* équivaut à 1000 *escudos*. « Sei quanto custaram os seminários, sei quanto ganhavam os tais apóstolos missionários de alfabetizadores, sei quantos contos do erário público foram queimados por oportunistas... ».

381*A Luta*, « Trovão do Rosário em declarações à "Luta". O FAOJ é, hoje, um desafio à juventude », le 29 décembre 1976. Souligné par l'auteur. « À partida, deve-se considerar um ponto de extrema importância: durante seis governos provisórios, a Secretária de Estado, do qual depende o FAOJ, esteve sob a orientação dessa força política. Não é de estranhar que tenha imposto, na mesma linha de coerência, o seu tipo de

Le discours dominant au sein du gouvernement s'oriente ainsi vers une critique des excès et de l'irresponsabilité qui auraient entouré l'action de l'État pendant la période révolutionnaire. Ces critiques s'appliquent notamment aux secteurs de l'enseignement et de l'éducation populaire. Ce discours vient alors trancher avec cette période agitée de l'histoire portugaise et ouvre une voie nouvelle avec l'institutionnalisation du nouveau régime démocratique. En ce sens, le gouvernement semble vouloir prendre le contre-pied de la période révolutionnaire. Ces prises de position contre les erreurs qui auraient été commises par la direction générale d'Éducation permanente ou les autres services de l'État vient soutenir un retrait de la puissance publique de ces secteurs. Bien plus que de simples discours, ces déclarations de responsables politiques traduisent une conception nouvelle de l'action gouvernementale en matière de soutien aux actions des associations d'éducation populaire.

1.2. La mise en veille de la direction générale d'Éducation permanente

Fondée par le régime autoritaire en 1972, la direction générale d'Éducation permanente a été profondément transformée au cours de la période révolutionnaire. Après une période de vide institutionnel, l'arrivée à sa tête d'une nouvelle équipe, coordonnée par Alberto Melo, a permis de donner une impulsion nouvelle au projet d'éducation populaire alors naissant au Portugal. La direction générale a ainsi été une des structures motrices de ce projet éducatif, pensant son action comme le support des initiatives locales prises par la population. L'année 1976 était ainsi pensée comme une période de recherche et d'expérimentation, permettant une prise de contact avec les associations et les collectivités agissant dans le domaine d'éducation permanente. La reconnaissance des associations d'éducation populaire, au travers d'un nouveau statut, est symptomatique de cette nouvelle posture de l'État qui reconnaît et appuie les actions de l'associativisme.

Le ralentissement du processus révolutionnaire et l'institutionnalisation du régime de démocratie représentative viennent mettre un terme aux actions de la direction générale d'Éducation permanente développées à partir de 1975. La DGEP perd alors son rôle moteur dans le soutien aux associations d'éducation populaire et entre dans une phase de veille, voyant nombre de ses projets abandonnés. Les élections législatives et présidentielle de 1976 participent à la recomposition d'un ordre politique, avec la prise de fonction du premier gouvernement constitutionnel. La direction générale, soumise au ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique, connaît ainsi une importante restructuration. En septembre 1976,

actuação no FAOJ. Aproveitou bem tudo o desmantelamento para "construir" um *edifício*, naturalmente o que melhor serviria os seus desígnios ».

le ministre Mário Sottomayor Cardia, dirigeant du Parti socialiste, remplace Alberto Melo par José Sousa Monteiro. Cette nomination signe le début d'une reprise en main de la DGEP.

Le nouveau directeur général se montre très critique de l'action menée par son prédécesseur, ciblant notamment la dimension idéologique de ses initiatives et la centralisation à Lisbonne des actions de la direction générale d'Éducation permanente. José Sousa Monteiro prône ainsi la régionalisation de l'action de la DGEP. Dès le mois de septembre 1976, vingt-quatre professeurs des services d'alphabétisation sont renvoyés par le ministère sur proposition de José Sousa Monteiro. Selon le journal *O Diário* du 28 septembre, aucune justification n'est donnée aux travailleurs écartés³⁸². En octobre 1976, le ministre suspend la direction générale et donne les pleins pouvoirs à José Sousa Monteiro pour réorganiser la structure³⁸³. L'accès aux installations de la direction générale à Lisbonne est interdite à plus de la moitié des travailleurs. Dix-huit travailleurs sont renvoyés au cours du mois d'octobre et soixante-dix dispensés.

On peut véritablement parler d'une reprise en main par le pouvoir central d'une institution qui s'était singularisée et avait développé une conception nouvelle du rôle de l'appareil d'État sous la direction d'Alberto Melo. Le conflit s'installe alors au sein même de la direction générale entre les travailleurs et leur direction. Une commission de lutte est ainsi créée par les travailleurs de la direction générale d'Éducation permanente, en octobre 1976³⁸⁴. Les opposants au ministre Sottomayor Cardia critiquent ce qu'ils considèrent être une « épuration à gauche ».

Cette politique d'écartement de travailleurs s'accompagne d'une paralysie des actions de la direction générale d'Éducation permanente. Après une période de recherche et de contacts avec les associations dans le but de connaître la réalité de leurs besoins, l'année 1977 devait voir se réaliser un plan national de soutien à ces structures. Il nous a été impossible de retrouver l'inventaire réalisé pour la direction générale sur le territoire du district de Coimbra par deux militantes du Graal, mais toujours est-il que cette recherche ne connaît pas de réalisation concrète. Le changement de l'équipe dirigeante au sein de la DGEP a vraisemblablement conduit à l'abandon de ce projet. Alberto Melo avait lancé en 1976 le projet de la publication du journal *Viva voz*, moyen de donner la parole aux groupes locaux et aux adultes en processus d'apprentissage. Cette prétention rappelle l'œuvre de Paulo Freire fondée sur la communication ou encore l'importance des journaux scolaires dans la méthode

382 *O Diário*, « Dr. Cardia soma e segue. 24 professores afastados dos Serviços de Alfabetização », le 28 septembre 1976.

383 *Século*, « O MEIC suspendeu toda a Direcção-Geral do Ensino Permanente », le 1^{er} octobre 1976.

384 *Diário*, « Educação Permanente. Cardia suspende, "desvincula" e "dispensa" trabalhadores », le 5 octobre 1976.

mise en place par Célestin Freinet³⁸⁵. Le premier numéro de ce journal paraît en 1976 ; mais le projet ne résiste pas à l'arrivée d'une nouvelle équipe à la direction de la DGEP.

D'autres activités, comme le programme de radio à destination des adultes en phase d'apprentissage, sont elles-aussi interrompues. Malgré le discours du directeur général sur l'importance de la régionalisation des actions en matière d'éducation permanente, les équipes locales agissant au niveau des districts sont suspendues³⁸⁶. Le flou entretenu concernant le rôle de la direction générale d'Éducation permanente est renforcée par l'absence d'une loi organique permettant d'en définir clairement les objectifs et les compétences. Au cours de la période révolutionnaire, comme après 1976, l'écriture de cette loi organique n'a pas semblé être un objectif et a difficilement accompli la tâche de la DGEP. Ainsi, selon Manuel Joaquim Sobral Gonçalves, auteur d'un rapport en 1978 sur les actions de la direction générale, « quant aux restantes activités, son action a été réduite donnant la sensation de vide et une image de semi-paralyse »³⁸⁷. Sur la période allant de 1975 à 1978, 37 502 adultes ont passé l'examen de 4^{ème} année, les statistiques montrant une chute progressive au cours des années soixante-dix.

Nombre d'adultes ayant passé l'examen de 4^{ème} année, par année scolaire (national)³⁸⁸

Année	Effectifs
1975/76	17641
1976/77	11564
1977/78	8297
Total	37502

1.3. La réorganisation de l'appareil d'État

Le processus de refonte de l'appareil d'État n'affecte pas seulement la direction générale d'Éducation permanente. Après la dissolution de la Commission interministérielle d'animation socioculturelle, un certain nombre de responsables sont remplacés, à l'instar d'Alberto Melo à la DGEP. Au sein de la direction générale des Sports, Alfredo Carvalho de Melo, de même que certains responsables locaux sont remerciés. Ce fût notamment le cas de Jorge Araújo, pour qui « comme cela a été bien prouvé à l'époque, ceux qui s'étaient publiquement assumés

385 Voir notamment l'ouvrage d'Alain Vergnion, *Cinq études sur Célestin Freinet*, Caen, Presses Universitaires de Caen, 2005. 135 p.

386 Manuel Joaquim Sobral Gonçalves, *Aspectos da Educação de Adultos em Portugal (DGEP)*, 1978. 15 p.

387 *Idem.* p. 10. « Quanto às restantes actividades a sua acção foi diminuta dando uma sensação de vazio e uma imagem de semiparalisação ».

388 Tableau réalisé à partir de Lisete de Matos, *Alfabetização e Educação de Adultos no período compreendido entre Abril de 1974 e a actualidade*, Lisboa, Ministério da Educação e da Investigação Científica, Direcção-Geral da Educação Permanente, Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos, 1979.

entre 1974 et 1976 comme intéressés à défendre une idéologie au service des plus défavorisés, sont devenus des cibles à abattre »³⁸⁹. Le départ de responsables qui avaient participé à la redéfinition du rôle de la puissance publique en matière d'éducation populaire consacre une rupture avec la période révolutionnaire.

La direction générale d'Éducation permanente n'est pas la seule structure de l'appareil d'État à faire l'objet d'une transformation. En 1976, Alberto Trovão do Rosário est nommé à la tête du Fonds d'appui aux organismes de jeunesse. Les transformations amorcées au sein de l'institution révèlent de fortes tensions avec la publication en octobre 1976 du texte « FAOJ – quel futur ? » par un « Groupe de travailleurs antifascistes »³⁹⁰. En mars 1977, Orlando Garcia signe une charge contre le nouveau directeur général du FAOJ, dénonçant le remplacement des délégués régionaux de l'institution et la mise à l'écart de la Division de formation technique qu'il coordonnait. Au cours du même mois d'octobre 1976, l'équipe nationale d'animateurs du FAOJ publie un texte mettant en garde contre le risque d'une instrumentalisation de l'animation « au profit des intérêts réactionnaires, de la jeunesse et de son effort créateur, la réduisant à un élément passif, sans lien avec les réalités sociales, la castrant dans son désir émancipateur. En un mot, en l'aliénant »³⁹¹.

Cette transformation du mode d'action de l'appareil d'État s'accompagne d'un projet prévoyant sa profonde réorganisation. En novembre 1977, le gouvernement socialiste présente un projet de création de la direction générale d'Extension éducative (DGEE), résultant de la fusion du FAOJ et de la DGEP. Le décret-loi n°478/77, du 15 novembre 1977 entérine alors cette décision. La création de ce nouvel organe est justifiée par la proximité du FAOJ et de la DGEP et leur « parallélisme et superposition »³⁹². La nouvelle direction générale aurait pour objectif la promotion culturelle, le soutien de l'associativisme et la conduite d'actions d'alphabétisation. Le décret-loi prévoit de plus la constitution d'un Fond d'Extension éducative visant au financement de ces actions et jouissant d'une autonomie administrative et financière. La fusion des deux services met un terme à la séparation des activités de jeunesse et d'adultes, mettant ainsi en valeur le caractère intégral du projet d'éducation populaire, en ne le limitant pas à une classe d'âge.

389Témoignage de Jorge Araújo, le 9 avril 2014. p. 3. « Como ficou bem evidente naquela altura, quem publicamente se assumiu entre 1974 e 1976 como alguém interessado em defender uma ideologia ao serviço dos mais carenciados, passou a ser alvo a abater ».

390*O Dia*, « FAOJ – Que futuro? », le 2 octobre 1976.

391Equipa Nacional de Animadores, « Introdução da Equipa Nacional de Animadores ao documento n°2 », Lisbonne, le 6 octobre 1976. pp. 3-4. « Em proveito de interesses reaccionários, da juventude e do seu esforço criador, reduzindo-a a um elemento passivo, desligada das realidades sociais, castrando-a no seu anseio emancipator. Numa palavra, alienando-a ».

392*Diário da República*, « Decreto-Lei n°478/77 », 1^{re} Série, Numéro 264, le 15 novembre 1977. p. 2718.

Néanmoins cette modification de l'appareil d'État ne parvient pas à être concrétisée. Dès le mois de janvier 1978, le Parti social-démocrate présente une proposition visant à annuler le décret-loi de novembre 1977. À l'Assemblée, le Parti socialiste défend la fusion pointant la superposition des activités du FAOJ et de la DGEP. Le député socialiste Mato de Cáceres attaque de plus le bilan de la DGEP : « Le fait que la direction générale d'Éducation permanente ait été inopérante est évident. [...] Après le 25 avril, il y a eu des moments durant lesquels cette inefficacité a été une réalité, notamment parce qu'il a eu des déviations réelles de sa véritable mission »³⁹³. Au cours de cette même session, la députée communiste Zita Seabra dénonce la volonté de l'exécutif d'« atrophier dans un amalgame obscur l'éducation permanente, l'analphabétisme, avec le soutien aux organismes juvéniles »³⁹⁴.

Car dans les faits, la fusion du FAOJ et de la DGEP au sein d'une nouvelle structure conduirait à une fragilisation des recours en matière d'éducation populaire. La création de la DGEE, en remplacement de deux structures particulièrement actives au cours de la période révolutionnaire, conduirait, de fait, à une réduction conséquente des effectifs disponibles. En effet, selon les comptes de la députée communiste Zita Seabra, présentés en janvier 1978 devant l'Assemblée de la République, les effectifs cumulés de la DGEP et du FAOJ atteignaient 274 éléments en 1978. Or, le décret-loi constituant la DGEE lui attribue 178 travailleurs, soit 96 travailleurs de moins. La réorganisation prévue par l'exécutif conduirait ainsi à une baisse significative des effectifs travaillant dans les domaines de l'éducation non formelle et du soutien à l'associativisme.

Le Parti socialiste se trouve alors isolé sur la question et l'Assemblée vote le rejet de la ratification du décret-loi le 10 janvier 1978, avec les voix du PSD, du CDS, du PCP et des indépendants³⁹⁵. Le projet de fusion est alors abandonné et les deux structures, le FAOJ et la DGEP, maintiennent leur autonomie. Malgré le rejet de ce projet de restructuration, son existence même contraste avec la période révolutionnaire qui a vu croître les organes de soutien à une éducation non formelle et montre la réduction des ambitions en la matière au sommet de l'État. Ce projet est aussi le symptôme de la profonde instabilité qui touche l'appareil d'État en charge de l'éducation non formelle. L'absence d'une ligne directrice au sein de l'administration affecte profondément le développement d'actions au niveau local.

Un autre épisode montre la faible volonté politique entourant la poursuite du projet

393 *Diário da Assembleia da República*, I^a Série, Numéro 25, le 6 janvier 1978. p. 900. « O facto de a Direcção-Geral de Educação Permanente ter sido inoperente é evidente. [...] Depois do 25 de Abril houve alturas em que a inopêrancia foi uma realidade, até porque houve desvios reais na sua verdadeira missão ».

394 *Idem*. p. 892. « Atrofiar numa amálgama obscura a educação permanente, o analfabetismo, com o apoio aos organismos juvenis ».

395 *Diário da República*, « Resolução nº 16/78 », I^a Série, Numéro 33, le 9 février 1978.

éducatif mis au jour avec la Révolution d'avril 1974. La nomination de Maria de Lourdes Pintasilgo à la tête d'un exécutif de transition au cours du dernier trimestre de 1979 permet de lancer un nouveau projet en matière d'animation culturelle. Déjà à l'origine de la Commission interministérielle pour l'animation socioculturelle en 1974, Maria de Lourdes Pintasilgo amorce la création d'une Commission coordinatrice d'animation culturelle au sein du secrétariat d'État à la Culture. Cette nouvelle commission a pour attribution d'« articuler les actions directes ou de soutien au développement par divers organes et services du secrétariat d'État à la Culture, dans le domaine de l'animation culturelle, avec ceux des autres entités étatiques, régionales et locales, publiques ou privées, et encore contribuer au développement d'une politique de formation d'animateurs culturels »³⁹⁶.

La mesure prend forme avec la publication du décret-loi n°513-J1/79, le 27 décembre 1979. Malgré la publication de ce décret-loi, le projet n'aboutit à aucune réalisation concrète. La victoire de l'Alliance démocratique, coalition composée du PSD, du CDS et du PPM, entérine l'abandon du projet. Dès le 3 avril 1980, le décret-loi n°59/80 révoque la précédente législation. Ces éléments montrent l'indécision entourant les domaines de l'éducation populaire et de l'animation culturelle à l'issue du processus révolutionnaire portugais. Les tentatives de restructuration de l'appareil d'État sont le signe de cette instabilité et de la difficulté de mener des actions de caractère continu. L'élan initial permis par le processus révolutionnaire semble ainsi progressivement disparaître dans la seconde moitié des années soixante-dix.

La mise en veille des actions de la direction générale d'Éducation permanente constitue une modification profonde de l'action de la puissance publique en matière de développement du projet d'éducation populaire. Partenaire des associations pendant la période révolutionnaire, l'État amorce un retrait sur ces questions. L'institutionnalisation du nouveau régime démocratique s'accompagne ainsi d'un délaissement des problématiques d'alphabétisation et d'éducation permanente.

396 Décret-loi n°513-J1/79, le 27 décembre 1979. « Articular as acções directas ou de apoio a desenvolver pelos diversos órgãos e serviços da Secretaria de Estado da Cultura, no domínio da animação cultural, com as de outras entidades estatais, regionais e locais, públicas ou privadas, e ainda contribuir para o desenvolvimento de uma política de formação de animadores culturais ».

1.4. La chute des fonds alloués à l'associativisme éducatif et culturel

L'entrée en vigueur d'un statut venant reconnaître les associations d'éducation populaire en mai 1976, avait permis la concession de financements aux associations et de bourses pour les animateurs. Les actions mises en place par les services de l'État permettaient d'avancer vers la reconnaissance des associations comme partenaires, premier pas vers un appui de plus grande ampleur. Or, la restructuration des services en charge de l'éducation populaire a pour conséquence la chute des financements et un relatif abandon des collectivités de culture et d'éducation. Selon la ligne définie par les équipes de la DGEP, l'année 1977 devait permettre la mise en place d'un vaste plan d'appui aux associations locales, après une période d'expérimentations et d'inventaires visant à mieux définir leurs besoins et difficultés.

En 1977, la réorganisation des services vient rompre avec ce projet initial. José Sousa Monteiro, nouveau directeur général de l'Éducation permanente, présente au début de l'année un budget en forte baisse. De 435 000 000 *escudos* en 1976, le budget alloué à la DGEP chute à 60 000 000 *escudos* pour l'année 1977³⁹⁷. Cette baisse de plus de 86 % du budget initial doit être lue comme une conséquence évidente du retrait de la puissance publique des sphères de l'éducation populaire et de l'appui aux associations. Par ailleurs, l'exécutif socialiste annonce comme objectif une meilleure gestion budgétaire et une baisse des dépenses publiques. Contrairement au projet défendu pendant la période révolutionnaire, cette chute brutale marque une rupture en 1977 et vient souligner le recul des activités de la direction générale d'Éducation permanente.

Dépenses du ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique en activités d'éducation d'adultes de 1974 à 1978³⁹⁸

Année	Montant des dépenses
1974	81791
1975	75290
1976	27729
1977	10853
1978	14175
Total	209838

³⁹⁷*Diário de Notícias*, « Entrevista do director-geral de Educação Permanente ao "DN" », le 7 février 1977.

³⁹⁸Ministério da Educação e Investigação Científica. Divisão de Estatísticas da Secretária-Geral do Ministério da Educação e Investigação Científica, « Quadro nºI – Despesas com actividades de educação de adultos », 1979. p. 7.

L'inscription des associations d'éducation populaire sur les fichiers de la DGEP, telle que définie par le décret-loi n°384/76, du 20 mai 1976, pouvait permettre le financement de leurs activités. Ces fonds disponibles pour les associations d'éducation populaire connaissent une baisse en 1977 par rapport à l'année précédente, avant d'augmenter au cours de l'année 1978. Néanmoins la croissance du nombre d'associations financées au cours de la période entraîne une baisse significative des financements disponibles pour chaque collectivité. Alors qu'en 1976, les associations financées par la DGEP recevaient en moyenne 132395 \$, cette même moyenne était de 76201 \$ en 1978, soit une baisse de plus de 42 %. L'augmentation du nombre d'associations inscrites sur le fichier de la direction générale semble indiquer un dynamisme croissant des associations et la constitution de nouvelles collectivités. Or l'appui de l'État semble aller dans le sens contraire avec la mise en veille de la DGEP.

Fonds alloués aux associations d'éducation populaire³⁹⁹

	Associations et autres entités subventionnées	Montant total (\$)
1976	44	5825394
1977	53	4275552
1978	81	6172300

Durant cette période de veille de la direction générale d'Éducation permanente et du recul du soutien à l'associativisme populaire, les fonds alloués à la DGEP prennent de plus en plus une direction pour le moins étonnante. Ainsi, selon Lucília Salgado, membre de la direction générale à partir de la fin de l'année 1978 et ayant eu accès au rapport d'exécution budgétaire de la période précédente, ces fonds permettent le financement d'institutions difficilement classable dans la catégorie de l'éducation populaire. « Il y aurait eu une ou deux institutions religieuses. Et une autre [subvention], [...] pour le Jardin zoologique ! Parce qu'il y avait un compromis du gouvernement avec le Jardin zoologique, pour financer le Jardin zoologique de Lisbonne. Et apparemment, pendant ces années, le gouvernement n'avait pas l'argent et donc il a été chercher là où il y avait de l'argent. Et il y en avait dans l'éducation populaire »⁴⁰⁰. Cet épisode anecdotique montre cependant le peu d'intérêt accordé aux associations locales.

399 Lisete de Matos, *Alfabetização e Educação de Adultos no período compreendido entre Abril de 1974 e a actualidade*, Lisboa, Ministério da Educação e da Investigação Científica, Direcção-Geral da Educação Permanente, Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos, 1979. p. 14.

400 Entretien avec Lucília Salgado, le 10 mars 2014. 78 min. « Teria havida uma ou duas para instituições religiosas. E a outra, [...] para o Jardim Zoológico! Porque havia um compromisso do governo com o Jardim Zoológico, de financiar o Jardim Zoológico de Lisboa. E pelos vistos, nestes anos o governo não tinha dinheiro e então foi a procura onde é que havia dinheiro. E havia na educação popular ».

Alberto Melo, ancien directeur général de l'Éducation permanente et témoin de cette transformation, faisait ainsi, en 1977, le constat d'une rupture au sommet de l'État. « Aujourd'hui, au Portugal, la situation est déjà très loin de celle que nous avons pu vivre durant neuf mois. La rupture entre les groupes locaux autogérés et les structures de l'État semble faite, et de façon irréversible »⁴⁰¹, écrivait-il ainsi. Cette situation affecte directement les activités développées par les associations locales. Au cours de la rencontre des moniteurs d'alphabétisation, qui se tient à Almada en 1979, les participants pointent « les carences financières avec lesquelles se débattent les associations, avec des conséquences aussi bien pour la production de matériels, comme pour la diversification des initiatives »⁴⁰².

Au cours de la même année 1979, la Fédération portugaise des collectivités de culture et loisir critique l'absence de soutien de l'État, notamment dans l'appui aux activités de la fédération. JJ. Maçarico écrit ainsi dans le bulletin de la fédération que « l'absence de soutien à la fédération, est un cas concret. Nous supposons être l'unique fédération nationale qui vit sans une seule subvention officielle pour son fonctionnement »⁴⁰³. Ce retrait de la puissance publique conduit à un isolement progressif des associations locales, véritables pôles de continuité du projet d'éducation populaire. En 1979, un rapport de Lisete de Matos, publié par la direction générale d'Éducation permanente reconnaît, que les activités des groupes locaux ont connu des difficultés :

« Cela a été (et c'est encore) un travail réalisé en luttant contre les difficultés d'ordres divers, parmi lesquelles se distinguent l'absence de stimulation et de soutien, l'absence de préparation pour la tâche, le manque de divers recours, le manque de matériel pédagogique-didactique, le manque de conditions économiques et sociales et de travail susceptibles de créer et de maintenir la motivation du potentiel adulte-apprenant. [...] Il reste à ajouter que s'il y a eu une certaine continuité en matière d'alphabétisation et d'éducation d'adultes, dans la période en analyse, cela a été grâce à l'initiative de ces groupes, entités et personnes »⁴⁰⁴.

401 Alberto Melo, « L'éducation des adultes sera l'œuvre des adultes eux-mêmes. L'expérience de la direction générale de l'Éducation permanente au Portugal entre octobre 1975 et juillet 1976 », *Éducation permanente*, n°38, mars-avril 1977, Paris, La Documentation Française. p. 95

402 I^o Encontro Nacional de associações e monitores de alfabetização. *Relato e conclusões*, Almada, juin-juillet 1979. p. 17. « As carências financeiras com que se debatem as Associações, com consequências quer para a produção de materiais, quer para a diversificação das iniciativas ».

403 JJ. Maçarico, « Editorial », *Boletim da Federação Portuguesa das Colectividades de Cultura e Recreio*, n°8, novembre 1979. p. 1. « A falta de apoio a Federação, é um caso concreto. Supomos ser a única Federação nacional que vive sem um único subsídio oficial para o seu funcionamento ».

404 Ministério da Educação e Investigação Científica, Secretaria de Estado dos Ensinos Básico e Secundário, Direcção-Geral da Educação Permanente, Lisete de Matos, *Op. Cit.* p. 43. « Foi (é) um trabalho realizado lutando contra dificuldades de vários ordens, em que avultam a falta de estímulo e apoio, a impreparação para a tarefa, a falta de recursos vários, a falta de material pedagógico-didáctico, a falta de condições económico-sociais e de trabalho susceptíveis de criar e manter a motivação do potencial adulto-educando. [...] Resta acrescentar que se alguma continuidade houve em matéria de alfabetização e educação de adultos, no período em análise, foi certamente mercê da iniciativa destes grupos, entidades e pessoas ».

2. Le recul de l'héritage révolutionnaire

Après une période révolutionnaire agitée, l'entrée en vigueur de la Constitution de la République portugaise en avril 1976 et les diverses élections qui se tiennent la même année formalisent la fondation d'un nouveau régime. L'institutionnalisation de la démocratie représentative au Portugal semble se construire sur un rejet de certaines évolutions permises par la chute du régime autoritaire en avril 1974. Certains acteurs de l'époque pointent une « normalisation » de la situation portugaise, insérée au sein du continent européen. Si le processus révolutionnaire constitue un formidable élargissement des opportunités politiques, avec ses espoirs et ses craintes, l'institutionnalisation de la démocratie initiée en novembre 1975 et poursuivie au cours de l'année 1976 semble prendre le contre-pied de cet héritage révolutionnaire.

La priorité des premiers gouvernements constitutionnels est alors de stabiliser l'économie nationale au moyen d'une austérité financière et du recours à l'aide d'organisations internationales. L'héritage révolutionnaire semble s'éloigner encore un peu plus avec la progression des partis de la droite portugaise et la préparation de la première réforme constitutionnelle, qui met un terme au Conseil de la Révolution, organe jouissant de la légitimité du Mouvement des Forces armées. La normalisation, qui se produit au cours de la période dans les secteurs de l'éducation et de la culture, connaît des évolutions parallèles dans les domaines politique, économique et social. Le retrait de la puissance publique dans le soutien aux projets d'éducation populaire s'ancre dans une évolution générale de recul du 25 avril 1974 comme espace de référence politique.

La Constitution approuvée en avril 1976 pointait comme objectif d'« ouvrir le chemin pour une société socialiste, dans le respect de la volonté du peuple portugais, en ayant en vue la construction d'un pays plus libre, plus juste et plus fraternel »⁴⁰⁵ et de permettre une « transformation vers une société sans classe »⁴⁰⁶. Or, les mesures prises par les premiers gouvernements constitutionnels semblent indiquer un éloignement de la construction d'une voie permettant de concilier socialisme et démocratie. Le nouveau régime semble bien plus s'orienter vers une démocratie représentative à économie de marché, suivant le modèle des pays alors membres de la Communauté économique européenne. En novembre 1976, lors du congrès du Parti socialiste, le Premier ministre Mário Soares déclarait ainsi qu'« au Portugal – n'ayez pas d'illusions – étant donné notre situation géostratégique et la relation de forces à

405Reinaldo Caldeira, Maria do Céu Silva, *Constituição Política da República Portuguesa 1976*. Livraria Bertrand, Lisboa, 1976. Préambule, p. 365. « Abrir caminho para uma sociedade socialista, no respeito da vontade do povo português, tendo em vista a construção de um país mais livre, mais justo e mais fraterno ».

406Ibidem. Artigo 1º, p. 365. « Transformação numa sociedade sem classes ».

l'intérieur de notre société, le socialisme n'est pas pour tout de suite et nous ne pouvons pas aller plus loin, dans la phase historique que nous traversons, que d'instituer une démocratie avancée »⁴⁰⁷.

2.1. Crise économique et austérité

Les orientations économiques prises par le nouveau gouvernement permettent de mettre en relief l'importance du modèle d'économie de marché. À l'issue du processus révolutionnaire, étant donné la situation dramatique laissée par le régime autoritaire qui a présidé aux destinées du pays pendant près d'un demi-siècle et la crise économique internationale, l'économie portugaise se trouve dans une situation difficilement tenable. À ce difficile héritage laissé par le régime de l'État nouveau, il faut ajouter une période révolutionnaire agitée, qui a impacté la balance extérieure. Mais bien plus que cette crise économique, ce sont les réponses que les gouvernements constitutionnels y apportent qui indiquent les orientations prises par le nouveau régime. Les exécutifs successifs misent ainsi sur une politique d'austérité et de baisse du pouvoir d'achat, afin de rétablir l'équilibre de la balance extérieure et d'orienter le pays vers une convergence avec les pays de la Communauté économiques européennes. Cette politique économique s'accompagne d'un rapprochement avec les organisations internationales fondées sur la libéralisation de l'économie mondiale.

Le slogan de campagne du Parti socialiste pour les élections législatives d'avril 1976, « l'Europe avec nous »⁴⁰⁸, résume l'orientation prise par le nouvel exécutif. Après la perte de ses colonies, le Portugal entre ainsi de plain-pied dans le projet européen. Cette orientation se matérialise dès septembre 1976 avec l'admission au sein du Conseil de l'Europe, puis, en mars 1977, avec le dépôt de la candidature portugaise d'adhésion à la CEE, permettant l'ouverture des négociations en octobre 1978. Dès lors, les réformes entreprises au Portugal ont pour objectif final cette intégration européenne. Au cours de cette période, le pays reçoit ainsi des premiers prêts émanant de la Banque mondiale, du gouvernement états-uniens et du Fonds monétaire international (FMI)⁴⁰⁹.

Devant les difficultés financières et économiques du pays, des négociations sont entreprises avec le FMI en 1977 et aboutissent à la signature d'un accord en mai 1978,

407A *Comarca de Arganil*, le 4 novembre 1976. pp. 1-2. « Em Portugal – não haja ilusões – dada a nossa situação geo-estratégica e a relação de forças no interior da nossa sociedade, o socialismo não é para já e não podemos ir mais além, na fase histórica que atravessamos, do que instituir uma democracia avançada ».

408En portugais, *Europa conosco*.

409Yves Léonard, *op. cit.*.

prévoyant un plan d'aide de 750 millions de dollars⁴¹⁰. Il est important de rappeler ici le contexte de guerre froide de l'époque. Après une période révolutionnaire, durant laquelle le lexique « socialiste » a été abondamment utilisé, ces orientations nouvelles viennent ancrer le régime portugais dans le bloc occidental, à économie de marché. Cette aide internationale est conditionnée à la mise en place de réformes et le rôle normalisateur des organisations internationales est connu⁴¹¹. Plus encore que la crise économique que traverse le pays, les mesures visant à rétablir la stabilité financière prennent le contre-pied des nationalisations et des mesures économiques suivies durant la période révolutionnaire.

Le gouvernement socialiste procède ainsi à une dépréciation de l'*escudo* dès 1977, avec pour objectif d'enrayer la demande interne et de permettre de rééquilibrer la balance extérieure. Le pays s'installe alors dans une période de forte inflation, les taux annuels oscillant entre 22,8% (1977) et 15,4% (1980). Cette forte inflation avait commencé dès 1974, avec un taux de 25,1%. Contrairement aux objectifs affichés, le déficit de la balance courante se maintient et, en conséquence, la dette extérieure augmente. Alors que la période révolutionnaire avait permis une meilleure protection des travailleurs et la constitution de prémisses d'un État social, la période ouverte en 1977 se traduit par une importante réduction du pouvoir d'achat dans le pays. Selon l'étude conduite par Carlos Pimenta, le pouvoir d'achat des portugais a ainsi connu un recul en 1977, 1978, 1979 et 1982 ; a été stable en 1981 et a faiblement augmenté en 1981⁴¹².

Cet auteur parle même d'une « politique de récupération capitaliste », pour qualifier les mesures économiques prises au cours de cette période. « De récupération, parce que contraire à la dynamique qui a été imposée par la Révolution portugaise, une dynamique anti-monopoliste seulement intégralement viable dans le cadre d'une transition vers le socialisme »⁴¹³, explique-t-il. L'économiste s'appuie en cela sur la répartition de la valeur ajoutée qui, sur la période, marque une forte maximisation du taux de profit. La part des salaires dans la répartition de la valeur ajoutée passe ainsi de 50,1% à 34,2%, entre 1976 et 1982. Ces données semblent confirmer une rupture sur le plan économique entre la période révolutionnaire et l'institutionnalisation du nouveau régime.

Dans un article paru en 1985, Daniel Bessa vient corroborer cette analyse. Selon cet auteur, la première dévaluation de février 1977 constitue une « inversion de la politique

410FMI, *Os acordos com Portugal. 1977.1983.1984*, Lisboa, Bnomics, Deplano Network, 2012. 127 p.

411Voir sur ce point l'ouvrage de Jean Ziegler, *O Império da Vergonha*, Porto, Edições ASA, 2007. 266 p.

412Carlos Pimenta, *Economia Portuguesa. Uma experiência uma análise*, Lisboa, Editorial Caminho, Biblioteca Universidade Popular, 1984. 201 p.

413*Idem.* p. 175. « De recuperação, porque é contrária à dinâmica que foi imposta pela Revolução Portuguesa, uma dinâmica antimonopolista só integralmente viável num quadro de transição para o socialismo ».

macroéconomique portugaise »⁴¹⁴. L'inflation et l'augmentation du chômage, qui atteint 8% en 1979, affectent en grande partie les travailleurs portugais. Pour Daniel Bessa, le projet de constitution d'un État-Providence, dont les premières réalisations apparaissent notamment avec la constitution du Service national de santé⁴¹⁵, connaît un recul au cours de cette période. L'intervention de l'État dans les domaines de l'emploi, de la sécurité sociale et de la redistribution se fait moins importante au cours de cette période. « Le chômage et les salaires en retard constituent l'expression ultime et la plus violente de ce processus de dégradation de l'État social portugais »⁴¹⁶, toujours selon Daniel Bessa.

Ces éléments montrent une évolution vers le modèle économique alors en vigueur au sein des pays du bloc occidental. La crise de l'économie portugaise reposant sur une balance extérieure déficitaire, des taux d'inflation très élevés et un chômage en augmentation, et les solutions des divers gouvernements ont renforcé ces orientations. Comme l'a montré par ailleurs Boaventura de Sousa Santos, la constitution d'un État-Providence est restée inachevée au Portugal, la société prenant bien souvent le relais de l'acteur étatique⁴¹⁷. L'influence des organisations internationales, par l'intermédiaire des prêts consentis et du plan d'aide acté en 1978, permet l'orientation du pays vers une économie de marché. L'évolution politique de la démocratie portugaise complète ces orientations vers une mise à distance de l'héritage révolutionnaire.

2.2. La progression de la droite portugaise

Le premier gouvernement constitutionnel connaît des difficultés au cours de l'année 1977. La politique menée par l'exécutif de Mário Soares fait apparaître des dissensions internes et conduit au départ du ministre de l'Agriculture António Lopes Cardoso et de militants qui créent l'année suivante l'Union de la gauche pour la démocratie socialiste (UEDS)⁴¹⁸. À la fin de l'année, le gouvernement perd l'appui de l'Assemblée de la République et, en janvier 1978, Mário Soares forme un nouvel exécutif reposant sur une coalition entre le Parti socialiste et le Centre démocratique et social, parti conservateur. Ce deuxième gouvernement chute cependant dès juillet 1978. Devant l'absence de majorité claire au sein de

414Daniel Bessa, « As políticas macroeconómicas do post-25 de Abril. Ascensão e declínio do Estado Social Português », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n°15/16/17, Mai 1985. pp. 325-350. « Inversão da política macroeconómica portuguesa ».

415*Diário da República*, « Lei n°56/79 », I^a Série, n°214, le 15 septembre 1979.

416*Idem*. « O desemprego e os salários em atraso constituem a expressão última e mais violenta deste processo de degradação do Estado Social Português ».

417Boaventura de Sousa Santos, *O Estado e a Sociedade em Portugal (1974-1988)*, Porto, Edições Afrontamento, 1992 (2^a edição), 1990 (1^a edição). 266 p.

418En portugais *União da Esquerda Democrática e Socialista*.

l'Assemblée, le président de la République, le général Ramalho Eanes, institue successivement trois gouvernements d'initiative présidentielle, majoritairement composés d'indépendants : Alfredo Nobre da Costa d'août à septembre 1978, Carlos Mota Pinto de novembre à juin 1979 et enfin Maria de Lourdes Pintasilgo, de juillet à décembre 1979.

En décembre 1979 se tiennent des élections législatives intercalaires chargées de dégager une majorité jusqu'aux élections de 1980. Au cours du même mois de décembre ont lieu de nouvelles élections locales. Ces trois élections, qui s'étendent sur ces deux années, consacrent une importante victoire de partis de droite. Francisco Sá Carneiro, leader du Parti social-démocrate, impose son style au sein du parti et jouit d'une grande popularité. Le Parti social-démocrate, le Centre démocratique et social et le Parti populaire monarchique se présentent en coalition au sein de l'Alliance démocratique (AD). L'AD parvient ainsi à atteindre la majorité au sein de l'Assemblée de la République avec 44,8% des suffrages en 1979 et 46,1% lors des élections de 1980⁴¹⁹. Le Parti socialiste est le principal perdant de ces deux élections législatives, se stabilisant à 35,1% en 1979 et 35,9% au sein du Front républicain socialiste (FRS) en 1980. Le Parti communiste présent au sein de l'Alliance populaire unitaire (APU) connaît un recul, enregistrant 11,1% des suffrages en 1979 et 9,9% en 1980. Enfin, le poids de l'UDP, principal parti de l'extrême-gauche, reste résiduel (1,3% en 1979, 0,8% en 1980).

Les résultats des élections locales de décembre 1979 viennent confirmer cette percée des partis de la droite portugaise. Le Parti socialiste, fortement représenté dans le district de Coimbra au sortir des élections locales de 1976, connaît un fort recul en ne conservant que quatre municipalités (Condeixa-a-Nova, Figueira da Foz, Montemor-o-Velho, Soure). L'Alliance démocratique parvient à dominer dans quatre *municípios*, dont la capitale du district (Arganil, Coimbra, Miranda do Corvo, Oliveira do Hospital). Le Parti social-démocrate, principale force politique de l'AD, l'emporte seul dans les neuf *municípios* restant (Cantanhede, Goís, Lousã, Mira, Pampilhosa da Serra, Penacova, Penela, Tábua, Vila Nova de Poiares).

Au-delà des exécutifs locaux, l'analyse des résultats au niveau des Assemblées municipales et des *juntas de freguesia* confirme la victoire de l'Alliance démocratique et des partis composant cette coalition. Sur les 2676 mandats locaux en jeu au cours des élections de décembre 1979, le PSD et le CDS, seuls ou en coalition au sein de l'AD obtiennent 1474 mandats, soit plus de 55% des sièges. Le Parti socialiste obtient 963 mandats, perdant ainsi de nombreuses positions au sein des exécutifs locaux et le Parti communiste maintient 232 élus.

419 Résultats recueillis sur le site de la Comissão Nacional de Eleições. Page consultée le 8 juillet 2014. <http://eleicoes.cne.pt/sel_eleicoes.cfm?m=raster>.

Deux partis de l'extrême-gauche, l'UDP et le Parti ouvrier d'unité socialiste (POUS), obtiennent respectivement 3 et 1 élus, et semblent confirmer l'effondrement des forces politiques d'extrême-gauche.

Une différence importante à noter est la quasi-disparition des mouvements de citoyens parvenant à obtenir des mandats au niveau local. Ces « groupes de citoyens », selon la dénomination utilisée dans les statistiques électorales n'obtiennent, ainsi que trois mandats sur l'ensemble du territoire du district de Coimbra. Ce faible résultat est à comparer avec la vitalité des Groupes de dynamisation d'unité populaire (GDUP), qui avait obtenu localement de bons résultats lors des élections de décembre 1976, dans le sillage de la campagne présidentielle d'Otelo Saraiva de Carvalho. Ce mouvement populaire perd son énergie à l'issue de cette campagne et l'absence de continuité est criante. Localement, certaines listes d'unité populaire intègrent la coalition APU, menée par le Parti communiste. Au sortir des élections locales de 1979, les principaux partis politiques ont renforcé leur position et le mouvement en faveur de listes unitaires de citoyens a perdu son élan.

Nombre de mandats obtenus au cours des élections locales de 1979 – District de Coimbra⁴²⁰

Partis	Assemblées municipales	Assemblées de <i>freguesias</i>	Total
AD	127	650	777
APU	42	190	232
CDS	33	78	111
Groupe de citoyens	-	3	3
PS	178	785	963
PSD	132	454	586
POUS	-	1	1
UDP	3	-	3
Total	515	2161	2676

L'élection présidentielle de décembre 1980 vient confirmer une évolution du système partisan portugais vers le centre et la droite de l'échiquier politique. Le général Ramalho Eanes est réélu pour un second mandat, dès le premier tour, avec plus de 56,4% des suffrages. António Soares Carneiro, militaire appuyé par la droite portugaise, obtient plus de 40,2% des voix, réalisant ainsi un très bon score. Otelo Saraiva de Carvalho, « candidat du pouvoir populaire » en 1976, s'effondre quatre années plus tard en réunissant un peu moins de 1,5%

420Graça Miragaia Archer, Jorge Miguéis, Susana Cristovão Costa, *op. cit.*.

des votes. Carlos Galvão de Melo, António Pires Veloso et António Jorge Rodrigues, tous trois candidats, réunissent chacun moins de 1%. Ces résultats confirment la chute de l'extrême-gauche dans la période suivant l'explosion révolutionnaire et la polarisation du système politique portugais autour de l'opposition entre centre-gauche et centre-droit.

Pour la première fois depuis avril 1974, une coalition de partis de droite, l'Alliance démocratique, domine l'exécutif à partir des élections intercalaires de décembre 1979. Cette position dominante est renforcée avec par les élections législatives d'octobre 1980. Cette victoire incontestable met en échec le Parti socialiste, principale force politique depuis les élections de 1975 et permet à Francisco Sá Carneiro d'occuper la fonction de Premier ministre. Très populaire, sa disparition tragique dans un accident d'avion à la fin de l'année 1980, crée une forte émotion dans le pays. Suite à ce décès, Francisco Balsemão, nouveau leader du Parti social-démocrate, devient Premier ministre. Ces changements politiques ont évidemment des conséquences sur la façon de penser et d'agir dans les domaines de l'éducation et de la culture.

Cette évolution politique se reflète au sein même de l'université de Coimbra et notamment de l'importante Association académique. Les élections libres de mai 1974 avaient vu la victoire d'une liste proche des l'Union des étudiants communistes. La tenue d'élections annuelles n'avait pas modifié les rapports de force, des listes de gauche parvenant toujours à la tête de l'Association académique de Coimbra. Or, en février 1979, Maló de Abreu est élu président de l'AAC à la tête d'une liste de la Jeunesse social-démocrate (JSD), organisation du PSD. On assiste alors à un « changement de paradigme politique » au sein de l'AAC avec la victoire de la droite⁴²¹. La situation politique du pays connaît ainsi une traduction au niveau local. Cette victoire de la liste conduite par la JSD ouvre la voie à un retour des traditions académiques au sein de l'université de Coimbra.

2.3. Des mouvements sociaux sur la défensive

Le processus révolutionnaire portugais a été marqué par de fortes mobilisations populaires, venant contraster avec le silence imposé par le régime mis en place par António de Oliveira Salazar. La prise de parole politique par des populations jusqu'alors marginalisées a constitué une des caractéristiques de la période révolutionnaire ouverte avec la chute du régime autoritaire le 25 avril 1974. Le mouvement se réclamant du pouvoir populaire et

421 Carlos Miguel Jorge Martins, *Coimbra 1969-1979/80: Luto académico, tradição coimbrã e mudança política*, Dissertação de Mestrado em História na área de especialização em História Contemporânea, Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra, 2013. p. 102. « Uma mudança de paradigma político ».

s'exprimant au travers des commissions d'habitants, des commissions de travailleurs, d'un renouveau de l'associativisme et par d'autres organisations populaires de base, a été une traduction de la volonté populaire de participation politique.

Un tel mouvement naissant à la base de la société ne saurait disparaître instantanément avec le retournement du processus révolutionnaire. Ces organes, intimement liées aux perspectives révolutionnaires connaissent néanmoins des difficultés, ne disposant plus de l'appui de l'État et des secteurs les plus radicaux du Mouvement des Forces armées. Si les créations de commissions d'habitants se prolongent après 1976 et que nombre de structures associatives locales sont créées après la période révolutionnaire, force est de constater que les mouvements sociaux, qui ont vu le jour avec la chute du régime en 1974, entrent dans une phase de reflux avec l'institutionnalisation de la démocratie portugaise.

Ce reflux s'illustre par une modification profonde des mouvements sociaux et notamment des organisations syndicales qui perdent de vue la construction d'alternatives politiques, économiques, sociales et culturelles et adoptent une posture plus défensive, axée sur la sauvegarde des acquis révolutionnaires. Dans les entreprises, la fin de la période révolutionnaire entraîne des conflits sociaux avec notamment le retour des administrateurs obligés de quitter leur poste après avril 1974. À Coimbra, le retour d'Eládio Alvarez, administrateur des usines textiles Santix et Mondorel, a pour conséquence des grèves à partir de février 1977⁴²². Dans un manifeste, les travailleurs de l'usine Santix annonçaient ainsi : « Nous ne permettrons pas que beaucoup de ce que nous avons conquis le 25 avril soit maintenant mis en cause par ceux qui ne connaissent qu'une seule loi – celle du profit ! »⁴²³. Au cours de cette même période, les entreprises en autogestion et les coopératives connaissent des difficultés croissantes, faute d'accès au crédit et d'un véritable statut juridique⁴²⁴.

Le mouvement syndical, désormais divisé entre la CGTP-IN, majoritairement communiste et l'UGT, réunissant socialistes et sociaux-démocrates, s'oriente vers une défense du pouvoir d'achat des travailleurs. En juin 1977, l'Union des syndicats de Coimbra appelle ainsi les travailleurs à une manifestation contre l'augmentation du coût de la vie. Dans un tract, les organisateurs déclarent alors que « les travailleurs sentent que la vie est chaque fois plus chère et voient leur niveau de vie baisser vertigineusement »⁴²⁵. Ce thème est repris le 14 avril 1978 au cours d'une manifestation organisée par la CGTP-IN, les commissions de

422 *Combate*, « Dossier de lutas nº1. 1 Jan. - 17 Fev », nº49, Avril 1977.

423 « Manifesto dos Trabalhadores da Santix », sans date. 1 p. « Não permitiremos que muito do que conquistámos em 25 de Abril seja agora posto em causa por quem conhece apenas uma lei – a do Lucro ! ».

424 Entretien avec José António Pinheiro. *op. cit.*.

425 União dos Sindicatos / Intersindical de Coimbra. Le 14 juin 1977. « Os trabalhadores sentem que a vida está cada vez mais cara e vêem o seu nível de vida descer vertiginosamente ».

travailleurs et les commissions d'habitants de Coimbra et le 29 mars 1980, organisée par la centrale syndicale et le Mouvement démocratique de femmes (MDM)⁴²⁶. Le 1^{er} avril 1979, une manifestation vise, cette fois, directement l'action du gouvernement.

Cette série de manifestations s'insère dans un contexte de crise économique marqué par une forte inflation, synonyme de baisse du pouvoir d'achat, et d'une progression accentuée des partis de la droite portugaise. Le discours et l'action des syndicats évoluent ainsi vers la défense des conquêtes sociales permises par le processus révolutionnaire, principalement dans la période suivant le 11 mars 1975. Avec l'institutionnalisation de la démocratie, cette guerre de position a remplacé une attitude plus offensive rendue difficile par le reflux du mouvement populaire. La normalisation dont fait l'objet le système politique trouve ainsi un complément : le mouvement syndical s'oriente vers la défense des acquis sociaux, rôle qu'il occupe traditionnellement dans les démocraties représentatives.

Après de fortes mobilisations populaires au cours de la période révolutionnaire et de forts taux d'abstention aux élections de 1976 (avec notamment 24,5% à l'élection présidentielle de juin 1976), le taux d'abstention se stabilise autour de 15%, se rapprochant ainsi des standards en vigueur dans les démocraties libérales⁴²⁷. Les élections législatives de décembre 1979 sont ainsi marquées par un taux d'abstention de 12,9% au niveau national (15,9% à Coimbra) et celles d'octobre 1980 par un taux d'abstention de 16,1% (18,4% à Coimbra). La participation à l'élection présidentielle de décembre 1980 est équivalente avec une abstention de 15,6% au niveau national. Ces résultats viennent contraster avec les fortes mobilisations qui avaient accompagné le retour à la démocratie avec l'élection de l'Assemblée constituante le 25 avril 1974⁴²⁸. À cette date, la participation des Portugais avait été de 91,7% au niveau national et de 89,1% au sein du district de Coimbra.

Ces éléments peuvent permettre de conclure à un certain désenchantement de la population portugaise. Au cours des entretiens que nous avons pu recueillir dans le cadre de cette recherche, le processus révolutionnaire, outre ses tensions et les craintes qu'il a fait naître, apparaît comme une période durant laquelle « tout paraissait possible ». Selon l'expression de Lucília Salgado, « pour chaque personne, le 25 avril a été la fin de ses fascismes. [...] Chacun pensait que le 25 avril venait le libérer de tous ses fascismes »⁴²⁹. La période révolutionnaire de 1974-1976 est aussi marquée par une incroyable densité,

426En portugais *Movimento Democrático de Mulheres*.

427Résultats recueillis sur le site de la Comissão Nacional de Eleições. Page consultée le 8 juillet 2014. <http://eleicoes.cne.pt/sel_eleicoes.cfm?m=raster>.

428Voir notamment l'annexe VI sur l'abstention au Portugal.

429Entretien avec Lucília Salgado. *op. cit.*. « Para cada pessoa, o 25 de Abril foi o fim do seus fascismos. [...] Achava que o 25 de Abril o vinha libertar de todos os seus fascismos ».

expliquant l'impression de mouvement continu pour les acteurs de l'époque. Le rétablissement de l'ordre constitutionnel au cours de l'année 1976 vient rompre avec cette période révolutionnaire et entraîne une certaine désillusion au sein de la population.

Cette normalisation de la situation portugaise peut permettre d'expliquer le recul des mouvements sociaux à partir de 1977 et la stabilisation des taux d'abstention autour de 15%. En 1978, l'Institut d'études sur le développement publie une enquête visant à connaître l'opinion des portugais sur la politique quatre années après le 25 avril⁴³⁰. S'il faut être prudent avec l'analyse de sondages, ces résultats viennent néanmoins corroborer l'idée d'un désenchantement à l'issue du processus révolutionnaire. À la question d'analyser les changements dans leur vie personnelle depuis le 25 avril, la moitié des personnes interrogées note une absence de changement et 27% pointent une évolution négative. Les réponses obtenues quant au classement des gouvernants apportent des résultats surprenants⁴³¹. Marcello Caetano, déposé en avril 1974, domine le classement avec 28% de réponses positives, devant Mário Soares (9%), Vasco Gonçalves (8%) et António de Oliveira Salazar (7%).

Le reflux des mouvements populaires vers des positions plus défensives s'ancre dans un contexte plus large d'éloignement du nouveau régime portugais à l'égard des expériences de la période révolutionnaire. Si les organes de pouvoir populaire continuent leurs activités après 1976, ils se trouvent néanmoins insérés dans un cadre moins favorable à leur développement. Le recul de l'héritage révolutionnaire dans les secteurs de la culture et de l'éducation doit être perçu dans le cadre d'un mouvement plus général qui marque l'institutionnalisation d'un régime constitutionnel au Portugal. La crise économique et les politiques des gouvernements successifs orientent un peu plus le pays sur le chemin de l'intégration européenne.

2.4. La préparation de la révision constitutionnelle de 1982

La convergence avec les normes alors existantes au sein des pays du bloc occidental connaît une nouvelle avancée avec la préparation de la révision de la Constitution entrée en vigueur en avril 1976. Fortement influencé par le processus révolutionnaire alors en cours, le texte constitutionnel porte la marque de la Révolution portugaise en pointant comme objectif un socialisme démocratique ayant pour finalité la constitution d'une société sans classe. Rappelons que la Constitution, rédigée entre 1975 et 1976, reconnaît les organisations populaires de base, ainsi que les entreprises en autogestion. Mais malgré sa rédaction pendant

430IFOP – Instituto de Estudos de Desenvolvimento, *Os Portugueses e a política quatro anos depois do 25 de Abril*, Editorial Meseta, Lisboa, 1978. 174 p.

431La question posée porte sur les chefs de gouvernement d'António de Oliveira Salazar à Mário Soares.

la phase révolutionnaire, le texte constitutionnel entre en vigueur en avril 1976, dans une période durant laquelle le rapport de force n'est plus celui de la période la plus aiguë de la révolution. On peut facilement parler d'anachronisme pour qualifier un texte constitutionnel qui vient entériner une phase politique qui semble avoir déjà pris fin.

En janvier 1979, le premier Congrès des activités économiques réunit les principales organisations patronales du pays : la Confédération de l'industrie portugaise, la Confédération du commerce portugais et la Confédération de l'agriculture portugaise. En présence du secrétaire d'État à l'intégration européenne, les conclusions du congrès pointent la nécessité, pour les organisations patronales, de réviser la Constitution afin d'accélérer la convergence avec les normes alors en vigueur au sein de la CEE. Ces organisations souhaitent ainsi « expurger de la Loi fondamentale les dispositions programmatiques d'intention collectiviste et bureaucratizante, en ajustant les principes d'organisation économique et sociale, les normes de marché et de déséquilibre entre les partenaires sociaux prévalant dans l'Europe dans laquelle nous prétendons nous intégrer »⁴³².

Le processus de révision constitutionnelle est amorcé au début de l'année 1981, avec le dépôt des projets des partis représentés à l'Assemblée de la République au cours des mois d'avril et de mai. Les débats aboutissent à un nouveau texte adopté par la loi constitutionnelle n°1/82 du 30 septembre 1982. Les deux tiers des députés nécessaires à la modification de la Constitution est atteint en réunissant le Parti social-démocrate, le Parti socialiste, le Centre social et démocrate, le Parti populaire monarchique (PPM), l'Action social-démocrate indépendante (ASDI) et l'Union de la gauche pour la démocratie socialiste (UEDS). Les partis d'extrême-gauche ont montré leur désapprobation du nouveau texte en votant contre (PCP et UDP) ou en s'abstenant (MDP/CDE).

Le changement majeur présent dans le nouveau texte de Constitution tient à l'extinction du Conseil de la Révolution. Garant de l'esprit de la révolution, cet organe est dissout et remplacé par un Conseil d'État et un Tribunal constitutionnel. Les anciens militaires du Mouvement des Forces armées perdent ainsi pied dans la vie politique nationale et le système politique cesse d'avoir un organe visant à garantir la fidélité au 25 avril. La période révolutionnaire comme fondement, comme source de la démocratie portugaise se trouve diminuée avec cette extinction. La démocratie portugaise s'émancipe alors de cette tutelle militaire, conséquence d'une légitimité révolutionnaire du Mouvement des Forces armées. Les

432A *Comarca de Arganil*, le 16 janvier 1979. p. 1. « Expurgar da Lei Fundamental as disposições programáticas de intensão colectivista e burocratizante, ajustando os princípios de organização económico-social, as normas de mercado e de desequilíbrio entre os parceiros sociais prevalectentes na Europa em que pretendemos integrar-nos ».

partis politiques sont, dès lors, les seuls dépositaires du pouvoir politique, légitimés qu'ils sont par le suffrage universel. Au cours des débats, le député du MDP/CDE, Herberto Goulart, pointe ainsi « le grand risque de disparition du contrôle des principes d'avril dans notre régime politique »⁴³³.

De plus, l'article 2^o de la Constitution qui faisait référence à la transition vers le socialisme au travers de « l'exercice démocratique du pouvoir par les classes travailleuses »⁴³⁴ est modifié, appelant désormais à « la réalisation de la démocratie économique, sociale et culturelle et l'approfondissement de la démocratie participative »⁴³⁵. Pour le juriste José Magalhães, la révision constitutionnelle de 1982 a abouti à « une atténuation substantielle de la composante idéologique-programmatique propre de la version originale du texte constitutionnel, en expurgant le métalangage révolutionnaire et surtout en éliminant les directives que conféraient à la Constitution un aspect transitoire et instrumental, anticipant une "phase avancée" de construction du socialisme »⁴³⁶.

Dans le même ordre, le député du Parti populaire monarchique Borges de Carvalho, s'exprime à la tribune de l'Assemblée en qualifiant la révision constitutionnelle de « désidéologisation »⁴³⁷. Pour Rui Machete, la loi constitutionnelle n^o1/82 « a consacré un net recul du principe socialiste marxiste, en faisant se rapprocher l'ordre narratif de la réalité qui se vivait alors dans la société politique »⁴³⁸. Il est vrai que l'on peut interpréter cette modification du texte constitutionnel comme son actualisation à une réalité qui n'est plus celle de la période révolutionnaire. Durant les années 1980, le Portugal connaît un profond processus de modernisation. Le pays est alors plus tourné vers la perspective d'une intégration européenne que vers son passé révolutionnaire récent. C'est au cours de cette décennie que se stabilise le système politique de la démocratie portugaise.

La date de 1982 marque une nouvelle rupture dans l'histoire du Portugal issu de la

433Herberto Goulart in Assembleia da República, *Constituição da República Portuguesa. Primeira revisão – 1982*. p. 195. « O grande risco de desaparecimento do controle dos princípios de Abril no nosso regime político ».

434Idem. Artigo 2^o, p. 366. « O exercício democrático do poder pelas classes trabalhadores ».

435Assembleia da República, *Constituição da República Portuguesa. Primeira revisão – 1982*. p. 21. « A realização da democracia económica, social e cultural e o aprofundamento da democracia participativa ».

436José Magalhães, « A Constituição e as suas revisões, a lei e a justiça », in António Reis, *Portugal 20 anos de democracia*, Lisboa, Círculo de Leitores, 1984. p. 116. « Uma atenuação substancial da componente ideológico-programática própria da versão originária do texto constitucional, expurgando a metalinguagem revolucionária e sobretudo eliminando as directrizes que conferiam à Constituição cariz transitório e instrumental, prévio a uma "fase avançada" de construção do socialismo ».

437Borges de Carvalho in Assembleia da República, *op. cit.*. p. 213. « Desideologização ».

438Rui Marchete, « Os princípios estruturais da Constituição de 1976 e a próxima revisão constitucional », in Mário Baptista Coelho (Coord.), *Portugal. O Sistema Político e Constitucional 1974-1987*, Lisboa, Instituto de Ciências Sociais, Universidade de Lisboa, 1989. p. 1004. « Consagrou um nítido recuo do princípio socialista marxista, fazendo a ordem narrativa aproximar-se da realidade já então vivida na sociedade política ».

Révolution des œillets. Avec l'entrée en vigueur de la Constitution en avril 1976, le pays s'est orienté vers un régime démocratique représentatif. La révision de cette même Constitution en septembre 1982 renforce cette orientation en expurgant le texte d'éléments qui semblaient alors anachroniques compte tenu de la réalité du pays. L'extinction du Conseil de la Révolution est ainsi un élément symbolique. Néanmoins, la période révolutionnaire perdure comme un fonds d'expériences politiques et d'inspirations pour les militants restés proches du pouvoir populaire. Les discours prononcés à l'occasion des déclarations de votes montrent les différentes façons d'appréhender l'héritage d'avril et surtout les conflits existants entre les différentes formations politiques.

Pour le député de l'UDP et ancien membre du Mouvement des Forces armées, Mário Tomé « le cynique et brutal processus de consolidation du 25 novembre arrive symboliquement à sa fin aujourd'hui, 12 août 1982 [date du vote par les députés] »⁴³⁹. Cette remarque illustre les positions d'une partie de l'extrême-gauche pour qui la révision de la Constitution de 1982 est un aboutissement de la phase de normalisation portugaise. Pour Carlos Brito, député du Parti communiste portugais, « la révision de la Constitution met dans les mains des forces réactionnaires des armes dangereuses pour agir contre la démocratie et contre les conquêtes du 25 avril »⁴⁴⁰. Pour Almeida Santos, s'exprimant pour le Parti socialiste, cette révision aboutit néanmoins à une clarification : « L'inspiration continue d'être le 25 avril. L'objectif continue à être le socialisme, mais étant désormais clair que c'est du socialisme démocratique qu'il s'agit et de nul autre ! »⁴⁴¹.

L'évolution du texte constitutionnel depuis son entrée en vigueur en 1976 est un élément intéressant pour apprécier l'évolution de la démocratie portugaise et de la Révolution des œillets comme héritage. La révision constitutionnelle de 1982 marque une nouvelle étape dans le processus de transition vers une économie de marché orientée vers l'intégration européenne. Les éléments les plus idéologiquement marqués présents dans la version initiale de la Constitution représentaient alors des obstacles à cette modernisation. Si le 25 avril constitue une référence importante pour nombre de mouvements politiques, force est de constater que la révision constitutionnelle de 1982 referme une page importante de la période post-révolutionnaire en signant l'extinction du Conseil de la Révolution. Dès lors, il n'existe plus

439Mário Tomé *in* Assembleia da República, *Constituição da República Portuguesa. op. cit.* p. 184. « O cínico e brutal processo de consolidação do 25 de Novembro chega simbolicamente ao fim no dia de hoje, 12 de Agosto de 1982 ».

440Carlos Brito. *Idem.* p. 222. « A revisão da Constituição põe nas mãos das forças reaccionárias armas perigosas para actuarem contra a democracia e contra as conquistas do 25 de Abril ».

441Almeida Santos. *Ibid.* p. 231. « A inspiração continua a ser o 25 de Abril. A meta continua a ser o socialismo, mas claro se tendo tornado que é de socialismo democrático que se trata e de nenhum outro! ».

dans le système politique portugais d'institution garante de l'esprit de la Révolution des œillets. On pourrait alors parler d'une émancipation du régime politique à l'égard de son acte fondateur, à savoir la date symbolique du 25 avril 1974. Au cours de la période révolutionnaire, la légitimité révolutionnaire du MFA était entrée en conflit avec celle des partis politiques, fondée sur le suffrage universel. Les militaires du MFA avait ainsi appelé au vote blanc lors de l'élection de l'Assemblée constituante, en avril 1975. La disqualification définitive des militaires, en 1982, renforce un peu plus le rôle des partis politiques dans la démocratie portugaise.

3. Les associations comme pôle de résistance

La période post-révolutionnaire au Portugal est marquée par un éloignement politique des dynamiques qui avaient vu le jour après 1974. Le retrait de la puissance publique dans les domaines de l'éducation populaire et du soutien aux associations locales est un exemple de l'enrayement des actions entreprises pendant la période révolutionnaire avec l'entrée en fonction de gouvernements constitutionnels. Les difficultés économiques et financières et la volonté politique de dépasser la période révolutionnaire conduit à un recul du 25 avril 1974 comme référence politique. Face à ces changements profonds au sommet de l'État, les associations, ainsi que les organes de pouvoir populaire font face à un isolement et à des difficultés d'organisation et de mobilisation. L'action des associations les plus militantes s'oriente alors vers une critique et une opposition à l'action gouvernementale.

Après une période révolutionnaire marquée par le primat de la lutte politique, la normalisation de la situation portugaise sur le continent européen semble ouvrir la voie à un recul des militants vers la sphère culturelle. Les statistiques concernant les fondations d'associations pointent que nombre de structures sont créées après la phase révolutionnaire. Les associations et les organisations de culture font entendre leur voix en protestation contre le désengagement de la puissance publique. Dans ce contexte, la culture apparaît comme le socle d'une position de résistance, comme un point d'appui à l'action politique. Il est caractéristique de noter que cette action revendicative s'effectue au nom de la Révolution des œillets, en en faisant un socle fondateur.

3.1. L'opposition à l'action du gouvernement

L'opposition naissante au sein des organes de base et du monde de la culture se concentre sur la figure du ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique, Mário Sottomayor Cardia. Membre fondateur du Parti socialiste, Sottomayor Cardia est ministre en charge de l'Éducation au sein des deux premiers gouvernements constitutionnels. Rappelons que le ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique assurait alors la tutelle sur les principales institutions en charge de l'éducation populaire et de l'associativisme, la direction générale d'Éducation permanente et le Fonds d'appui aux organismes juvéniles au premier chef. Peu après sa nomination, le ministre Sottomayor Cardia se voit confronté à une grogne des professeurs et des mouvements de protestation au sein des milieux universitaires.

Ces tensions culminent avec la fermeture pendant six semaines de l'université de Coimbra, à la suite de protestations d'étudiants contre la politique du ministère, notamment après le renvoi du recteur Teixeira Ribeiro, membre des gouvernements provisoires au cours de la période révolutionnaire. Le 16 octobre 1976, *Le Monde* titre ainsi, « Portugal. La remise en ordre de l'enseignement suscite de vifs remous politiques ». Les relations entre les enseignants et leur ministre de tutelle se dégradent rapidement. Les archives consultées révèlent un poème de protestation daté de mars 1978, dans lequel l'auteur, José Duarte, fait une analogie entre le risque que représente le ministre et le péril fasciste : « Ô Cardia va-t-en de là / Nous ne te voulons pas ici / nous sommes vigilants / et Cardia ne passera pas »⁴⁴². En octobre 1977, Eduarda Dionísio signe ainsi une charge contre l'action du ministère :

« Cette politique qui a tenté de faire revenir l'École au 24 avril et [...] a des manifestations très apparentes : épurations, extinction d'institutions qui s'étaient créées afin d'innover et de transformer l'enseignement, recul par rapport à la gestion démocratique et à la participation de professeurs et d'étudiants dans la gestion des écoles, nouvelles modifications des programmes transformés après le 25 avril 1974, les faisant revenir en grande partie à ce qu'ils étaient avant de cette date, etc... tout cela s'ajoutant à la couverture que le ministère de l'Éducation et de la recherche scientifique a donné à l'offensive de la droite dans les écoles »⁴⁴³.

Ces critiques ne se limitent pas aux seuls secteurs universitaires et scolaires, les associations et les organismes de culture font aussi entendre leur voix contre les mesures

442« Ô Cardia não passará », le 5 mars 1978. « Ô Cardia vai-te embora / que nós não te queremos cá / nós estamos vigilantes / e o Cardia não passará ».

443Eduarda Dionísio, « Política do MEIC faz regressar escolas ao 24 de Abril », *Página Um*, 26 octobre 1977. « Essa política que tem tentado fazer regressar a Escola ao 24 de Abril e que tem manifestações muito aparentes : saneamentos, extinção de instituições que se tinham criado no sentido de inovar e de transformar o Ensino, recuo em relação à gestão democrática e à participação de professores e estudantes na gestão das Escolas, novas alterações aos programas transformados pos-25 de Abril, fazendo-o regressar em grande parte àquilo que eram antes dessa data, etc., isto para além da cobertura que o MEIC tem dado à ofensiva da direita nas escolas ».

gouvernementales. Le 28 août 1977, les commissions d'habitants de la *freguesia* de Lousã présentent une motion destinée au ministre de l'Éducation, critiquant les limitations imposées à l'ouverture de classes d'enseignement nocturne. C'est au cours de cette même année 1977, que le dramaturge brésilien Augusto Boal, fondateur du théâtre de l'opprimé, prêche sa voix aux protestations contre le secrétaire d'État à la Culture, David Mourão Ferreira. Le 16 janvier 1977, 10 000 personnes se réunissent à Lisbonne, à l'appel de 24 groupes de théâtre et de syndicats, afin de protester contre la ligne politique suivie par le secrétariat d'État à la Culture. Les participants critiquent notamment la réduction des subventions et une « ingérence paternaliste » du pouvoir en matière de culture⁴⁴⁴.

Augusto Boal déclare à cette occasion que « quand nous pensons au théâtre populaire, nous pensons au peuple. Mourão Ferreira pense au théâtre comme une institution, un bâtiment où il se représente. Il dit que le théâtre doit plaire au spectateurs, et bien cela va transformer le théâtre en un marché »⁴⁴⁵. Pour Helder Costa, « l'attitude du secrétariat d'État à la Culture est en lien avec la lutte de classes qui se mène en ce moment »⁴⁴⁶. À la fin de l'année 1978, Augusto Boal annonce son départ du Portugal et déclare : « J'avoue que je suis triste. Mais je suis habitué à l'exil. Cela fait plus de sept ans que j'ai dû quitter le Brésil. Maintenant, je dois quitter le Portugal. Là-bas, j'ai souffert la prison et la torture. Ici, j'ai souffert imbécillité et la prépotence de ministres et de fonctionnaires – ce qui est aussi une forme de torture »⁴⁴⁷.

La culture offre, de plus, un espace permettant une critique latérale du gouvernement. En 1977, est fondée l'Association de culture socialiste – Fraternité ouvrière (ASC–FO), majoritairement composée de militants du Parti socialiste et notamment l'ancien ministre António Lopes Cardoso, en rupture avec la ligne de Mário Soares. La déclaration de principe de l'association, de février 1977, insiste sur le fait que « la construction du Socialisme impose la création d'une culture socialiste qui seulement sera possible par l'étude, par la libre circulation des idées, par la réflexion, par le débat loyal, franc et ouvert »⁴⁴⁸. Selon les auteurs

444 *Combate*, « Teatro independente luta contra a política "cultural" do SEC », N°48, février 1977. p. 23.

445 *Voz do Povo*, « Trabalhadores do teatro em luta », le 20 janvier 1977. p. 7. « Quando nós pensamos no teatro popular, pensamos no povo. O dr. Mourão Ferreira pensa no teatro como instituição, um edifício onde ele se representa. Ele diz que o teatro deve aliciar os espectadores, ora isto vem transformar o teatro num mercado ».

446 *Idem*. p. 7. « A atitude do SEC tem a ver com a luta de classes que se trava neste momento ».

447 *Voz do Povo*, « As razões da partida », le 28 novembre 1978. p. 7. « Confesso que estou triste. Mas estou habituado ao exílio. Faz mais de sete anos que tive de deixar o Brasil. Agora, tenho de deixar Portugal. Lá sofri a prisão e a tortura. Aqui sofri a imbecilidade e a prepôtencia de ministros e funcionários – o que também é uma forma de tortura ».

448 Associação de Cultura Socialista – Fraternidade Operária, *Declaração de princípios. estatutos. Sócios fundadores*, février 1977. p. 3. « A construção do Socialismo impõe a criação de uma cultura socialista que apenas será possível pelo estudo, pela livre circulação de ideias, pela reflexão, pelo debate leal, franco e aberto ».

du texte, la culture populaire doit être « fondée dans la discussion des problèmes réels et concrets qui au jour-le-jour se posent aux travailleurs portugais et dans les recherches des meilleures solutions dans une perspective socialiste »⁴⁴⁹.

L'association focalise son action sur le développement d'une culture socialiste et la sensibilisation politique à destination des couches populaires, avec notamment l'organisation à Coimbra, le 24 avril 1977, d'une session publique animée par Arnaldo Silva et César Oliveira sur le thème « Le 25 avril ». D'autres sessions ont pour thème le premier anniversaire de la Constitution ou encore les commémorations de la République, le 5 octobre. Un texte de l'organisation définit comme objectif la création de centres régionaux de culture, après avoir « recens[é] toutes les entités qui d'une certaine façon ont exercé ou ont eu comme motif une action culturelle »⁴⁵⁰ sur un même territoire.

Malgré l'origine socialiste de nombreux de ses membres, la Fraternité ouvrière constitue une organisation se situant à la gauche du Parti socialiste et critique abondamment son action gouvernementale. L'organisation se développe avec une première rencontre nationale les 25 et 26 juin 1977 à Lisbonne et une rencontre nationale de syndicalistes de la Fraternité Ouvrière le 30 juillet 1977 à Coimbra. Ainsi selon César Oliveira, cette initiative pourrait « conduire à un processus de refondation du Parti socialiste »⁴⁵¹. Les tensions au sein du Parti socialiste s'exacerbent et, en juillet 1977, la section du PS de Figueira da Foz publie notamment un communiqué dans lequel ses membres déclarent : « nous, socialistes de Figueira da Foz, sommes obligés de retirer notre confiance au camarade Lopes Cardoso, car nous entendons que l'on ne peut avoir un pied à l'intérieur et un autre à l'extérieur du Parti »⁴⁵².

Le 29 octobre 1977, 250 militants du Parti socialiste, dont 80 membres de l'ASC-FO, annoncent leur départ du parti, considérant l'action gouvernementale comme une trahison. En décembre, les députés Lopes Cardoso, Brás Pinto et Vital Rodrigues, élus sur les listes du Parti socialiste, rejettent la motion de confiance présentée par le gouvernement de Mário Soares. Ce mouvement aboutit à la constitution de l'Union de la gauche pour la démocratie socialiste, à l'issue d'une convention nationale qui se tient à Lisbonne en janvier 1978. À cette occasion, les membres du nouveau parti critiquent la « politique de "terre brûlée" du ministre

449 *Idem.* p. 3. « Fundada na discussão dos problemas reais e concretos que no dia a dia se levantam aos trabalhadores portugueses e nas pesquisas das melhores soluções numa perspectiva socialista ».

450 Associação de Cultura Socialista – Fraternidade Operária, « Centro Regional de Cultura », sans date. p. 1. « Recensear todas as entidades que de algum modo exerceram ou tiveram como motivo uma acção cultural ».

451 César Oliveira, *Os anos decisivos. Portugal 1962-1985. Um testemunho*, Lisboa, Editorial Presença, 1993. p. 221. « Conduzir a um processo de refundação do Partido Socialista ».

452 *O Figueirense*, le 8 juillet 1977. p. 2. « Nós Socialistas da Figueira da Foz somos obrigados a retirar a nossa confiança ao Camarada Lopes Cardoso, pois entendemos que se não pode estar com um pé dentro e outro fora do Partido ».

Cardia »⁴⁵³. Selon Hermano Carmo, la nouvelle force politique montre une volonté d'ouvrir son action à de nouveaux fronts de lutte comme l'écologie, la défense du troisième âge ou la culture⁴⁵⁴.

L'ASC-FO fonde en février 1978 la revue *Abril*, référence claire au processus révolutionnaire, et dont le premier numéro comporte un article exposant la conception de la culture défendue par ses membres. Pour ces derniers :

« Un projet culturel démocratique et socialiste devrait prétendre, non à une démocratisation de la culture, mais à une démocratie culturelle : c'est à dire qu'il ne s'agit pas de partir d'un patrimoine culturel à distribuer de mode plus ou moins juste entre les individus, mais de créer les conditions (économiques, politiques, sociales et culturelles) pour que chaque individu participe à la création de sa propre culture en la définissant par rapport à son cadre, son fonctionnement et ses objectifs »⁴⁵⁵.

3.2. La structuration de l'action des associations

Nous avons abordé dans le chapitre précédent les rencontres nationales organisées afin de réunir associations et animateurs. Il s'agit désormais d'interpréter ces rencontres qui se déroulent entre 1977 et 1979 à la lumière du désinvestissement de l'État dans le projet d'éducation populaire et du recul de l'héritage révolutionnaire sur la période. Ces rencontres, dont la première se tient à Coimbra les 18, 19 et 20 mars 1977, marquent une évolution dans l'attitude des associations qui, devant l'absence de réponse de l'État, se doivent de coordonner leurs activités. La répétition de ces rencontres nationales et la volonté de création de structures de coordination exprimée par les associations présentes semblent traduire une prise de conscience du mouvement associatif. Les collectivités prennent ainsi acte du retrait de l'État et cherchent à rompre l'isolement des associations qui en est la conséquence.

Nous faisons ici l'hypothèse que le retrait de l'État sur les questions culturelles et éducatives pousse le mouvement associatif à la coordination afin de pallier la réduction des soutiens. Il est ainsi significatif de noter que la première rencontre des associations d'appui aux organismes de base a lieu à Coimbra, en mars 1977, alors que les mesures du nouvel exécutif commencent à se faire sentir. Les 36 associations représentées font le point de la

453Comissão Dinamizadora de Coimbra, « Proposta de agenda ao programa de educação », sans date. p. 2. « Política de "terra queimada" do Ministério Cardia ».

454Hermano Carmo, *A União da Esquerda para a Democracia Socialista : subsídios para o seu estudo*, Lisboa, Instituto Superior de Ciências Sociais e Políticas, 1984. 56 p.

455*Abril. Revista de reflexão socialista*, Associação de Cultura – Fraternidade Operária, « Directrizes para uma política cultural », n°1, février 1978. p. 30. « Um projecto cultural democrático e socialista deverá pretender, não uma democratização da cultura, mas uma democracia cultural: isto é, não se trata de partir de um património cultural a distribuir de modo mais ou menos justo pelos indivíduos, mas de criar as condições (económicas, políticas, sociais e culturais) para que cada indivíduo participe na criação da sua própria cultura definindo-a no seu âmbito, funcionamento e objectivos ».

situation et mettent en avant les difficultés de recevoir des financements et la coopération réduite des pouvoirs publics. Pour les participants à cette première rencontre nationale, le reflux du mouvement révolutionnaire s'exprime par le fait que « dans la phase actuelle, la bourgeoisie et ses technocrates tentent de détruire (ou récupérer) toutes les authentiques expressions de la culture populaire »⁴⁵⁶.

L'objectif de cette rencontre est alors de lutter contre la démobilisation populaire qui se fait alors sentir dans l'ensemble de la société portugaise et qui affecte particulièrement le mouvement associatif. À l'issue de la rencontre, les délégués des associations présentes adoptent une proposition visant à mettre sur pied des coordinations régionales pour l'ensemble du pays. Le principe de quatre zones régionales (Nord, Centre, Lisbonne et Sud) est ainsi acté. De plus, la rencontre aboutit à la constitution du bulletin *Viva* afin de permettre la coordination des associations culturelles et d'éducation populaire. Enfin, un pas de plus vers la structuration des activités des associations est fait avec la mise en place d'un groupe de travail, composé d'une dizaine de membres.

Dès mars 1977, le mouvement associatif montre ainsi sa volonté de coordination et de dynamisation de ses activités au niveau régional. Il est possible d'interpréter cette volonté comme une réponse au désengagement de l'acteur étatique. Au cours de la période révolutionnaire, le volontarisme de la nouvelle équipe à la tête de la direction générale d'Éducation permanente a permis la reconnaissance du rôle des associations dans la dynamisation culturelle du pays. La coordination des activités développées par les associations était en quelque sorte assurée par l'appareil d'État, au travers des programmes mis en place par les divers services en charge du projet éducatif, culturel et associatif. Avec la redéfinition de ces services après 1976, les associations sont orphelines d'une structure de soutien, qui permette de donner du sens à leurs multiples actions locales au sein d'un projet global. Les associations engagées dans ces rencontres cherchent alors à générer parmi leurs rangs une telle structure de coordination.

Les fragilités du mouvement associatif au cours de cette période ne permettent pourtant pas la réalisation de coordinations locales et le bulletin *Viva* ne parvient pas à dépasser son second numéro. La deuxième rencontre d'associations et d'animateurs culturels, qui a lieu à Lisbonne en décembre 1978, voit se stabiliser le nombre d'associations représentées à 40. La constitution de coordinations nationale ou régionales ne fait pas partie des conclusions finales. Néanmoins, la principale avancée de cette rencontre est constituée par la définition de la revue

456 *Viva. Boletim do Grupo de Trabalho de Coordenação das Associações culturais e de Educação Popular*, « Texto de Abertura », n°1, mai 1977. p. 3. « Na fase actual, a burguesia e os seus tecnocratas tentam destruir (ou recuperar) todas as autênticas expressões de cultura popular ».

Intervenção comme « organe de réflexion et de divulgation des expériences des associations culturelles, des organisations populaires de base et des animateurs culturels »⁴⁵⁷. Mieux structurée et dotée d'une équipe de rédaction plus ample, la revue *Intervenção* s'impose comme une référence nationale dans les domaines de l'éducation non formelle et de l'animation. Signe de cette meilleure structuration, 16 numéros paraissent au cours de la première série de la revue, de 1977 à 1980.

La première rencontre nationale d'associations et de moniteurs d'alphabétisation est organisée par l'Association d'alphabétisation et de culture populaire Semear para Unir d'Almada, dans le district de Setúbal, les 30 juin et 1^{er} juillet 1979, réunissant 24 associations et 84 participants. Au cours de la même période, du 20 au 22 juillet 1979, se tient à Coimbra, la troisième rencontre des associations et animateurs culturels. Réunissant les représentants de 79 associations nationales, les conclusions de cette rencontre démontrent la volonté de mettre en place une formation des animateurs, tout en refusant son institutionnalisation au niveau de l'appareil d'État. L'interaction entre les associations est réaffirmée comme un principe et la volonté de réaliser de nouvelles rencontres au niveau régional est exprimée par les organisations participantes.

Ces tentatives de coordination de l'action des associations et des animateurs doivent être interprétées à l'aune de la nouvelle attitude de la puissance publique à partir de la normalisation de la vie politique portugaise en 1976. Le mouvement associatif semble perdre son statut de partenaire dans la poursuite d'une éducation populaire dans le pays et semble prendre acte de cette nouvelle situation. Les rencontres organisées à partir de 1977 sont la matérialisation de la volonté d'échanges et de coordinations des associations locales. Ces prétentions permettraient de rompre leur isolement et de donner une cohérence globale à des actions insérées localement. Malgré ces ambitions, la versatilité du mouvement associatif et sa fragilité financière ne permettent pas une réalisation concrète de cette coordination.

3.3. Un « front culturel » ?

Après une période révolutionnaire marquée par l'explosion des luttes et le dynamisme du mouvement populaire, la phase nouvelle initiée en 1976 se caractérise par le reflux des mobilisations sociales. Le primat de la lutte politique, caractéristique de toutes périodes révolutionnaires, est atténué et le champ culturel fait l'objet d'un nouvel investissement de la part de militants. Le rôle de la culture serait, en quelque sorte, de préparer la révolution

⁴⁵⁷*Intervenção*, n°10, Février 1979. « Orgão de reflexão e de divulgação das experiências das Associações Culturais, Organizações Populares de Base e Animadores Culturais ».

politique qui permettrait la réalisation pleine du socialisme, notion inscrite dans la Constitution approuvée en 1976. Il est ainsi significatif que les dissidents du Parti socialiste aient créé une association culturelle. Certains auteurs vont plus loin en évoquant la nécessaire constitution d'un « front culturel ». On ne peut soutenir que l'ensemble du mouvement associatif de l'époque se retrouverait dans ce nouveau combat politique. Néanmoins, les promoteurs de ce nouveau front de lutte permettent de donner corps au projet de l'éducation populaire tel que défini au cours de la période révolutionnaire.

Dès 1976, l'architecte Jacinto Rodrigues publie deux ouvrages consacrés à l'éducation populaire dont un au titre révélateur : *Front culturel. Études pour la révolution culturelle au Portugal*. Pour l'auteur, « le combat du front culturel est la subversion du quotidien », visant ainsi à la transformation radicale des modes de vie⁴⁵⁸. Dans cet ouvrage, Jacinto Rodrigues défend notamment que « le combat dans le front culturel doit présenter un caractère dominant dans l'action des militants révolutionnaires »⁴⁵⁹. La pratique révolutionnaire ne pourrait ainsi se focaliser uniquement sur la lutte pour la défense des intérêts économiques des travailleurs, mais aussi mener une lutte idéologique, en appuyant notamment la création de coopératives et de centres culturels. De cette forme, il serait possible de « faire naître les embryons de ce nouveau mode de vie socialiste » au niveau local⁴⁶⁰.

La rencontre d'associations, qui se tient en 1977 à Coimbra, permet de caractériser un peu plus ce front culturel. « Dans la phase actuelle, les organisations politiques privilégient le front culturel. D'une part, parce que dans ce moment de reflux, d'autres fronts de lutte, déterminants pendant toute la période jusqu'au 25 novembre, les mouvements d'habitants par exemple, rencontrent de grandes difficultés de mobilisation ; d'un autre côté, à cause de la "politique culturelle" des technocrates »⁴⁶¹, peut-on ainsi lire dans les conclusions de la rencontre. Lors de la rencontre organisée à Lisbonne en décembre 1978, les associations présentes « considèr[ent] que les organisations de base [...], de par leur nature, exercent une fonction culturelle. Ce sont elles qui ont la potentialité et la possibilité de restituer un nouvel ordre de *subversion* des relations sociales et des relations de pouvoir existantes – unique

458 Jacinto Rodrigues, *Frente Cultural. estudos para a revolução cultural em Portugal*, Porto, Edições Afrontamento, 1976. Souligné par l'auteur. p. 8. Souligné par l'auteur. « *O combate da frente cultural é uma subversão do quotidiano* ».

459 *Idem.* p. 7. « O combate na frente cultural deve apresentar um carácter dominante na actuação dos militantes revolucionários ».

460 *Ibid.* Souligné par l'auteur. p. 8. « Fazer nascer os embriões desse novo modo de vida socialista ».

461 « Iº Encontro das associações de apoio aos organismos de base », *Viva*, n°1, mars 1977. « Na fase actual, as organizações políticas privilegiam a frente cultural. Por um lado, porque neste momento de refluxo, outras frentes de luta, determinantes durante todo o período até o 25 de Novembro, movimento de moradores por exemplo, se encontraram com grandes dificuldades de mobilização; por outro lado, devido à "política cultural" dos tecnocratos ».

chemin pour la création d'une culture qui s'oppose à la culture dominante »⁴⁶².

Le travail culturel est ici perçu comme politique, dans la mesure où il permet une interrogation constante sur les modes de vie et permet la création d'instruments visant à leur transformation. Nous faisons l'hypothèse que l'élaboration de cette notion de front culturel, montre le repli de militants « politiques » vers les sphères culturelle et éducative, à l'issue de la période révolutionnaire. Ce front culturel serait ainsi la réalisation de la structuration des actions des associations locales, leur donnant un contenu politique en lutte contre ce qui serait une hégémonie culturelle. Dans un article de février 1977, paru dans le journal *Talabário* de Taveiro, Sílvio Rajado critique l'absence d'unité du mouvement associatif local en recourant précisément à la notion de front culturel : « Ainsi, au détriment d'un front culturel uni, [...] apparaissent des groupes à travailler chacun pour soi, dynamisés quasiment toujours par les mêmes personnes »⁴⁶³.

La notion d'hégémonie fait évidemment référence à l'œuvre d'Antonio Gramsci. S'il est peu cité directement, la notion de front culturel semble se développer au Portugal en lien avec les écrits du penseur italien. Il faut ainsi noter la publication en 1976 d'une édition de la revue *Alternativas Socialistas* consacrée à son œuvre, sous le titre « Un autre marxisme : Antonio Gramsci »⁴⁶⁴. Dans ce recueil d'écrits de Gramsci se trouve notamment un article de décembre 1917 paru dans l'édition piémontaise du journal *Avanti!* et intitulé « Pour une association de culture ». Gramsci y montre l'importance du travail culturel dans la lutte politique. « Le socialisme est une vision intégrale de la vie. Il a une philosophie, une mystique, une morale. Une association serait le lieu propre pour la discussion de ces problèmes, de sa clarification et diffusion »⁴⁶⁵, peut-on ainsi lire dans ce texte. Complétant les actions du parti et du syndicat, la structure associative aurait ainsi un rôle à jouer dans la construction du socialisme, selon Antonio Gramsci.

Le 13 et 14 mai 1978, la BASE-FUT organise à Porto la première conférence nationale « Pour le socialisme autogestionnaire ». Les communications visent à montrer les différents aspects de la notion d'autogestion, considérée comme moteur de l'action de l'organisation.

462 *Intervenção*, 1979. Souligné par les auteurs. « Considera que as organizações de base [...], pela sua natureza desempenham uma função cultural. São elas que têm a potencialidade e a possibilidade de repôr uma nova ordem de *subverter* as relações sociais e as relações de poder existentes – único caminho para a criação de uma cultura que se oponha à cultura dominante ».

463 Sílvio Rajado, « Opinião », *Talabário*, n°1, février 1977. p. 2. « Assim em detrimento duma frente cultural unida, [...] surgem os grupos a trabalhar cada um por si, movidos quase sempre pelas mesmas pessoas ».

464 Pedro Cavalconti, Paolo Piccone, « Um outro marxismo: Antonio Gramsci », Lisboa, *Alternativas Socialistas*, n°7, 1976.

465 Antonio Gramsci, « Para uma associação de cultura », *Avanti!*, le 18 décembre 1917, in Pedro Cavalconti, Paolo Piccone, *Op. Cit.* p. 143. « O socialismo é uma visão integral da vida. Tem uma filosofia, uma mística, uma moral. A associação seria o lugar próprio para a discussão destes problemas, da sua clarificação e difusão ».

L'action culturelle et l'alphabétisation trouvent alors leur place dans cette conférence, soulignant ainsi l'ambition culturelle et pédagogique de l'autogestion. Ainsi selon Humberto Medeiros, « l'alphabétisation est un champ de lutte de la révolution culturelle. Ce n'est pas l'unique. Comme le théâtre, la poésie et d'autres formes d'art au service de la révolution, ils ne le sont isolément. La révolution culturelle qui vise à créer les conditions pour le pouvoir des travailleurs dans la société socialiste autogestionnaire, est un tout organisé »⁴⁶⁶. Travail culturel et politique semblent, ici encore, inséparables. La ligne suivie par la BASE-FUT reflète ces orientations avec notamment l'organisation à Coimbra d'une session culturelle en décembre 1977 qui a pour intitulé « Débat sur la valeur de l'animation culturelle dans la construction de la société socialiste autogestionnaire », à l'Institut universitaire Justice et Paix.

En 1981, Boaventura Sousa Santos publie un article intitulé « La question du socialisme », qui apporte un nouvel éclairage sur cette notion. Revenant sur le projet politique issu du 25 avril 1974, cet article se termine sur un paragraphe ayant pour titre « le front culturel ». Le sociologue y développe une contestation de « l'hégémonie de droite » qui dominerait alors la sphère politique portugaise et appelle à la constitution d'un front culturel socialiste pour la remettre en cause. « Alors que la culture de masse repose sur la distribution du silence aux classes populaires, le front culturel socialiste lutte pour que ces dernières reprennent, ou mieux, recréent la parole et fasse d'elle un instrument de production culturelle collective, et le signal de leur présence dans l'histoire »⁴⁶⁷, peut-on ainsi lire dans cet article.

Le thème du front culturel est ainsi abondamment repris au cours de cette période post-révolutionnaire. En unissant les divers projets d'alternatives locales, ce front serait alors capable de mettre en cause l'hégémonie qui dominerait le pays depuis la fin de la période révolutionnaire. Après un processus révolutionnaire de nature éminemment politique, la normalisation de la situation portugaise conduit certains militants à voir dans la culture un nouveau champ d'action et de lutte. Les enjeux culturels et pédagogiques se trouvent alors à l'avant-garde d'un combat politique global. Sans être invoquée directement, cette ligne de conduite se rapproche de celle théorisée par Antonio Gramsci, lorsque ce dernier cherchait à comprendre les causes de l'échec de la révolution en Italie et le développement du fascisme.

4661^a Conferência Nacional « Pelo Socialismo Autogestionário », *Pelo socialismo autogestionário*, Lisboa, Edições Base, 1979. p. 71. « A alfabetização é um campo de luta da revolução cultural. Não é o único. Tal como o teatro, a poesia e outras formas de arte ao serviço da revolução, não são isoladamente, A revolução cultural que visa criar condições para o poder dos trabalhadores na sociedade socialista autogestionária, é um todo organizado ».

467Boaventura de Sousa Santos, « A questão do socialismo », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n°6, mai 1981. p. 173. « Enquanto a cultura de massas assenta na distribuição do silêncio às classes populares, a frente cultural socialista luta por que estas retomem, ou melhor, recriem a palavra e façam dela o instrumento de produção cultural colectiva, e o sinal da sua presença na história ».

3.4. Le 25 avril comme espace de référence

Le mouvement de retrait de la puissance publique se fonde sur un rejet des excès supposés de la période révolutionnaire. L'institutionnalisation de la démocratie portugaise s'accompagne ainsi d'une remise en cause de l'héritage des mouvements populaires qui se sont développées au cours de la Révolution portugaise. La politique économique et la révision de la Constitution, en vue d'en atténuer le caractère idéologique, sont des exemples de ce changement. En contrepoint, le mouvement d'opposition développé au sein des structures associatives semble prendre racine dans cet héritage du 25 avril 1974, moins en vogue à l'issue de la période révolutionnaire. Pour ces organes de base, la richesse des expériences du moment révolutionnaire constitue une inspiration, autant qu'un horizon à atteindre.

Alors que l'héritage de la période révolutionnaire semble remis en cause au cours de l'institutionnalisation de la démocratie représentative, nombre d'associations locales revendiquent l'héritage du processus révolutionnaire. L'organisation de « commémorations populaires » à la date anniversaire de la chute du régime autoritaire vient renforcer ce lien unissant le processus révolutionnaire et le surgissement de structures associatives locales. Elles permettent aussi de réaffirmer le caractère intrinsèque du rapport unissant le projet politique révolutionnaire et ces ambitions dans les domaines de la culture et de l'éducation non formelle. Il est ainsi important de noter que ces commémorations populaires se fondent sur des moments culturels et sportifs, autour de la célébration de la chute de l'autoritarisme au Portugal.

Afin de préparer les commémorations du 25 avril 1977, les commissions de travailleurs de cinq entreprises et usines, cinq commissions d'habitants et 15 autres collectivités de Coimbra publient le 14 avril un communiqué intitulé « À la population de Coimbra ». Parmi ces 25 entités, on trouve notamment l'Ateneu de Coimbra, la Commission pour le sport et la culture de Póvoa, le Front d'action culturelle de Celas et le Club récréatif Cruz de Cristo, associations développant des activités d'éducation populaire. La présence parmi les signataires d'associations culturelles et de commissions représentantes de travailleurs et de quartiers met un peu plus en lumière la réalité des organes de pouvoir populaire localement et de leur projet commun.

Rappelant la nécessité de l'« unité des travailleurs, de leurs organisations, de tous ceux qui luttent pour une société sans exploitation – pour le socialisme »⁴⁶⁸, les organisations signataires appellent la population à une manifestation populaire dans le cadre des

468« A população de Coimbra », le 14 avril 1977. p. 1. « Unidade dos trabalhadores, das suas organizações, de todos quantos lutam por uma sociedade sem exploração – pelo socialismo ».

commémorations d'avril 1977. « Pour que les commémorations du 25 avril aient une grande amplitude et un caractère véritablement populaire, les organisations présentes appellent toutes les commissions de travailleurs, les commissions d'habitants, les collectivités et autres organisations populaires, afin qu'elles adhèrent et participent activement aux commémorations de cette date historique »⁴⁶⁹. L'importance du 25 avril comme socle d'espérances est ici, de nouveau, affirmée.

Le programme des commémorations dans la ville de Coimbra de cette même année traduit les prétentions de ce manifeste. Le nombre d'organisations participantes à ces commémorations est élargi à 43, impliquant 12 commissions d'habitants, 10 commissions de travailleurs, neuf associations locales, l'Association académique de Coimbra et six de ces sections, ainsi que cinq autres organismes⁴⁷⁰. Se déroulant les 24 et 25 avril 1977, ces commémorations reproduisent la richesse du projet culturel et éducatif du processus initié le 25 avril 1974. Organisées dans plusieurs points de la ville, les commémorations réunissent spectacles de théâtre, moments musicaux, évocations historiques du 25 avril 1974, mais aussi une matinée de compétitions sportives et un atelier de peinture pour enfants, entre autres manifestations.

Ces commémorations sont symptomatiques de la participation des associations dans la mémoire du processus révolutionnaire. Dans la plupart des *municípios* de Coimbra, les commémorations du 25 avril sont l'occasion de spectacles musicaux, d'épreuves sportives et d'interventions politiques ou syndicales. Le croisement de ces différentes sphères s'explique par l'importante mobilisation populaire qui a suivi la chute du régime, notamment incarnée par les organes de pouvoir populaire. Les commémorations de la journée de la démocratie portugaise offrent ainsi la possibilité aux associations locales de montrer leur vitalité et de réaffirmer le lien existant entre démocratie participative et engagement associatif. En avril 1978, Luís Serrano, alors rédacteur du bulletin *Talabario*, projet du Groupe des amateurs de théâtre de Taveiro, en périphérie de Coimbra, souligne de nouveau ce lien en suggérant « que dans les années qui viennent, toutes les collectivités et organismes culturelles de notre terre, se joignent pour commémorer un anniversaire qui est, au final, celui de tous les Portugais qui aiment la liberté – celui du 25 avril », mettant ainsi en lumière les liens consubstantiels existant entre l'associativisme et libertés démocratiques⁴⁷¹.

469 *Idem.* p. 1. « Para que as comemorações de 25 de Abril tenham uma grande amplitude e um caracter verdadeiramente popular, as orgnizações presentes, apelam a todas as Comissões de Trabalhadores, Comissões de Moradores, Colectividades e outras organizações populares, para que adiram e participem activamente nas comemorações desta data histórica ».

470 « Programa das comemorações populares. 25 de Abril. Coimbra 1977 », 1977. 4 p.

471 Luís Serrano, « Editorial », *Talabário*, n°14, avril 1978. Page de couverture. « Que nos vindouros anos, todas

Le *Diário de Coimbra* du 27 avril 1979 relate un fait intéressant dans ce contexte⁴⁷². Outre une parade militaire, la journée du 25 avril 1979 est commémoré par une manifestation populaire. Des enfants de Coselhas, dans la périphérie de Coimbra, participent à cette manifestation avec des pancartes énumérant leurs revendications, qui vont de la création d'un jardin d'enfants (« Nous voulons un jardin d'enfants, nous sommes aussi des personnes ») à l'amélioration et au nettoyage de leur quartier. Cet épisode montre l'importance du 25 avril comme source de revendications populaires et ce, même après la fin de la période révolutionnaire. Ces revendications portant sur l'amélioration des conditions de vie des populations s'enracinent dans les espoirs qui ont vu le jour avec la chute du régime salazariste. La critique de ces conditions de vie et des politiques menées avec la normalisation de la situation portugaise passe ainsi par un réinvestissement dans l'héritage de la Révolution.

Afin de préparer les commémorations d'avril 1981, 17 organisations du *município* de Coimbra constituent, le 21 février, une « Commission de promotion du 25 avril à Coimbra ». Parmi ces organisations, on trouve une commission d'habitants, des représentants syndicaux et des associations locales. Les organisations membres de cette commission appellent les structures populaires locales à la participation et affirment dans un communiqué que le « 25 avril a été en 1974 mais doit être toujours présent, jusqu'à ce qu'il y aura au Portugal des hommes et des femmes qui savent faire de l'exaltation des aspirations populaires leur norme de vie, dans la perspective d'un futur meilleur et plus juste pour tous les portugais »⁴⁷³.

Avec le retrait de l'État des secteurs de l'éducation populaire, le mouvement associatif s'affirme comme le principal élément de continuité d'un projet trouvant ses racines dans le processus révolutionnaire portugais. La normalisation de la vie politique, économique et sociale du pays, consécutive à l'arrêt du processus révolutionnaire et l'entrée en vigueur de la Constitution en avril 1976, affecte au premier chef les programmes de soutien à l'associativisme populaire. Le remplacement des équipes au sein des ministères consacre un changement de cap politique avec l'entrée en fonction des gouvernements constitutionnels. La mémoire de la Révolution fonctionne alors comme un socle de référence pour le mouvement associatif et nourrit son opposition au processus de normalisation politique, économique, sociale et culturelle.

as colectividades e organismos culturais da nossa Terra, se juntem para comemorar um aniversário que é, afinal, o de todos os Portugueses que amam a Liberdade – o do 25 de Abril ».

472 *Diário de Coimbra*, « Revolução de Abril recordada um pouco por toda a parte », le 27 avril 1979. p. 1 et 5.

473 *O Despertar*, « Comemorações 25 de Abril em Coimbra », le 25 mars 1981. p. 1. « 25 de Abril foi em 1974 mas deve ser sempre, enquanto houver em Portugal homens e mulheres que sabem fazer da exaltação das aspirações populares a sua norma de vida, na perspectivas de um futuro melhor e mais justo para todos os portugueses ».

Chapitre VI

Le Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, un nouvel élan pour les associations

À la suite de la période révolutionnaire, l'État a progressivement délaissé les secteurs de l'éducation populaire et de l'animation socioculturelle. La stabilisation économique et l'institutionnalisation d'une démocratie représentative ont entraîné le recul de la volonté politique en matière éducative. Les premiers gouvernements socialistes ont bien souvent pris le contre-pied des expériences en matière d'expérimentation éducative et d'éducation populaire qui avaient vu le jour au cours de la période révolutionnaire. Les associations de base se sont ainsi retrouvées isolées dans leurs actions locales. En janvier 1979, l'Assemblée de la République reprend l'initiative en responsabilisant le gouvernement de la mise en œuvre d'un Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes (PNAEBA).

Se fondant sur un constat d'échec des politiques suivies après 1976, le vote de ce texte signe le retour de la puissance publique comme élément de dynamisation du projet d'éducation populaire. L'année 1979 voit ainsi se mettre en place un nouvel appareil d'État fondé sur l'appui des initiatives locales. L'action des associations d'éducation populaire en la matière est clairement reconnue et de nouveaux programmes viennent les appuyer. La mise en œuvre d'un vaste plan national constitue un nouvel investissement dans l'héritage laissé par les activités de la direction générale d'Éducation permanente au cours de la période révolutionnaire.

1. Le processus de préparation du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes

Après une période de normalisation, le vote de l'Assemblée de la République permet de remettre le projet d'éducation populaire au centre des politiques gouvernementales. Les députés notent ainsi l'absence d'un net recul de l'analphabétisme après 1974 et l'urgence d'une action coordonnée. La loi du 10 janvier 1979 vise ainsi à l'élimination de l'analphabétisme et à la mise en place d'un ambitieux plan d'éducation de base des adultes. Ce projet s'ancre dans les espoirs nés de la Révolution des œillets en matière de participation des populations à la résolution des problèmes les affectant, notamment exprimées au sein du mouvement du pouvoir populaire. À la suite du vote de l'Assemblée, l'État s'impose de nouveau comme un acteur à part entière du projet d'éducation populaire au Portugal.

La mise en place du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes suit un processus atypique fondé sur une période de recherche permettant de faire l'inventaire des actions menées en la matière depuis la chute du régime salazariste. Cette recherche qui s'étend au cours du premier semestre de l'année 1979 prétend fonder le PNAEBA sur une base

scientifique. Les lignes de forces du PNAEBA sont tracées au cours de ces six mois : constitution d'un nouvel appareil d'État, décentralisation de la mise en place du plan et reconnaissance des associations comme éléments fondamentaux du projet d'éducation populaire au Portugal.

1.1. La loi n°3/79 et l'élimination de l'analphabétisme

C'est en mars 1978 que le groupe parlementaire communiste à l'Assemblée de la République dépose un projet de loi visant à l'élimination de l'analphabétisme dans le pays. L'année 1978 est celle de l'entrée en fonction du II^e gouvernement constitutionnel, soutenu par une coalition comprenant le Parti socialiste et le Centre démocratique et social, parti de la droite portugaise. Après quelques mois, le gouvernement perd l'appui de l'Assemblée et le pays entre dans une phase marquée par des gouvernements d'initiative présidentielle majoritairement composés d'indépendants. Ce contexte politique atypique semble favoriser la mise en place du plan d'élimination de l'analphabétisme. Le programme du III^e gouvernement constitutionnel, qui a à sa tête l'indépendant Alfredo Nobre da Costa, met en avant une action en lien avec « la problématique de l'éducation d'adultes, en donnant la priorité à l'alphabétisation et l'éducation de base, comme à d'autres activités éducatives de caractère non formel »⁴⁷⁴. Le nouveau gouvernement exprime aussi la volonté de soutenir les associations d'éducation populaire au moyen de bourses et de subventions.

C'est au cours de cette période que l'Assemblée de la République adopte à l'unanimité le projet de loi n°91/I sur l'élimination de l'analphabétisme, le 15 novembre 1978. Le consensus existant au sein du pouvoir législatif autour des questions de l'alphabétisation et de l'éducation de base des adultes confère un poids important au texte. L'Assemblée de la République réaffirme ainsi sa place dans le système politique et responsabilise le gouvernement pour la mise en œuvre d'un plan national. À travers ce vote unanime, les députés permettent l'inscription de la lutte contre l'analphabétisme à l'agenda politique. Le texte exprime la volonté de lancer les bases d'un plan d'ensemble ne se résumant pas à une simple campagne d'alphabétisation, mais qui permettrait un développement culturel de plus grande ampleur au sein du pays. Lors des déclarations de votes des différents partis, les orateurs mettent en avant l'importance de la décentralisation de la mise en application du plan.

Mais les députés pointent surtout la faible volonté politique des gouvernements qui se

⁴⁷⁴Programa do III^o Governo Constitucional, 1978. p. 99. « A problemática da educação de adultos, concedendo prioridade à alfabetização e educação de base, bem como a outras actividades educativas de carácter não formal ».

sont succédés au pouvoir depuis le 25 avril 1974. Le caractère secondaire conféré aux questions d'éducation populaire par la puissance publique est particulièrement criante à partir de 1976 et l'entrée en vigueur du nouveau texte constitutionnel. Ainsi, pour le député du Parti social-démocrate Américo de Sequeira, « aucun gouvernement, provisoire comme constitutionnel, n'a assumé la charge de donner une solution à un problème jugé prioritaire. À cette Assemblée de la République il revient le mérite d'avoir pris l'initiative de doter l'exécutif et la culture d'un précieux instrument de travail »⁴⁷⁵. Lors de la présentation du texte en mars 1978, la rapporteuse communiste Zita Seabra accusait de manière ouverte les gouvernements de Mário Soares en déclarant dans son discours que « le PS n'a rien fait pour vaincre le problème en 16 mois de gouvernance »⁴⁷⁶.

En adoptant ce projet de loi à l'unanimité quatre années après le 25 avril, les membres de l'Assemblée de la République font le constat d'un échec dans la lutte contre l'analphabétisme et pointent du doigt l'absence de volonté politique des exécutifs successifs. Ce processus législatif aboutit à la publication du texte de loi n°3/79 sur l'élimination de l'analphabétisme, le 10 janvier 1979. Ce texte rappelle la responsabilité de l'État dans l'éducation des citoyens, mais reconnaît néanmoins l'importance des groupes locaux. La loi de janvier 1979 offre un cadre à l'élaboration du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes. La nouvelle législation crée de plus un Conseil national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes (CNAEBA) chargé de mettre en œuvre le plan. Fait important à noter, la loi prévoit un délai de six mois pour la préparation du PNAEBA, ouvrant ainsi la voie à une période de recherche et d'inventaire des expériences mises en place à la suite du 25 avril 1974, permettant ainsi une prise de recul.

Le PNAEBA ne saurait pourtant se circonscrire à des actions d'alphabétisation. Outre l'objectif d'élimination de l'analphabétisme, le plan prévoit la mise en place de programmes spéciaux pour les adultes désirant valider leur apprentissage par un diplôme. De plus, le lien avec l'animation socioculturelle est rappelé et ce projet éducatif s'ancre dans un cadre plus large. Selon le texte de loi, « l'alphabétisation et l'éducation de base sont entendues dans la double perspective de valorisation personnelle des adultes et dans leur progressive participation à la vie culturelle, sociale et politique, en ayant en compte la construction d'une

475 Américo de Sequeira, *Diário da Assembleia da República*, I^a Série, Número 9, 15 de Novembro de 1978. p. 269. « Nenhum Governo, quer os provisórios quer os constitucionais, tomou sobre si o encargo de dar solução a um problema que se julga prioritário. A esta Assembleia da República coube o mérito de ter chamado a si a iniciativa de dotar o Executivo e a cultura de um precioso instrumento de trabalho ».

476 Zita Seabra, in « O analfabetismo em discussão », *Correio de Coimbra*, n°2287, le 16 mars 1978. p. 11. « O PS nada fez para vencer o problema em 16 meses de governação ».

société démocratique et indépendante »⁴⁷⁷. Le PNAEBA, tel que formulé en 1979, s'ancre ainsi dans le projet d'éducation populaire qui a vu le jour au Portugal après la chute du régime autoritaire. L'alphabétisation et l'éducation des adultes sont perçues comme des éléments essentiels de leur participation à la vie politique du pays.

La décentralisation du PNAEBA est un objectif clairement indiqué dans le texte de loi. Les grandes lignes du plan prévoient la collaboration des organes politiques locaux au niveau des *municípios* et des districts. La mise en place de ce vaste plan d'éducation passe par une nouvelle structuration de l'appareil d'État en vue de faire travailler ensemble une pluralité d'acteurs. Le Conseil national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, organe paritaire, est chargée de la coordination du plan, conjointement avec la direction générale d'Éducation permanente. Les collectivités territoriales sont elles-aussi amenées à participer à la mise en place de cours à destination des adultes. Enfin, la loi reconnaît explicitement les « initiatives existantes dans les domaines de l'alphabétisation et de l'éducation de base des adultes, notamment celles des associations d'éducation populaire, des collectivités de culture et de loisir, des coopératives de culture, des organisations populaires de base territoriale, des organisations syndicales, des commissions de travailleurs et des organisations confessionnelles »⁴⁷⁸. La puissance publique ne prétend ainsi pas au monopole et perçoit une pluralité d'acteurs dans le développement du PNAEBA.

Malgré les éléments que nous venons de développer, la loi de janvier 1979 reste vague quant à l'organisation concrète du plan national. Si le texte législatif fixe un certain nombre de grandes lignes comme la décentralisation, le soutien aux organes populaires ou la constitution de nouvelles structures publiques, il laisse une grande marge de manœuvre en terme d'application. Cette indécision s'explique par la période de six mois présente dans le texte visant à une recherche de grande ampleur afin de prendre conscience de la réalité de l'éducation populaire au Portugal. En retour, la largeur des lignes tracées par le texte du PNAEBA explique en grande partie le consensus qui l'a accueilli à l'Assemblée, notamment exprimé par son adoption à l'unanimité. Les six premiers mois de l'année 1979 et l'intense travail de recherche et de synthèse mené par les équipes de la direction générale d'Éducation permanente donnent corps au PNAEBA à partir des lignes directrices tracées par les députés.

477Lei n°3/79 de 10 de Janeiro, *Diário da República*, 1ª Série, Número 8, 10 de Janeiro de 1979. p. 35. « A alfabetização e a educação de base são entendidas na dupla perspectiva da valorização pessoal dos adultos e da sua progressiva participação na vida cultural, social e política, tendo em vista a construção de uma sociedade democrática e independente ».

478*Idem.* p. 35. « Iniciativas existentes no domínio da alfabetização e educação de base de adultos, designamente as de associações de educação popular, de colectividades de cultura e recreio, de cooperativas de cultura, de organizações populares de base territorial, de organizações sindicais, de comissões de trabalhadores e de organizações confessionais ».

1.2. Un important travail de recherche

Le texte de loi impose donc au gouvernement de présenter le projet du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes au terme d'une période de six mois. L'élaboration de ce projet est confié en janvier 1979 à la direction générale d'Éducation permanente qui connaît un nouveau dynamisme avec l'arrivée à sa tête de Manuel Lucas Estevão en 1978. Les équipes de la DGEP entreprennent alors un important travail de terrain dans le but de connaître la réalité des actions d'éducation d'adultes qui se sont développées dans le pays depuis la période révolutionnaire. Cette recherche permet de tirer les leçons de ces expériences d'éducation non formelle et d'en analyser les erreurs et les failles. Il est important de noter que ce processus de recherche collective inscrite dans la loi et permettant d'en accroître l'efficacité est un cas atypique. Cette attitude du législateur permet une plus grande prise avec la réalité. C'est effectivement au cours de ces six mois que le PNAEBA gagne en épaisseur et se voit doté d'un contenu concret. Cette phase initiale de préparation détermine même les idées sous-tendant la réalisation du PNAEBA.

La direction générale d'Éducation permanente regagne ainsi sa centralité, après une période de paralysie et de retrait de la puissance publique sur ces questions d'éducation populaire. La posture adoptée par les équipes de Manuel Lucas Estevão fait écho aux activités de la DGEP pendant la période 1975-1976. Il convient dès lors de connaître la réalité du terrain avant de mettre en pratique un plan d'alphabétisation, dans la droite ligne de « l'étude du milieu » que l'on trouve dans l'œuvre de Paulo Freire. Durant les six premiers mois de l'année 1979, un intense travail de recherche est mené dans le but de faire l'inventaire des expériences et des structures pouvant être utilisées dans le cadre du PNAEBA. Ce processus aboutit à l'élaboration de plus d'une dizaine de rapports dans le cadre des travaux préparatoires du PNAEBA⁴⁷⁹. À cette production publiée, il faut bien sûr ajouter un certain nombre de rapports internes et d'entretiens réalisés avec des acteurs de l'éducation populaire au Portugal.

C'est notamment le cas d'une série d'« entretiens en profondeur avec des animateurs ou professeurs en activité d'éducation populaire », menés par les équipes de la DGEP avec des membres d'associations et d'organes locaux. Pour le territoire étudié, le seul entretien que nous avons pu retrouver a été réalisé avec Celeste Isabel, membre du Graal de Coimbra. Il est ici important de noter que ce choix ne doit rien au hasard, le Graal était alors une des associations locales qui avait poussé le plus loin les notions de l'éducation populaire, dans la droite ligne tracée par Paulo Freire. Ces entretiens permettent à la DGEP de caractériser les actions menées localement, mais aussi d'entendre les problèmes que connaissent les militants

479 Voir l'annexe XII, sur les publications de la DGEP dans le cadre de la préparation du PNAEBA.

de base, ainsi que leurs revendications. Ces enquêtes auprès des structures locales permettent de donner corps au plan national à partir des lignes théoriques contenues dans la loi de janvier 1979.

Ces ouvrages sont notamment l'occasion d'une élaboration théorique du processus d'apprentissage des adultes. Le rôle du moniteur d'alphabétisation doit ainsi être de faciliter l'apprentissage collectif et doit permettre au groupe de se prendre en main. « Toute cette pratique pédagogique conduira graduellement à l'autonomie du groupe et, ainsi, rend chaque fois moins nécessaire la présence de l'animateur-moniteur »⁴⁸⁰, peut-on ainsi lire dans un de ces rapports. Les auteurs du rapport *Objectifs, situations et pratiques de éducation d'adultes au Portugal* pointent la nécessité que « l'alphabétisation naisse au sein des populations comme un *moyen* pour atteindre des objectifs déterminés »⁴⁸¹, définissant ainsi l'alphabétisation et l'éducation de base comme un premier pas dans un processus de participation des adultes à la vie sociale. Ce document est certainement celui qui pousse le plus loin la logique d'inventaire de la situation des expériences d'éducation populaire présentes sur le territoire nationale en 1979.

Ce rapport élabore une typologie des situations éducatives en fonction de ses acteurs : les actions lancées au sein de la propre communauté, notamment par les associations ; celles développées par des groupes extérieurs au milieu et dont l'archétype est constitué par les campagnes d'alphabétisation menées au cours de la période révolutionnaire ; et les actions éducatives soutenues par un certain nombre d'institutions (associations nationales, syndicats, municipalités, entreprises) et présentant un caractère plus ponctuel. On peut critiquer ces catégories (et notamment la frontière ténue pouvant exister entre elles), mais toujours est-il que cette étude a permis un contact avec les acteurs présents sur le terrain. Pour le district de Coimbra, territoire qui nous intéresse ici, les auteurs ont pris contact avec sept associations locales : le Groupe scénique amateur de Montemor-o-Velho, la Cáritas de Coimbra, le Groupe d'intervention et d'animation culturelle, le Graal, le Secrétariat des commissions d'habitants de Lousã, la Société artistique de théâtre « Luzes de Ribalta » et la Ligue d'amélioration de Cabril (Pampilhosa da Serra). De plus, on apprend dans ce rapport l'existence de 33 associations du district de Coimbra inscrites dans les fichiers de la DGEP, sur un total de 646 que recense ce fichier (soit 5,1% du total).

480Direção-Geral da Educação Permanente, Maria do Carmo Vaz Ferreira, *Normas de aprendizagem para os cursos de educação básica para adultos*, 1979. p. 7. « Toda esta prática pedagógica conduzirá gradualmente à autonomia do grupo e, portanto, torna cada vez menos necessária a presença do animador-monitor ».

481Direção-Geral da Educação Permanente, Ana Benavente (dir.), *Objectivos, situações e práticas de educação de adultos de Portugal*, 1979. p. 8. Souligné par les auteurs. « A necessidade da alfabetização surge nas populações como *meio* para atingir determinados objectivos ».

Ce travail de recherche de grande ampleur aboutit à la publication du rapport de synthèse du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, en juin 1979⁴⁸². Ce document constitue une transposition pratique de la loi de janvier 1979 et doit permettre sa réalisation. L'accent est mis sur la participation des adultes à leur propre éducation, notamment dans le choix du contenu des programmes. La méthode de Paulo Freire constitue une inspiration à suivre mais moyennant une nécessaire adaptation aux réalités locales. Refusant la centralisation de l'éducation des adultes entre les mains de l'État, le plan national prévoit un soutien aux actions d'éducation non formelle développées au sein des associations. Enfin, ce processus a pour ambition d'être un mouvement d'ampleur capable de réformer l'ensemble du système éducatif national. « Plus qu'un sous-ensemble du système scolaire, l'éducation des adultes est une ligne motrice de la transformation de tout le système d'enseignement, selon les exigences de l'éducation permanente, et l'idéal de la société éducative »⁴⁸³, peut-on lire dans le rapport final synthétisant les travaux préparatoires du PNAEBA.

1.3. La récupération de l'héritage du processus révolutionnaire

La perspective du lancement du Plan national d'alphabétisation et d'éducation d'adultes prend le contre-pied des politiques suivies par les gouvernements qui se sont succédés au cours de la période allant de 1976 à 1979. En effet, cette période a vu un recul du projet d'éducation populaire portée par la direction générale d'Éducation permanente lorsqu'elle avait à sa tête Alberto Melo. L'abandon de projets initiés sous ce mandat et la diminution des fonds alloués aux associations d'éducation populaire ont confirmé le retrait de la puissance publique sur ces questions. Les associations sont alors apparues comme les seules dépositaires de ce projet intégral d'éducation. Leur faiblesse financière et le manque d'appui de l'État ont fortement enrayé leur développement sur la période. Au cours du processus d'élaboration du PNAEBA, les critiques à ce désinvestissement de l'État se multiplient. Selon Lisete de Matos, dans un des rapports publiés en 1979, « par incapacité de l'État, l'alphabétisation et l'éducation des adultes, sur la période qui va du 25 avril à l'actualité, est l'œuvre des propres adultes, de leur effort, enthousiasme et dynamisme, étant donné que l'appui officiel ne peut être considéré

482Ministério da Educação e Investigação Científica, Secretária de Estado dos Ensinos Básicos e Secundário, Direção-Geral da Educação Permanente, *Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base dos Adultos (PNAEBA), Relatório de Síntese*, Lisboa, 1979. 117 p.

483*Idem.* p. 80. « Mais do que um sub-conjunto do sistema escolar, a educação de adultos é uma linha motriz na transformação de todo o sistema de ensino, segundo as exigências da educação permanente, e o ideal da sociedade educativa ».

comme significatif»⁴⁸⁴. Le plan national naît ainsi d'une remise en cause de l'inaction politique des années suivant la révolution.

Ce plan participe à la réaffirmation du lien intrinsèque unissant projet politique et projet éducatif et culturel. Ce lien entre culture et politique avait notamment été affirmé au cours de la période révolutionnaire. L'ambition de fonder une démocratie de base s'accompagnait alors d'un projet d'éducation populaire capable d'assurer la participation politique, sociale et culturelle de populations marginalisées sous le régime d'António de Oliveira Salazar puis de Marcello Caetano. L'élaboration du PNAEBA ne saurait être analysée du seul point de vue éducatif, le plan contenant un vecteur politique important. Après le vote des députés en novembre 1978, Zita Seabra, rapporteuse du texte, soutenait que « si l'analphabétisme est un facteur et le reflet du retard et de l'oppression sociale, l'alphabétisation est une des conditions indispensables à la consolidation de la démocratie dans notre pays ; l'alphabétisation est une partie intégrante de la lutte des travailleurs contre l'exploitation, l'obscurantisme et la misère »⁴⁸⁵. Cette déclaration met en lumière la composante politique du PNAEBA. La dichotomie entre l'analphabétisme et la constitution d'un régime démocratique participatif vise à tourner définitivement la page de la période salazariste.

L'action de la direction générale d'Éducation permanente prend alors le contre-pied de la paralysie consécutive à l'institutionnalisation de la démocratie représentative à partir de 1976 et semble effectuer un retour à la posture adoptée pendant la période révolutionnaire. L'arrivée de Manuel Lucas Estevão apporte un nouveau dynamisme et la perspective du PNAEBA permet de réactiver des projets abandonnés avec le départ d'Alberto Melo. L'ancien directeur général participe d'ailleurs à une table-ronde visant à réfléchir les contours du plan. Présidée par Manuel Lucas Estevão et réunissant une dizaine de participants⁴⁸⁶, cette table-ronde permet de poser la question des possibilités ouvertes par la loi approuvée par l'Assemblée de la République en janvier 1979. Lors de ce débat, Alberto Melo pointe le risque d'un « plan » rigide qui enfermerait les adultes dans un système de nature scolaire. Selon l'ancien directeur

484Direcção-Geral da Educação Permanente, Lisete de Matos, *Alfabetização e educação de adultos no período compreendido entre Abril de 1974 e a actualidade*, Lisboa, 1979. p. 44. « Por incapacidade do Estado, a alfabetização e educação de adultos, no período que vem do 25 de Abril à actualidade, é obra dos próprios adultos, do seu esforço, entusiasmo e dinamismo, já que o apoio oficial não pode considerar-se significativo ».

485Zita Seabra, *Diário da Assembleia da República*, 1^a Série, Número 9, 15 de Novembro de 1978. p. 269. « Se o analfabetismo é um factor e um reflexo de atraso e opressão social, a alfabetização é uma das condições indispensáveis à consolidação da democracia no nosso país ; a alfabetização é parte integrante da luta dos trabalhadores contra a exploração, o obscurantismo e a miséria ».

486Participant à cette table-ronde Manuel Lucas Estevão, Viegas Guerreiro, Almeida Costa, Ribeiro Dias, Roberto Carneiro, Maria Emília Marques, Teresa Ambrósio, Adriano Vasco Rodrigues, Rogério Fernandes, Alberto Melo, Maria Luísa Vaz Pinto, Maria Beatriz Trindade, Gonçalves Sapinho, Manuel Patricio, Johan Norbeck et Cheinho Pereira.

général, « le problème de scolariser l'éducation d'adultes est un problème d'infantiliser l'adulte portugais »⁴⁸⁷. Malgré cette critique de fond, le PNAEBA conduit à la récupération de l'héritage de l'éducation populaire du processus révolutionnaire.

Au cours de cette table-ronde Alberto Melo fait référence au projet de publication d'un bulletin et déclare que « nous avons bien fait d'appeler le journal que nous avons fait à la DGEP "Vive Voix" précisément par ce que nous voulions était que la population adulte gagne une vive voix ; nous ne l'avons pas appelé "Écoute attentive", nous l'avons appelé "Vive Voix" »⁴⁸⁸. Le journal de la direction générale d'Éducation permanente n'avait alors pu aller au-delà d'une maquette parue en 1976⁴⁸⁹, le départ de l'équipe dirigeante signifiant l'arrêt du projet. Dans le cadre du plan national, le projet du journal *Viva Voz* est repris et le premier numéro paraît en décembre 1980. Plus de quatre années après la parution de la maquette, le nom et le principe du journal sont récupérés. L'objectif est alors de « donner voix » aux groupes d'alphabétisation et d'éducation de base présents sur le terrain. Le journal publie des reportages sur les activités de ces groupes, des correspondances envoyées par des adultes apprenants mais aussi des dossiers pouvant fonctionner comme des thèmes d'études pour les groupes locaux. À partir du troisième numéro, au nom du journal, est ajouté le sous-titre « journal d'appui à l'éducation de base des adultes », synthétisant ainsi son projet. De sa relance en décembre 1980 jusqu'à février 1986, période qui fait l'objet de cette étude, *Viva Voz* paraît à 52 reprises, signe d'une régularité impossible lors de sa première parution.

Le programme de radio de la direction générale *A viver também se aprende*⁴⁹⁰, abandonné peu après la fin de la période révolutionnaire, est réactivée à partir du 12 novembre 1981. Le format est identique au programme de l'année 1976, l'émission est diffusée tous les jeudis soirs de 21h à 21h30 sur la station publique *Antena 1*. L'objectif de ce programme hebdomadaire s'ancre dans la ligne du travail mené par la DGEP et repris dans le cadre du plan national d'éducation des adultes. Il s'agit de promouvoir une éducation non formelle au moyen de programmes courts portant sur des thèmes quotidiens tels que l'économie, l'alimentation, la santé ou encore le système politique. L'enjeu est d'aborder, de manière pédagogique et didactique, des sujets pouvant faire l'objet d'un travail au sein des groupes d'apprentissage. Ce programme de radio, tout comme le journal, permettent de diversifier les

487 Direção-Geral da Educação Permanente, « Mesa redonda sobre o Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Adultos », 1979. p. 34. « O problema de escolarizar a educação de adultos é um problema de infantilizar o adulto português ».

488 *Idem*. « Fizemos bem ter chamado ao jornal que se tinha feito na DGEP "Viva Voz" precisamente porque o que nós queríamos era que a população adulta ganhasse uma viva voz ; não lhe chamámos "ouvidos abertos" chamámos-lhe "Viva Voz" ».

489 *Viva Voz*, n°0, 1976.

490 Du portugais « On apprend aussi en vivant ».

supports d'apprentissage et d'établir un lien fort entre l'éducation des adultes et la vie quotidienne. Le processus éducatif est ainsi perçu comme un instrument afin de comprendre la réalité et de la changer. Par ailleurs, l'institution appui la création de Club de lecture à partir de février 1980⁴⁹¹.

Le projet du PNAEBA et son mode de construction permettent d'en faire un élément de continuité de la politique éducative menée lors de la période révolutionnaire. Il s'agit alors pour les équipes de la direction générale de réinvestir l'héritage de la Révolution des œillets en l'adaptant aux enjeux de 1979. Le texte législatif de janvier 1979 rappelle d'ailleurs que l'objectif de l'élimination de l'analphabétisme est inscrit dans la Constitution de 1976, rédigée pendant le processus révolutionnaire. Après une période marquée par le retrait des organes publics de la sphère de l'éducation populaire, le plan vient remettre l'État au centre d'un processus composé d'une pluralité d'acteurs. Deux mois après la publication du rapport de synthèse du PNAEBA, le V^e gouvernement constitutionnel chargé d'assurer la préparation des élections de décembre 1979 est investi avec, à sa tête, Maria de Lourdes de Pintasilgo. Figure liée au Graal, Maria de Lourdes Pintasilgo développe une conception nouvelle de la culture faisant écho à la période révolutionnaire et souhaite la promotion de l'enseignement non formel. Lors de sa prise de fonction, elle définit notamment la culture comme un tout mêlant la politique de développement culturel, la politique scientifique, la politique éducative et de l'information⁴⁹².

1.4. L'éducation d'adultes et les objectifs du PNAEBA

Si le Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes constitue un moment de réinvestissement du projet d'éducation qui a vu le jour avec la Révolution des œillets, il participe néanmoins à une transformation de ce projet. Il est ici capital d'analyser l'évolution sémantique accompagnant le plan national. L'éducation permanente est progressivement remplacée par l'éducation d'adultes, terme présent dans l'intitulé même du PNAEBA. La direction générale, chargée de l'application du plan adopte ainsi en décembre 1979 la dénomination de direction générale d'Éducation d'adultes. Cette évolution lexicale marque une modification du cadre général de l'éducation non formelle au Portugal. Si l'éducation permanente définissait un projet intégral d'apprentissage tout au long de la vie, l'éducation des adultes ne qualifie plus un projet mais un groupe destinataire. Et comme le note António Inácio Nogueira, ce terme entretient le flou, puisqu'il est difficile de savoir qui est cet adulte

491 *O Jornal da educação*, « Educação Permanente apoia "Clube de Leitura" », février 1980, n°31.

492 Programa do V^o Governo constitucional. 23 p.

qu'il s'agirait d'éduquer⁴⁹³.

Cette évolution du terme s'explique par l'urgence d'attaquer les forts taux d'analphabétisme encore présents dans le pays, cinq années après la chute du régime salazariste. Après le 25 avril, l'école primaire et l'enseignement secondaire ont été profondément transformés au moyen de l'allongement de la scolarité. Les populations adultes, les plus touchées par l'analphabétisme, ont été tenues à l'écart de ces grandes transformations du système éducatif. La loi de janvier 1979 et son application dans le cadre du PNAEBA viennent apporter une réponse différenciée à ces adultes qui n'ont pas complété leur scolarité. L'éducation d'adultes devient alors un espace éducatif permettant de compléter les transformations survenues dans le camp de l'éducation formelle. Mais cette nouvelle dénomination constitue un recul par rapport à l'aspect intégral et globalisateur de l'éducation permanente. De même, si l'on reprend l'œuvre de Paulo Freire abondamment citée au cours de cette période, sa perspective éducative s'applique aussi bien aux adultes qu'aux jeunes.

L'éducation d'adultes constitue un troisième temps dans ce projet éducatif. L'éducation populaire entretenait des liens importants avec l'histoire du mouvement ouvrier et l'associativisme. Il est important de noter que le soutien à l'éducation populaire proposé dans le cadre du PNAEBA se concentre sur les associations locales. L'éducation permanente correspond à la phase pendant laquelle l'UNESCO soutient des projets éducatifs non formels dans le pays en développement, comme moyen de démocratisation de ces sociétés. La Conférence de Nairobi en 1976 apporte un cadre théorique à ce projet d'éducation permanente. L'évolution vers l'éducation d'adultes vient fragiliser l'ambition d'un projet englobant potentiellement l'ensemble de la société. Ces trois termes montrent une évolution vers un projet de moins en moins connoté politiquement, du mouvement ouvrier à la lutte contre l'analphabétisme comme composante d'une démocratisation d'un régime de démocratie représentative. La Constitution approuvée en avril 1976 affiche comme objectif l'édification d'une société sans classe. Il est notable que le terme « socialiste », si présent dans le texte constitutionnel, soit absent de la loi instituant le PNAEBA. Les auteurs se réfèrent désormais à la « construction d'une société démocratique et indépendante »⁴⁹⁴, signe d'une modification politique du projet d'éducation. L'éducation des adultes constituerait ainsi une parcelle du projet global d'éducation populaire.

Néanmoins, si le terme même d'éducation des adultes marque une évolution, il est

493António Inácio C. Nogueira, *Para uma educação permanente à roda da vida*, Lisboa, Instituto de Inovação Educativa, 1996. 376 p.

494Lei nº3/79 de 10 de Janeiro, *Diário da República*, 1ª Série, Número 8, 10 de Janeiro de 1979. p. 35.
« Construção de uma sociedade democrática e independente ».

important de noter que le PNAEBA caractérise un projet pluriel, basé sur sept objectifs ambitieux. L'objectif cardinal du plan national est ainsi l'élimination de l'analphabétisme sur dix ans. Le plan prévoit deux périodes de cinq années entrecoupées d'une évaluation afin de permettre de nouvelles formulations ou orientations du plan. Néanmoins, il serait erroné et simplificateur de limiter ce plan national à de simples actions d'alphabétisation. Comme le montrent les discours prononcés à l'Assemblée de la République lors de l'adoption de la loi, l'analphabétisme est ici conçu comme une entrave à la participation démocratique. Le PNAEBA prévoit alors un ensemble de mesures permettant à ces populations marginalisées de récupérer une parole politique. Si l'on analyse le rapport de synthèse du PNAEBA de juin 1979, le plan se décline en sept objectifs qui font sens si l'on considère le projet intégral d'éducation qui sous-tend son application.

Les objectifs du PNAEBA
Création de l'Institut d'éducation d'adultes
Organisation d'un réseau de centres de culture et d'éducation permanente
Dynamisation de programme régionaux intégrés
Alphabétisation et éducation de base
Enseignement préparatoire pour adultes
Appui à l'éducation populaire
Actions à destination de l'émigration

La création de l'Institut d'éducation d'adultes (IEA) doit permettre d'apporter une autonomie à la mise en application du PNAEBA. Il s'agit là d'une nouvelle structure administrative qui a pour objectif de remplacer à terme la direction générale, soumise à la tutelle du ministère de l'Éducation. L'IEA aurait pour attribution l'appui aux groupes locaux et devrait permettre de centraliser les structures locales. De plus, l'institut serait chargé de la production de matériels pédagogiques et de la mise en place de formations à destination des professeurs et des animateurs. Fruit de cette décentralisation, la création de 1000 centres de culture et éducation permanente (CCEP) doit permettre de dynamiser les acteurs locaux engagés dans ce processus éducatif. Le plan prévoit également la mise en place de programmes régionaux expérimentaux.

L'alphabétisation et l'éducation de base constituent le quatrième objectif du PNAEBA. Il s'agit de permettre l'implantation de cours d'alphabétisation au niveau local afin d'enrayer les importants taux que connaît alors le pays. L'objectif de cette éducation de base est

l'acquisition d'un socle de compétences permettant par la suite la poursuite d'une scolarité plus classique. L'enseignement préparatoire pour adultes constitue l'étape suivante de ce processus d'apprentissage en permettant aux apprenants de valider leurs compétences par un diplôme. L'appui à l'éducation populaire concentre toutes les aides fournies aux structures associatives et aux collectivités culturelles. La reconnaissance de leur travail durant la période de préparation du plan aboutit à la mise en place d'un réseau d'animateurs et d'aides financières à destination de ces collectivités. Enfin, le PNAEBA prévoit la mise en place d'actions d'alphabétisation et d'éducation de base à destination des Portugais vivant hors des frontières nationales.

2. La constitution d'un nouvel appareil d'État

La mise en veille de la direction générale d'Éducation permanente après 1976 et la normalisation politique que connaît alors le Portugal rend nécessaire sa restructuration profonde. La perspective du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes offre l'opportunité de repenser l'action de la direction générale, en prenant en compte l'héritage laissé par les expériences de la période révolutionnaire. La mise en place d'un nouveau cadre organisationnel est une traduction de la volonté de décentraliser l'application du PNAEBA. Un nouveau maillage administratif, inséré localement, permet de réaliser cet objectif central du plan. Dans ce mouvement de décentralisation, le district puis la région de Coimbra jouent un rôle central.

La décentralisation contenue dans le PNAEBA doit permettre une véritable autonomie de l'éducation populaire, notamment au travers de la constitution d'un Institut d'éducation d'adultes. Cette autonomie tant recherchée a pour objectif d'éviter une nouvelle oscillation de la volonté politique, comme ce fut le cas à l'issue du processus révolutionnaire. Un nouveau retrait de la puissance publique mettrait alors en péril un plan conçu pour dix années. La constitution de structures d'éducation populaire autonomes est perçue comme la garantie d'une continuité du PNAEBA, indépendamment des mandats politiques des gouvernements.

2.1. La refonte de la direction générale d'Éducation permanente

La mise en application du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes nécessite une réorganisation profonde de la direction générale d'Éducation permanente. Le processus de construction du PNAEBA aboutit à un décret-loi instituant la direction générale d'Éducation d'adultes (DGEA) qui vient remplacer la DGEP. Signe d'un recul de la volonté

politique après le processus révolutionnaire, la DGEP n'a jamais fait l'objet d'une loi organique permettant d'en définir clairement les attributions et les objectifs. Cette indécision ainsi que la perspective du PNAEBA conduisent à la création de la DGEA avec la publication du décret-loi n°534/79, le 31 décembre 1979. Selon ce texte, « le nouvel organisme va servir de mode plus direct et plus objectif l'éducation d'adultes, dans la perspective de l'éducation permanente, désormais entendue comme principe orientateur et inspirateur de toute la politique éducative »⁴⁹⁵.

Dirigée par Manuel Lucas Estevão, la nouvelle direction générale s'appuie sur les objectifs du PNAEBA pour organiser son action éducative. La nouvelle structure est composée de quatre divisions : la direction des services d'études, programmation et contrôle, la direction des services d'action éducative, la direction des services d'appui technique, et la répartition administrative. La DGEA a pour objectif la participation à la définition des actions en matière d'éducation des adultes, en collaboration avec les services du ministère de l'Éducation ainsi que les organes créés dans le cadre du PNAEBA. Outre la réalisation d'actions d'alphabétisation et d'éducation de base, les services de la DGEA ont pour fonction l'orientation pédagogique dans le cadre de l'éducation des adultes. Enfin, la direction générale se doit d'appuyer et de stimuler les activités des associations locales.

Organisation interne de la direction générale d'Éducation d'adultes⁴⁹⁶

Direction des services d'études, programmation et contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Division d'études • Division de programmation et contrôle
Direction des services d'action éducative	<ul style="list-style-type: none"> • Division d'objectifs, de méthodes et matériel didactique-pédagogique • Division de formation • Division d'évaluation et de certification
Direction des services d'appui technique	<ul style="list-style-type: none"> • Division de développement de la lecture • Division de moyens audiovisuels pour adultes • Division d'appui aux activités d'éducation populaire
Répartition administrative	<ul style="list-style-type: none"> • Comptabilité • Économat • Personnel • Expédient général • Éditions et distribution de publications • Conservation et distribution de matériel audiovisuel

⁴⁹⁵*Diário da República*, « Decreto-Lei n.º 534/79 », 31 décembre 1979. p. 205. « O novo organismo vai servir de modo mais directo e objectivo a educação de adultos, na perspectiva da educação permanente, agora entendida como princípio orientador e inspirador de toda a política educativa ».

⁴⁹⁶Tableau réalisé à partir du Décret-loi n°534/79 du 31 décembre 1979.

La structure interne de la direction générale reflète les ambitions du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes. La direction des services d'études, programmation et contrôle a pour objectif le travail théorique de support aux actions éducatives de la DGEA. Elle doit permettre une adéquation de l'arsenal législatif à la réalité portugaise. Au moyen d'études, cette division doit mettre en avant une réflexion concernant les bases théoriques du plan. La direction des services d'action éducative est, quant à elle, spécialisée dans l'exécution des actions d'alphabétisation et d'éducation de base. La diffusion de matériels pédagogiques est l'attributions de la direction des services d'appui technique. Les supports papier mais aussi les moyens audiovisuels sont des recours essentiels à l'éducation des adultes. Enfin la répartition s'occupe du travail administratif et de la gestion du personnel de l'institution.

À ces services s'ajoute le fonds d'appui à l'éducation populaire, en charge du soutien aux associations agissant sur les terrains éducatif et culturel. Le terme d'éducation populaire est ici réinvesti et qualifie les activités des associations éducatives, culturelles et de loisirs, principal objet de notre recherche. Les recherches et réflexions du premier semestre de l'année 1979 ont mis en lumière l'importance de ces collectivités dans les actions d'éducation populaire après le retrait de la puissance publique et la mise en veille d'institutions motrices dans ce domaine. En conséquence, le soutien aux associations d'éducation populaire est fortement présent dans la structure organisationnelle de la nouvelle direction générale. Outre l'appui financier permis par la création du fonds d'appui à l'éducation populaire et la fourniture de matériels pédagogiques, le soutien aux bibliothèques populaires est prévu. Enfin, la direction des services d'appui technique dispose d'une division d'appui aux activités d'éducation populaire, en contact direct avec les associations locales.

La réorganisation des services effectuée au travers de la création de la direction générale d'Éducation d'adultes est symptomatique d'une volonté politique nouvelle. En novembre 1978, le législateur fournit le cadre à de nouvelles politiques en matière de lutte contre l'analphabétisme. La création d'un nouvel appareil d'État permet d'ouvrir une nouvelle phase et de fonder un instrument capable de réduire fortement l'analphabétisme. Cette réorganisation structurelle ne se limite pas seulement à mettre sur pied une nouvelle direction générale centralisant et orientant l'exécution du PNAEBA. À partir de la fin de l'année 1979, est mise en place une organisation décentralisée au niveau des districts et des *municípios*. Ce nouveau maillage administratif a pour objectif d'accroître l'efficacité du plan mais aussi de consacrer son autonomie et la grande liberté laissée aux différents acteurs au niveau régional.

2.2. Le rôle pionnier des coordinations de la région de Coimbra

Outre la direction générale d'Éducation d'adultes chapeautant l'application du plan, deux structures sont créées afin d'amorcer des dynamiques locales. Les coordinations distritales sont chargées de structurer l'action des groupes locaux et d'organiser des formations à destination des professeurs et animateurs travaillant dans les domaines de l'éducation des adultes. Complétant ce maillage administratif, des coordinations municipales (au niveau de chaque *município*) sont instituées afin de permettre un dialogue entre les mairies locales et la direction générale. Dès 1979, les premières coordinations distritales sont installées, à Porto et Coimbra et à partir de 1983, l'ensemble des districts du territoire national est couvert par ces structures. Le personnel affecté à ces coordinations distritales est composé principalement de professeurs détachés de leur fonction d'enseignement. Le processus de sélection et de formation de ces membres reflète le caractère novateur du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes.

L'ouverture des candidatures pour le processus de sélection est lancé au travers d'annonces dans les journaux. Un examen de sélection est alors organisé afin de permettre une indépendance du poste de coordinateur distrital à l'égard du pouvoir politique. António Inácio Nogueira, nommé coordinateur du district de Coimbra à l'issue de cet examen note l'importance d'une sélection la plus objective possible :

« J'ai concouru à ce processus, j'ai été appelé [...]. C'était des salles énormes de personnes qui avaient concouru. Et ce sont les suédois qui ont fait la sélection. Pour la rendre encore plus indépendante, ce sont les suédois qui ont fait la sélection. Il y avait alors une épreuve culturelle et il y avait une épreuve de connaissance sur l'éducation d'adultes »⁴⁹⁷.

Ce sont en effet des chercheurs suédois travaillant dans le domaine de l'éducation des adultes qui participent à ce processus de sélection dans le cadre d'un accord de coopération. L'accent mis sur l'indépendance et l'objectivité de cette sélection s'explique par la volonté de fonder une nouvelle institution la plus hermétique possible au pouvoir politique et à la composition des gouvernements. Cette revendication d'une autonomie pour l'éducation d'adultes est une constante du processus d'application du plan national.

À l'issue de cette phase nationale de sélection, les professeurs sélectionnés sont amenés à suivre une formation assurée par les membres de la direction générale d'Éducation d'adultes. Cette formation commune permet d'unifier les pratiques et de créer un socle de connaissances

⁴⁹⁷Entretien avec António Inácio Correia Nogueira. Coimbra, le 16 septembre 2013. 112 minutes. « Eu concorri a esse processo, foi chamado porque foram todos chamados aqueles que concorreram. Eram salas enormes de pessoas que tinham concorrido. E quem fez essa seleção, foram os suecos. Para a tornar ainda mais independente, quem fez essa seleção foram os suecos. Portanto aquilo tinha uma prova cultural e tinha uma prova de conhecimento sobre a educação de adultos ».

auprès des responsables locaux de l'exécution du plan. Il est notable que d'anciens membres de la DGEP lors de la période révolutionnaire participent à ce processus en tant que formateurs. Ce fait vient renforcer l'idée développée précédemment de la reprise de l'héritage révolutionnaire dans le cadre de l'application du PNAEBA. Les coordinateurs distritaux disposent ainsi d'une formation qui leur permet de prendre la mesure de l'intégralité du plan national. À partir de l'année 1981, l'ensemble du territoire est progressivement couvert par un nouvel échelon administratif au moyen des coordinations municipales, elles aussi constitués de professeurs détachés.

Contrairement aux coordinateurs distritaux, les responsables des coordinations municipales sont nommés par les mairies locales. Cette nomination vient atténuer la prétention d'autonomie des structures locales à l'égard du pouvoir politique. Mais ces coordinateurs reçoivent une formation administrée par les coordinateurs distritaux, ce qui permet un travail collectif d'une plus grande efficacité. Outre le développement d'actions d'alphabétisation et d'éducation de base, les coordinations locales sont chargées d'établir un lien entre les élus locaux et la structure centrale de la direction générale. Ce dernier échelon de la décentralisation de l'éducation des adultes est ainsi en contact avec la réalité du terrain et les orientations globales arrêtées au niveau national. De plus, les coordinateurs locaux sont chargés de la formation et du soutien aux animateurs et aux professeurs détachés pour des activités éducatives sur le terrain.

L'établissement d'une structure décentralisée s'opère dans les premières années de la mise en application du PNAEBA. Au cours de la période 1980-1982, qui nous intéresse plus particulièrement dans cette partie, l'effectif des coordinations distritales et municipales croît fortement, conséquence de l'implantation de nouvelles coordinations au niveau local. Ainsi, à la fin de l'année scolaire de 1982, les effectifs de ces coordinations atteignent 245 professeurs au niveau national. Sur le district de Coimbra, les effectifs restent stables sur la période avec une vingtaine de membres, dont six chargés de la coordination distritale. Cette stabilité peut s'expliquer par le caractère précoce de l'installation des coordinations de la région de Coimbra, mise en fonctionnement dès l'année 1979.

Effectifs nationaux affectés aux structures régionales de la DGEA sur la période 1980-1982⁴⁹⁸

	Coordinations distritales	Coordinations municipales	Total
1980/1981	46	75	121
1981/1982	74	171	245

Effectifs affectés aux structures régionales de la DGEA sur la période 1980-1982 (Coimbra)⁴⁹⁹

	Coordination distritale	Coordinations municipales	Total
1980/1981	8	14	22
1981/1982	6	17	23

Le caractère pionnier de la structure locale de Coimbra est renforcé par la constitution d'un nouvel échelon de décentralisation. À titre expérimental, est ainsi créée la coordination de la région Centre regroupant les district de Coimbra, Aveiro, Leiria, Viseu, Guarda et Castelo Branco. Siégeant à Coimbra, cette nouvelle coordination est dirigée par António Inácio Nogueira, jusqu'alors coordinateur du district de Coimbra, Francisco Dinis Cabral prenant sa place. Le lancement de cette structure a pour objectif d'autonomiser un peu plus encore l'organisation locale de la tutelle nationale. La coordination de la région Centre a pour mission de préparer un plan régional d'éducation des adultes, déclinant ainsi le PNAEBA au sein du territoire. La région de Coimbra est ainsi couverte par un ensemble d'échelons administratifs spécialisés dans l'éducation des adultes allant de la coordination municipale jusqu'à la direction générale, centralisant les actions en leur donnant une cohérence au niveau national.

2.3. Le Conseil national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes

La loi n°3/79 du 10 janvier instituant formellement le PNAEBA crée une nouvelle structure chargée d'en assurer la bonne exécution : le Conseil national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes. La création de cet organe réunissant une pluralité d'acteurs s'ancre dans le processus de constitution de nouvelles institutions publiques en charge de l'application du plan d'éducation d'adultes. De plus, ce nouvel organe composite, représentant forces politiques, administration publique et groupes locaux, peut être pensé comme une continuité du vote à l'unanimité de l'Assemblée de la République en novembre 1978 et d'une recherche d'un consensus le plus large possible au travers d'un travail collectif. Il s'agit alors

⁴⁹⁸Tableau réalisé à partir de Ministério da Educação e Cultura, Direcção-Geral da Educação de Adultos, *A educação de adultos 1980/1985. Actividades da DGEA. Ponto do Situação*, Lisboa, février 1986. 305 p.

⁴⁹⁹*Idem*.

de permettre le dialogue entre les forces vives engagées dans la mise en place du plan national. La composition du CNAEBA est définie dans la loi de janvier 1979. L'organe est composé d'un représentant de chaque groupe parlementaire nommés par l'Assemblée de la République (dont un président, les autres membres siégeant comme vice-présidents), de quatre représentants des départements en charge du PNAEBA nommés par le gouvernement, d'un représentant de chaque assemblée des régions autonomes (Açores et Madère), d'un représentant de chaque région administrative, et enfin de sept représentants d'organisations développant des activités d'éducation populaire.

Le Conseil national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes réunit ainsi un ensemble d'acteurs, jouissant de légitimités différentes. Les forces politiques présentes à l'Assemblée de la République disposent des postes à responsabilité au sein du CNAEBA. Les services des ministères, soumis au gouvernement, représentent le pouvoir exécutif. Les collectivités territoriales sont présentes au sein de l'organe, signal d'une volonté de décentraliser l'application du PNAEBA et d'établir un lien entre politique nationale et dynamiques locales. La présence d'organisations locales au sein du CNAEBA renforce un peu plus l'objectif d'une concertation en prise avec les réalités du terrain. Il s'agit là de sept représentants des associations d'éducation populaire et autres structures menant des actions en matière d'éducation d'adultes : organisations de base, coopératives, syndicats ou encore organisations confessionnelles.

Cet organe paritaire a pour objectif le suivi du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes à travers la participation à son processus d'élaboration. Dans une phase postérieure, le CNAEBA a pour attribution l'exécution, l'évaluation et l'orientation du plan national, conjointement avec les autres services y jouant un rôle. Outre ces activités, le Conseil national a pour tâche de « sensibiliser la conscience nationale pour des tâches d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes »⁵⁰⁰. Disposant d'une dotation budgétaire attribuée par l'Assemblée de la République, le Conseil national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes a vocation à jouer un rôle d'orientation et d'information de la société civile afin de mener à bien le plan établi dans la loi n°3/79 du 10 janvier. Afin de participer au processus de construction du plan, le CNAEBA prend fonction en mai 1979, quelques semaines avant la publication du rapport de synthèse.

Moins de deux ans après sa formation en février 1981, une nouvelle loi vient modifier la composition du Conseil national. La loi n°2/81, du 18 février 1981 vient en effet altérer la

⁵⁰⁰*Diário da República*, « Lei n.º 3/79 », 10 janvier 1979. p. 36. « Sensibilizar a consciência nacional para as tarefas de alfabetização e educação de base de adultos ».

répartition des responsabilités parmi les représentants des partis politiques. Cette modification renforce considérablement le poids des grands partis politiques. Les fonctions de président et de vice-présidents du Conseil national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes sont désormais réservés aux cinq partis politiques les plus représentés au sein de l'Assemblée de la République. Les autres forces politiques disposant de représentation parlementaire obtiennent d'un siège simple, contrairement aux dispositions de la loi de 1979 qui leur octroyait le statut de vice-présidents du CNAEBA. La résolution n°52/81, du 27 février 1981 officialise la nouvelle composition du Conseil et attribue les sièges en fonction des partis politiques présents à l'Assemblée de la République.

Représentants des partis politiques au sein du CNAEBA – février 1981⁵⁰¹

Fonction	Membre	Parti
Présidente	Amélia Cavaleiro Monteiro de Andrade de Azevedo	PSD
Vice-président	Manuel Trindade Reis	PS
Vice-président	Adriano Vasco da Fonseca Rodrigues	CDS
Vice-président	Rogério António Fernandes	PCP
Vice-présidente	Isaura da Anunciação de Barros Alves Pacheco Seara de Sá	PPM
Représentant	José Gonçalves Sapinho	ASDI
Représentant	Maria Teresa Dória Santa Clara Gomes	UEDS
Représentant	Helena Cidade Moura	MDP/CDE

Cette composition du Conseil établie en février 1981 entérine les rapports de force dégagés lors des élections du 2 décembre 1979. Pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de la Constitution en avril 1976, le Parti social-démocrate, principal parti de la droite portugaise, domine le gouvernement, avec Francisco Sá Carneiro à la tête de l'exécutif. Après la modification de la composition de février 1981, le PSD conserve la présidence du CNAEBA avec Amélia de Azevedo. Le Parti socialiste, le Centre démocratique et social, le Parti communiste portugais et le Parti populaire monarchique, les quatre autres principales forces politiques, obtiennent chacune un vice-président au sein de l'institution. Les trois autres partis disposant de représentation parlementaire (l'ASDI, l'UEDS et le MDP/CDE) obtiennent chacun un représentant au sein du CNAEBA. Cette modification de l'organisation interne de cet organe créé en 1979 n'entrave pourtant pas la mixité de sa composition.

⁵⁰¹Tableau réalisé à partir de la Resolução 45/81, du 27 février 1981.

2.4. L'Institut d'éducation d'adultes

La création d'un institut entièrement dédié à l'éducation des adultes est sans aucun doute l'objectif le plus ambitieux contenu dans le Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes. Cette disposition n'est pas présente dans la loi de janvier 1979 mais le projet est clairement formulée dans le rapport de synthèse du PNAEBA de juin 1979. L'Institut d'éducation d'adultes (IEA)⁵⁰² est l'organe qui doit permettre de réaliser le plan national en garantissant son autonomie et la continuité de son action. À terme, cette nouvelle institution doit remplacer la direction générale d'Éducation d'adultes et centraliser la coordination du PNAEBA, en collaboration avec les structures locales et les représentants siégeant au sein du CNAEBA. Le rapport du PNAEBA permet de synthétiser les attributions de l'institut et de mesurer l'ambition du projet d'éducation des adultes contenu dans le plan national⁵⁰³.

L'Institut d'éducation d'adultes a ainsi pour vocation d'intervenir dans les aires de l'alphabétisation, l'éducation de base et le soutien à l'éducation populaire. Le projet de l'institution naît de la volonté d'uniformiser au niveau national le plan d'alphabétisation et d'éducation de base. Il s'agit donc de délimiter le contenu des enseignements et les grandes lignes des programmes s'appliquant dans ces cours pour adultes. Rappelons que le PNAEBA se pose pour objectif de mettre les adultes au centre du processus d'apprentissage en leur laissant une grande initiative dans le choix des contenus. Néanmoins, les lignes directrices que doivent formuler les équipes de l'Institut d'éducation d'adultes pourront permettre la reconnaissance de ces apprentissages et leur validation au travers de diplômes. Il faut ici rappeler le nombre élevé de travailleurs alors non-diplômés dans le pays pour comprendre l'importance d'une validation des compétences acquises à l'issue des cours d'éducation de base.

L'institut doit aussi fonctionner comme un lieu de recherche permettant de développer l'éducation d'adultes dans le pays. Cet organe a ainsi pour attribution le développement d'une pédagogie en lien avec les besoins et les nécessités des populations et des institutions locales. La production et la diffusion de matériels pédagogiques à disposition des cours d'alphabétisation et d'éducation de base est une des missions de l'Institut d'éducation d'adultes, tel que défini dans le rapport de synthèse du PNAEBA. L'institut aurait aussi pour objectif la production de programmes de radio, de films et de diaporamas pouvant être utilisés dans le cadre d'une éducation non formelle à destination des adultes. Il s'agit ainsi de reprendre les

502 Certains documents font référence à l'Institut national d'éducation d'adultes (INEA).

503 Ministério da Educação e Investigação Científica, Secretária de Estado dos Ensinos Básicos e Secundário, Direcção-Geral da Educação Permanente, *Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base dos Adultos (PNAEBA), Relatório de Síntese*, Lisboa, 1979. 117 p.

attributions de la direction générale d'Éducation d'adultes afin d'en amplifier les réalisations. Cette mission de recherche passe ainsi par un inventaire des besoins exprimés par les groupes locaux, dans la droite ligne définie par Alberto Melo lorsqu'il était à la tête de la direction générale d'Éducation permanente.

En ce qui concerne le soutien aux associations d'éducation populaire, l'Institut d'éducation d'adultes est appelé à devenir leur interlocuteur prioritaire. Les équipes de l'institut auraient ainsi pour mission un appui financier, matériel et pédagogique aux associations qui développent des activités faisant partie du projet d'éducation des adultes. En ce sens, l'Institut d'éducation d'adultes viendrait centraliser les aides existantes pour les associations, telles que les bourses d'activité et de recherche, ainsi que les subventions. Enfin, le soutien pédagogique s'exprimerait par la diffusion de matériels pouvant être utilisés pendant les cours d'adultes mais aussi pour la formation d'animateurs locaux. Cette formation de moniteur est une revendication constante de tout projet d'éducation populaire. À Coimbra, des associations comme le Graal ou la Caritas se sont notamment engagées dans ce processus qui vise à former des animateurs locaux.

Le projet de création d'un institut en charge de l'éducation d'adultes participe à la volonté de garantir l'indépendance et la continuité du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes. Après la période révolutionnaire et l'importante mobilisation des équipes de la DGEP, la volonté politique s'est faite moins forte et les programmes entrepris ont été mis en veille. Si bien que les associations sont apparues isolées dans la poursuite d'une éducation de base. Le projet du PNAEBA naît de ce constat d'échec et d'un retour sur le devant de la scène politique du problème de l'analphabétisme alors présent dans le pays. La création d'un institut répond ainsi à cet enjeu de la continuité de l'action publique en matière éducative. Toujours selon le rapport de synthèse du PNAEBA, l'Institut d'éducation d'adultes doit pouvoir jouir d'une autonomie financière et administrative lui permettant d'assurer la continuité de son action. De plus, l'indépendance à l'égard du pouvoir politique est implicite dans ce projet de création. Le remplacement de la direction générale d'Éducation d'adultes, sous tutelle du ministère de l'Éducation, par un institut autonome permettrait ainsi de dépasser les fluctuations de la volonté politique des gouvernements successifs et de leur couleur politique. Selon ce même rapport, l'installation de l'Institut d'éducation d'adultes doit s'étendre sur trois années, afin de permettre son fonctionnement au cours de l'année 1983.

3. Le rôle des associations

Héritière de la ligne politique de la DGEP, la nouvelle direction générale appuie son action sur le soutien aux collectivités dans leurs actions d'éducation et d'animation. La création de plusieurs centaines de centres de culture et d'éducation permanente doit ainsi permettre de dynamiser les associations locales et la reconnaissance du rôle joué par les associations locales se concrétise par de nouvelles aides financières de l'État. Enfin, le PNAEBA permet la mise en place d'un important réseau d'animateurs et de moniteurs d'alphabétisation en contact direct avec les associations locales. Ces différents programmes permettent un ancrage local de l'action éducative, répondant ainsi à l'objectif de décentralisation notamment exprimé au cours des débats au sein de l'Assemblée de la République. La décentralisation, outre une volonté d'autonomiser au maximum les services d'éducation des adultes, permet de mettre en accord le projet national et la méthodologie utilisée, fondée sur la participation des propres adultes dans leur processus éducatif. Dans ce cadre, la forte insertion des associations, structures locales et gérées de manière démocratique par les populations, renforce leur importance dans la mise en application du PNAEBA.

3.1. Le soutien aux associations d'éducation populaire

Le nouvel appareil d'État qui se constitue dans le cadre du Plan national d'alphabétisation et d'éducation d'adultes développe une ligne de soutien aux associations d'éducation populaire et autres groupes agissant dans les domaines de l'éducation d'adultes et de l'animation. Cette ligne programmatique est présente dans les principes de la loi de janvier 1979, visant à l'élimination de l'analphabétisme. Au travers de cette réorganisation administrative, « l'État reconnaît et soutient les initiatives existantes dans les domaines de l'alphabétisation et de l'éducation de base d'adultes »⁵⁰⁴. La division d'appui aux activités d'éducation populaire, intégrée au sein de la direction de services d'appui technique dans le cadre de la réorganisation de la direction générale d'Éducation d'adultes, est chargée de cet appui. La reconnaissance des actions des associations en matière de développement éducatif et culturel amorce une politique d'aides financières et logistiques.

Comme le reconnaît le rapport de synthèse du Plan national d'alphabétisation et d'éducation d'adultes, « la culture, l'occupation des temps libres et l'éducation populaire sont, au niveau des collectivités, groupes et associations populaires, des parties indissociables de

⁵⁰⁴*Diário da República*, « Lei n°3/79 », 1^{re} Série, Número 8, le 10 janvier 1979. p. 35. « O Estado reconhece e apoia as iniciativas existentes no domínio da alfabetização e da educação de base dos adultos ».

leur processus global d'action »⁵⁰⁵. L'associativisme va ainsi de paire avec un projet de développement personnel et collectif des membres d'une même communauté, porté par une gestion démocratique. Les associations sont au fondement du projet d'éducation populaire qui a vu le jour au Portugal avec le processus révolutionnaire. La période de recul de l'État avec l'institutionnalisation de la démocratie représentative portugaise a renforcé la centralité des collectivités associatives en tant que principal support du développement d'une éducation non formelle. Les tentatives de coordination et de structuration des activités des associations, tant au niveau national que régional, ont été un moyen de faire face au relatif désintérêt du pouvoir politique de l'époque. La mise en application du PNAEBA marque le retour de la puissance publique comme actrice de ce projet d'éducation populaire, en collaboration avec les organisations présentes localement.

Les débats préliminaires au rapport de synthèse du PNAEBA fournissent une grille de lecture à cette nouvelle posture de l'État portugais. Le député communiste Rogério Fernandes explique ainsi très clairement l'ambition du PNAEBA au cours d'une table-ronde organisée par la direction générale d'Éducation permanente :

« La philosophie qui a inspiré cette loi va dans le sens de l'impossibilité pour un organe étatique de résoudre le problème de la suppression de l'analphabétisme et de la culture de base populaire et que la "chance", disons, de résolution de ce problème passe par un lien très étroit d'un organe central coordinateur avec les organisations de base [...], les mairies locales, les organisations culturelles, etc... »⁵⁰⁶.

La division d'appui aux associations d'éducation populaire a ainsi pour objectif cardinal de « promouvoir et dynamiser les activités d'éducation populaire, comme de leur fournir un appui technique, en collaboration avec d'autres entités, publiques ou privées »⁵⁰⁷. Ce soutien se concrétise par l'appui à la création de nouvelles associations et des programmes visant à la formation des animateurs et au financement des activités développées par les collectivités. Enfin, cette division spécialisée dans le soutien aux associations se doit de « procéder au

505Ministério da Educação e Investigação Científica, Secretária de Estado dos Ensinos Básicos e Secundário, Direcção-Geral da Educação Permanente, *Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base dos Adultos (PNAEBA), Relatório de Síntese*, Lisboa, 1979. p. 26. « A cultura, a ocupação dos tempos livres e a educação popular são, ao nível das colectividades, grupos e associações populares, partes indissociáveis do seu processo global de actuação ».

506Direcção-Geral de Educação Permanente, « Mesa redonda sobre o Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Adultos », 1979. p. 28. « A filosofia que inspirou esta lei vai no sentido da impossibilidade de um órgão estatal resolver o problema da supressão do analfabetismo e da cultura de base popular e de que a "chance", digamos, de resolução deste problema passa por uma ligação muito estreita de um órgão central coordenador com organizações de base [...], autarquias locais, organizações culturais, etc... ».

507*Diário da República*, « Decreto-Lei n.º 534/79 », 31 décembre 1979. p. 207. « Promover e dinamizar as actividades de educação popular, bem como prestar-lhes apoio técnico, em colaboração com outras entidades, públicas ou privadas ».

recrutement d'animateurs et de boursiers pour les activités d'éducation populaire, comme de coordonner l'orientation et la vérification de leur travail respectif »⁵⁰⁸, toujours selon le décret-loi n°534/79 instituant la direction générale d'Éducation d'adultes.

Un document de la division d'appui aux associations d'éducation populaire de juin 1980 avance le chiffre de 415 associations de tout type présentes sur le district de Coimbra⁵⁰⁹. Il nous a été impossible d'accéder à cette liste d'associations référencée par la structure d'appui de la direction générale d'Éducation d'adultes. Malgré de nombreux contacts avec les archives du ministère de l'Éducation, nous n'avons pu avoir accès à l'ancien registre des associations établi par la direction générale d'Éducation permanente. Les successives restructurations de la direction générale rendent d'autant plus ardu ce travail de localisation de ces archives. Le fichier des associations créé au cours de notre recherche permet néanmoins de pallier, en partie, cette lacune⁵¹⁰.

Le soutien financier aux associations se développe et se formalise au cours des premières années de l'application du PNAEBA. En octobre 1980, une nouvelle législation autorise la direction générale à concéder des bourses d'activités d'éducation d'adultes. Mais c'est surtout à partir de l'année suivante que cet appui aux associations et aux animateurs se formalise avec la structuration du Fonds d'appui à l'éducation populaire. En août 1981, le fonds est ainsi formellement autorisé à distribuer des subventions. Enfin, le décret-loi n°302/81 du 6 novembre 1981 confère au fonds d'appui à l'éducation populaire une autonomie administrative. Ce processus législatif de constitution des structures de soutien financier aux associations s'accompagne d'une montée en puissance des fonds alloués à ces collectivités de base.

Lors de la période précédant le plan national, 44 associations avaient reçu une aide financière de la DGEP en 1976, de l'ordre de 5 825 394 \$, 53 en 1977 (4 275 552 \$) et 81 en 1978 (6 172 300 \$)⁵¹¹. Avec l'entrée en vigueur du PNAEBA, le nombre d'association subventionnées augmente fortement passant à 134 en lors de l'année scolaire 1979/1980 et atteignant même 477 en 1981/1982. Dans le même temps, le volume des fonds alloué connaît une progression constante et atteint 50 267 670 \$ pour l'ensemble de la période 1979-1982. Ces aides aux associations se déclinent en paiement de salaires des animateurs travaillant au

508 *Idem*. « Proceder ao recrutamento de animadores e bolseiros para as actividades de educação popular, bem como coordenar a orientação e verificação do respectivo trabalho ».

509 Divisão de Apoio às Associações de Educação Popular, « Projecto/0.5 da DGEA. Apoio às Associações de Educação Popular », juin 1980. 31 p.

510 Voir en annexe le fichier des associations d'éducation populaire du district de Coimbra.

511 Direcção-Geral da Educação Permanente, Lisete de Matos, *Alfabetização e educação de adultos no período compreendido entre Abril de 1974 e a actualidade*, Lisboa, 1979. p. 14.

sein des structures associatives et en dépenses venant appuyer les activités des collectivités. Au cours de cette même période le nombre des demandes de subventions formulées par les associations augmente de manière importante, preuve d'un regain de dynamisme de l'associativisme avec la mise en fonctionnement du PNAEBA.

Subventions versées aux associations sur la période 1979-1982

	Demandées	Concédées	Réponses positives (%)
1979/1980	135	134	99,3
1980/1981	448	236	52,7
1981/1982	578	477	82,5
Total	1161	847	72,9

Valeurs des subventions versées aux associations sur la période 1979-1982

	Animateurs	Activités	Total
1979/1980	-	8198680 \$	8198680 \$
1980/1981	7965000 \$	12863000 \$	20828000 \$
1981/1982	8790000 \$	12450990 \$	21240990 \$
Total	16755000 \$	33512670 \$	50267670 \$

Taux de croissance des subventions versées aux associations sur la période 1979-1982 (%)

	Subventions concédées	Animateurs	Activités	Total
1979/80 - 1980/81	76,1	-	56,9	-
1980/81 - 1981/82	102,1	10,4	-3,2	1,9

Ces données chiffrées au niveau national témoignent d'une montée en puissance de l'aide aux associations. Signe d'une reconnaissance du rôle joué par les structures associatives, ces subventions leur permettent de mener à bien des projets d'éducation de base des adultes, enracinés dans la communauté où ils s'insèrent. Au cours de la période allant de 1979 à 1982 près de 50 267 670 \$ sont ainsi distribués en subventions aux associations, soit près de 59 347 \$ par subvention concédée. La reconnaissance du rôle fondamental joué par les organismes de base dans la poursuite d'un projet d'éducation pour adultes s'accompagne ainsi d'une montée en puissance des aides distribuées sur la période. Cette attitude interventionniste de la direction générale vient contraster avec sa mise en veille après la période révolutionnaire et réactive le projet défendu par Alberto Melo à partir de 1975.

3.2. La mise en place d'un réseau d'animateurs et de professeurs détachés

La mise en application du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes conduit au recrutement d'animateurs et de professeurs chargés de conduire des actions d'éducation populaire. Ces moniteurs d'alphabétisation étaient alors placés au sein même d'une association ou sur un territoire donné, en étant chargés de le dynamiser. Le rapport de synthèse du PNAEBA évoque certains critères pour le recrutement de ces animateurs. Ils doivent tout d'abord avoir l'expérience nécessaire pour mener à bien leur projet d'intervention. L'intégration et l'acceptation par le milieu sont aussi des critères irréductibles de toute action d'animation. Enfin, l'animateur doit pouvoir s'ouvrir à toute la communauté et ne doit ainsi pas se montrer prosélyte en matière politique ou religieuse.

Pour ce faire, la direction générale d'Éducation d'adultes recrute des jeunes professeurs tout juste formés et les détache en mission afin de mener des actions d'alphabétisation et d'éducation de base. La faible expérience de ces professeurs signifie leur faible « formatage » par le système d'enseignement traditionnel, plus formel, et leur plus grande ouverture à une éducation des adultes fondée sur l'apprentissage collectif et la rupture du lien hiérarchique valorisant le professeur. Les professeurs de l'enseignement primaire, récemment formés au magistère, constituent une part importante des moniteurs d'alphabétisation et d'éducation de base. S'ajoutent à ces professeurs, des moniteurs recevant une bourse d'activité de la direction générale d'Éducation d'adultes et chargés de dynamiser un territoire ou une association. Ces bourses participent à la réactivation des programmes menés par la DGEP au cours des années 1975 et 1976. Enfin, le Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes intègre des animateurs volontaires ou rémunérés par d'autres entités, publiques ou privées.

Le début des années 1980 marque une montée en puissance évidente des programmes en faveur de l'éducation d'adultes, au travers de la mise en application du PNAEBA. Le nombre de moniteurs d'alphabétisation détachés dans les territoires et dans les associations augmente ainsi fortement sur la période 1980-1982, atteignant 2190 éléments au niveau national au cours de l'année scolaire 1981/1982. Sur le territoire du district de Coimbra, l'évolution est similaire, les effectifs passant de 81 au cours de l'année scolaire 1980/1981 à 152 en 1981/1982. On peut noter l'importante proportion de professeurs détachés dans le district de Coimbra (près de 10% des professeurs détachés au niveau national en 1981/1982) par rapport aux autres catégories de moniteurs d'alphabétisation et d'éducation de base (5,5% sur la même période). Cette forte représentation de professeurs dans les activités d'éducation d'adultes dans le district Coimbra peut s'expliquer par la précocité de l'installation des coordinations locales sur ce territoire.

Agents d'éducation des adultes présents sur le terrain sur la période 1980-1982 (national)

	Professeurs détachés	Boursiers de la DGEA	Animateurs payés par d'autres entités	Animateurs volontaires	Total
1980/1981	629	381	-	-	1010
1981/1982	713	806	250	421	2190

Agents d'éducation des adultes présents sur le terrain sur la période 1980-1982 (Coimbra)

	Professeurs détachés	Boursiers de la DGEA	Animateurs payés par d'autres entités	Animateurs volontaires	Total
1980/1981	59	22	-	-	81
1981/1982	71	47	3	31	152

Ce processus de recrutement d'agents détachés sur le terrain comprenait une importante phase de formation, organisée par les membres de la direction générale d'Éducation d'adultes. Cette formation était permise par l'important travail d'inventaire effectué par les équipes de la DGEA au cours du premier semestre 1979. L'alphabétisation était alors conçue comme un premier pas dans un processus d'apprentissage, visant à la participation des populations à la vie politique, sociale et culturelle locale et nationale. Paulo Freire fait ainsi son retour au sein du corpus de formation. António Inácio Nogueira, à l'époque coordinateur du district de Coimbra, pointe les spécificités de ce processus de formations d'animateurs :

« [Les coordinateurs] avaient des animateurs qui nous détachions pour faire de l'éducation de base d'adultes, qui était l'alphabétisation mais l'alphabétisation avec ce modèle ouvert, déstructuré, déformalisé. Et à cette époque, je peux vous garantir que tous utilisaient la méthode de Paulo Freire, avec les mots générateurs qui étaient recherchés dans le milieu. Et qu'aucun animateur n'initiait le processus d'alphabétisation sans nous montrer les mots générateurs qu'ils avaient recherché dans le milieu »⁵¹².

Teresa Cunha, professeure détachée à Travanca de Lagos, dans le *município* de Oliveira do Hospital, et ayant participé à ce processus de formation confirme que « l'idée de Paulo Freire n'était pas seulement une indication bibliographique, c'était une pratique. Je m'en rappelle bien et cela m'a beaucoup aidé à constituer de fait ma formation »⁵¹³. Renforçant cette

512Entretien avec António Inácio Correia Nogueira. *op. cit.*. « [Os coordenadores] tinham animadores que a gente destacava para essa função para fazer educação de base de adultos, que era a alfabetização mas a alfabetização com aquele modelo aberto, destruturado, desformalizado. E nessa altura, posso-lhe garantir que todos usavam o método de Paulo Freire, com palavras geradoras que eram investigadas no meio. E que todos os animadores não iniciavam o processo de alfabetização sem nos mostrar as palavras geradoras que tinham investigadas no meio ».

513Entretien avec Teresa Cunha. Coimbra, le 25 octobre 2013. 64 minutes. « A ideia do Paulo Freire não era só uma indicação bibliográfica, era uma prática. É de isso que me lembro muito e isso ajudou muito a constituir de facto a minha formação ».

idée, la structure locale mise en place par les équipes de la direction générale d'Éducation d'adultes était marquée par une forte proximité et des échanges constants, au-delà des positions hiérarchiques. Les coordinateurs locaux allaient ainsi visiter les animateurs sur le terrain afin de leur apporter une aide et d'assurer une continuité entre les différentes actions mises en place localement. Cette flexibilité dans l'organisation permet la multiplication de contacts entre les différentes réalités locales. Toujours selon Teresa Cunha :

« Nous avons des contacts proches. Mais ce dont je me rappelle intensément, c'était d'une grande attitude de coopération entre nous. Il n'y avait pas proprement de structure avec une grande hiérarchie. Il y avait un coordinateur local mais qui était un partenaire. C'était celui qui avait une voiture, qui pouvait passer de village en village, chercher et amener des nouvelles, qui pouvait nous aider de ce point de vue »⁵¹⁴.

Le travail de ces professeurs et animateurs ne saurait se limiter à la seule alphabétisation. Tout comme le PNAEBA, l'ambition est de mettre en place une animation de grande ampleur, prenant l'alphabétisation comme portée d'entrée. La mise en place de cours d'éducation de base s'accompagnait bien souvent de pièces de théâtre, de publication d'un bulletin, de spectacles musicaux ou encore de séjours en camping. « Ce qui m'a été transmis était de regarder cette communauté comme un tout, d'avoir comme destinataires principaux les personnes adultes, mais pas particulièrement les personnes analphabètes. [...] C'était faire de l'animation communautaire, c'est à dire, faciliter ce qui existait déjà, encourager, alimenter et éventuellement, en lien avec les associations de la propre communauté, proposer des idées nouvelles »⁵¹⁵, explique ainsi Teresa Cunha. Ces lignes d'action mettent en évidence les liens consubstantiels existants entre éducation populaire et participation politique.

Étant donné l'inexistence d'archives centralisant ces informations, il nous a été impossible de localiser toutes les structures ayant accueilli des professeurs et animateurs. À Coimbra, la Caritas, organisation de l'Église, a pu s'appuyer sur ces professeurs détachés pour mettre en place ses centres d'alphabétisation. Un professeur travaillait ainsi au sein du Centre Norton de Matos, dans le quartier du même nom, dans la capitale du district. António Inácio Nogueira se rappelle l'importance des associations théâtrales dans le *município* de Figueira da Foz, dans la partie littorale du district. Au travers de leurs activités, les animateurs locaux étaient amenés à

514 *Idem*. « Tinhamos ligações próximas. Mas aquilo que me recorde intensamente, era de uma grande atitude de cooperação entre nós. Não havia propriamente assim uma estrutura com uma grande hierarquia. Havia um coordenador local mas que era muito parceiro. Que era aquela pessoa que tinha carro, [...] que podia passar de aldeia em aldeia, ir buscar novidades e trazer, que podia nos ajudar desse ponto de vista ».

515 *Ibid*. « Aquilo que me foi transmitido era eu olhar pela aquela comunidade como um todo, ter como destinatários principais as pessoas adultas mas não particularmente só as pessoas analfabetas. [...] Foi fazer animação comunitária, ou seja, facilitar o que já existia, incentivar, alimentar e eventualmente, juntamente com as associações da própria comunidade propor novas ideias ».

collaborer avec les associations présentes sur le territoire. Selon António Inácio Nogueira, « il était possible la plupart du temps, fruit de cette recherche préliminaire, d'entrer dans les associations, de créer un lien très important avec les directions des associations pour introduire cette animation »⁵¹⁶. L'insertion de professeurs et d'animateurs au sein des associations participe à la reconnaissance de leurs actions éducatives et permet de les dynamiser.

3.3. Le rôle des collectivités locales

Fruit de la décentralisation amorcée par le Plan national d'alphabétisation et d'éducation d'adultes, les organes politiques élus localement sont amenés à jouer un rôle actif dans le développement des cours d'éducation de base. On peut ainsi lire dans le rapport de synthèse de juin 1979 que, « les mairies et les *juntas de freguesia* participent au PNAEBA, ayant la responsabilité de collaborer avec les organes gouvernementaux et les autres entités engagées dans des actions d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes afin de permettre le lancement et l'exécution du programme sur les territoires respectifs »⁵¹⁷. Sur le territoire du district de Coimbra, les 17 municipalités ont ainsi pour rôle d'encourager la mise en place de processus éducatifs à destination des adultes. Le nouvel appareil d'État mis en place dans le cadre du PNAEBA permet de répondre à cet objectif. L'installation de représentation de la direction générale d'Éducation d'adultes au sein des *municípios* permet un lien constant entre l'institution et les organes locaux.

Le coordinateur municipal de l'éducation d'adultes a ainsi un rôle de dynamisation des activités éducatives sur le territoire du *município*, en collaboration avec les élus locaux. Dans la majorité des cas, ce coordinateur dispose même d'un bureau au sein des installations de la mairie, facilitant ainsi le dialogue et le travail en commun. Au cours de l'année scolaire 1980/1981, 14 coordinations municipales étaient installées sur le territoire du district de Coimbra. La totalité des 17 *municípios* de Coimbra sont couverts par des coordinations municipales d'éducation des adultes à partir de l'année 1981/1982. Les coordinateurs municipaux sont des professeurs formés, payés par le ministère de l'Éducation et détachés pour des missions d'éducation d'adultes. De fait, de nombreuses municipalités du district de

516Entretien avec António Inácio Correia Nogueira. *op. cit.*. « Conseguia-se a maior parte das vezes, fruto dessa investigação prévia, entrar nas associações, criar elos muito importante com as direcções das associações para introduzirmos a tal animação ».

517Lei n°3/79 de 10 de Janeiro, *Diário da República*, 1ª Série, Número 8, 10 de Janeiro de 1979. p. 35. « As câmaras municipais e as juntas de freguesia participam no PNAEBA, competindo-lhes colaborar com os órgãos governamentais e outras entidades empenhadas em acções de alfabetização e educação de base de adultos no lançamento e execução do programa na respectiva área ».

Coimbra mettent en place des cours d'alphabétisation et d'éducation des adultes. Outre la promotion de ces cours, les mairies et les coordinations municipales nouent des contacts avec les associations locales dans le but d'en dynamiser les activités.

Dans le *município* de Coimbra, le plus peuplé du territoire étudié, la municipalité met en place des cours d'éducation de base pour adultes dans le bâtiment du Chiado, dans le centre ville de la capitale du district. Cet édifice abrite ainsi les locaux de la coordination municipale de Coimbra et des cours pour adultes. À Figueira da Foz, la coordination locale et la mairie organisent conjointement des cours d'éducation d'adultes dans la ville, ainsi que dans les *freguesias* de Buarcos et Tavadre. Dans le *município* de Lousã, à l'intérieur du district, la direction générale d'Éducation d'adultes appuie la mise en place de cours d'alphabétisation, notamment dans les installations du Club récréatif ermiense, dans la *freguesia* de Casal do Ermio. À ces cours, s'ajoutent des activités d'animation culturelle. Au cours du mois d'octobre 1982, la coordination municipale de Lousã organise une exposition visant à faire la promotion des modes de vie présents dans le *município*⁵¹⁸. À Penacova, la mairie accueille ainsi en 1980 deux professeurs détachés et cinq boursiers afin de développer localement une éducation d'adultes, notamment auprès des artisans travaillant le bois⁵¹⁹.

La dynamisation des associations locales est facilitée par cette décentralisation de la structure d'éducation des adultes. De nombreuses coordinations locales entreprennent ainsi la réalisation d'inventaires des besoins présents sur leur territoire. En novembre 1981, la mairie de Lousã annonce la création d'un « groupe destiné à l'inventaire culturel et à l'alphabétisation des populations »⁵²⁰. Une enquête auprès des associations est en outre initiée au début du mois de janvier 1981 à Figueira da Foz. Au cours de l'été de cette même année, la mairie et la coordination municipale de Lousã lancent conjointement une enquête visant à mieux définir les besoins des populations du *município*. La mairie informe alors les habitants qu'« en vertu de la création d'un SERVICE D'ÉDUCATION DE BASE D'ADULTES DANS LA RÉGION CENTRE, [elle] souhaite effectuer un inventaire du niveau culturel de toute la population du *município*, avec pour objectif d'ouvrir des CENTRES D'ALPHABÉTISATION dans les différentes localités du *município* »⁵²¹.

518 Ces informations ont été retirées de la presse locale, principalement *O Figueirense* (Figueira da Foz) et *Trevim* (Lousã).

519 *Viva Voz. Jornal da Direcção-Geral de Educação dos Adultos*, « Penacova – uma Câmara aberta à educação de adultos », n°1, décembre 1980. pp. 5-6.

520 *Trevim*, n°288, le 26 novembre 1980. « Grupo destinado ao levantamento cultural e alfabetização das populações ».

521 *Trevim*, « Levantamento cultural no concelho », n°305. Le 29 juillet 1981. p. 5. « Em virtude de ter sido criado o SERVIÇO DE EDUCAÇÃO DE BASE DE ADULTOS DA REGIÃO CENTRO deseja levar a efeito um levantamento do nível cultural de toda a população do concelho, com o fim de abrir CENTROS DE ALFABETIZAÇÃO nas várias localidades do concelho ».

Les municipalités jouent ainsi un rôle moteur dans la mise en place locale du Plan d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes. Leur collaboration avec les coordinations municipales de la direction générale d'Éducation d'adultes permet de structurer actions locales et nationales. Cette volonté de connaître le terrain au moyen d'enquêtes effectuées auprès des associations évoque la posture adoptée par la direction générale d'Éducation permanente au cours de l'année 1976. Cette année était alors conçue par l'équipe d'Alberto Melo comme une période de recherche afin de connaître les acteurs de l'éducation populaire présents sur le terrain, leurs activités mais aussi leurs besoins et les difficultés qu'ils rencontrent. Cette recherche pouvait ensuite initier un vaste plan de soutien financier, logistique et pédagogique à ces associations. Le changement de l'équipe gouvernementale n'avait pas permis d'assurer la continuité de cette posture s'ancrant dans la participation des populations à la base.

3.4. Les centres de culture et d'éducation permanente

Complétant l'objectif d'une dynamisation locale de l'éducation des adultes, le rapport de synthèse du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes présente le projet de développer des centres de culture et d'éducation permanente. Selon ce document de juin 1979, « les centres devront avoir une autonomie, être ouverts à toute la population, être gérés par des directions élues par la population du respectif territoire d'influence et articuler leur fonctionnement avec les programmes des respectives mairies locales »⁵²². Ces centres de culture et d'éducation permanente permettraient ainsi de dynamiser le territoire sur lequel ils s'insèrent et d'assurer un lien entre les divers acteurs de l'éducation des adultes, à savoir les associations et les élus locaux. L'ambition du plan est de taille puisque le rapport de synthèse pointe comme objectif la création de 1000 centres de culture et d'éducation permanente au niveau national au cours d'une période de dix ans.

Pour ce faire, l'objectif est de réformer les Maisons du peuple créées à partir de 1933 par le régime d'António de Oliveira Salazar⁵²³. Les Maisons du peuple jouent une fonction centrale dans la promotion de la ruralité mise en place par le régime et permettent au régime d'assurer l'embrigadement idéologique de la population des territoires ruraux. Ces structures concentrent un certain nombre de services à destination des habitants des campagnes

522Ministério da Educação e Investigação Científica, Secretária de Estado dos Ensinos Básicos e Secundário, Direcção-Geral da Educação Permanente, *Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base dos Adultos (PNAEBA), Relatório de Síntese*, Lisboa, 1979. p. 109. « Os centros deverão ter autonomia, ser abertos a toda a população, ser geridos por direcções eleitas pela população da respectiva área de influência e articular o seu funcionamento com os programas das respectivas autarquias locais ».

523En portugais, *Casas do Povo*. Cette institution est créée par le décret-loi n°23051, du 23 septembre 1933.

portugaises. Outre une fonction d'assistance sociale, les Maisons du peuple disposent de bibliothèques, de cours et accueillent des séances de cinéma. Le régime développe ces collectivités, leur assurant ainsi une importante couverture territoriale. La première Maison du peuple sur le territoire de Coimbra voit le jour en 1934 à Vila Nova de Anços, dans le *município* de Soure.

Fortement implantées localement, les Maisons du peuple sont surtout présentes dans les régions rurales du pays. En 1974, on compte ainsi 65 Maisons du peuple sur le territoire du district de Coimbra, dont une importante frange qui a été créée au cours des deux années 1972 et 1973⁵²⁴. Entre 1974 et 1979, cinq nouvelles structures ont vu le jour sur le territoire du district. Les *municípios* de l'intérieur du district comme celui d'Oliveira do Hospital, de Tábua ou encore d'Arganil sont ainsi fortement représentées. La présence des Maisons du peuple dans les territoires ruraux du district est à mettre en parallèle avec les importants taux d'analphabétisme sur ces territoires. Cet élément met en lumière la pertinence d'une réforme de ces structures, afin de les mettre au service du PNAEBA.

Après la chute du régime en avril 1974, la réflexion quant à la réforme de cette institution prend forme. Le 23 avril 1978 se tient ainsi à Coimbra un débat organisé par le Mouvement des agriculteurs pour une meilleure protection rurale (MAPRU) avec pour thème : « Maisons du peuple – Quel futur ? ». En 1979 est instaurée la « Journée de la Maison du peuple », afin de dynamiser ces dernières et « chercher des solutions pour les nombreux problèmes qu'affrontent les communautés, dans une recherche et un effort collectifs »⁵²⁵. La Junte centrale des Maisons du peuple (JCCP), organe dirigeant le réseau, s'oriente alors vers la promotion de l'animation culturelle comme moyen de dynamiser l'institution. La promotion des jeux populaires portugais ou du cinéma est ainsi présent dans de nombreux articles du journal *Povo Rural*, éditée par la JCCP.

524Junta Central das Casas do Povo. *Lista das Casas do Povo*, Lisboa, 1974. « Distrito de Coimbra », pp. 24-27.

525Junta Central das Casas do Povo, *Dia de Casa do Povo*, « Ficha de Sugestões », sans date. p. 4. « Procurar soluções para muitos dos problemas com que se defrontam as comunidades, numa procura e esforço colectivos ».

Répartition des Maisons du peuple présentes sur le district de Coimbra en 1979⁵²⁶

município	Nombre
Arganil	6
Cantanhede	5
Coimbra	8
Condeixa-a-Nova	3
Figueira da Foz	7
Goís	3
Lousã	1
Mira	1
Miranda do Corvo	1
Montemor-o-Velho	7
Oliveira do Hospital	9
Pampilhosa da Serra	1
Penacova	5
Penela	2
Soure	3
Tábua	6
Vila Nova de Poiares	1
Total	69

La nature même de l'institution, qui trouve son origine dans la propagande idéologique du régime, rend nécessaire une réforme statutaire pour mettre ces Maisons du peuple au service du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes. Il est important de noter que ces Maisons du peuple sont les seules institutions de caractère culturel à disposer d'une telle couverture territoriale. La transformation de ces collectivités en centres culturels et d'éducation permanente permettrait ainsi de réaliser la décentralisation de l'éducation des adultes, grand objectif du PNAEBA. Le décret-loi n°4/82 du 11 janvier 1982 amorce la réforme de l'institution. L'objectif est alors de « profiter des potentialités que son réseau actuel offre déjà pour le développement social et politique du pays, en général, et pour le progrès des communautés rurales, en particulier »⁵²⁷. Les forts taux d'analphabétisme dans les régions rurales renforcent un peu plus l'importance de l'implantation territoriale des Maisons du

526Tableau réalisé à partir de Carmo Vaz Ferreira, *Recursos institucionais, físicos e humanos envolvidos em acções de educação de adultos*, 1979.

527Décret-loi n° 4/82, *Diário da República*, I^a Série, n°8, le 11 janvier 1982. p. 33. « Aproveitar as potencialidades que a sua rede actual já oferece para o desenvolvimento social e político do País, em geral, e para o progresso das comunidades rurais, em particular ».

peuple. Au travers de cette nouvelle législation, l'institution devient personne collective d'utilité publique, de base associative et peut prétendre au soutien de l'État. Ce décret-loi vise à uniformiser la structure interne de ces associations et d'en éclaircir les objectifs.

Les Maisons du peuple sont définies dans ce texte comme d'« authentiques centres communautaires, engagés dans le développement des populations, contribuant pour l'amélioration de sa qualité de vie, au travers de diverses actions d'animation socioculturelle »⁵²⁸. L'utilisation de ces structures associatives au service des objectifs défendus par le plan national s'explique en grande partie par l'important territoire qu'elles couvrent. La forte présence de ces institutions, notamment dans les territoires ruraux les plus touchés par l'analphabétisme, doit être lue comme la réalisation de la décentralisation du plan et la reconnaissance du poids des structures associatives dans le projet d'éducation populaire. En 1979, date d'entrée en vigueur du PNAEBA, 1118 Maisons du peuple étaient en fonctionnement dans le pays, mobilisant 2 184 332 membres⁵²⁹.

Le 5 juin 1982, le gouvernement crée quatre centres de culture et d'éducation permanente à titre expérimental⁵³⁰. Ces quatre premiers centres sont créés dans les districts de Braga (Guimarães, Vila Verde et Cabeceiras de Basto), au nord du pays et dans celui de Faro (Olhão), à l'extrême sud du territoire portugais. Trois années après la publication du rapport de synthèse du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, cette décision peut être perçue comme le coup d'envoi d'un vaste plan d'installation des centres de culture et d'éducation permanente au niveau national. La récupération des Maisons du peuple, fortement liées à la propagande du régime salazariste, doit permettre une importante présence des CCEP, notamment dans les régions rurales du pays. La création de ces structures permettrait aussi la dynamisation des associations locales développant des activités sur ce même territoire.

La même ligne politique semble influencer la création de Centres culturels régionaux par la direction générale d'Action culturelle. À partir de 1979 et sous l'impulsion de Francisco Madeira Luís, des centres culturels voient le jour, notamment à Santarém, Vila Real, Évora, Setúbal, Covilhã e Caldas da Rainha. Ces centres prennent la forme de « coopératives d'associations et d'agents culturels de la région » et ont pour objectif de dynamiser les institutions culturels⁵³¹. Il s'agit alors de participer à la dynamisation d'une région en renforçant les liens unissant les associations locales.

528 *Idem.* p. 33. « Autênticos centros comunitários, empenhados no desenvolvimento das populações, contribuindo para a melhoria da sua qualidade de vida, através de diversas acções de animação sócio-cultural ».

529 Instituto Nacional de Estatística, *Estatísticas da Cultura, Recreio e Desporto. 1979-1982*, Lisboa, 1984. 117 p.

530 Despacho n°116/M/82, du 5 juin 1982.

531 Entretien avec Francisco Madeira Luís et Esáu Dinis. Algés, le 13 mai 2014. 96 minutes.

Partie III

Le délaissement du projet d'éducation populaire (1982-1986)

« C'est seulement au milieu des années 1980 que se ferme véritablement le "cycle de la Révolution". En 1984, les bilans des 10 ans ont aidé à le fermer. À partir de 1985, la "Révolution", qui n'était déjà plus une réalité, ne sera déjà plus un sujet. 1986 est "l'année zéro" de l'entrée du Portugal dans la CEE. Commence alors le "cycle de l'Argent", que les fonds européens et les divers plans de développement permettront ».

Eduarda Dionísio⁵³².

⁵³²Eduarda Dionísio, *Títulos, acções, obrigações. Sobre a cultura em Portugal 1974-1994*, Lisboa, Edições Salamandra, 1993. p. 352. « Só em meados de 80 se fecha verdadeiramente o "ciclo da Revolução". Em 84, os balanços dos 10 anos ajudam a fechá-lo. A partir de 85, a "Revolução" que já não era uma realidade, também já não será um tema. 1986 é o "ano zero" da entrada de Portugal na CEE. Começa o "ciclo do Dinheiro", que os fundos europeus para os vários planos de desenvolvimento permitirão ».

Le projet du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, en tant que réinvestissement de l'héritage éducatif et culturel de la période révolutionnaire avait marqué le retour de la puissance publique comme élément moteur de l'éducation populaire. Néanmoins, la volonté politique affichée en 1979 se tarit progressivement et ce projet novateur a pour conséquence une scolarisation de processus éducatifs qui se voulaient informels. Malgré quelques réalisations concrètes, les ambitions du plan national, tel qu'il avait été défini en juin 1979, sont loin d'être concrétisées. L'État amorce un nouveau recul sur ces questions et les acteurs associatifs se retrouvent une nouvelle fois isolés dans la poursuite du projet d'éducation populaire. Les fonds alloués au soutien du monde associatif diminuent et l'autonomie de l'éducation d'adultes, priorité du PNAEBA, est remise en cause.

Le mouvement qui se constitue autour de Maria de Lourdes Pintasilgo dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle de janvier 1986 est un nouveau moment de réinvestissement de l'héritage culturel et éducatif de la révolution portugaise. Processus collectif fondé sur la réforme du système portugais, le Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie (MAD), s'engage dans cette élection afin de peser dans la vie politique nationale. Ces militants fondent leur action sur une redécouverte des possibilités politiques ouvertes par le processus révolutionnaire portugais. Les enjeux éducatifs et culturels jouent ainsi un rôle central dans la campagne en faveur de l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo. De même que le projet du PNAEBA en 1979, le Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie constitue un moment de mise en perspective de l'héritage révolutionnaire.

La convergence européenne du Portugal, qui s'accélère avec l'adhésion du pays à la Communauté économique européenne en janvier 1986, accentue encore un peu plus ce recul de la Révolution des œillets comme référentiel politique. À partir de cette date, la transition portugaise semble conclue avec la stabilisation du régime de démocratie parlementaire sur le plan politique, et d'une économie de marché sur le plan économique. Les mouvements sociaux connaissent un nouveau recul et les partis politiques s'imposent comme les dépositaires légitimes de l'action politique. Dans le même temps, le mouvement associatif entre dans une période de plus grandes difficultés et semble être en perte de vitesse. Ces évolutions marquent un nouvel éloignement de l'héritage révolutionnaire, socle fondateur du projet d'éducation populaire au Portugal.

Chapitre VII

Le PNAEBA, nouvelle occasion manquée pour l'éducation populaire

La loi de janvier 1979 instituant le Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes représente une rupture dans le désengagement de la puissance publique. En adoptant cette loi, l'Assemblée de la République responsabilise le gouvernement pour la mise en place d'un plan national qui prend forme au terme de six mois de recherches et d'inventaires des expériences de base, entreprises par les équipes de la direction générale d'Éducation permanente. L'héritage révolutionnaire est réinvesti en lui donnant la cohérence et l'ampleur d'un plan national. La mise en place d'un nouvel appareil d'État, d'une décentralisation et la recherche de l'autonomie de l'éducation d'adultes constituent les principales ambitions du PNAEBA. Néanmoins, l'analyse de la mise en place effective du PNAEBA conduit à des résultats ambivalents.

Les ambitions du plan national connaissent des réalisations au niveau local avec la mise en place de coordinations régionales et d'un réseau d'animateurs, notamment au sein des associations locales. Mais l'autonomie de l'éducation d'adultes ne se réalise pas totalement et la volonté politique connaît un nouveau recul au cours de la première moitié des années 1980. S'il est vrai que les associations sont dynamisées par la mise en place de programmes locaux, le plan national fait l'objet d'une profonde altération dans sa conception même. Malgré la mise en place de nouvelles structures, les organes d'éducation d'adultes ne parviennent pas à atteindre une réelle autonomie à l'égard du pouvoir politique. Il est ici nécessaire d'analyser les réalisations effectives du plan, au-delà des discours volontaristes des responsables politiques de l'époque.

La modification du projet initial conduit à une diminution des ambitions dessinées au cours de l'année 1979. Les forces politiques prennent progressivement le primat par rapport à l'autonomie tant recherchée des structures de l'éducation des adultes. L'abandon de cette autonomie s'accompagne d'une scolarisation de l'éducation des adultes et d'une diminution du caractère non formel et collectif de l'apprentissage. Rui Canário considère ainsi le plan national mis en place à partir de 1979 comme le « chant du cygne »⁵³³ de l'éducation d'adultes au Portugal.

533Rui Canário, « Aprender sem ser ensinado. A importância estratégica da educação não formal » in *A Educação em Portugal (1986-2006). Alguns contributos de investigação*, Sociedade Portuguesa de Ciências da Educação, 2006. pp. 159-206.

1. Le progressif abandon du projet initial

La mise en place du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes semble ouvrir une nouvelle phase de l'action publique au Portugal, caractérisée par un réinvestissement dans les secteurs en lien avec l'éducation populaire. Ce nouveau processus se fonde sur une étude de l'attitude de la puissance publique après le 25 avril 1974 et critique fortement le retrait de l'État et le délaissement des associations locales. Or, malgré cette volonté politique nouvelle, notamment caractérisée par le dynamisme de la direction générale d'Éducation d'adultes, le projet initial fait l'objet d'une altération profonde et son caractère global se trouve réduit à des aspects sectoriels, réduisant sa cohérence.

1.1. L'essoufflement de la volonté politique

L'attitude volontariste de l'année 1979 s'érode en effet au cours des années suivantes. La mise en place du plan fait ainsi l'objet d'importants retards, signe d'une volonté politique qui se fait moins forte après les premiers pas donnés en 1979. Comme nous l'avons vu précédemment, le Conseil national d'alphabétisation et d'éducation des base d'adultes est conçu par le législateur comme un espace de concertation entre les différentes parties de l'éducation d'adultes au Portugal, en faisant ainsi le moteur de la réalisation effective du PNAEBA. L'entrée en fonction de ce nouvel organe, siégeant au sein de l'Assemblée de la République est faite dès le mois de mai 1979, soit un mois avant la conclusion du rapport final du PNAEBA.

Mais le CNAEBA doit attendre l'année 1981 pour se voir attribuer un texte régissant son organisation et son fonctionnement. En février 1981, Amélia de Azevedo, qui préside alors l'institution, se plaint de ces retards et des manques de fonds qui permettraient au CNAEBA de mener à bien ses attributions⁵³⁴. De plus, la députée du Parti social-démocrate pointe une des difficultés concernant la réalisation de l'ouverture de l'institution. Le conseil national est ainsi censé inclure des représentants des associations, afin de maintenir la pluralité de sa composition et le lien avec les mouvements locaux. Néanmoins, le mode de nomination de ces membres n'est pas défini et l'institution fait face à la difficulté à trouver des représentants d'associations.

L'institution, censée jouer un rôle moteur dans l'application du plan, connaît ainsi une paralysie et paie les frais d'une reproduction des fractures partidaires en son sein. En 1984, Manuel Lucas Estevão, alors ancien directeur général d'Éducation d'adultes critique l'absence

⁵³⁴*Diário Popular*, « Há dezassete meses. Plano de alfabetização à espera de um parecer », le 28 janvier 1981. p. 23.

de consensus au sein du CNAEBA, qui conduit à sa neutralisation effective. Aucune commémoration de la Journée mondiale de l'alphabétisation de 1984 n'est ainsi organisée par l'institution. S'exprimant sur le sujet, Lucas Estevão déclare que « le CNAEBA ne s'est pas réuni depuis neuf mois et les partis ne parviennent pas à un consensus à propos de l'élection du nouveau président »⁵³⁵.

La neutralisation du CNAEBA s'accompagne d'un décrochage important entre les financements prévus dans les travaux préliminaires du plan et les fonds effectivement disponibles pour sa mise en place. Au cours de la période qui suit l'année 1982, diverses sources font état d'un désinvestissement important du ministère de l'Éducation dans la mise en application du PNAEBA, au cours d'une période censée permettre une montée en puissance d'un plan pensé pour durer dix ans. Ces sources mettent en avant des données différentes ; mais la tendance d'un progressif recul budgétaire est bien perceptible. En 1982, Mercier Marques, nouveau directeur général d'Éducation d'adultes reconnaît une baisse des fonds consacrés à la réalisation du PNAEBA avec seulement 59% du budget initialement prévu pour la période 1980-1983⁵³⁶.

Après la victoire du parti socialiste aux élections législatives de 1983 et la constitution du gouvernement du Bloc central composé du PS et du PSD sous l'égide de Mário Soares, José Augusto Seabra est nommé ministre de l'Éducation du gouvernement de coalition. S'exprimant à l'occasion d'une séance du CNAEBA, qui se tient le 7 septembre 1983, le nouveau ministre reconnaît une sous-utilisation des recours initialement prévus pour l'exécution du plan, avec ainsi 64,5% des personnels, 46,5% des personnels enseignants, 51,2% du budget⁵³⁷. En août 1984, un article de Júlio Pinto paru dans l'hebdomadaire *Expresso* chiffre les prévisions budgétaires et la réalité du financement du PNAEBA. Ces données confirment l'absence d'une montée en puissance du financement alloué au plan national, comme l'année 1979 semblait l'annoncer.

535 *O Globo*, « Segundo ex-responsável "Educação de adultos está muito longe do que poderia ter sido" », le 6 juillet 1984. « O CNAEBA não reúne há nove meses nem os partidos chegam a consenso quanto a eleição do novo presidente ».

536 *Diário de Notícias*, « Verbas para alfabetização ficaram aquém do previsto – afirmou o director-geral da Educação de Adultos », le 8 septembre 1982.

537 *O Diário*, « Menos dinheiro para a alfabetização em 1984 – admite ministro da Educação », le 8 septembre 1983.

Budget attribué au PNAEBA entre 1982 et 1984 (en contos)⁵³⁸

	Budget prévu	Budget réel
1982	300000	199790
1983	377500	180300
1984	377500	211130

Ce recul dans les financements, les retards à la mise en place du CNAEBA et sa paralysie postérieure traduisent un effritement de la volonté politique en matière d'alphabétisation et d'éducation populaire. Ce progressif abandon du PNAEBA s'accompagne d'un discours venant légitimer les faibles résultats du plan. Ces discours se focalisent sur le caractère supposé irréalisable des objectifs définis au cours de l'année 1979. Dès septembre 1983, le ministre de l'Éducation du Bloc central José Augusto Seabra tente de répondre aux critiques en pointant les « calculs irréalistes » du PNAEBA⁵³⁹. L'année suivante, le ministre aborde l'analphabétisme comme un mal endémique au Portugal, à l'occasion de l'inauguration du Centre UNESCO à Porto :

« Au Portugal, il existe encore des tâches scandaleuses d'analphabétisme. Pas même le 25 avril n'a été capable d'affronter avec courage le problème de l'analphabétisme et il est notable comment aujourd'hui encore se suscite la polémique chaque fois que l'on cherche à combattre la question »⁵⁴⁰.

Dans les discours comme dans les pratiques, l'éducation populaire ne semble plus faire partie des priorités gouvernementales. Les retards dans la publication de la législation visant à l'application du plan national et des financements qui ne correspondent pas aux prévisions le confirment. Au cours de l'année 1979, la réalisation du PNAEBA semblait une priorité et la mise en place de structures décentralisées et autonomes était perçue comme un instrument efficace pour son succès. Or, au cours des années 1980, la volonté politique s'effrite et l'État amorce une nouvelle phase de désengagement de la sphère de l'éducation non formelle visant à la participation politique des populations. Les reculs sur la question de l'autonomie de l'éducation des adultes, telle que projetée dans le rapport de synthèse du PNAEBA de 1979, conduit à une transformation profonde du contenu même du plan.

⁵³⁸Tableau réalisé à partir de Júlio Pinto, « Escolaridade. Analfabetismo: o monstro está vivo », *Expresso*, le 18 août 1984.

⁵³⁹*O Diário*, « Menos dinheiro para a alfabetização em 1984 – admite ministro da Educação », le 8 septembre 1983. « Cálculos irrealistas ».

⁵⁴⁰*Diário Popular*, « Ministro da Educação no Porto. "Ainda há manchas escandalosas de analfabetismo em Portugal" », le 2 juillet 1984. « Em Portugal ainda há manchas escandalosas de analfabetismo. Nem o 25 de Abril foi capaz de enfrontar com coragem o problema do analfabetismo e é notável como ainda hoje se suscita polémica de cada vez que se procura combater a questão ».

1.2. L'abandon de l'autonomie de l'éducation d'adultes

La constitution de structures autonomes en charge de l'éducation d'adultes était un des piliers du plan national. Selon les auteurs du rapport de synthèse, cette autonomie serait à même d'éviter d'éventuels changements politiques à la suite de nouvelles élections et assurerait ainsi une continuité aux actions entreprises dans le cadre du PNAEBA. La création d'un Institut national chargé de coordonner les programmes d'éducation des adultes devait permettre de remplacer la direction générale soumise au pouvoir politique par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation. Jouissant d'une autonomie administrative, l'Institut d'éducation d'adultes aurait pour compétence la réalisation du plan et serait l'interlocuteur prioritaire des associations d'éducation populaire.

La création de centres de culture et d'éducation permanente était un autre projet présent dans le rapport de synthèse de 1979 qui aurait permis une décentralisation de l'action pédagogique et culturelle. S'appuyant sur le maillage des Maisons du peuple, ces centres culturels auraient pour mission de dynamiser les acteurs présents sur un même territoire. La création de quatre CCEP à titre expérimental en juin 1982 semblait ouvrir la voie à la couverture du territoire national. Néanmoins, malgré la revendication de l'autonomie de l'éducation d'adultes dans le projet initial, la création d'un institut et d'un réseau de 1000 centres culturels au niveau national font les frais de l'abandon progressif du PNAEBA.

Tout d'abord, l'Institut d'éducation d'adultes est devenu un projet permanent, n'aboutissant à aucune réalisation. Tout au long de cette période, la création de cet institut est la première revendication des acteurs intéressés à la mise en place de cours d'alphabétisation et d'éducation de base, comme au développement de l'éducation populaire. Pierre angulaire de la réalisation du plan national, l'institut ne fait pas l'objet d'un investissement de la part des gouvernements successifs. Néanmoins, en septembre 1983, le ministre de l'Éducation José Augusto Seabra annonce la nomination d'un groupe de travail chargé de la constitution de l'institut⁵⁴¹. Composé de membres des ministères de l'Éducation et de la Justice, ce groupe a pour objectif l'étude de la législation portugaise et de son éventuelle modification afin de mettre en place cette nouvelle structure.

Le projet de création d'un institut national ne voit finalement pas le jour. Malgré les critiques, ce projet est progressivement abandonné, sans pour autant faire l'objet d'une décision claire. Ne faisant plus partie des priorités, la référence même à l'Institut d'éducation d'adultes disparaît. Selon le rapport de synthèse du PNAEBA de juin 1979, la création d'un

⁵⁴¹ *1° de Janeiro*, « Ministro presidiu à abertura da sessão do Conselho Nacional. Educação de adultos vai ter um instituto nacional », le 8 septembre 1983.

institut aurait permis de concentrer les services en charge de l'éducation d'adultes et d'assurer une aide financière, logistique et de formation aux animateurs locaux et aux associations présentes sur le terrain. L'abandon du projet de création de l'Institut et la neutralisation du Conseil national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes ampute le PNAEBA de deux institutions censées être motrices dans sa réalisation.

La création des centres de culture et d'éducation permanente connaît un début de réalisation avec l'installation de quatre CCEP en juin 1982. L'objectif d'un maillage associatif composé de 1000 CCEP, à partir de la transformation des Maisons du peuple, est cependant loin d'être atteint. Ainsi, selon un rapport de la direction générale d'Éducation d'adultes de février 1986, seuls dix centres culturels avaient vu le jour dans le cadre du PNAEBA⁵⁴². Le fossé entre les objectifs affichés en 1976 et les réalisations effectives au cours des années 1980 ne peut être expliqué que par l'abandon du projet initial et la retombée du volontarisme politique qui avait conduit au lancement d'un vaste plan national. La création de centres culturels avait pour objectif d'assurer un lien entre le projet national et les dynamiques associatives locales. Rappelons que les quatre premiers Centres culturels et d'éducation permanente avaient été créés à titre expérimental. Or, à notre connaissance, aucune étude n'a été conduite afin d'en analyser les réalisations et de tirer les enseignements de cette expérimentation, signe d'un abandon politique du projet.

En mai 1985, le décret-loi n°185/85 acte l'extinction de la Junte centrale des Maisons du peuple⁵⁴³. Selon le texte de cette nouvelle législation, la suppression de cet organe centralisant les Maisons du peuple locales pourrait permettre une plus grande autonomie de ces organes. Néanmoins, cette extinction semble confirmer l'abandon d'une refonte profonde de ces structures locales en centres d'animation et d'éducation non formelle. Dans ce contexte, la Junte aurait pu permettre de coordonner cette transformation en lui donnant un caractère global conforme aux objectifs du plan national. Comme dans le cas de l'Institut d'éducation d'adultes, il ne semble pas possible de définir une décision venant acter l'abandon officiel du projet des CCEP. Ce retrait de la puissance publique s'opère, là encore, de manière graduelle et silencieuse.

La richesse et le caractère ambitieux du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, tel que défini en juin 1979, provenait de la volonté de mettre en place des structures autonomes et une décentralisation capables d'en assurer la continuité. Cette autonomie venait aussi répondre aux prétentions pédagogiques d'une éducation non formelle,

542Ces centres de culture et d'éducation permanente sont présents dans les districts de Braga (5 CCEP), Faro (1), Évora (1), Portalegre (1), Setúbal (1) et Beja (1).

543*Diário da República*, Décret-loi n°185/85, le 29 mai 1985, 1^{re} Série, n°123, pp. 1464-1466.

axée sur la participation active des adultes à leur propre processus d'apprentissage. L'uniformisation et la centralisation ne faisait ainsi aucun sens. L'abandon graduel de ces structures autonomes coupe l'élan initial du plan et vient en modifier la nature profonde. Le recul de la volonté politique alliée à l'absence d'organismes autonomes met en péril la réalisation du projet initial, et ce, dès la première moitié des années 1980.

1.3. La sujétion au politique

L'abandon de l'autonomie des structures d'alphabétisation et d'éducation de base se mue en une sujétion renforcée au pouvoir politique. On peut véritablement parler d'une modification profonde du projet initial, puisque cette prise du politique sur le PNAEBA est aux antipodes d'un plan qui se développe sur l'analyse de l'abandon du projet d'éducation populaire par la puissance publique, à l'issue du processus révolutionnaire. Dès la première phase du plan national, ces germes de contrôle politique étaient perceptibles. La réalisation du plan était alors en tension entre une tendance à l'autonomisation du nouvel appareil d'État et une soumission de ces nouvelles structures aux pouvoirs politiques nationaux et locaux, fondées sur l'élection au suffrage universel.

Ces deux tendances sont bien visibles si l'on considère les coordinations au niveau des districts et des municipalités. Alors que les coordinateurs agissant au niveau des districts font l'objet d'un processus de sélection qui se veut indépendant, les coordinateurs municipaux étaient soumis au pouvoir local. Ainsi selon Antônio Inácio Nogueira, ancien coordinateur du district puis de la région du Coimbra, « il y a eu une grande polémique à cette époque, les coordinateurs municipaux ont été sélectionnés par les mairies. Il s'est introduit ici un processus politique qui n'était pas prévu qu'il soit introduit »⁵⁴⁴. Ce mode de nomination constituait ainsi une entrave à l'autonomie du coordinateur et limitait sa marge de manœuvre : « les coordinateurs municipaux sont restés, d'une certaine façon, aux mains des mairies, des pouvoirs locaux. Et en étant dépendant des mairies, le coordinateur municipal ne pouvait pas faire ce qu'il voulait puisque les mairies avaient un droit de veto »⁵⁴⁵.

D'autres éléments permettent d'appuyer la thèse d'une progressive soumission des structures d'éducation des adultes au pouvoir politique. La composition interne du Conseil

544Entretien avec Antônio Inácio Correia Nogueira. *op. cit.*. « Houve uma grande polémica nessa altura, os coordenadores concelhios foram seleccionados pelas câmaras. Introduziu-se aqui um processo político que se pretendia que não fosse introduzido ».

545*Idem.* « Os coordenadores concelhios ficavam de certo modo nas mãos das câmaras, das autarquias locais. E ficando nas mãos das câmaras, o coordenador concelhio não podia fazer aquilo que queria porque as câmaras podiam vetar ».

national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes est altérée en février 1981 avec la loi n°2/81. Cette modification de la répartition des responsabilités au sein du CNAEBA renforce le poids des grands partis, au détriment de la pluralité initialement recherchée. Mais cette dénaturation d'un processus qui visait à l'autonomie et à la décentralisation de nouvelles structures est renforcée par un épisode qui participe profondément à l'éloignement du projet du PNAEBA, tel qu'établi en juin 1979.

À la fin de l'année 1981, une crise interne secoue la direction générale d'Éducation d'adultes et conduit à la démission d'un certain nombre de responsables, et notamment de Manuel Lucas Estevão, alors directeur général et d'António Inácio Nogueira, coordinateur de la région de Coimbra. Cette crise voit le jour à la suite du processus de nomination des coordinateurs distritaux et se focalise sur le cas du poste de Guarda, région de l'intérieur du pays et faisant partie de la coordination de la région de Coimbra. À l'issue d'un processus de sélection sur concours, Mário Cameira Serra, premier classifié et disposant d'une expérience reconnue dans le domaine de la culture populaire, n'est pas nommé par le ministre de l'Éducation Victor Crespo, après le veto du gouverneur civil régional. Ce dernier nomme un autre candidat, moins bien classifié, pour le poste de coordinateur du district de Guarda.

Mário Cameira Serra, étant membre du Parti socialiste siégeant au sein du conseil municipal de Guarda, le ministre de l'Éducation est accusé d'une nomination politique. Le 31 octobre 1981, un article du quotidien *Diário Popular* consacré à la question pointe la « filiation partidária » de Mário Cameira Serra, dont l'organisation politique ne fait pas partie de la coalition de l'Alliance démocratique alors au pouvoir⁵⁴⁶. Afin de protester contre cette intrusion du pouvoir politique, des hauts responsables de la DGEA présentent, en novembre 1981, leur démission au ministre. Ainsi selon António Inácio Nogueira :

« Au moment où il [Mário Cameira Serra] a été refusé, le directeur général d'Éducation d'adultes, Lucas Estevão démissionne, il présente sa démission au ministre. Je démissionne. Comme j'étais coordinateur régional, j'avais fait la sélection, je démissionne. Avec moi, sont partis plusieurs éléments de mon équipe et de la direction générale d'Éducation d'adultes »⁵⁴⁷.

Localement, des professeurs de cours d'éducation de base pour adultes de Pampilhosa da Serra, Tábua et Coimbra signent une pétition demandant au responsable de la région de

546 *Diário Popular*, « No distrito de Guarda. Alfabetização comprometida », le 31 octobre 1981. p. 26. « Filiação partidária ».

547 Entretien avec António Inácio Correia Nogueira. *op. cit.*. « No momento em que [Mário Cameira Serra] foi vetado, o Director-Geral da Educação de Adultos, o Lucas Estevão demite-se, apresentou a demissão ao ministro. E eu demiti-me. Como era uma coordenação regional, eu que tinha feito a selecção, eu demiti-me. Comigo, saíram muitos elementos da minha equipa e da Direcção-Geral da Educação de Adultos ».

Coimbra de revenir sur sa décision⁵⁴⁸. Cet épisode a, en effet, été marquant pour les équipes travaillant sur le terrain. Ainsi, selon Teresa Cunha, alors animatrice dans le cadre du PNAEBA, « cette discussion politique a été jusqu'à la base. Et il y a eu un débat très vif, beaucoup de participation dans cette discussion et de révolte »⁵⁴⁹. Si le cas de la nomination du coordinateur du district de Guarda a alimenté les discussions à la base du PNAEBA, il a aussi fait son apparition au sein de l'Assemblée de la République. En novembre 1981, Virgílio Rodrigues fait une intervention dénonçant l'attitude du ministre Victor Crespo :

« Cela s'est passé à Guarda. Il y a bien peu de temps. Après le 25 avril ! Le ministre de l'Éducation n'a pas ratifié la nomination du premier classifié au concours public effectué pour le poste de coordinateur du district des centres d'éducation basique d'adultes ! Rien ne peut justifier une telle attitude ! »⁵⁵⁰.

Imperméable aux pressions, le ministre Victor Crespo maintient sa décision concernant le coordinateur de l'éducation d'adultes du district de Guarda et accepte la démission de Manuel Lucas Estevão et d'António Inácio Nogueira. Le 30 avril 1982, José Mercier Marques prend ses fonctions comme nouveau directeur général d'Éducation d'adultes. Cette crise interne de 1981 contribue à la modification profonde du PNAEBA. Le départ de Manuel Lucas Estevão, à la tête de la DGEA depuis 1978 et principal responsable de l'application du plan national semble ouvrir la voie à une réduction de ses ambitions initiales. Le recul sur l'autonomie des structures d'éducation non formelle se traduit par leur sujétion au pouvoir politique. Avec le poids grandissant des partis politiques, les responsables de la DGEA militants pour une éducation d'adultes autonome quittent l'appareil d'État et l'altération du projet initial s'accélère.

1.4. La réduction à l'alphabétisation et l'éducation de base

Il serait cependant simpliste de conclure à l'échec total du plan national mis en place à partir de 1979. L'organisation d'un réseau d'animateurs, notamment au sein des associations locales, la constitution de coordinations décentralisées et surtout la mise en place de cours d'alphabétisation et d'éducation de base ont connu des réalisations intéressantes. Mais l'analyse de cette mise en application du plan national doit se faire à l'aune des lignes

548 *Diário Popular*, « Na zona Centro. Pedido o regresso do coordenador regional da educação de adultos », p. 23.

549 Entretien avec Teresa Cunha. Coimbra. *op. cit.*. « Essa discussão política foi até a base. E houve uma discussão muito acesa, muita participação nessa discussão e revolta ».

550 *Diário da Assembleia da República*, 1^ª Série, Numéro 10, 5 novembre 1981. p. 306. « Aconteceu na Guarda. Há bem pouco tempo. Depois do 25 de Abril! O Sr. Ministro da Educação não ratificou a nomeação do 1^º classificado no concurso público efectuado para o cargo de Coordenador Distrital dos Centros de Educação Básica de Adultos! Nada pode justificar tal atitude! ».

d'orientations définies au cours du premier semestre de l'année 1979. Rappelons que le PNAEBA se fondait sur sept programmes : la création de l'Institut d'éducation d'adultes, l'organisation d'un réseau de centres de culture et d'éducation permanente, la dynamisation de programmes régionaux intégrés, la mise en place de cours d'alphabétisation et d'éducation de base, la création d'un enseignement préparatoire pour adultes, le soutien aux associations d'éducation populaire et enfin le développement d'actions à destination de l'émigration.

Cette pluralité était une caractéristique essentielle du PNAEBA et permettait de le définir comme un projet global ayant pour objectif la participation démocratique des populations. Le processus d'altération du projet initial vient réduire cette pluralité pour se focaliser sur un nombre d'objectifs plus restreint, au premier chef l'alphabétisation et l'éducation de base. Il s'agit dès lors de fournir une formation, basée sur un socle de connaissances, aux adultes n'ayant pu avoir accès à la scolarité minimum. La perspective de participation des apprenants au processus même d'apprentissage est réduite, de même que la portée politique de l'éducation. L'objectif est alors de donner l'opportunité aux adultes de suivre un enseignement qui leur avait été jusqu'alors dénié.

Ainsi, si les objectifs du PNAEBA permettant une autonomie de l'éducation d'adultes sont progressivement abandonnés, les données concernant les cours de base mis en place au niveau national montrent une croissance initiale puis une baisse au cours de la période allant de 1980 à 1986. Au cours de ces six années scolaires, près de 100 000 personnes ont ainsi suivi les 8430 cours d'alphabétisation et d'éducation de base mis en place par la direction générale de l'Éducation d'adultes.

Cours d'alphabétisation et d'éducation de base au niveau national de 1980 à 1986⁵⁵¹

Année scolaire	Nombre de cours	Nombre de participants
1980/81	875	10389
1981/82	1747	20962
1982/83	1845	21895
1983/84	1992	22705
1984/85	1952	22183
1985/86	1697	19107
Total	8430	98017

⁵⁵¹Tableau réalisé à partir de Ministério da Educação e Cultura, Direcção-Geral de Apoio e Extensão Educativa, *Dia Internacional da Alfabetização. 8 de Setembro de 1987. Notas sobre a educação de adultos em Portugal – 1987.* p. 5.

L'alphabétisation et l'éducation de base d'adultes constituaient, au sein du projet initial du PNAEBA, une partie d'un tout éducatif et culturel. Elles devaient représenter le premier pas vers un développement pédagogique et culturel de l'adulte en vue de sa plus grande participation à la vie sociale. Ainsi si l'on reprend le texte du rapport de synthèse du PNAEBA, « l'alphabétisation et l'éducation d'adultes doivent être comprises dans la double perspective de valorisation personnelle des adultes et de leur progressive participation dans la vie culturelle, sociale et politique, ayant pour objectif la constitution d'une société démocratique et indépendante »⁵⁵².

Au cours du premier semestre 1979, une phase de recherche de grande ampleur est menée avec pour objectif de fonder la PNAEBA sur des bases scientifiques. Un rapport porte ainsi sur les *Cours d'éducation basique pour adultes. Normes orientatrices d'apprentissage*. Dans ce document, le rôle du moniteur est abordé et se rapproche bien plus d'un animateur que d'un professeur au sens classique du terme. Selon ce rapport, « cette pratique pédagogique conduirait graduellement à l'autonomie du groupe et, ainsi, rend chaque fois moins nécessaire la présence de l'animateur-moniteur. Le moment arriverait où le groupe est capable de continuer seul le travail initié ou un autre différent, en fonction de ses besoins et de ses intérêts »⁵⁵³. Le processus, qui débute avec l'éducation de base, a ainsi comme objectif l'autonomie du groupe et constitue un premier pas dans l'apprentissage de chacun de ses participants.

Or, on assiste à une scolarisation de l'éducation d'adultes qui se formalise de plus en plus au point de remettre en cause sa nature. Les cours d'éducation de base adoptent progressivement les modes de fonctionnement de l'institution scolaire et la marge de manœuvre des animateurs et des apprenants s'en trouve réduite. L'apparition de programmes et de manuels à destination des groupes locaux est un élément central dans ce processus. Teresa Cunha, alors animatrice sur le terrain, déclare ainsi que « par exemple, nous n'avions pas de programme. Le programme d'alphabétisation était déterminé. C'était complètement freirien, [dans] une dynamique dialogique avec la communauté. À partir de 1985, il commence à être déterminé, il faut étudier ceci, ceci et ceci »⁵⁵⁴.

552Ministério da Educação e Investigação Científica, Secretaria de Estado dos Ensinos Básica e Secundário, Direção-Geral da Educação Permanente, *Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base dos Adultos (PNAEBA). Relatório de Síntese*, Lisboa, 1979. p. 6. « A alfabetização e a educação de adultos devem ser entendidas na dupla perspectiva de valorização pessoal dos adultos e da sua progressiva participação na vida cultural, social e política, tendo tudo isto em vista a constituição de uma sociedade democrática e independente ».

553Idem. p. 7. « Esta prática pedagógica conduzirá gradualmente à autonomia do grupo e, portanto, torna cada vez menos necessária a presença do animador-monitor. Momento chegará em que o grupo é capaz de continuar sozinho o trabalho iniciado ou outro diferente, de acordo com as suas necessidades e interesses ».

554Entretien avec Teresa Cunha. Coimbra. *op. cit.*. « Por exemplo, nós não tínhamos um currículo. O currículo

Contactée pour participer à la rédaction d'un manuel, Lucília Salgado déclare cette impossibilité, au nom d'un travail de terrain local : « J'ai dit que je ne ferai aucun manuel, parce qu'on ne pouvait pas faire de manuel. Cela n'est pas possible parce [qu'il faut faire] une recherche des mots générateurs à partir des problématiques locales »⁵⁵⁵. Le projet est néanmoins mené à bien au sein de la direction générale d'Éducation d'adultes et des manuels d'apprentissage voient le jour. L'autonomie des groupes locaux, principe cardinal de l'animation et de l'alphabétisation tel que pensées par Paulo Freire, est réduite au profit d'une uniformisation des pratiques et d'une scolarisation de l'éducation des adultes.

Le projet d'ampleur global du PNAEBA est ainsi progressivement réduit à un plan d'alphabétisation conçu de manière mécanique. On assiste alors à une scolarisation d'un processus qui se voulait émancipateur en préparant les adultes à une participation active dans les différents secteurs de la vie sociale. En 1979, le PNAEBA devait être « plus qu'un sous-ensemble du système scolaire, [mais comme] une ligne motrice dans la transformation de tout le système d'enseignement, selon les exigences de l'éducation permanente, et l'idéal de la société éducative »⁵⁵⁶. Or, contrairement à cette prétention, il semblerait que le processus inverse ait eu lieu, le PNAEBA ayant délaissé les composantes d'éducation populaire et d'éducation permanente pour constituer une nouvelle opportunité de scolarisation pour adultes.

En juillet 1983, la résolution n°21/83 crée une équipe interne au sein de la direction générale d'Éducation d'adultes chargée de conduire une évaluation des activités jusqu'alors mises en place dans le cadre du PNAEBA. Le rapport final de ce groupe de travail ne paraît qu'en février 1986 et met en lumière le désinvestissement de la puissance publique dans la réalisation effective du plan national⁵⁵⁷. La publication de ce rapport fait ainsi l'objet d'un article dans la revue *O Jornal da Educação*⁵⁵⁸. Revenant sur les diverses réalisations du PNAEBA, les auteurs de ce rapport estiment que les objectifs initiaux ne sont atteints qu'à hauteur de 41%. S'il est difficile de discuter ce taux d'exécution, toujours est-il que ce rapport

da alfabetização era determinado, era completamente freiriano, [n]uma dinâmica dialogica com a comunidade. A partir de 1985, começa a ser determinado, é preciso estudar isto, isto e isto ».

555Entretien avec Lucília Salgado. *op. cit.*. « Eu disse que não fazia manual nenhum, porque não podia fazer manual. Não pode, porque tens que fazer um levantamento das palavras geradoras segundo as problemáticas locais ».

556Ministério da Educação e Investigação Científica, Secretaria de Estado dos Ensinos Básica e Secundario, Direcção-Geral da Educação Permanente, *Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base dos Adultos (PNAEBA). Relatório de Síntese*, Lisboa, 1979. p. 80. « Mais do que um sub-conjunto do sistema escolar, [mais como] uma linha motriz na transformação de todo o sistema de ensino, segunda as exigências da educação permanente, e o ideal da sociedade educativa ».

557Ministério da Educação e Cultura, Direcção-Geral da Educação de Adultos, *A educação de adultos 1980/1985. Actividades da DGEA. Ponto da Situação*, Lisboa, 1986. 305 p.

558*O Jornal da Educação*, « Plano Nacional de Alfabetização cumprido em (apenas) 25 por cento », Setembro 1985.

confirme l'abandon de programmes centraux dans la mise en marche du plan. La constitution de structures garantissant l'autonomie ne fait ainsi l'objet d'aucune réalisation, l'associativisme local passe au second plan cédant la primauté à une éducation de base marquée par la scolarisation. Le caractère succinct des réalisations du plan s'explique en grande partie par un nouveau retrait de la puissance publique, quelques années après son entrée en vigueur.

2. La continuation des actions du PNAEBA au niveau local

Quelques années après son entrée en vigueur, le plan national connaît ainsi une altération profonde de ses objectifs initiaux. La perspective d'éducation populaire et d'autonomie de l'éducation d'adultes sont progressivement abandonnées à mesure que la puissance publique engage son retrait de ces sphères. L'alphabétisation et l'éducation de base deviennent les principales fins d'un plan national qui se caractérisait par sa nature globale et plurielle. À partir de la fin de l'année 1981, la direction générale d'Éducation d'adultes connaît de fortes tensions internes qui aboutissent aux départs de responsables en rupture avec l'évolution de la politique gouvernementale alors suivie. Mais malgré ce retrait de l'État au niveau central, les structures décentralisées mises en place dans le cadre du PNAEBA permettent d'assurer une certaine continuité au projet initial.

Les coordinations locales, mises en place à partir de 1979, permettent ainsi de prolonger les actions du plan national et ce, même après les changements survenus au niveau central. La coordination régionale de Coimbra, la seule à exister à cette échelle territoriale au niveau national, joue alors un rôle moteur dans la mise en place d'actions d'alphabétisation, d'éducation de base et de promotion de l'associativisme. Au cours des années 1980, la dynamisation des différents acteurs intéressés par le développement du PNAEBA est faite par les coordinations municipales et distritales, sous la direction de la coordination régionale de Coimbra. Ces structures semblent alors prendre le contre-pied des évolutions survenues au sommet de la DGEA et continuent à défendre une réalisation globale des objectifs initiaux du PNAEBA.

2.1. Les réalisations du PNAEBA au niveau local

La décentralisation mise en place durant la première phase du PNAEBA permet donc d'apporter une continuité aux actions d'éducation d'adultes. Après le départ d'António Inácio Nogueira, Francisco Dinis Cabral alors coordinateur du district de Coimbra est nommé à la tête de l'échelon régional. Les coordinations locales conservent leur dynamisme et peuvent

ainsi mettre en place de nouveaux cours d'éducation de base, favoriser le développement associatif, ainsi que des actions culturelles afin de promouvoir une éducation non formelle. De nouveaux cours d'éducation de base ouvrent ainsi pendant l'année 1984 dans le *município* de Lousã, notamment à Serpins, Foz de Arouce, Vilarinho, Casal de Ermio, Lousã. Dans ce même *município* de Lousã, la coordination municipale dirigée par António Maio entreprend, à partir de 1983, la publication du bulletin *Vamos descobrir o município*⁵⁵⁹, à destination des groupes d'apprenants.

Outre la mise en place d'actions d'alphabétisation et d'éducation de base déjà mentionnée, la concrétisation de la pluralité contenue dans le projet initial du plan national se traduit par la mise en place d'autres actions de nature culturelle et éducative. Les données concernant l'année 1984/1985, les seules à notre disposition, permettent de rendre compte de cette diversité⁵⁶⁰. Au cours de cette année scolaire sont aussi organisées 71 « autres actions d'éducation d'adultes » (au-delà donc de l'alphabétisation et des cours d'éducation de base), de manière continue. Réunissant 1311 participants sur toute l'année, ces actions abordent une grande diversité de thèmes comme des cours de tricot (16 actions pour 175 participants), d'artisanat (4 actions pour 55 participants) ou encore d'initiation théâtrale (21 actions pour 361 participants) et d'éducation musicale (12 actions pour 245 participants). À titre de comparaison, 537 actions de ce genre sont organisées sur l'ensemble du territoire national, mobilisant 11649 participants.

La réalisation des objectifs du plan passe aussi par la mise en place d'actions ponctuelles, permettant la dynamisation du territoire en question. Pour la même année 1984/1985, 4083 de ces initiatives sont ainsi organisées au niveau national, dont 484 à l'échelle du district de Coimbra⁵⁶¹. Sur ce territoire, on compte par exemple 162 sessions de films et de diapositives, 56 tournois sportifs et actions de promotion de jeux traditionnels, 40 colloques et débats, 32 actions de dynamisation de la lecture et d'animation des bibliothèques populaires ou encore 8 actions visant à soutenir l'associativisme local. Ces chiffres et la grande diversité des actions mises en place dans le cadre du PNAEBA montrent le dynamisme des coordinations locales mais aussi la pluralité du projet éducatif et culturel défendu dans le cadre du plan national.

Les services régionaux de la direction générale d'Éducation d'adultes participent aussi à l'organisation d'événements culturels, pouvant s'insérer dans la mise en place d'activités d'éducation non formelle. Les commémorations de la Journée internationale de l'alphabétisation de 1984 organisées par la coordination régionale sont ainsi intégrées au sein

559En portugais *Allons découvrir le município*.

560Ministério da Educação e Cultura, Direção-Geral da Educação de Adultos, 1986, *op. cit.*, p. 53.

561Idem. p. 50.

de la première Semaine culturelle du *município* d'Oliveira do Hospital. Se tenant du 1^{er} au 8 septembre et soutenues par la DGEA et la mairie locale, cette semaine culturelle réunit représentations théâtrales et spectacles, séances de cinéma, épreuves sportives mais aussi une exposition et un débat sur le thème de l'alphabétisation. L'expérience est reproduite l'année suivante sous la même forme, cette deuxième Semaine culturelle de Oliveira do Hospital se déroulant du 31 août au 8 septembre 1985.

Le soutien à la réalisation d'événements culturels sur plusieurs journées caractérise l'action de la coordination régionale de l'Éducation d'adultes de Coimbra, alors dirigée par Francisco Dinis Cabral. La DGEA appuie ainsi, en 1985, la réalisation du deuxième Cycle de sessions culturelles de Miranda do Corvo, conjointement avec la mairie et le Groupe récréatif culturel corvense. Ces sessions s'étalent du 11 mai au 1^{er} juin 1985 et incluent notamment la participation du GEFAC et de la Tuna, deux sections culturelles de l'université de Coimbra. Les 18 et 19 mai 1985, un week-end culturel est organisé par la DGEA dans le *município* de Penacova. Cette nouvelle réalisation s'intègre « dans un vaste programme d'activités culturelles qui ont été réalisées dans tout le district de Coimbra, sur initiative de la direction générale d'Éducation d'adultes »⁵⁶².

Les commémorations de la Journée internationale de l'alphabétisation sont aussi l'occasion pour la coordination régionale de l'Éducation d'adultes d'informer la population sur la réalité locale de l'analphabétisme et de divulguer son action. Le bâtiment Chiado, dans le centre historique de Coimbra et abritant les locaux de la coordination régionale, accueille ainsi des expositions consacrées à ce sujet en 1982 et 1983. À l'occasion des commémorations de 1982, la délégation de la DGEA de Coimbra publie un texte intitulé « Le savoir ne prend pas de place », afin d'expliquer le projet du PNAEBA :

« La coordination régionale de Coimbra a orienté les commémorations dans le sens à mettre en évidence le fait que l'alphabétisation constitue une petite parcelle de ce tout plus vaste qu'est l'éducation de base et que, d'un autre côté, la prise de conscience de nos valeurs culturelles doit être à la racine de tout processus de développement intégré »⁵⁶³.

En juillet 1986, la coordination régionale de l'Éducation d'adultes conclut la signature d'un protocole de collaboration avec 12 mairies du district de Coimbra : Arganil, Cantanhede,

562 *Comarca de Arganil*, « Fim de semana cultural em Penacova », le 14 mai 1985. p. 6. « Num vasto programa de actividades culturais que tem vindo a ser realizado em todo o distrito de Coimbra, por iniciativa da Direcção-Geral da Educação de Adultos ».

563 *Dia Internacional da Alfabetização 1982, Relatório*. p. 27. « A Coordenação Regional de Coimbra orientou as comemorações no sentido de evidenciar que a alfabetização constitui uma pequena parcela desse todo mais vasto que é a educação de base e que, por outro lado, a tomada de consciência dos nossos valores culturais deve estar no raiz de qualquer processo de desenvolvimento integrado ».

Condeixa-a-Nova, Figueira da Foz, Gois, Lousã, Mira, Miranda do Corvo, Montemor-o-Velho, Oliveira do Hospital, Soure et Vila Nova de Poiares⁵⁶⁴. Ce protocole doit permettre la mise en place de nouvelles actions d'alphabétisation et d'éducation d'adultes, dans ces territoires. Pour Dinis Cabral, coordinateur de la région de Coimbra, cette collaboration doit permettre que l'éducation d'adultes « devienne un véritable projet de développement socioculturel des communautés »⁵⁶⁵.

2.2. La dynamisation des forces vives locales

Au cours de l'intense processus de recherche qui a précédé l'entrée en vigueur du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, la décentralisation et l'appui aux initiatives menées par des groupes locaux semblait être une des orientations majeures. Les années 1980 voient ainsi se multiplier les rencontres et débats organisés par les coordinations locales de la DGEA, à destination des associations de culture et d'éducation et d'animateurs. Ces contacts soutenus avec les collectivités permettent leur dynamisation mais aussi l'approximation des structures décentralisées de l'État avec le mouvement associatif présent localement.

Une des premières rencontres de ce type est organisée le 11 novembre 1983 à Lousã par la coordination du *município*⁵⁶⁶. António Maio, alors coordinateur municipal de Lousã, y présente notamment le plan d'activités pour l'année 1984 et estime les fonds attribués au *município* de Lousã par la DGEA à 906 800 \$ au cours de l'année 1983. Cette rencontre, qui vise à l'information et au débat concernant les projets locaux, compte notamment la présence d'Olga Abreu, professeure détachée pour des actions d'alphabétisation et d'éducation de base à Lousã. Les 25 et 26 juin 1984, une rencontre des responsables de l'éducation des adultes dans le district de Coimbra est organisée, afin de permettre un échange d'expériences et une coordination des activités.

L'année suivante, les 20 et 21 avril 1985, une rencontre réunit pour la première fois les associations du district de Coimbra soutenues par la DGEA et par l'INATEL. Cette rencontre est de grande ampleur, puisqu'elle permet de réunir 73 associations locales. Dans le cadre de ce week-end, des spectacles sont organisés le 20 avril au soir, au Collège São Teotónio de Coimbra. Le reste de cette rencontre est consacré à l'échange d'expériences entre associations et le dimanche 21 avril voit se réaliser plusieurs débats portant sur le théâtre, la musique, le

564 *Trevim*, le 11 juillet 1986. p. 1.

565 *Idem*. p. 1. « Passar a ser um verdadeiro projecto de desenvolvimento sócio-cultural das comunidades ».

566 *Trevim*, « Forças vivas debatem educação de adultos », n°355, le 23 novembre 1983. p. 8.

folklore, l'animation de la lecture, les jeux traditionnels ou encore le patrimoine culturel, au sein de la faculté de sciences et technologies de l'université de Coimbra. À l'issue de cette rencontre, Francisco Dinis Cabral pointe la « nécessité de trouver des animateurs itinérants pour aider et sensibiliser les animateurs-moniteurs locaux » et souligne le fait que « les participants ont senti la nécessité de réaliser d'autres rencontres de ce genre, durant lesquelles ils peuvent échanger leurs expériences et débattre des difficultés que chacun ressent »⁵⁶⁷. Le soutien aux associations locales apparaît ainsi comme une des priorités de la coordination régionale, dans la droite ligne des objectifs tracés dans le rapport de synthèse de juin 1979.

Rappelons que le PNAEBA est élaboré à la suite d'une période de désengagement de l'État et pendant laquelle les associations et autres organisations populaires assurent la continuité du projet d'éducation populaire. Le soutien aux associations locales dans le cadre du plan national est ainsi une traduction de la reconnaissance du rôle de ces structures dans la mobilisation des adultes dans un processus d'apprentissage non formel. Malgré le retournement de la politique menée au sein de la ministère de l'Éducation, notamment après 1981, les structures locales de l'éducation d'adultes du district de Coimbra permettent ainsi une continuité des actions entreprises à partir de 1979. Jouissant de la décentralisation, ces coordinations locales appliquent ainsi une politique qui ne semble plus être une priorité au niveau central de l'État.

Au cours d'un débat organisé à Coimbra en juillet 1984, sous le titre quelque peu provocateur « Éducation des adultes au Portugal : réalité ou utopie ? », Francisco Cabral Dinis reconnaissait à cette occasion le rôle essentiel de l'associativisme dans la poursuite d'une éducation permanente. Pour le coordinateur régional de la région de Coimbra, « les associations et collectivités devront être sensibilisées et dynamisées afin de s'ouvrir à la communauté, en formant des animateurs pour une pratique d'animation permanente, afin de s'ancrer dans la valorisation de l'adulte et sa participation dans la vie communautaire »⁵⁶⁸. Cette conception se traduit par des appuis concrets au développement des activités entreprises par les associations locales. On peut notamment citer l'installation d'une bibliothèque en juin 1986 au sein du Club récréatif ermeniense, dans le *município* de Lousã.

567 *Diário de Coimbra*, « Educação de Adultos organizou encontro. Associações culturais devem fomentar intercâmbio de actividades », le 23 avril 1985, p. 2. « Necessidade de se encontrar animadores ambulantes para ajudar ou sensibilizar os animadores-monitores locais », « Os participantes sentiram a necessidade de se realizarem mais encontros deste género, onde possam trocar experiências e debater as dificuldades que cada um sente ».

568 *O Globo*, « Segundo ex-responsável "Educação de adultos está muito longe do que poderia ter sido" », le 6 juillet 1984. « As associações e colectividades deverão ser sensibilizadas e dinamizadas de forma a abrirem-se à comunidade, formando animadores para uma prática de animação permanente, a fim de se pensar na valorização do adulto e sua participação na vida comunitária ».

2.3. Un discours critique à l'égard de l'abandon du PNAEBA

Les activités des coordinations locales de Coimbra semblent ainsi prolonger l'élan initial du plan national alors que l'éducation d'adultes et le soutien aux associations locales ne sont plus des priorités des gouvernements successifs. La mise en place de structures décentralisées, malgré l'abandon de l'autonomie de l'éducation d'adultes, ont pour conséquence ce caractère ambivalent au sein du propre appareil d'État. Les modifications du projet initial de juin 1979, qui se réalisent au sommet de l'État dès 1981-82, mettent quelques années à affecter les structures locales. Ainsi, selon Teresa Cunha, membre de l'équipe de gestion de Coimbra à partir de 1983, « les modifications politiques, à proprement parlé, commencent à avoir un impact dans la forme comme nous travaillons sur le terrain, seulement en 1985-86. [...] Donc pendant un laps de temps, malgré la modification de la direction politique, toute la structure politique qui était sur le terrain n'a pas été immédiatement cooptée et altérée »⁵⁶⁹.

Les actions locales et le cadre général orientant les politiques gouvernementales développent des postures différentes, voire contradictoires. Si bien que les discours des responsables locaux du district de Coimbra semblent progressivement entrer en conflit avec les politiques menées au niveau national. C'est notamment visible avec la publication du texte « 8 septembre. Journée internationale de l'alphabétisation – réflexion et... intentions », en septembre 1983. Ce texte émane de la coordination régionale de Coimbra et se montre très sévère à l'égard des réalisations effectives du plan national. Une longue citation du document permet de rendre compte de la teneur de ces critiques :

« Quelques avancées ont été réalisées au travers d'"actions ponctuelles", mais diminuées par manque d'"intégration" et de "collaboration" des autres ministères.

Pour que ce Plan courageux et qui a même fait l'objet d'éloges par des "techniciens d'éducation" d'autres pays, puisse avoir une application pratique et intégrale, il est nécessaire que ne manque pas la "volonté politique", que se crée un "cadre d'agents d'éducation d'adultes" et que l'État inscrive des "moyens et quantités" pour l'alphabétisation.

[...] Comme cela a été dit lors d'une rencontre d'associations culturelles, "l'alphabétisation doit être la goutte d'huile qui tombe sur la nappe, elle doit pénétrer lentement dans la population pour perdurer, pour rester dans la vie des personnes. Elle ne doit pas être la goutte d'eau qui tombe et disparaît, ne laissant aucune trace".

⁵⁶⁹Entretien avec Teresa Cunha. Coimbra. *op. cit.*. « As alterações política propriamente dita começam a ter impactos na forma como é que estava a trabalhar no terreno, só em 1985-86. [...] Portanto um lapso de tempo, apesar de haver uma alteração da direcção política, toda a estrutura que estava no terreno não foi imediatamente cooptada e alterada ».

Il nous faut vaincre la crise financière que notre pays traverse ; mais sera-t-il possible de la vaincre, sans vaincre d'abord la crise culturelle ? »⁵⁷⁰.

Ces critiques frontales peuvent étonner de la part d'une structure faisant partie intégrante de l'appareil d'État. Cette attitude s'explique par la rupture conséquente dans la volonté politique de réaliser un plan ambitieux dans les domaines culturel et éducatif. Les structures locales mises en place dans le cadre du plan national semblent ainsi prendre le contre-pied des évolutions entamées dès 1981 au sommet de la structure étatique. Mais c'est au nom du projet de grande ampleur défini au cours du premier semestre de 1979 que ces responsables critiquent le retournement de la volonté politique. Les coordinations locales, et en particulier celles de la région de Coimbra, continuent à mettre en place une politique qui n'est déjà plus une priorité au sein de l'action gouvernementale. Ce discours critique se nourrit du fossé alors grandissant entre les ambitions du PNAEBA et sa concrétisation.

Les responsables locaux de l'éducation d'adultes multiplient les contacts avec les forces vives présentes localement, associations culturelles, animateurs ou administrations locales. Ces contacts renforcés participent à l'approximation des positions et les coordinateurs locaux se font le relais des critiques de ces acteurs locaux. À l'issue de la rencontre avec les associations culturelles d'avril 1984, Francisco Dinis Cabral déclare ainsi que les participants ont défendu que « les organismes étatiques ont le devoir de soutenir financièrement ou par d'autres moyens, les collectivités, étant donné qu'elles contribuent pour l'enrichissement culturel de la communauté où elles sont insérées »⁵⁷¹. Le coordinateur de la région de Coimbra semble ainsi, par ces déclarations, se rapprocher de la position des acteurs locaux opposés au désengagement de l'État, notamment sur la question du soutien à l'associativisme.

Au cours d'un entretien accordé en mai 1985 au journal *Trevim*, António Maio, alors coordinateur du *município* de Lousã adopte une position similaire à l'égard de l'action de l'État face au besoins des collectivités culturelles et éducatives. Il est important de noter que António Maio a participé en 1976 à la fondation de l'Association pour la récupération de

570 *Comarca de Arganil*, « 8 de Setembro. Dia internacional da alfabetização – reflexão e... intenções », le 10 septembre 1983. p. 3. « Alguns passos em frente têm sido dados através de "acções pontuais", mas prejudicadas por falta de "integração" e "colaboração" de outros ministérios. Para que este Plano arrojado e até elogiado por "técnicos de educação" de outros países possa ter aplicação prática e integral, é preciso que não falte a "vontade política", se crie um "quadro de agentes de educação de adultos" e o Estado inscreva "meios e quantidades" para a alfabetização. [...] Como se dizia num Encontro de Associações Culturais "a alfabetização deve ser a pinga de azeite que cai na toalha, deve penetrar lentamente na população para perdurar, para ficar na vida das pessoas. Não deve ser gota de água que cai e desaparece, sem nada deixar". Precisamos de vencer a crise financeira que o nosso país atravessa; mas será possível vencê-la, sem que primeiro se vença a crise cultural? ».

571 *Diário de Coimbra*, « Educação de Adultos organizou encontro. Associações culturais devem fomentar intercâmbio de actividades », le 23 avril 1985. p. 2. « No encontro foi também defendido que os organismos estatais têm o dever de apoiar financeiramente ou por outros meios as colectividades, visto estas contribuírem para o enriquecimento cultural da comunidade onde estão inseridas ».

citoyens inadaptés de Lousã, collectivité venant en aide aux personnes handicapées. Ce responsable local déclare ainsi :

« Il faut agir plus au niveau des organisations culturelles et à travers elles encourager les personnes à participer à ces activités. [...] De l'expérience accumulée dans mon travail, je conclus qu'il devient nécessaire que le gouvernement central s'engage plus auprès des groupes établis dans la propre communauté. Une plus grande interaction avec les structures d'origine des propres populations serait nécessaire »⁵⁷².

Pour António Maio, l'État se doit d'adopter une attitude consistant à appuyer les groupes locaux et d'éviter toute politique de nature dirigiste et paternaliste en matière d'éducation non formelle. Il s'agirait ainsi de faire de la puissance publique un élément de dynamisation et catalyseur du mouvement associatif. Or, ce que défend le coordinateur de Lousã n'est autre que le projet initial du PNAEBA, tel qu'assumé dès 1979. Rappelons que le plan national se fonde sur la reconnaissance des associations locales dans la conduite d'actions culturelles et éducatives et dans un contexte de retrait de l'État à l'issue de la période révolutionnaire. Le PNAEBA vient ainsi apporter une nouvelle dynamique au projet d'éducation d'adultes en le formalisant dans le cadre d'un plan national.

Ces prises de positions montrent qu'en 1985, plus de six années après le vote de la loi de janvier 1979, amorçant le processus de constitution du plan, ces objectifs demeurent actuels. L'existence de ces discours critiques de la part de responsables locaux chargés de la mise en place du PNAEBA met en relief le recul de l'État au niveau central. Les éléments fondamentalement novateurs du plan national, tel que l'autonomie de l'éducation d'adultes, la décentralisation des structures, l'appui du mouvement associatif et le caractère global de ce processus d'apprentissage font ainsi l'objet d'un désinvestissement. La rupture apparue au niveau de la direction générale d'Éducation d'adultes en 1981-82 se matérialise ainsi de manière plus tardive au niveau local.

2.4. L'Association portugaise pour la culture et l'éducation permanente

La crise interne au sein de la direction générale d'Éducation d'adultes à la fin de l'année 1981, signe du poids croissant des structures partidaires, conduit à une fracture au sein de l'organisation. Le directeur général, Manuel Lucas Estevão, et le coordinateur de la région de

⁵⁷²*Trevim*, « "As pessoas interessam-se mais pela cultura popular" – afirma coordenador da Educação de Adultos, n°389, le 3 mai 1985. p. 4. « Deve-se actuar mais ao nível das organizações culturais e através delas incentivar as pessoas para a participação nestas actividades. [...] Da experiência acumulada no meu trabalho, concluo que se torna necessário que o Governo central aposte mais nos grupos estabelecidos na própria comunidade. Seria necessária uma maior interligação com as estruturas de origem das próprias populações ».

Coimbra, António Inácio Nogueira, annoncent ainsi leur démission. La constitution de l'Association portugaise pour la culture et l'éducation permanente (APCEP) est en lien direct avec cette sortie de responsables de l'appareil d'État. Ainsi, selon l'ancien coordinateur régional de Coimbra, démissionnaire à l'époque, « ce groupe sort et se propose, après des réunions informelles à Lisbonne, de créer une association. Très liée à l'Institut d'études pour le développement, avec l'appui [de] Teresa Ambrósio, qui était une personne très reconnue à l'époque au niveau interne et externe [...]. Et s'est alors formée l'APCEP »⁵⁷³.

L'association est légalisée en septembre 1982 et Manuel Lucas Estevão est élu président de la commission directive. António Inácio Nogueira devient président de la section régionale de Coimbra, mise en place dès septembre 1982 et qui compte dans ses rangs le coordinateur régional de l'éducation d'adultes Francisco Dinis Cabral, l'ancien maire de Coimbra Maria Judite Abreu, João Rui de Almeida, ancien délégué du FAOJ à Coimbra, ainsi que Ilídio Falcão, Jorge Dias, Morais Ferreira et Lurdes Rosendo⁵⁷⁴. Ce groupe local est sans aucun doute l'un des plus actifs au niveau national. La structuration de l'APCEP semble ainsi reconstituer au niveau associatif l'organisation de la direction générale d'Éducation d'adultes. La présence de membres liées de près à la réalisation du PNAEBA et leur transit de la DGEA à la sphère associative renforce cette idée. Ainsi, selon Lucília Salgado, l'APCEP était perçue à l'époque comme « la direction générale en exil »⁵⁷⁵. Ce bon mot est justifié par le projet et les activités portés par la nouvelle association.

Selon sa déclaration de principes, l'association défend « la promotion de l'éducation permanente et le développement culturel de modo à contribuir à la restauração dans le pays d'un "nouvel ordre éducatif" »⁵⁷⁶. Cette ambition pédagogique est néanmoins en lien direct avec la sphère politique et vise à « favoriser l'instauration d'une démocratie culturelle, seulement réalisable dans le cadre plus ample d'une démocratie pleine »⁵⁷⁷. Ainsi selon António Inácio Nogueira, principal responsable de l'association dans la région de Coimbra, « les objectifs de l'APCEP, les grandes lignes, [sont] la défense de l'éducation permanente, la défense de l'animation socioculturelle, le soutien aux associations de développement, à des

573Entretien avec António Inácio Correia Nogueira. *op. cit.*. « este núcleo sai e propoe-se, depois de reuniões informais em Lisboa, criar uma associação. Muito ligada ao Instituto de estudos para o Desenvolvimento, com o apoio [de] Teresa Ambrósio que era uma pessoa muito conceituada na altura ao nível interno e externo [...]. E formou-se então a APCEP ».

574*Diário de Coimbra*, « Associação para a cultura e educação permanente organiza núcleo em Coimbra ». p. 4.

575Entretien avec Lucília Salgado. *op. cit.*. « A Direcção-Geral no exílio ».

576*Jornal APCEP*, « Declaração de princípios », n°1, mai 1983. p. 1. « A promoção da educação permanente e o desenvolvimento cultural de modo a contribuir para a instauração no País duma "nova ordem educativa" ».

577*Idem.* p. 1. « Favorecer a instauração da democracia cultural, só realizável no quadro mais amplo duma democracia plena ».

activités de promotion culturelle, la formation d'animateurs et de formateurs d'animateurs »⁵⁷⁸.

Les activités de l'association traduisent ce caractère pluriel et cette volonté de dynamiser les acteurs locaux. En mai 1983 est ainsi lancé *Jornal APCEP*, bulletin de l'organisation. À Coimbra, la section locale organise de nombreux débats et rencontres sur les thèmes de l'éducation permanente et de l'associativisme. Un débat portant sur « Le système éducatif portugais, quel futur ? » est ainsi organisé les 7 et 8 mai 1983, à la faculté de sciences et technologies de Coimbra. L'événement compte notamment la présence de Teresa Ambrósio, Manuel Lucas Estevão et Teresa Santa Clara Gomes. Le succès de cette rencontre, réunissant plus de 500 participants, inaugure des débats organisés par l'APCEP rencontrant un important public.

Le 10 février 1985, un colloque se tient ainsi à la faculté de lettres de Coimbra sur le thème « Éducation d'adultes – quelle place dans le mouvement coopératif ? ». Vasco Pereira da Costa y fait notamment une intervention sur le rôle du théâtre dans le processus d'apprentissage. Au cours de ce débat, António Inácio Nogueira défend que l'éducation d'adultes doit être « un des outils des nouveaux mouvements sociaux créateurs d'une alternative sociale plus valide »⁵⁷⁹. Selon l'ancien responsable de la DGEA, « une association ou une coopérative, pour survivre, pleine de vitalité, devra être un centre d'animation et de culture permanente »⁵⁸⁰. Cette posture rappelle le projet initial du plan national et met l'accent sur la centralité des associations dans les processus d'éducation non formelle. Les partisans d'un tel modèle semblent ainsi prendre acte du retrait de l'État comme pôle de dynamisation.

L'écho atteint par l'association trouve son sommet avec l'organisation du Congrès national d'Éducation d'adultes, qui se tient à l'auditorium du rectorat de l'université de Coimbra, du 18 au 20 novembre 1985. La plupart des structures de l'État en charge de la réalisation du PNAEBA et des secteurs éducatifs et culturels sont représentés au cours de cet événement, qui constitue le premier et unique congrès sur le thème organisé sur la période. Des figures nationales et internationales liées à l'éducation populaire et l'éducation d'adultes, tels que Alberto Melo, Ettore Gelpi, Pierre Dominicé, Teresa Santa Clara Gomes, Helena Cidade Moura ou encore Lucília Salgado, participent à ce congrès qui réunit plus de 350 personnes.

578Entretien avec António Inácio Correia Nogueira. *op. cit.*. « Os objetivos da APCEP, as grandes linhas, [são] a defesa da educação permanente, a defesa da animação sócio-cultural, do apoio as associações de desenvolvimento, de actividades de promoção cultural, a formação de animadores e formadores de animadores ».

579*Diário de Coimbra*, « Educação de adultos: papel fundamental na consolidação do movimento associativo ». p. 3. « Um dos fermentos dos novos movimentos sociais fazedores de uma alternativa social mais válida ».

580*Idem.* p. 3. « Uma associação ou uma cooperativa, para sobreviver, plena de vitalidade, terá de ser um centro de animação e cultura permanente ».

Manuel Lucas Estevão se fait l'écho des ambitions du projet éducatif de l'APCEP, pour qui « il revient à la culture de construire, aujourd'hui plus que jamais, la matrice de la compréhension entre les personnes et les peuples, et d'être le chemin des nouveaux mouvements sociaux constructeurs de la société du futur, de la nouvelle civilisation qui émerge à l'horizon »⁵⁸¹. Les conclusions finales du congrès mettent en lumière l'importance de la culture et de l'éducation dans le développement de la société. Elles reconnaissent de plus que les « associations sont une condition "d'hygiène démocratique", des espaces privilégiés d'éducation permanente et des lieux spéciaux de formation d'agents de changement »⁵⁸². Les positions critiques à l'égard du désinvestissement de la puissance publique et la faiblesse des réalisations du PNAEBA sont bien visibles au cours de ce congrès.

L'APCEP y est notamment définie comme un « pari vers le progrès pour le développement et l'approfondissement de la démocratie »⁵⁸³. Au cours de cette période de désinvestissement, l'association apparaît comme un pôle visant à prolonger l'élan du PNAEBA, à l'extérieur de l'appareil d'État alors sujet à une restructuration. Ainsi, à l'occasion des commémorations de la Journée internationale de l'alphabétisation de septembre 1984, António Inácio Nogueira appelle au relancement du PNAEBA⁵⁸⁴. De même, le rappel de la nécessité de créer un Institut d'éducation d'adultes est une constante dans les événements organisés par l'APCEP.

La naissance de cette association doit être interprétée comme la reconnaissance, chez certains responsables de la DGEA, d'un changement politique profond mettant en péril le projet initial du PNAEBA. Leur sortie de l'appareil d'État et la constitution d'une structure associative semble indiquer l'impossibilité de mettre en œuvre le plan national au sein de la puissance publique et montre une nouvelle fois la centralité du mouvement associatif dans la continuité du projet éducatif. Devant la difficulté à continuer la promotion de l'éducation des adultes au sein de l'appareil d'État, le vecteur associatif apparaît une nouvelle fois comme le pilier du projet d'éducation populaire. Le parallèle avec le CAOB créé en 1976 est ici clair. L'apparition de l'APCEP en 1982 constitue ainsi un symptôme du progressif abandon qui affecte la réalisation du PNAEBA et de la nécessaire autonomie de l'éducation d'adultes, seule

581 *Diário de Coimbra*, « Educação de Adultos em Portugal: um longo caminho a percorrer... ». p. 16. « À cultura compete constituir, hoje mais do que nunca a matriz do entendimento entre as pessoas e os povos, e ser o caminho dos novos movimentos sociais obreiros da sociedade do futuro, da nova civilização que surge no horizonte ».

582 Associação Portuguesa para a Cultura e Educação Permanente, *1º Congresso Nacional de Educação de Adultos (CNEA)*, Edições APCEP, Coimbra, 1986. p. 132. Souligné par les auteurs. « Associações são uma condição de "higiene democrática", espaços privilegiados de *educação permanente* e lugares especiais de formação de agentes de mudança ».

583 *Idem*. p. 11. « Aposta virada para o progresso e para o desenvolvimento e aprofundamento da democracia ».

584 *Diário de Coimbra*, « Dia Internacional da Alfabetização », le 8 septembre 1984. p. 2.

capable d'en assurer la continuité.

3. Actions des associations sur la période

Au cours des années 1980, l'associativisme local continue de jouer un rôle central dans le district de Coimbra. Malgré un nouveau recul de l'action de l'État en lien avec la réalisation des prétentions du plan national, le dynamisme de la coordination régionale de l'éducation d'adultes et des autres structures locales permet aux associations de disposer d'interlocuteurs reconnaissant leurs actions. Si l'application du PNAEBA connaît un fort ralentissement au niveau central, le réseau d'animateurs présent localement et notamment dans les associations continue de mettre en place des activités d'éducation de base et d'animation culturelle. Une fois de plus dans la période suivant le processus révolutionnaire, les associations et certains secteurs de l'administration locale permettent à nouveau d'assurer la continuité des actions éducatives et culturelles, de nature non formelle.

Durant cette période, les créations de nouvelles associations se prolongent, traduction du dynamisme toujours vif du mouvement associatif local. De nombreux événements culturels, réunissant plusieurs associations d'un même territoire, sont ainsi organisés tout au long de la première moitié de la décennie. Prenant souvent la forme de journées culturelles, ces manifestations contribuent à rapprocher les associations et participent à leur dynamisation. Malgré un certain dynamisme, nombre d'associations locales connaissent des difficultés, notamment financières, conséquence d'un changement de priorité au sommet de l'État. Si la situation est différente de la seconde moitié des années 1970, l'isolement croissant des associations locales est comparable.

3.1. La poursuite de la dynamique du PNAEBA au sein des associations

Malgré le progressif retrait de la puissance publique dans les domaines en lien avec l'éducation populaire, le dynamisme des coordinations locales et le maintien des programmes d'animateurs permettent d'apporter une relative continuité aux actions entreprises dans le cadre du PNAEBA. Ces animateurs, professeurs détachés, boursiers ou volontaires, sont intégrés au sein d'associations locales ou sur un territoire donné. Même si les actions d'alphabétisation et d'éducation de base prennent progressivement un caractère central, ces animateurs continuent de mettre en place des actions plurielles, conformément aux objectifs initiaux du plan national. L'effectif des animateurs présents sur le terrain connaît une stabilité au niveau national et une légère baisse dans le district de Coimbra.

Au cours de l'année scolaire 1984/1985, la dernière pour laquelle nous disposons de données précises, 2292 agents d'éducation d'adultes étaient alors en activité au niveau national. Parmi ces animateurs, 1835 étaient rémunérés par le ministère de l'Éducation, soit en tant que professeurs détachés, soit au moyen de bourses. À Coimbra, de 1982 à 1985, le nombre d'animateurs connaît une baisse, passant de 165 à 149. Néanmoins, l'effectif rémunéré par le ministère (professeurs détachés et boursiers de la DGEA) augmente sur cette même période, passant de 116 à 131. Dans cette première moitié des années 1980, la concrétisation des objectifs du PNAEBA s'appuie ainsi sur approximativement 150 animateurs sur l'ensemble du district de Coimbra.

Agents d'éducation des adultes présents sur le terrain sur la période 1982-1985 (national)⁵⁸⁵

	Professeurs détachés	Boursiers de la DGEA	Animateurs payés par d'autres entités	Animateurs volontaires	Total
1982/1983	524	1154	307	77	2062
1983/1984	676	1033	349	76	2134
1984/1985	693	1142	387	70	2292

Agents d'éducation des adultes présents sur le terrain sur la période 1982-1985 (Coimbra)⁵⁸⁶

	Professeurs détachés	Boursiers de la DGEA	Animateurs payés par d'autres entités	Animateurs volontaires	Total
1982/1983	48	68	18	31	165
1983/1984	41	70	18	19	148
1984/1985	45	86	14	4	149

Ces animateurs développent ainsi des activités plurielles au sein d'une grande diversité de structures. Les centres d'éducation de base d'adultes, gérés par les coordinations locales de la direction générale d'Éducation d'adultes mobilisent ainsi des moniteurs d'alphabétisation et d'éducation. Les associations et autres institutions locales accueillent elles-aussi des animateurs afin d'assurer la dynamisation de ces territoires et de mettre en place des activités culturelles et éducatives. Il nous a été impossible de trouver la liste précise des lieux d'affectation de ces animateurs locaux. Néanmoins, l'étude de certains exemples sur le district de Coimbra permet de caractériser les actions et les résultats obtenus par ces animateurs locaux.

⁵⁸⁵Tableau réalisé à partir de Ministério da Educação e Cultura, Direcção-Geral da Educação de Adultos, *A educação de adultos 1980/1985, op. cit.*.

⁵⁸⁶*Idem.*

La Cáritas de Coimbra, une des institutions pionnières localement dans la formation de moniteurs d'alphabétisation, est une des associations les plus actives dans la mise en place de cours pour adultes. Le nombre de centres d'éducation de base pour adultes ouverts par la Cáritas augmente ainsi progressivement au cours de la période, atteignant 51 structures pour l'année scolaire 1984-85. Il convient cependant de rappeler que la Cáritas est organisée à partir du diocèse de Coimbra, qui s'étend sur une partie des districts d'Aveiro, Viseu, Leiria, Santarém et Coimbra. De ces 51 centres en fonctionnement en 1984/1985, 34 se trouvaient ainsi sur le territoire du district de Coimbra⁵⁸⁷. L'organisation dispose d'un poids conséquent en terme d'animateurs locaux avec 15 professeurs détachés et 36 boursiers pour cette même période.

Centres d'éducation de base pour adultes de la Cáritas sur le diocèse de Coimbra⁵⁸⁸.

Année	Centres	Volontaires	Professeurs	Boursiers
1982/83	38	40	18	16
1983/84	44	50	18	23
1984/85	51	Non connu	15	36

L'apogée de ce travail éducatif et culturel s'exprime par l'organisation d'une rencontre d'alphabétisation, le 22 mai 1983 au sein du Collège Rainha Santa de Coimbra. Réunissant plus de 600 personnes et comptant la présence du sous-directeur de la DGEA et du coordinateur du district de Coimbra, cette rencontre permet de regrouper les différents acteurs de ce processus d'apprentissage. À cette occasion, le père Sousa, directeur de la Cáritas de Coimbra, rappelle l'ambition globale de l'alphabétisation qui « plus que d'enseigner à lire et à écrire, veut rendre les personnes plus amies et intéressées par les problèmes de leur terre »⁵⁸⁹. Suivant cette ligne pratique, l'association développe des clubs de lectures et des formations de théâtre au cours de cette période.

La présence d'animateurs au sein d'associations locales permet de dynamiser ces activités. À partir d'octobre 1985, le Centre récréatif populaire du quartier Norton de Matos à Coimbra ouvre ainsi deux cours d'alphabétisation, réunissant un total de 22 participants⁵⁹⁰.

587Cáritas, « Relatório e Programa de Actividades - 1985-1986 ». 115 p.

588Tableau réalisé à partir du journal *Movimento* et des rapports d'activités de la Cáritas de Coimbra.

589*Diário de Coimbra*, « O bispo de Coimbra num Encontro Diocesano: "Foi uma inconsciência aceitar-se o analfabetismo" », le 23 mai 1983. p. 1 et 4. « Mais do que ensinar a ler e a escrever, quer tornar as pessoas mais amigas e interessadas pelos problemas das suas terras ».

590*Diário de Coimbra*, « Educação de adultos: tarefa bela nem sempre reconhecida como tal », le 30 avril 1986. p. 12.

Une enseignante est ainsi détachée par la direction générale d'Éducation d'adultes au sein de cette association. Cet enseignement gratuit pour les apprenants, est pris en charge par la DGEA, l'association cédant ses installations. Francisco Dinís Cabral reconnaît alors que cette initiative a été possible « malgré les limitations budgétaires »⁵⁹¹. Le coordinateur régional de l'Éducation d'adultes prévoit néanmoins le don de matériel audiovisuel à l'association de la part de la DGEA.

3.2. Le dynamisme des associations locales

Le nouveau retrait de l'État, amorcé avec le progressif abandon du plan national, aboutit à un nouvel isolement des associations. Néanmoins, la croissance de ces difficultés pour ces collectivités ne signifie pas une absence de dynamisme. Il serait ainsi erroné et simplificateur de faire des années 1980 une période de reflux complet du mouvement associatif. S'il est vrai que ce mouvement connaît des difficultés croissantes et perd progressivement du poids, on assiste au cours de cette période à la création de nouvelles associations et de nombreuses initiatives organisées par les associations locales.

Rappelons ainsi que la Délégation régionale de la culture de la région Centre a publié une étude en 1992 sur les associations culturelles alors présentes sur ce territoire composé par les districts de Coimbra, Castelo Branco et Leiria ainsi qu'une partie des territoires de Viseu, Aveiro, Guarda, Santarém et Lisbonne⁵⁹². Selon cette recherche, les années 1980 ont ainsi vu naître 588 nouvelles associations sur les 1325 existantes sur le territoire de la région Centre en 1992. Cette statistique vient contrarier l'idée couramment exprimée d'une disparition des mouvements populaires après 1976. Il en va de même avec les commissions d'habitants qui dynamisent les quartiers et les villages de nombreuses villes bien au-delà de la seule période révolutionnaire.

C'est notamment le cas de la création du Centre de formation et de temps libre (CFTL), fondée par la BASE-FUT à proximité de la forêt nationale de Vale de Canas, à quelques kilomètres de Coimbra. La création de ce centre de formation est actée au cours d'une réunion de la Commission coordinatrice nationale de la BASE-FUT de juin 1981. Cette nouvelle association a pour objectif une pluralité d'activités : « rencontres et débats entre travailleurs au niveau régional, national et international ; vacances culturelles pour les travailleurs et leurs familles ; connaissance de la région et de ses réalités humaines et culturelles ; activités

⁵⁹¹*Diário de Coimbra*, « Educação de adultos: tarefa bela nem sempre reconhecida como tal », le 30 avril 1986. p. 12. « Tem sido possível em face das limitações orçamentais ».

⁵⁹²Comissão de Coordenação da Região Centro, Delegação Regional da Cultura do Centro, *Associações Culturais da Região Centro*, Coimbra, 1992, 375 p.

récréative, culturelles et sportives ; initiatives et services dirigés à la population locale »⁵⁹³.

Ce dynamisme des associations locales se traduit notamment par l'organisation de spectacles et de cycles culturels au cours de cette période. Le projet « Combien vaut cette ville ? »⁵⁹⁴, lancé par la coopérative Bonifrates et le Grémio Operário en 1982 est un bon exemple de ces activités. Groupe de théâtre, la coopérative Bonifrates a vu le jour en janvier 1980 et entend son action comme une intervention culturelle ayant pour objectif la participation citoyenne. Ainsi, selon João Maria André, l'un de ses fondateurs « la Bonifrates s'est toujours caractérisée à Coimbra par sa posture faisant de la culture un exercice de citoyenneté. Et du théâtre un exercice de citoyenneté »⁵⁹⁵. Fruit d'un protocole avec le Grémio Operário, le projet est présenté en novembre 1981 et a pour objectifs de « faire l'inventaire de tous les groupes culturels existants dans le *município*, de permettre la décentralisation de la culture et de créer une dynamique entre les collectivités à travers leurs animateurs »⁵⁹⁶. Selon João Maria André, il s'agissait de répondre à l'accusation dévalorisant la scène culturelle de Coimbra et d'« établir un croisement de toutes les entités culturelles qui intervenaient dans la ville de Coimbra »⁵⁹⁷.

L'initiative, qui s'étend de février à juin 1982, connaît un vif succès avec la participation de 40 groupes culturels du *município* de Coimbra⁵⁹⁸. Les séances se tiennent dans la salle du Grémio Operário, dans la partie haute de la ville de Coimbra, et réunissent des acteurs aussi divers que des groupes de théâtre et de folklore et accueillant même une session de la *Revista Crítica de Ciências Sociais*⁵⁹⁹ ou encore du groupe de montagne du Club de camping et caravaning. Ce projet permet de montrer la vigueur de la scène culturelle de la ville, portée principalement par les associations locales. Cette initiative permet même de dynamiser ponctuellement certaines collectivités culturelles en leur donnant la possibilité de montrer sur scène leur travail. Ces spectacles permettent, de plus, la concrétisation de contacts et

593BASE-FUT, 30 anos. *Base-Frente Unitária de Trabalhadores. Um Projecto, Um Percurso, Um Futuro...*, Lisboa, Edições Base, 2004. p. 69. « Encontros e debates entre trabalhadores a nível regional, nacional e internacional; férias culturais a trabalhadores e seus familiares; o conhecimento da região e das suas realidades humanas e culturais; actividades recreativas, culturais e desportivas ; iniciativas e serviços dirigidos à população local ».

594En portugais « Quanto vale esta cidade ? ».

595Entretien avec João Maria André. Coimbra, le 18 mars 2014. 36 minutes. « A Bonifrates sempre se caracterizou em Coimbra por ter uma postura de fazer da cultura um exercício de cidadania. E do teatro um exercício de cidadania. Sobre esse ponto de vista, a nossa participação e o objectivo disto, é evidente que não é só o objectivo de mostrar, da maneira nenhuma ».

596*Diário de Coimbra*, « Quanto vale esta cidade? », le 14 janvier 1982. p. 5. « Inventariar todos os grupos culturais existentes no concelho, possibilitar a decentralização da cultura e criar dinâmica entre as colectividades através dos seus animadores ».

597Entretien avec João Maria André. *op. cit.*. « Fazer um cruzamento de todo que era entidades culturais a intervir na cidade de Coimbra ».

598*O Despertar*, « Teatro "Bonifrates" programa: "Quanto vale esta cidade? ».

599*Revue critique de sciences sociales*, fondé à Coimbra en juillet 1978.

d'échanges entre les différentes associations engagées dans ce projet.

Au cours de cette période, les cycles culturels organisés par les associations se multiplient sur le territoire du district de Coimbra. La coordination régionale de Coimbra participe à l'organisation de nombreuses semaines et week-end culturels, dans le cadre notamment des commémorations de la Journée mondiale de l'alphabétisation. L'été 1985 voit se reproduire des initiatives similaires, organisées par des acteurs locaux. En juillet est ainsi organisée la semaine culturelle de Ceira, *freguesia* en périphérie du *município* de Coimbra. Le mois suivant, se tient la première semaine culturelle et récréative de Goís, organisée par le conseil régional de la maison du *município*.

Le théâtre amateur est un secteur particulièrement actif au cours de cette période. Les Journées de théâtre amateur organisées par le Rotary Club de Figueira da Foz participent à la dynamisation des groupes locaux du *município*. À partir de mai 1983, l'officine culturelle du Grémio Operário dynamise des rencontres de théâtre, dans le cadre de ses journées culturelles. Mobilisant 12 groupes locaux, cette initiative a pour objectif de « montrer à la ville le produit fini du travail accompli par les divers groupes, qui n'ont pas toujours les possibilités de la faire »⁶⁰⁰ et de « contribuer d'une certaine façon au développement du théâtre amateur dans le district de Coimbra »⁶⁰¹. Ces contacts se matérialisent par des spectacles au cours de cette période et aboutissent en octobre 1983 à une rencontre visant à constituer un secrétariat, afin de permettre la coordination des collectivités de théâtre amateur.

3.3. Les difficultés de financement

Dans le cadre de l'application du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, la direction générale met en place de nouveaux programmes d'aides financières et logistiques à destination des associations locales. Avec l'abandon progressif des objectifs du plan national, les associations connaissent de plus grandes difficultés pour mettre en œuvre leurs actions locales. Ce désengagement de la puissance publique vient illustrer un peu plus le progressif délaissement du projet d'éducation politique et le primat du politique au détriment de l'autonomie de ce projet. Un reportage du *Diário de Coimbra* d'avril 1986, portant sur les cours d'alphabétisation mis en place par la DGEA au sein du Centre récréatif populaire du quartier Norton de Matos, se conclut sur ce paragraphe révélateur :

600 *Diário de Coimbra*, le 20 mai 1983. « Mostrar a cidade o produto final do trabalho desenvolvido pelos diversos grupos, que nem sempre têm possibilidades de o fazer ».

601 *Idem*. « Contribuir de algum modo para o desenvolvimento do Teatro Amador do Distrito de Coimbra ».

« Mais, comme du reste dans tant d'autres secteurs, ici aussi on vit avec un criant manque de fonds. Effectivement, la coordination distritale de l'Éducation d'adultes a distribué l'année dernière 2 000 000 escudos à 71 associations du district et, pour l'année en cours, il y a 4 000 000 escudos pour... tout le pays »⁶⁰².

Lors d'une rencontre nationale organisée par la Confédération portugaise des collectivités de culture, loisir et sport le 23 février 1985, les associations présentes pointent elles-aussi les difficultés financières qui les affectent. Les conclusions de cette rencontre évoquent notamment l'absence d'un régime fiscal préférentiel pour les associations, la perspective de l'instauration d'une taxation sur la valeur ajoutée représentant un risque pour ces collectivités. Au cours de la même période, les associations connaissent de plus grandes difficultés à obtenir des recours. Ainsi, selon Conceição Oliveira, membre de l'équipe de la Cáritas de Coimbra, l'obtention de professeurs détachés a été progressivement plus compliquée : « Par la suite, il y a eu plus de difficultés pour obtenir des professeurs, c'est vrai. Cela a été en mourant petit à petit. [...] Même la Cáritas a commencé à avoir plus de difficultés à obtenir des détachements »⁶⁰³.

Subventions aux associations sur la période 1980-1986 (en *escudos*)⁶⁰⁴

Ano	Nombre	Financement d'animateur	Financement d'activités	Total
1980/1981	236	7965000	12863000	20828000
1981/1982	477	8790000	12450990	21240990
1982/1983	528	4510000	10980000	15490000
1983/1984	567	-	15360000	15360000
1984/1985	674	-	23637500	23637500
1985/1986	665	-	24250000	24250000

Les fonds accordés aux associations dans le cadre du plan national connaissent néanmoins une croissance au cours de cette période. Mais il faut noter que cette augmentation

602 *Diário de Coimbra*, « Educação de adultos: tarefa bela nem sempre reconhecida como tal », le 30 avril 1986. p. 12. « Mas, como de resto em tantos outros sectores, também aqui se vive com gritante falta de verbas. Efectivamente, a Coordenadora Distrital da Educação de adultos distribuiu no ano passado dois mil contos a 71 associações do distrito e, para o corrente ano, há quatro mil contos para... todo o País ».

603 Entretien avec Conceição Oliveira. *op. cit.*. « Depois começou a haver uma dificuldade em conseguir professores, isso é verdade. Isso foi morrendo aos poucos. [...] Até a Cáritas começou a ter mais dificuldades em conseguir destacamento ».

604 Tableau réalisé à partir de Ministério da Educação e Cultura, Direcção-Geral da Educação de Adultos, 1986, *op. cit.*. p. 206.

s'accompagne d'un accroissement du nombre de subventions. Si chaque demande acceptée recevait en moyenne un financement de 88 254 \$ en 1980/1981 et 44 530 \$ en 1981/1982, cette moyenne n'était plus que de 35 070 \$ en 1984/1985 et 36 466 \$ en 1985/1986. À ces subventions réduites s'ajoute le nombre relativement faible de subventions accordées – 674 en 1984/1985 et 665 en 1985/1986 – si l'on prend en compte le nombre croissant d'associations présentes sur le terrain. Pour rappel, l'inventaire conduit par le secrétariat d'État à la Culture et la Fondation Calouste Gulbenkian en 1977, recensait déjà 4 817 associations culturelles, sportives et récréatives et centres culturels, dont 415 à Coimbra.

De plus, un nouvel épisode illustre la centralité croissante des partis politiques dans les processus d'éducation populaire et en lien avec l'associativisme. Le 2 juillet 1980, un arrêté pris par le ministre de l'Éducation Vítor Crespo (n°206/80) annonce que « les organes municipaux locaux pourront, après consultation préalable de la direction générale de l'Éducation d'adultes, émettre une recommandation sur les activités conduites par les associations dans le cadre de l'exécution de projets subventionnés, en appréciant leur conformité avec les plans approuvés »⁶⁰⁵. Le pouvoir politique local pourrait ainsi jouer un rôle de contrôle à l'égard du suivi des activités des associations subventionnées. Cette disposition est renforcée par l'arrêté ministériel n°407/80, du 6 novembre 1980, selon lequel « sans préjudice des informations que la DGEA pourrait recueillir auprès des organes municipaux locaux, devront être entendus les gouvernements civils respectifs »⁶⁰⁶. Les gouverneurs civils, représentants du gouvernement dans les districts, ont ainsi pour fonction de faire remonter à la DGEA des informations sur les associations.

En mars 1982, la députée Helena Cidade Moura lance une charge contre la politique conduite par le gouvernement de l'Alliance démocratique et le ministre de l'Éducation Vítor Crespo :

« Avec l'arrivée triomphante du gouvernement AD, les associations culturelles ont commencé à être encerclées par les chauve-souris de la mort : la médiocrité et l'insécurité, de mains liées avec l'obscurantisme fascisant. Commence une œuvre de destruction de la dynamique des populations et débute la prépotence, pleine de verbiage démocratique »⁶⁰⁷.

605Ministério da Educação e da Ciência, « Despacho Normativo n° 206/80 », le 2 juillet 1980. p. 2. « Os órgãos autárquicos locais poderão, mediante consulta prévia à Direcção-Geral da Educação de Adultos, emitir parecer sobre as actividades levadas a efeito pelas associações em execução dos projectos subsidiados, apreciando a sua conformidade com os planos aprovados ».

606Citée par Helena Cidade Moura, in *Diário da Assembleia da República*, I^a Série, Numéro 70, 31 mars 1982. p. 2978. « Sem prejuizo das informações que a DGEA possa colher junta dos órgãos autárquicos locais, deverão ser ouvidos os governos civis respectivos ».

607Idem. p. 2978. « Com a chegada triunfante do governo AD, as associações culturais começaram a ser rondadas pelos morcegos da morte: a mediocridade e a insegurança, de mãos dadas com o obscurantismo fascizante. Começa a obra de destruição da dinâmica das populações e inicia-se a prepotência, recheada de palavreado democrático ».

Dans sa déclaration politique, Helena Cidade Moura qualifie de « service de la PIDE », le mécanisme de contrôle de l'action des associations mis en place avec les arrêtés ministériels⁶⁰⁸. S'appuyant sur le cas précis d'Aveiro, district voisin de Coimbra, la députée montre la présence d'un critère politique dans l'attribution des subventions aux associations. Citant le document envoyé par le gouverneur civil d'Aveiro au ministre, Helena Cidade Moura pointe un isolement volontaire de certaines associations. Voici notamment deux exemples cités par la députée :

« Groupe de dynamisation et culture de Pedovido, Castelo de Paiva – À ne pas considérer, pour ces liens politiques avec l'UDP.
[...] NASCENTE – Coopérative d'action culturelle, Espinho – À ne pas considérer. Connotation partidária de gauche »⁶⁰⁹.

Cet argument politique dans l'attribution de subventions aux associations va à l'encontre d'une éducation d'adultes autonome des pressions partidárias. Entravant le développement des actions entreprises par les associations, cette altération politique révèle le caractère secondaire attribué à l'éducation populaire. La politique menée par le ministère de l'Éducation s'ancre dans un contexte de redéfinition de la politique culturelle. Le programme du VIII^e gouvernement constitutionnel, qui entre en fonction en janvier 1981 après la victoire de la coalition de l'AD, pointe comme objectif « la recherche du consensus culturel ». Le nouveau gouvernement souhaite « associer la formation civique et la formation culturelle, au travers d'une loi-cadre inspirée du principe selon lequel la citoyenneté est une composante nucléaire du consensus culturel »⁶¹⁰.

Francisco Lucas Pires, ministre de la Culture et membre du CDS, voit ainsi dans la culture un espace propice au consensus national. Originaire de Coimbra, le nouveau ministre se définit ouvertement comme un « gramscien de droite », croyant dans le pouvoir des idées⁶¹¹. Notion étrange, ce concept de « consensus culturel » semble illustrer une vision pacifiée de la culture, qui permettrait de dépasser les conflits présents au sein de la société. Cette conception de la culture semble être diamétralement opposée à celle défendue à la suite du 25 avril 1974, période durant laquelle elle était perçue comme un élément critique et transformateur de la réalité sociale. La tendance est alors au développement d'une culture homogène et non d'une culture fondée sur la revendication.

608 *Ibid.* p. 2978. « Serviço da PIDE ».

609 *Ibid.* p. 2979. « Grupo de Dinamização e Cultura de Pedovido, Castelo de Paiva – A não considerar, por ligações políticas com UDP. [...] NASCENTE – Cooperativa de Acção Cultural, Espinho – Não considerar. Conotação partidária de esquerda ».

610 Programa do VIII Governo Constitucional. p. 39 et p. 40. « Procura do consenso cultural », « Associar a formação cívica e a formação cultural, através de uma lei-quadro inspirada pela princípio de que a cidadania é uma componente nuclear do consenso cultural ».

611 Rogério Rodrigues, « Lucas Pires "um gramsciano de direita" », *O Jornal*, le 26 février 1982.

Cette conception de la culture défendue par le nouveau gouvernement fait notamment réagir l'écrivain José Saramago, dans le cadre d'une intervention aux Journées démocratiques du MDP/CDE en février 1982. À cette occasion, l'écrivain critique les bases même de cette conception :

« Cet équivoque, nous le savons déjà, consiste à prendre la culture comme une partie autonome du tout social, avec lequel, pour ainsi dire, il se limiterait à avoir des frontières. De fait, traiter la culture comme objet de consensus n'est rien d'autre qu'une tentative de plus, et pas très habile, de désidéologisation de la société. [...] Culture et consensus sont, en effet, des concepts contradictoires. Et si, par la force, on prétend les harmoniser, de deux choses l'une : ou la culture va se perdre par inanition, ou le consensus sera, tôt ou tard, une arme dont se servira le pouvoir pour des fins qui n'ont rien à voir avec la culture »⁶¹².

3.4. De nouvelles tentatives de coordination

À l'image de la période qui a suivi la fin du processus révolutionnaire, ce retrait de la puissance publique semble faire de nouveau apparaître la revendication d'une coordination des activités des associations locales. Toujours est-il qu'à partir de 1982 de nouvelles initiatives vont dans le sens de plus d'échanges entre associations et animateurs. C'est ainsi en janvier 1982 que reparaît la revue *Intervenção*, deux années après l'interruption de la première série. La ligne éditoriale se maintient, de même que la préoccupation de mettre en lumière les activités des animateurs et des associations locales. Huit numéros de cette nouvelle série paraissent ainsi jusqu'en janvier 1983. En décembre 1984, Luís Martins, principal animateur de la revue fonde le Centre d'études et de documentation Intervention (CEDI) dans le but de donner un nouvel élan à ce projet.

La structuration de l'action des associations à la suite de la période révolutionnaire est passée par l'organisation de rencontres nationales à partir de l'année 1977. À l'issue de la troisième rencontre nationale d'associations et d'animateurs culturels, qui se tient à Coimbra en juillet 1979, les participants expriment la volonté de prolonger ces activités au niveau local. Plusieurs rencontres régionales sont ainsi organisées au cours de cette période, prenant notamment appui sur les Centres culturels régionaux alors naissant dans le cadre des politiques mises en place par la direction générale de l'Action culturelle.

Le district de Santarém, au nord-est de Lisbonne, devient ainsi un des pôles les plus

612 José Saramago, « Cultural: um congresso impossível », *O Diário*, Suplemento Cultural, le 14 février 1982. p. 5. « Esse equívoco, já o sabemos, consiste em tomar a cultura como parte autónoma de um todo social, com o qual, por assim dizer, se limitaria a ter fronteiras. Ora, tratar a cultura como objecto de consenso é mais uma e não muito hábil tentativa de desideologização da sociedade. [...] Cultura e consenso são, pois, conceitos contraditórios. E se, à força, se pretenda harmonizá-los, de duas uma : ou a cultura se vai perder por inanição, ou o consenso será, cedo ou tarde, a arma de que se servirá o poder para fins que nada têm que ver com a cultura ».

actifs en matière d'échanges entre animateurs et associations locales, sous l'impulsion de son Centre culturel régional fondé sous la forme d'une coopérative en 1980. En 1982, se tient ainsi la première rencontre d'associations et d'animateurs culturels du district, à Coruche. Si ces rencontres sont organisées dans plusieurs régions du pays, il faut noter que nous n'avons pas trouvé mention de telles initiatives sur le territoire de Coimbra. Les rencontres locales réunissant les associations à Coimbra sont la plupart du temps le fait des structures de la direction générale d'Éducation d'adultes sur ce territoire. Dans ce district, la coordination régionale de l'Éducation d'adultes, alors dirigée par Francisco Dinis Cabral, apparaît comme l'élément de dynamisation des échanges au sein du mouvement associatif local.

C'est à partir de Santarém que prend forme la quatrième rencontre d'associations et d'animateurs culturels organisée au niveau national. L'organisation de cette rencontre qui se tient à Lisbonne en 1986 est de la responsabilité du Groupe élargi pour le mouvement inter-associatif (GAMIA)⁶¹³. Ce groupe informel se constitue au cours d'une réunion qui se tient à Santarém le 19 mai 1985 et à laquelle participent Esaú Dinis, José Ferreira, Madeira Luís, Mário Ribeiro, Orlando Garcia, Teresa Sá, Amadeu Serra, David Evans et Luís Nora. Le processus de préparation de cette nouvelle rencontre voit se produire plus de 100 réunions, mobilisant 250 personnes⁶¹⁴. La quatrième rencontre nationale se tient du 28 février au 2 mars 1986 et résulte d'un long processus d'organisation, avec près de 1200 associations et animateurs conviés à participer.

Mobilisant 241 animateurs et 85 associations, cette rencontre est l'occasion d'un constat quant à l'évolution de la situation du mouvement associatif au cours de cette période depuis 1979, date de la dernière rencontre nationale. Ainsi, selon le reportage réalisé par le *Diário Popular*, « la III^e rencontre nationale a eu lieu en 1979, et, depuis, certaines choses ont changé dans la société portugaise. Les associations, par exemple, ont progressivement perdu de la voix, au détriment des personnes concrètes »⁶¹⁵. Cette rencontre pointe ainsi les difficultés rencontrées par un mouvement associatif en perte de vitesse. Selon les textes préparatoires de la rencontre, la période qui suit la rencontre de 1979 a fortement affecté les collectivités présentes sur le terrain et « pendant ces sept années, les intensités des pratiques associatives se sont atténuées »⁶¹⁶.

613 En portugais *Grupo Alargado para o Movimento Inter-associativo (GAMIA)*.

6144^o Encontro de associações e animadores culturais, « Textos preparatórios », ISCTE, 28 de Fevereiro, 1 e 2 de Março de 1986. 10 p.

615 *Diário Popular*, « IV Encontro de Associações e Animadores Culturais », le 3 mars 1986. p. 20. « O III Encontro Nacional decorrerá em 1979, e, desde então, alguma coisa mudará na sociedade portuguesa. As associações, por exemplo, foram perdendo a voz, a favor das pessoas concretas ».

6164^o Encontro de associações e animadores culturais. *op. cit.* p. 2. « Nestes 7 anos esbaterem-se as intensidades das práticas associativas ».

Présent lors de cette rencontre, le belge Étienne Grosjean reconnaît néanmoins la spécificité du mouvement associatif portugais, « très enraciné sur une base locale et régionale »⁶¹⁷. Cette rencontre s'achève sans décision finale mais avec des recommandations appelant à l'organisation de nouvelles réunions inter-associations, à la mise en place d'un groupe de travail visant à la création d'une association d'animateurs et à l'élaboration d'un cahier de revendications des animateurs. La volonté de donner une continuité à ces actions était d'ailleurs présente dans les textes préliminaires de la rencontre, dans lesquels on pouvait lire que cette quatrième rencontre « indique qu'il y en a eu trois avant et qu'il aura une continuité avec une cinquième, ce qui prouve qu'il ne s'agit pas d'une action isolée »⁶¹⁸.

L'organisation de cette quatrième rencontre en février et mars 1986 intervient au cours d'une période marquée par l'essoufflement de la volonté politique consécutive à la mise en œuvre du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes après 1979. Elle peut être analysée comme une marque de la volonté de relancer un projet d'animation et associatif en lien avec l'héritage de la période révolutionnaire. Cette nouvelle rencontre peut aussi être lue comme le symptôme de la mutation du mouvement associatif en proie à de plus grandes difficultés. Ainsi, selon Lucília Salgado, le PNAEBA « a été détourné dans la pratique, non seulement l'éducation populaire a été réduite à l'alphabétisation et la scolarisation, mais aussi le mode comme l'État s'est comporté avec les associations a détruit beaucoup de leur dynamisme dans ce domaine »⁶¹⁹.

617 *Diário Popular*, « IV Encontro de Associações e Animadores Culturais ». *op. cit.* p. 21. « está muito enraizado na base local e regional ».

618 « Encontro de associações e animadores culturais. *op. cit.* p. 10. « Indica que existiram três antes e que terá continuidade para o quinto, o que prova que não se trata de uma acção isolada ».

619 Lucília Salgado, « O Outro Lado da Educação – Para além do instituído », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n°29, février 1990. p. 117. « Foi desvirtuado na prática, não só a educação popular foi reduzida à alfabetização e escolarização, como o modo como o Estado se relacionou com as Associações destruiu muito do seu dinamismo neste campo ».

Chapitre VIII

La campagne électorale de Maria de Lourdes Pintasilgo et l'héritage éducatif de la révolution portugaise

L'élection présidentielle de 1986 marque une césure nette dans l'histoire récente du Portugal. Marquant la fin de mandat du général Ramalho Eanes, élu en juin 1976, cette élection représente un pas de plus dans l'institutionnalisation du régime démocratique portugais, dix années après l'entrée en vigueur de la Constitution issue de la Révolution des œillets. Dans ce cadre, la campagne en faveur de l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo, de par sa nature et ses spécificités, revendique l'héritage de la période révolutionnaire, notamment en matière éducative et culturelle. Le caractère atypique de cette campagne, qui débute en 1983, se distingue de la pratique des partis politiques et s'appuie sur la mobilisation de groupes locaux.

Alors que le projet d'éducation populaire tel que défini au cours de la période révolutionnaire est en perte de vitesse, notamment avec le progressif abandon du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, le projet politique porté par Maria de Lourdes Pintasilgo s'ancre dans l'approfondissement de la démocratie. Cette prétention à un régime politique plus participatif va de paire avec un développement culturel et éducatif du pays. Cette campagne participe à établir un lien consubstantiel entre culture et politique, dans la droite ligne tracée par le mouvement du pouvoir populaire, au cours de la période révolutionnaire. On peut ainsi interpréter cette candidature comme une tentative de récupération du potentiel éducatif et culturel de la période ouverte par le 25 avril 1974.

Dès lors, il est possible de tracer une ligne de continuité entre plusieurs moments propices au rapprochement entre projets politique et culturel : le processus révolutionnaire qui a secoué le pays de 1974 à 1976, le Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes de 1979, comme réactivation d'un appareil d'État reconnaissant le mouvement associatif et la campagne de Maria de Lourdes Pintasilgo en 1986, qui se fonde sur la dynamisation des groupes locaux et l'approfondissement de la démocratie. L'éducation est alors considérée comme une composante fondamentale de l'édification d'une démocratie radicale, mobilisant les populations localement afin de permettre leur participation dans la gestion des affaires communes.

1. Réaliser le 25 avril en approfondissant la démocratie

La campagne en faveur de Maria de Lourdes Pintasilgo se développe pendant la première moitié des années 1980, au cours d'une période de crise économique et d'éloignement de la période révolutionnaire comme espace de référence. La révision constitutionnelle de 1982 marque une rupture symbolique et pratique avec le texte irrigué par les dynamiques

révolutionnaires. Cette campagne se fonde sur l'importance que représente l'année 1986 pour le futur du pays. Le départ du général Ramalho Eanes offre l'opportunité de l'élection d'un président « civil », fonction qui était occupée par des militaires durant le régime de l'État nouveau. De plus, l'intégration européenne du Portugal se conclut le 1^{er} janvier 1986 avec l'entrée officielle du pays dans la Communauté économique européenne, conjointement avec son voisin espagnol.

Mais pour les soutiens de Maria de Lourdes Pintasilgo, l'élection présidentielle de 1986 représente une opportunité de poursuivre les espoirs nés au cours de la période révolutionnaire. Le potentiel politique de la Révolution des œillets n'aurait ainsi pas encore été totalement achevé. Pour ces militants, la démocratie représentative en vigueur depuis avril 1976, ne serait qu'une partie des prétentions du processus révolutionnaire portugais. Il s'agirait alors d'ouvrir de nouveaux espaces d'opportunités politiques afin de permettre un véritable approfondissement de la démocratie. Durant cette campagne électorale, le slogan « réaliser avril » est adopté par le camp de Maria de Lourdes Pintasilgo et traduit bien les ambitions politiques, économiques, sociales et culturelles des défenseurs de l'approfondissement de la démocratie.

1.1. La figure de Maria de Lourdes Pintasilgo

Le nom de Maria de Lourdes Pintasilgo est apparu à plusieurs reprises au cours de cette recherche. Il s'agit ici de revenir sur sa trajectoire politique, afin d'explicitier au mieux sa candidature à l'élection présidentielle de 1986. Intimement liée aux domaines de l'éducation populaire et de l'animation socioculturelle, Maria de Lourdes Pintasilgo présente un profil atypique dans la sphère politique portugaise. Elle est une des premières femmes à obtenir le diplôme d'ingénieure en 1953 et amorce une carrière dans l'industrie au sein de la CUF⁶²⁰. Parallèlement, elle milite au sein de la Jeunesse universitaire catholique (JUC), organisation qu'elle préside. L'intervention au sein de l'Église est ainsi une constante dans l'action de Maria de Lourdes Pintasilgo.

En 1957, elle fonde au Portugal le Graal, mouvement chrétien international de femmes, en compagnie de Teresa Santa Clara Gomes. Figure de proue de ce mouvement, elle fait entendre une voix différente dans les sphères catholiques, conformément à la doctrine sociale de l'Église, initiée par le Pape Pie XI, en 1931. En 1969, Maria de Lourdes Pintasilgo est nommée par Marcello Caetano à la Chambre corporative, institution du régime. Insérée dans

⁶²⁰En portugais *Companhia União Fabril*.

le système politique mis en place par António de Oliveira Salazar, elle se révèle néanmoins politiquement avec le retour de la démocratie.

Elle fait ainsi partie du premier gouvernement provisoire comme secrétaire d'État à la Sécurité sociale, puis devient ministre des Affaires sociales des II^e et III^e gouvernements provisoires. Elle initie notamment durant cette période l'expérience de la Commission interministérielle pour l'animation socioculturelle. Après cette participation gouvernementale, elle est nommée ambassadrice portugaise au sein de l'UNESCO à Paris et, en 1976, est élue au Conseil exécutif de l'institution. En 1979, elle revient au Portugal pour prendre la direction du V^e gouvernement constitutionnel qui entre en fonction au mois d'août. Nommée par le président de la République, le général Ramalho Eanes, son gouvernement a pour mission la préparation d'élections législatives en décembre 1979. Malgré ce caractère provisoire, cet exécutif de « cent jours » fait preuve d'une grande activité. Maria de Lourdes Pintasilgo a pris ainsi de nombreuses mesures à caractère social, comme la hausse du revenu minimum, des retraites ou encore des prestations chômage. Son programme de gouvernement s'appuie sur une conception large de la culture et de l'éducation, sous-tendue notamment par la notion d'éducation permanente.

À l'issue de son mandat à la tête du cinquième gouvernement constitutionnel, Maria de Lourdes Pintasilgo est au centre d'une polémique l'opposant à l'exécutif de l'Alliance démocratique. À la suite des élections législatives de décembre 1979, Maria de Lourdes Pintasilgo avait dû quitter son poste au sein de la représentation portugaise auprès de l'UNESCO. La pratique aurait voulu qu'elle retrouve ce poste après la tenue des élections et la prise de fonction du nouveau gouvernement. Or, le gouvernement de Francisco Sá Carneiro bloque le retour à Paris de l'ancien Premier ministre et décide finalement de ne pas prolonger son mandat de représentation.

Les circonstances même de cette décision peuvent surprendre. Ainsi un article du *Diário Popular* du 10 janvier 1980 permet de mettre au jour les détails de ce remplacement inattendu :

« Nous avons eu connaissance qu'au sein de l'UNESCO, à Paris, la mesure prise par le gouvernement a causé la plus grande perplexité, étant donné le prestige dont jouit Maria de Lourdes Pintasilgo dans cette organisation. On y souligne le fait que c'est la première fois qu'un Premier ministre est empêché de réoccuper une charge qu'il exerçait avant son passage au gouvernement et le fait que la décision n'ait été communiquée à Maria de Lourdes Pintasilgo que la veille de son départ pour Paris, dimanche dernier, alors qu'elle avait déjà acheté son billet d'avion »⁶²¹.

621 *Diário Popular*, « Substituída na UNESCO Maria de Lourdes Pintasilgo », le 10 janvier 1980. p. 6.
« Soubemos que nos meios da UNESCO em Paris, a medida tomada pelo Governo causou a maior

Les accusations de « vengeance politique » se multiplient, de même que les critiques au gouvernement et au ministre des Affaires étrangères Diogo Freitas do Amaral, leader du CDS. Dès le 24 janvier, le Mouvement démocratique de femmes publie un communiqué dénonçant un « revanchisme politique »⁶²². Melo Antunes, membre du Conseil de la Révolution, établit un parallèle avec Sakharov⁶²³, toutes proportions gardées et parle d'un « acte inqualifiable, démonstratif d'un esprit de revanche, mesquin, rétrograde »⁶²⁴. Dans un entretien au *Diário de Notícias*, Teresa Ambrósio commente la « forme offensante et ridicule comme [Maria de Lourdes Pintasilgo] a été traitée par ce gouvernement »⁶²⁵.

Cette vague de soutiens ne parvient pas à faire revenir le gouvernement sur sa décision. Elle peut être néanmoins interprétée comme le lancement d'une dynamique unitaire autour de Maria de Lourdes Pintasilgo. Le 5 février 1980 est ainsi organisée une rencontre à Lisbonne, au siège de la Voz do Operário, ayant pour thème la « traduction politique de l'expérience de vie chrétienne » dans le parcours de Maria de Lourdes Pintasilgo. Organisé par un groupe de catholiques, ce débat fait salle comble et s'élargit aux soutiens de l'ancienne Premier ministre. Parmi les participants, on compte ainsi Vasco Lourenço et Pizarat Correia, deux capitaines d'avril, Miller Guerra, Rui Grácio, Luís Moita, ou encore António Lopes Cardoso, leader de l'UEDS et Teresa Ambrósio, membre du Parti socialiste. Au cours de cette rencontre, est remise à Maria de Lourdes Pintasilgo une pétition de soutien signée par plus de 12 000 personnes.

À la question de savoir si cette rencontre vise à préparer une candidature présidentielle, les organisateurs restent ambigus, en répondant « nous lançons la balle. Si quelqu'un veut l'attraper cela n'a rien à voir avec nous, ni ne fait partie des intentions du groupe. Notre action se terminera après la réalisation du débat »⁶²⁶. Mais au cours de cette même rencontre, Teresa Ambrósio déclare notamment que « le projet de Lourdes Pintasilgo est un projet en marche et appartient à tous ceux qui cherchent de nouvelles manières d'être et de vivre la liberté, la

perplexidade, dado o prestígio de que Maria de Lurdes Pintasilgo goza naquela organização. Sublinha-se, ali, o facto de ser a primeira vez que um primeiro-ministro é impedido de reocupar o cargo que exercia anteriormente à sua passagem pelo Governo e a circunstância de a decisão só ter sido comunicada a Maria de Lurdes Pintasilgo na véspera da sua partida para Paris, no passado domingo, e quando já tinha inclusivamente, comprado o seu bilhete de avião ».

622 *Diário Popular*, « Acusa o MDM. Afastamento de Pintasilgo da UNESCO é "revanchismo político" », le 25 janvier 1980.

623 Durant ce même mois de janvier 1980, Sakharov est assigné à résidence dans la ville soviétique de Gorki.

624 *Diário Popular*, « Melo Antunes critica "retorno da política externa portuguesa" », le 29 janvier 1980. p. 7. « Um acto inqualificável, demonstrativo de um espírito de "revanche", mesquinho, retrógrado ».

625 Teresa Ambrósio, « Sectores mais progressivos estão subalternizados na AD », *Diário de Notícias*, le 3 février 1980. « Forma afrontosa e ridícula como tem sido tratada por este Governo ».

626 *Diário Popular*, « Grupo de católicos apoia Maria de Lurdes Pintasilgo », le 29 janvier 1980. p. 5. « Nós lançámos a bola. Se alguém a quiser agarrar isso não é connosco, nem está nas intenções deste grupo. A nossa acção teminará após a realização do debate ».

justice et la paix. C'est une marche irréversible, au-delà de quelconques cent jours »⁶²⁷. Si la préparation d'une candidature n'était pas d'actualité en février 1980, nous soutenons néanmoins l'idée que l'impossibilité de retourner à l'UNESCO et les soutiens reçus, permettent à Maria de Lourdes Pintasilgo d'envisager un rôle politique au niveau national et d'amorcer un processus unitaire.

1.2. Le manifeste pour l'approfondissement de la démocratie

Un nouveau pas est franchi dans le processus de constitution d'une candidature axée sur le renouvellement de la démocratie portugaise avec la publication d'un texte le 15 mars 1983, signé par 200 personnalités. Intitulé « Pour un approfondissement de la démocratie », ce document constitue le manifeste fondateur de la campagne de Maria de Lourdes Pintasilgo, en posant les bases théoriques et programmatiques. La publication de ce texte intervient dans un contexte de crise économique, marqué par la baisse du niveau de vie de la population et l'accroissement de la dette publique. Les signataires de ce manifeste défendent que la résolution de cette crise et du discrédit politique passe par l'approfondissement du système démocratique portugais.

Il ne s'agit pas de faire ici une étude textuelle de ce manifeste, mais son analyse est nécessaire puisqu'il pose les bases de l'entreprise collective qui aboutit à la candidature de 1986. Ce document de deux pages est composé de cinq paragraphes exposant les idées de ses signataires. Ces derniers font le constat d'une crise plurielle, qui affecte aussi bien l'économie nationale que la propre pratique politique, discréditée aux yeux de la population. Selon les auteurs de ce manifeste la résolution de cette crise multiple passe par une rénovation de la démocratie portugaise. Reconnaisant la démocratie représentative, le manifeste appelle à son approfondissement par la « double nécessité de rendre sa dignité à la démocratie représentative et de la compléter par diverses formes de participation dans la vie publique »⁶²⁸.

Le troisième paragraphe du texte met en avant la nécessité de fonder cette action politique sur des valeurs éthiques et culturelles. Le caractère moral de la politique est ainsi réaffirmé et pour ces militants, « la démocratie [...] est inséparable de la *qualité éthique*, de la *rigueur scientifique* et de l'*innovation culturelle* »⁶²⁹. L'expérimentation et la participation sont

627 *Diário Popular*, « Lurdes Pintasilgo na Voz do Operária. "A esperança é um cravo de Abril que vai de mão em mão », le 6 février 1980. p. 6. « O projecto de Lurdes Pintasilgo é um projecto em marcha e pertence a todos os que procuram novas maneiras de ser e viver a liberdade, a justiça e a paz. É uma marcha irreversível, para além de quaisquer cem dias ».

628 « Para um aprofundamento da democracia », le 15 mars 1983. p. 1. « Dupla necessidade de dignificar a democracia representativa e de a complementar por diversas formas de participação na vida pública ».

629 *Idem*. Souligné par les auteurs. « A democracia [...] é inseparável da *qualidade ética*, do *rigor científico* e da

ainsi deux piliers de l'action politique défendue par les signataires du texte. La notion de développement est par ailleurs revendiquée, permettant d'établir le lien entre l'approfondissement de la démocratie et un projet nouveau pour l'économie nationale. Le texte pointe ainsi la nécessité d'ériger un nouveau modèle, permettant une amélioration des conditions de vie de la population et une réduction des inégalités sociales. De plus, « celui qui travaille a besoin de savoir ce qu'il produit et pour quoi il produit, afin de ne pas être un agent passif, mais un sujet actif dans la reconstruction économique »⁶³⁰.

Enfin, ce manifeste se conclut sur l'expression de la volonté des signataires de mener un « travail de recherche collectif des projets nécessaires et viables dans les communautés qui composent le tout national »⁶³¹. Ce texte fondateur vient ainsi poser les bases de ce travail collectif visant à la promotion d'une démocratie plus participative. Les 200 signataires du manifeste « pour l'approfondissement de la démocratie » considèrent une action politique à long terme, s'ancrant dans les communautés locales. Ils participent à une redéfinition de la sphère politique, affirmant que « nous ne nous contenterons pas du vote. Nous ne prétendons pas que change seulement le gouvernement ; nous voulons surtout que change la politique »⁶³².

Il convient désormais d'analyser la liste des 200 signataires qui se réunissent sur ces orientations programmatiques. Nous avons posé la campagne présidentielle de Maria de Lourdes Pintasilgo comme un espace de récupération de l'héritage éducatif et culturel de la période révolutionnaire portugaise. Les caractéristiques des signataires de ce manifeste en faveur d'un approfondissement de la démocratie viennent confirmer cette hypothèse. Outre le nom des signataires, le document rendu public en mars 1983 renseigne sur leur activité professionnelle. Si l'on considère les signataires provenant des secteurs de l'éducation, de la culture ou de l'animation, on obtient ainsi 79 signataires, soit 39,5% du total. Quelques noms symboliques se dégagent de cette liste outre Maria de Lourdes Pintasilgo, comme Aida Ferreira, ancienne responsable de la Commission interministérielle pour l'animation socioculturelle, José Mário Branco, Sérgio Godinho et Vitorino, chanteurs d'intervention, Hélder Costa, créateur du théâtre ouvrier à Paris et proche d'Augusto Boal ou encore Luísa Cortesão, pédagogue.

inovação cultural ».

630 *Ibid.* p. 2. « Quem trabalha precisa de saber o que produz e para que produz, a fim de ser não um agente passivo, mas um sujeito activo da reconstrução económica ».

631 *Ibid.* p. 2. « Trabalho de procura colectiva dos projectos necessários e viáveis nas comunidades que compõem o todo nacional ».

632 *Ibid.* p. 2. « Não nos contentaremos com o voto. Não pretendemos apenas que mude o Governo; queremos sobretudo que mude a política ».

Le mouvement en faveur d'une rénovation de la démocratie exprimée par ce texte de 1983 réunit, de plus, plusieurs militants de la BASE-FUT et du Graal. Ces deux organisations ont été particulièrement actives au niveau national dans les domaines de l'animation et de pratiques pédagogiques alternatives. Outre le contenu théorique et pratique de ce texte, les caractéristiques de ses signataires montrent un contenu culturel essentiel au sein de ce mouvement alors naissant. Le projet politique défendu par Maria de Lourdes Pintasilgo et les autres signataires du texte vient puiser aux sources de la période révolutionnaire afin de construire une démocratie qui « réhabilite l'action politique et qui fasse d'elle une responsabilité quotidienne. *La politique est de tous les jours*. Elle s'exerce dans les entreprises et dans les écoles, dans les villages et dans les quartiers, dans les municipalités et dans les régions – partout où la participation et l'associativisme concrétisent l'effort collectif et où naissent les communautés d'intérêts des divers groupes sociaux »⁶³³.

1.3. La structuration du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie

La parution du texte de mars 1983 constitue un premier pas programmatique vers une dynamique d'une candidature à l'élection présidentielle. Dans les mois suivant cette publication, la continuité de ce mouvement est assurée au cours d'une rencontre nationale qui se tient les 14 et 15 mai 1983, à Lisbonne. C'est au cours de cette rencontre que les signataires du document se structurent en créant le Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie (MAD). Se définissant comme « un mouvement d'initiative socioculturelle et de participation démocratique »⁶³⁴, le MAD a quelque peu élargit son audience et réunit alors 250 souscripteurs. À l'issue de cette rencontre, est créée une coordination nationale du mouvement réunissant 20 membres à l'échelle nationale et 10 représentants régionaux.

Au cours de cette même rencontre est adopté le texte « Agir localement / penser globalement », réflexion sur le mode de fonctionnement et d'action de la nouvelle organisation⁶³⁵. En novembre 1983, un document interne vient apporter des propositions afin de définir les domaines d'intervention prioritaires de la nouvelle organisation. Le MAD aurait ainsi pour objectifs d'« encourager l'espérance, en inscrivant dans le court-moyen terme le

633 *Ibid.* p. 1. Souligné par les auteurs. « Reabilita a acção política e faz dela uma responsabilidade quotidiana. *A política é de todos os dias*. Ela exerce-se nas empresas e nas escolas, nas aldeias e nos bairros, nas autarquias e nas regiões – em toda a parte onde a participação e o associativismo concretizam o esforço colectivo e onde nascem as comunidades de interesses dos vários grupos sociais ».

634 Movimento para um aprofundamento da democracia, « Para um aprofundamento da democracia. Comunicado final do encontro de 14 e 15 de Maio de 1983 », sans date. p. 1. « Um movimento de iniciativa sócio-cultural e de participação democrática ».

635 « Para um aprofundamento da democracia », « Agir localmente / pensar globalmente – critérios sobre métodos de acção e formas de organização », 14 et 15 mai 1983. 4 p.

long terme », de « mobiliser socialement et politiquement, en définissant les marges de transformation immédiatement possibles » et de « rechercher collectivement les propositions alternatives, en comprenant les déséquilibres structurels de la société portugaise comme des moyens au service d'une stratégie orientée vers leur dépassement »⁶³⁶.

Une nouvelle rencontre nationale a lieu à Porto, les 21 et 22 janvier 1984 et apporte une nouvelle structuration au MAD. La Commission coordinatrice nationale est dès lors composée de 17 personnalités, auxquels s'ajoutent les représentants des groupes régionaux. Rui Pedroso de Lima représente ainsi l'organe local de Coimbra au sein de la commission nationale. Cette rencontre nationale donne le coup d'envoi du programme « Projeter avril », qui vise à commémorer les dix ans de la Révolution et à ancrer cette période dans la construction du futur du pays. À l'issue de cette rencontre de janvier 1984, l'accent semble être mis sur la structuration du mouvement au niveau local, avec notamment la mise en place de coordinations régionales sur le territoire. Les contacts au niveau local se multiplient, avec notamment l'organisation de sessions et de débats. Néanmoins, le mouvement peine à se développer et ne compte à la fin de l'année 1984 que 438 adhérents, plus de la moitié se concentrant dans les deux plus grandes villes du pays, Lisbonne et Porto.

Une troisième rencontre nationale est organisée à Lisbonne, les 9 et 10 mars 1985. Les membres du MAD y font notamment le constat de l'accentuation de la situation de crise, se matérialisant notamment par la perte de crédit du pouvoir politique, le poids croissant des partis et l'augmentation de la dépendance du pays au niveau international. Le plan d'activité pour 1985 adopté au cours de cette rencontre appelle notamment à une renégociation de la dette publique, afin de permettre d'ériger un nouveau modèle économique fondé sur la notion de développement. L'organisation prévoit, de plus, l'« intervention dans les campagnes politiques qui ont lieu en 1985, en exprimant l'autonomie de son discours »⁶³⁷. Mais, selon ce texte de 1985, ces participations seront « décidées au cas par cas, dans les instances adéquates, après une appréciation pondérée »⁶³⁸. D'abord prévue pour 1985, l'élection présidentielle se tient finalement en janvier 1986.

636 *Movimento para um aprofundamento da democracia*, « Áreas de referência. Documento Base. Proposta de Texto », novembre 1983. p. 3. « Incentivar a esperança, encerrando no curto-médio prazo o longo prazo », « mobilizar social e politicamente, definindo as margens de transformação imediatamente possíveis » et « pesquisar colectivamente as propostas alternativas, entendendo os desequilíbrios estruturais da sociedade portuguesa como meios ao serviço de uma estratégia orientada para a sua superação ».

637 *Movimento para o aprofundamento da democracia*, Plenário nacional, « Plano de actividades para próximo ano », 9 et 10 mars 1985. p. 5. « Intervenção nas campanhas políticas que tenham lugar em 1985, exprimindo a autonomia do seu discurso ».

638 *Idem*. p. 8. « Decididas caso a caso, nas instâncias adequadas, após apreciação ponderada ».

1.4. La récupération de l'héritage du 25 avril

Le mouvement initié autour de Maria de Lourdes Pintasilgo s'ancre profondément dans la récupération de l'héritage de la période révolutionnaire. L'allusion au 25 avril comme héritage à faire fructifier est une constante dans les documents du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie. La période révolutionnaire est alors perçue comme une phase d'espérances, qu'il s'agirait de réaliser en réhabilitant la politique par une plus grande participation de la population. Les auteurs du manifeste présenté en mars 1983 défendent ainsi que « neuf ans après le 25 avril, beaucoup de nos espérances individuelles et collectives restent à réaliser. Mais nous n'abandonnerons pas. La démocratie que nous avons conquise doit être poursuivie et approfondie »⁶³⁹. Cette citation met bien en valeur la relation de proximité du MAD avec l'héritage de la période révolutionnaire.

« Projeter avril », « faire d'avril un projet » deviennent ainsi des mots-d'ordre au sein de l'organisation. À l'occasion de l'année 1984, marquant les dix ans de la chute du régime autoritaire, le MAD met en place un programme de sessions intitulées « Journées projeter avril », fondées sur quatre thèmes : « approfondissement de la démocratie ; nouveaux modèles et processus de développement ; mouvements sociaux et intervention politique ; le Portugal et la solidarité entre les peuples »⁶⁴⁰. Dans ce cadre, le MAD se définit comme « un des mouvements sociaux qui prétendent donner corps aux aspirations et aux espérances qui ont émergé en avril 1974 »⁶⁴¹. Le programme « Projeter avril » qui s'étend d'avril 1984 au premier trimestre 1985 met l'accent sur quatre secteurs qui permettent de mesurer la richesse du processus révolutionnaire portugais : la culture, la politique, l'économie et le social.

En mars 1984, quelques semaines avant les commémorations officielles, le mouvement exprime l'écart existant entre les espoirs de la période révolutionnaire et la réalité que connaît alors le pays. Il s'agirait ainsi de récupérer l'élan de la période révolutionnaire afin de construire le futur du pays. Ainsi, selon le document de mars 1984 :

« Dix ans après la révolution du 25 avril, la société portugaise vit une situation de blocage, de désespérance et d'endormissement résigné. Là où beaucoup espéraient la différence, la créativité, des solutions tournées vers la réalisation des aspirations légitimes du peuple portugais, se sont installés la routine, la désillusion et le conformisme »⁶⁴².

639« Para um aprofundamento da democracia », *Op. Cit.* p. 2. « Nove anos depois do 25 de Abril, muitas das nossas esperanças individuais e colectivas continuam por realizar. Mas não desistiremos. A democracia que conquistamos tem de ser prosseguida e aprofundada ».

640« Projectar Abril. Linhas de orientação do MAD », janvier 1984. p. 5. « Aprofundamento da democracia ; novos modelos e processos de desenvolvimento ; movimentos sociais e intervenção política ; Portugal e a solidariedade entre os povos ».

641*Idem.* p. 1. « Um dos movimentos sociais que pretende dar corpo às aspirações e esperanças emergentes em Abril de 74 ».

642« MAD. 25 de Abril : dez anos de passado, um projecto de futuro ». 30 mars 1984. p. 1. « Dez anos após a

Ce programme visant à projeter la révolution portugaise débute à Lisbonne, le 8 avril 1984, avec une séance de films et de témoignages organisée dans les locaux de l'association Voz do Operário. La soirée est ponctuée par une intervention finale de Maria de Lourdes Pintasilgo. Au cours de cette intervention, la principale figure du MAD définit les liens unissant ce mouvement social et la référence à la période révolutionnaire :

« Il nous importe de *prendre en main Avril et de le mettre devant nous*, vers là où nous n'avons pas pu arriver, vers les distances qui nous attendent, pour la nouveauté qu'il est urgent d'inventer, d'instaurer, de créer. Il nous importe qu'Avril ne soit pas seulement un passé à rappeler fidèlement chaque année, mais surtout *un futur à découvrir* »⁶⁴³.

La Révolution des œillets et le surgissement des citoyens sur la scène politique jouent pour les membres du mouvement le rôle d'un référentiel, comme un ensemble d'expériences pouvant inspirer l'approfondissement de la démocratie, qu'ils appellent de leurs vœux. Néanmoins, cette posture ne se traduit pas par une vision figée du passé qui ferait de sa reproduction un objectif cardinal. En effet, « plutôt que de se situer dans une optique passéiste, en listant des faits et en rappelant la trajectoire nationale parcourue à partir de cette date, le MAD prétend assumer le 25 avril comme une dynamique présente et comme un projet de futur »⁶⁴⁴. Il s'agirait donc de revenir aux fondements de la mobilisation populaire permise après le 25 avril 1974 pour construire un futur politique, économique, social et culturel.

Cette référence constante au 25 avril 1974 est présente dès les premiers moments dans le mouvement de soutien à Maria de Lourdes Pintasilgo. En février 1980, lors du débat en hommage à l'action de l'ancienne premier-ministre, la salle entonne *Grândola, Vila Morena* et le slogan « 25 avril toujours » est abondamment repris⁶⁴⁵. La présence de capitaines d'avril et la symbolique de l'œillet souligne un peu plus la référence à la Révolution d'avril 1974. À la tribune, Rui Grácio déclare ainsi que Maria de Lourdes Pintasilgo « a menacé que les promesses d'avril étaient faites pour être tenues »⁶⁴⁶. La candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo se présente alors comme une réalisation des potentialités du 25 avril.

revolução de 25 de Abril a sociedade portuguesa vive uma situação de bloqueio, de desesperança e de adormecimento resignado. Onde muitos esperavam diferença, criatividade, soluções voltadas para a realização das aspirações legítimas do povo português, instalou-se a rotina, a desilusão, o conformismo ».

643 Maria de Lourdes Pintasilgo, discours prononcé lors des Journées « Projectar Abril », Lisbonne, le 8 avril 1984. p. 1. Souligné par l'auteur. « Importa-nos *pegar em Abril e empurrá-lo para diante de nós*, para onde ainda não conseguimos chegar, para as distâncias que nos esperam, para o novo que é urgente inventar, instaurar, criar. Importa-nos que Abril seja não só um passado a lembrar fielmente em cada ano, mas sobretudo *um futuro a descobrir* ».

644 « Projectar Abril. Linhas de orientação do MAD ». *op. cit.* p. 1. « Mais do que situar-se numa optica passadista, historiando factos e recordando a trajetória nacional percorrida a partir dessa data, pretende o MAD assumir o 25 de Abril como dinâmica presente e como projecto de futuro ».

645 *Diário Popular*, le 6 février 1980. *op. cit.* p. 6.

646 *Idem*. p. 6. « Ameaçou que as promessas de Abril eram para se cumprir ».

Eduardo Lourenço, philosophe et écrivain, fait partie des premiers signataires du texte « Pour un approfondissement de la démocratie », de mars 1983. Un de ses textes, publié en 1976 dans les colonnes du *Monde Diplomatique*, permet d'apporter un éclairage à cette revendication de la Révolution portugaise comme référence. Dans ce texte, Eduardo Lourenço lance une interrogation qui pointe la potentielle richesse du moment révolutionnaire portugais. Pour le philosophe, « la seule question est de savoir si le mouvement a atteint la pointe extrême de sa trajectoire, ou s'il conserve des virtualités révolutionnaires jusqu'ici inutilisées »⁶⁴⁷. À cette interrogation, le Mouvement pour un approfondissement de la démocratie semble répondre que les potentialités révélées par le mouvement révolutionnaire de 1974-1976 n'ont pas toutes été concrétisées dans le régime démocratique alors en vigueur au cours des années 1980.

Pour ces militants, il ne s'agirait pas d'un retour à la période révolutionnaire comme un objectif final, mais bien plus de faire de ce processus de changement radical un point de départ permettant à de nouvelles opportunités politiques de surgir. L'élection présidentielle de 1986 marque ainsi un nouveau moment dans l'institutionnalisation de la démocratie au Portugal. Dix années après l'entrée en vigueur de la Constitution de 1976, la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo est pensée comme une possibilité de réaliser les prétentions du 25 avril 1974, héritage dont l'évolution de la fin des années 1970 et du début 1980 montre un éloignement, voire un rejet.

2. Un projet éducatif et culturel

Si le 25 avril constitue une référence centrale au sein du mouvement en faveur de l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo, les aspects culturels et éducatifs de cette période sont au cœur même de cette candidature. La figure de Maria de Lourdes Pintasilgo est intimement liée aux mouvements d'éducation populaire, notamment le Graal particulièrement actif sur le territoire de Coimbra. Son action gouvernementale, avec la création de la Commission interministérielle pour l'animation socioculturelle dès septembre 1974 et les mesures prises en 1979 comme Premier ministre, mettent en relief ses expériences dans les domaines éducatif et culturel. Les discours de la candidate et de ses soutiens soulignent les liens consubstantiels unissant politique et culturel. Reprenant Paulo Freire, la politique constitue un acte culturel pour Maria de Lourdes Pintasilgo.

La nature du projet politique candidat en janvier 1986 traduit cette perspective culturelle

⁶⁴⁷Eduardo Lourenço, « Une révolution qui n'a pas osé aller au bout d'elle-même. La Gauche portugaise victime de ses contradictions », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1976. p. 15.

de l'action politique. Le programme de Maria de Lourdes Pintasilgo vise alors au développement d'une nouvelle culture politique, fondée sur la participation des citoyens à la vie collective, en lien direct avec la volonté d'approfondir la démocratie qui a vu le jour à l'issue du processus révolutionnaire. Au cours de la campagne, les sessions culturelles sont ainsi toujours présentes, en lien avec des moments de présentations du projet politique. Le processus de constitution de la candidature atteint une dynamique propre et permet de développer « un grand mouvement civique et culturel », selon les termes de la députée socialiste Teresa Ambrósio⁶⁴⁸.

2.1. La politique comme acte culturel

Le projet qui s'exprime autour de la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo participe à une redéfinition du champ du politique. L'objectif d'une revitalisation de la démocratie représentative est complété par celui de la dynamisation d'une participation politique quotidienne et locale. Par ailleurs, le Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie développe une conception de la politique comme un acte profondément culturel. L'analyse faite de la Révolution des œillets permet de montrer l'importance de cette facette culturelle de la mobilisation politique. En avril 1984, Maria de Lourdes Pintasilgo développait ainsi sa conception de la Révolution portugaise :

« Si le 25 avril a été, dans son expression strictement militaire, un coup d'État, il est devenu immédiatement, de par la multiplicité et l'intensité de son expression populaire, *un acte culturel*. Acte culturel car un peuple gagne voix, car il acquiert les moyens de forger son destin, de construire son histoire »⁶⁴⁹.

La culture est ici entendue comme une prise des hommes et femmes sur leur destin politique. La réappropriation de la parole politique constitue ainsi une des principales conquêtes de la chute du régime autoritaire. La création d'organes démocratiques de base au cours du processus révolutionnaire serait alors une conséquence même de cette réappropriation de la parole, l'institutionnalisant afin de permettre des réalisations concrètes. Cette conception de la politique vient souligner un peu plus la revendication de l'héritage du 25 avril 1974 par les membres du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie. Par opposition à la nature, la culture est composée de l'ensemble du champ des activités humaines. Cette conception de la politique va de paire avec la revendication du droit à la

648 Teresa Ambrósio, le 3 février 1980. *op. cit.*. « Um grande movimento cívico e cultural ».

649 Maria de Lourdes Pintasilgo, « Projectar Abril é... », *Animador*, n°2, sans date (1985?). p. 4. Souligné par l'auteur. « Se o 25 de Abril foi, na sua expressão estritamente militar, um golpe de Estado, tornou-se imediatamente, na multiplicidade e na intencidade da sua expressão popular, *um acto cultural*. Acto cultural porque um povo ganha voz, porque passa a ter os meios de forjar o seu destino, de construir a sua historia ».

participation des populations comme actrices d'un projet d'ampleur culturelle.

Le projet porté par le MAD peut facilement être lié à l'éducation populaire, notre objet d'étude. La revendication de la dimension culturelle de la politique est ainsi directement inspirée de l'œuvre de Paulo Freire. L'idée que toutes activités humaines s'ancreraient dans le domaine de la culture en permettant une attitude de compréhension et de prise sur le monde est bien présente dans les publications du mouvement. Ainsi selon Rui Namorado, un des responsables locaux de la campagne à Coimbra, Maria de Lourdes Pintasilgo, possédait « dans sa rhétorique ou dans son discours l'idée que le lien à la culture est une chose intrinsèque. La politique comme un acte de culture et la culture comme une dimension indispensable de la politique »⁶⁵⁰. Le processus de constitution du mouvement de soutien à l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo s'accompagne ainsi d'activités culturelles permettant de renforcer ce lien intrinsèque.

L'engagement de Maria de Lourdes Pintasilgo au sein du Graal permet d'éclairer un peu plus les relations qu'entretiennent culture et politique. Il est nécessaire de souligner l'important soutien qu'a pu constituer la structure du Graal au sein du MAD. Ces deux organisations entretiennent un lien organique bien au-delà de la figure centrale de Maria de Lourdes Pintasilgo, avec notamment la présence de plusieurs de ces militantes parmi les premiers signataires du manifeste pour un approfondissement de la démocratie. Le bulletin du Graal *Igreja em dialogo* a ainsi permis la diffusion des idées au centre de l'initiative du MAD. La contribution de Teresa Santa Clara Gomes, proche de Maria de Lourdes Pintasilgo et député de l'UEDS est ici capitale.

En 1982, Teresa Santa Clara Gomes défendait ainsi à l'UNESCO que « la culture est politique, dans la mesure où elle se réfère aux citoyens et à leur nécessité, et dans la mesure où elle vise de nouvelles formes d'organisation de la vie sociale »⁶⁵¹. Au sein du Graal comme du MAD, la culture n'est en aucun cas pensée comme une activité de divertissement, mais bel et bien comme un outil pour comprendre la réalité sociale et la transformer. Au cours de la première rencontre des signataires du texte fondateur du MAD, les 14 et 15 mai 1983, les participants déclarent ainsi que « dans notre intervention transformatrice, nous serons attentifs à la permanente articulation entre le politique, l'économique et le culturel »⁶⁵².

650Entretien avec Rui Namorado. Coimbra, le 7 novembre 2012. 111 minutes. « Tem na retorica ou no discurso a ideia da ligação a cultura é uma coisa intraseca. A politica como acto de cultura, e a cultura como uma dimensão indispensavel da politica ».

651Teresa Santa Clara Gomes, « Cultura e democracia », *Igreja em dialogo*, n°42, septembre / octobre 1982. p. 4. « A cultura é política, na medida em que se refere aos cidadãos e às suas necessidades, e na medida em que visa novas formas de organização da vida social ».

652*Igreja em dialogo*, « Agir localmente, pensar globalmente », n°44, avril / mai 1983. p. 1. « Na nossa intervenção transformadora estaremos atentos à permanente articulação entre o político, o económico e o

C'est dans ce cadre que prend pied le concept de démocratie culturelle, capital pour la compréhension des liens existants entre culture et politique pour les militants soutenant l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo. Dans le numéro de mars 1979 de *Igreja em dialogo*, Teresa Santa Clara Gomes signe un article qui permet une théorisation du concept de démocratie culturelle. Il s'agit d'un discours prononcé au siège de l'association António Sérgio de Lisbonne, à l'occasion du colloque « Socialisme démocratique et politique culturelle ». Teresa Santa Clara Gomes y développe une conception large de la culture, qu'elle définit comme un tout mêlant l'activité de l'artiste, la prise de l'homme sur son quotidien, le patrimoine et l'invention du futur. La culture serait ainsi l'expression du pouvoir créateur de l'être humain.

Selon cette proche de Maria de Lourdes Pintasilgo, « aujourd'hui, personne ne doute que les options politiques impliquent, nécessairement, des options culturelles »⁶⁵³. Il existerait ainsi un lien d'interdépendance entre l'approfondissement de la démocratie politique et la mise en place d'une démocratie culturelle caractérisée par la décentralisation et la participation de tous. Ces deux mouvements se renforcent ainsi réciproquement. L'entreprise culturelle aurait alors un rôle important à jouer dans la réappropriation de la parole politique par les citoyens. Pour Teresa Santa Clara Gomes, « l'action culturelle innovatrice propose l'immédiat viable, la brèche possible, le redimensionnement de la société à la mesure de l'homme »⁶⁵⁴.

Dans le texte déjà cité de 1982, la députée de l'UEDS déclare ainsi que « là où il y a de la vie culturelle collective, il y a des conditions pour l'exercice de la citoyenneté politique ; là où la participation démocratique s'exerce et est reconnue comme un droit pour tous, la vie culturelle trouve, également, un terrain fertile pour se développer »⁶⁵⁵. Cette affirmation et les éléments de définition du projet de démocratie culturelle semble influencer le mode d'action du MAD. La prise en compte de la dimension culturelle de l'action politique rapproche un peu plus l'entreprise d'approfondissement de la démocratie autour de la figure de Maria de Lourdes Pintasilgo du projet d'éducation populaire, tel que formulé au cours du processus révolutionnaire portugais. Dans son Manifeste électoral, la candidate défend l'idée selon laquelle « la construction du Portugal du futur passe nécessairement par un nouveau type de relations sociales, par une plus intense participation démocratique, par une réelle ouverture à

cultural ».

653 Teresa Santa Clara Gomes, « Democracia cultural », *Igreja em dialogo*, n°15, mars 1979. p. 2. « Hoje ninguém duvida de que as opções políticas implicam, necessariamente, opções culturais ».

654 *Idem*. p. 3. « A acção cultural inovadora propõe o viável imediato, a brecha possível, o redimensionamento da sociedade à medida do homem ».

655 Teresa Santa Clara Gomes, septembre / octobre 1982. *op. cit.*. « Onde há vida cultural participada, há condições para o exercício da cidadania política ; onde a participação democrática se exerce e é reconhecida como direito de todos, a vida cultural encontra, igualmente, terreno fértil para se desenvolver ».

l'innovation technologique et par une nouvelle créativité culturelle »⁶⁵⁶.

2.2. L'animation au centre du projet politique

Dans la description de la démocratie culturelle faite en 1979, Teresa Santa Clara Gomes défend que « l'animation socioculturelle est un élément de dynamisation de toutes les formes de participation sociale, pouvant jouer un rôle déterminant dans la mobilisation des dynamismes potentiels d'une société pour des objectifs communs »⁶⁵⁷. Cette affirmation semble orienter les actions entreprises par le MAD à partir de 1983. Dès le mois d'octobre paraît le premier numéro du bulletin *Intercomunicador para o aprofundamento da democracia*⁶⁵⁸, journal ayant pour objectif d'assurer la liaison entre les groupes locaux. Les termes composant le titre du bulletin accentuant l'importance de la communication fait écho aux projets d'animation socioculturelle. Ce premier numéro développe certaines revendications du mouvement et revient notamment sur son « exigence culturelle »⁶⁵⁹.

En avril 1984, le Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie lance une nouvelle publication au titre tout aussi révélateur : *Animador*⁶⁶⁰. Ce numéro expérimental est suivi d'un premier numéro en décembre 1984. Cette revue, plus structurée que le bulletin *Intercomunicador*, met en réflexion les thèmes centraux au cœur du projet politique du MAD. On y trouve ainsi des articles en lien avec la politique de l'habitation, l'école ou encore la culture. Dans le numéro de décembre 1984, António Brandão Guedes, membre de la BASE-FUT, signe ainsi un article consacré à la révolution technologique et ses conséquences pour les citoyens et les conditions de travail, et Aida Ferreira présente les ambitions de l'animation culturelle⁶⁶¹.

La ligne suivie par cette publication semble correspondre aux objectifs de l'animation, telle que définie au Portugal après 1974. Il ne s'agit pas de faire de la propagande électorale ou de donner des informations sur la vie du mouvement. L'objectif semble être de présenter des synthèses sur des sujets d'actualités, et en lien avec les ambitions politiques du

656 Maria de Lourdes Pintasilgo, « Manifesto Eleitoral », Eleições Presidenciais 1986, le 2 janvier 1986. p. 4. « A construção do Portugal do futuro passa necessariamente por um novo tipo de relações sociais, por uma mais intensa participação democrática, por uma real abertura à inovação tecnológica e por uma nova criatividade cultural ».

657 Teresa Santa Clara Gomes, *Igreja em dialogo. op. cit.* p. 2. « A animação socio-cultural é um elemento dinamizador de todas as formas de participação social, podendo assumir um papel determinante na mobilização dos dinamismos potenciais de uma sociedade para objectivos comuns ».

658 En portugais *Inter-comunicateur pour l'approfondissement de la démocratie*.

659 *Intercomunicador para o aprofundamento da democracia*, « Pólos de aprofundamento », n°1, octobre 1983. p. 3.

660 *Animador*, Movimento para o aprofundamento da democracia, n°0, avril 1984. 16 p.

661 *Animador*, Movimento para o aprofundamento da democracia, n°1, décembre 1984 / janvier 1985. 32 p.

mouvement. Il s'agirait ainsi « d'animer » les lecteurs en leur fournissant les informations nécessaires à leur positionnement. Au sein des militants pour l'approfondissement de la démocratie, l'animation apparaît comme une méthode, un instrument permettant la mobilisation et la participation des citoyens à la base.

Cette perspective théorique conduit à des réalisations pratiques, notamment sur le territoire du district de Coimbra. Le groupe de soutien à la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo de la région de Coimbra organise ainsi des événements mêlant moments culturels, informations et débats sur des thématiques en lien avec le projet du MAD. Le 13 décembre 1985 se tient ainsi un colloque consacré à « l'école et la société », avec notamment la participation de Gersão Ventura, Luísa Cortesão et Isabel Lemos. Dans le cadre d'un cycle de colloque intitulé « Société portugaise – quel futur ? », le groupe de Coimbra organise plusieurs soirées thématiques : « Questionner l'énergie » (École supérieure agraire de Coimbra, 1984), « Santé – Institutions et usagers », (Faculté de mathématiques, le 18 décembre 1985) ou encore « L'intervention sociale de la femme » (Faculté de mathématiques, le 8 janvier 1986).

La pluralité de ces thèmes est une traduction du caractère ample du projet défendu par les militants d'une démocratie permettant la participation quotidienne des citoyens. Le groupe de Coimbra met ainsi en place des sessions culturelles permettant le financement de la campagne locale. Ces sessions viennent ainsi réaliser les prétentions culturelles du projet de démocratie participative. Organisés le samedi au siège du Grémio Operário sous la forme de cafés-concerts, ces moments culturels joignent dîners et spectacles. Le 14 décembre 1985, le café-concert réunit ainsi plusieurs moments musicaux tels que des ballades, de la musique populaire, du fado, des danses tziganes, et de l'accordéon et de la flûte. La semaine suivante, le chanteur Manuel Freire avec des d'autres invités sont sur scène et le compositeur António Vitorino de Almeida participe à la session du 4 janvier 1986.

Les membres de la campagne préparaient à cette occasion un dîner et organisaient les tables afin de dégager des fonds. Les artistes présents contribuaient aussi en permettant la vente d'articles. Véritables moments de « vivre-ensemble » selon Maria do Rosário Gama⁶⁶², ces cafés-concerts et les débats permettent de réaliser le projet politique et culturel du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie. Il est possible d'interpréter ces sessions comme de véritables activités d'animation visant à la mobilisation de la population sur la base de sa participation à la vie politique. Ces séances, en réaffirmant les liens unissant culture et politique, constituent des préfigurations de ce que serait une démocratie

662Entretien avec Maria do Rosário Gama. Coimbra, le 11 mars 2014. 75 minutes.

véritablement participative.

2.3. Une démocratie radicale

Il convient désormais de tracer les lignes directrices de ce projet d'approfondissement de la démocratie, défendu par les militants réunis autour de Maria de Lourdes Pintasilgo. Fondé sur la critique de la crise de la démocratie portugaise et de son éloignement de l'héritage révolutionnaire, les membres du MAD définissent en négatif le régime démocratique qu'ils appellent de leurs vœux. Les signataires du manifeste pour l'approfondissement de la démocratie ne rejettent en aucun cas la démocratie représentative, alors en vigueur au Portugal, conformément à la Constitution approuvée en avril 1976. Néanmoins, ils pointent la nécessité de la perfectionner en réduisant l'écart existant entre élus et électeurs, critiquant ainsi le mode d'action des partis politiques. Nous pouvons qualifier cette démocratie de radicale, au sens étymologique, puisqu'elle a vocation à s'enraciner à la base de la société, en renforçant les mécanismes de participation de la population.

Selon le manifeste pour l'approfondissement de la démocratie, rendu public en mars 1983, cet éloignement des représentants à l'égard des représentés associé à la crise économique et politique conduit à une déconsidération de l'action politique de la part des électeurs. Ainsi ses signataires considèrent que « le discrédit de la pratique politique actuelle devient chaque fois plus généralisé et préoccupant »⁶⁶³. L'abstention croissante aux élections successives confirment ce constat d'une baisse de la participation politique à mesure que s'institutionnalise le régime démocratique portugais. Les résultats des élections législatives traduisent bien cette croissante de l'abstention : 12,8% en décembre 1979 (15,9% à Coimbra), 16,1% en octobre 1980 (18,4%) et 22,2% en avril 1983 (25,1%)⁶⁶⁴. L'élection présidentielle de décembre 1980, normalement plus mobilisatrice car reposant sur le choix d'une personnalité, voit ainsi une abstention de 15,6% au niveau national⁶⁶⁵.

Outre la revitalisation de la démocratie participative, les signataires du texte fondateur de mars 1983 militent pour la mise en place de mécanismes permettant la participation régulière des citoyens dans la gestion des affaires communes. Les membres du MAD sont ainsi en faveur d'un élargissement du concept même de politique, qui connaît alors une réduction à la seule action des partis politiques. Par l'intermédiaire de l'élection, les organisations politiques

663« Para um aprofundamento da democracia », *op. cit.*, p. 1. « Torna-se cada vez mais generalizado e preocupante o descrédito da prática política corrente ».

664Comissão Nacional de Eleições, *Resultados eleitorais. Assembleia Constituinte – Assembleia da Republica*, Lisboa, Comissão Nacional de Eleições, 1995. 257 p.

665Idem. 257 p.

représentées au gouvernement détiendraient ainsi le monopole de l'action politique. Le droit de vote constituerait alors la seule action légitimement reconnue aux citoyens.

S'opposant à cette réduction du champ d'action politique, le mouvement qui se constitue autour de Maria de Lourdes Pintasilgo se fait l'avocat d'une démocratie fondée sur la participation régulière des citoyens. Le Manifeste électoral de la candidate, dévoilé en janvier 1986, réaffirme cette même ambition. Selon ce document, « la délégation de pouvoirs dans le cadre de la démocratie représentative n'épuise pas l'intervention politique des portugais. La politique n'est pas un simple sujet de professionnels, il faut la rendre aux citoyens. La revitalisation de la démocratie s'impose »⁶⁶⁶. Les diverses publications qui voient le jour avec le Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie puis plus directement dans le cadre de la campagne électorale s'ancrent dans cette même conception de l'enrichissement de la démocratie par la participation active des citoyens. L'éditorial du premier numéro de la revue *Animador* de décembre 1984 synthétise bien cette idée :

« Nous voulons dire et répandre que les valeurs les plus profondes de la démocratie ne sont pas celles qui ont été présentées comme telles – existence de partis, liberté de voter pour eux, alternance de ces derniers dans les structures du pouvoir politique, etc. – mais le pouvoir (autre pouvoir) des citoyens d'influencer réellement depuis la base les décisions à prendre sur les problèmes qui les affectent »⁶⁶⁷.

Ce pouvoir des citoyens à intervenir dans la vie politique fait bien évidemment écho au pouvoir populaire qui a vu le jour au cours de la période révolutionnaire. L'allusion au mouvement de pouvoir populaire reste néanmoins implicite et le terme même, si fréquent au cours du processus révolutionnaire, n'est pas mobilisé dans le cadre de la campagne de Maria de Lourdes Pintasilgo. Nous faisons l'hypothèse que ce terme pouvait être connoté négativement à l'époque, évoquant pour certains Portugais les excès de la révolution. Toutefois, la référence constante faite au 25 avril 1974 au cours du processus de construction de la candidature tend à souligner l'importance des organes populaires de base dans la revitalisation de la démocratie.

L'approfondissement de la démocratie se nourrit ainsi de ces éléments de définition mais ne pourrait aboutir à un modèle fixe. Il serait en effet contradictoire de pointer un régime type puisque l'enjeu est effectivement de redonner voix à la population dans le système politique.

666 Maria de Lourdes Pintasilgo, le 2 janvier 1986. *op. cit.* « A delegação dos poderes no quadro da democracia representativa não esgota a intervenção política dos portugueses. A política não é mero assunto de profissionais, há que devolvê-la aos cidadãos. Impõem-se a revitalização da democracia ».

667 *Animador*, « Editorial », Décembre 1984 / Janvier 1985. « Queremos dizer e espalhar que os valores mais profundos da democracia são, não o que tem sido apresentado como tal – existência de partidos, liberdade de nestes votar, alternância dos mesmos na estruturas do poder político, etc. – mas o poder (outro poder) de os cidadãos influírem realmente desde a base nas decisões a tomar sobre os problemas que os afectam ».

Aboutir à un modèle fermé qui permettrait la participation des citoyens reviendrait à la limiter à des choix secondaires. Le projet de démocratie participative se nourrit d'inspirations et d'expérimentations, en aucun cas de modèles venant limiter la marge de manœuvre des populations. Ce droit à l'expérimentation est ainsi revendiqué par Maria de Lourdes Pintasilgo qui déclare notamment que « le projet de société se fait aujourd'hui à partir de mille petits projets et expériences, [...] projets qui naissent de la générosité et de la compétence de chacun et qui s'entrelacent, se complètent, se renforcent mutuellement »⁶⁶⁸.

Enfin, ces militants pointent le risque d'une dérive autoritaire du régime si le discrédit de la classe politique et la crise qui l'affecte s'accroissent. Malgré l'institutionnalisation du régime de démocratie représentative amorcée à partir de 1976, la baisse de la participation et les difficultés économiques qui affectent le pays pourraient ainsi créer un terrain fertile à un recul des libertés démocratiques. Et selon le MAD, c'est en permettant la réalisation d'un régime pleinement démocratique que l'on peut lutter contre ces tensions. Ainsi les conclusions de la première rencontre du MAD en mai 1983 défendent que « seul cet approfondissement démocratique, au service d'un nouveau modèle de développement et d'une nouvelle culture, nous fera parcourir un chemin sûr de défense du régime contre les dangers antidémocratiques qui se profilent à l'horizon »⁶⁶⁹.

2.4. Le rôle des structures associatives

Dans le cadre de la démocratie radicale définie au cours du processus de construction du projet politique du MAD, les associations et autres organes locaux ont un rôle central à jouer. Cet élément renforce un peu plus les liens entretenus entre l'approfondissement de la démocratie, la poursuite du projet d'éducation populaire et la revendication de l'héritage révolutionnaire. Les structures associatives semblent ainsi avoir le potentiel de réaliser ces différentes ambitions. Dans une lettre ouverte envoyée aux députés en 1983, les membres du MAD affirment que « l'action politique traverse le quotidien des citoyens, en s'exprimant au travers de toutes les formes d'associations qui naissent de la communauté d'intérêts et d'objectifs des divers groupes sociaux »⁶⁷⁰.

668 Maria de Lourdes Pintasilgo, « Projectar Abril é... », *Animador*, n°2, 1985. p. 4. « O projecto da sociedade faz-se hoje a partir de mil pequenos projectos e experiências, [...] projectos que nascem da generosidade e da competência de cada um e que se entrelaçam, se completam, mutuamente se reforçam ».

669 Movimento para um aprofundamento da democracia, « Para um aprofundamento da democracia. Comunicado final do encontro de 14 e 15 de Maio de 1983 », *op. cit.*. « Só este aprofundamento democrático, ao serviço de um novo modelo de desenvolvimento e de uma nova cultura, nos fará trilhar um caminho seguro de defesa do regime contra perigos anti-democráticos que se perfilam no horizonte ».

670 « Carta aberta aos futuros deputados », sans date. p. 1. « A acção política atravessa o quotidiano dos cidadãos, exprimindo-se através de todas as formas de todas as associações que nascem da comunidade de

La démocratie culturelle, notion au cœur du projet qui porte la candidature de 1986 et notamment explorée par Teresa Santa Clara Gomes, attribue ainsi un rôle central à ces collectivités de nature associative. Cette responsable du Graal défendait ainsi en 1979 que « la démocratie culturelle a nécessairement comme support les formes d'associativisme culturel de base. C'est à partir de petits groupes, entrecroisés en associations multiples, à différents niveaux, que le tissu culturel d'une société se renforce et se rénove »⁶⁷¹. Selon Teresa Marques, soutien de Maria de Lourdes Pintasilgo à Coimbra, « les associations pourraient être à la base de tout ce qu'elle prétendait faire. C'était un soutien incroyable pour elle »⁶⁷².

Ce réseau de soutiens s'organise progressivement et prend appui sur le mouvement Inter-groupe créé quelques mois auparavant. Ce mouvement naît à Coimbra le 24 janvier 1981, lors d'une rencontre réunissant plusieurs groupes, « avec une pratique sociale de base, à la recherche d'une nouvelle pratique politique capable de donner un contenu réel à la démocratie »⁶⁷³. Issus de secteurs politiques, sociaux et culturels, ces groupes militent pour une participation locale comme transformation de la démocratie. De nouvelles rencontres sont organisées en 1981, le 14 mars à Lisbonne, puis de nouveau à Coimbra, le 27 juin, et aboutissent à la publication du n°0 du bulletin *Intercomunicador – Inter-grupos*, en décembre. Principale animatrice du mouvement inter-groupes, Maria Lourdes Pintasilgo déclare lors de la première rencontre :

« Nous sommes des militants engagés dans de multiples fronts de transformation sociale et culturelle. Nous croyons que la participation de base est une force et que la démocratie politique ne s'épuise pas dans les partis. Si nous mettons en commun nos énergies, notre potentiel sera énorme. C'est par vagues successives, parfois quasiment imperceptibles initialement, que dans les sociétés d'aujourd'hui se construisent et s'affirment les mouvements sociaux »⁶⁷⁴.

La BASE-FUT participe activement à cette campagne au sein du mouvement inter-groupes. Le bulletin *Intercomunicador* est ainsi édité par les éditions Base, appartenant à l'organisation. Cette participation s'explique par la volonté de mener une action politique et

interesses e objetivos dos vários grupos sociais ».

671 Teresa Santa Clara Gomes, mars 1979. *op. cit.*. « A democracia cultural tenha necessariamente como suporte formas de associativismo cultural de base. É a partir de pequenos grupos, entrecruzados em associações múltiplas, a diferentes níveis, que o tecido cultural de uma sociedade se fortalece e se renova ».

672 Entretien avec Teresa Marques. Coimbra, le 1^{er} avril 2014. 80 minutes. « As associações poderiam estar na base de tudo o que ela pretendia fazer. Era um apoio incrível para ela ».

673 *Intercomunicador*, « Donde? Por onde? Para onde? », n°0, décembre 1981. p. 1. « Com uma prática social de base, à procura duma nova prática política capaz de dar conteúdo real à democracia ».

674 *Idem*. p. 1. « Somos militantes empenhados em múltiplas frentes de transformação social e cultural. Acreditamos que a participação de base é uma força e que a democracia política não se esgota nos partidos. Se pusermos em comum as nossas energias, o nosso potencial será enorme. É por ondas sucessivas, à partida por vezes quase imperceptíveis, que nas sociedades de hoje se constroem e se afirmam os movimentos sociais ».

culturelle permettant la dynamisation d'organes de démocratie locale. Le projet des mouvements du pouvoir populaire, développés au cours de la période révolutionnaire semble être une référence implicite pour ce mouvement des inter-groupes. La volonté de coordination de ces groupes est alors une constante afin de lui donner un poids politique. Pour Fernando Abreu, dirigeant de la BASE-FUT, l'association au projet de Maria de Lourdes Pintasilgo s'insérait dans la réalisation des idéaux de l'organisation :

« Notre objectif fondamental n'avait pas d'autres intentions que d'apporter une contribution supplémentaire pour la dynamisation d'un utopique, mais que nous croyons réalisable, Mouvement autonome d'organisations de base qui, par son intervention sociale, culturelle et politique, au niveau local et national s'assume comme un contre-pouvoir aux instances administratives et gouvernementales »⁶⁷⁵.

À l'occasion de la rencontre en hommage à Maria de Lourdes Pintasilgo en février 1980, Teresa Ambrósio déclarait que l'ancien Premier ministre accorde une importance centrale aux « communautés, associations, à l'espace culturel dans lequel chacun se trouve et vit »⁶⁷⁶. Outre l'appui de groupes de base, les associations locales sont présentes au cours de la campagne de la candidature à la présidence de la République portugaise. La collaboration avec le Grémio Operário de Coimbra dans le cadre de l'organisation des cafés-concerts en est un exemple. Lors des passages de Maria de Lourdes Pintasilgo dans le district de Coimbra, certaines associations font l'objet de visites. Le 13 décembre 1985, la candidate rencontre ainsi les membres de la CERCI de Penela⁶⁷⁷, du Groupe récréatif de Vila Verde et assiste à un concert de l'orchestre filarmomique de Quiaios dans le *município* de Figueira da Foz.

3. Une campagne atypique

La nature du projet politique porté par la candidate du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie détermine les caractéristiques d'une campagne singulière. Critiquant la réduction de l'action politique aux seuls organes partidaires, la campagne en faveur de l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo prend appui sur des sections de base et sur la constitution d'un mouvement inter-groupes. Cette façon de faire campagne est une traduction logique d'un programme fondé sur une nouvelle pratique politique, ayant

⁶⁷⁵Fernando Abreu, « Depoimentos », in BASE-FUT, 2004., *op. cit.*, p. 94. « O nosso objectivo fundamental não teve outra intenções que o de dar um contributo mais para a dinamização de um utópico, mas que cremos concretizável, Movimento Autónomo de Organizações de Base que pela sua intervenção social, cultural e política, a nível local e nacional se assumisse como um contra poder às instâncias administrativas e governamentais ».

⁶⁷⁶*Voz do Povo*, « Encontro com Lurdes Pintasilgo. É possível transformar o mundo », le 7 février 1980. p. 3. « Comunidades, associações, ao espaço cultural em que cada um se coloca e vive ».

⁶⁷⁷Coopérative pour l'éducation et la réhabilitation de citoyens inadaptes de Penela (CERCI).

pour objectif la constitution de nouveaux mécanismes de participation des populations. Le propre processus de constitution de la candidature dénote une initiative atypique, fondée sur la figure Maria de Lourdes Pintasilgo et la mobilisation d'acteurs au niveau local.

Dépourvue de soutien partidaire, la campagne parvient progressivement à rallier un large spectre politique et génère une dynamique propre. Francisco Louçã parle ainsi du développement d'un « fort mouvement social »⁶⁷⁸. Cette campagne pour l'élection présidentielle de 1986 rappelle alors celle menée dix années plus tôt en faveur d'Otelo Saraiva de Carvalho. Les militants en faveur de Maria de Lourdes Pintasilgo font preuve d'un enthousiasme croissant et abordent confiants le premier tour de l'élection présidentielle, en janvier 1986. Les résultats du premier tour conduisent néanmoins à une défaite de cette option programmatique et viennent modifier profondément le paysage politique portugais, renforçant un peu plus la valeur de rupture que constitue l'année 1986.

3.1. Une candidature non partidaire

L'élection présidentielle de janvier 1986 marque un tournant significatif dans l'histoire récente du Portugal. Marquée par le processus d'intégration européenne finalisé avec l'entrée du pays dans la Communauté économique européenne le 1^{er} janvier, l'année 1986 constitue une rupture symbolique et pratique dans la démocratisation du pays, entamée avec la chute du régime salazariste en 1974. À travers le choix du président de la République, les Portugais sont appelés à se prononcer sur l'orientation future du pays. Le départ du général Ramalho Eanes, au pouvoir depuis 1976, renforce un peu plus cette rupture et ouvre la voie de la présidence à un civil. Sous António de Oliveira Salazar, la fonction de président était ainsi dévolue à des officiers, permettant au régime de s'assurer le soutien de l'armée.

Quatre candidats se présentent devant les Portugais lors du premier tour du 26 janvier 1986, dans une campagne qui est une des plus clivantes depuis le retour de la démocratie. Il s'agit ainsi de quatre programmes, quatre projets opposés sur la question du futur à donner au pays. Diogo Freitas do Amaral, membre fondateur du Centre démocratique et social, ancien ministre, ayant notamment assuré l'intérim à la suite du décès de Francisco Sá Carneiro en 1979 est le candidat de la droite portugaise. Outre l'appui de son parti, Diogo Freitas do Amaral dispose du soutien du Parti social-démocrate, alors au pouvoir depuis 1985 avec le gouvernement d'Aníbal Cavaco Silva.

Principal acteur de la vie politique portugaise depuis 1974, Mário Soares est candidat

⁶⁷⁸Déclaration tirée du documentaire *Maria de Lourdes Pintasilgo* de Graça Castanheira. Lisboa, RTP2, 2009. 50 minutes.

pour le Parti socialiste. Ayant joué un rôle central dans la transition portugaise à la démocratie et dans l'intégration européenne, Premier ministre de 1976 à 1978 puis de 1983 à 1985, sa candidature à la magistrature suprême est somme toute logique. Elle crée néanmoins des remous au sein même du Parti socialiste. En rupture avec la ligne politique défendue par Mário Soares, Francisco Salgado Zenha se retire du parti le 12 novembre 1985 et annonce quelques jours plus tard sa candidature. Ancien ministre de la Justice et des Finances, membre historique du PS, l'annonce de la candidature de Salgado Zenha reconfigure les alliances au sein de la gauche portugaise.

Cette candidature parvient à concentrer les forces politiques de gauche et de centre-gauche opposées à l'élection de Mário Soares. Le Parti rénovateur démocratique, constitué en 1985 pour prolonger l'action du président Ramalho Eanes annonce à la fin du mois de novembre 1985 son soutien à la candidature de Francisco Salgado Zenha. Plus étonnant, le candidat du Parti communiste à l'élection présidentielle, le militant historique Ângelo Veloso, se désiste en janvier 1986 en faveur de l'ancien socialiste. Sorti quelques mois plus tôt du Parti socialiste, Francisco Salgado Zenho dispose ainsi de l'appui des communistes et des membres du mouvement formé autour de Ramalho Eanes et réunit les opposants à la ligne politique défendue par Mário Soares.

Dans ce cadre, la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo se présente comme fondamentalement atypique. Issue d'un processus de constitution qui trouve ses racines dans un manifeste appelant à l'approfondissement de la démocratie, rendu public en mars 1983, cette candidature se distingue des trois autres par l'absence d'une force partidulaire pour la soutenir. Cette présence au premier tour de l'élection présidentielle est le fruit d'un long processus collectif, résultat d'une coalition de groupes autour de la figure de Maria de Lourdes Pintasilgo. La démarche en faveur d'un approfondissement de la démocratie portugaise réunit un large spectre de la gauche non-alignée, ainsi que des catholiques progressistes. On peut véritablement parler d'un front réunit autour de l'ancien Premier ministre.

Dans un article publié dans le bulletin *Pintasilgo Presidente*, édité par le groupe de soutien de Coimbra, Rui Namorado, alors membre de l'UEDS et de la coordination nationale, signe une charge contre les trois autres candidats. Selon lui, Freitas do Amaral vise à l'extermination du 25 avril, Mário Soares à celle du Parti communiste portugais et des soutiens de Ramalho Eanes et Salgado Zenha souhaitent en finir avec le Parti socialiste avec lequel il vient de rompre. Dès lors, la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo s'impose, pour l'auteur de cet article, comme la seule candidature reposant sur un contenu positif,

représentant ainsi la « jeunesse du 25 avril »⁶⁷⁹.

Ce caractère non partidaire de la candidature influence grandement la nature même de la campagne menée par les soutiens de Maria de Lourdes Pintasilgo. Cette absence de parti politique est une volonté directe de la candidate. Selon Rui Namorado, des propositions ont été faites afin que le mouvement « devienne un parti. Mais qu'il devienne un parti en conservant la convergence et l'ouverture qu'il avait. Que cela soit aussi une organisation politique distincte mais qui prenne ce chemin. Ici, la difficulté, c'est que Maria de Lourdes Pintasilgo ne [le] voulait pas »⁶⁸⁰. Cette absence de machine partidaire en soutien de la campagne explique en grande partie sa richesse et son dynamisme, mais aussi sa fragilité.

Cette campagne non partidaire est fortement critiquée par les autres forces politiques. Ângelo Veloso déclare ainsi à Coimbra que « Lourdes Pintasilgo n'a pas de soutien significatif dans le camp démocratique » et que « les illusions initiales ou les faux espoirs d'un certain électorat de gauche et gauchiste par rapport aux possibilités de victoire de Lourdes Pintasilgo ont significativement diminué »⁶⁸¹. Le terme de gauchiste étant bien évidemment connoté négativement dans les discours des responsables communistes. L'animosité des partis de droite est aussi notable. En 1980, Rui Grácio décrit ainsi cette hostilité :

« La droite ne pardonne pas à Lourdes Pintasilgo d'être chrétienne, elle ne lui a pas pardonné la tolérance, elle ne lui a pas pardonné qu'elle mérite l'appui critique des organisations de travailleurs et des partis de gauche, elle ne lui a pas pardonné que sa pratique ait donné des signes évangéliques d'être moins avec les riches qu'avec les pauvres, elle ne lui a pas pardonné la joie et la simplicité »⁶⁸².

Les critiques de la campagne de Maria de Lourdes Pintasilgo se focalisent sur son inexpérience et le caractère irréaliste de ses propositions. Au cours du débat télévisé du 19 décembre 1985, Mário Soares pointe ainsi l'« ingénuité » et l'« inexpérience » d'une candidate qui, selon lui, « est nostalgique de Mai 68 et des mouvements de base »⁶⁸³. En janvier 1985,

679Rui Namorado, *Pintasilgo Presidente. Movimento de apoio à eleição de Maria de Lourdes Pintasilgo*, Coimbra. N°2, décembre 1985. p. 3. « Juventude do 25 de Abril ».

680Entretien avec Rui Namorado. *op. cit.*. « Passasse a partido. Mas que passasse a partido com a envolvência que teve, com a abrangência que tinha. Portanto que fosse uma forma de organização política distinta mas que caminhasse para lá. Ai, a dificuldade é que a Maria de Lourdes Pintasilgo não queria ».

681*Diário de Coimbra*, « Pintasilgo não tem condições para vencer – reafirmou Ângelo Veloso em Coimbra », le 17 janvier 1986. p. 3. « Lourdes Pintasilgo não tem apoios significativos no campo democrático », « as ilusões iniciais ou falsas esperanças de um certo eleitorado de esquerda e esquerdista em relação às possibilidades de vitória de Lourdes Pintasilgo têm diminuído significativamente ».

682*Diário Popular*, le 6 février 1980. *op. cit.*. « A direita não perdoa a Lurdes Pintasilgo ser cristã, não perdoou a tolerância, não perdoou que merecesse o apoio crítico das organizações de trabalhadores e dos partidos de esquerda, não lhe perdoou que a sua prática tivesse dado sinais evangélicos de estar menos com os ricos do que com os pobres, não lhe perdoou a alegria e a simplicidade ».

683Mário Soares, *Diário Popular*, « Em animado debate televisivo. Soares evocou a experiência e Pintasilgo a determinação », le 20 décembre 1985. p. 4. « Ingenuidade », « Inexperiência », « Tem saudosismo de Maio 68 e dos movimentos basistas ».

Salgado Zenha qualifie quant à lui la candidate du MAD, d'« Alice au pays des merveilles »⁶⁸⁴.

La critique du mode de fonctionnement des partis politiques faite dans le cadre du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie aboutit ainsi au refus de fonder la campagne pour l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo sur une logique partidariaire. Réunissant une pluralité d'acteurs, d'expériences et même d'idéologies politiques, la campagne de soutien à l'ancien Premier ministre se caractérise par un important dynamisme. Cette campagne repose sur l'activisme des groupes locaux et elle est marquée par une rupture avec les logiques classiques des campagnes électorales.

3.2. L'appui sur les groupes locaux

En novembre 1985, un article du *Diário de Notícias* consacré à la candidate évoque sa volonté de mener une campagne « Tupperware », fondée sur la proximité, face aux campagnes « Coca-Cola », des autres candidats appuyés par des structures partidaires⁶⁸⁵. Le caractère atypique de la candidature présidentielle issue du MAD se confirme ainsi avec l'organisation locale de la campagne. Le mouvement en faveur de l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo écarte donc la forme partidariaire comme modèle d'organisation et permet l'expérimentation de modes de coordination alternatifs. La notion de réseau est ainsi souvent reprise pour caractériser la structuration des groupes appuyant la campagne du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie. Avec la confirmation de la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo à l'élection présidentielle de janvier 1986, le territoire du district de Coimbra est couvert par des coordinations et des groupes d'appuis.

Un document signé par Almerinda et Cláudio Teixeira datant d'avril 1983, suggère des pistes pour l'organisation du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie : « s'agissant d'une tâche *ouverte*, il faut éviter les structurations très formalisées, ce qui d'ailleurs serait contradictoire »⁶⁸⁶. Plus loin, les auteurs développent leur conception de la structuration du mouvement, qui « est, par nature, une *tâche non structurable en principe*, mais dépendant d'une structuration progressive à partir de la *révélation/expression/recherche* de ce qui *est en train de se faire* (actions de groupes, communautaires, locales...) et de ce que

684Francisco Salgado Zenha, *Diário Popular*, « Pintasilgo e Zenha: entre o sonho e o legalismo », le 8 janvier 1986. p. 5. « Alice no País das Maravilhas ».

685*Diário de Notícias*, le 7 novembre 1985. p. 2.

686Almerinda Teixeira, Cláudio Teixeira, « "Para um aprofundamento da democracia". Sugestões organizativas e de actuação ». le 15 avril 1983. p. 1. « Tratando-se de uma tarefa *aberta*, há que evitar estruturas muito formalizadas, o que, aliás, seria contraditório ».

l'on souhaite faire de plus, pour approfondir et progresser »⁶⁸⁷.

Au niveau local, la campagne se structure progressivement sous la forme de groupes de soutien au niveau de la région de Coimbra. Un document daté, du 19 janvier 1984, dresse la liste des adhérents du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie de la région de Coimbra. Composé des noms de 34 personnalités, ce document vise à la tenue d'une élection afin de désigner une coordination régionale⁶⁸⁸. Cette élection a lieu le 27 janvier à l'École du magistère primaire de Coimbra. Au cours de ce vote, sont élus Pedroso de Lima, António Noronha, Maria Helena Coelho, Lusitano Santos et Joaquim Calhau. La première réunion de ce groupe régional de coordination a lieu le 17 février 1984. Berta Afonso est présente à cette réunion en tant que membre de la commission antérieure, indiquant ainsi l'existence d'une structure auparavant élue⁶⁸⁹.

Lors de la rencontre nationale du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie des 9 et 10 mars 1985, le groupe de Coimbra revient sur les activités développées au cours de l'année 1984. La commission de coordination régionale de Coimbra, élue en février 1984, a ainsi mis en place des groupes de travail et a organisé deux assemblées et trois réunions élargies aux sympathisants du MAD, ainsi que des débats au cours de l'année. Les membres ont aussi vendu ou offert une centaine de numéros de la revue *Animador*. Selon le rapport de 1985, « c'est dans le dynamisme de la vie des groupes que la section de Coimbra s'est impliquée, mais des six groupes qui se sont initialement formés, un seul s'est maintenu en activité jusqu'en juillet »⁶⁹⁰.

Divers groupes se forment localement afin d'appuyer la campagne en faveur de l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo. Un groupe se constitue ainsi au sein de l'École supérieure agraire de Coimbra et un autre localement sur les questions en lien avec l'éducation. La constitution de groupes locaux n'est pas sans rappeler la campagne d'Otelo Saraiva de Carvalho en 1976, qui s'était alors appuyée sur les Groupes de dynamisation d'unité populaire, générant ainsi un important mouvement social. L'organisation locale de la campagne prend forme progressivement avec la désignation de porte-paroles de la candidature dans la quasi-

687 *Idem*. p. 1. Souligné par les auteurs. « É, por natureza, uma tarefa não estruturável à partida, mas sim dependente de estruturação progressiva a partir da revelação/expressão/busca do que se vai já fazendo (ações de grupo, comunitárias, locais...) e do que se está desejando fazer mais, para aprofundar e progredir ».

688 « Para um aprofundamento da democracia – MAD. Lista de aderentes da região de Coimbra », le 19 janvier 1984. 2 p.

689 Acte de la réunion du 17 février 1984 (Coimbra). 2 p.

690 Movimento para o Aprofundamento da Democracia, « Relatório de actividades do ano de 1984 », Plenário nacional, Lisboa, 9-10 de Março de 1985. p. 3. « Foi no dinamismo da vida dos grupos que o núcleo de Coimbra apostou, mas dos 6 grupos que inicialmente se formaram apenas um se manteve em actividade até Julho ».

totalité des *municípios* du district de Coimbra, formant ainsi le Mouvement de soutien à l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo⁶⁹¹. Enfin, Luís Melo Biscaia, ancien membre du gouvernement de Maria de Lourdes Pintasilgo et originaire de Figueira da Foz devient responsable de la campagne au niveau du district de Coimbra.

Organisation locale de la campagne – représentants au niveau des *municípios* de Coimbra⁶⁹²

<i>Município</i>	Représentant
Arganil	José Martins Pimentel
Cantanhede	Emílio Lopes de Matos
Coimbra	Armando Pedroso de Lima
Condeixa-a-Nova	Cremilde Soares Silva Pereira
Figueira da Foz	António Cândido Alves
Goís	António Sousa Pratas
Lousã	João Ramos
Mira	Mário Paiva Sousa Saraiva
Miranda do Corva	Maria da Graça Lourenço Ramos
Montemor-o-Velho	Hernani Caniço
Oliveira do Hospital	Luís Vaz Pato
Pampilhosa da Serra	-
Penacova	Luís Amante
Penela	António Cerca
Soure	Manuel Pedro Mota Cordeiro
Tábua	Carlos Bento
Vila Nova de Poiares	Rogério Lima

En janvier 1986, un article du journal local *O Despertar* publie la liste des membres de la Commission politique du district de Coimbra⁶⁹³. Le groupe de soutien de Coimbra entreprend en décembre 1985 la publication du bulletin *Pintasilgo Presidente*, destiné à relayer les

691Concernant le *município* de Pampilhosa da Serra, nous ne sommes pas parvenus à retrouver le nom du porte-parole local.

692Tableau réalisé à partir de *O Despertar*, « Movimento de Apoio à eleição de Maria de Lourdes Pintasilgo - Coimbra », le 17 janvier 1986. pp. 1 et 4.

693*O Despertar*, « Movimento de Apoio à eleição de Maria de Lourdes Pintasilgo - Coimbra », le 17 janvier 1986. pp. 1 et 4. Font partie de cette commission Alzira Fraga, António Torrado da Silva, Armando Pedroso de Lima, João Manuel Almeida Rocha, João Manuel Malheiro Vilar, João Providência e Costa, Joaquim Calhau, Joaquim José Cerqueira da Rocha, José Bernardo Keating, José Castelo Monteiro da Gama, José Gouveia Monteiro, José Manuel Silva Couto, José Teixeira Ribeiro, Laurinda Natércia de Albergaria Pereira, Luís António Rainho de Oliveira, Luís Reis Torgal, Maria de Fátima Anjos Carvalho, Maria Manuela Melo Pereira, et Paulo Quintela.

informations de la campagne locale. Quatre numéros sont édités localement au cours de la campagne. L'organisation de débats et de cafés-concerts permet de dynamiser le mouvement en soutien à l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo. Les cafés-concerts permettent aussi de récolter des fonds pour la campagne locale. Ces actions sont essentielles pour une candidature ne pouvant se reposer sur une structure partisane.

Au début de l'année 1986, le groupe de soutien de la *freguesia* de Assafarge, à Coimbra, entreprend la publication d'un bulletin nommé *Encontro*. Dans le second numéro, on trouve notamment ce paragraphe révélateur de cette campagne :

« Maria de Lourdes Pintasilgo est venue nous apporter de nouveau l'Espoir. Et la réponse des populations a été surprenante. Le mouvement autour d'elle croît de jour en jour avec une force fantastique, montrant qu'au final, dans les villes et dans les campagnes, partout, il y a beaucoup de gens qui attendaient une opportunité pour transformer le présent en un futur dont nous pourrions tous être fiers »⁶⁹⁴.

Localement, la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo semble faire émerger une vague de soutiens. Un « Manifeste des travailleurs du district de Coimbra » est ainsi publié par un groupe de syndicalistes en faveur de l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo. Signé par 86 responsables syndicaux représentant les divers secteurs de l'économie locale, ces derniers soutiennent la candidate « parce qu'elle a un projet d'ESPÉRANCE et de PROGRÈS, parce qu'elle est dynamique et, parce qu'elle a un clair soutien populaire ! »⁶⁹⁵. Au cours de la même période, un nouveau manifeste de soutien est rédigé par des enseignants du primaire et du secondaire⁶⁹⁶. Ils voient dans la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo une garantie afin de mettre en application les dispositions de la Constitution de 1976 en matière d'éducation.

3.3. L'enthousiasme de la campagne

La campagne en faveur de l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo se caractérise en effet par son dynamisme et l'enthousiasme des participants. Après une période révolutionnaire marquée par d'importants mouvements sociaux et une phase postérieure de retrait avec la

694 *Encontro*, Movimento de apoio à eleição de Maria de Lourdes Pintasilgo, Assafarge, n°2, janvier 1986. p. 1. « Maria de Lourdes Pintasilgo veio trazer-nos de novo a Esperança. E a resposta das populações foi surpreendente. O movimento à sua volta cresce de dia para dia com uma força fantástica, mostrando que afinal, nas cidades e nas aldeias, por todo o lado, há muita gente que só espera uma oportunidade de transformar o presente num futuro de que todos nos possamos orgulhar ».

695 *Sindicalistas do Movimento de apoio à eleição de Maria de Lourdes Pintasilgo*, « Manifesto dos trabalhadores do distrito de Coimbra », sans date. p. 2. « Porque tem um projecto de ESPERANÇA e PROGRESSO, porque tem dinamismo e, porque tem um inequívoco apoio popular! ».

696 « Manifesto de apoio à candidatura presidencial de Maria de Lourdes Pintasilgo », sans date. 1 p.

normalisation de la situation portugaise, nombre de militants sentent un vent nouveau avec cette campagne. Selon Aida Ferreira, ayant participé à la campagne à Lisbonne, « sa campagne a été très vive. La clôture, j'y étais, nous étions dans la Salle Fernando Reis, qui est une grande salle. Elle était complètement pleine d'enthousiasme. [...] Notre campagne avait une grande vitalité »⁶⁹⁷. Clara Moura Lourenço évoque, quant à elle, un « moment très euphorique »⁶⁹⁸, mettant en avant la capacité d'attraction exercée par la candidate.

Cette capacité a permis de capter des courants politiques divers autour de la principale figure du MAD. Ainsi, pour les membres de la BASE-FUT « la campagne de Maria de Lourdes Pintasilgo a été prenante. Elle a généré une dynamique et un enthousiasme et a rassemblé d'anciens et de nouveaux partenariats et beaucoup d'indépendants. Des membres de la BASE-FUT, des groupes socialistes qui avaient participé au FRS, militants communistes et divers groupes civiques et culturels »⁶⁹⁹. Le processus amorcé au début de l'année 1983 avec la publication du manifeste croît au rythme de la mise en place de groupes locaux et gagne une véritable dynamique. La personnalité de Maria de Lourdes Pintasilgo est bien accueillie par la population et ses deux visites effectuées à Coimbra en décembre 1985 et janvier 1986 en sont l'illustration.

Le 13 décembre 1985, la candidate participe à une action de campagne dans les locaux du Groupe récréatif vilaverdense, dans la *freguesia* de Vila Verde de Figueira da Foz. Une des membres de l'association se souvient « que quand est venue Pintasilgo, cette place était pleine de gens »⁷⁰⁰. La presse fait le même constat à l'issue de ces visites de la candidate. Dans le cadre d'une réunion publique dans la salle de l'Association commerciale de Figueira da Foz le 16 janvier 1986, le correspondant du journal *Diário de Coimbra*, note ainsi que « de tous les candidats qui sont passés par Figueira da Foz, Maria de Lourdes Pintasilgo a été celle qui a reçu la plus grande manifestation d'apothéose de la part des figueirenses »⁷⁰¹. Une véritable dynamique naît au sein de la campagne et certains évènements réunissent plus de cinq cents

697Entretien avec Aida Ferreira. Lisbonne, le 9 septembre 2013. 80 minutes. « A campanha dela foi muito viva, o encerramento, eu estava lá, nos estávamos no pavilhão Fernando Reis, que é um grande pavilhão. estava cheissimo de entusiasmo. [...] A nossa campanha tinha uma vitalidade enorme ».

698Entretien avec Clara Moura Lourenço. Coimbra, le 8 février 2013. 104 minutes.

699António Brandão Guedes, João Paulo Branco, « Parcerias da BASE-FUT », in BASE-FUT, 2004, *Op. Cit.* p. 83. « A campanha de Maria de Lourdes Pintasilgo foi empolgante, gerou dinâmica e entusiasmo e juntou antigas e novas parcerias e com muitos independentes. Gente da BASE-FUT, dos grupos socialistas que tinham participado no FRS, militantes comunistas e vários grupos cívicos e culturais ».

700Entretien avec le Grupo Recreativo Vilaverdense. Figueira da Foz, le 25 juillet 2013. 121 minutes. « Que quando foi da Pintasilgo, este largo era mar de gente ».

701*Diário de Coimbra*, « Passou pela Figueira a candidata eng.^a Lourdes Pintasilgo... e foi vítima dum acidente de trânsito », le 18 janvier 1986. p. 6. « De todos os candidatos que passaram pela Figueira da Foz, a eng.^a Maria de Lourdes Pintasilgo foi aquela que recebeu a maior manifestação apoteótica por parte dos figueirenses ».

personnes à Coimbra, dépassant ainsi largement la simple audience du MAD⁷⁰².

Cet engouement autour de la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo croît à mesure que l'élection approche. L'enthousiasme est alors important au sein de l'équipe de campagne et se traduit par une confiance croissante. Une anecdote, rapportée par Rui Namorado, alors membre de la commission politique nationale, en dit long sur l'optimisme qui prévalait au sein de l'équipe de campagne. Quelques jours avant le premier tour, la commission politique se réunit pour anticiper la stratégie à adopter une fois les résultats du premier tour annoncés. Seul le scénario d'une qualification pour le second tour est étudié, Maria de Lourdes Pintasilgo refusant de considérer l'hypothèse même d'une défaite dès le 26 janvier 1986, date du premier tour⁷⁰³.

De plus, pour de nombreux militants, la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo était la seule capable de battre Diogo Freitas do Amaral au second tour. Le fossé divisant Francisco Salgado Zenha, soutenu par les communistes et le PRD, et le Parti socialiste de Mário Soares semblait alors difficilement franchissable dans la période l'entre-deux-tours. Dans l'hypothèse d'une qualification pour le second tour, les sondages indiquaient la victoire de la candidate du MAD face à Freitas do Amaral. Le discours de la candidate permettait de capter divers secteurs politiques et semblait ainsi s'assurer d'un large soutien. Selon António Brandão Guedes, membre de la BASE-FUT, « c'était aussi une campagne à base de beaucoup de groupes [...]. Et par la suite sont apparues beaucoup de personnes seules, qui avaient été militantes du Parti communiste, de l'UEDS. Beaucoup de gens qui étaient déjà embêtés par les partis, ennuyés par les partis »⁷⁰⁴.

Cette pluralité de personnalités aux parcours politiques différents semblait renforcer l'idée d'une dynamique d'union autour de la figure de l'ancienne chef de gouvernement. La vitalité de la campagne et la motivation des soutiens locaux ont accentué un peu plus la confiance des militants sur le terrain. La campagne à Coimbra se termine avec un meeting dans le théâtre Avenida, le 17 janvier 1986. À moins de dix jours du premier tour, l'audience remplit la salle et semble confirmer l'optimisme ressenti par les membres du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie. Pour Maria do Rosário Gama, il s'agissait ainsi d'une « une campagne que nous pensions victorieuse »⁷⁰⁵.

702Entretien avec Rui Namorado. *op. cit.*

703*Idem.*

704Entretien avec António Brandão Guedes. Lisbonne, le 11 septembre 2013. 49 minutes. « Era uma campanha também muito a base de grupos [...]. E depois apareceram imensas pessoas soltas, já tinham estado militantes do Partido Comunista, na UEDS. Muita gente que já estava chateada com os partidos, aborrecido com os partidos ».

705Entretien avec Maria do Rosário Gama. *op. cit.* « Campanha que nós pensávamos ganhadora ».

Les sondages confirment le ressenti de ces militants. À la fin du mois de novembre 1985, sont ainsi publiées deux enquêtes qui montrent que le passage au second tour se jouerait entre Salgado Zenha et Maria de Lourdes Pintasilgo, Diogo Freitas do Amaral arrivant en tête dans les deux cas⁷⁰⁶. Le premier sondage publié par l'hebdomadaire *Expresso* et réalisé par Pluriteste donne Maria de Lourdes Pintasilgo en deuxième position avec 22,8%, derrière Diogo Freitas do Amaral (38,7%) mais devant Salgado Zenha (16,3%) et Mário Soares (8,3%). Selon le sondage réalisé par l'Institut Norma et publié par le *Semanário*, Salgado Zenha parviendrait à atteindre le second tour avec une faible avance sur Maria de Lourdes Pintasilgo (19,4% contre 18%), Mário Soares fermant la marche avec 8,9%.

3.4. La "douche froide" de janvier 1986

Cet enthousiasme, qui va *crescendo* au cours de la campagne, se heurte néanmoins aux résultats du premier tour du 26 janvier 1986. Alors que le passage au second tour était espéré au sein de l'équipe de campagne, Maria de Lourdes Pintasilgo obtient 7,4% des suffrages au niveau national, loin derrière Diogo Freitas do Amaral (46,3%), Mário Soares (25,4%) et Francisco Salgado Zenha (20,9%)⁷⁰⁷. L'abstention s'élève à 24,6%, soit le taux le plus haut pour une élection présidentielle depuis le retour à la démocratie. Dans le district de Coimbra, Freitas do Amaral arrive en tête avec 112913 voix (soit 46,1% des suffrages exprimés), suivi de Mário Soares (78894 voix et 32,2%) et Salgado Zenha (33429 voix et 13,6%). Maria de Lourdes ferme la marche recueillant 19570 voix et moins de 8% des suffrages exprimés⁷⁰⁸.

Au sein de militants ayant participé à la campagne de Maria de Lourdes Pintasilgo, les résultats sont accueillis avec une stupéfaction et une grande désillusion. L'image de la « douche froide » est quasiment toujours évoquée pour évoquer le sentiment ressenti à l'époque. Clara Moura Lourenço montre que l'enthousiasme présent au sein de la campagne est mis à mal par la déception des résultats :

« Ça a été un bloc de gel qui nous est tombé dessus. On ne s'attendait pas à ça, on ne s'attendait pas du tout à ça. La campagne avait été vraiment très... C'est vrai quand on est dedans, on ne s'en rend pas compte. L'enthousiasme s'alimente lui-même. Ça a été très décevant, les résultats ont été très décevants »⁷⁰⁹.

706 *Diário de Notícias*, « Segundo sondagens publicados em semanários. Freitas do Amaral na segunda volta com fortes hipóteses para Zenha », le 25 novembre 1985. p. 5.

707 Site de la Comissão Nacional de Eleições. « Presidente da República – 1986 (1ª volta) ».

708 Résultats recueillis dans le *Diário de Coimbra* du 28 janvier 1986.

709 Entretien avec Clara Moura Lourenço. *op. cit.*.

Teresa Patrício, membre du Graal, confirme elle-aussi cette impression :

« Cela a été, comme nous disons au Portugal, comme une douche d'eau froide sur la tête. Ma perception personnelle était que cela serait difficile de gagner les élections. Parce que dans le milieu où j'étais, les personnes qui participaient à la campagne étaient très enthousiastes, beaucoup de soutiens mais c'était toujours une minorité. [...] Et la nuit des élections, le résultat a été très mauvais »⁷¹⁰.

Résultats de l'élection présidentielle du 26 janvier 1986 dans les *municípios* du district de Coimbra, en suffrages exprimés (nombre et voix et pourcentages)⁷¹¹

	F. do Amaral	M. Soares	S. Zenha	M. L. Pinasilgo
Arganil	5497 (61,9)	2620 (29,5)	481 (5,4)	281 (3,2)
Cantanhede	13675 (66)	5734 (27,7)	863 (4,2)	441 (2,1)
Coimbra	32036 (38,4)	25380 (30,4)	16737 (20,1)	9225 (11,1)
Condeixa-a-N.	2831 (38,5)	2493 (33,9)	1417 (19,3)	611 (8,3)
Figueira da Foz	12855 (38,1)	10888 (32,3)	6042 (17,9)	3944 (11,7)
Goís	1713 (51,4)	1370 (41,1)	151 (4,5)	100 (3)
Lousã	3292 (44)	2966 (39,7)	675 (9)	546 (7,3)
Mira	4072 (56,9)	2603 (36,4)	296 (4,1)	188 (2,6)
Miranda do C.	2894 (45,5)	2494 (39,2)	634 (10)	339 (5,3)
Montemor-o-V.	5168 (37,7)	5049 (36,8)	2182 (15,9)	1319 (9,6)
Oliveira do H.	7657 (59,6)	4393 (34,2)	504 (3,9)	292 (2,3)
Pampilhosa da S.	2894 (70,3)	896 (21,8)	241 (5,9)	83 (2)
Penacova	5119 (56,4)	2901 (32)	567 (6,2)	491 (5,4)
Penela	2583 (62,9)	995 (24,2)	349 (8,5)	179 (4,4)
Soure	4191 (34,6)	5194 (42,8)	1530 (12,6)	1206 (9,9)
Tábua	4464 (63,9)	1983 (28,4)	404 (5,8)	138 (2)
V. N. de Poiares	1972 (57,2)	935 (27,1)	356 (10,3)	187 (5,4)
Total	112913 (46,1)	78894 (32,2)	33429 (13,7)	19570 (8)

La croyance dans le projet défendu par la candidate a pu conduire à un aveuglement par rapport aux résultats attendus. Ainsi pour Maria do Rosário Gama, « rien ne le faisait prévoir. [...] Nous étions convaincus qu'elle passerait au deuxième tour »⁷¹². Selon Rui Namorado,

⁷¹⁰Entretien avec Teresa Patrício. Coimbra, le 24 octobre 2012. 89 minutes. « Foi, nós em Portugal dizemos, como um balde de água fria sobre a cabeça. A minha percepção pessoal, é que ia ser muito difícil ganhar as eleições. Porque no meio onde eu estava, as pessoas que participavam na campanha estavam muito entusiastas, muito apoiantes mas era sempre uma minoria. [...] E na noite das eleições, o resultado foi muito mal ».

⁷¹¹*Idem*.

⁷¹²Entretien avec Maria do Rosário Gama. *op. cit.*. « Nada fazia prever que era isso. [...] Nós estávamos

« ce résultat à partir de la réalité est un résultat excellent. À partir des sondages c'est un désastre. Et réellement à l'époque on avait pas notion de cela »⁷¹³. Cette défaite du projet défendu par les membres et sympathisants du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie signe le début d'une reconfiguration du champ politique. Si ce score s'explique par un ensemble de facteurs, il apparaît que l'absence d'une force politique organisée a désavantagé la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo.

Le journal *Diario de Coimbra*, daté du 27 janvier, explique notamment ce revers par le fait que « les électeurs ne suivent déjà plus les utopies. Et c'est désormais prouvé qu'au Portugal est étroit l'espace de manœuvre politique à l'extérieur des forces partidaires »⁷¹⁴. Membre de la commission politique, Boaventura de Sousa Santos pointe lui deux explications à ce faible score, « les machines partidaires ont fonctionné avec une plus grande efficacité que nous avions prévu » et « l'intervention conjointe et convergente du général Eanes et du PCP qui ont réussi à intimider et confondre des milliers de Portugais qui avaient manifesté l'intention de voter pour Maria de Lourdes Pintasilgo »⁷¹⁵. Selon Maria do Rosário Gama, ces militants ont ainsi pris conscience avec ces résultats de « l'inefficacité de ce qu'est le travail à l'extérieur des partis »⁷¹⁶.

Il semblerait que cette campagne ait montré le primat de la forme partidaire comme principal instrument d'intervention politique. Les mouvements de coordination de groupes locaux, l'appui des associations ancrées sur le terrain seraient ainsi condamnés à l'inefficacité face au poids des partis politiques institutionnalisés. Certains critiques de Maria de Lourdes Pintasilgo ont aussi pointé le manque de clarté quant à son alignement politique. Ne souhaitant pas se couper des milieux catholiques, tout en défendant un projet soutenu par une partie de la gauche et de l'extrême-gauche portugaise, cet éclectisme a pu contribuer à alimenter le flou quant à sa candidature.

Rapidement, Maria de Lourdes Pintasilgo appelle ses électeurs à voter pour Mário Soares afin de battre la droite. Localement, les militants font le même appel. Le 9 février, les membres de l'équipe de campagne de Figueira da Foz annoncent ne pas se reconnaître dans le projet politique de Mário Soares, mais appellent toutefois à faire barrage à Diogo Freitas do

convencidos que ela passava à segunda volta ».

713Entretien avec Rui Namorado. *op. cit.*. « Aquele resultado a partir da realidade é um resultado excelente. A partir das sondagens é um desastre. E realmente na altura não se tinha a noção disso ».

714*Diario de Coimbra*, 27 janvier 1986. p. 1. « Os eleitores já não vão em utopias. E ficou provado que em Portugal é estreito o espaço de manobra político fora das forças partidárias ».

715*Diário de Coimbra*, « António Arnaut e Boaventura Sousa Santos. Opinião dos mandatários regionais de Coimbra », le 29 janvier 1986. p. 4. « As máquinas partidárias funcionaram com maior eficácia do que prevíamos » et « a intervenção conjunta e convergente do general Eanes e do PCP conseguiram intimidar e confundir milhares de portugueses que tinham manifestado a intenção de votar em Lourdes Pintasilgo ».

716Entretien avec Maria do Rosário Gama. *op. cit.*. « A ineficácia do que é o trabalho fora dos partidos ».

Amaral⁷¹⁷. Le candidat socialiste reçoit aussi l'appui du camp de Salgado Zenha afin d'éviter l'élection du candidat de la droite. Le 16 février, Mário Soares est finalement élu président de la République avec moins de 150 000 voix d'avance (51,2% des suffrages) sur Diogo Freitas do Amaral (48,8%). Cette élection signe la fin de l'expérience du MAD malgré quelques contacts visant à en assurer la continuité.

Le 12 mars 1986, Maria de Lourdes Pintasilgo s'adresse à ses soutiens au travers d'une lettre au titre révélateur, « Nous allons continuer »⁷¹⁸. Dans cette missive, l'ancienne candidate appelle à la consolidation des groupes locaux et à leur régionalisation. Lors d'une rencontre se tenant le 8 février 1986, à Coimbra, les anciens représentants locaux lancent les bases d'une réflexion afin d'assurer la continuité du mouvement. Quatre possibilités sont abordées : la création d'un parti politique, la constitution d'associations culturelles régionales, la création d'associations politiques locales ou l'entrée négociée au sein du Parti socialiste ou du Parti renouvateur démocratique⁷¹⁹. Une nouvelle réunion à Coimbra, le 15 mars, entérine la fondation d'associations politiques régionales ayant pour objectif de lutter pour une réalisation d'une démocratie sociale, économique et culturelle⁷²⁰. Reconnaisant les liens unissant développement et démocratie d'une part et démocratie représentative et participative d'autre part, les associations s'appuient sur la Constitution de la République portugaise et le manifeste électoral de Maria de Lourdes Pintasilgo, comme documents d'orientation.

Un nouveau congrès national se tient à Porto le 21 juin 1986 et marque la cessation des activités du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie. Prenant la mesure du revers subi au cours de l'élection présidentielle du début de l'année, le mouvement met un terme à cette expérience initiée en mars 1983. Le dernier document de la Commission coordinatrice de Coimbra, daté de juillet 1986, encourage ses adhérents à continuer au sein d'autres structures le travail politique mené dans le cadre de la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo :

« Le projet d'approfondissement de la démocratie devra être poursuivi par chacun de nous dans d'autres instances d'intervention politique, sociale et culturelle. Nous appelons en effet à ce que vous continuiez votre militance de la forme que votre conscience vous dicte »⁷²¹.

717 *Diário de Coimbra*, « Apoiantes de Lurdes Pintasilgo aconselham voto em Mário Soares », le 11 février 1986. p. 5.

718 Maria de Lourdes Pintasilgo, « Vamos continuar », le 12 mars 1986. 6 p.

719 *Intercomunicador*, n°1, Porto, le 17 février 1986.

720 *Intercomunicador*, n°2, Coimbra, le 20 mars 1986. 4 p.

721 « MAD. Comissão Coordenadora Regional de Coimbra ». 19 juillet 1986. « O projecto de APROFUNDAMENTA DA DEMOCRACIA devera ser prosseguido por cada um de nós noutras instâncias de intervenção política, social e cultural. Apelamos pois para que continue com a sua militância da forma que a consciência lhe ditar ».

La candidature à l'élection présidentielle de Maria de Lourdes Pintasilgo se fondait ainsi sur une volonté de récupérer l'héritage de la période révolutionnaire, afin d'approfondir le système démocratique portugais. Cette récupération passe par un nouvel investissement dans les secteurs éducatif et culturel, avec notamment une valorisation d'une politique proche d'un projet d'animation. De même que lors du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, la prétention politique du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie constitue un moment de retour au projet d'éducation populaire qui a vu le jour au cours du processus révolutionnaire. Ce projet éducatif soulignait un peu plus le lien unissant éducation et politique. L'échec de cette candidature et l'abandon progressif du PNAEBA au cours de la même période représente un nouveau coup d'arrêt pour l'éducation populaire au Portugal.

Chapitre IX

L'année 1986 comme tournant dans l'histoire contemporaine du Portugal

L'année 1986 marque un point de rupture qui vient mettre un terme à une période ouverte avec le 25 avril 1974. Après deux années révolutionnaires, le Portugal connaît une transition d'une décennie entre l'entrée en vigueur de la Constitution en 1976 et l'établissement pérenne d'un régime de démocratie représentative à économie de marché. Les éléments révolutionnaires présents au sein de la Constitution et du système politique portugais ont progressivement été éliminés, si bien qu'il est important de se poser la question de l'héritage de la période révolutionnaire après 1986. La volonté politique en matière d'éducation populaire connaît un nouveau recul et les associations entrent dans une phase de plus grandes difficultés. La fin des années 1980 matérialise une monopolisation de l'éducation par l'institution scolaire. Parallèlement, à l'issue de l'élection présidentielle de 1986, l'action politique devient de plus en plus l'apanage des partis politiques institutionnalisés, au détriment des organes populaires ayant vu le jour lors du processus révolutionnaire.

L'entrée du Portugal dans la Communauté économique européenne concrétise les orientations actées par les gouvernements successifs à l'issue de la période révolutionnaire. Cette intégration européenne vient ainsi confirmer l'évolution du système politique et économique portugais, fruit de la convergence avec le reste du continent. Le projet révolutionnaire qui prend racine au cours du mois d'avril 1974 est progressivement remplacé par ce projet d'intégration européenne. Après la perte de ses colonies et la rupture de son isolement, le Portugal s'oriente alors vers le continent européen. L'adhésion du Portugal à la CEE permet la mise en application de politiques européennes et favorise l'entrée de fonds communautaires qui transforment de nombreux secteurs nationaux.

1. L'abandon du projet d'éducation d'adultes

Après une phase de recul de l'action publique, l'initiative du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, approuvé au cours de l'année 1979, avait permis de donner un nouvel élan aux organismes d'éducation populaire. Le progressif abandon du projet initial avait néanmoins commencé dès le début des années 1980 et une restructuration interne de la direction générale d'Éducation d'adultes. Après 1986, cette tendance continue de s'exprimer avec une nouvelle réorganisation des services du ministère de l'Éducation et le délaissement des réalisations du PNAEBA. Ce changement de cap politique affecte profondément le projet d'éducation non formelle, partie intégrante du plan national et participe à une transformation de sa nature.

On assiste ainsi à une scolarisation d'une éducation qui se voulait initialement non

formelle. L'école semble alors se voir attribuer le monopole de l'enseignement au Portugal. Le poids des associations dans ces processus éducatifs se réduit et la formation professionnelle connaît une croissance importante. Alors que le projet initial du plan national de 1979 et les pratiques locales au cours de la période révolutionnaire mettaient en avant l'ambition politique de l'éducation populaire, les évolutions survenues au cours de la décennie 1980 valorisent une composante économique visant à la modernisation du marché du travail et à son intégration dans le cadre européen. L'abandon du projet d'éducation populaire représente un pas de plus dans le refoulement de l'héritage révolutionnaire.

1.1. L'enterrement définitif du PNAEBA

Le projet d'un plan national acté en 1979 a permis de donner une impulsion nouvelle au projet d'éducation populaire portée par les associations. Le PNAEBA venait ainsi affirmer la richesse du travail mené au cours de la période révolutionnaire et réactiver un certain nombre de programmes abandonnés avec la normalisation de la vie politique portugaise. La mise en place d'un réseau d'animateurs avait constitué une des avancées les plus intéressantes dans le domaine de la dynamisation des associations. Sur le plan institutionnel, la création de la direction générale d'Éducation d'adultes à la fin de l'année 1979 permettait de donner corps à ce nouveau projet.

Néanmoins, le progressif abandon du plan national vient remettre en cause cette structuration des secteurs de la puissance publique. Après la crise interne au sein de la DGEA, survenue en 1982, l'organe fait l'objet d'une refonte profonde après 1986. Dès janvier 1987, la réorganisation du ministère de l'Éducation aboutit à la création de la direction générale d'appui à l'Extension éducative (DGAE) prenant la succession de la DGEA. Le décret-loi n°3/87, du 3 janvier acte le démantèlement de la DGEA et son remplacement signifie un recul conséquent sur les questions en lien avec l'éducation populaire. Ainsi selon le décret-loi, la DGAE a pour attribution, la « promotion, coordination et soutien [...] de l'enseignement privé et coopératif, de l'enseignement primaire et secondaire portugais à l'étranger, de l'éducation non formelle et des activités de caractère culturel dans le domaine de l'éducation permanente, dans le pays et auprès des communautés portugaises à l'étranger »⁷²².

Le regroupement des activités d'éducation permanente et de l'enseignement portugais à l'étranger et auprès des populations émigrées au sein d'un même organe ne répond à aucune

⁷²²*Diário da República*, Decreto-Lei n°3/87, I Série, n°2. 3 janvier 1987. p. 22. « Promoção, coordenação e apoio [...] do ensino particular e cooperativo, do ensino básico e secundário português no estrangeiro, da educação não formal e das actividades de índole cultural no domínio da educação permanente, no País e junto das comunidades portuguesas no estrangeiro ».

logique pédagogique. Selon António Inácio Nogueira, cette restructuration des services de l'État a pour conséquence une dilution de l'éducation d'adultes, conduisant à la disparition de sa nature propre⁷²³. La constitution de la DGAEE marque de fait la fin du projet d'un plan national visant à éliminer l'analphabétisme dans le pays et à dynamiser une action culturelle auprès des populations. Il est intéressant de noter que l'arrêt du PNAEBA ne fait l'objet d'aucune décision formelle, ni d'aucune évaluation publique. Si le plan débute en 1979, il paraît impossible d'en dater la fin. Le PNAEBA aurait ainsi progressivement cessé d'exister, signe d'une évolution des priorités politiques.

La nouvelle direction générale change une nouvelle fois d'appellation avec le décret-loi n°484/88 du 29 décembre 1988, devenant direction générale d'Extension éducative (DGEE). Cette modification est plus lexicale que programmatique mais traduit néanmoins la difficile lisibilité de l'action publique sur la question. Créée en 1972, la direction générale connaît ainsi quatre appellations différentes en 16 années. Ces dénominations successives sont la conséquence d'une évolution des projets portés par les différents exécutifs au pouvoir. D'une éducation permanente qui se prétendait globale, le projet cible par la suite en priorité les populations adultes et aboutit à la formation professionnelle et la validation d'acquis. Cette transformation traduit un éloignement toujours plus grand de la question politique et une prépondérance de l'objectif d'une modernisation de l'économie nationale.

Une évolution parallèle affecte le CNAEBA qui n'a jamais joué son rôle moteur dans la mise en œuvre du plan national et qui est finalement dissout en juillet 1987. Cet organe se trouve ainsi intégré au sein du nouveau Conseil de l'éducation, organe consultatif ayant pour objectif de « permettre la participation des diverses forces sociales, culturelles et économiques, dans la recherche de consensus élargis, concernant la politique éducative »⁷²⁴. La spécificité de l'éducation d'adultes se trouve une nouvelle fois noyée au sein d'une structure plurielle. Cette nouvelle architecture des services travaillant dans les domaines de l'éducation va à l'encontre des objectifs du PNAEBA, qui définissaient clairement l'autonomie de l'éducation d'adultes comme une priorité.

Cet abandon progressif des ambitions initiales de 1979 se traduit de manière statistique. Si l'on s'en tient aux taux d'analphabétisme, dont l'élimination ne constituait cependant qu'une parcelle du projet d'éducation populaire, le recensement de 1991 montre un poids encore important dans le pays, comme sur le territoire du district de Coimbra. Selon les statistiques

⁷²³António Inácio C. Nogueira, *Para uma educação permanente à roda da vida*, Lisboa, Instituto de Inovação Educativa, 1996. 376 p.

⁷²⁴*Diário da República*, Lei n°31/87, I^a Série, n°155, le 9 juillet 1987. pp. 2688-2691. « Proporcionar a participação das várias forças sociais, culturais e económicas, na procura de consensos alargados, relativamente à política educativa ».

mises en avant par les auteurs de l'ouvrage *A Situação social em Portugal*, le taux d'analphabétisme est passé de 33,6% en 1970 à 15,3% en 1991⁷²⁵. Au niveau local, certains territoires demeurent particulièrement affectés, cinq ans après l'adhésion à la CEE et 17 ans après la chute du régime autoritaire. Les *municípios* de l'intérieur demeurent les plus affectés avec un taux de 31% à Pampilhosa da Serra et 21,6% à Goís. Selon ce même recensement de 1991, le district de Coimbra comptait ainsi 46928 analphabètes.

Ces résultats reflètent l'absence de continuité de l'action entreprise par les pouvoirs publics. Si bien que l'Institut national de statistique reconnaissait implicitement en 2004, à l'occasion des 30 ans de la révolution, que l'action des pouvoirs publics avait été limitée en matière de réduction de l'analphabétisme. Dans un rapport de l'institution, on peut notamment lire que « les principaux facteurs qui ont influencé la diminution du taux d'analphabétisme sont la scolarisation progressive des jeunes en âge scolaire [...], et la rénovation des couches les plus âgées de la population par d'autres ayant de plus faibles taux d'analphabétisme »⁷²⁶. L'extension de la scolarité obligatoire et le renouvellement démographique apparaissent comme les causes principales de la diminution de l'analphabétisme au Portugal, mettant ainsi en exergue le faible effort de la puissance publique en matière d'alphabétisation.

725Données provenant de António Barreto, *A situação social em Portugal. 1960-1999. vol. 2. Indicadores sociais em Portugal e na União Europeia*, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais, 2000.

726Instituto Nacional de Estatística, *30 anos de Abril. Um retrato estatístico*, Lisboa, 2004. p. 38. « Os principais factores que têm influenciado a diminuição da taxa de analfabetismo são a escolarização progressiva dos jovens em idade escolar [...], e a renovação das camadas mais idosas da população por outras com menores taxas de analfabetismo ».

Population résidente et population analphabète sur le district de Coimbra en 1991⁷²⁷.

<i>Município</i>	Population résidente	Population analphabète	Taux d'analphabétisme
Arganil	13926	2110	17
Cantanhede	37140	4467	13,5
Coimbra	139052	8858	7,1
Condeixa-a-Nova	13027	1711	14,6
Figueira da Foz	61555	6442	11,7
Goís	5372	1052	21,6
Lousã	13447	1217	10,1
Mira	13257	1509	12,9
Miranda do Corvo	11674	1395	13,4
Montemor-o-Velho	26375	4035	17,2
Oliveira do Hospital	22584	3060	15,4
Pampilhosa da Serra	5797	1644	31
Penacova	16748	2066	13,8
Penela	6919	967	15,4
Soure	21704	3958	20,1
Tábua	13101	1753	15,2
Vila Nova de Poiares	6161	684	12,5

Si les structures régionales et distritales mises en place dans le cadre du plan national sont progressivement démantelées, les coordinations au niveau des *municípios* sont maintenues. Selon les territoires, une certaine continuité des actions a pu être obtenue. Ainsi, selon António Inácio Nogueira, « une unique figure a été sauvée, qui est celle du coordinateur municipales, qui s'il a des relations privilégiées avec les organes locaux et des moyens à sa disposition, peut encore faire une certaine intervention communautaire et mettre en adéquation d'éventuelles offres éducatives avec les réalités et les nécessités du *município* »⁷²⁸. C'est notamment le cas dans le *município* de Condeixa-a-Nova, territoire qui a pour coordinatrice Maria do Rosário Grilo à partir de 1989. Les associations du *município*

⁷²⁷Censos 91. XIII Recenseamento geral da população. III Recenseamento geral da habitação.

⁷²⁸António Inácio C. Nogueira, « Os caminhos e os (des)caminhos da educação de adultos. Portugal anos 80-90. Uma síntese despretensiosa », in Comissão Organizadora das Jornadas de Educação de Adultos, *Jornadas de « Educação de Adultos em Portugal: Situação e Perspectivas »*, Coimbra, 1996. p. 115. « Salvou-se uma única figura, a do Coordenador Concelhio, que se tiver ligações privilegiadas com as autarquias e meios à disposição, ainda poderá fazer alguma intervenção comunitária e adequar eventuais ofertas educativas às realidades e necessidades do concelho ».

continuent d'être dynamisées, avec notamment la création de groupes de théâtre⁷²⁹. Ainsi selon Maria do Rosário Grilo :

« Comme coordinatrice j'ai toujours été en lien avec d'autres institutions et associations. Avec la mairie, nous avons toujours été en partenariat et c'était cet organisme qui nous cédait les installations, les transports et l'appui économique »⁷³⁰.

Ces initiatives locales s'ancrent dans la continuité du plan national dessiné en 1979. Néanmoins, l'absence d'organes de coordination aux échelons administratifs supérieurs met en péril un plan d'ampleur nationale. Avec la disparition des coordinations distritales et de la région de Coimbra, ainsi que la refonte profonde de la direction générale à partir de 1987, le dynamisme des coordinations municipales qui se maintiennent en activité souffre d'un isolement croissant. De plus, et comme cela a été remarqué par António Inácio Nogueira et confirmé par Maria do Rosário Grilo, ces activités sont tributaires des bonnes relations entretenues avec les élus locaux. Cette caractéristique introduit un biais politique, voire même partidaire, dans les processus d'éducation d'adultes.

1.2. La scolarisation de l'éducation

L'ambition affichée par l'éducation permanente puis l'éducation des adultes au Portugal était de fonder des passerelles entre les processus éducatifs et la vie quotidienne des populations. Il s'agissait alors de dynamiser une éducation non formelle, pouvant être reconnue au moyen de diplômes afin de permettre une valorisation de l'apprenant. Cette ambition s'étendait de même à l'école et devait influencer l'institution scolaire en la forçant à s'ouvrir aux mécanismes d'apprentissage non formel et à la vie de la communauté dans laquelle elle s'insérait. Néanmoins, il semble que le processus contraire ait eu lieu. L'éducation d'adultes, conçue sur une base plurielle et notamment associative, a été progressivement colonisée par l'institution scolaire et s'est transformée en une « école de la seconde chance ».

C'est au cours de cette année de rupture de 1986 qu'est adoptée la Loi de base du système éducatif (LBSE), texte qui a fait l'objet d'une longue préparation. La loi n°46/86 du 14 octobre 1986 établit ainsi la structure organique du système éducatif portugais. La troisième section de cette loi décrit le secteur de « l'éducation extra-scolaire », comprenant l'élimination de

729Fátima Bandeira, Maria Rosário Grilo, *O Teatro em Condeixa, dois séculos de história*, Condeixa, Associação Sempre a Aprender, 2013. 143 p.

730Témoignage écrit de Maria do Rosário Grilo, le 27 mars 2014. « Como Coordenadora sempre estive ligada a outras instituições/associações. Com a autarquia estivemos sempre em parceria e era este organismo que nos cedia as instalações, transportes e apoio económico ».

l'analphabétisme, l'éducation permanente mais aussi la préparation à l'emploi⁷³¹. L'expression même d'« extra-scolaire » est intéressante puisqu'elle définit un type d'éducation à partir d'un étalon qui est désormais l'institution scolaire. Ainsi, selon Luís Alcoforado et Sónia Mairos Ferreira, la loi de 1986 « a renvoyé l'éducation d'adultes à la périphérie de ses priorités, en limitant l'offre à deux modalités peu adéquates aux caractéristiques de la demande : l'enseignement récurrent et l'éducation extra-scolaire »⁷³².

Le concept d'éducation récurrente est en effet abondamment employé à partir de cette période et met en lumière les évolutions du système éducatif portugais. Selon la LBSE, cet enseignement est destiné « aux individus qui n'ont pas eu l'opportunité de s'intégrer dans le système scolaire à l'âge normal de formation »⁷³³. L'enseignement récurrent pour adultes est ainsi une deuxième opportunité de scolarisation et vise à délivrer les mêmes diplômes que l'enseignement régulier. Cette disposition va à l'encontre du cadre établi par l'éducation permanente et l'éducation d'adultes qui militaient pour une éducation non formelle et en lien avec la vie quotidienne et les besoins des populations concernées. L'école semble alors accroître son emprise sur les processus éducatifs. Pour Teresa Cunha, la mise en place d'une éducation récurrente vient mettre un terme à l'expérience du PNAEBA :

« Il s'agissait d'amener les personnes à l'école et de les scolariser dans le plus mauvais sens du terme. Avec des programmes infantilisants, non problématisants. Faire des adultes des enfants qui retournent à l'école. Les infantiliser, leur enlever toute capacité critique. C'est à dire formater. Il ne s'agit pas d'éduquer, il ne s'agit pas d'émanciper, il s'agit de formater et contrôler »⁷³⁴.

L'éducation récurrente reproduit ainsi les mécanismes scolaires dans un domaine qui se voulait innovateur et en rupture avec une éducation plus traditionnelle. Trois cycles d'éducation sont ainsi mis en place correspondant à une première phase d'alphabétisation, à la conclusion du primaire (6^{ème} année) et du collège (9^{ème} année). Les matières au programme reproduisent l'enseignement classique avec du portugais, des mathématiques, une langue étrangère et des modules comme « Le monde actuel » et « L'homme et l'environnement »⁷³⁵.

731 *Diário da República*, Lei 46/86, Número 237, 1^ª Série, le 14 octobre 1986. p. 3074.

732 Luís Alcoforado, Sónia Mairos Ferreira, « Introdução Geral. Educação e Formação de Adultos: nótulos sobre a necessidade de descomprometer a Cinderela depois do beijo do Príncipe Encantado », in *Educação e Formação de Adultos. Políticas, práticas e investigação*, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2011. p. 14. « Remeteu a educação de adultos para a periferia das suas prioridades, limitando a oferta a duas valências pouco adequadas às características da procura: o ensino recorrente e a educação extra-escolar ».

733 *Diário da República*, Lei 46/86, Número 237, 1^ª Série, le 14 octobre 1986. p. 3073. « Aos indivíduos que não tiveram oportunidade de se enquadrar no sistema de educação escolar na idade normal de formação ».

734 Entretien avec Teresa Cunha. *op. cit.*. « Era trazer as pessoas para a escola e escolarizar-las no pior sentido do termo. Com programas infantilizadores, não problematizadores. Completamente tornar adultos crianças que voltam para a escola. Infantiliza-los, tirar-os a capacidade crítica. Portanto formater. Não se trata de educar, não se trata de emancipar, trata-se de formater e controlar ».

735 Ministério da Educação, Direcção-Geral de Extensão Educativa, Conselho da Europa, *Projecto Educação de*

Cette formalisation de l'enseignement pour adultes conduit à une uniformisation des processus d'apprentissage et entrave son autonomie, principe essentiel dans l'éducation populaire. De plus, la notion d'apprentissage en groupe est réduite puisque c'est le parcours individuel de chaque adulte qui est reconnu.

En février 1991, le décret-loi n°74/91 vient réglementer les domaines de l'éducation récurrente et l'éducation extra-scolaire. Présenté comme une « seconde opportunité », l'enseignement récurrent fait l'objet d'une élaboration formelle. L'éducation extra-scolaire demeure la seule qui reprend les termes de l'éducation non formelle. Les ambitions sont néanmoins revues à la baisse et la perspective de construction d'outils afin de transformer la réalité est totalement absente de ces réformes. Ainsi pour António Inácio Nogueira, « le PNAEBA a été transformé par la suite en un décret-loi organique d'éducation d'adultes. Et donc qui vient subvertir tout le projet antérieur et qui le réduit pratiquement à la partie scolaire »⁷³⁶.

La plupart des expériences de recherche d'alternatives pédagogiques ont pour objectif la rupture de l'isolement de l'école et son ouverture au monde, c'est notamment le cas des méthodes mises en place par Célestin Freinet ou du cas du lycée expérimental d'Oslo⁷³⁷. L'expérience portugaise montre néanmoins un processus de croissance de l'institution scolaire, s'imposant comme la seule légitime à participer aux processus d'apprentissage. Les associations et autres structures plus informelles sont ainsi laissées de côté. Ce point vient corroborer les écrits d'Ivan Illich sur le monopole de l'institution scolaire. Dans son ouvrage *Une société sans école*, paru en 1970, il soutenait notamment que « l'école nuit à l'éducation, parce qu'on la considère comme seule capable de s'en charger »⁷³⁸. Cette attitude conduit à discréditer les apprentissages effectués à l'écart de cette structure organisée et hiérarchisée. L'éducation devient un bien de consommation et la possibilité même d'un apprentissage non formel est niée.

Lucília Salgado se montre ainsi très critique du nouveau système mis en place et estime que « quand l'État offre une éducation d'adultes, il la contrôle à l'intérieur des formes avec lesquelles il forme les enfants. Il n'est ainsi pas étonnant que le système d'éducation récurrente n'ait pas un seul processus émancipateur pour la population adulte, ni une quelconque

adultos e mutação social, "Educação de adultos, desenvolvimento e população desfavorecida". Relatório do Seminário, « Anexo D », Lisboa, 1991, pp. 47-63.

736Entretien avec António Inácio Correia Nogueira. *op. cit.*. « O PNAEBA foi transformado depois num decreto-lei organico da educação de adultos. E portanto que subverte todo o projecto anterior e que o reduz paticamente à parte escolar ».

737Mosse Jorgensen, *Un lycée aux lycéens. Le lycée expérimental d'Oslo*, Paris, Les édition du Cerf, 1975 [1971]. 238 p.

738Ivan Illich, *Une société sans école*, Paris, Éditions du Seuil, 2003 [1970]. p. 22.

efficacité en termes de système éducatif »⁷³⁹. La nouvelle législation en matière d'éducation d'adultes constitue un nouveau recul dans la réalisation du projet d'éducation populaire mis au jour avec les mouvements sociaux de la période révolutionnaire.

1.3. Vers la formation professionnelle

L'adhésion du Portugal à la Communauté économique européenne est le résultat d'un processus de transformation du pays vers les standards politiques, économiques et sociaux alors en vigueur dans les pays de la CEE. Néanmoins, cette convergence ne se termine pas avec l'entrée du pays en janvier 1986. Bien au contraire, nombre de mesures sont entreprises afin de permettre une plus grande intégration du pays dans la communauté économique. La modernisation du marché de l'emploi est ainsi une priorité des gouvernements successifs, afin de faciliter l'inclusion de l'économie portugaise dans l'espace européen. Le système éducatif portugais, mis sur pied avec la loi de base de 1986, accroît ainsi le poids de l'institution scolaire et ouvre la voie à l'organisation d'une formation professionnelle.

À l'image de l'éducation récurrente, la formation professionnelle fait l'objet d'une réglementation spécifique au travers du décret-loi n°401/91, du 16 octobre 1991. Il s'agit alors de mettre en place une formation initiale et continue, afin de permettre une adéquation des travailleurs aux postes de travail, une modernisation de l'économie et le développement de nouvelles capacités. La formation professionnelle prend ainsi une place de plus en plus importante dans les processus d'éducation d'adultes, mais aussi de populations plus jeunes. Il s'agit d'une transformation profonde des politiques publiques, mais également des actions entreprises par les associations. Cette évolution est complétée par la mise en place de politiques publiques visant à créer des programmes de développement régional. La notion de développement est alors centrale et indique la prépondérance de l'enjeu économique.

Dès 1986 est ainsi créé un Programme intégré de développement régional (PIDR) dans la région du Bas-Mondego, réunissant plusieurs *municípios* du district de Coimbra. Quelques mois plus tard est créé le Projet de développement régional AGLOP, réunissant les territoires d'Arganil, Goís, Lousã, Oliveira do Hospital et Pampilhosa da Serra. Cette notion de développement local, ancrée dans des territoires périphériques est en lien direct avec la volonté de développer une formation professionnelle dans le pays. Ainsi, selon un programme d'action de la direction générale d'Extension éducative de 1989, un des enjeux est de

739Lucília Salgado, 2012. *op. cit.*. « Quando o Estado oferece Educação de Adultos controla-a dentro das fôrmas com que forma as crianças. Não é por isso de admirar que o sistema de Educação Recorrente não tenha quaisquer processos emancipatórios da população adulta nem sequer qualquer eficácia em termos de sistema educativo ».

« préparer pour une intervention dynamique sur le marché du travail ou pour la création d'emplois alternatifs, pour l'acquisition de connaissances et compétences professionnelles spécifiques et de connaissances et compétences générales pour l'employabilité »⁷⁴⁰.

L'éducation d'adultes devient alors un instrument visant à l'insertion de populations exclues des processus éducatifs et du marché de l'emploi. En avril 1987 se tient ainsi à Faro, dans le sud du Portugal, un séminaire international sur le thème « Éducation d'adultes, minorités et aires défavorisées »⁷⁴¹. En novembre 1990, le ministère de l'Éducation et le Conseil de l'Europe organisent un séminaire à Coimbra sur le thème « Éducation d'adultes, développement et population défavorisée ». Dans les conclusions de ce séminaire, on peut notamment lire que « globalement émerge la préoccupation de la nécessité d'établir des ponts aussi bien avec le système éducatif qu'avec le système de formation professionnelle » ou encore l'importance de « la prédominance de l'articulation du culturel avec l'économique »⁷⁴².

Le Fonds d'appui aux organismes juvéniles oriente aussi son action dans cette direction. Dès l'été 1986, est ainsi mis en place un programme de « bourses d'emploi jeune », dans le cadre des activités d'occupation du temps libres. Ce programme, qui bénéficie à Coimbra du concours de la coordination de la région Centre, de l'Institut de l'emploi et de la formation professionnelle et du Centre régional de Sécurité sociale a pour objectif de « permettre aux jeunes un premier contact avec le monde du travail, afin de contribuer à l'identification de choix de vocations »⁷⁴³. Au cours de la seconde moitié de la décennie 1970, le FAOJ s'était orienté vers la promotion de l'animation socioculturelle et l'appui aux associations locales. L'existence de ce programme à destination des jeunes montre une évolution claire de ces objectifs.

Certaines associations locales connaissent elles-aussi une évolution similaire, s'orientant vers des activités de formation professionnelle. Le cas le plus flagrant est celui de la Cáritas, une des associations pionnières en matière d'alphabétisation sur le territoire de Coimbra. C'est

740Ministério da Educação, Direcção-Geral de Extensão Educativa, *Direcção-Geral de Extensão Educativa: objectivos, programas, acções. Dia Internacional da Alfabetização – 8 de Setembro de 1989*. p. 4. « Preparar para uma intervenção dinâmica no mercado de trabalho ou para a criação de empregos alternativos, pela aquisição de conhecimentos e competências profissionais específicas e conhecimentos e competências gerais para a empregabilidade ».

741*Educação de adultos, minorias e áreas desfavorecidas. Relatório Final*, Seminário Internacional, Instituto Politécnico de Faro, Abril 1987. 390 p.

742Ministério da Educação, Direcção-Geral de Extensão Educativa, Conselho da Europa, *Projecto Educação de adultos e mutação social, "Educação de adultos, desenvolvimento e população desfavorecida". Relatório do Seminário*, Lisboa, 1991. p. 27. « Globalmente a preocupação emerge da necessidade de se estabelecer pontes tanto com o sistema educativo como com o sistema da formação profissional », « A predominância da articulação do cultural com o económico ».

743*Diário de Coimbra*, « Jovens contactam com mundo do trabalho. Ocupação dos Tempos Livres: inscrições abrem hoje », le 14 avril 1986. p. 2. « Possibilitar aos jovens um primeiro contacto com o mundo do trabalho, de modo a contribuir para a identificação de escolhas vocacionais ».

en 1986 que l'association se joint à l'Institut de l'emploi et de la formation professionnelle afin de créer à Coimbra le Centre de formation professionnelle de l'artisanat (CEARTE)⁷⁴⁴. Malgré la continuation des cours d'alphabétisation, la Caritas de Coimbra oriente son travail de terrain vers la mise en place de formation socio-éducatives, notamment à partir de 1988. Ces formations s'étendent notamment aux domaines de la couture ou de la cuisine. Selon l'association, « les destinataires de ces cours sont toutes les personnes qui, dans un domaine déterminé, prétendent approfondir et améliorer les techniques de travail afin de devenir indépendantes, dans leur travail au jour le jour, pouvant même, venir à améliorer leur situation professionnelle »⁷⁴⁵.

Le poids pris par la formation professionnelle est caractéristique de l'évolution du projet éducatif au Portugal. Alors que pendant la période révolutionnaire et dans les années qui suivirent, la culture et l'éducation avaient pour objectif la transformation sociale et l'émancipation, ces points ne semblent plus être des priorités. L'éducation populaire a ainsi pour ambition la construction d'outils afin de permettre la transformation des réalités sociales des populations. L'enjeu politique est ici prépondérant. Les évolutions survenues au cours des années 1980 et accélérées après 1986 donnent le primat à l'intégration de l'individu au sein d'un système économique en mutation. Il ne s'agirait plus de promouvoir la transformation de la société au travers de la participation mais de s'adapter aux changements de l'économie nationale et en particulier du marché du travail. Un document de la direction générale d'Extension éducative de 1990 parle ainsi d'un « processus d'ajustement » et de la capacité à « donner une réponse aux situations de changement »⁷⁴⁶.

Ce projet éducatif, s'il continue de se référer à l'éducation permanente et au nécessaire soutien aux associations, montre bien une dénaturation des ambitions profondes de l'éducation populaire. Ces mesures visent ainsi à la réinsertion de population défavorisées, notamment en leur donnant une seconde opportunité de scolarisation et un accès à la formation professionnelle. Il ne s'agit pas ici de transformer le système politique, économique et social, mais bien au contraire de permettre à des populations exclues de l'intégrer. Le primat du politique a ainsi été progressivement effacé au profit de l'économique et de la modernisation

744 *Diário de Coimbra*, « Caritas Diocesana de Coimbra aposta na formação profissional », le 1^{er} mai 1986. p. 5.

745 Caritas, « Relatório e Programa de Actividades - 1988-89 ». p. 19. « Os destinatários destes cursos são todos aqueles pessoas que, dentro duma determinada área, pretendem aprofundar e melhorar as técnicas de trabalho por forma a que se tornem independente, no seu trabalho do dia a dia, podendo até, vir a melhorar a sua situação profissional ».

746 Ministério da Educação. Direcção-Geral da Extensão Educativa, DSERE / Divisão de estudos, *Tópicos respeitantes a serviços de orientação e aconselhamento destinados a adultos*, 1990. p. 22. « este processo de reajustamento relaciona-se com o facto de todo o adulto ter necessidade de desenvolver / conservar um sentimento de identidade pessoal que o torne capaz de dar resposta às situações de mudança que se lhe deparem ».

du marché du travail national. L'intégration européenne et la réception de fonds communautaires accentuent un peu plus cette évolution.

1.4. Le rôle de l'intégration européenne

La perspective de l'entrée du Portugal au sein de la Communauté économique européenne a joué un rôle non négligeable dans l'évolution du système éducatif national. La préparation de cette intégration et son aboutissement en janvier 1986 ont pour conséquence la convergence du système portugais vers les standards alors en vigueur au sein des pays membres. Dès le début des années 1980, le modèle européen s'impose comme projet pour l'éducation au Portugal. En juin 1981, a ainsi lieu un débat organisé par la Fondation Calouste Gulbenkian et le ministère de l'Éducation et de la Culture sur le thème « L'impact de l'intégration européenne sur le système éducatif portugais ». En janvier 1982, des observateurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se rendent au Portugal pour évaluer la préparation de la loi de base du système éducatif.

Le 18 juin 1990, le Programme de développement éducatif pour le Portugal (PRODEP) est approuvé par les États membres de la communauté et vient confirmer les orientations du système éducatif portugais. Ce programme bénéficie du financement de l'État portugais et de deux fonds communautaires, le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen (FSE) et s'élève à 2 090 104 *escudos* sur la période 1990-1994⁷⁴⁷. Le PRODEP se divise alors en cinq sous-programmes : le développement des infrastructures et des recours humains du réseau scolaire, l'enseignement professionnel, l'éducation d'adultes, l'enseignement supérieur et la formation complémentaire, et enfin l'assistance technique et l'appui à la mise en œuvre du PRODEP.

Le sous-programme concernant l'éducation d'adultes est cofinancé par le FSE et s'élève à 140 632 *escudos* sur quatre ans, soit 6,7% du total des financements. Cette statistique montre que ce sous-programme visant à la réduction de l'analphabétisme et la formation de base est relativement marginal au sein des objectifs du PRODEP. Selon les documents du programme, les bénéficiaires de ces initiatives sont les « individus qui n'ont pas complété la scolarité obligatoire, ayant ou non fréquenté des cours dans le système formel d'enseignement. Ainsi, la formation vise les composantes de formation générale nécessaires à l'entrée dans la vie active et au développement de capacités pour l'insertion professionnelle »⁷⁴⁸. Au cours de l'année

⁷⁴⁷Ministério da Educação, *Programa de Desenvolvimento Educativo para Portugal. Relatório final de execução*, Lisboa, 1994. 89 p.

⁷⁴⁸« Anexo D » in Ministério da Educação. Direcção-Geral da Extensão Educativa. Conselho da Europa. *Educação de adultos, desenvolvimento e população desfavorecida*, Lisboa, 1991. p. 54. « Indivíduos que não

1990, la coordination municipale d'Extension éducative de Coimbra organise ainsi 12 cours financés par le PRODEP⁷⁴⁹. Ces actions de formation sont destinées aux jeunes n'ayant pas complété la scolarité obligatoire et vise à combattre l'analphabétisme et à leur donner des perspectives professionnelles. Au cours des quatre années du projet, la région Centre, qui regroupe les districts de Coimbra, Castelo Branco, Leiria et une partie des districts de Viseu, Aveiro, Guarda, Santarém et Lisbonne, absorbe ainsi 28% de la dépense totale du PRODEP.

Le rôle des organisations internationales et principalement de la CEE a ainsi fortement orienté les évolutions du système éducatif portugais. De même, les interventions successives du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ont eu un effet normalisateur sur le système politique, économique, social et économique du Portugal. Ainsi, selon Stephen Stoer, auteur d'un ouvrage de référence sur l'évolution de l'éducation au Portugal entre 1970 et 1980, « les organisations internationales peuvent, réellement, être plus importantes comme supports de l'idéologie capitaliste que comme agents instrumentaux du capitalisme »⁷⁵⁰. Ces relations auraient ainsi progressivement conforté les normes en vigueur dans le reste des pays occidentaux. Rui Canário résume ainsi les évolutions du système éducatif portugais :

« L'éducation est réduite au scolaire et, dans l'éducation scolaire, l'éducation et la formation d'adultes est réduite à une offre de seconde opportunité dirigée à des publics adultes analphabètes ou avec de très basses qualifications scolaires et / ou professionnelles. On peut ajouter qu'est aussi réductrice la conception d'éducation permanente, conçue comme une formation post-scolaire, dirigés à des adultes peu scolarisés et avec de claires finalités d'adaptation et d'orthopédie sociale »⁷⁵¹.

Revenant sur son expérience au sein de la direction générale d'Éducation permanente, Alberto Melo la qualifie en 2001 de « frustrante, parce que les gouvernements suivants l'ont mise de côté, la considérant trop "tiers-mondiste" pour un pays qui préparait sa candidature à l'Europe communautaire »⁷⁵². Cette analyse montre un éloignement progressif du projet

completaram a escolaridade obrigatória, tendo ou não frequentado aulas no sistema formal de ensino. Assim, a formação visa as componentes de formação geral necessárias ao ingresso na vida activa e ao desenvolvimento de capacidades para inserção profissional ».

749Extensão Educativa, Concelho de Coimbra, *Relatório anual de actividades. Ano 1990*. 58 p.

750Stephen R. Stoer, *Educação e mudança social em Portugal. 1970-1980, Uma Década de Transição*, Porto, Edições Afrontamento, 1986. p. 212. « As organizações internacionais podem, realmente, ser mais importantes como suportes da ideologia capitalista do que como agentes instrumentais do capitalismo ».

751Rui Canário. *op. cit.* p. 220. « A educação é reduzida ao escolar e, na educação escolar, a educação e formação de adultos é reduzida a uma oferta de segunda oportunidade dirigida a públicos adultos analfabetos ou com muito baixas qualificações escolares e / ou profissionais. Acresce que também é redutora a concepção de educação permanente, encarada como uma formação pós-escolar, dirigida a adultos pouco escolarizados e com claras finalidades de adaptação e ortopedia social ».

752Alberto Melo, « Agir localmente, pensar globalmente: Testemunho de um percurso inspirado em Paulo Freire », *Revista Portuguesa de Pedagogia*, 2001, Ano 35-1. p. 120. « Frustrante, porque governos subsequentes a puseram de lado, considerando-a demasiado "terceiro-mundista" para um país que preparava a sua candidatura à Europa Comunitária ».

d'éducation populaire et donc de l'héritage révolutionnaire comme moment fondateur de la démocratie portugaise. L'impact des organisations internationales a ainsi été conséquent dans la transformation du système éducatif portugais et le délaissement d'une éducation non formelle. Les changements survenus après 1986 viennent ainsi confirmer les orientations esquissées avec la normalisation de la situation du pays après l'entrée en vigueur d'un régime de démocratie représentative.

Au cours des années 1980, on assiste ainsi à une perte progressive du contenu politique de l'éducation non formelle à mesure que le processus d'institutionnalisation de la démocratie se poursuit au Portugal. Les restructurations successives qu'a subies l'ancienne direction générale d'Éducation permanente sont la marque d'une profonde modification des objectifs assignés à l'éducation des adultes par les gouvernements successifs. Le projet d'éducation populaire fortement chargé d'ambitions politiques, au sens d'une démocratie participative, voire socialiste, a été délaissé au profit d'une formation de plus en plus professionnalisante et tournée vers la modernisation économique du pays. L'entrée au sein de la Communauté économique européenne a contribué à accélérer ce processus.

2. Crise et recomposition de l'associativisme

Les transformations survenues à l'issue de la période révolutionnaire semblent trouver un aboutissement avec l'adhésion à la Communauté économique européenne en janvier 1986. Le recul de l'héritage révolutionnaire s'exprime notamment avec le progressif abandon du plan d'éducation d'adultes, au sein duquel les associations locales se voyaient reconnues et soutenues. Les associations subissent elles-aussi ces profondes transformations et connaissent des difficultés croissantes. Le mouvement associatif portugais a connu une forte phase d'expansion au cours de la période révolutionnaire, porté par la participation des populations à la résolution des problématiques qui se posaient alors avec le retour des libertés. Néanmoins, cette mobilisation populaire et les forces la soutenant perdent de leur centralité à mesure que s'éloigne la période révolutionnaire.

La seconde moitié des années quatre-vingts est particulièrement difficile pour les organes populaires, et en particulier les associations locales. Les transformations culturelles et notamment le développement de la société de consommation symbolisée par la télévision entrave le monde associatif. Lorsqu'en 1986 se clôt la période ouverte par la Révolution d'avril 1974, l'associativisme se trouve alors dans une crise fondée sur le départ d'un certain nombre de responsables, les difficultés à apporter une continuité aux actions entreprises et

l'évolution des modes de vie au sein de la société. Cette situation aboutit à une recomposition du paysage associatif local avec notamment l'apparition d'associations de solidarité et de développement local. Néanmoins, ces nouvelles structures possèdent des caractéristiques fondamentalement différentes des associations d'éducation populaire créées au cours du processus révolutionnaire et portées par des animateurs insérés localement.

2.1. La spécialisation des associations

Les associations locales connaissent ainsi une évolution qui s'ancre dans un éloignement des orientations définies au cours de la période révolutionnaire. Les associations locales se définissaient par leur grande diversité interne, les activités culturelles, éducatives et sportives s'entremêlant. On assiste progressivement à une spécialisation des associations dans un domaine particulier mettant en cause cette diversité originelle. On peut notamment citer l'exemple du Club de football des Olivais dans le quartier éponyme de Coimbra. La section culturelle y a ainsi été progressivement abandonnée et l'association s'est spécialisée, avec succès, dans le sport de compétition. Dans nombre d'associations locales, les activités de caractère éducatif se trouvent marginalisées au profit du sport et des loisirs.

Cette spécialisation dans le sport et notamment le football est une tendance qui se retrouve dans l'ensemble du district. Les financements des collectivités locales permettent aussi un tel essor. C'est notamment le cas de la mairie de Lousã qui finance nombre de clubs locaux. La conception du sport qui se dégage de ces groupes locaux est éloignée des travaux menés par la direction générale des Sports, au cours de la période révolutionnaire. La compétition prend progressivement le primat sur l'enjeu éducatif et la redéfinition d'un sport populaire. Les activités sportives étaient alors conçues comme partie intégrante du développement culturel des populations et devaient participer à la démocratisation du pays.

Dans le même temps, la consolidation du statut d'Institution particulière de solidarité sociale (IPSS), plusieurs fois altéré après sa création en décembre 1979, oriente certaines associations vers la mise en place de structures de prise en charge de populations plus fragiles, notamment la petite enfance et le troisième âge⁷⁵³. Le décret-loi n°119/83 du 25 février 1983 vient ainsi réglementer ce statut visant à inclure les institutions qui ont pour objectif de « donner une expression organisée au devoir moral de solidarité et de justice entre les individus »⁷⁵⁴. Les IPSS mettent ainsi en place des activités de solidarité sociale sur une base

753 Décret-loi n°519-G2/79 du 29 décembre 1979.

754 *Diário da República*, « Decreto-Lei n°119/83 », I^a Série, n°46, le 25 février 1983. p. 644. « Dar expressão organizada ao dever moral de solidariedade e de justiça entre os indivíduos ».

essentiellement assistancialiste. Il s'agit dès lors de fournir des services à des populations jugées vulnérables. Cette logique ne permet pas une participation active de ces populations et les placent dans des mécanismes caritatifs. Certaines structures associatives mettent ainsi en place des centres d'accueils et des structures d'appui à domicile, se spécialisant de fait dans ces domaines.

Enfin, nombre d'associations se spécialisent dans les activités de temps libres, synthétisées au Portugal sous l'acronyme « ATL ». Ces structures mettent en place des occupations pour leurs membres au travers du sport, de la musique ou encore d'activités culturelles. C'est notamment le cas du Centre Norton de Matos ou de l'ACM de Coimbra, qui développent plusieurs activités sportives et de loisirs, principalement à destination d'un public jeune. Ces grandes associations fonctionnent alors comme centre de « prestation de services ». Dans le même mouvement, les plus petites associations, plus insérées localement, entrent dans une phase de veille, voyant leurs activités se réduire. La croissance de ces centres de loisirs aboutit à un nouvel éloignement des ambitions politiques de l'éducation populaire.

Ces exemples de spécialisation du mouvement associatif traduit une nouvelle fois la mise à distance de la participation politique. La spécialisation dans la compétition sportive, l'occupation des loisirs ou des activités de solidarité sociale traduit une plus faible implication des populations et la perte progressive de l'ambition de transformation de la réalité sociale. La seconde moitié des années quatre-vingts, et notamment l'entrée dans l'Europe communautaire, consolide un peu plus la société de consommation au Portugal. L'apparition de centres commerciaux, comme le Gira-Solum à Coimbra en septembre 1983, ou le gigantesque centre commercial des Amoreiras de Lisbonne, de l'architecte postmoderniste Tomás Taveira inauguré en 1985, mettent en lumière cette évolution. Dès lors, la culture semble devenir un bien de consommation, perdant sa caractéristique de réflexion critique et de recherche d'alternatives.

Dans l'ouvrage *L'action culturelle dans la cité* paru en 1973, Francis Jeanson mène une réflexion sur cette notion qui vise, selon lui, « à fournir aux exclus de la culture traditionnelle les moyens de se cultiver eux-mêmes, selon leurs propres besoins et leurs propres exigences »⁷⁵⁵. Le philosophe y dénonce notamment la notion de divertissement, de plus en plus centrale au sein de la société de consommation. Il nous semble que c'est cette conception de la culture et du temps libre qui s'impose progressivement au Portugal. Francis Jeanson qualifie le divertissement d'activité individualiste qui ne pose aucune question quant à l'organisation de la collectivité. Restituant à la notion son étymologie, il la qualifie de

⁷⁵⁵Francis Jeanson. *op. cit.*, p. 137.

« diversion sociale »⁷⁵⁶. La culture et les loisirs ne seraient ainsi que des temps de repos permettant une récréation avant un retour dans le cycle productif. Dans un ouvrage de 1997, Daniel Mothé pointe la marchandisation croissante du temps libre et son caractère de plus en plus individuel, au détriment d'activités auparavant socialisantes⁷⁵⁷.

Si l'on suit ces conceptions, l'enjeu n'est plus de remettre en cause les bases de la société afin de rechercher des alternatives. Les loisirs permettent au contraire une diversion, une mise à distance des réalités sociales et politiques, assurant ainsi un retour au sein de ces mêmes réalités. Le temps libre serait ainsi déconnecté de tout enjeu politique et son occupation assurerait la continuité du système social. Dans ce contexte, la multiplication des structures d'occupation des temps libres et d'activités sportives de compétition au sein des associations semble indiquer une perte de la charge politique du mouvement associatif. Ce fait est un indicateur supplémentaire de la normalisation de la situation portugaise dans les années qui suivirent l'entrée en vigueur du nouveau régime de démocratie représentative.

2.2. L'institutionnalisation de l'animation

Ce processus de dépolitisation affecte dans le même ordre l'activité des animateurs au Portugal. Le profil et les caractéristiques des animateurs se trouvent profondément altérés avec l'institutionnalisation et la professionnalisation de cette activité. Dès 1976, les équipes du Fonds d'appui aux organismes juvéniles ainsi que les membres de l'Association portugaise d'animateurs culturels, militaient pour une reconnaissance d'un statut de l'animateur, assorti d'une formation spécifique. Ces animateurs étaient néanmoins conscients des risques d'une uniformisation de leur activité et prônaient une certaine flexibilité dans la définition de ce statut. Cette reconnaissance aboutit au cours des années quatre-vingt et entraîne de fait une atténuation du caractère politique de l'animation. Ainsi selon Lucília Salgado, « l'animateur devient une profession comme une autre, et non plus un acte militant »⁷⁵⁸.

La réflexion sur la nécessaire formation des animateurs entraîne la mise en place de cursus supérieurs d'animation culturelle, dont le premier voit le jour au sein de la Coopérative d'enseignement supérieur artistique *Árvore I* de Porto en 1986, avec l'arrêté ministériel n°129/MEC/86, du 28 juin⁷⁵⁹. En 1989 sont créés les premiers cours de technicien

⁷⁵⁶*Idem.* p. 59.

⁷⁵⁷Daniel Mothé, *L'utopie du temps libre*, Paris, Éditions Esprit, 1997. 108 p.

⁷⁵⁸Entretien avec Lucília Salgado. *op. cit.*. « O animador passa a ser uma profissão como outra qualquer, e não militância ».

⁷⁵⁹Marcelino de Sousa Lopes, *Animação sociocultural em Portugal*, Intervenção – Associação para a Promoção e Divulgação Cultural, Amarante, 2006. 715 p.

professionnel d'animation et au cours de la décennie suivante, les formations d'animateurs connaissent une croissance rapide. Cette institutionnalisation a pour conséquence une perte du caractère politique de l'animation et un effritement des liens avec le mouvement associatif. Ainsi selon Rui Fonte, cette évolution a conduit la formation d'animateurs « à se convertir aux lieux habités par l'éducation formelle et à désoccuper l'espace jusqu'alors particulièrement prévenant pour l'animation – l'associativisme »⁷⁶⁰. Localement, c'est en 1996 que l'École supérieure d'éducation de Coimbra (ESEC) met en place sa formation en animation.

La reconnaissance de la formation des animateurs et leur professionnalisation ont pour conséquence une transformation de leur nature même. Au cours des années 1960 et 1970, les animateurs se caractérisaient par leur caractère militant, voyant dans l'éducation populaire un outil pour la dynamisation des populations locales. Les moniteurs d'alphabétisation, les chanteurs engagés ou encore les membres d'associations culturelles pensaient leur activité comme une intervention politique, puisqu'elle visait à mettre au jour des mécanismes de participation active des populations. Avec la professionnalisation de l'animation, cette charge politique n'est plus si centrale et cette activité s'oriente vers les loisirs et l'occupation des temps libres. La mise en cause des réalités sociales s'amointrit.

Ainsi, selon Esaú Dinis, « nous devons reconnaître que le rêve libre des années 1970 a laissé place à une normalisation de nature technocratique, dans les années 1980 »⁷⁶¹. L'animation semble ainsi s'intégrer à l'évolution de la situation du mouvement associatif, de plus en plus en lien avec la prestation de services de loisirs et d'occupation des temps libres. Tout comme le processus de l'éducation d'adultes à la suite de l'abandon du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, l'animation connaît une uniformisation qui entrave sa charge critique. Il semblerait que l'animation était, jusqu'à la seconde moitié des années 1980, une question d'*attitude*. Une attitude ouverte de travail et d'apprentissage collectif, sous-tendu par un objectif politique et ce, quelque soit l'option idéologique de l'animateur. Avec l'institutionnalisation, cette attitude semble s'estomper et l'animation se caractérise désormais par un ensemble de *techniques*. Dans un entretien accordé à Rui Fonte, Esaú Dinis semble confirmer cette attitude de l'animateur :

« Tout au long de ma vie, l'animation a été surtout un état d'esprit, une manière d'aborder les problèmes, cela a été une préoccupation de voir sur j'étais en train d'accompagner le processus des autres, si je n'étais pas en train d'être au-

760Rui Fonte, *A Formação de Animadores Socioculturais*, Casas do Senhorim, Edição de Autor, 2012. p. 49. « A converter-se aos lugares habitados pela educação formal e a desocupar o espaço até então particularmente solícitos à Animação – o associativismo ».

761Esaú Dinis, « Um olhar pessoal sobre Animação e Formação de Animadores no período de 1950-2012. À procura de convergências ». p. 16. « Temos de reconhecer que o sonho solto dos anos 70 deu lugar à normalização de cariz tecnocrático, nos anos 80 ».

dessus, de servir un réseau d'intérêts, sans respecter la dynamique de chacun »⁷⁶².

L'animation se décline alors en domaines d'activités – théâtre, sport, écriture, musique – et semble perdre sa cohérence d'ensemble. La reconnaissance de la formation d'animateur paraît mettre en péril l'attitude d'intervention.

À l'image de la direction générale d'Éducation d'adultes, réorganisée en profondeur après 1986, le Fonds d'appui aux organismes juvéniles, principale institution de promotion de l'animation fait elle-aussi l'objet d'une restructuration. En décembre 1988, le décret-loi n°483/88 acte ainsi l'extinction du FAOJ et la création de l'Institut de la Jeunesse (IJ). Selon Marcelino de Sousa Lopes, à l'époque animateur du FAOJ, il s'agit là de l'« adoption de la politique néo-libérale » dans le domaine de l'animation⁷⁶³. Cette nouvelle réorganisation de l'appareil d'État vient confirmer le processus d'éloignement de l'héritage révolutionnaire en matière d'éducation populaire et d'animation. La logique instrumentale de l'occupation des temps libres est par ailleurs bien visible dans ces modifications. Toujours selon Marcelino de Sousa Lopes :

« À l'abri de ce décret, l'organisme IJ a supprimé le concept et la pratique de l'animation socioculturelle et des animateurs, en remplaçant les Maisons de culture et de jeunesse par des Centres de jeunesse avec de très bonnes conditions infrastructures, mais des politiques inefficaces en matière de participation et de mobilisation juvénile »⁷⁶⁴.

2.3. Le développement local, renouveau du projet d'éducation populaire ?

L'année 1986 marque une nouvelle transformation dans le paysage associatif du pays, avec la propagation de la notion de développement local. Nous faisons ici l'hypothèse que l'apparition d'associations de développement local après 1986 représente une nouvelle étape dans la modification du projet d'éducation populaire, tel qu'il a vu le jour au cours du processus révolutionnaire portugais. Après l'éducation permanente et l'éducation d'adultes, le concept de développement local viendrait ainsi modifier les traits de ce projet initial, en lien direct avec l'évolution du pays. La diffusion de ce concept est flagrante à partir de 1986, renforçant un peu plus la valeur de rupture de cette année.

762« Entrevista Esáu Dinis », in Rui Fonte, *Op. Cit.*. p. 289. « Ao longo da minha vida, a Animação foi sobretudo um estado de espírito, uma maneira de abordar os problemas, foi a preocupação de ver se estava a acompanhar o processo dos outros, se não estava a passar por cima, a servir uma rede de interesses, sem respeitar a dinâmica de cada um ».

763Marcelino de Sousa Lopes. *op. cit.*. p. 265. « Adopção da política neo-liberal ».

764*Idem.* p. 265-266. « Ao abrigo deste decreto, o organismo IJ suprimiu o conceito e a prática da Animação Sociocultural e dos Animadores, substituindo as Casas de Cultura da Juventude por Centros de Juventude com óptimas condições infra-estruturais, mas ineficazes políticas orientadas para a participação e a mobilização juvenil ».

La multiplication des formations d'« agents de développement local » marque ainsi l'actualité de l'époque. De mai à décembre 1986, la Caritas de Coimbra organise un cours d'agents de développement local, comptant 30 participants⁷⁶⁵. La formation, qui dispose de l'appui du Fonds social européen, se compose de cours d'économie, de sociologie, de psychologie ou encore de droit. La cérémonie venant clore cette formation compte notamment la présence d'un représentant de la direction générale d'Éducation d'adultes. Selon Elísio Estanque, formateur en sociologie d'un de ces cours organisés par la Caritas, « l'idée [était] de stimuler l'engagement des personnes et d'articuler différents agents en réseaux de base local »⁷⁶⁶.

Le nombre de formations se multiplie dans les mois et les années qui suivent sur le territoire de Coimbra. Ainsi de juillet à décembre 1986 est organisé un cours de formation d'agents de développement par l'ACIBEIRA⁷⁶⁷ et l'Institut d'emploi et de formation professionnelle (IEFP). En février 1988, la Commission de coordination et développement de la région Centre (CCDRC) organise un séminaire sur le thème « Intervention et contribution des agents dans la promotion du développement local ». Enfin, de décembre 1992 à décembre 1993, se tient le cours « Promoteurs de formation pour le développement », organisé par l'Institut pour le développement agricole de la région de Coimbra (IDARC) avec le soutien de la CCDRC et de l'IEFP.

Le rôle des instances internationales, et au premier chef de la Communauté économique européenne, est évident dans cette diffusion du concept de développement local. Principalement conçu pour les régions rurales, le développement local permettrait de réaliser la convergence et l'harmonisation des régions européennes en décrochage par rapport aux normes du reste de la communauté. Sur le rôle de ces organisations internationaux, on peut notamment citer la formation de « jeunes agents de développement dans des régions d'émigration », mise en place entre 1987 et 1989 par l'Organisation internationale du travail et qui aboutit, au Portugal, à la formation de 64 agents de développement local.

Ce mouvement d'expansion de la notion de développement local affecte le mouvement associatif au cours des années 1990. Dès 1987, un séminaire international se tient à Faro, dans le sud du Portugal, du 21 au 25 avril, sous le thème « Éducation d'adultes, minorités et espaces défavorisés ». Les conclusions indiquent que « la création d'associations locales de développement est une mesure fondamentale pour la mise en œuvre de stratégies

⁷⁶⁵*O Despertar*, « Curso de agentes de desenvolvimento local organizado pela Caritas Diocesana de Coimbra », le 23 décembre 1986. p. 20.

⁷⁶⁶Entretien avec Elísio Estanque. Coimbra, le 17 mars 2014. 41 minutes. « A ideia de estimular o envolvimento das pessoas e de articular diferentes agentes em redes de base local ».

⁷⁶⁷Association d'entreprises agricoles, commerciales et industrielles de la Beira Serra.

d'intervention socio-éducative visant le développement auto-centré »⁷⁶⁸. Les fonds communautaires favorisent ces créations, avec l'entrée en vigueur du premier programme LEADER sur la période 1991/1993. Conçu comme un programme de convergence et de réduction des asymétries entre les régions européennes, LEADER permet le financement de « groupes d'action locale », associations de développement local dans leur majorité. Entre 1991 et 1993, sont ainsi financés 20 groupes locaux au Portugal, et 48 au cours du second programme LEADER (1994-1999)⁷⁶⁹.

Fruit de la volonté de mettre en dialogue les différentes associations du pays, est créée en 1993, l'Association portugaise pour le développement local, Animar. Cette nouvelle structure regroupe des membres collectifs et individuels. Conçue initialement pour promouvoir le développement local dans les territoires ruraux, l'association élargit son champ d'action aux zones urbaines à partir de 1999. Sur le territoire de Coimbra on peut notamment citer l'Association culturelle, récréative et sociale de Samuel à Soure, l'AD ELO, fondée en 1994 à Cantanhede, ou encore l'Association de développement régional – Serra do Açor de Penacova, fondée en 1995⁷⁷⁰. Les acteurs intéressés dans la naissance d'un mouvement de développement local s'établissent en réseaux et organisent notamment les « MANIFestas », moments de réflexion et de promotion. Les premières rencontres se tiennent à Santarém en octobre 1994 et à Tondela en 1996⁷⁷¹.

Ces formations d'agents en charge de la promotion d'un développement intégré constituent un nouveau pas dans la transformation de l'éducation d'adultes. Dans le développement local, la notion de conflit, inhérente à l'animation et à l'éducation populaire, est mise de côté au profit du développement de territoires. L'agent de développement local serait ainsi la force motrice d'un réseau mettant en lien les divers acteurs d'un même territoire : pouvoirs politiques, administrations locales, entreprises, associations. Ainsi selon Elísio Estanque, l'objectif du cours organisé par la Cáritas était de « fournir les instruments, les bases, pour qualifier des agents qui pouvait, par la suite, ou candidater à des emplois ou des programmes dynamisés par les collectivités locales, ou eux-mêmes dynamiser leurs organisations de base locale »⁷⁷².

768Educação de adultos, minorias e áreas desfavorecidas, « Rapport de synthèse », Seminário Internacional, Instituto Politécnico de Faro, Abril 1987. p. 30.

769José Mário Fidalgo Lopes, *A (re)invenção do local: o papel das Associações de Desenvolvimento Local e do programa LEADER*, Dissertação de Mestrado em Sociologia: « Políticas Locais e Descentralização », FEUC, 2012.

770Luis Moreno (coord.), *Guia das Organizações e Iniciativas de Desenvolvimento Local*, Santarém, Animar, Campo dos Media, 2003. 237 p.

771« MANIFesta. Assembleia, Feira e Festa do Desenvolvimento Local. MANIFesta – O que é ? ». 4 p.

772Entretien avec Elísio Estanque. *op. cit.*. « De tentar fornecer instrumentos, as bases, para qualificar agentes que podiam depois, ou candidatar a empregos ou programas dinamizados pelas próprias autarquias, ou eles

Le développement local entretient ainsi des liens importants avec le mouvement associatif et les principes de l'éducation permanente. Il est notable qu'Alberto Melo, un des pionniers de l'éducation populaire au Portugal, ait été à l'origine de la fondation de l'association de développement local *In Loco*, en Algarve dans le sud du pays. Dans le *município* de Soure, l'Association culturelle, récréative et sportive de Samuel fondée en 1982 révisé ses statuts en 1995 pour y intégrer le développement local. Il existe ainsi une forme de trajectoire, voyant le passage de certaines structures de l'associativisme populaire au développement local. De même, l'animation s'ouvre elle-aussi à la notion de développement local, y voyant un nouvel outil pour la dynamisation de territoires.

Néanmoins il convient d'analyser les évolutions programmatiques que représente la propagation de la notion de développement local. Les associations de développement local des années 1990 sont ainsi fondamentalement différentes des associations d'éducation populaire qui avaient vu le jour après 1974. La création d'association au début de la décennie 1990 modifie cependant en profondeur la nature du projet associatif populaire. Il y a tout d'abord un changement d'échelle et une prise sur le territoire plus diffuse. Paradoxalement, les associations créées dans ce cadre semblent perdre leur insertion dans le local. Alors que les associations culturelles et d'éducation sont insérées dans un quartier ou dans un village, les associations de développement local mènent leur actions sur plusieurs *municípios*, abordant ce territoire comme un tout. Ces structures ne sont plus des lieux de vie, fondés sur la mobilisation des populations, mais plutôt des « associations de cadres »⁷⁷³. Ainsi, selon Lucília Salgado, les associations d'éducation populaire « étaient des associations où la masse associative jouait aux cartes, faisait des choses... Les personnes étaient là. La différence est que les [...] associations d'éducation populaire étaient des lieux de vie et de partage »⁷⁷⁴.

Enfin, la notion de développement local met en avant l'enjeu économique et l'objectif de convergence des régions au niveau européen. Elle s'intègre ainsi principalement sur des territoires en retard par rapport aux normes communautaires. Il conviendrait ainsi de renforcer leur développement à partir de la dynamisation des acteurs locaux. Si les passerelles entre ce projet et ceux de l'éducation populaire et de l'éducation permanente ne manquent pas, il convient de noter le primat de l'économique et la mise en veille du politique. Le processus qui voit la création d'associations de développement local reproduit la dynamique générale de la normalisation du régime portugais. La modernisation du Portugal ouverte par son adhésion à

próprios dinamizarem as suas organizações de base local ».

773 Entretien avec Lucília Salgado. *op. cit.*. « Associações de quadros ».

774 *Idem*. « Eram associações onde a massa associativa jogava cartas, faziam coisas... As pessoas estavam lá. A diferença é que as [...] associações de educação popular eram locais de convívio ».

la Communauté économique européenne a ainsi des conséquences directes sur les dynamiques du mouvement associatif et sur l'émergence de la notion de développement local.

2.4. L'érosion du mouvement associatif

Le progressif retrait de l'État de l'appui au mouvement associatif a pour conséquence de plus grandes difficultés financières pour les associations locales. En 1985, la Confédération portugaise des collectivités de culture, loisir et sport montre ainsi son inquiétude face à la mise en place d'une imposition indirecte et réclame un statut fiscal plus protecteur des associations. Au cours de l'année scolaire 1985/1986, la direction générale d'Éducation d'adultes avait soutenu financièrement 665 associations, pour un montant total s'élevant à 24 250 *contos*. En 1987, le concours pour le financement d'associations n'a pas vu le jour, signe de ce retrait de la puissance publique. Les statistiques concernant la création d'associations montrent, de plus, que l'élan de la période révolutionnaire connaît un ralentissement profond au cours de la seconde moitié de la décennie 1980.

Selon l'étude réalisée par la CPCCRD auprès des associations fédérées en 2007, la période qui a vu le plus grand nombre d'associations être fondé est précisément la période couverte par notre étude, de 1974 à 1985 (28,3%). Dès lors, après cette date, le nombre de création de nouvelles associations baisse fortement, atteignant 16,7%. Selon ces chiffres, il y aurait ainsi eu moins de créations d'associations entre 1985 et 2007, qu'entre 1951 et 1973 (18,2%), signe d'un profond ralentissement après la mobilisation qui avait suivi la chute du régime autoritaire.

Associations fédérées en 2007, par dates de fondation⁷⁷⁵

Période	%
Avant 1900	9,3
1901-1925	13,6
1926-1950	14
1951-1973	18,2
1974-1985	28,3
Après 1985	16,7

De plus, la fin des années 1980 constitue au Portugal un moment de profonde démobilisation des populations. On peut vraisemblablement parler d'une crise du militantisme

⁷⁷⁵Tableau réalisé à partir de Colectividades de Cultura, Recreio e Desporto. *op. cit.*.

qui a des conséquences concrètes pour le mouvement associatif. Une génération de responsables délaisse progressivement les associations au cours de cette période. Il s'agit bien souvent de militants actifs depuis les années 1960 et 1970, fatigués et parfois déçus par les évolutions survenues depuis. Cette attitude de résistance, d'« aller contre le courant » selon l'expression d'António Inácio Nogueira entraîne une usure. Pour l'ancien responsable de l'éducation d'adultes à Coimbra, « la plupart des personnes étaient fatiguées parce qu'elles avaient leur activité professionnelle et en plus de leur activité professionnelle, elles mettaient en œuvre ces actions. Ce qui représentait beaucoup de travail »⁷⁷⁶.

Ce mouvement de démobilisation a pour conséquence la mise en veille de nombre de structures associatives. C'est notamment le cas de la Ligue régional riovidense, de Miranda do Corvo, dont le Groupe d'art populaire suspend ses activités à partir de 1987. De plus, le départ de cette génération de militants associatifs n'est pas compensé par l'entrée de nouveaux responsables. L'évolution des modes de vie et notamment l'individualisme résultant de la généralisation de la société de consommation affecte ainsi au premier plan le mouvement associatif. Mais le manque de formation interne au sein des associations en vue à former de nouveaux responsables n'a pas permis d'assurer une continuité aux activités du mouvement associatif.

Au niveau local et national, des rencontres d'associations sont organisées dans le but de donner un nouvel élan au mouvement associatif. Ces rencontres doivent être lues comme le symptôme d'une crise de l'associatif et d'une nécessité d'une reformulation de son projet. L'absence de continuité de ces contacts locaux renforce un peu plus l'impression de crise. En 1988 est ainsi constituée à Lousã une commission chargée de l'organisation de la 1ère rencontre des associations du *município* de Lousã. Une vingtaine d'associations sont représentées au sein de cette commission, jouissant de l'appui de la coordination municipale de l'Éducation d'adultes. La rencontre des associations culturelles, sportives et récréatives du *município* de Lousã a lieu le 10 juin 1988 et est pensée comme « une opportunité pour la réflexion, l'échange d'expérience et le partage, entre les collectivités du *município* »⁷⁷⁷. À l'issue de cette rencontre, le secrétariat reste en fonction et prépare une réunion plénière le 4 mars 1989 pour l'élection d'un nouveau secrétariat et concrétiser les conclusions de la rencontre⁷⁷⁸. Faute de mobilisation des associations, la rénovation du secrétariat ne peut avoir

776Entretien avec António Inácio Correia Nogueira. *op. cit.*. « A maior parte cansadas porque também tinham a sua actividade profisional e além da sua actividade profisional, elas desenvolviam estas acções. Que era muito trabalho ».

777Trevim, 1988. « Uma oportunidade para a reflexão, troca de experiências e convívio, entre colectividades do concelho ».

778Secretariado do 1º Encontro de Associações Culturais, Desportivas e Recreativas do Concelho da Lousã.

lieu et l'objectif de coordination des actions des collectivités du *município* est abandonné. Selon Orlando Reis, membre de l'organisation de la rencontre, le projet « est mort ainsi. On n'a pas réussi à donner une continuité, peut-être aussi par manque d'engagement »⁷⁷⁹.

En 1989, la mairie de Coimbra, par l'intermédiaire de Carlos Viana, adjoint à la Culture pour le Parti communiste, organise une rencontre de collectivités du *município* de Coimbra⁷⁸⁰. Les débats qui se tiennent les 21 et 22 octobre 1989, sont insérés dans un cycle d'une cinquantaine de spectacles organisés par les associations locales au cours des mois de septembre et octobre 1989. Lors de l'ouverture des débats, Carlos Viana pointe les difficultés que doivent surmonter les collectivités associatives :

« Devant les énormes difficultés auxquelles doit faire face le mouvement associatif, seule une mairie attentive et collaboratrice (parce que connaisseuse des problèmes) peut remplir son rôle. L'inexistence d'une politique culturelle nationale qui serve les intérêts des collectivités, surcharge le pouvoir local qui est confronté à de multiples problèmes pour lesquels il n'a pas, bien souvent, les solutions. Les justes aspirations et revendications des dirigeants associatifs, [...] se heurtent à l'indifférence du pouvoir central ou au manque de capacité de réponse du pouvoir local »⁷⁸¹.

À cette critique à l'encontre de la politique gouvernementale formulée par Carlos Viana, s'ajoutent les difficultés formulées par les associations. Les conclusions de la rencontre mettent en avant les difficiles obtentions d'aides, la faible adhésion des plus jeunes aux activités des associations, et pointent la volonté de reproduire une telle rencontre. Les spectacles organisés autour de cette rencontre permettent de véritables échanges entre les associations et réunissent plus de 6 000 spectateurs. Or, malgré le succès de ces deux rencontres à Lousã et à Coimbra, elles ne parviennent pas à inverser ce processus et à apporter une dynamique nouvelle aux associations locales. Les participants de ces rencontres montrent une volonté claire de pérenniser ces contacts et de préparer de nouvelles rencontres. L'échec de ces initiatives doit être mesuré à l'aune de ces ambitions : ces rencontres locales ne connaissent pas de reproduction dans les années qui suivent.

En 1993 se tient à Almada le Congrès national des collectivités de culture, loisir et sport,

« Circular 1/89 », le 14 février 1989.

779Entretien avec Orlando Reis. Coimbra, le 24 octobre 2013. 72 minutes. « Aquilo morreu ali. Não se conseguiu dar continuidade, também por falta de empenhamento se calhar ».

780Entretien avec Carlos Viana. Coimbra, le 16 octobre 2013. 86 minutes.

781Câmara Municipal de Coimbra. Pelouro da Cultura. *Encontro de Colectividades do Concelho de Coimbra*. Setembro-Outubro 1989. Sans pagination. « Perante as enormes dificuldades com que o movimento associativo se debate, só uma Autarquia atente e colaborante (porque conhecedora dos problemas) pode cumprir o seu papel. A inexistência de uma política cultural nacional que sirva os interesses das Colectividades, sobrecarrega o Poder Local que se confronta com múltiplos problemas para os quais não tem, muitas vezes, soluções. As justas aspirações e reivindicações dos dirigentes associativos, [...] esbarram no indiferença do Poder Central ou na falta de capacidade de resposta do Poder Local ».

organisé par la FPCCR et Fédération de Porto. Réunissant 385 collectivités et 750 délégués, les participants montrent la volonté de célébrer un « congrès du changement », mettant en avant la nécessité d'une transformation des collectivités. Selon les thèses défendues lors de ce congrès, la crise du mouvement associatif tient à l'évolution des habitudes au sein de la société mais aussi au manque de soutien de la puissance publique. Il est ainsi notable que l'État ne soit pas représenté pendant de cet événement. Au cours des travaux, Fernando Barão affirme que « l'évolution du mouvement associatif est, dans les temps présents, en véritable déclin. Je pense même qu'il est en régression »⁷⁸². Ce congrès, qui se tient au début des années 1990, peut être analysé comme un symptôme d'une érosion du mouvement associatif au cours de la décennie précédente et marque une volonté de remédier à cette crise.

3. La fin de la transition portugaise ?

L'année 1974, avec la chute du régime autoritaire et la déclenchement d'un processus révolutionnaire, constitue une césure claire dans l'histoire du Portugal. Pendant deux années, le pays vit ainsi au rythme des événements révolutionnaires et contre-révolutionnaires, d'avancées politiques et sociales et de tensions au sein du pays. Durant ce processus révolutionnaire, le pays a été au centre de l'actualité européenne, recevant de nombreux militants venus voir de leurs yeux la révolution. Wilson Filipe, membre de la coopérative agricole de Torre Bela, estime que ces visiteurs « venaient vivre ici ce qu'ils auraient aimé vivre dans leur propre pays »⁷⁸³. À partir de novembre 1975, le Portugal entre dans une phase de normalisation de sa situation, processus accentué par l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution en avril 1976 et la tenue d'élections au divers échelons politiques et administratifs. Cependant, l'héritage de la période révolutionnaire est resté marquant pour nombre de militants, notamment dans le cadre du projet d'éducation populaire.

Néanmoins, les transformations survenues à partir de l'année 1986 semblent éloigner encore un peu plus la référence révolutionnaire. L'entrée du pays dans l'espace communautaire européen, si elle constitue l'aboutissement d'un processus de convergence, marque aussi une accélération de la modernisation du pays et renforce en retour son intégration. L'année 1986 semble ainsi venir refermer une période ouverte par la chute du régime salazariste et l'indécision quant au système politique portugais. Après 1986, la démocratie portugaise, fondée sur la représentation, le parlementarisme et une économie de

⁷⁸²Fernando Barão, *in* Congresso nacional das Colectividades de Cultura, Recreio e Desporto, *Actas do Congresso*, Lisboa, 1995. p. 33. « A evolução do movimento associativo está, nos tempos presentes, em verdadeiro declínio. Penso até que está em regressão ».

⁷⁸³Entretien avec Wilson Faustino Filipe. *op. cit.*

marché qui voit se réduire le poids de l'intervention étatique dans l'économie, apparaît comme stabilisée. Il nous paraît, dès lors, intéressant de poser la question de l'héritage du 25 avril 1974, socle du projet d'éducation populaire au Portugal, après 1986.

3.1. Les transformations européennes

Après deux années de processus révolutionnaire, le Portugal entre dans une phase de transition à partir de 1976, caractérisée par la consolidation progressive du nouveau régime démocratique. Les premiers gouvernements constitutionnels entreprennent alors une approximation avec la Communauté économique européenne. La convergence progressive avec les standards alors en vigueur dans les pays de la communauté trouve son aboutissement en janvier 1986, avec l'adhésion officielle du pays à la CEE, conjointement avec l'Espagne. Cette intégration vient renforcer un peu plus les transformations alors en cours dans le pays. Ainsi comme le note Jacques Marcadé, dans un ouvrage de 1988, « l'intégration à la CEE remet en cause les structures profondes du Portugal : économiques, sociales et même psychologiques. Tous les dirigeants politiques, quelle que soit leur appréciation personnelle sur l'événement, sont d'accord pour considérer que cet acte va profondément changer le pays, encore que l'on ne puisse discerner ce que sera l'avenir »⁷⁸⁴. João Martins Pereira parle même du « mythe de la CEE » qui oriente les actions de ces gouvernements successifs⁷⁸⁵.

À partir de 1986, le Portugal entre dans une phase de forte expansion économique, le taux de croissance se maintenant au-dessus de 4% par an entre 1986 et 1990 et atteignant même 5,8% au cours de l'année 1988. Les exportations portugaises vers les pays de la communauté atteignent ainsi 71% en 1987, alors qu'elles s'élevaient à 18,3% en 1970. Cette croissance économique est renforcée par l'entrée dans le pays de fonds communautaires, qui ont pour objectif de renforcer la convergence des régions les moins développées de l'espace européen. Ces financements européens permettent d'importants investissements, notamment dans les réseaux de communications et les transports, accélérant encore un peu plus les modernisations qui avaient affectés le pays.

784 Jacques Marcadé, *Le Portugal au XX^e siècle. 1910-1985*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988. p. 12.

785 João Martins Pereira, *No reino dos falsos avestruzes. Um olhar sobre a política*, Lisboa, A regra do jogo, 1983. p. 24. « Mito da CEE ».

Croissance du PIB au Portugal entre 1986 et 1993, prix constants (1990)⁷⁸⁶

Année	Taux de croissance
1986	4,1
1987	5,5
1988	5,8
1989	5,7
1990	4,3
1991	2,1

L'économie nationale continue sa transformation, notamment en termes de structuration de la population active. L'équilibre entre les secteurs de la production nationale, qui existait en 1974, laisse place à une prépondérance du secteur tertiaire, quasiment majoritaire à partir de 1991 (49% de la population active). L'objectif politique de convergence économique et les interventions successives du Fonds monétaire international (en 1977 puis de nouveau en 1983) ont contribué à ces tendances. Les pratiques sociales s'altèrent elles-aussi avec l'implantation du modèle de société de consommation. En 1985, est inauguré le centre commercial des Amoreiras, à Lisbonne, qui ouvre une phase de construction de nouveaux équipements commerciaux dans le pays. L'architecture postmoderne de l'édifice, conçu par Tomás Taveira, est un symbole de la modernisation du pays.

Structure de la population active au Portugal, entre 1974 et 1991⁷⁸⁷

	1974	1986	1991
Agriculture	34,2	21,9	17,5
Industrie	33	33,7	33,6
Services	32,6	44,3	49

Cette modernisation du pays, conformément aux modes de vie répandus dans le reste des pays européens, s'accompagne de discours optimistes, voire euphoriques et d'une narrative faisant de cette convergence une destinée portugaise. Comme le note Eduardo Lourenço, la perte en 1975 des colonies, qui avaient fait la grandeur du Portugal, a profondément affecté « un peuple brusquement réduit à vivre sur l'étroite frange atlantique qui ne lui a jamais

⁷⁸⁶Tableau réalisé à partir de Marina Costa Lobo, « Portugal na Europa, 1960-1996 – uma leitura política da convergência económica », in António Barreto (dir.), *A Situação Social em Portugal 1960-1999, Indicadores sociais em Portugal e na União Europeia*, Volume II, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais, ISCTE, 2000. p. 633.

⁷⁸⁷*Idem.* p. 620 et 638.

suffi »⁷⁸⁸. Pour de nombreux responsables politiques, l'intégration européenne constitue une nouvelle phase pour le pays, désormais réduit à ses frontières nationales et enraciné sur le continent européen. La demande formelle d'adhésion faite à Bruxelles, le 28 mars 1977, trouve son aboutissement le 12 juin 1985, date de la signature officielle du Traité d'adhésion à Lisbonne. Cette entrée dans le « groupe des pays riches » a fait l'objet d'une importante couverture médiatique.

Auteure d'un ouvrage sur le sujet, Gisela Machado parle ainsi d'une « télé-cérémonie »⁷⁸⁹, sur la chaîne publique *RTP*. Avec près de 15 heures d'émissions sur le sujet pendant la journée du 12 juin 1985, la mise en scène de cette intégration européenne est conséquente. Elle s'intègre à une narrative nouvelle qui fait de cette convergence le sens de l'histoire. La période révolutionnaire comme référentiel politique, économique, social et culturel est ainsi mise de côté au profit de ce nouveau projet politique. L'importance du 25 avril 1974 pour le régime démocratique semble minorée et, comme le note une nouvelle fois Gisela Machado, la période révolutionnaire apparaît comme une « déviation temporaire de l'idéal européen », un contre-temps dans cette intégration communautaire⁷⁹⁰. L'enthousiasme provoqué par l'intégration européenne et la modernisation économique alors en cours dans le pays semblent ainsi remettre en cause le statut du 25 avril 1974 comme moment fondateur du régime démocratique. À l'instabilité, aux tensions et à l'incertitude du processus révolutionnaire sont opposés la reconnaissance de la normalisation du Portugal avec l'adhésion du pays à la CEE. Les forts taux de croissance et l'amélioration des modes de vie dans le pays apportent un argument de poids aux défenseurs de cette intégration.

3.2. La période « cavaquista » et le recul des mouvements populaires

La période révolutionnaire portugaise a en effet été riche en mobilisations sociales, notamment au travers de la création d'organes de pouvoir populaire, chargées de permettre une résolution collective des problématiques héritées du régime salazariste. Au cours des deux années de processus révolutionnaire, la population a investi la sphère politique pour y faire entendre sa voix. Les innombrables manifestations, l'occupation de bâtiments à l'abandon ou encore l'élection de nouvelles instances politiques locales participent à une revendication de se faire entendre politiquement. Marcello Caetano, négociant sa reddition, avait fait de son remplacement par António de Spínola, une condition afin de le pouvoir ne tombe pas dans la

788 Eduardo Lourenço, 1997. *op. cit.* p. 112.

789 Gisela Machado, *O primeiro dia europeu de Portugal. Cenas da união selada pela televisão*, Porto, Campo das Letras, 2005. 279 p.

790 *Idem.* p. 58. « Desvio temporário do ideal europeu ».

rue. Toujours est-il que pendant la période révolutionnaire, l'ampleur des mobilisations populaires semblait indiquer que la politique était bel et bien dans les rues portugaises.

La période révolutionnaire a été particulièrement marquée par l'emprise d'un lexique socialiste, voire même libertaire. Si bien que la plupart des forces politiques de l'époque ont déclaré accepter les objectifs d'une transition vers le socialisme et de la constitution d'une société sans classe. Ces prétentions ont ainsi été inscrites dans la Constitution de 1976. Les appellations des partis politiques portugais confirme ce fait : le Parti social-démocrate constitue la principale force de la droite portugaise alors que le Centre démocratique et social est un parti conservateur. Les mouvements sociaux de la période révolutionnaire s'ancraient ainsi dans des contextes politiques et idéologiques largement favorables à leur développement. L'évolution de la situation portugaise après 1976 et à mesure que le nouveau régime s'institutionnalise, rend ses expressions plus marginales. À partir de 1985, l'arrivée au pouvoir du Parti social-démocrate marque une rupture qui ne fait que s'accroître dans les années suivantes. L'ascension d'Aníbal Cavaco Silva à la tête du gouvernement engendre d'importantes transformations dans le pays.

Le premier gouvernement d'Aníbal Cavaco Silva chute à l'issue d'une motion de censure adoptée par l'Assemblée de la République en avril 1987. Le président Mário Soares décide la dissolution de l'Assemblée et annonce de nouvelles élections législatives pour le 19 juillet 1987. Le Parti social-démocrate d'Aníbal Cavaco Silva remporte une impressionnante victoire avec plus de 50% des voix et pour la première fois dans l'histoire de la jeune démocratie portugaise, un parti obtient seul la majorité absolue à l'Assemblée. Cette victoire amorce une hégémonie de la droite portugaise, Aníbal Cavaco Silva reste au pouvoir pendant dix années et définit la période de son mandat comme « la phase de l'accès à la modernité »⁷⁹¹.

Résultats des élections législatives du 6 octobre 1985⁷⁹²

	Portugal (nombre d'élus)	Coimbra (nombre d'élus)
Parti social-démocrate	29,9 (88)	29,5 (4)
Parti socialiste	20,8 (57)	28,5 (3)
Parti républicain démocrate	17,9 (45)	16,9 (2)
Alliance peuple uni	15,5 (38)	10,1 (1)
Centre démocratique et social	10 (22)	8,6 (1)

⁷⁹¹Aníbal Cavaco Silva, *Autobiografia Política II*, Círculo de Leitores, 2004. p. 44. « A fase do acesso à modernidade ».

⁷⁹²Comissão Nacional de Eleições, « Resultados Eleitorais. Assembleia da República – 1985 ». <<http://eleicoes.cne.pt/raster/index.cfm?dia=06&mes=10&ano=1985&eleicao=ar>>.

Résultats des élections législatives du 19 juillet 1987⁷⁹³

	Portugal (nombre d'élus)	Coimbra (nombre d'élus)
Parti social-démocrate	50,2 (148)	50 (6)
Parti socialiste	22,2 (60)	28,7 (4)
Coalition démocratique unitaire ⁷⁹⁴	12,1 (31)	7,1 (1)
Parti républicain démocrate	4,9 (7)	3,4 (0)
Centre démocratique et social	4,4 (4)	4,5 (0)

Le nouvel exécutif entreprend une libéralisation du pays avec notamment une réforme fiscale, l'amorce des privatisations des entreprises nationalisées au cours du processus révolutionnaire et la flexibilisation du code du travail. La convergence avec le reste de la CEE demeure un objectif et selon Vasco Pulido Valente, « il a d'abord fallu normaliser le pays, c'est-à-dire, l'approcher du modèle de société des États de l'Occident »⁷⁹⁵. La façon de gouverner se modifie avec ce premier gouvernement majoritaire du PSD. Le parti devient un élément central de la vie politique, organisé sous la forme d'un « régiment », selon l'expression utilisée par Vasco Pulido Valente⁷⁹⁶. L'usage du marketing et de la publicité politique se répand au cours de cette période. Cette domination d'une décennie des sociaux-démocrates et de leur leader entraîne l'apparition de la notion de « cavaquisme », fondée sur un libéralisme économique et un conservatisme culturel.

Cette longue hégémonie de la droite portugaise entrave les mouvements revendiquant l'héritage révolutionnaire. Le militantisme connaît alors une période de ralentissement. L'usure de militants bien souvent actifs depuis la période révolutionnaire, le processus de normalisation du régime portugais et l'incontestable victoire du « cavaquisme » à partir de 1985 sont des éléments fondamentaux pour comprendre ce recul des mouvements populaires dans leur ensemble dans la seconde moitié des années 1980. Une enquête menée par le journal *Voz do Povo* dès la fin de l'année 1980 pointait cette démobilisation qui touchait alors le mouvement révolutionnaire. À cette occasion, José Gregório, militant de l'UDP, déclarait ainsi qu'« il est évident que, dans une situation durant laquelle les défaites se succèdent les unes après les autres, une personne se décourage et perd les énergies qui étaient nécessaires pour

793Comissão Nacional de Eleições, « Resultados Eleitorais. Assembleia da República – 1987 ». <<http://eleicoes.cne.pt/raster/index.cfm?dia=19&mes=07&ano=1987&eleicao=ar>>.

794À partir de 1987, la Coalition démocratique unitaire réunit le Parti communiste portugais, le Parti écologiste "Les Verts" et l'Association d'intervention démocratique.

795Vasco Pulido Valente, *Público Magazine*, « Vasco Pulido Valente em entrevista. O cavaquismo por uma testemunha », le 26 février 1995, n°259. p. 21. « Houve primeiro que normalizar o país, ou seja, aproximá-lo do modelo de sociedade dos Estados do Ocidente ».

796Idem. p. 25.

militer »⁷⁹⁷.

Certaines organisations semblent de plus se distancier des activités strictement politiques. C'est notamment le cas de la BASE-FUT, dont les militants s'étaient fortement investis dans la campagne défaite en faveur de Maria de Lourdes Pintasilgo. Ainsi selon António Brandão Guedes, « il y a eu une période, après [la campagne de] Pintasilgo, où on a laissé la question politique. Qui est plus vue dans le sens d'animation, de fait. Plus dans le sens de contacter des groupes et des associations. [...]. Il y a une certaine désillusion et dire ainsi : "investir ici ne donne pas beaucoup, cela ne réussit pas" »⁷⁹⁸. La démobilisation visible du mouvement révolutionnaire s'explique par ses désillusions successives et l'usure résultant d'années d'activités militantes. La longue période de domination social-démocrate, fruit de l'ascension d'Aníbal Cavaco Silva renforce un peu plus cette crise du militantisme.

3.3. La monopolisation de la parole politique par les partis

À l'issue de la période révolutionnaire et à mesure que la normalisation de la situation portugaise se confirme, les mouvements populaires déclinent, perdant notamment leurs soutiens au sommet de l'État. Néanmoins, nombre de commissions d'habitants ou d'associations demeurent actives au niveau local. Si au cours de la période révolutionnaire, tout était affaire de politique, à l'image de ce qui c'était passé en France en 1968, il semblerait que la sphère politique se réduise à mesure que le pays avance dans les années 1980. Les partis politiques accentuent leur légitimité et s'imposent comme les seules structures qualifiées pour « agir en politique ». La démocratie représentative se trouve alors complète, les organes élus s'exprimant, à l'issue des élections, au nom des électeurs. Rappelons ainsi l'épisode de nomination partidaire en 1981 qui avait mis en péril la réalisation de l'autonomie de l'éducation d'adultes dans le cadre du Plan national d'alphabetisation et d'éducation de base.

À mesure que le régime de démocratie représentative se stabilise au Portugal, il semble ainsi que l'activité politique se réduise progressivement à la pratique partidaire. Lorsque le régime autoritaire est renversé en avril 1974, on se trouve face à une pluralité d'acteurs et de pouvoirs. Les militaires du MFA jouissent alors d'une légitimité révolutionnaire, forts d'avoir destitué le régime de Marcello Caetano. Les partis politiques, revenus d'exil, récemment

⁷⁹⁷*Voz do Povo*, « Inquérito à esquerda revolucionária. Onde estão e o que fazem os antigos "esquerdistas"? », le 27 décembre 1980. p. 5. « É evidente que, numa situação em que as derrotas se sucedem umas atrás das outras, uma pessoa vai desanimando e perde as energias que eram necessárias para a militância ».

⁷⁹⁸Entretien avec António Brandão Guedes. *op. cit.*. « Houve ali um período, depois da Pintasilgo, em que se deixou a questão política. É mais visto no sentido da animação, de facto. Mais no sentido de contactar grupos e associações. [...]. Há uma certa desilusão e dizer assim: "investir aqui não dá muito, não resulta muito" ».

créés s'appuient sur la légitimité électorale acquise aux cours des premières élections démocratiques d'avril 1975. Enfin, la pluralité de mouvements sociaux, qui voient le jour au cours de cette période, se fonde sur la mobilisation des populations afin de résoudre des situations alors jugées intenable. Entre 1976 et 1986, au cours de l'institutionnalisation du nouveau régime, les partis politiques prennent une place centrale dans les processus de prise de décision politique, avec le recul des organes populaires.

En novembre 1975, la frange la plus radicale du Mouvement des Forces armées est disqualifiée au profit des militaires plus modérés. Avec la révision constitutionnelle de 1982, les militaires quittent la scène politique avec l'extinction du Conseil de la Révolution, ultime structure jouissant de la légitimité révolutionnaire du MFA. À l'issue de l'intense période révolutionnaire, les organes de pouvoir populaire sont eux aussi affectés par la démobilisation et l'usure. Les mouvements sociaux amorcent un retrait, les syndicats se focalisent sur la défense des acquis de la révolution et les associations connaissent une crise au cours de la seconde moitié des années 1980. Les partis politiques sortent ainsi renforcés de cette transition de près de dix années qui voit la consolidation de la démocratie représentative portugaise.

Une traduction de cet état de fait est apportée par les suites de la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo. Le mouvement en faveur de l'approfondissement de la démocratie avait ainsi tenté de récupérer l'héritage de la période révolutionnaire en fondant cette candidature sur des groupes locaux et en refusant la création d'un parti politique. Le programme de Maria de Lourdes Pintasilgo exprimait le souhait de faire émerger une démocratie participative, permettant la réalisation des promesses de la Révolution d'avril. La défaite électorale de janvier 1986 ne semble pourtant pas entamer ce projet politique. Le 12 mars 1986, la candidate prononce un discours intitulé « Nous allons continuer », appelant au maintien des groupes locaux et à leur régionalisation⁷⁹⁹.

Le 15 mars 1986, les porte-paroles et représentants régionaux de Maria de Lourdes Pintasilgo à Coimbra actent le principe de la création d'associations régionales, fédérées au niveau national par un groupe de liaison⁸⁰⁰. À Coimbra, une réunion le 10 mai 1986 permet l'élection d'une commission installatrice. L'Association de réflexion et d'intervention politique (ARIP) voit ainsi le jour dans les mois qui suivent à partir des soutiens locaux de Maria de Lourdes Pintasilgo dans la région de Coimbra. En janvier 1987, sont élus les organes sociaux de l'ARIP, où on retrouve notamment Boaventura de Sousa Santos, Rui Namorado, Isabel

⁷⁹⁹Maria de Lourdes Pintasilgo, « Vamos continuar », le 12 mars 1986. p. 2.

⁸⁰⁰*Intercomunicador*, n°2, Coimbra, le 20 mars 1986.

Lemos, ou encore Rui Pedroso de Lima⁸⁰¹.

Selon ses membres fondateurs, « cette association sera, avec certitude, un espace de féconde intervention politique, avec en relief l'activité culturelle, l'animation syndicale, le développement coopératif, la défense de l'environnement, l'appui au pouvoir local. Lieu de réflexion et de vivre ensemble, elle sera un moyen collectif pour combattre les blocages qui étranglent notre vie, notre société »⁸⁰². La déclaration de principes de l'association établit la volonté d'avancer vers un socialisme démocratique et met en avant la culture, la démocratie sociale et la promotion du coopérativisme et de l'autogestion. L'association entreprend l'organisation de débats, notamment une rencontre intitulée « Le futur de la gauche au Portugal » qui se tient le 31 janvier 1987 à la faculté d'économie de Coimbra. L'ARIP entretient par ailleurs des relations de proximité avec l'ABRIL et l'APRIL, les deux associations elles-aussi issues de la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo créées à Lisbonne et Porto.

Malgré cette volonté de continuer la dynamique de la campagne en faveur de l'élection de Maria de Lourdes Pintasilgo dans le cadre associatif, cette expérience s'avère de courte durée. En effet, le parcours de la candidate et de ces structures associatives montrent une évolution graduelle vers les structures partidaires. En avril 1987, l'ARIP se joint à l'ABRIL et l'APRIL pour un communiqué mettant en avant que le Parti socialiste doit être capable de rassembler afin de créer une « alternative de gouvernement »⁸⁰³. En juillet 1987, ces structures s'associent ainsi aux listes du Parti socialiste pour les élections législatives et les premières élections européennes. Fait marquant, c'est Maria de Lourdes Pintasilgo qui mène la liste du Parti socialiste pour le Parlement européen, en qualité d'indépendante. Le 19 juillet 1987, l'ancienne candidate à l'élection présidentielle est ainsi élue à Bruxelles. Teresa Santa Clara Gomes et Alberto Martins, tous deux membres des associations créées à l'issue de la défaite de janvier 1986, sont eux élus à l'Assemblée de la République sur les listes du Parti socialiste.

Les membres de l'UEDS, parti qui s'était divisé entre le soutien à Maria de Lourdes Pintasilgo et à Mário Soares lors de l'élection présidentielle de 1986, amorcent eux-aussi une approximation avec les socialistes. La ligne qui avait soutenu Mário Soares, menée par António Lopes Cardoso intègre le PS en 1986. Elle est rejointe par l'aile favorable à Maria de

801« Lista candidata à eleições para os Corpos Gerentes da ARIP », le 14 janvier 1987. 1 p.

802« Para uma associação política do distrito de Coimbra », avril 1986. p. 1. « Essa associação será, com certeza, um espaço de fecunda intervenção política, com relevo para a actividade cultural, a animação sindical, o desenvolvimento cooperativo, a defesa do meio ambiente, o apoio ao poder local. Lugar de reflexão e convívio será o modo colectivo de combatermos os bloqueios que estrangulam a nossa vida, a nossa sociedade ».

803ABRIL, APRIL, ARIP, « Comunicado a imprensa », Coimbra, le 4 avril 1987. p. 1. « Alternativa de governo ».

Lourdes Pintasilgo et notamment Rui Namorado en 1989⁸⁰⁴. Le Parti socialiste semble ainsi polariser les militants de cette gauche en faveur de l'autogestion et de pratiques culturelles et pédagogiques alternatives. Nombre de membres de la campagne de Maria de Lourdes Pintasilgo, critiques de la pratique partidaira, se résolvent à intégrer des partis politiques qui apparaissent comme l'unique forme de faire de la politique. Les statistiques disponibles montre une croissance des effectifs socialistes. Ainsi sur les 5337 inscrits dans la section socialiste de Coimbra en 2003, 11,5% se sont inscrits au cours de la période 1985-1989, soit deux fois plus que sur la période précédente (5,4% entre 1980 et 1984)⁸⁰⁵. Les militants de la BASE-FUT confirment cette hypothèse :

« Après cette expérience politique la BASE-FUT a repensé sa stratégie et a conclu que les partenaires clairement politiques étaient de moins en moins nombreux dans le panorama portugais, excepté les grands partis. On a vérifié une certaine désillusion qu'une grande partie des animateurs de la gauche socialiste ont fini par intégrer le "grand parti socialiste" »⁸⁰⁶.

En janvier 1986, le journal local *A Comarca de Arganil*, écrivait ainsi que « Maria de Lourdes Pintasilgo avait eu la confirmation de ce qui se prévoyait (sans appuis partidaires, rien...) »⁸⁰⁷. Il semblerait donc qu'au terme de la transition portugaise la politique soit devenue l'apanage des seuls partis politiques. Alors que la politique était partout ou presque au cours de la période révolutionnaire, elle semble avoir trouvé sa place dans les seules instances représentatives. Alors que le peuple semblait avoir envahi la scène politique au cours de la période révolutionnaire, il a progressivement repris place dans les gradins, laissant le rôle principal aux responsables politiques. Dans son *Théâtre de l'opprimé*, le dramaturge brésilien Augusto Boal, proposait d'éliminer la rupture existant entre la scène et les spectateurs. C'est symboliquement ce qui s'est passé au Portugal avec l'irruption du peuple sur la scène politique. Son progressif retrait caractérise le recul de la période révolutionnaire comme fonds d'expériences et d'héritages.

804Rui Namorado, « Memória do António Lopes Cardoso », in António Lopes Cardoso, *Intervenções parlamentares. Testemunho sobre a coerência de um percurso*, Lisboa, Assembleia da República, Fernanda Lopes Cardoso, 2003. pp. 717-719.

805Vitalino Canas (org.), *O Partido Socialista e a Democracia*, Oeiras, Celta Editora, 2005. 370 p.

806António Brandão Guedes, João Paulo Branco, « Parcerias da BASE-FUT », in BASE-FUT, 2004. *op. cit.* p. 83. « Após esta experiência política a BASE-FUT repensou a sua estratégia e foi concluindo que parceiros claramente políticos cada vez eram menos no panorama português, exceptuando os grandes partidos. Verificou também alguma desilusão que uma grande parte dos animadores da esquerda socialista acabavam por integrar o "partidão socialista" ».

807A *Comarca de Arganil*, « Eleições presidenciais. Freitas do Amaral e Mário Soares disputam a 2ª volta ». p. 1. « Maria de Lurdes Pintasilgo [sic] teve a confirmação de que se previa (sem apoios partidários, nada...) ».

3.4. Que reste-t-il du 25 avril après 1986 ?

La chute du régime autoritaire, amorcée le 25 avril 1974 par les militaires progressistes du Mouvement des Forces armées, initie une véritable période révolutionnaire dans le pays, qui se caractérise par la radicalisation des forces politiques, mais surtout par un important mouvement populaire, en grande partie spontané exprimant la volonté d'une réappropriation d'une parole politique. Cette période révolutionnaire prend progressivement fin avec la nomination du VI^e gouvernement provisoire en septembre 1975, l'échec du soulèvement des parachutistes de Tancos le 25 novembre 1975, l'entrée en vigueur de la Constitution en avril 1976 et enfin la tenue d'élections aux différents échelons nationaux au cours de cette même année.

Avec cette normalisation et l'arrêt du processus révolutionnaire, le pays entre dans une phase de transition vers un modèle de démocratie représentative à économie de marché. Cette transition se formalise par des politiques de convergence selon les principes alors en vigueur au sein de l'Europe communautaire. À partir de 1976, le régime évolue vers ces standards européens et s'émancipe progressivement de son moment fondateur, les deux années de la période révolutionnaire. Les éléments les plus radicaux du système politique, économique, social et culturel perdent leur centralité au profit du processus de convergence. L'adhésion européenne de 1986 fonctionne comme une reconnaissance des évolutions effectuées par le pays et vient les légitimer. Il convient dès lors de poser la question de savoir ce qu'il reste de l'héritage révolutionnaire après cette date de césure.

Le 25 avril 1974 et la période ouverte par la chute du régime autoritaire sont des moments fondamentaux pour comprendre le régime portugais qui est institué en avril 1976. Le fort contenu idéologique de la Constitution est l'exemple le plus flagrant de ces éléments de continuité existants entre le processus révolutionnaire et le nouveau régime démocratique. Néanmoins l'évolution postérieure de la démocratie portugaise montre un éloignement, voire une mise à distance de cet héritage révolutionnaire. Bien qu'il existe des moments et des mouvements tentant de récupérer cet héritage afin de le projeter dans le futur, tels que la vigueur du mouvement associatif, la préparation du PNAEBA ou encore la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo en 1986, l'évolution générale s'oriente vers une diminution du 25 avril comme référent fondateur du régime de démocratie représentative.

Au cours de l'été 1989, une nouvelle révision de la Constitution marque une nouvelle mise à distance de l'héritage révolutionnaire contenu dans le texte constitutionnel approuvé en avril 1976. L'objectif de transition vers le socialisme est supprimé et les modifications apportées à la loi de base du régime portugais vont elles-aussi dans ce sens. Les

nationalisations permises par l'accélération du processus révolutionnaire en mars 1975 cessent d'être irréversibles, ouvrant ainsi la voie à des privatisations. La propriété privée des moyens de production est de nouveau centrale avec cette révision. Selon Marina Costa Lobo, « cette révision a surtout été symbolique, en approchant la loi de la pratique courante, excepté sur la question de la privatisation des entreprises publiques. Cette révision a ouvert la voie à la diminution du poids de l'État dans l'économie dans une perspective d'harmonisation avec les autres pays de la Communauté européenne »⁸⁰⁸.

Sept années après la première révision constitutionnelle, cette nouvelle modification de la Constitution confirme les orientations du régime portugais. Les éléments les plus idéologiques du texte constitutionnel sont ainsi expurgés et les spécificités du régime portugais, provenant de la période révolutionnaire, sont minimisées. Le contenu de cette révision constitutionnelle est le résultat d'un accord entre le Parti socialiste et le gouvernement majoritaire d'Aníbal Cavaco Silva, signe d'un relatif consensus entre les deux principaux partis du système politique portugais sur l'évolution du régime démocratique. En juin 1989, Aníbal Cavaco Silva, alors premier ministre, déclarait ainsi que le pays allait « finalement avoir une Constitution démocratique et européenne, ouverte à la modernité et au développement »⁸⁰⁹.

En plus de ce recul de la Révolution des œillets comme espace de référence, la vision même de cette période agitée s'en trouve transformée. Le processus révolutionnaire et ses potentialités politiques se trouvent minorées, au profit d'une vision privilégiant la chute d'un régime autoritaire et l'institution d'une démocratie. Les cérémonies en commémoration du dixième anniversaire de la révolution, en avril 1984, apportent des éléments de réponse sur l'évolution de l'image du 25 avril 1974. Le président de la commission d'honneur chargée des commémorations n'est autre que António de Spínola. Cette commission est nommée par le président de la République, sur proposition du gouvernement, et est composée de membres du PS, du PSD, du CDS et du PPM, et ne comprend aucun communiste ou membre d'autres organisations de la société civile.

La présence du général António de Spínola à la tête d'une commission visant à commémorer la révolution portugaise est pour le moins surprenante. António de Spínola a été un des principaux opposants à la démocratisation du régime en luttant contre l'indépendance des colonies africaines et en menant des actions de subversion à partir de groupes d'extrême-

808 Marina Costa Lobo. *op. cit.*. p. 633. « Esta revisão foi sobretudo simbólica, aproximando a lei da prática corrente, excepto no que diz respeito à privatização das empresas públicas. esta revisão abriu caminho para a diminuição do peso do Estado na economia numa perspectiva de harmonização com os restantes países da Comunidade Europeia ».

809 Aníbal Cavaco Silva. *op. cit.*. p. 75. « Finalmente a ter uma constituição democrática e europeia, aberta a modernidade e ao desenvolvimento ».

droite. Spínola fait l'objet d'une progressive réhabilitation à mesure que la période révolutionnaire s'éloigne. Après un retour sans jugement en octobre 1976, il est réintégré au sein des Forces armées en 1978 et obtient même le titre de Maréchal en 1991. Ces cérémonies visent, dès lors, à rappeler la chute du gouvernement de Marcello Caetano, le 25 avril 1974 et la mise en place d'un régime de démocratie libérale, à partir de la fin de l'année 1975. Le processus révolutionnaire qui prend corps entre ces deux dates se trouve effacé.

Luciana de Castro Soutelo, dans un mémoire de recherche, trace un lien entre les années au pouvoir d'Aníbal Cavaco Silva et le développement d'un révisionnisme historique venant valoriser les dernières années du régime autoritaire et condamner les excès de la période révolutionnaire⁸¹⁰. Dans une décennie marquée par le développement des discours néolibéraux, le projet de rupture avec le système capitaliste de la Révolution portugaise est mis de côté. Rui Ramos parle ainsi d'un « pays en révolution, où ceux qui la contestaient étaient dans la majorité », venant ainsi mettre en question l'idée même d'un mouvement révolutionnaire de grande ampleur⁸¹¹. La révision constitutionnelle de 1989 est ainsi l'occasion d'une nouvelle prise de distance à l'égard de la période révolutionnaire, en permettant la privatisation des secteurs nationalisés en mars 1975.

Dans un article de 2013, Fernando Pereira Marques va dans le même sens lorsqu'il analyse le sort des militants antifascistes au sein du régime démocratique⁸¹². Les difficultés de ces derniers à obtenir une reconnaissance au sein du nouveau régime met en question, selon l'auteur, leur rôle dans le retour de la démocratie au Portugal. Fernando Pereira Marques s'appuie notamment sur le cas de Hermínio da Palma Inácio, héros de la lutte antifasciste qui a connu des difficultés financières à la fin de sa vie. La faiblesse des pensions attribuées aux combattants de l'ancien régime et leur difficulté d'obtention témoignent d'un certain oubli entourant la lutte antifasciste. En contraste, les principaux responsables du régime autoritaire n'ont pas fait l'objet de jugements conséquents. La négation de ces militants antifascistes participe au révisionnisme historique, qui s'est développé principalement au cours des années 1990.

Ces évolutions portugaises s'ancrent dans un contexte international de grandes transformations. En 1989, Francis Fukuyama publie son article « La fin de l'Histoire ? », dans

810Luciana de Castro Soutelo, « A memória do 25 de Abril nos anos do cavaquismo: o desenvolvimento do revisionismo histórico através da imprensa (1985-1995) », Dissertação de Mestrado de História Contemporânea, Faculdade de Letras, Universidade do Porto, 2009. 400 p.

811Rui Ramos (coord.), *História de Portugal*, Lisboa, A Esfera dos Livros, 3^a edição, 2010. p. 734. « Um país em revolução, onde quem a contestava estava na maioria ».

812MARQUES Fernando Pereira, 2013. « O fascismo nunca existiu? Os resistentes antifascistas no regime democrático », in PIMENTEL Irene, REZOLA Maria Inácia (coord.). *Democracia, ditadura. Memória e Justiça Política*, Lisboa, Tinta-da-China, pp. 137-149.

la revue états-unienne *The National Interest* et pose l'hypothèse d'un consensus international sur la démocratie libérale à économie de marché. Selon l'auteur, « au fur et à mesure que l'humanité approche de la fin du millénaire, les crises jumelles de l'autoritarisme et du socialisme n'ont laissé en lice qu'un seul combattant comme idéologie potentiellement universelle : la démocratie libérale, doctrine de la liberté individuelle et de la souveraineté populaire »⁸¹³. L'évolution du Portugal depuis 1974 est d'ailleurs mise en avant pour confirmer cette hypothèse. « Depuis le milieu des années 1970, l'Espagne et le Portugal ont rejoint les rangs des démocraties stables et sont liés de plus en plus fermement à l'Europe économiquement intégrée », peut-on ainsi lire dans *La fin de l'histoire et le dernier homme*⁸¹⁴.

Cette lecture de l'histoire est bien évidemment idéologiquement orientée et pose la démocratie de type occidental et le capitalisme de marché comme éléments fondateurs d'un régime qui semble indépassable. Pour ses promoteurs, la chute du bloc soviétique à partir de 1989 confirme cette hypothèse. L'évolution du Portugal au cours des décennies 1970 et 1980 apporte elle-aussi des éléments semblant confirmer le consensus autour de ce régime. Dès lors, le processus révolutionnaire est mis de côté, ne s'ancrant pas dans cette narrative. La démocratie portugaise, bien que le résultat de la période révolutionnaire semble renier son acte fondateur. Si pour Fernando Rosas, « la révolution donn[e] lieu à une institutionnalisation de la démocratie, une démocratie qui [tend] à lui être peu fidèle mais lui laissait des marques génétiques essentielles et durables »⁸¹⁵, la normalisation de la situation portugaise a contribué à mettre à distance ce référentiel.

Progressivement, le processus révolutionnaire fait l'objet d'un refoulement, les éléments les plus en lien avec cette période étant expurgés de la Constitution de la République portugaise. Cette vision de la révolution portugaise trace ainsi une ligne droite entre le 25 avril 1974 et l'instauration d'un régime démocratique à économie de marché. Les alternatives à ce régime sont effacées et mises de côté. Les potentialités politiques du projet d'éducation populaire et de pouvoir populaire sont déniées. Les événements du processus révolutionnaire sont alors perçus comme des tumultes, marques d'une importante instabilité. La démocratie portugaise se serait ainsi imposée *malgré* le processus révolutionnaire, alors que c'est vraisemblablement de la richesse de cette période qui a constitué *l'élément fondateur* du nouveau régime.

813Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1993. p. 67.

814Idem. p. 76.

815Fernando Rosas, « A revolução e a democracia », in Francisco Louçã, Fernando Rosas (org.), *Ensaio geral. Passado e futuro do 25 de Abril*, Lisboa, Dom Quixote, 2004. p. 48. « A revolução dava lugar à institucionalização da democracia, uma democracia que tenderia a ser-lhe pouco fiel, mas deixava-lhe marcas genéticas essenciais e duradouras ».

Conclusion

« La démocratie est, elle aussi, un trésor que personne ne pourra jamais mettre à jour. Mais en poursuivant les recherches et en fouillant infatigablement pour trouver l'introuvable, on n'en accomplira pas moins un travail profitable et fécond pour la démocratie ».

Robert Michels, 1911⁸¹⁶.

La Révolution des œillets comme potentialité

Entre 1974 et 1976, le Portugal a été à la une de l'actualité internationale. La chute du régime, qui dominait le pays depuis 1933, a représenté l'ouverture d'une fenêtre d'opportunités pour le développement de mouvements sociaux. Au niveau international, la fin des années 1960 avait signé le reflux des expériences révolutionnaires. L'éclosion d'un processus révolutionnaire au Portugal avait alors constitué un espoir pour de nombreux militants. Les voyages de personnalités de la gauche française et européenne témoignent de cet engouement pour la situation alors en cours au Portugal. La Révolution des œillets apparaissait alors comme paradoxale, puisque les militaires du Mouvement des Forces armées ne prétendaient pas instaurer un nouveau régime autoritaire dans le pays. Pendant deux années, se forment les bases du régime démocratique portugais.

Le 25 avril 1974 représente ainsi une ouverture vers un futur incertain. C'est en ce sens que la révolution portugaise constitue une potentialité, une période durant laquelle « tout semblait possible ». Plusieurs projets politiques, sociaux, économiques et culturels s'affrontent alors pendant cette période qui assure le passage d'un régime autoritaire vers une démocratie représentative à économie de marché. Il serait ainsi simplificateur et erroné de tracer une ligne droite unissant la chute du régime salazariste en avril 1974 à la normalisation consécutive au coup de force de novembre 1975 et à l'entrée en vigueur de la Constitution en avril 1976. L'ouverture de potentialités laisse entrevoir une indéfinition et donc de nouvelles possibilités pour la mise en place d'un système politique nouveau au Portugal.

La chute du régime autoritaire aboutit au développement d'un fort mouvement revendicatif, s'organisant à la base de la société portugaise. Le pouvoir populaire se constitue

⁸¹⁶Robert Michels, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Éditions Flammarion, 1971. p. 300.

alors sous la forme d'organes démocratiques dans les divers secteurs de la société. Il est important de noter que ces organes naissent le plus souvent d'une nécessité concrète et non d'une base idéologique, même si cette dernière n'est pas absente. Le mouvement du pouvoir populaire apparaît comme une des possibilités politiques du processus révolutionnaire portugais. En s'appuyant sur les mouvements sociaux alors naissant le projet d'un pouvoir populaire permettait de penser la politique et la démocratie d'une manière ample. La participation des populations dans la résolution des problèmes les affectant était alors une fin et un moyen vers l'approfondissement de la démocratie.

Le processus révolutionnaire portugais montre que la démocratie est un projet pluriel et qu'il existe des antagonismes au sein de cette pluralité. L'évolution du Portugal vers une démocratie représentative, souvent qualifiée de type occidental, ne signifie en aucun cas le caractère unique de ce régime démocratique. Les prétentions du pouvoir populaire et son corollaire projet d'éducation populaire montrent en effet qu'un autre type de démocratie a émergé au cours de cette période intense en mobilisations populaires, mais aussi en craintes et en excès. Le projet d'éducation populaire porté par les associations allait de paire avec une démocratie de base, reposant sur l'engagement de tous dans la gestion des affaires communes. Au cours de cette période, le politique semble ainsi faire son irruption et s'étendre à l'ensemble de la société.

La révolution portugaise doit ainsi être comprise comme un ensemble de potentialités. Le projet d'une démocratie radicale était alors plus large que la démocratie représentative qui a vu le jour à l'issue du processus révolutionnaire. L'interrogation soulevée par Eduardo Lourenço afin de savoir « si le mouvement a atteint la pointe extrême de sa trajectoire, ou s'il conserve des virtualités révolutionnaires jusqu'ici inutilisées », a constitué pour nous un fil conducteur⁸¹⁷. Il nous semble que ces virtualités sont réelles et indiquent que la démocratie représentative était une des issues possibles de la chute du régime autoritaire. Le projet d'une démocratie de base a constitué un moteur pour nombre de militants et d'acteurs politiques de l'époque. Plus encore, ce projet a représenté le fondement des revendications qui ont vu le jour à l'issue de la période révolutionnaire. C'est à partir de cet idéal d'une démocratie participative que naissent les critiques à la normalisation de la situation portugaise.

Dans tous les domaines, un projet alternatif semble répondre aux réalisations permises dans le cadre de la démocratie portugais. Le projet SAAL, qui permettait de mobiliser les habitants dans la reconstruction de leur quartier était plus large que le simple système

⁸¹⁷Eduardo Lourenço, « Une révolution qui n'a pas osé aller au bout d'elle-même. La Gauche portugaise victime de ses contradictions », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1976. p. 15.

d'habitation sociale. Le Service national de santé, mis en place à partir de 1979, n'a pas pris en compte les expériences de cliniques populaires au cours de la période révolutionnaire, ni même les Commissions d'intégration des services de santé (CISSL), mises en place en février 1975 et fondées sur la participation démocratique des usagers et des personnels de santé⁸¹⁸. Dans le secteur de l'économie, les questions du pouvoir d'achat ont progressivement remplacé les problématiques d'autogestion et de constitution de coopératives. Dans l'éducation, domaine qui a fait l'objet de cette recherche, l'éducation populaire ancrée dans les associations a perdu du poids face à la scolarisation de l'enseignement.

Le processus révolutionnaire portugais constitue ainsi une période de projets multiples, avançant parfois en synergie, parfois en concurrence. Cette période montre l'émergence d'un ensemble d'alternatives sur les projets touchant à la transformation de la société portugaise. S'il est erroné de faire de la démocratie portugaise la seule issue possible de la chute du régime d'avril 1974, il serait tout aussi faux de soutenir que l'institutionnalisation du nouveau régime ait conduit à la fin de tout projet alternatif. L'idéal d'une démocratie fondée sur la constitution d'organes de base perdure au sein même du régime démocratique et constitue une référence pour nombre de mouvements sociaux. Les activités des associations d'éducation populaire continuent de s'ancrer dans l'ambition de constituer une démocratie participative. Les expériences conduites durant la période révolutionnaire perdurent comme des influences pour les mouvements sociaux.

Les associations comme élément constitutif du projet d'éducation populaire

Le droit d'association est un des piliers des libertés fondamentales de tout régime démocratique. Peu après son arrivée au pouvoir, António Oliveira de Salazar a profondément entravé les possibilités d'organisation des populations, dans le cadre syndical et associatif. La répression et la présence d'une forte police politique ont fragilisé les structures associatives. La chute du régime vient ouvrir une période nouvelle pour l'associativisme au Portugal, le droit d'association étant désormais reconnu et valorisé. Les associations connaissent alors un regain de dynamisme avec la mise en place de nouvelles activités et la fondation de nombreuses organisations. Un grand nombre d'associations aujourd'hui présentes dans le pays trouvent leurs racines dans la période qui a suivi la chute du régime autoritaire.

Les associations se sont imposées comme un élément central dans la mise en place d'actions éducatives et culturelles. Mobilisant directement les populations afin de résoudre des problématiques locales, les structures associatives développent des méthodologies différentes

⁸¹⁸António Correia de Campos, « Um Serviço Nacional de Saúde em Portugal: aparência e realidade », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n°18/19/20, Février 1986. pp. 601-618.

de celles employées par les organisations d'étudiants ou les militaires du Mouvement des Forces armées. Jouissant d'un enracinement local, les associations permettent une présence continue auprès des populations, ainsi qu'une plus grande inclusion des animateurs au sein de la communauté en question. Les associations constituent alors de véritables espaces d'apprentissage de la démocratie et conduisent à la construction d'outils d'intervention politique auprès de populations auparavant exclues des processus de décision et de gestion des affaires communes.

Au cours de la période révolutionnaire, certains services de l'État adoptent une posture de reconnaissance et d'appui des initiatives locales. C'est ainsi le cas de la direction générale d'Éducation permanente et de la direction générale des Sports, qui développent des activités de formation et de soutien auprès des associations. On assiste alors à un début d'inversion de la relation entre la puissance publique et la base de la société. Ces services reconnaissent les initiatives des groupes locaux et définissent leur rôle comme celui d'une structure d'appui et de dynamisation de ces actions qui naissent à la base de la société. La conduite d'inventaires et d'enquêtes afin de connaître au mieux les potentialités et les difficultés des groupes locaux renforce cette posture de structure d'appui. Dans le cas de l'éducation populaire, l'appareil d'État reconnaît le lien organique unissant ce projet éducatif aux associations populaires.

Avec le ralentissement du processus révolutionnaire et la progressive normalisation dont fait l'objet le pays, ces services sont profondément restructurés et la puissance publique délaisse la posture qui l'avait caractérisée au cours de la période révolutionnaire. Les associations perdent ces précieux appuis et naviguent alors dans un contexte moins favorable à leur développement. Les associations d'éducation populaire s'imposent comme un élément de continuité d'un projet éducatif et culturel alternatif dans le cadre du retour à un régime démocratique. La mémoire du 25 avril 1974 demeure forte dans ces organisations, qui fondent leurs actions dans les idéaux de liberté et de justice sociale. Les associations d'éducation populaire représentent un pôle de préservation des dynamiques qui avaient vu le jour avec le processus révolutionnaire.

Cependant, certains épisodes historiques mobilisent l'héritage éducatif et culturel de la période révolutionnaire. Ces moments de récupération des ambitions du 25 avril mettent toutes l'accent sur le développement des associations. Malgré le progressif retrait de l'État des questions d'éducation populaire à partir de 1976, certaines organisations donnent corps à une volonté d'appui et de dynamisation des associations locales. On peut véritablement parler d'une réactivation de l'héritage éducatif de la période révolutionnaire. Le relatif isolement des associations d'éducation populaire est alors rompu et leurs actions sont à nouveau reconnues

et valorisées.

Il existe donc une ligne commune unissant le Centre d'appui aux organismes de base créé en 1976, le Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes institué en 1979, la constitution de l'Association portugaise pour la culture et l'éducation populaire en 1982 et la campagne en faveur de la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo en janvier 1986. Ces moments mobilisent la posture définie par la direction générale d'Éducation permanente lors de la période révolutionnaire. Chacune de ces expériences, malgré leurs natures différentes, appuie son programme d'action sur la dynamisation des associations localement insérées. L'éducation populaire est ainsi intégrée au sein des ces différentes organisations.

Au cours de la période étudiée, qui court de la chute du régime autoritaire en 1974 à l'entrée du Portugal au sein de la Communauté économique européenne en 1986, le mouvement associatif a connu métamorphoses et mutations. L'évolution de l'associativisme est à mettre en parallèle avec la propre histoire du pays. Mais ces deux chronologies ne sont pas pour autant superposables. Certes influencé par les grandes transformations politiques, économiques, sociales et culturelles, le mouvement associatif présente néanmoins une dynamique propre. Fruit des mobilisations de groupes insérés au sein d'une communauté, le mouvement associatif répond ainsi à des problématiques locales. Le progressif ralentissement du processus révolutionnaire n'a pas entravé la création de nouvelles structures et les associations se sont imposées comme un pôle de continuité du projet éducatif qui a vu le jour avec la chute du régime autoritaire.

Du pouvoir populaire à la démocratie représentative

L'analyse de l'évolution du projet d'éducation populaire montre en relief les transformations qui ont touché le pays. Après une période de fort engagement de la puissance publique dans le soutien aux mouvements populaires, l'institutionnalisation du nouveau régime démocratique a progressivement conduit à un retrait de l'appareil d'État de ces questions. Au cours des années 1980, le régime portugais semble prendre ces distances avec la période révolutionnaire qui avait constitué son socle fondateur. L'orientation économique du pays et les révisions constitutionnelles successives confirment cet éloignement. La convergence avec les pays de la Communauté économique européenne dans la perspective de l'adhésion a renforcé un peu plus cette tendance.

Au cours de la période révolutionnaire, le discours socialiste a fait l'objet d'une généralisation à la quasi totalité des mouvements et groupes politiques. Pour certains de ces acteurs, l'usage d'un lexique socialiste est essentiellement instrumentale et dénote la volonté

de s'intégrer dans un moment politique caractérisé par la perspective révolutionnaire. Cette hypertrophie du vocable socialiste a influencé le travail de l'Assemblée constituante et a posé sa marque au sein même du texte constitutionnel. L'option socialiste et l'ambition d'une société sans classe sont alors clairement présentes dans la Constitution de 1976. Néanmoins, l'apparent consensus autour de l'évolution du régime se révèle être une fiction.

Dès 1976, les forces les plus opposés à l'option révolutionnaire s'attachent à minimiser l'empreinte de la période révolutionnaire sur la démocratie portugaise. Le projet d'éducation populaire porté par les associations représente alors un des pôles de revendication de l'héritage d'avril 1974. Le recul de l'État sur ces problématiques s'accompagne d'une condamnation des initiatives prises au cours de la période révolutionnaire. Un nouveau consensus se cimente autour de l'adhésion à la Communauté économique européenne. Cette orientation prend le contre-pied de l'évolution vers un régime socialiste et nécessite d'expurger les éléments les plus radicaux présents au sein du système politique portugais. Il s'agit ainsi de mettre en adéquation le texte constitutionnel de 1976 avec les orientations prises par le régime portugais.

En 1982, une première révision constitutionnelle conduit à la disqualification politique des militaires du Mouvement des Forces armées, avec la dissolution du Conseil de la Révolution. Les partis politiques s'imposent alors comme les seules structures légitimes pour l'action politique. L'adhésion à la CEE couronnent le succès de cette transition et renforce les politiques de convergence, au travers des fonds communautaires et des politiques communes. En 1989, le texte constitutionnel est à nouveau modifié ouvrant la voie à la privatisation des secteurs nationalisés en mars 1975. Si l'objectif d'une société socialiste se maintient dans le préambule de la Constitution, le texte a fait l'objet d'une progressive transformation qui a conduit à une actualisation conforme aux standards alors en vigueur au sein de la communauté européenne.

Cette mise à distance progressive du processus révolutionnaire s'est accompagnée d'un nouveau regard sur cette période. Une forme de « révisionnisme historique » se développe alors, fondé sur la condamnation des excès du mouvement révolutionnaire et sur une réhabilitation des dernières années du régime autoritaire. La très relative ouverture conduite par Marcello Caetano est valorisée, mettant ainsi en avant une évolution vers la démocratie, que l'éclosion d'un mouvement révolutionnaire aurait en quelque sorte déstabilisée. Le progressif retour des personnalités qui avait quitté le pays au cours du processus révolutionnaire et leur réintégration au sein du régime démocratique souligne la réhabilitation d'acteurs économiques et politiques de l'ancien régime.

Le mouvement associatif est influencé par ces évolutions et la dynamique issue de la période révolutionnaire connaît un essoufflement. Les activités d'éducation populaire, fondées sur la participation politique, sont remplacées par la formation professionnelle, le divertissement et l'occupation des temps libres. La charge politique de l'associativisme, bien présente au cours des années 1970 et 1980, a été neutralisée au cours de la normalisation de la situation portugaise. Élément potentiellement contestataire, le mouvement associatif a fait l'objet d'une intégration au sein du système de démocratie représentative à économie de marché. Le projet d'éducation populaire a perdu consistance avec le développement d'activités de formation et de réinsertion. La scolarisation de l'éducation a diminué le poids des associations dans les processus éducatifs.

L'année 1986 marque ainsi la fin d'une transition du Portugal vers le type de régime alors en vigueur au sein de la CEE. Le 25 avril 1974 apparaît alors comme un événement distant et les commémorations annuelles semblent s'inscrire dans une routine. Le désenchantement de la population portugaise à l'égard du politique est aujourd'hui clairement identifiable. L'abstention s'est installée dans le pays et connaît une croissance depuis les années 1990. Pour s'en tenir aux élections législatives, centrales dans le système politique portugais, l'abstention s'élevait à 32,6% en 1991, 38,4% en 2002 et 41,9% en 2011⁸¹⁹. André Freire et Pedro Magalhães pointent la rapide augmentation de l'abstention lors des élections législatives (+91%), entre la moyenne des années 1970 (12,9%) et celle des années 1990 (24,6%).

Le secteur associatif souffre lui aussi de cette chute de la participation. L'implication dans des associations est relativement faible au Portugal, le taux de bénévolat étant de 12% en 2012, classant le pays en 25^{ème} position au sein de l'Union européenne (24% pour la moyenne des 27 États)⁸²⁰. Le développement d'une société de consommation, l'individualisation des comportements sociaux, mais aussi les difficultés économiques croissantes expliquent cette faible participation dans des organisations et aux élections. Nous faisons l'hypothèse d'un progressif désenchantement de la population à l'égard de la gestion des affaires collectives, à mesure que la période révolutionnaire s'éloigne. L'explosion de participation à partir de 1974 a laissé place à de forte désillusion et à une professionnalisation des postes politiques. Les partis politiques apparaissent dès lors que les détenteurs d'un monopole de l'action politique.

Malgré ce recul de la période révolutionnaire comme référence, la mémoire du 25 avril 1974 demeure vive au Portugal. L'héritage de cette période pourrait être réactivé et mis à profit par de nouveaux mouvements sociaux. L'opposition aux politiques d'austérité a ainsi

819Données recueillies sur le site de la *PorData*.

820Instituto Nacional de Estatística, Cooperativa António Sérgio para a Economia Social, « Conta Satélite da Economia Social. 2010 », Lisboa, 2013. p. 70.

mobilisé les chansons d'intervention de la période révolutionnaire. À l'image du mouvement qui a soutenu la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo en 1986, le 25 avril pourrait ainsi représenter une inspiration pour la revendication d'une démocratie plus participative et d'un système économique basé plus socialement juste. Le mouvement associatif connaît, quant à lui, une rénovation avec l'arrivée d'une nouvelle génération dans les directions des associations locales. Les dynamiques autour de la promotion de l'économie sociale semblent redonner un contenu nouveau au monde associatif. Néanmoins, il nous semble capital que le mouvement associatif préserve son histoire en permettant la formation des nouveaux membres et la réflexion sur le passé de chaque association, afin de mieux définir les projets collectifs en faveur d'une démocratie plus participative.

Sources et bibliographie

1. Sources

1.1 Archives et fonds

Archives particulières d'associations

Arquivo Nacional Torre do Tombo (Lisbonne).

Centro de Documentação 25 de Abril (Coimbra).

Confederação Portuguesa das Colectividades de Cultura, Recreio e Desporto (Lisbonne).

Direcção Geral da Educação (Lisbonne).

Direcção Regional da Cultura do Centro (Coimbra).

Direcção Regional da Educação do Centro (Coimbra).

Hemeroteca Municipal de Coimbra.

Imagoteca da Biblioteca Municipal de Coimbra.

1.2 Entretien

Herculano Valada Martins, 11/03/2011, 89 min.

Wilson Faustino Filipe, 13/03/2011, 72 min.

Camilo Tavares Mortágua, 05/03/2012, 85 min.

Celeste Isabel Lopes, 21/03/2012, 155 min.

Frederico Oliveira Natividade, 05/07/2012, 37 min.

Monsenhor João Evangelista, 20/07/2012, 28 min.

Jorge Fonseca Vilas, 08/08/2012, 65 min.

Teresa Patricio, 24/10/2012, 89 min.

Rui Namorado, 07/11/2012, 119 min.

Manuel Rocha, 29/11/2012, 69 min.

Clara Moura, 08/02/2013, 104 min.

Luísa Esteves, 16/07/2013, 70 min.

João Neto, 19/07/2013, 104 min.

Manuela Amorim, 19/07/2013, 38 min.

Conceição Oliveira, 23/07/2013, 66 min.

Grupo Recreativo Vilaverdense, 25/07/2013, 121 min.

Deolindo Pessoa, 15/08/2013, 161 min.

Luís Serrano, 16/08/2013, 75 min.
Associação de Moradores do Bairro de Celas, 02/09/2013, 100 min.
Aires Correia Ventura, 03/09/2013, 70 min.
José António Pinheiro, 03/09/2013, 53 min.
Mário Martins, 04/09/2013, 114 min.
Aida Ferreira, 09/09/2013, 82 min.
António Brandão Guedes, 11/09/2013, 49 min.
António Inácio Correia Nogueira, 16/09/2013, 112 min. et 27/02/2014, 62 min.
Fausto Martins de Carvalho, 18/09/2013, 57 min.
Graciano Marques, 19/09/13, 26 min.
Chelinho, 19/09/13, 96 min.
Carlos Viana, 16/10/13, 86 min.
José Orlando Reis, 24/10/13, 72 min.
Teresa Cunha, 25/10/13, 64 min.
Carlos Dias, 25/11/13, 75 min.
Associação Pedra-Rija de Portunhos, 17/12/13, 155 min.
Lucília Salgado, 09/01/14, 155 min et 10/03/14, 78 min.
Carlos Daniel, 07/03/14, 146 min.
Maria do Rosário Gama, 11/03/14, 75 min.
Elísio Estanque, 17/03/14, 41 min.
João Maria André, 18/03/14, 36 min.
Teresa Marques, 01/04/14, 80 min.
João Fernandes, 17/04/14, 106 min. et 18/04/14, 62 min.
César Pegado, 17/04/14, 102 min.
Centro Beira Mondego, 03/05/14, 80 min.
Isabel Lemos, 08/05/14, 67 min.
Esaú Dinis, 12/05/14, 109 min.
Hermano Carmo, 12/05/14, 79 min.
Francisco Madeira Luís et Esaú Dinis, 13/05/14, 96 min.
Centro Cultural e Recreativo de Bruscos, 14/11/14, 83 min.
Maria do Rosário Grilo, 26/02/15, 103 min.
Casa do Povo da Abrunheira, 17/02/15, 112 min.
Licínio Lima, 30/03/15, 126 min.
Maria Teresa Martins, 09/07/15, 61 min.

1.3 *Témoignages écrits*

Franco Charais, 10/01/14.

Cândido Pereira, 08/03/14.

Maria do Rosário Grilo, 28/03/14.

Jorge Araújo, 09/04/14.

1.4 *Journaux, revues et autres publications*

Abril, Alavanca, Animador, Avante, A Comarca de Arganil, Boletim da Federação Portuguesa das Colectividades de Cultura e Recreio, Boletim informativo do Movimento das Forças Armadas, Café com letras, Combate, Correio de Coimbra, Diário da Assembleia da República, Diário da República, Diário de Coimbra, Diário de Notícias, Diário Popular, Igreja em dialogo, Intercomunicador para o aprofundamento da democracia, Intervenção, Jornal APCEP, Jornal das Brigadas, Margem Esquerda, Movimento, Mudar a vida, Nordeste cultural, O Despertar, O Figueirense, O Jornal da Educação, O Salto, Por uma cultura popular, Trevim, Povo Rural – Boletim da Junta Central das Casas do Povo, Talabário, Vértice, Vida Mundial, Viva – Boletim do Grupo de Trabalho de Coordenação das Associações Culturais e de Educação Popular, Vértice, Viva Voz, Voz do Povo.

1.5 *Sitographie*

Assembleia da República - <<http://www.parlamento.pt/DAR/Paginas/default.aspx>>.

Centro de Documentação 25 de Abril - <<http://www.cd25a.uc.pt/>>.

Comissão Nacional de Eleições - <<http://www.cne.pt/>>.

INE - <https://www.ine.pt/xportal/xmainxpid=INE&xpgid=ine_main>.

Porbase - <<http://porbase.bnportugal.pt/>>.

Pordata - <<http://www.pordata.pt/>>.

2. **Bibliographie**

AIRES Ana Levy, 2012. « Infantários populares em Lisboa. Movimentos sociais e movimentos pedagógicos », *Imprópria*, nº2, 2012, pp. 51-60.

ALCOFORADO Luís, FERREIRA Sónia Mairos Ferreira (Coord.), 2011. *Educação e Formação de Adultos. Políticas, práticas e investigação*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 275 pages.

ALMEIDA Sónia Vespeira de, 2008. « "Vítimas do fascismo". Os camponeses e a

- dinamização cultural do Movimento das Forças Armadas (1974-1975) », *Análise Social*, vol. XLIII (4º), pp. 817-840.
- ALMEIDA Sónia Vespeira de, 2009. *Camponeses, Cultura e Revolução. Campanhas de Dinamização Cultural e Acção Cívica do MFA (1974-1975)*, Lisboa, IELT-Colibri, 418 pages.
- ALINSKY Saul, 1976. *Manuel de l'animateur social. Une action directe non violente*, Paris, Éditions du Seuil, 254 pages.
- AMARO Rogério Roque, 1985. « Reestruturação demográficas, económicas e socioculturais em curso na sociedade portuguesa: o caso dos emigrantes regressados », *Análise Social*, vol. XXI (87-88-89), 1985, 3º-4º-5º. pp. 605-677.
- ANTUNES José Carlos Janela, 2005. « Puiser aux sources d'Avril, découvrir l'espoir, inventer l'avenir », *Matériaux pour l'Histoire de notre temps*, nº80, octobre-décembre 2005, pp. 25-29.
- APPLE Michael, NÓVOA António (Org.), 1998. *Paulo Freire: Política e Pedagogia*, Porto, Porto Editora, 192 pages.
- ARCHER Graça Miragaia, MIGUÉIS Jorge, COSTA Susana Cristovão, 1994. *Eleições autárquicas 1976/93 – Atlas Eleitoral*, Lisboa, STAPE – Secretariado Técnico dos Assuntos para o Processo Eleitoral. Ministério da Administração Interna, 208 pages.
- ARENDT Hannah, 1967 [1963]. *Essai sur la Révolution*, Paris, Éditions Gallimard, 480 pages.
- ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA, 1984. *Constituição da República Portuguesa. Primeira revisão – 1982*, Lisboa, 250 pages.
- ASSOCIAÇÃO PORTUGUESA PARA A CULTURA E EDUCAÇÃO PERMANENTE, 1986. *1º Congresso Nacional de Educação de Adultos (CNEA)*, Coimbra, Edições APCEP, 134 pages.
- ATENEU DE COIMBRA, 1999. *Percursos*, Coimbra, Ateneu de Coimbra, 39 pages.
- AUTOGESTION ET SOCIALISME, 1976. « Mouvements de gestion directe au Portugal. Débat sur le marxisme », nº33-34, janvier-mars 1976, Éditions Anthropos, 248 pages.
- BACALHAU Mário, 1974. « Educação: as dimensões de um verdadeiro movimento popular », *Flama*, nº1378, 1974, pp. 6-13.
- BADIOU Alain, 2011. « Tunisie, Egypte : quand un vent d'est balaie l'arrogance de l'Occident », *Le Monde*, le 18 février 2011.
- BAÍA João, 2007. *Movimento de moradores em Coimbra nos anos 1974-1976*, Tese de licenciatura em Sociologia Histórica, Faculdade de Economia da Universidade de

- Coimbra, 148 pages.
- BAÍA João, 2012. *SAAL e Autoconstrução em Coimbra. Memórias dos moradores do Bairro da Relvinha 1954-1976*, Castro Verde, 100Luz, 175 pages.
- BANDEIRINHA José António, 2007. *O Processo SAAL e a Arquitectura no 25 de Abril de 1974*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 452 pages.
- BANDEIRA Fátima, GRILO Maria Rosário, 2013. *O Teatro em Condeixa, dois séculos de história*, Condeixa, Associação Sempre a Aprender, 143 pages.
- BARÃO Fernanda, 1977. *Agfa-Gevaert. Retrato de uma multinacional*, Coimbra, Centelha, 134 pages.
- BARRETO António (dir.), 2000. *A Situação Social em Portugal 1960-1999, Indicadores sociais em Portugal e na União Europeia*, Volume II, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais, ISCTE, 643 pages.
- BARROS Afonso de, 1979. *A Reforma Agrária em Portugal. Das ocupações de terras à formação das novas unidades de produção*, Oeiras, Fundação Calouste Gulbenkian, 274 pages.
- BASE-FUT, 1977. *Manuel de alfabetização. Para quem quer aprender com o povo*, Lisboa, Edições Base, 20 pages.
- BASE-FUT, 1979. *Pelo socialismo autogestionário. 1ª Conferência Nacional "Pelo Socialismo Autogestionário"*, Lisboa, Edições Base, 213 pages.
- BASE-FUT, 2004. *30 anos. Um Projecto, Um Percurso, Um Futuro...*, Lisboa, Edições Base, 117 pages.
- BEBIANO Rui, 2005. « Contestação ao Regime e Tentação da Luta Armada sob o Marcelismo », *Revista Portuguesa de História*, nº37. pp. 65-104.
- BEBIANO Rui, 2003. *O Poder da Imaginação. Juventude, Rebeldia e Resistência nos Anos 60*, Coimbra, Angelus Novus, 208 pages.
- BELARD Francisco, 1979. « Alfabetizar Portugal », *Raiz e Utopia*, nº9/10, « Educar em Portugal », pp. 252-255.
- BESSA Daniel, 1985. « As políticas macroeconómicas do post-25 de Abril. Ascensão e declínio do Estado Social Português », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, nº15/16/17, Mai 1985. pp. 325-350.
- BOAL Augusto, 1975. *Duzentos Exercícios e Jogos para o actor e o não actor com ganas de dizer algo através do Teatro*, Lisboa, Vozes na luta, Cooperativa de Acção Cultural, 184 pages.
- BOAL Augusto, 1996. *Théâtre de l'opprimé*, Paris, La Découverte, 213 pages.

- BOURDELIN Didier, LABORI Michel, 1990. *Le Portugal au seuil du XXI^e siècle*, Paris, Ellipses, 143 pages.
- BRANCO Jorge Freitas, OLIVEIRA Maria Luísa Brandão Tiago, 1993. *Ao encontro do povo – I. A missão*, Oeiras, Celta Editora, 314 pages.
- BURGUETE Meira, 1978. *O Caso Rio Maior*, Lisboa, Editorial O Século, 141 pages.
- CAILLET Élisabeth, 1989. « Les nouvelles figures de l'utopie pédagogique », *Éducation Permanente*, n°98, juin 1989, pp. 17-32.
- CALADO Rui Manuel Costa, 2008. *O PREC em Coimbra, uma perspectiva política e económico-social*, Tese de História, Universidade de Coimbra, Faculdade de Letras, 2007/2008, 41 pages.
- CALDEIRA Reinaldo, SILVA Maria do Céu, 1976. *A Constituição Política da República Portuguesa de 1976*, Lisboa, Bertrand, 856 pages.
- CALVÃO Alpoim, 1976. *De Conakry ao MDLP. Dossier secreto*, Lisboa, Editorial Intervenção, 237 pages.
- CANÁRIO Rui, 2006. « Aprender sem ser ensinado. A importância estratégica da educação não formal » in *A Educação em Portugal (1986-2006). Alguns contributos de investigação*, Sociedade Portuguesa de Ciências da Educação, pp. 159-206.
- CANÁRIO Rui, 2007. « A educação e o movimento popular do 25 de Abril », in *Educação popular & movimentos sociais*. Textos do I^o Seminário Luso-Brasileiro, Museu da Cidade de Almada, juin 2006. Educa, Unidade de I&D de Ciências da Educação, Faculdade de Psicologia e de Ciências da Educação, Universidade de Lisboa, 2007, pp. 11-35.
- CANDEIAS António, 2007. *Alfabetização e escola em Portugal nos séculos XIXe e XX. Os censos e as estatísticas*, Lisboa, Edição da Fundação Calouste Gulbenkian, 246 pages.
- CARAMUJO Mário, 2003. *Educação de adultos: caminho para o bem-estar pessoal*, Coimbra, Universidade de Coimbra, Faculdade de Psicologia e de Ciências da Educação, 161 pages.
- CARDINA Miguel, 2008. *A Tradição da Contestação. Resistência estudantil no Marcelismo*, Coimbra, Angelus Novus, 258 pages.
- CARDINA Miguel, 2010. *A Esquerda Radical*, Coimbra, Angelus Novus Editora, 118 pages.
- CARDINA Miguel, 2011. *Margem de Certa Maneira. O maoísmo em Portugal. 1964-1974*, Lisboa, Tinta-da-China, 398 pages.
- CARDOSO António Lopes, 2003. *Intervenções parlamentares. Testemunho sobre a coerência de um percurso*, Lisboa, Assembleia da República, Fernanda Lopes Cardoso, 726 pages.

- CARMO Hermano, 1984. *A União da Esquerda para a Democracia Socialista : subsídios para o seu estudo*, Lisboa, Instituto Superior de Ciências Sociais e Políticas, 56 pages.
- CARVALHO Alfredo Melo de, 1975. *Desporto e Revolução. Uma política desportiva*, Ministério da Educação e da Investigação Científica, Direcção-Geral dos Desportos, 311 pages.
- CARVALHO Alfredo Melo de, 1998. *Desporto Popular. Como Prática de Cultura Democrática*, Porto, Campo das Letras, 196 pages.
- CARVALHO Otelos Saraiva de, 1984. *Alvorada em Abril*, Lisboa, Biblioteca Ulmeiro, 3ª Edição, 650 pages.
- CAVALCONTI Pedro, PICCONE Paolo (org.), 1976. « Um outro marxismo: Antonio Gramsci », Lisboa, *Alternativas Socialistas*, nº7, 220 pages.
- CENTRO DE APOIO ÀS ORGANIZAÇÕES DE BASE, 1978. *Associações de educação de adultos em Portugal*, Centro de Apoio às Organizações de Base.
- CERTEAU Michel de, 1994. *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Éditions du Seuil, 281 pages.
- CHARAIS Franco, 2002. *O acaso e a História. Vivências de um Militar*, Lisboa, Âncora editora, 329 pages.
- COELHO Eduardo Prado, 1999. « La politique culturelle portugaise depuis la révolution démocratique », *Pôle Sud*, nº10, mai 1999, pp. 45-57.
- COELHO Mário Baptista (Coord.), 1989. *Portugal. O Sistema Político e Constitucional 1974-1987*, Lisboa, Instituto de Ciências Sociais, Universidade de Lisboa, 1044 pages.
- COIMBRA Maria Natércia, SANTOS Boaventura de Sousa, CRUZEIRO Maria Manuela, 1997. *O pulsar da revolução. Cronologia da Revolução de 25 de Abril (1973-1976)*, Porto, Edições Afrontamento, 375 pages.
- COLECTIVIDADES DE CULTURA, RECREIO E DESPORTO, 2009. *Uma caracterização do associativismo confederado em Portugal*, Edição CPCCRD, 158 pages.
- COMISSÃO DE COORDENAÇÃO DA REGIÃO CENTRO - DELEGAÇÃO REGIONAL DA CULTURA DO CENTRO, 2009. *Associações Culturais da Região Centro*, Coimbra, 375 pages.
- COMISSÃO INTERMINISTERIAL PARA ANÁLISE DA PROBLEMÁTICA DAS EMPRESAS EM AUTOGESTÃO (1980), *Autogestão em Portugal*, Lisboa, Ministério das Finanças, 384 pages.
- COMISSÃO NACIONAL DE ELEIÇÕES, 1995. *Resultados eleitorais. Assembleia Constituinte – Assembleia da República*, Lisboa, Comissão Nacional de Eleições, 257

- pages.
- COMITÉ PORTUGAL POUR L'INFORMATION ET LE SOUTIEN, 1977. *L'expérience portugaise. Un bilan après le 25 novembre*, Paris, CEDETIM, François Maspero, 293 pages.
- CONFEDERAÇÃO DOS AGRICULTORES DE PORTUGAL, 1977. *Recortes de uma luta*, Viseu, Edições CAP, 175 pages.
- CONGRESSO DA OPOSIÇÃO DEMOCRÁTICA, 1973. *3º Congresso da oposição democrática, Aveiro 4 a 8 de Abril de 1973. Conclusões*, Lisboa, Seara Nova, 155 pages.
- CONGRESSO NACIONAL DAS COLLECTIVIDADES DE CULTURA, RECREIO E DESPORTO, 1995. *Actas do Congresso*, Lisboa, 258 pages.
- CORREIA Ramiro, SOLDADO Pedro, MARUJO João, 1977. *MFA e luta de classes. Subsídios para a compreensão do processo histórico português*, Lisboa, Biblioteca Ulmeiro, 362 pages.
- COSTA Carlos Alexandre dos Santos (Coord.), 2010. *Animação sociocultural. Profissão e profissionalização dos animadores*, Porto, Livpsic, 207 pages.
- COSTA Fernando Ferreira da, 1982. *Educação cooperativa (Actuação do Inscoop num contexto evolutivo e participado)*, Lisboa, Instituto António Sérgio do Sector Cooperativo, Departamento de Informação, 29 pages.
- COSTA Francisco, 1975. *O caso República. Documentos, entrevistas, comentários*, Edição Autores, 136 pages.
- COSTA Manuel Augusto Abrantes da, 1998. *Educação de adultos em Portugal em tempos de revolução. Contributo para a sua história*, Dissertação para obtenção do grau de Mestre em Ciências da Educação, na Área de Especialização em Psicologia da Educação, Faculdade de Psicologia e de Ciências da Educação, Universidade de Coimbra, 223 pages.
- COSTA Victor, sans date. « Apontamentos para a história do Movimento Democrático de Coimbra », 28 pages.
- COSTA Victor, RAMIRES Alexandre, 2014. *A força do povo. O 25 de Abril em Coimbra*, Coimbra, Edições Lápis de memórias, 121 pages.
- CRUZEIRO Maria Manuela, MONTEIRO Augusto José, REGO Marta, 2000. *25 de Abril outras maneiras de contar a mesma história*, Lisboa, Editorial Notícias, 172 pages.
- CRUZEIRO Maria Manuela, BEBIANO Rui, 2006. *Anos inquietos. Vozes do movimento estudantil em Coimbra (1961-1974)*, Porto, Edições Afrontamento, 305 pages.
- CRUZEIRO Maria Manuela, sans date. « História Oral: os riscos conscientes – ou vale a pena arriscar », Site internet du Centro de Documentação 25 de Abril, Universidade de Coimbra.

- COPFERMANN Émile, 1969. *Le théâtre populaire, pourquoi ?*, Paris, Éditions François Maspero, 215 pages.
- CUCHE Denys, 2001. *La notion de culture dans les sciences sociales*, Paris, Édition La Découverte, 123 pages.
- DANIEL Carlos, 2010. *Olivais Futebol Clube. 75 anos*, Coimbra, Bookpaper Design, 255 pages.
- DIRECÇÃO-GERAL DA EDUCAÇÃO PERMANENTE, 1979. *Normas de aprendizagem para os cursos de educação básica para adultos*, 48 pages.
- DIRECÇÃO-GERAL DA EDUCAÇÃO PERMANENTE, 1979. *Objectivos, situações e práticas de educação de adultos de Portugal*, 141 pages.
- DIRECÇÃO-GERAL DA EDUCAÇÃO PERMANENTE, 1979. *Alfabetização e educação de adultos no período compreendido entre Abril de 1974 e a actualidade*, Lisboa, 45 pages.
- DINIS Esaú, 2011. « Memória do CAOB », 15 pages.
- DIONÍSIO Eduarda, 1993. *Títulos, acções, obrigações. Sobre a cultura em Portugal 1974-1994*, Lisboa, Edições Salamandra, 523 pages.
- DOSSIER TERRORISMO, 1977. Lisboa, Edições "Avante!", 179 pages.
- DOWNS Charles, 1989. *Revolution at the Grassroots. Community Organizations in the Portuguese Revolution*, New York, State University of New York Press, 215 pages.
- DULPHY Anne, LÉONARD Yves (dir.), 2003. *De la dictature à la démocratie : voies ibériques*, Bruxelles, Presses Universitaires Européennes, 292 pages.
- EDUCAÇÃO DE ADULTOS, MINORIAS E ÁREAS DESFAVORECIDAS, 1987. *Relatório Final*, Seminário Internacional, Instituto Politécnico de Faro, Abril 1987, 390 pages.
- ENCONTRO DE ASSOCIAÇÕES E ANIMADORES CULTURAIS (IVº), 1986. « Textos preparatórios », ISCTE, 28 de Fevereiro, 1 e 2 de Março de 1986, 10 pages.
- ENCONTRO NACIONAL DE ASSOCIAÇÕES E MONITORES DE ALFABETIZAÇÃO, 1979. *Relato e conclusões*, Almada, 30 de Junho e 1 de Julho 1979.
- ESPRIT, 1979. « Le Portugal, aspects d'une démocratisation », Paris, n°25, janvier 1979, 192 pages.
- FAURE Alain, RANCIÈRE Jacques, 2007. *La parole ouvrière*, Paris, La fabrique éditions, 2007. 345 pages.
- FERREIRA José Medeiros (Coord.), 1993. *História de Portugal*, vol. 8, *Portugal em transe*, Lisboa, Círculo de Leitores, 518 pages.
- FERRO Marc, FITZPATRICK Sheila (dir.), 1989. *Culture et Révolution, L'Histoire et ses représentations*, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 184 pages.

- FILOCHE Gérard, 1984. *Printemps portugais*, Paris, Éditions Actéon, 605 pages.
- FONSECA João (Coord.), 2000. *Associativismo Cultural – Coimbra Ano 2000*, Coimbra, Câmara Municipal de Coimbra, 172 pages.
- FONTE Rui, 2012. *A Formação de Animadores Socioculturais*, Casas do Senhorim, Edição de Autor, 304 pages.
- FREIRE João, 1985. « 1974-1984: Evocação ou renovação da ideia anarquista? », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, nº15/16/17, Maio 1985. pp. 163-170.
- FREIRE Paulo, 1976. *Educação como prática de Liberdade*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 97 pages.
- FREIRE Paulo, 1987. *Pedagogia do oprimido*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 107 pages.
- FRIAS Anibal, 2002. « Traditions étudiantes et cultures académiques : l'Université de Coimbra », *Recherches en Anthropologie au Portugal*, nº8, 2002, pp. 83-110.
- FUKUYAMA Francis, 1993. *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 451 pages.
- FUNDO MONETÁRIO INTERNACIONAL, *Os acordos com Portugal. 1977. 1983. 1984*, Lisboa, Bnomics, Deplano Network, 127 pages.
- GAGO José Mariano, 1982. *Homens e ofícios*, Lisboa, Direcção-Geral de Educação de Adultos, 82 pages.
- GARCIA Orlando, 1986. « Animação cultural. Do ousar exprimir-se ao modo de ser cultural-local », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, nº18/19/20, février 1986, pp. 579-588.
- GOÍS António Correia, 1995. *Concelho de Montemor-o-Velho. "A Terra e a gente"*, Coimbra, Edição Câmara Municipal de Montemor-o-Velho, 281 pages.
- GOMES Adelino, CASTANHEIRA, 2006. *Os dias loucos do PREC*, Lisboa, Expresso, 431 pages.
- GOMES Tiago Gil Alberto, 2012. *Os acontecimentos de Rio Maior e a dicotomia norte-sul entre 1974 e 1976*, Dissertação de Mestrado em História Contemporânea, Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra, 119 pages.
- GOODOLPHIM José Cipriano da Cosa, 1974. *A associação. História e Desenvolvimento das Associações Portuguesas*, Lisboa, Seara Nova, 206 pages.
- GRAAL, 1983. *Graal. 25 anos de história*, Lisboa, Edições Graal, 59 pages.
- GRUPO DE ACÇÃO CULTURAL, 1974. *Cantos de luta*, Lisboa, Edição Grupo de Acção Cultural, 71 pages.
- GUICHARD François, 1990. *Géographie du Portugal*, Paris, Masson, 224 pages.
- HAMMOND John L., 1988. *Building Popular Power. Workers' and Neighborhood*

- Movements in the Portuguese Revolution*, New York, Monthly Review Press, 301 pages.
- HOBBSAWM Eric, 1996. *A era dos extremos. Breve história do século XX. 1914-1991*, Lisboa, Presença, 607 pages.
- IFOP – INSTITUTO DE ESTUDOS DE DESENVOLVIMENTO, 1978. *Os Portugueses e a política quatro anos depois do 25 de Abril*, Lisboa, Editorial Meseta, 174 pages.
- ILLICH Ivan, 2003. *Une société sans école*, Paris, Éditions du Seuil, 221 pages.
- INSTITUTO ANTÓNIO SÉRGIO DO SECTOR COOPERATIVO, 1980. *O Projecto SIDA. Programa de cooperação Luso-Sueco*, Lisboa, INSCOOP, 14 pages.
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTATÍSTICA, 1973. *11º Recenseamento da População 1970*, Lisboa.
- JEANSON Francis, 1973. *L'action culturelle dans la cité*, Paris, Éditions du Seuil, 253 pages.
- JORGENSEN Mosse, 1975. *Un lycée aux lycéens. Le lycée expérimental d'Oslo*, Paris, Les édition du Cerf, 238 pages.
- JORNADAS DE "EDUCAÇÃO DE ADULTOS EM PORTUGAL: SITUAÇÃO E PERSPECTIVAS", 1996. Comissão de Organização das Jornadas de Educação de Adultos em Portugal, 505 pages.
- LEFEBVRE Henri, 1966. « Problèmes théoriques de l'autogestion », *Autogestion*, nº1, décembre 1966, Éditions Anthropos, pp. 59-70.
- LÉONARD Yves, 1994. *Le Portugal. Vingt ans après la Révolution des œillets*, Paris, La Documentation Française, 240 pages.
- LÉONARD Yves, 1996. *Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 223 pages.
- LÉONARD Yves, 2009. « La visite au "grand homme" Salazar », in DULPHY Anne, LÉONARD Yves, MATARD-BONUCCI Marie-Anne (dir.), 2009. *Intellectuels, artistes et militants. Le voyage comme expérience de l'étranger*, Bruxelles, PIE. Peter Lang, pp. 65-75.
- LIGA REGIONAL RIOVIDENSE, 1999. *Nascimento e evolução. "Esta noite dormem lá elas..."*, Rio de Vide, 39 pages.
- LIMA Licínio, ERASMIE Thord, 1982. *Inquérito às associações do distrito de Braga*, Braga, Universidade do Minho, Unidade de Educação de Adultos, 157 pages.
- LIMA Licínio, 1986. *Associações para o desenvolvimento no Alto Minho*, Viana do Castelo, Centro Cultural do Alto Minho, Cronos, subsídios para a história de Viana, 97 pages.
- LIMA Licínio, GUIMARÃES Paula, 2004. *Perspectives on Adult Education in Portugal*, Braga, University of Minho, Unit for Adult Education, 176 pages.
- LOPES José Mário Fidalgo, 2012. *A (re)invenção do local: o papel das Associações de*

- Desenvolvimento Local e do programa LEADER*, Dissertação de Mestrado em Sociologia « Políticas Locais e Descentralização », FEUC, 158 pages.
- LOPES Marcelino de Sousa, 2006. *Animação sociocultural em Portugal*, Amarante, Intervenção – Associação para a Promoção e Divulgação Cultural, 715 pages.
- LOUÇÃ Francisco et ROSAS Fernando (org.), 2004. *Ensaio geral. Passado e futuro do 25 de Abril*, Lisboa, Dom Quixote, 242 pages.
- LOURENÇO Eduardo, 1976. *O Fascismo Nunca Existiu*, Lisboa, Publicações Dom Quixote, 1976. 248 pages.
- LOURENÇO Eduardo, 1976. « Une révolution qui n'a pas osé aller au bout d'elle-même. La Gauche portugaise victime de ses contradictions », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1976. p. 15.
- LOURENÇO Eduardo, 1997. *Mythologie de la Saudade*, Paris, Éditions Chandeigne, 207 pages.
- LUÍS Francisco Madeira, 1986. « Abril de cada um... », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, nº18/19/20, février 1986, pp. 77-79.
- MACHADO Gisela, 2005. *O primeiro dia europeu de Portugal. Cenas da união selada pela televisão*, Porto, Campo das Letras, 279 pages.
- MAILER Phil, 1978. *Portugal : A Revolução Impossível ?*, Porto, Afrontamento, 214 pages.
- MALHEIRO José, 1996. *Associativismo popular. Originalidade do povo português*, Almada, Câmara Municipal de Almada, 93 pages.
- MARCADÉ Jacques, 1988. *Le Portugal au XX^e siècle. 1910-1985*, Paris, Presses Universitaires de France, 240 pages.
- MARCHI Riccardo, 2008. « A direita radical na Universidade de Coimbra (1945-1974) », *Análise Social*, vol. XLIII (3^o), pp. 551-576.
- MARQUES Fernando Pereira, 1976. *Criar poder popular. Reflexões e Documentos dum ex-militante da LUAR sobre um partido e uma prática*, Lisboa, Ulmeiro, 197 pages.
- MARQUES Fernando Pereira, 2013. « O fascismo nunca existiu? Os resistentes antifascistas no regime democrático », in PIMENTEL Irene, REZOLA Maria Inácia (coord.). *Democracia, ditadura. Memória e Justiça Política*, Lisboa, Tinta-da-China, pp. 137-149.
- MARTINS Rui Cunha (dir.), 2011. *Portugal 1974. Transição Política em Perspectiva Histórica*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 271 pages.
- MARTINS Susana, 2013. *Exilados Portugueses em Argel. A FPLN, das origens à rutura com Humberto Delgado (1960-1965)*, Lisboa, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Universidade Nova de Lisboa.

- MARWICK Arthur, 1998. *The Sixties. Cultural Revolution in Britain, France, Italy, and the United States. c.1958-c.1974*, New York, Oxford University Press, 903 pages.
- MATOS Lisete de, 1979. *Alfabetização e Educação de Adultos no período compreendido entre Abril de 1974 e a actualidade*, Lisboa, Ministério da Educação e da Investigação Científica, Direcção-Geral da Educação Permanente, Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base de Adultos, 45 pages.
- MELO Alberto, 1977. « L'éducation des adultes sera l'œuvre des adultes eux-mêmes. L'expérience de la direction générale de l'Éducation permanente au Portugal entre octobre 1975 et juillet 1976 », *Éducation permanente*, n°38, mars-avril 1977, Paris, La Documentation Française, pp. 67-96.
- MELO Alberto et BENAVENTE Ana, 1978. *Expériences d'éducation populaire au Portugal 1974-1976*, Paris, UNESCO, 46 pages.
- MELO Alberto, 2001. « Agir localmente, pensar globalmente: Testemunho de um percurso inspirado em Paulo Freire », *Revista Portuguesa de Pedagogia*, 2001, Ano 35-1, pp. 115-122.
- MELO Alberto, 2012. *Passagens revoltas 1970-2012. 40 anos de intervenção por ditos e escritos*, Lisboa, Associação In Loco, 528 pages.
- MELO Daniel, 2010. *A cultura popular no Estado Novo*, Coimbra, Angelus Novus Editora, 2010, 129 pages.
- MENDES José Maria Amado, 1983. *Subsídios para a arqueologia industrial de Coimbra*, Coimbra, Museu Nacional de Machado de Castro, Programa « Coimbra antiga e a vivificação dos centros históricos ». 29 pages.
- MIGNON Jean-Marie, 2007. *Une histoire de l'éducation populaire*, Paris, La Découverte, 259 pages.
- MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO, DIRECÇÃO-GERAL DE EXTENSÃO EDUCATIVA, CONSELHO DA EUROPA, 1991. *Projecto Educação de adultos e mutação social, "Educação de adultos, desenvolvimento e população desfavorecida". Relatório do Seminário*, « Anexo D », Lisboa, 1991. pp. 47-63.
- MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO, DIRECÇÃO-GERAL DE EXTENSÃO EDUCATIVA, CONSELHO DA EUROPA. 1991. *Projecto Educação de adultos e mutação social. "Educação de adultos, desenvolvimento e população desfavorecida". Relatório do Seminário*, Lisboa, 94 pages.
- MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO, 1994. *Programa de Desenvolvimento Educativo para Portugal. Relatório final de execução*, Lisboa, 1994. 89 pages.

- MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E CIÊNCIA, DIRECÇÃO-GERAL DA EDUCAÇÃO DE ADULTOS, 1980. *Objectivos, situações e práticas de educação de adultos em Portugal – 1979. Levantamento de experiências e propostas de acção*, 107 pages.
- MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E DA CULTURA, SECRETARIA DE ESTADO DOS DESPORTOS E ACÇÃO SOCIAL ESCOLAR, DIRECÇÃO-GERAL DOS DESPORTOS, DELEGAÇÃO DE COIMBRA, 1975. *Manual elementar de futebol. Apoio ao futebol popular*, 102 pages.
- MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E CULTURA, DIRECÇÃO-GERAL DA EDUCAÇÃO DE ADULTOS, 1986. *A educação de adultos 1980/1985. Actividades da DGEA. Ponto do Situação*, Lisboa, 305 pages.
- MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E CULTURA, DIRECÇÃO-GERAL DA EDUCAÇÃO DE ADULTOS, 1986. *Análise do Analfabetismo segundo os Grupos Sócio-Economicos em 1981. Relação com alguns indicadores sociais*, Lisboa, Divisão de Estudos, 50 pages.
- MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E DAS UNIVERSIDADES, DIRECÇÃO-GERAL DA EDUCAÇÃO DE ADULTOS, sans date. *Recomendação da UNESCO sobre a educação de adultos*, Lisete de Matos (trad.), 17 pages.
- MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E DA INVESTIGAÇÃO CIÊNTÍFICA, DIRECÇÃO-GERAL DOS DESPORTOS, 1975. *O desporto na actual sociedade portuguesa*, 57 pages.
- MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E INVESTIGAÇÃO CIENTÍFICA, SECRETARIA DE ESTADO DOS DESPORTOS E ACÇÃO SOCIAL ESCOLAR, DIRECÇÃO-GERAL DOS DESPORTOS, 1975. *Mini Biblioteca – Formação Desportiva no Ensino Primário*, 6 volumes.
- MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E INVESTIGAÇÃO CIÊNTÍFICA, SECRETARIA DE ESTADO DOS ENSINOS BÁSICOS E SECUNDÁRIO, DIRECÇÃO-GERAL DA EDUCAÇÃO PERMANENTE, 1979. *Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base dos Adultos (PNAEBA), Relatório de Síntese*, Lisboa, 117 pages.
- MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E INVESTIGAÇÃO CIENTIFICA, SECRETARIA DE ESTADO DOS ENSINOS BÁSICA E SECUNDARIO, DIRECÇÃO-GERAL DA EDUCAÇÃO PERMANENTE, 1979. *Plano Nacional de Alfabetização e Educação de Base dos Adultos (PNAEBA). Cursos de Educação Básica para Adultos. Normas orientadoras de aprendizagem*, Lisbonne, 194 pages.
- MINISTÉRIO DO PLANO E DA ADMINISTRAÇÃO DO TERRITÓRIO, SECRETARIA DE ESTADO DO PLANEAMENTO E DESENVOLVIMENTO REGIONAL, INSTITUTO "ANTÓNIO SÉRGIO" DO SECTOR COOPERATIVO, 1987. *Inquérito*

- nacional ao sector cooperativo*, Lisboa, 128 pages.
- MOGARRO Maria João, PINTASSILGO Joaquim, sans date. « Educação, Cidadania e Alfabetização em Contexto revolucionário », 20 pages.
- MÓNICA Maria Filomena, 1978. *Educação e Sociedade no Portugal de Salazar. A escola primária salazarista. 1926-1939*, Lisboa, Editorial Presença, Gabinete de Investigações sociais, Lisboa, 427 pages.
- MORENO Luis (coord.), 2003. *Guia das Organizações e Iniciativas de Desenvolvimento Local*, Santarém, Animar, Campo dos Media, 237 pages.
- MOTHÉ Daniel, 1997. *L'utopie du temps libre*, Paris, Éditions Esprit, 108 pages.
- MOURA Helena Cidade, 1979. *Manuel de Alfabetização*, Lisboa, Editorial Caminho, 63 pages.
- MUÑOZ Rafael Durán, 1997. « Acciones colectivas y transiciones a la democracia. España y Portugal, 1974-1977 », Madrid, Instituto Juan March de Estudios e Investigaciones, Centro de Estudios Avanzados en Ciencias Sociales, 462 pages.
- MÜNSTER Arno, 1977. *Révolution et contre-révolution au Portugal. L'histoire sociale, économique et politique du nouveau Portugal (1974-1975)*, Paris, Éditions Galilée, 320 pages.
- MUSEU DE ARTE CONTEMPORÂNEA DE SERRALVES, 2014. *O Processo SAAL. Arquitectura e participação 1974-1976*, Porto, Serralves, 304 pages.
- NAMORADO Rui, 1986. « Em defesa de um projecto autogestionário (Cinco teses sobre o controlo da produção dez anos depois de Abril) », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, nº18/19/20, février 1986, pp. 471-479.
- NEVES José (Coord.), 2010. *Como se faz um povo*, Lisboa, Edições Tinta da China, 477 pages.
- NOGUEIRA António Inácio, 1996. *Para uma educação permanente à roda da vida*, Lisboa, Instituto de Inovação Educacional, 376 pages.
- NORBECK Johan, 1983. *Associações Populares para o desenvolvimento*, Lisboa, Ministério da Educação, Direcção-Geral da Educação de Adultos, 55 pages.
- OLIVEIRA César, 1993. *Os anos decisivos. Portugal 1962-1985. Um testemunho*, Lisboa, Editorial Presença, 333 pages.
- OLIVEIRA D., VIEIRA M., 1975. *Poder Popular: um projecto político*, Lisboa, Slemes, 148 pages.
- OLIVEIRA Maria Luísa Brandão Tiago, 2000. *O Serviço Cívico estudantil (1974-1977). Estudantes e Povo numa conjuntura revolucionária*, Lisboa, ISCTE, 603 pages.

- OLIVEIRA Maria Luísa Brandão Tiago, 2010. « A História oral em Portugal », *Sociologia, problemas e práticas*, nº63, pp. 139-156.
- PALACIOS Diego Cerezales, 2003. *O Poder caiu na rua. Crise de Estado e Acções colectivas na Revolução Portuguesa 1974-1975*, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais da Universidade de Lisboa, 209 pages.
- PEREIRA João Martins, 1983. *No reino dos falsos avestruzes. Um olhar sobre a política*, Lisboa, A regra do jogo, 165 pages.
- PEREIRA Victor, 2012. *La dictature de Salazar face à l'émigration. L'État portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Sciences Po, 450 pages.
- PIMENTA Carlos, 1984. *Economia Portuguesa. Uma experiência uma análise*, Lisboa, Editorial Caminho, Biblioteca Universidade Popular, 1984, 201 pages.
- PIMENTEL Irene, 2011. *A História da Pide*, Lisboa, Temas e Debates, 602 pages.
- PINTASILGO Maria de Lourdes, 1985. *Dimensões de Mudança*, Porto, Edições Afrontamento, 231 pages.
- PONSARD Nathalie, 2002. « Quand l'histoire socioculturelle est aussi histoire orale. L'exemple des pratiques de lecture dans une communauté d'ouvriers des années 30 à nos jours », *Genèses*, nº48, 2002/2003. pp. 100-114.
- PORTELLI Alessandro, 2013. *A morte de Luigi Trastulli e outros ensaios*. Lisboa, Edições Unipop, 202 pages.
- POUJOL Geneviève (dir.), 2000. *Éducation populaire : le tournant des années 70*, Paris, L'Harmattan, 249 pages.
- PROST Antoine, 1996. *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 342 pages.
- RAMOS Rui (coord.), 2010. *História de Portugal*, Lisboa, A Esfera dos Livros [3ª edição], 976 pages.
- RANCIÈRE Jacques, 1987. *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Librairie Arthème, Paris, Fayard, 234 pages.
- RANCIÈRE Jacques, 2005. « L'actualité de "Maître ignorant" : entretien avec Jacques Rancière », *Le Télémaque*, Caen, Presses universitaires de Caen, nº27, mai 2005, pp. 21-36.
- RAVENEL Bernard, 1976. « Vie et mort du pouvoir populaire », *Critique Socialiste. Revue théorique du PSU*, avril-mai-juin 1976, pp. 5-27.
- REIS António, 1994. *Portugal 20 anos de democracia*, Lisboa, Círculo de Leitores, 519 pages.
- REZOLA Maria Inácia, 2006. *António de Spínola. Fotobiografia*, Lisboa, Museu da

- Presidência da República, 102 pages.
- REZOLA Maria Inácia, 2007. *25 de Abril. Mitos de uma revolução*, Lisboa, A Esfera dos Livros, 411 pages.
- RIBEIRO António Sousa, 1986. « O povo e o público. Reflexões sobre a cultura em Portugal no pós-25 de Abril », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, nº18/19/20, Février 1986, pp. 11-26.
- RODRIGUES Avelino, BORGA Cesário, CARDOSO Mário, 1979. *Abril nos Quartéis de Novembro*, Amadora, Livraria Bertrand, 483 pages.
- RODRIGUES Francisco Martins (dir.), 1994, *O Futuro era agora. O movimento popular do 25 de Abril*, Lisboa, Edições Dinossauro, 230 pages.
- RODRIGUES Jacinto, 1976. *Frente Cultural. Manual prático do animador cultural*, Porto, Edições Afrontamento, 88 pages.
- RODRIGUES Jacinto, 1976. *Frente Cultural. Estudos para a revolução cultural em Portugal*, Porto, Edições Afrontamento, 46 pages.
- RODRIGUES Manuel, 1987. *Os baldios*, Lisboa, Caminho, 272 pages.
- RODRIGUES Susana Raquel dos Santos, 1997. *A articulação dos diferentes modos de bem-estar. Estudo de uma Instituição Particular de Solidariedade Social e a sua relação com o Estado*, Coimbra, Faculdade de Económia da Universidade de Coimbra, Seminário de Investigação na área de Sociologia Rural e Urbana.
- ROSMANINHO Nuno, 1996. *O princípio de uma "revolução urbanística" no Estado Novo. Os primeiros programas da cidade universitária de Coimbra. 1934-1940*, Coimbra, Livraria Minerva Editora, 340 pages.
- ROSANVALLON Pierre, 1976. *L'âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement*, Paris, Éditions Seuil, 185 pages.
- ROSANVALLON Pierre, VIVERET Patrick, 1976. *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Éditions du Seuil, 155 pages.
- ROUX Bernard, 1982. « Réforme et contre-réforme agraire au Portugal », *Tiers-Monde*, tome 23, nº89, 1982.
- RUDEL Christian, 1980. *La liberté couleur d'œillet. Histoire du XX^e siècle portugais*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 358 pages.
- RUIVO Fernando, 1988. « Agente de desenvolvimento local, formação e recursos endógenos », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, nº25/26, décembre 1988, pp. 253-261.
- SALDANHA Ana, 2010. « Révolution des œillets : transition sociopolitique et démocratisation au Portugal », *ILCEA*, nº13.

- SALGADO Lucília, 1990. « O Outro Lado da Educação – Para além do instituído », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, nº29, février 1990, pp. 105-119.
- SALGADO Lucília, 2012. « A Educação de Adultos na sociedade de classes », *O Direito de Aprender*, septembre 2012, 5 pages.
- SÁNCHEZ CERVELLÓ Josep, 1989. « El processo democrático português (1974-1975) », in Hopólito de la Torre (coord.), *Portugal y España en el cambio político (1958-1978)*, Mérida, Universidad Nacional de Educación a Distancia, Centro Regional de Extremadura, pp. 149-166.
- SÁNCHEZ CERVELLÓ Josep, 1994. « Cronologia das organizações de direita (1973-1976) », Coimbra, 19 pages.
- SANTOS Boaventura de Sousa, 1981. « A questão do socialismo », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, nº6, mai 1981, pp. 149-173.
- SANTOS Boaventura de Sousa, 1985. « A crise do Estado e a Aliança Povo/MFA em 1974-1975 », *25 de Abril 10 anos depois*, Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian.
- SANTOS Boaventura de Sousa, 1992. *O Estado e a Sociedade em Portugal (1974-1988)*, Edições Afrontamento, Porto, (2ª edição), 266 pages.
- SANTOS Paula Alexandra Fernandes, 2005. *A igreja e o 25 de Abril: o "caso Rádio Renascença" (1974 – 1975)*, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais, 269 pages.
- SCHMITTER Philippe, 1999. *Portugal: do Autoritarismo à Democracia*, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais, 498 pages.
- SILVA Ana da, 2013. « La formation des animateurs et animatrices au Portugal », *Animation, territoires et pratiques socioculturelles*, nº4, pp. 13-22.
- SILVA Aníbal Cavaco, 2004. *Autobiografia Política II*, Lisboa, Círculo de Leitores, 527 pages.
- SILVA A. E. Duarte, DATE. « O litígio entre Portugal e a ONU (1960-1974) », *Análise Social*, vol. XXX (130), 1º. pp- 5-50.
- SIMÃO José Veiga, 1973. *Educação... Caminhos de liberdade. Três anos de governo*, Lisboa, Secretaria-Geral do Ministério da Educação Nacional, 398 pages.
- SOARES Mário, 1976. *Portugal, quelle révolution ? Entretiens avec Dominique Pouchin*, Paris, Calmann-Levy, 253 pages.
- SOUTELO Luciana de Castro, 2004. « A memória do 25 de Abril nos anos do cavaquismo: o desenvolvimento do revisionismo histórico através da imprensa (1985-1995) », Dissertação de Mestrado de História Contemporânea, Faculdade de Letras, Universidade do Porto, 2009, 400 pages.

- STOER Stephen, 1986. *Educação e mudança social em Portugal. 1970-1980, Uma Década de Transição*, Porto, Edições Afrontamento, 298 pages.
- STOER Stephen, DALE Roger, 1999. « Apropriações políticas de Paulo Freire: um exemplo de Revolução portuguesa », *Educação, Sociedade e Culturas, Revista da Associação de Sociologia e Antropologia da Educação*, Afrontamento, Porto, 1999. pp. 67-81.
- SUÁREZ Miguel Ángel Pérez, 2008. *Contra a exploração capitalista. Comissões de trabalhadores e luta operária na revolução portuguesa (1974-1975)*, Dissertação de Mestrado em História dos Séculos XIX e XX (Secção do Século XX), Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, Universidade Nova de Lisboa, 162 pages.
- TEODORO António, 1978. *A Revolução Portuguesa e a Educação*, Lisboa, Editorial Caminho, 134 pages.
- TORGAL Luís Reis, 1999. *A Universidade e o Estado Novo. O Caso de Coimbra 1926-1961*, Coimbra, Livraria Minerva Editora, 296 pages.
- TOUCHARD Jean (dir.), 1977. *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Éditions du Seuil, 380 pages.
- TOURAINÉ Alain, 1972. *Le communisme utopique. Le mouvement de mai 1968*, Paris, Éditions du Seuil, 317 pages.
- TOURAINÉ Alain, 1974. *Vida e morte do Chile popular. Diário sociológico. Julho-Setembro 1973*, Amadora, Livraria Bertrand, 278 pages.
- UNESCO, COMMISSION INTERNATIONALE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION, 1972. *Apprendre à être*, Paris, Fayard-UNESCO, 368 pages.
- UNESCO, 1975. *Guia prático de alfabetização funcional. Um método de formação para o desenvolvimento*, Lisboa, Editorial Estampa, 249 pages.
- VALENTE José Carlos, 2010. *Para a história dos tempos livres em Portugal. Da FNAT à INATEL (1935-2010)*, Lisboa, Edições Colibri, Fundação INATEL, 284 pages.
- VARELA Raquel (coord.), 2012. *Revolução ou transição? História e Memória da Revolução dos Cravos*, Lisboa, Bertrand Editora, 293 pages.
- VERGNIoux Alain, 2005. *Cinq études sur Célestin Freinet*, Caen, Presses Universitaires de Caen, 2005, 135 pages.
- VIEGAS Filomena, 2006. « O Projecto de Alfabetização e Animação do Centro de Apoio à Organizações de Base (CAOB) », Présentation PowerPoint, Chaves, 10 pages.
- VIEIRA M., OLIVEIRA D., 1976. *O Poder Popular em Portugal*, Coimbra, Centelha, 109 pages.
- WEFFORT Alexandre Branco, 2006. *A canção popular portuguesa em Fernando Lopes*

Graça, Lisboa, Editorial Caminho, 443 pages.

3. Films et vidéos

CASTANHEIRA Graça, 2013. *Maria de Lourdes Pintasilgo. Documentário*, Lisboa, 50 minutes.

FERREIRA Aida, MORAIS Maria Teresa, 1975. *Aulas e azeitonas*, Cuba, 180 minutes.

FREITAS Alípio, LINDOLFO Mário, 1994. *A procura do socialismo*, Lisboa, Unidade de Produção do Arquivo Audiovisual, 51 minutes.

GRUPO ZERO, 1977. *Assim começa uma revolução*, Grupo Zero, 15 minutes.

HARLAN Thomas, 1975. *Torre Bela*, Lisboa, Abril em Maio, 82 minutes.

MARTINS Ricardo Antunes, 2009. *Futebol de Causas. Jogadores em luta*, Lisboa, RTP, 51 minutes.

RTP, 2010. *Inatel. Uma história com futuro*, Lisboa, RTP.

SILVA Vitor, 1976. *O campo toma a palavra. A terra a quem a trabalha*, Lisboa, Abril em Maio, 60 minutes.

Table des matières

Remerciements.....	2
Principaux sigles.....	4
Introduction.....	9
La chute du régime salazariste.....	10
La période révolutionnaire portugaise.....	15
Repenser le processus révolutionnaire portugais.....	18
Le pouvoir populaire au Portugal.....	22
Les expériences d'éducation populaire.....	24
Les hypothèses de base.....	27
La question des sources.....	30
Plan de la thèse.....	32
Partie I La Révolution des œillets, fondement d'un nouveau projet d'éducation populaire (1974-1976).....	35
Chapitre I Coimbra et la révolution (1974-1976).....	37
1. Contextualisation : Coimbra en 1974.....	38
1.1. Données géographiques.....	38
1.2. L'économie locale.....	42
1.3. Le poids central de l'université de Coimbra.....	45
1.4. Pour une histoire plurielle de Coimbra.....	46
2. Le 25 Avril et le processus révolutionnaire portugais.....	49
2.1. Le 25 Avril 1974, chute du régime salazariste.....	49
2.2. Le retour des forces politiques.....	53
2.3. La mobilisation populaire.....	56
2.4. Le risque contre-révolutionnaire.....	58
3. Vers une accélération du processus révolutionnaire.....	60
3.1. La radicalisation de la Révolution.....	61
3.2. Coimbra au sortir des élections du 25 avril 1975.....	63
3.3. L'été brûlant de 1975 et l'explosion de violence.....	67
3.4. L'implosion du Mouvement des Forces armées.....	70
4. La normalisation de la vie politique portugaise.....	73
4.1. Novembre 1975, le mois de tous les dangers.....	73
4.2. La fin du processus révolutionnaire et le risque contre-révolutionnaire.....	77
4.3. L'entrée en vigueur de la Constitution et les premières élections législatives.....	79
4.4. La structuration d'un nouveau pouvoir politique.....	82
Chapitre II Le pouvoir populaire comme projet politique et pédagogique.....	86
1. Expressions locales du pouvoir populaire.....	87
1.1. Les commissions d'habitants.....	88
1.2. Les commissions de travailleurs.....	91
1.3. Le nouvel essor du coopérativisme.....	94
1.4. La revendication de l'espace public.....	96
2. Le pouvoir populaire comme projet politique.....	100
2.1. Pouvoir populaire et autogestion.....	100
2.2. Le regard des forces politiques.....	104
2.3. L'enjeu de la structuration.....	108
2.4. Pouvoir populaire et élections.....	111

3. Un enjeu pédagogique.....	116
3.1. Des espaces alternatifs d'apprentissage.....	116
3.2. Conscientisation et politisation.....	119
3.3. L'apprentissage de la démocratie.....	120
3.4. Pouvoir populaire et éducation populaire.....	122
Chapitre III L'éducation et la culture, priorités révolutionnaires.....	125
1. Un enjeu pour la démocratie.....	126
1.1. Le fléau de l'analphabétisme.....	127
1.2. La résistance culturelle au salazarisme	132
1.3. L'éducation au centre de la révolution.....	135
1.4. Pour une culture "socialiste et populaire".....	137
2. Les mesures prises au cours de la période révolutionnaire.....	139
2.1. Les campagnes de dynamisation culturelle du Mouvement des Forces armées.....	140
2.2. Les étudiants dans la révolution.....	142
2.3. Le projet du Programme national d'alphabétisation.....	145
2.4. L'éducation et la culture dans la Constitution de 1976.....	147
3. Le projet d'éducation populaire dans le Portugal révolutionnaire.....	149
3.1. Une alternative éducative.....	149
3.2. L'impulsion de la direction générale d'Éducation permanente.....	153
3.3. Les autres structures de l'appareil d'État.....	155
3.4. Les associations d'éducation populaire.....	160
Partie II Les associations comme socle du projet d'éducation populaire (1977-1982).....	163
Chapitre IV Le projet des associations d'éducation populaire.....	165
1. Caractérisation des associations locales.....	166
1.1. Le dynamisme du mouvement associatif après 1974.....	167
1.2. Pour une typologie des associations d'éducation populaire.....	169
1.3. Les associations d'éducation populaire présentes sur le district de Coimbra.....	172
1.4. Une caractérisation de l'associativisme au niveau régional.....	180
2. Les activités développées par les associations.....	185
2.1. L'alphabétisation.....	186
2.2. L'animation socioculturelle.....	188
2.3. Le théâtre comme apprentissage collectif.....	192
2.4. L'éducation par le sport.....	196
3. La structuration du mouvement associatif.....	198
3.1. L'organisation de rencontres locales et nationales.....	199
3.2. De nouvelles structures d'appui aux associations.....	202
3.3. Le Centre d'appui aux organismes de base.....	204
3.4. Des appuis à l'étranger.....	207
Chapitre V Les associations comme pôle de résistance.....	211
1. Le retrait de la puissance publique.....	212
1.1. L'arrêt des actions entreprises pendant la période révolutionnaire.....	213
1.2. La mise en veille de la direction générale d'Éducation permanente.....	216
1.3. La réorganisation de l'appareil d'État.....	218
1.4. La chute des fonds alloués à l'associativisme éducatif et culturel.....	222
2. Le recul de l'héritage révolutionnaire.....	225
2.1. Crise économique et austérité.....	226

2.2. La progression de la droite portugaise.....	228
2.3. Des mouvements sociaux sur la défensive.....	231
2.4. La préparation de la révision constitutionnelle de 1982.....	234
3. Les associations comme pôle de résistance.....	238
3.1. L'opposition à l'action du gouvernement.....	239
3.2. La structuration de l'action des associations.....	242
3.3. Un « front culturel » ?.....	244
3.4. Le 25 avril comme espace de référence.....	248
Chapitre VI Le Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes, un nouvel élan pour les associations.....	251
1. Le processus de préparation du Plan national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes.....	252
1.1. La loi n°3/79 et l'élimination de l'analphabétisme.....	253
1.2. Un important travail de recherche.....	256
1.3. La récupération de l'héritage du processus révolutionnaire.....	258
1.4. L'éducation d'adultes et les objectifs du PNAEBA.....	261
2. La constitution d'un nouvel appareil d'État.....	264
2.1. La refonte de la direction générale d'Éducation permanente.....	264
2.2. Le rôle pionnier des coordinations de la région de Coimbra.....	267
2.3. Le Conseil national d'alphabétisation et d'éducation de base d'adultes.....	269
2.4. L'Institut d'éducation d'adultes.....	272
3. Le rôle des associations.....	274
3.1. Le soutien aux associations d'éducation populaire.....	274
3.2. La mise en place d'un réseau d'animateurs et de professeurs détachés.....	278
3.3. Le rôle des collectivités locales.....	281
3.4. Les centres de culture et d'éducation permanente.....	283
Partie III Le délaissement du projet d'éducation populaire (1982-1986).....	287
Chapitre VII Le PNAEBA, nouvelle occasion manquée pour l'éducation populaire.....	289
1. Le progressif abandon du projet initial.....	291
1.1. L'essoufflement de la volonté politique.....	291
1.2. L'abandon de l'autonomie de l'éducation d'adultes.....	294
1.3. La sujétion au politique.....	296
1.4. La réduction à l'alphabétisation et l'éducation de base.....	298
2. La continuation des actions du PNAEBA au niveau local.....	302
2.1. Les réalisations du PNAEBA au niveau local.....	302
2.2. La dynamisation des forces vives locales.....	305
2.3. Un discours critique à l'égard de l'abandon du PNAEBA.....	307
2.4. L'Association portugaise pour la culture et l'éducation permanente.....	309
3. Actions des associations sur la période.....	313
3.1. La poursuite de la dynamique du PNAEBA au sein des associations.....	313
3.2. Le dynamisme des associations locales.....	316
3.3. Les difficultés de financement.....	318
3.4. De nouvelles tentatives de coordination.....	322
Chapitre VIII La campagne électorale de Maria de Lourdes Pintasilgo et l'héritage éducatif de la révolution portugaise.....	325
1. Réaliser le 25 avril en approfondissant la démocratie.....	326

1.1. La figure de Maria de Lourdes Pintasilgo.....	327
1.2. Le manifeste pour l'approfondissement de la démocratie.....	330
1.3. La structuration du Mouvement pour l'approfondissement de la démocratie....	332
1.4. La récupération de l'héritage du 25 avril.....	334
2. Un projet éducatif et culturel.....	336
2.1. La politique comme acte culturel.....	337
2.2. L'animation au centre du projet politique.....	340
2.3. Une démocratie radicale.....	342
2.4. Le rôle des structures associatives.....	344
3. Une campagne atypique.....	346
3.1. Une candidature non partidaira.....	347
3.2. L'appui sur les groupes locaux.....	350
3.3. L'enthousiasme de la campagne.....	353
3.4. La "douche froide" de janvier 1986.....	356
 Chapitre IX L'année 1986 comme tournant dans l'histoire contemporaine du Portugal....	361
1. L'abandon du projet d'éducation d'adultes.....	362
1.1. L'enterrement définitif du PNAEBA.....	363
1.2. La scolarisation de l'éducation.....	367
1.3. Vers la formation professionnelle.....	370
1.4. Le rôle de l'intégration européenne.....	373
2. Crise et recomposition de l'associativisme.....	375
2.1. La spécialisation des associations.....	376
2.2. L'institutionnalisation de l'animation.....	378
2.3. Le développement local, renouveau du projet d'éducation populaire ?	380
2.4. L'érosion du mouvement associatif.....	384
3. La fin de la transition portugaise ?.....	387
3.1. Les transformations européennes.....	388
3.2. La période « cavaquiste » et le recul des mouvements populaires.....	390
3.3. La monopolisation de la parole politique par les partis.....	393
3.4. Que reste-t-il du 25 avril après 1986 ?.....	397
 Conclusion	401
La Révolution des œillets comme potentialité.....	401
Les associations comme élément constitutif du projet d'éducation populaire.....	403
Du pouvoir populaire à la démocratie représentative.....	405
 Sources et bibliographie.....	409
1. Sources	409
2. Bibliographie.....	411
3. Films et vidéos.....	428